Le Mouvement Socialiste

LE

Mouvement Socialiste

SIXIÈME ANNÉE

1904

TOME II

(MAI — SEPTEMBRE)

De l'Année

TOME XIII

De la Collection

125-333
2/12/12

PARIS

7, Rue Corneille (Odéon)

LE SOCIALISME EN ITALIE

Les socialistes étrangers ont commencé à s'intéresser aux événements actuels du socialisme italien. Cela ne vient pas de ce que l'Italie d'aujourd'hui exerce une influence prépondérante ou très importante dans l'économie générale. Le rôle historique de l'Italie a consisté, il y a quatre siècles, à conserver à l'Europe la civilisation submergée par les barbares, la culture classique tuée par le christianisme et l'expérience capitaliste de ses très florissantes cités médiévales.

De même que l'histoire du capitalisme italien du Moyen-Age, est la véritable clef de voûte des origines du capitalisme contemporain, dont elle recèle le secret, de même aussi l'histoire des premières luttes de classe menées en Italie par le prolétariat du XIV^e^ et du XV^e^ siècles contre les classes riches des villes et les seigneurs féodaux des campagnes, et les révoltes communales de cette époque, peuvent avoir quelque intérêt général pour le socialisme international.

Depuis cette époque, l'Italie est sortie pour ainsi dire de la circulation de l'histoire, et c'est à peine, depuis un demi siècle, qu'elle y est rentrée comme une nation préoccupée avant tout d'assurer sa vie intérieure. Pour le socialisme italien, il faut aussi reconnaître qu'il ne peut rien offrir aux camarades des autres nations que l'expérience de ses propres erreurs et des très graves dangers dont est menacé notre parti dans un milieu petit bourgeois et suffisamment démocratisé.

Il me semble que notre parti est arrivé un peu partout à notre époque à la phase critique, où se trouvait par exemple le christianisme quelques années avant la conversion de Constantin, ou, pour parler de choses plus modestes, le libéralisme en Angleterre, lorsque les classes aristocratiques se montrèrent capables de s'en servir pour conserver leur

propre domination. Dans les pays, comme l'Italie par exemple, où la classe bourgeoise, non encore économiquement consolidée, ne se trouve pas attachée à une tradition politique bien précise, l'apparition du socialisme a donné lieu a deux phénomènes contradictoires. Le premier a été une peur excessive, accompagnée de l'emploi de toutes sortes de rigueurs politiques et de persécutions personnelles; le second; une espèce de surprise de sa propre peur, une douce ironie de ses propres craintes, et une extrême confiance dans la possibilité de dompter l'ennemi présumé. Il y a deux ans, il s'en fallut de peu que la bourgeoisie italienne ne se convertit en bloc au socialisme. M. Giolitti attaquait à la Chambre le parti républicain et les anarchistes, mais défendait le socialisme, notez bien, le socialisme de la lutte de classe! Et lorsque plus tard il offrit un portefeuille à Turati, aucun journal bourgeois, même médiocrement respectable, ne trouva rien à redire : l'opinion publique des classes capitalistes de l'Italie septentrionale suivait avec la plus visible faveur le geste du ministre sans préjugés.

C'est un fait certainement très grave, si on le rapproche des craintes qui saisirent la bourgeoisie française au lendemain de l'avènement au pouvoir de l'avocat Millerand, qui, après tout, n'avait pas le passé de vrai socialiste-révolutionnaire de Turati et surtout une forte condamnation à la prison par un Conseil de guerre. Au fond, c'est l'opinion de beaucoup, que la classe capitaliste italienne n'hésiterait pas à faire une grande expérience de socialisme, dans la conviction où elle est parvenue qu'un socialisme pratiqué et réalisé non par les classes ouvrières, mais par la bourgeoisie, ne serait pas du tout terrible pour sa domination de classe. Cette conviction de la bourgeoisie italienne vient en grande partie de l'allure que le socialisme a prise dans notre pays.

Le socialisme italien, dans sa forme actuelle de parti po-

litique, date à peine de 12 ans (1), et a eu un développement tout à fait disproportionné aux conditions capitaliste de l'Italie.

Il peut se définir la première tentative révolutionnaire que les classes bourgeoises, vivant de l'exercice de quelques modestes facultés intellectuelles, ont faite pour conquérir une influence sur la vie publique. Il y a dix ans, la décomposition des vieux partis politiques italiens (conservateurs, libéraux et démocrates) était très avancée ; les conditions de l'économie publique étaient assez tristes , le discrédit de la monarchie et des institutions militaires désormais complet. Le trop plein des professions libérales (avocats, médecins, publicistes, et désœuvrés) se jeta sur le parti socialiste et l'employa comme l'unique force pouvant conduire à quelque victoire. Très probablement ils y entrèrent tous avec la plus parfaite bonne foi et la conviction de servir à un but d'utilité publique. Mais ils y apportèrent surtout la conviction que le prolétariat aurait suffisamment conquis le pouvoir une fois qu'il aurait nommé aux fonctions publiques leurs propres personnes et en leur fournissant le moyen d'obtenir quelque influence sur l'opinion publique ! Leur entrée ne contribua pas peu au succès du Parti socialiste dans notre pays. La propagande se multiplia. L'enthousiasme gagna les masses et le Parti socialiste fut reconnu comme la seule force politique réelle du pays.

L'influence du Parti socialiste ne peut pas en effet se mesurer seulement au nombre de ses 32.000 adhérents (1), ou au nombre des membres du groupe parlementaire ou des

(1) *Le Parti Socialiste Italien* fut formé à Gênes en 1892 sous le nom de *Parti des travailleurs Italiens.*

(1) Ce chiffre est quelque peu inférieur à la réalité ; les sections, devant payer à la Caisse Centrale pour le nombre d'inscrits, et la cotisation étant assez élevée, ont coutume de déclarer un nombre d'adhérents inférieur à la réalité.

municipalités conquises par le Parti, mais surtout aux résultats obtenus par le Parti socialiste qui est parvenu à rassembler dans sa main presque tout le mouvement ouvrier et paysan ; ainsi, en dehors des organisations cléricales, le mouvement ouvrier, paysan et des artisans, la coopération, la mutualité et la résistance sont dans les mains du Parti socialiste, qui les dirige par ses propres adhérents. Cela explique l'énorme influence conquise dans le pays par le Parti socialiste et l'extrême intérêt qu'attachent les classes capitalistes à la tentative faite pour se rendre maître de cette force et la détourner vers leurs propres fins. Et désormais tous s'accordent à admettre que le plan politique de M. Giolitti consiste non pas à énerver par la corruption le Parti socialiste, mais à créer dans l'esprit des choryphées de ce Parti la conviction que l'Etat italien, monarchique et militaire, quoique libéral, tel qu'il est, ne met en aucune façon d'obstacle aux expériences du socialisme, et par suite qu'il n'y a pas à exclure la collaboration du Parti socialiste avec cet Etat. Et il semble qu'il ait parfaitement réussi dans son plan, puisque les réformistes, qui infectent notre Parti, repètent la même chanson, et reconnaissent que les institutions monarchiques italiennes se prêtent à une expérience de participation au pouvoir du Parti socialiste. Ils admettent aussi sans discussion que notre Parti peut suivre une politique ministérielle, même sans participation directe au pouvoir. Naturellement toutes ces affirmations sont accompagnées de grandes déclarations de « foi » collectiviste et de proclamations de la lutte de classe, que, par un magnifique tour de prestidigateur, on déclare ne pas être le moins du monde en opposition avec la collaboration des classes et la participation au pouvoir.

Ces sottises, naturellement, on ne peut pas les dire qu'en Italie. La classe bourgeoise, comme unité symbolique, n'existe que dans l'Etat. Dans la société, nous connaissons

le capitaliste A, le banquier B, le propriétaire foncier C, mais non « Madame la Société Capitaliste ». Les travailleurs d'une usine ne font pas grève contre le capitalisme, mais contre le patron de cette usine. Ce n'est donc pas une lutte de classe contre classe, mais la lutte de *quelques* ouvriers contre *un* capitaliste. *La véritable lutte de classe est politique, c'est-à-dire une lutte pour ou contre l'Etat.* En fait, comme la classe bourgeoise ne réalise son unité symbolique que dans l'Etat, l'unique moyen de combattre la classe bourgeoise consiste à attaquer l'Etat (1). Toute collaboration avec l'Etat existant est la négation de la lutte de classe. *Le ministérialisme, la participation au pouvoir, sont les formes typiques antirévolutionnaires de l'action socialiste.* Et cela sous un double aspect. La participation au pouvoir et la politique ministérielle impliquent la renonciation à l'action « collective » contre la classe capitaliste et la reconnaissance du caractère non parasitaire de l'Etat politique. Quiconque se souvient de l'étude pathologique de la nature parasitaire de l'Etat, que Marx a faite dans la *Commune de Paris*, et de son caractère nécessairement opposé aux intérêts du prolétariat, devra reconnaître que le ministérialisme et la participation au pouvoir représentent une forme nettement antimarxiste d'action prolétarienne. C'est utile à rappeler, parce qu'en Italie les arlequins bigarrés du socialisme réformisme ont coutume de donner une couche de phraséologie marxiste à leurs expectorations cérébrales d'espèce politique.

Le succès de la politique de castration du Parti socialiste a été dû à divers facteurs. D'abord, et surtout, au caractère des hommes. Les choryphées du Parti socialiste qui venaient

(1) G. Sorel a donné dans l'*Avenir Socialiste des Syndicats* un exemple concret de la manière dont le prolétariat conduit et peut conduire la lutte contre l'Etat.

de la petite bourgeoisie, dépourvue d'emplois profitables. commencèrent par en trouver un dans le Parti socialiste. Et naturellement, leur révolution était déjà faite, quand par la force de la classe ouvrière organisée, ils avaient réussi à acquérir une influence notable sur la vie publique. La nature italienne y contribue aussi pour beaucoup. Elle est portée aux accomodements pratiques et, positivistement, fermée à toutes les abstractions philosophiques. Notre génie politique est Machiavel qui, dans son vocabulaire, donne au mot *vertu* le sens de capacité de réussir, et au mot *vice* celui de manque d'énergie (1), et qui enseignait qu'en politique on peut réussir par tous les moyens, pourvu qu'on excelle dans quelqu'un, et que suivre les principes conduit à une ruine certaine. L'Italien est instinctivement machiavélique, au moins en politique. Il n'y a pas de pays au monde où l'on se moque plus des principes. Turati s'amusa énormément, au Congrès de Bologne, à tourner en ridicule ceux qui voulaient résoudre les questions de « tactique », comme il les appelait, en faisant appel aux « principes ».

Le principal facteur de ce succès a été l'amélioration des conditions économiques dn pays. Dans les dernières cinq années de la vie économique du pays, il y a eu un notable progrès. Les exportations d'une moyenne de 974 millions dans la précédente décade. montèrent à 1.200 millions en 1898 ; 1.400 millions en 1899. baissèrent de quelques centaines de mille ensuite, mais les regagnèrent en 1901. pour atteindre le milliard et demi en 1902. Les importations d'une moyenne de 1.202 millions montèrent à 1.400 millions en 1898 ; 1.500 millions en 1899 ; 1.700 millions en 1900 ; 1717 millions en 1901 ; 1.900 millions en 1902. Il est important à noter que l'augmentation des importations vient des matiè-

(1) Ce serait une étude intéressante que de comparer les idées de Machiavel et de Nietzsche.

res premières, des machines et du charbon de terre, ce qui prouve un développement du capital industriel du pays, et par conséquent une plus forte demande de main-d'œuvre. Ce fait est cause que par-ci par-là s'est atténuée la crise de chômage permanent, dont semble affligée la classe ouvrière italienne, et qu'en quelques lieux, les salaires ont augmentés.

L'utilisation des forces hydrauliques du pays a permis de donner un notable développement à l'application de l'électricité aux usages industriels. Le professeur Sylvanes Thompson a témoigné des grands progrès qui se sont faits en Italie dans ce domaine. Mais l'amélioration des conditions économiques du pays et des travailleurs, ayant coïncidé avec l'arrivée au pouvoir des fractions libérales et démocratiques, a servi aux réformistes pour démontrer que les travailleurs étaient intéressés au succès de la politique des fractions bourgeoises libérales, et par suite que le Parti socialiste devait suivre cette politique.

A ce moment, est survenu un fait vraiment grave et qui démontre lumineusement quels périls entourent le socialisme dans un pays à constitution libérale ou démocratique. En Italie, l'Etat a toujours eu une attitude très indulgente vis-à-vis de ses employés. La raison en est vraisemblablement l'omnipotence de cette même bureaucratie, c'est-à-dire le caractère éminement bureaucratique de l'Etat. Il est donc arrivé que, même dans les périodes dites de réaction politique, les bureaucrates ont pu adhérer impunément aux partis non constitutionnels. Il est intéressant de remarquer que même pendant la période la plus grave de la réaction crispinienne, un haut fonctionnaire de l'Etat, qui occupait un poste de confiance près du ministre de la Justice, M. Pasquale di Fralta, et qui a eu une carrière administrative très fortunée, collaborait ouvertement à *la Critica Sociale* et envoyait des informations politiques à l'organe central du

Parti, qui portait alors le titre point trop innocent de *Lutte de classe*. Il est de plus notoire que les professeurs des enseignements supérieur et secondaire, qui adhèrent au Parti socialiste, n'eurent à souffrir d'aucun ennui. Le Parti socialiste ayant vu sa force s'accroître et étant devenu un parti de gouvernement, les bureaucrates pensèrent à en profiter pour améliorer leur propre situation. Des ligues d'employés des espèces les plus variées se constituèrent, qui, toutes, plus ou moins, se mirent sous la protection du socialisme réformiste et reconnurent en Filippo Turati le protecteur officiel de leurs intérêts. Ce furent d'abord les employés des postes et télégraphes, des plus humbles aux plus élevés ; ensuite, les professeurs des enseignements primaires et secondaires ; puis les employés de l'ordre judiciaire. Les employés des chemins de fer avaient déjà donné l'exemple. Et tous, au nom de la démocratie, de la civilisation et du socialisme réclamèrent une augmentation d'appointements et une diminution de travail (1) ; il faudrait que les contribuables, c'est-à-dire la classe ouvrière, se dépouillent et se sacrifient plutôt pour rendre plus facile et commode la vie de messieurs les bureaucrates, qui, comme l'on sait, travaillent tant !

L'ignorance des socialistes italiens est si épaisse que personne ne se demanda s'il était compatible avec le programme et avec les intérêts du socialisme prolétarien de soutenir les intérêts du parasitisme bureaucratique. Sous le spécieux prétexte que les bureaucrates aussi *travaillent*, ils admirent sans plus que le Parti devait défendre toutes leurs prétentions. Et même les prétendus révolutionnaires qui suivent le camarade Enrico Ferri ne parurent pas s'apercevoir qu'il

(1) A propos du travail « des employés », M. Giolitti, qui sort aussi pourtant de la bureaucratie, a dû déclarer à la Chambre que si les employés de l'État travaillaient comme les employés privés, il suffirait d'un quart du personnel actuel.

y a une contradiction à réclamer des augmentations d'appointements pour les employés et de salaires pour les ouvriers, si l'on considère que, en définitive, les dépenses de l'Etat sont payées par les ouvriers. Cette politique démagogique et de marchandages électoraux se trouve défendue par Turati comme le *nec plus ultra* de la modernité socialiste.

Les ligues d'employés, les choryphées du mouvement bureaucratique, rompus à l'asservissement de la plume, abaissent toujours plus le niveau du parti socialiste. L'acharnement avec lequel les *ralliés* du socialisme boutiquier attaquaient le peu de révolutionnaires qui étaient dans le Parti socialiste italien était proportionné à leur peur que la prépondérance de ces derniers dans le parti ne compromette leur entreprise contre le budget de l'Etat. Le *vrai* socialisme « scientifique », le socialisme « moderne », le socialisme « positif et évolutionniste », nous sont enseignés sur tous les tons du style bureaucratique par ces nouveaux croisés du maximum de rétribution avec le minimum de travail ! A la Chambre, les députés socialistes — les représentants du prolétariat ! — se dépensèrent en motions, interpellations et recommandations pour les employés de tous les ministères. Un vieux et très estimé député du parti conservateur m'a dit qu'une concurrence plus révoltante ne s'était jamais vue. A suivre les panégyriques des députés socialistes, on croyait que l'Etat n'existait que pour faire le bonheur de Messieurs les fonctionnaires et qu'il n'avait pas de plus grand devoir que de se faire mal servir, pour payer le plus possible.

On comprend qu'un parti qui s'appuie sur les employés de l'Etat ou recherche leur adhésion ne peut représenter une sérieuse menace pour la constitution politique de l'Etat. N'est-ce pas l'Etat qui est la caisse où puisent les employés ? Et pensent-ils vouloir frapper précisément la source de leurs

appointements? Ainsi s'explique toute la rage qui s'empare des réformistes devant les affirmations républicaines de leurs camarades révolutionnaires. Le conservatisme des réformistes se révèle dans leur attitude vis-à-vis des institutions politiques du pays. Ainsi, en France, ils se passionnent pour la République, et en Italie, *faute de mieux*, ils prêchent la stérilité des transformations politiques et se réservent de devenir républicains le jour où les institutions monarchiques combattront le socialisme. Mais pourquoi cette monarchie serait-elle assez sotte pour s'attaquer à un socialisme pacifique, respectueux de la légalité, sans antipathie pour la forme politique de l'Etat et plein de bonnes intentions? Et ce qui montre le caractère peu révolutionnaire du socialisme italien, c'est, par exemple, le fait que le chef même de la fraction révolutionnaire, le camarade Ferri, se déclare bien antimonarchiste, mais aussi antirépublicain, et n'a jamais réussi à nous faire comprendre s'il considérait ou non comme un obstacle au développement du socialisme, l'existence de la forme monarchique de l'Etat.

Cela explique l'acharnement tout spécial avec lequel le Parti socialiste italien poursuit les « réformes »; « réformes », bien entendu abstraites, dont jamais personne ne réussit à préciser les traits, et dont personne ne sait exactement à qui elles devraient s'appliquer. Et même, sous cet aspect, les vues du camarade Ferri et celles de Turati coïncident parfaitement. Ainsi, pour le camarade Ferri, le socialisme se réalise par une superposition de réformes et par de graduelles transformations des institutions existantes. Du discours du camarade Ferri au récent Congrès de Bologne, il ressort clairement qu'il n'a pas du tout la conviction que la société présente marche vers des antithèses toujours plus nettes et plus affirmées, aboutissant à un processus de crises révolutionnaires d'une durée plus ou moins appréciable, mais certainement assez longue. Le camarade

Ferri a la même idolâtrie pour la légalité existante qui distingue les réformistes. L'hypothèse abstraite de l'accomplissement des transformations sociales et politiques, grâce à l'emploi actif de la violence, quand toutes les autres conditions existent, semble à ses yeux une affirmation périlleuse et peu positive. Il a une grande confiance dans l'emploi des persuasifs, et en ce qu'il appelle la « formation de la conscience. » Tandis que Turati attend l'avènement du socialisme de la collaboration du prolétariat avec les classes dominantes, Ferri l'attend au contraire des transformations graduelles que l'évolution de l'esprit public, sous l'influence de la propagande socialiste, imposera nécessairement. Cette conception éminemment oratoire du socialisme fait de Ferri un turatiste moins la participation au pouvoir. C'est pourquoi Ferri n'est jamais arrivé à se persuader que Turati a depuis longtemps cessé d'être socialiste, et continue à croire qu'entre la conception socialiste du prolétariat et celle démocratique et libérâtre de Turati, il y a une simple différence de méthodes tactiques. D'autre part, il faut reconnaître que si la conception générale du devenir socialiste est chez Ferri quelque peu ingénue et pas toujours correcte, l'action pratique qu'il mène dans le pays et qu'il a fait prévaloir dans le Parti s'en tient fidèlement aux méthodes prolétariennes de la lutte de classe. Si Enrico Ferri était un peu moins attaché aux préjugés scientifiques de son éducation positiviste, et s'il voyait dans le marxisme une doctrine complète, qui renferme en elle-même les conditions de son propre développement et de ses propres progrès, et ne doit donc pas les demander ni à Comte, ni à Spencer, ni à Darvin, ni à Lombroso, comme semble le croire Ferri, il n'y aurait plus aucune différence entre sa ligne de conduite et celle des socialistes qui suivent l'*Avangarde socialiste* (1).

(1) Le Congrès de Bologne a démontré que cette fraction a fait

Quant à la fraction réformiste, son caractère conservateur apparaît clairement à tout observateur. On peut dire que toute la politique immédiate de réformes se réduit à deux termes : améliorer les conditions des employés publics, s'agiter pour obtenir des lois sociales ou améliorer celles qui existent. Aujourd'hui, les capitalistes n'ont rien à objecter ni au premier, ni au second point de ce programme. Une bureaucratie bien rétribuée est la plus sûre consolidation d'un Etat de classe. Pour ce qui est de la législation sociale, les classes capitalistes n'ignorent pas que dans un pays comme l'Italie, qui souffre de l'absence d'un vigoureux développement industriel, où par suite la concurrence que se font les ouvriers est très vive, bien plutôt qu'il ne souffre des maux inhérents au plein développement du capitalisme, dans ce pays la législation sociale n'est qu'une pure diversion psychologique, un moyen pour calmer à bon marché les trop vives réclamations des ouvriers, pour illusionner les ouvriers justement sur le bon vouloir des classes riches. Du reste la soi-disant législation sociale, conçue comme un moyen indirect pour élever les salaires, ou bien se borne à consacrer ce que les conditions du marché permettaient déjà et ce que l'usage reconnaissait, et alors elle est respectée ; ou bien elle prétend, pour des raisons de nature politique, dépasser ce que ces conditions économiques permettent, et elle reste lettre morte. La preuve en est donnée par la Russie, l'Autriche et l'Italie, où les politiciens se sont mis à faire de la législation sociale pour se donner l'air de faire quelque chose, et où en conséquence personne ne se soucie

---

d'énormes progrès dans le parti. Quand je suis venu diriger à Milan l'*Avanguardia Socialiste*, les partisans des idées du journal se comptaient sur les doigts. Aujourd'hui nous représentons un bon quart des inscrits au Parti et presque la moitié de la majorité qui a triomphé à Bologne. Actuellement l'*Avanguardia Socialiste* est dirigée par mon ami Walter Mocchi.

de la faire respecter ; et du reste respecter ces lois serait en fait impossible ! — Ce n'est donc pas le grand bruit qu'ils font autour de la législation sociale qui rend dangereux le réformistes socialistes italiens. Ce qui intéresse les classes capitalistes, c'est que les institutions politiques existantes, conditions indispensables pour le maintien de l'ordre capitaliste, soient respectées, que l'armée ne soit pas atteinte et qu'on laisse intact le régime douanier existant. Toutes choses que les réformistes turatistes ne menacent pas du tout.

Considérer ces hommes comme hors de l'orbite du socialisme prolétarien, s'impose de soi-même. Mais il semble que la majorité du parti n'a pas la force de les repousser de l'organisation politique du Parti sur le terrain d'une question de principe. Il semble — au moment où j'écris — qu'on désire les contraindre à quitter le Parti pour une infraction aux règlements, qu'auraient commise les réformistes. Je suis d'avis que si la scission se produit sur ce terrain, elle sera peu sérieuse et grosse d'ultérieures équivoques. Le réformisme n'apparaîtra pas répudié et repoussé dans les principes qui le constituent. Du reste, l'ordre du jour même de Ferri, approuvé au Congrès de Bologne, déclare qu'il y a parmi les buts du parti socialiste « la conquête prolétarienne des réformes économiques, politiques, administratives ». La majorité révolutionnaire du Parti n'arrive pas encore à comprendre que, bien qu'il soit désirable d'améliorer la législation existante, sans attendre la pleine réalisation de la société communiste, et que les socialistes puissent parfaitement contribuer à cette œuvre, *de telles modifications des institutions légales existantes n'ont pas d'action notable sur le mécanisme fondamental de la société capitaliste* : ce n'est nullement accomplir *une œuvre spécifiquement socialiste* que de participer aux modifications désirables des lois existantes. Mais ce fait pousse instinctivement la même majorité

révolutionnaire de Bologne à faire des concessions à la minorité réformiste, dont elle ne s'aperçoit pas bien être théoriquement distincte et séparée. En outre entre la minorité turatiste et les amis du camarade Ferri existe le lien commun de la même *superstition parlementaire*, qui fait imaginer aux uns et aux autres le devenir socialiste comme une augmentation successive de la représentation socialiste dans les assemblées électives. Pour notre compte, nous participons aux assemblées législatives, en ne leur reconnaissant qu'un seul rôle efficace : le contrôle des actes du gouvernement et de ses subordonnés. Le reste n'est que poussière et vanité !

Pour conclure, la situation actuelle du Parti socialiste italien n'est pas très satisfaisante. Beaucoup de ceux qui suivent Turati sont au fond des gens bien intentionnés, des socialistes, d'une conscience réellement prolétarienne. Avec Ferri, il y a, au contraire, un très grand nombre d'hommes qui ont l'esprit et la conscience purement réformistes. Nous en avons eu une preuve dans la confection du manifeste du 1er Mai, où la nouvelle direction — révolutionnaire ! — du Parti a fait des déclarations ultra-réformistes.

On y ridiculise, en effet, la prévision de la croissante antithèse entre travailleurs et capitalistes, qu'on traite de prévision d'un « miracle social », et on prétend que, grâce à la persévérance des ouvriers, l'attitude des gouvernants de la classe dominante devient toujours plus favorable aux ouvriers. A l'heure actuelle, les réformistes italiens disent précisément la même chose (1). Cette douloureuse incertitude de principes laisse supposer que si se reproduisait une situation comme celle d'il y a trois ans, nous aurions en Italie

(1) Le manifeste fut composé par le camarade Ferri. Les autres membres de la Direction en eurent communication par lettre et n'eurent pas le temps d'y proposer des modifications.

une reprise aggravée du ministérialisme avec la participation de beaucoup de prétendus révolutionnaires. Cela prouve, selon moi, deux choses. La première, c'est que la corruption réformiste est dans notre pays beaucoup plus générale qu'elle n'apparaît à première vue ; la seconde, c'est qu'il existe actuellement des conditions singulièrement favorables (amélioration de l'économie générale du pays et politique libérale du gouvernement) pour son développement. Dans ces conditions, le noyau consciencieusement révolutionnaire du Parti socialiste italien, qui suit l'*Avangarde socialiste*, ne peut désarmer, mais il doit, au contraire, persister obstinément dans son œuvre de correction et de résistance aux déviations socialistes de la majorité.

Arturo Labriola.

(*Traduit par Ernest Lafont.*)

UNION RÉVOLUTIONNAIRE

ET DIVISION RÉFORMISTE

Karl Marx dans le numéro du 9 décembre 1849, de la *Neue Rheinische Zeitung* (1) définissait ainsi nettement, non seulement la position de la rédaction de cet inoubliable organe révolutionnaire, mais aussi celle de tout parti de lutte : « Nous ne l'avons jamais caché. Nous ne nous tenons pas sur le terrain légal, mais sur le terrain révolutionnaire. Le gouvernement (prussien) a abandonné de son côté l'hypocrisie de la légalité. Il s'est placé sur le terrain révolutionnaire car aussi est révolutionnaire le terrain contre-révolutionnaire. »

Et cette tactique est, aujourd'hui comme alors, la seule possible, la seule efficace pour le parti socialiste ; toute autre renouvellerait les désastres et les déconvenues des soulèvements précédents. Elle a, pour nous, l'avantage de maintenir le parti socialiste dans l'union ; la politique légale et réformiste introduit la division dans les rangs du prolétariat national et international.

Lorsque Marx, Engels, Wolf et autres soutenaient ainsi, envers et contre tous, la tactique révolutionnaire, ils avaient sous les yeux les résultats de la méthode légaliste. Le parlement de Francfort avait, par sa soumission aux doctrines de la paix à tout prix, favorisé les progrès de la contre-révolution en Allemagne ; tous les avantages gagnés par le peuple de Berlin et des autres grandes villes d'Allemagne, avaient été perdus par la lâcheté de la petite bourgeoisie

(1) *Gesammelte Schriften von Karl Marx und Friederich Engels*, publiés par Franz Mehring.
(Stuttgart Dietz, 1902). 3e vol. p. 206.)

démocrate, qui allait bientôt à Baden et ailleurs expier sa trahison sous la botte et sous le knout des Prussiens et de leurs alliés les Russes.

Après la première victoire, le prolétariat, en Allemagne comme en France, avait fait crédit de ses mois de misère à la bourgeoisie et lui avait remis le pouvoir. Celle-ci en profita avec les Camphausen et autres Hansemann pour désarmer le peuple et faire rentrer les soldats chassés par la Révolution.

A Vienne, les légalistes à la Robert Blum (au moins, celui-ci expia sa faute par sa mort courageuse) avaient préparé les voies au retour de Windischgraetz et de ses croates. A Baden, enfin, Brentano avait trahi la cause du prolétariat et le prince de Prusse, plus tard Empereur, n'eût plus qu'à disperser les démocrates et les rejeter par delà la frontière.

Telle fut la première cause du triomphe de la Réaction ; mais on ne peut, après tout, reprocher à la grande et à la petite bourgeoisie de trahir la cause du prolétariat, qui est leur ennemi de classe. Celui-ci avait commis une faute, pire qu'un crime, en se laissant désarmer et détourner de sa logique révolutionnaire. On se préoccupa de tout alors, du panslavisme avec Bakounine, inaugurant le confusionnisme anarchiste : de la question nationale du Schleswig-Holstein ; ou de Hongrie ; on oublia, sauf la phalange des socialistes communistes de Cologne, la question primordiale, celle du triomphe de la révolution sociale, qui eût alors résolu toutes ces questions secondaires, qui divisèrent le prolétariat en autant de groupes qu'il y eut de questions, en autant de parties qu'il se présenta de réformes à accomplir. Marx avait vu juste en criant que le salut était dans la révolution, pour les assemblées bourgeoises, qui eussent trouvé dans le prolétariat armé la force pour résister à la réaction (mais ces assemblées, à Francfort et ailleurs, préféraient la ruine à un tel

salut), et pour le prolétariat qui eût rappelé à l'ordre ses représentants. De même les républicains, à la Ledru-Rollin et à la Louis-Blanc, après avoir trahi les insurgés de juin, devinrent eux-mêmes la proie de la bourgeoisie conservatrice, qui chercha un sauveur dans Cavaignac, puis dans Louis-Napoléon.

Le prolétariat, le plus intéressé dans la question, eût aussi trouvé son salut dans une tactique purement révolutionnaire ; il eut conservé son unité et sa force.

Dans une révolution, qu'elle soit nationale ou qu'elle s'étende au-delà des frontières, un principe toujours domine : l'unité, soit dans la classe qui attaque, soit dans celle qui résiste. Marx montre bien que les grands soulèvements de 1648 et de 1789, où la bourgeoisie fut à la tête du mouvement qui, en Angleterre et en France renversa la royauté absolue et la noblesse féodale, « ne furent ni des révolutions spécialement anglaises et françaises ; elles furent des révolutions européennes » ; c'est-à-dire qu'une unité de besoins, de revendications, amena une unité d'action soit chez les pays qui furent à l'avant-garde, soit chez ceux qui suivirent. Ces deux révolutions apportèrent un nouvel état de choses, un nouveau régime social dans lesquels seuls la bourgeoisie pouvait prospérer et se développer. « La bourgeoisie, comme le dit Marx, vainquit en elles et par elles ; mais le triomphe de la bourgeoisie fut alors la victoire d'un nouveau régime social, la victoire de la propriété bourgeoise sur la propriété féodale, de la nationalité sur le provincialisme, de la concurrence sur la corporation, de la division des propriétés sur le majorat de la noblesse, du propriétaire du sol sur la domination du propriétaire par le sol, de la raison sur la superstition, de la famille sur les titres, de l'industrie sur la paresse héroïque, du droit bourgeois sur les privilèges du moyen-âge ».

La société nouvelle portait cet avenir dans ses flancs ; la

bourgeoisie était la classe qui en devait profiter, ce fut elle qui dirigea le mouvement et l'unifia. L'intervention des prolétaires, comme chez les niveleurs en Angleterre ou les terroristes en 1793 en France, ne fit que précipiter une révolution dont ils escomptaient les bénéfices futurs pour leur classe.

Cette unité, une fois les causes accidentelles ou les contre-courants mis de côté, se révèle dans ces grands mouvements mondiaux. L'intérêt est un, et le mouvement par suite tend toujours à prendre un caractère unique. La bourgeoisie fut unie contre les revendications des communistes ou des auteurs de lois agraires; et lorsqu'on lit les séances de la Convention, on voit que sur ce nom sacro-saint de propriété, toutes les fractions de la bourgeoisie révolutionnaire sont d'accord.

Les classes dépossédées, dans leur lutte, se tenaient aussi sur le terrain contre-révolutionnaire, qui, suivant le mot de Marx cité plus haut, est aussi un terrain révolutionnaire. Par conséquent, l'unité dans les deux classes adversaires est seulement possible lorsqu'elles luttent l'une contre l'autre pour les revendications essentielles à leur existence. C'est alors que le doute et la confusion se dissipent, comme lorsque la fumée du canon sur un champ de bataille s'est levée comme un voile, découvrant les deux troupes ennemies en présence, prêtes à charger l'une contre l'autre. Cette unité qui aide tant à la précision de l'attaque et de la défense se révèle dans la lutte de classe sur le terrain de classe. On sait alors à quel ennemi on a affaire et c'est ce qui donne à des luttes comme celle de juin 1848, leur signification si intense; les classes se sont reconnues ; et même alors une défaite est plus fructueuse qu'une victoire trouble avec de douteux alliés. On a reconnu son poste de combat.

La politique nationale du prolétariat doit être par définition révolutionnaire, car ce n'est que sur ce terrain qu'il

peut faire triompher de haute lutte ses revendications. L'existence même du prolétariat est révolutionnaire, puisqu'elle est la négation de celle de la bourgeoisie ; tant que les efforts du prolétariat, dans les révolutions bourgeoises, ont eu pour but de faire vaincre la bourgeoisie sur les classes privilégiées, le prolétariat était un auxiliaire, un lieutenant indispensable. Mais aussitôt qu'une réforme, un acte quelconque du gouvernement bourgeois peut augmenter la force individuelle du prolétariat, elle devient par le fait révolutionnaire et dangereuse.

C'est cette vérité que tous les hommes d'Etat de la bourgeoisie ont sentie plus ou moins consciemment, et la classe qu'ils servaient a quelquefois, comme ce fut le cas de la Révolution de 1848 en Allemagne et en France, consenti à sacrifier une forme ou une réforme qui pouvait lui être utile, parce que momentanément elle favorisait les progrès et le développement du prolétariat comme classe.

On peut donc classer les réformes, suivant qu'elles sont utiles à la bourgeoisie et au prolétariat considéré comme son auxiliaire, ou selon qu'elles favorisent le prolétariat seul ; les premières sont compatibles avec la légalité bourgeoise, les secondes sont révolutionnaires. Par exemple, les *Factorys Acts* en Angleterre, quoique favorisant les Trades-Unions, ont cependant été acceptés par la bourgeoisie (bien que ses plus célèbres représentants, Bright et Cobden, aient protesté contre la diminution des heures du travail pour les enfants dans les fabriques), parce qu'ils permettaient une union avec les syndicats, union dirigée contre les propriétaires fonciers et l'aristocratie. En France, la loi sur les syndicats, a de même mobilisé la classe ouvrière, l'a rattachée à la république bourgeoise. Presque chaque loi de réforme ne fut acceptée par la bourgeoisie que lorsqu'elle lui permettait d'intensifier la production ouvrière, et si la journée de huit heures est jamais accordée par la législature

bourgeoise, c'est parce qu'elle permettra d'augmenter la production en un temps moindre.

Toute réduction des heures de travail ne pourrait bénéficier à la classe ouvrière que si elle était décrétée soudainement, car alors elle forcerait les patrons à faire appel à plus de bras, par conséquent à diminuer l'armée de réserve, tout en conservant le même salaire. Ce serait alors un acte révolutionnaire. Si, au contraire, comme ce fut le cas lors du ministère de Millerand, la réforme s'accomplit graduellement, d'abord par onze heures, puis, comme c'est le cas en ce moment, par dix heures, les patrons auront le temps de prendre leurs mesures pour ne diminuer en rien l'exploitation ouvrière, mais concentrer en moins d'heures la même quantité de travail ; et en même temps ils diminueront le salaire, sous prétexte que la production sera moindre. Ceci ne veut pas dire que les ouvriers ne doivent pas accepter cette réforme, mais, par le fait qu'elle est parfaitement compatible, comme M. Motte l'a montré, avec l'intérêt des patrons, elle n'est plus révolutionnaire, plus essentiellement utile au prolétariat comme classe.

Le même phénomène se reproduit lors des grèves. Il est admis aujourd'hui qu'une grève peut être très utile à un patron individuel, ou au patronat comme classe ; c'est une arme à deux tranchants, et ceux qui recommandent la grève particulière ou générale, ne se doutent pas que souvent ils peuvent faire le jeu de la bourgeoisie. Les grèves des mécaniciens en Angleterre, celle de Crimmitschau en Allemagne et celle d'Armentières dans le Nord de la France, sont des exemples classiques de cette vérité, trop peu soupçonnée par les syndicats.

On accuse généralement la classe ouvrière d'être révolutionnaire, tandis qu'il serait plus exact de dire qu'elle est extrêmement loyaliste, et ce sentiment inné se montre surtout dans les grèves. Le pouvoir central exerce une sorte de

fascination sur les cerveaux ouvriers, et ils espèrent toujours qu'une intervention d'en haut viendra les sauver. Le phénomène des grèves n'est pas encore suffisamment expliqué, ou plutôt on ne peut prédire mathématiquement son apparition; s'il était entièrement économique, on pourrait, d'après le taux d'un salaire donné dans une corporation ou dans un métier, en déduire la probabilité d'une grève. Mais d'autres facteurs interviennent, et notamment cette hésitation du prolétariat, bien compréhensible d'ailleurs quand on songe aux terribles privations qu'entraîne la grève pour les ouvriers, à la crainte du syndicat de voir épuiser son trésor de guerre et surtout à cette étrange timidité des ouvriers, race asservie pendant des générations, à affirmer leurs revendications.

S'il n'y avait en présence que les deux classes, le problème serait plus facile à résoudre, et ce serait simplement un calcul de force. Mais ce qui trouble et rend confus ce phénomène, c'est l'existence de l'Etat, bourgeois par essence, et expression d'une classe, mais en qui les ouvriers s'obstinent à reconnaître un protecteur. On voit cette illusion se renouveler à chaque grève, au moins dans les préliminaires, jusqu'au moment où la partie la plus avancée du prolétariat risque le tout pour le tout, généralement lorsqu'il est trop tard et que les ressources sont épuisées. Alors des désordres se produisent, le plus souvent provoqués par l'autorité, et ils donnent à la police, à la gendarmerie, à l'armée le prétexte d'intervenir et de donner le coup de grâce au soulèvement.

Les trois grèves dont on parle plus haut sont presque identiques comme phénomènes, avec des différences de milieux, et aussi de degré de développement capitaliste dans les diverses contrées où elles se sont produites.

Et ici, il faut théoriquement distinguer entre deux différentes formes de grève. La première éclate inopinément,

c'est un mouvement irrépressible, comme une force aveugle qui se manifeste. Elle se produit généralement lorsque les conditions économiques sont intolérables, et alors le mouvement s'égaille, comme les Vendéens dans leur guerre contre les Bleus ; c'est un soulèvement. Par exemple aujourd'hui dans le Nord, chaque centre de l'industrie du tissage est à son tour en proie à une commotion, comme dans une explosion de volcan la lave qui apparaît successivement à plusieurs endroits, formant des cratères inattendus et imprévus. L'autre grève, méthodique celle-là, est préparée pour une réforme, comme celle de la durée des heures de travail ; elle participe d'un mouvement politique ; elle est consciente et méthodique. La première est irrépressible, au moins dans son explosion ; tel fut le cas pour Armentières, où le soulèvement n'était ni prévu ni préparé. On peut au contraire, dans la seconde voir une volonté réfléchie, une organisation. Les grandes grèves du nouvel unionisme en Angleterre, celles qui ont triomphé comme celles qui ont échoué, la grève de Crimmistchau dernièrement en Allemagne, sont des exemples de ce second phénomène.

La grève que nous appellerons spontanée est comme un accident dans la machine capitaliste, une explosion de grisou dans une mine ; c'est une explosion qui surprend aussi bien les amis que les ennemis de la classe ouvrière. La grève méthodique est un essai de force, une sorte de revue des troupes du prolétariat, de grandes manœuvres avant la guerre décisive. On peut l'étudier scientifiquement et la suivre dans sa courbe, calculer sa force de résistance, mesurer la portée de ses coups et l'effet qu'en ressent la classe ennemie, la classe capitaliste et patronale.

Seulement, suivant l'expression anglaise, deux peuvent jouer à ce jeu là, et la bourgeoisie capitaliste a fini par acquérir une grande habileté dans le maniement des grèves. Il ne faut pas trop l'admirer, car elle joue à coup sûr

ayant les principaux atouts dans sa main, c'est-à-dire la force armée et la magistrature, l'une pour tuer, l'autre pour condamner. Néanmoins, il faut reconnaître qu'aujourd'hui la grève est dans les mains de la classe patronale ; elle peut la provoquer, et cela lui arrive souvent, dans le but d'écouler ses marchandises en période de surproduction ; elle peut aussi la supprimer à volonté. Le plus tôt cette vérité économique sera reconnue par le prolétariat, le plus tôt il se tournera vers son unique arme, celle contre laquelle il n'est pas de parade ni de cuirasse.

En Angleterre, les unions ont triomphé par surprise dans les années qui ont suivi la grève des dockers ; le patronat anglais était désemparé et grève après grève réussissaient, en même temps que les nouvelles unions augmentaient leurs forces et leur nombre d'adhérents. Puis le mouvement, par suite d'une recrudescence de production économique, alla en décroissant. La grève des mécaniciens, qui avait tout pour elle, l'organisation consciente des grévistes, les ressources non seulement dans la caisse de l'Union, mais dans les souscriptions affluant de toutes parts, vint échouer et se briser contre une nouvelle tactique.

A l'organisation du prolétariat répondit l'organisation capitaliste ; assez forte cette fois pour se passer de l'appui du gouvernement, dédaignant ces armes inférieures, elle répondit à la grève par le lock-out général, c'est-à-dire par la mise hors de l'atelier de tous les ouvriers. Contre les patrons timides qui voulaient continuer à travailler et à produire, l'association sous la conduite du colonel Dyer employa le Boycott, cette arme formidable que les trusts plus tard allaient porter à un suprême degré de perfection ; aux propositions timides d'arbitrage de la part du gouvernement, qui tâtait le terrain et ne voulait pas froisser l'opinion publique, le syndicat des patrons répondit par un « nescio vos » je ne vous connais pas.

Il ne se servit même pas, si nos souvenirs ne nous trompent pas, de ces interdictions légales du « picketing », c'est-à-dire de la surveillance établie à la porte des ateliers par des escouades de Trade-Unionistes, l'une des armes les plus utiles du prolétariat à l'époque de la grève des Dockers. Non, le lock-out lui suffit ; du jour au lendemain toutes les fabriques furent fermées, tous les ouvriers congédiés et la caisse du Syndicat des mécaniciens eut à alimenter cette masse gréviste. En période légaliste, le résultat n'était pas douteux ; le patronat s'était placé sur le terrain contre révolutionnaire, c'est-à-dire révolutionnaire, suivant l'expression de Marx ; la classe prolétarienne, désemparée et surprise, n'étant pas prête pour la lutte ouverte, non seulement contre le patronat qui aurait employé, comme M. Carnegie, à Pittsburg, ses Pinkerton détectives, sa police armée, mais aussi contre la police, l'armée et la magistrature mises au service du patronat, la classe prolétarienne n'eut qu'à se soumettre et à passer sous le joug capitaliste.

Le même phénomène s'est produit à Crimmitschau dans ces derniers temps et aussi le même résultat. Il semble que, dans la grève développée, comprenant toute une corporation, le capital ait aujourd'hui la haute main et certainement si le mouvement se continuait dans la même progression, on arriverait à se demander si la grève n'est pas plus dangereuse qu'utile pour la classe ouvrière. L'expérience n'a pas réussi jusqu'ici.

La grève d'Armentières, quoique mal commencée et surtout mal terminée, cependant jette une lueur plus consolante sur la question de savoir si le prolétariat est condamné à l'impuissance et à l'abandon de son arme favorite. La bourgeoisie est préparée, c'est entendu, et aussi le patronat. Mais supposons que la grève arrive à l'improviste, sans avertissement préalable, et dans un moment où le gouvernement n'ose prendre part trop ouvertement en faveur des pa-

trons. Là est toute la différence, mais elle est essentielle, entre la grève légaliste et la grève révolutionnaire ; ce qui reviendrait à dire : il ne faut pas annoncer la grève, il faut la faire.

Les seules grèves qui aient réussi, ce sont celles qui n'ont pas été annoncées longtemps à l'avance, donnant ainsi au patronat le temps de se préparer. L'industrie est tellement développée à l'heure qu'il est, que même un lock-out exige des précautions infinies, autrement il pourrait faire sauter la machine capitaliste et causer la ruine des patrons. Ainsi, à Crimmitschau, lorsqu'on lit les détails de la grève, on s'aperçoit que les patrons ont admirablement usé des délais que le syndicat leur donnait; ils ont prolongé et traîné les négociations jusqu'au moment où, complètement parés, ils ont déclaré l'ouverture des hostilités.

De plus, dans un moment d'élection, et c'est ce qu'a bien vu un des nouveaux serviteurs de la bourgeoisie, rachetant par son zèle ses erreurs passées, le gouvernement n'ose pas trop se déclarer en faveur des patrons, car il aurait le vote ouvrier solide contre lui. Et ici intervient l'élément politique. Supposons un lock-out à Roubaix ou dans d'autres centres industriels du Nord, tous les ouvriers jetés sur le pavé. A moins de les empêcher de voter, ce qui équivaudrait à une révolution, on verrait les ouvriers voter contre M. Motte et les patrons, et l'on aurait enfin une véritable lutte de classes sur le terrain électoral.

Ceci ne prouve-t-il pas que la grève ne doit être qu'un instrument momentané, une arme, politique par les circonstances où elle est usée, autant qu'économique par le but qu'elle veut atteindre ? Une grève en période électorale, dans les pays à suffrage universel, serait sûre de triompher si elle n'était pas annoncée à sons de trompe comme elle l'est généralement par les grèves généralistes de Belgique et d'ailleurs. C'est pourquoi, et Delory l'expliquait très bien

aux avocats de la grève générale à la salle Japy, en temps de révolution une grève, particulière ou générale, n'est pas à dédaigner, à la condition qu'elle soit accompagnée, non de la protestation des bras croisés mais d'une commotion politique.

Tel est le danger de la grève légaliste, qui aujourd'hui n'a plus aucune chance de succès : les Syndicats ouvriers sont impuissants devant le lock-out patronal et gouvernemental ; à la classe ouvrière à choisir son arme et son heure.

L'existence de corporations favorisées peut et, en fait, a dû amener une division dans les rangs du prolétariat. C'est le phénomène qui s'est produit en Angleterre et a duré pendant de longues années : l'animosité entre le « skilled » et l' « unskilled labour », entre les vieilles Trades-Unions et les nouvelles : celles-là jouissant d'une forte organisation et tendant à être conservatrices, justement dans l'espérance illusoire de conserver leurs privilèges, acquis de haute lutte et arrachés à une bourgeoisie qui s'en servit ensuite pour opposer une partie de la classe ouvrière à l'autre. Toute corporation, avec une propriété et une « personnalité légale », tend à devenir conservatrice ; c'est ce qui est arrivé au Moyen Age, où les ghilds et les autres métiers favorisés défendaient au moyen de la maîtrise les privilèges des maîtres contre les apprentis et les ouvriers isolés.

On peut, en effet, voir dans la tentative faite sous le ministère Waldeck, de donner aux syndicats une personnalité légale, un plan systématique d'isoler les syndicats et de les rendre vulnérables et soumis à l'action des tribunaux. Ce plan a été suivi en Angleterre et avec grand succès par la classe patronale, qui jusqu'ici, d'après la jurisprudence légale, pouvait rendre responsable une union pour l'action de quelques-uns de ses membres et la frapper de dommages et intérêts énormes pour une action ou une grève à laquelle elle n'a pas pris part.

Qui ne voit que ces privilèges si péniblement acquis et si

précaires peuvent détourner longtemps le prolétariat de sa tactique de classe et lui faire gaspiller sa force en luttes et en querelles dans ses propres rangs ? Cette question à elle seule exigerait une étude séparée : il serait curieux d'étudier cette division introduite par la bourgeoisie dans les différents syndicats, et si Millerand n'a pas réussi dans son projet comme il le désirait, il a du moins l'honneur de l'avoir entrepris.

Ce qui s'est passé à Armentières récemment, montre comme il est facile à la bourgeoisie et à sa presse d'introduire et de fomenter des discussions entre les membres de la classe ouvrière. Les grévistes d'Armentières, au lieu de se tourner contre les patrons, contre leurs ennemis de classe, contre le gouvernement qui envoyait contre eux l'armée et la police, ont préféré attaquer et insulter les autres fractions ouvrières qui les avaient secourues à l'heure du danger, mais qui n'avaient pas voulu engager une lutte perdue d'avance dans les conditions défavorables où elle s'engageait.

La tentative du plus grand et du plus commun diviseur qu'il y ait dans le Nord contre la Fédération socialiste et révolutionnaire, a consisté en un groupement isolé de toutes les forces qui jadis étaient unies contre l'ennemi commun. En faisant appel aux rivalités particulières, aux passions de clocher, à ce sentiment d'autonomie et de rivalité que la propagande socialiste, durant une vingtaine d'années, était parvenue à éteindre, il a rallumé la discorde et obtenu ce beau résultat qu'il existe aujourd'hui dans le Nord, quoique dans une proportion infinitésimale, des partis ouvriers roubaisiens, armentièrois, parfaitement impuissants d'ailleurs à accomplir n'importe quelle propagande contre la bourgeoisie, mais suffisants pour le but dans lequel ils ont été créés, qui est d'entraver de toutes leurs forces une action commune du prolétariat. L'auteur de cette désorganisation

s'est servi de l'arme ordinaire des réformes et a promis à ses instruments la protection du ministère et du Bloc, et, suivant le mot de Guesde, le prolétariat de ces villes a vendu son droit de classe pour un plat de lentilles... et quelles lentilles !

Il n'y a pas longtemps qu'un des leurs se plaignait qu'on voulût entraver leur confusionnisme et écrivait qu'il n'avait pas abandonné la discipline du Parti ouvrier pour accepter une organisation ; autonomes ils veulent être et autonomes ils resteront, à la plus grande joie de la bourgeoisie !

Les faveurs accordées par le ministère Waldeck aux syndicats et aux bourses du travail n'ont heureusement pas réussi à aveugler le prolétariat sur ses intérêts ; il a deviné que si on lui donnait ces gâteaux de miel comme à Cerbère, c'était pour l'empêcher de dévorer la bourgeoisie et de prendre le pouvoir politique. D'ailleurs, il a vite deviné le piège et repoussé ces blocs enfarinés et ministériels.

Mais il lui reste — et le temps n'est pas loin — à s'unir pour une réforme commune, la conquête des dix heures sans réduction de salaire. Dans cette lutte que va engager le prolétariat français, il retrouvera son unité de mouvement et d'organisation. Même en cas de défaite momentanée, comme ç'a été le cas à Crimmitschau, ces luttes communes augmentent et perfectionnent la discipline et la tactique de classe ; en cas de triomphe, ce n'est plus une réforme demandée, mendiée, que la classe ouvrière obtient, mais bien un morceau de pouvoir, conquis de haute lutte et pour lequel elle ne doit aucune reconnaissance à la bourgeoisie. C'est un acompte sur la dette totale, sur ce pouvoir auquel le prolétariat aspire et qu'il finira par conquérir.

En résumé, dans la lutte nationale du prolétariat, dans les luttes corporatives ou dans les grèves, il perd sa force, l'épuise et la diminue lorqu'il suit la politique de réformes

particulières et individuelles, lorsqu'il devient ministériel en un mot ; il augmente au contraire son organisation et centuple sa puissance dans une lutte pour des revendications générales, soutenue au moyen d'une tactique révolutionnaire.

Le prolétariat a un intérêt essentiel aujourd'hui à conserver l'union dans sa conception internationale, car c'est justement à l'heure où les différentes questions nationales se réveillent, à la voix du Capital, et de la concurrence entre les différentes nationalités ou races que le prolétariat de tous les pays doit conserver la même politique.

Lors de la Révolution de 1848, les rédacteurs de la *Neue Reinische Zeitung*, et spécialement Marx, se trouvèrent, comme nous le sommes aujourd'hui, en présence de tous ces problèmes de race et de nationalité.

D'un côté le Panslavisme élevait sa voix avec Bakounine (avant Katkof) ; de l'autre le Pangermanisme, puis la nationalité hongroise ; c'était comme un tourbillon, une Babel de voix discordantes qui menaçait d'étouffer l'unique appel lancé par le *Manifeste communiste*, recommandant aux prolétaires de tous les pays de s'unir !

Comme le remarque Marx : « Il n'y a aucun pays en Europe, qui ne possède dans un coin de son territoire une ou plusieurs ruines de peuples, restes d'une population primitive, repoussée et soumise par la nation, qui plus tard est devenue l'expression du développement historique. Ces restes de nation foulée aux pieds impitoyablement par la marche de l'histoire, suivant l'expression de Hegel, ces débris de peuple deviennent chaque fois, et surtout jusqu'à leur complet anéantissement ou dénationalisation, les partisans fanatiques de la contre-révolution, de même que leur existence est déjà une protestation contre une grande révolution historique » (1).

(1) L. c. p. 241.

Et Marx part de-là pour montrer que l'intérêt de la Révolution même n'est pas de s'arrêter à ces protestations isolées mais de les confondre en une seule revendication révolutionnaire. De même qu'une expérience récente a montré le danger qu'il y eut pour le prolétariat à se laisser distraire, ne fût-ce qu'un moment, pour une affaire qui ne le regardait pas, que d'un côté comme de l'autre n'intéressait que des préjugés ataviques de race ou de religion. Comme le montre Marx, les populations ou les races opprimées servent toujours les projets contre-révolutionnaires, soit comme les Celtes en Ecosse ou en France contre les révolutions d'Angleterre ou de France ; soit comme les Basques, appuis et soldats de Don Carlos ou les Slaves, serviteurs de Windischgraets et de Radetsky dans leur repression de la révolution viennoise : mais il est un service encore plus grand que ces revendications, ces affaires isolées, rendent à la réaction capitaliste d'aujourd'hui, c'est d'arrêter la marche du prolétariat, de le diviser et de l'affaiblir.

L'intérêt unique du prolétariat international uni doit être de favoriser la Révolution, cette Révolution qui le fera arriver au pouvoir, lui mettra en mains le gouvernement et lui permettra d'accomplir sa destinée historique. A cet intérêt tout doit céder, toutes les questions de rivalités de races de religions, de nationalités, doivent disparaitre devant la tactique révolutionnaire. Sauf pour l'affaire à laquelle on faisait allusion plus haut, il est peu question aujourd'hui de division de races dans le prolétariat ; la religion n'a plus de prise sur l'ouvrier ; reste la question de nationalité.

Toute l'Europe est sous les armes, comme dans la chanson de Pierre Dupont, mais dans un tout autre but que celui qu'il prévoyait. La bourgeoisie, par une propagande nationaliste et chauvine, poussée jusqu'au paroxysme, par sa presse à gages, par ses orateurs, a essayé d'intéresser à la Révolution le prolétariat dans ses querelles ; elle lui promet-

tait bien comme jadis, des titres et des millions, s'il voulait se laisser engager dans une lutte nationale. La triple et la double alliance, ces deux instruments de guerres, tiennent même les nations neutres en arrêt et les épuisent dans des préparatifs sans fin d'armement. Qui est-ce qui empêche cette guerre ? Il faut établir les responsabilités historiques : c'est l'attitude du prolétariat conscient et révolutionnaire.

C'est parce qu'il y a dans chaque atelier, dans chaque centre ouvrier une conviction que la guerre est l'ennemie, que la guerre ne se fait pas. Le Congrès de la Haye, dont on voit aujourd'hui les articles piétinés sous les bottes de son impérial auteur, n'a été qu'une farce, un vaudeville où notre bourgeoisie a tenu un rôle de comparse. Mais la possibilité d'une révolution sociale répondant dans chaque pays a une déclaration de guerre suffit pour empêcher la guerre. C'est le mot de Vaillant : plutôt l'insurrection que la guerre !

En effet, la tactique de tous les politiciens dans les parlements bourgeois, depuis Barthou jusqu'à Delcassé en France, jusqu'aux de Bulow et autre chancelliers en Allemagne, a toujours été d'opposer les uns aux autres les socialistes de chaque pays de l'Allemagne et de la France. Aux premiers l'on disait : vous voyez comme les Français sont tous unis dans la question de la Revanche, les socialistes comme les autres. Aux seconds, l'on disait :

« A la bonne heure, regardez Bebel et Liebknecht ! Ils se déclarent pour la patrie allemande ; ils sont prêts à la défendre ! » Et en même temps, par comble de logique, les socialistes des deux pays étaient déclarés par leur bourgeoisie, et leurs gouvernements respectifs, des traitres et des sans patrie !

Il est temps qu'une déclaration catégorique des représentants du prolétariat, réunis à Amsterdam, vienne poser cet ultimatum à la bourgeoisie, qui n'en est pas moins révolutionnaire pour être parfaitement légal, mais de cette légalité qui tue : « Il est du droit de tous les citoyens qui s'opposent

à la guerre, qui la considèrent comme néfaste et surtout nuisible au développement du prolétariat ; de répondre à la déclaration de guerre par l'insurrection. Celle-ci ne devient pas seulement le plus sacré de tous les devoirs, mais le seul devoir, dans ce cas. »

Ce n'est plus, comme dans la proposition de Domela Nieuwenhuis, une révolte d' « abstentionnistes » se présentant désarmés aux coups de l'armée hongroise, qui pourrait bien leur faire leur affaire, avant la première étape vers la frontière. C'est, au contraire, une impossibilité matérielle pour tout gouvernement bourgeois de laisser partir cette armée qui serait sa seule protection contre l'ennemi de l'intérieur.

La vaillante déclaration, à laquelle nous faisons allusion, a eu déjà pour effet de calmer la presse aux gages du tzar et de la troisième section, qui essayait de précipiter la France dans une guerre, pour soutenir l'auguste allié. La possibilité seule d'une insurrection ou d'un mouvement dans la rue, d'une protestation, suffit pour déjouer toutes les intrigues d'ambassade, tous les complots de salles de rédaction. La visite du tzar en Italie n'a-t-elle pas été décommandée à la nouvelle d'une émeute possible?

Mais il est bien évident qu'une déclaration pareille devrait avoir l'unanimité des représentants du prolétariat international ; les protestations isolées sont ou étouffées ou détournées de leur véritable sens. L'affirmation du Congrès d'Amsterdam montrerait que le prolétariat de tous les pays est uni dans une même volonté de s'opposer à la guerre par tous les moyens, légaux et autres. Elle mettrait fin à ce doute qu'essaient de jeter les malins de la bourgeoisie sur la possibilité de différents patriotiques entre les fractions du socialisme international. Enfin, elle montrerait qu'il y a pour le prolétariat une patrie au-dessus de toutes les autres patries, et que c'est cette patrie qu'il défend en s'opposant à la guerre : cette patrie, c'est sa classe.

Charles BONNIER.

L'utopie du professeur Menger [1]

Sur la foi d'Engels, on pouvait croire que le socialisme était passé sans retour de l'utopie à la science, et que s'il y avait outrecuidance à prétendre que Marx avait donné la formule *ne varietur* du devenir socialiste, il y aurait eu folie, et comme inconvenance historique, à vouloir remonter, par-dessus lui, jusqu'à la tradition antérieure. Mais on l'a dit : il y a des morts qu'il faut qu'on tue ; et l'utopisme, qu'on croit toujours mort, renaît toujours, tel Protée.

Les grands utopistes — Saint-Simon, Fourier — nous donnaient des *romans sociaux*, qui avaient au moins le mérite d'être amusants ; la lecture de Fourier, surtout, est, à ce point de vue, des plus divertissantes. Quelle fantaisie, quelle imagination énorme, quelle verve, parfois toute rabelaisienne, quel esprit satirique, quelquefois un peu gros, d'un goût souvent douteux, mais amusant de pittoresque et de drôlerie !

L'utopie de M. Anton Menger, professeur de droit à l'Université de Vienne, que M. Edgard Milhaud, professeur à l'Université de Genève, nous a traduite, et M. Charles Andler, professeur à l'Université de Paris, « préfacée », n'a certes pas ce mérite. L'imagination en est singulièrement plate, l'allure terre-à-terre, le souffle court ; une utopie de professeur, une utopie juridique, consciencieuse, universitaire, probe, ennuyeuse pour tout dire ; de la science de cabinet ; une vision de cité future par un rat de bibliothèque, un alexandrin moderne, pour qui la science, c'est de l'érudition, et qui croirait manquer de probité scien-

(1) *L'Etat socialiste*, par M. Anton Menger, traduction de M. Edgar Milhaud, introduction de M. Ch. Andler (*Société nouvelle de librairie et d'édition*, Paris, 1904).

tifique et faire de la littérature, si par hasard il était amusant !

Soyez certain. que M. Anton Menger connaît toute sa littérature socialiste ; il a tout lu ; il n'a rien omis ; il est on ne peut plus consciencieux ; et il discute gravement, doctement, — plus sérieusement même — aussi bien une fantaisie de Fourier, que le matérialisme de Marx ! Marx, d'ailleurs, pour M. Anton Menger, n'est *presque* rien ; il ne compte pas ; on ne peut pas s'arrêter, selon lui, à une théorie aussi superficielle que le matérialisme historique ; il faut passer avec dédain ; et M. Menger passe ! Le babouvisme, le saint-simonisme, le fouriérisme, le cabétisme, voire la République de Platon, — voilà qui est digne d'arrêter l'attention et l'examen d'un professeur. M. le professeur n'a qu'à entrer dans sa bibliothèque ; les livres sont là, il n'y a qu'à les lire, avec soin, avec gravité ; puis les résumer, aussi fidèlement que possible ; on tient son homme et sa doctrine en quelques formules ; c'est simple, c'est clair, c'est commode ; mais le marxisme !... L'atmosphère, ici, est étrange. On a le sentiment que *les textes* n'épuisent pas la doctrine, qu'il y a autre chose sous les lignes, entre les lignes. Ce n'est pas systématique ni systématisé ; cela déroute ; l'action et la vie se mêlent à la théorie. On a affaire à des théoriciens qui n'étaient pas de simples théoriciens, mais aussi des hommes d'action, des révolutionnaires, des gens mêlés au mouvement ouvrier lui-même et cherchant à le comprendre pour le mieux guider. Aussi, la pensée parait souvent obscure, insaisissable, contradictoire parfois ; les formules, prises à à la lettre, semblent, non seulement fausses, mais pauvres, maigres ! Que faire avec une doctrine aussi *irrégulière*, aussi déconcertante, qui demande autre chose pour être comprise que de l'érudition et de la probité, qui exigerait que M. le professeur sortît de sa bibliothèque pour prendre un peu l'air du temps? Que faire? Mais, c'est bien simple ;

la dédaigner, l'ignorer, ou ne lui accorder qu'une chiquenaude *ex cathedra*, qui la laissera retomber dans sa nuit.

Il y a quelqu'un que M. Anton Menger n'aime pas non plus, parce que, lui aussi, est *un irrégulier*, un théoricien — homme d'action, un philosophe dont la pensée inquiète a sans cesse cherché à mieux saisir son temps : c'est Proudhon. Lui, plus encore, est déconcertant, insaisissable, obscur, non systématique, plein de contradictions, comme la vie elle-même et le changement. Le « proudhonisme » — ce n'est pas là un organisme d'idées, une doctrine bien ordonnée, une architecture intellectuelle bien symétrique, dont toutes les parties ont été agencées en vue d'une fin systématiquement conçue et qu'un professeur a plaisir à analyser ; mais c'est un pêle-mêle, un chaos, où l'entendement, ce lourdaud, aux allures raides, compassées et rectilignes, se trouve tout à fait désorienté ; il s'y perdrait, et comme il n'aime pas à se perdre, l'entendement de M. Anton Menger préfère passer à côté de ce labyrinthe, supérieur et dédaigneux.

Marx et Proudhon sont donc négligés, à peine pris au sérieux, et c'est caractéristique ; on leur préfère Louis Blanc, Fourier, et surtout Saint-Simon. La doctrine mengerienne, c'est du néo-saint-simonisme ; M. Andler le reconnaît, et rien n'est plus éclatant. Tous nos néo-socialistes sont des néo-saint-simoniens. Et c'est logique : un socialisme d'intellectuels, de professeurs, de docteurs, ne peut être qu'une réédition du saint-simonisme. On cherche à renouer, par dessus la tête de Marx et de Proudhon, ce qu'on appelle la tradition socialiste. L'année dernière, Jaurès fit une vague conférence sur Saint-Simon, où sans doute il ne reniait pas Marx, — il ne renie jamais rien dans son éclectisme ample, accueillant et mouvant ! — mais où il laissait entendre que Marx avait vraiment trop accaparé le

socialisme et qu'il fallait remonter à Saint-Simon pour trouver une paternité socialiste bien légitime, et digne de toute considération. En effet, Marx et Proudhon(1) ont conçu le socialisme comme une création propre de la classe ouvrière, brisant nettement avec la tradition bourgeoise, apportant au monde un type tout à fait nouveau de civilisation. Dans cette création, le rôle des intellectuels n'est qu'un rôle adjuvant, un rôle tout à fait accessoire et secondaire. C'est humiliant! Combien la conception de Saint-Simon est préférable, et son socialisme hiérarchique, inégalitaire, aristocratique et théocratique, plein de séduction pour *le nouveau clergé* chargé d'en tirer au cordeau les proportions harmonieuses et savantes!

Dans son introduction, M. Andler fait bien quelques réserves. L'étatisme exagéré de la conception de M. Menger l'effraie un peu; il ne se fait pas à l'idée de voir disparaître aussi cavalièrement tant de libertés précieuses: liberté du domicile, liberté syndicale, et toute liberté de contrat. L'omnipotence de l'administration qui, dans la cité future selon M. Menger, est soustraite au contrôle souverain de la démocratie, n'agrée pas à nos réformistes, pour qui le socialisme, c'est *l'entière démocratie*. Et M. Andler se scandalise un peu que M. Menger puisse croire à une réalisation de son *Etat populaire du travail* dans le cadre monarchique ou impérial. Cette indifférence pour la forme politique lui semble étrange et peu dans la tradition socialiste. On sait cependant que Saint-Simon et Fourier, dont nos intellectuels aiment à se réclamer et à qui ils veulent se rattacher, avaient pour les formes politiques un dédain profond, et que, si le premier s'est adressé à Louis XVIII, le second espéra un moment dans Napoléon. M. Menger a parfaitement

(1) Voir sa *Capacité politique des classes ouvrières*, — pour ceux que notre appréciation pourrait surprendre.

raison, en tant qu'utopiste et se rattachant aux grands utopistes, de dédaigner la forme politique ; en dépit qu'en ait M. Andler, il est tout à fait dans la tradition socialiste.

Mais nos démocrates ne sauraient en convenir ; il faut, en France, ménager le préjugé démocratique. Volmar accepterait sans doute fort bien d'être ministre sous Guillaume II, et Turati sous Victor-Emmanuel, comme Millerand l'a été sous la République bourgeoise ; c'est donc la logique du réformisme international et des traditions saint-simoniennes qu'on prétend renouer. La démocratie souveraine, qu'est-ce, après tout, sinon du *droit divin retourné*, passé du Roi au Peuple ? Tous les surnaturels peuvent voisiner ; ils s'attirent réciproquement ; et le *surnaturel démocratique* n'a rien qui puisse « repousser » le surnaturel monarchique ou impérial. C'est ce que Marx et Proudhon ont très bien mis en lumière. Et voyez comme cela est bizarre ! Nous autres, marxistes, qui ne sommes pas férus, cependant, de « défense républicaine », nous n'admettons pas, avec Menger, que le socialisme puisse se réaliser dans le cadre monarchique, et Mehring (1), dans la critique qu'il fait de son livre dans la *Neue Zeit*, a très justement relevé ce non-sens historique de M. Menger ; et voilà que nos néo-socialistes aboutissent, eux tout confits en démocratie, au dédain des formes politiques ! Telle est la logique du socialisme d'Etat ; il peut prendre un vernis démocratique ; mais, dans son fond, il est la négation d'une démocratie véritable, si du moins l'on prend de la démocratie autre chose que *des formes*, si l'on en saisit l'esprit. On sait l'éloge que M. de Bulow a fait de Millerand ; cet éloge a gêné singulièrement nos républicains-socialistes : il était si juste et surtout si suggestif, arrachant si joliment du nez de nos réformistes leur masque démocratique !

---

(1) Voir la *Neue Zeit* du 30 mai 1903.

Ils sont amusants, nos réformistes, à la fois plus et moins cyniques que les réformistes allemands ! Plus cyniques, en ce sens qu'ils osent davantage secouer le joug marxiste. En Allemagne, Marx reste toujours l'Autorité ; et Wolfgang Heine (2), dans sa critique du livre de Menger, conserve le point de vue marxiste. Les intellectuels allemands, étant donné la forte organisation du parti, n'osent pas aspirer franchement au rôle dictateur *à la mode saint-simonienne* que nos intellectuels français rêvent sans trop dissimuler ; la démocratie socialiste allemande a bien sa bureaucratie, mais elle la tient mieux dans sa main et sous son contrôle : jusqu'ici du moins — cela pourra changer — les intellectuels ont été des *employés* plutôt que des *chefs*.

Et, d'autre part, ils sont moins cyniques : ils n'oseraient pas dire, avec Menger, que la forme politique est indifférente et que le socialisme peut se réaliser dans le cadre monarchique. Ils respectent, en théorie, cette démocratie, dont, en pratique, ils jouent si cavalièrement. Ils ressemblent ainsi aux catholiques sociaux, plus démocrates que personne, chacun le sait. Et c'est naturel : ils veulent, les uns comme les autres, faire de la démocratie *leur propriété*, leur instrument de règne ; or, on aime furieusement, à l'ordinaire, ce que l'on veut dominer ; et l'amour, où l'égoïsme domine, est terriblement fort !

Au demeurant, réformistes allemands et français, apparences mises de côté, se ressemblent comme frères de lait. Le socialisme d'Etat international est *un*, comme est *un* le socialisme ouvrier international ; et si le socialisme ouvrier ne peut se développer que sur les ruines de l'Etat traditionnel, le socialisme d'Etat peut se réaliser, lui, sous une forme politique quelconque, démocratique, monarchique ou impériale, peu importe.

---

(2) Voir *Socialistiche Monatshefte* de septembre 1903.

Quoi qu'il en soit, M. Andler ne saurait admettre absolument, tel quel, le socialisme administratif et étatiste de M. Menger ; il fait ses réserves. « L'historisme mengérien » lui paraît un peu trop réaliste. Je ne sais jusqu'à quel point la doctrine de M. Menger est pénétrée « d'historisme ». Il nous semble plutôt, avec Mehring, que s'il manque quelque chose à M. Menger, c'est précisément le sens historique, et la position nettement anti-marxiste prise, par lui, en est un signe certain. Il ne suffit pas, après tout, de déclarer que le socialisme est la philosophie juridique des classes non-possédantes, pour avoir une conception *historique* du socialisme. Quand on se place *au point de vue de la répartition*, et non à celui *de la production*, on se condamne forcément à planer au-dessus de l'histoire ; il y a toujours eu des classes non-possédantes, et ce qui fait l'originalité du marxisme, c'est qu'il voit dans le socialisme, non pas simplement la philosophie juridique des classes non-possédantes, mais *celle du prolétariat issu de la grande industrie moderne*, ce qui est plus précis, on en conviendra, et d'un sens moins vulgairement démocratique. Le marxisme se place ainsi au point de vue de la production, et non à celui de la répartition ; il se différencie par là, nettement, de tous les socialismes utopiques, passés, présents ou futurs.

Mais que la doctrine de M. Menger soit « réaliste » et même platement réaliste, c'est ce qui n'est point douteux. M. Menger prétend innover le moins possible ; il affirme n'attendre la réalisation du socialisme que du jeu des forces politiques et morales traditionnelles. Et en effet ! Il innove bien peu ; et sa Cité socialiste a une allure vieillotte et prudente, une physionomie bourgeoise et sagement prosaïque qui franchement la rend bien peu séduisante : le réformiste allemand Wolfgang Heine (1) assure même qu'elle res-

(1) V. article déjà cité.

semble par trop au célèbre portrait que M. Richter fit un jour de l'Etat futur. Et vraiment, il n'y a là aucune exagération ! M. Menger est réaliste, mais à la manière de Sancho Pança, d'un réalisme mesquin, court, bourgeois, professoral, et qui fait singulièrement regretter l'idéalisme donquichottesque des anciens utopistes. Marx aussi est un réaliste, mais quelle différence ! Son réalisme est un réalisme vraiment philosophique, qui, par delà les voiles idéologiques et vulgairement sentimentaux, descend jusqu'à la réalité profonde, jusqu'au cœur du devenir social, et retrouve la source véritable de l'idéal. Le réalisme de M. Menger est le réalisme empirique, où tombent les idéalistes, après qu'ils ont perdu leurs illusions: n'ayant pu changer le monde au gré de leurs fantaisies et de leur enthousiasmes juvéniles, ils finissent par l'accepter tel qu'il est, avec quelques variantes bien sages et anodines. Réalisme de vieillard désabusé, après les débauches idéalistes d'une jeunesse vaine et présomptueuse ! Et quelle platitude! Savez-vous pour quelle raison, par exemple, M. Menger est opposé à l'amour-libre dans son *Etat populaire du travail?* Nous ne prenons pas la défense de l'amour-libre contre M. Menger, mais nous retenons seulement sa raison de le prohiber. Oh! cette raison est superbe, délicieuse, charmante ; elle trahit une haute conception du mariage et des préoccupations d'une générosité vraiment touchante !

Cette raison, la voici, dans toute sa beauté poétique et imprévue : c'est que l'union libre, ce serait l'écrasement des faibles par les forts, transporté du domaine économique dans le domaine sexuel ! Le mariage, en effet, assure *une répartition démocratique* des jouissances sexuelles ; l'union libre en serait *une répartition déplorablement aristocratique !* Car malheur aux hommes de la cité future, qui, mal doués sous le rapport de la beauté, de la parole, ou de la force, se verraient réduits par la concurrence des capita-

listes... en femmes, à l'état de véritables prolétaires privés... de tout instrument de... reproduction !

Nous nous contenterons de ce trait. On pourra, après cela, vilipender la grossièreté marxiste, et refuter dédaigneusement notre matérialisme, que MM. Menger et Andler comprennent d'ailleurs si mal. L'explication du prédestinationnisme de Calvin par Engels, par exemple, est peut-être d'apparence simpliste ; mais M. Andler en fait une réfutation plus simpliste encore, lorsqu'il triomphe en disant que « Calvin n'était pas initié, quand il a construit son dogme, au fonctionnement de la concurrence commerciale présente. » (1) Eh, sans doute ! Mais il ne s'agit pas de cela. Nos intellectuels ne comprennent que ce qui est *clair et distinct*, ce qui est *intellectualisé*. Mais l'influence de l'économie sur l'idéologie est de celles qui se passent dans l'inconscient ou le subconscient ; il ne peut s'agir assurément de l'action déductive d'un système économique clairement aperçu sur une philosophie non moins clairement construite ! Quand Hegel, par exemple, explique l'état d'âme religieux du paysan par *la passivité paysanne* vis-à-vis de la nature, il ne veut pas dire, sans doute, que le paysan, réfléchissant sur sa dépendance vis-à-vis des forces naturelles, en *déduit* un système religieux du monde. Pour bien comprendre *la relation marxiste* de l'économie à l'idéologie, c'est toujours aux remarques si suggestives de Hegel sur *les trois états* (2) qu'on doit se référer.

Mais il est entendu qu'on ne doit pas rabattre le plan de la vie intellectuelle et morale sur le plan de la vie économique ; on ne *doit* pas, vous dis-je : ce serait là une opération de mauvais goût et qui impliquerait le plus grossier

(1) Voir Introduction, p. IV.
(2) *Philosophie de l'esprit*, p. 353, § 529.

matérialisme. Le vieux préjugé philosophique (1), qu'une chose noble ne peut avoir que des origines nobles, est toujours si vivace ! On préfère inventer une faculté, une vertu dormitive quelconque. On n'explique rien par là, c'est vrai, mais les convenances sont gardées. Il est singulier, avec cela, combien nos idéalistes, si rebelles à *l'économisme*, ont de tendresse pour *la force*. M. Andler, par exemple, veut, à tout prix, en dépit de M. Menger, que le marxisme ne soit pas un pur économisme, mais une doctrine de la force. Il est singulier, disais-je ; je voulais dire, sans doute : il n'est que trop naturel ! Les révolutions idéalistes ont toujours été violentes ; et si, comme l'écrit Sorel (2), affirmer qu'une révolution, conduite selon les idées marxistes, sera pacifique, c'est là n'émettre qu'une hypothèse ; affirmer, par contre, la férocité d'une révolution dirigée par les idéalistes, c'est avancer une certitude. Si, en effet, le socialisme, comme l'a conçu Marx, est la création propre de la classe ouvrière, élaborant dans son sein un nouveau droit et devenant capable de le transformer en droit général, il est possible de concevoir *un passage pacifique* du capitalisme au socialisme, ou tout au moins une transition telle, que s'il est besoin de la force, ce recours ne soit qu'accidentel, comme dans un accouchement le recours au forceps, pour reprendre une image de Marx, dont M. Andler pourrait précisément s'autoriser. Mais si, au contraire, le socialisme est une création gouvernementale, l'application par les moyens étatistes traditionnels d'un plan social élaboré par *un nouveau clergé* dont les savants seraient les clercs, on peut affirmer que le recours à la force sera chronique, essentiel, fondamental : les *savantes* combinaisons seront déjouées, l'Idée abstraite

(1) Voir dans *Par delà le bien et le mal*, de Nietzche, des remarques pénétrantes sur les préjugés des philosophes.
(2) Voir *la Suine du monde antique*, conclusions, p. 274.

débordée ; et la Force viendra, tout naturellement, remettre les choses en l'état.

Ainsi éclatent le néant et le mensonge du socialisme d'Etat réformiste, démocratique et idéaliste : il se proclame réformiste, et son réformisme est profondément conservateur ; démocratique, et il pourrait se réaliser, de l'aveu de M. Menger, dans le cadre monarchiste ; idéaliste, pacifiste et humanitaire, et il nous conduirait à de nouvelles terreurs ! Ce socialisme *nouvelle méthode* est donc très vieux jeu ; et s'il construit des utopies, c'est que, chez lui, comme dans toutes les révolutions du passé, la grandiloquence de la phrase doit servir à dissimuler la modestie du fond. Le *vieux* socialisme, lui, ne dresse aucun plan de cité future ; il se contente de mieux préparer chaque jour les travailleurs à remplir leur mission historique : le fond, comme dit Marx, dépasse, chez lui, la phrase !

Édouard Berth.

Les Socialistes Russes et la Guerre

Lettre à la Rédaction du « Mouvement Socialiste ».

Chers camarades,

Vous me demandez mon opinion sur la guerre russo-japonaise, mais après ce qu'ont dit là-dessus les socialistes des différents pays dans le numéro du 15 mars du *Mouvement Socialiste*, il me reste, je crois, peu de chose à ajouter.

Ce qui se passe maintenant en Extrême-Orient, prouve une fois de plus, combien avait raison notre Congrès Socialiste international de Bruxelles de 1891, en affirmant que « toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avénement de la paix entre les peuples, ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes si elles n'atteignent pas les causes économiques du mal ». Tant que les causes aperçues par le Congrès dans le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme et dans la lutte des classes qui en est la conséquence, tant que ces causes existeront, il serait vraiment utopique d'espérer l'avènement de la paix universelle. Cette paix, les capitalistes des différents pays dans leur lutte acharnée pour l'accroissement des débouchés, sont forcés de la troubler de temps à autre. Tant que nous aurons le capitalisme, nous aurons la guerre — ou la paix armée qui, à la longue, ne coûte pas moins cher.

Cette situation déjà mauvaise a empiré ces dernières années, et la cause en est dans ce que le tzarisme, malgré toutes les blagues qu'on a débitées sur les tendances pacifiques d'Alexandre III et de Nicolas II, n'a jamais voulu la paix,

a été forcé de rechercher la guerre, grâce à la situation intérieure de la Russie. Le gouvernement de St-Pétersbourg espérait qu'un conflit avec une puissance étrangère lui permettrait de se refaire un peu de popularité et de remonter dans l'opinion des « fidèles sujets russes », de moins en moins enclins à admirer les beautés du régime despotique. L'équilibre politique, toujours instable dans le régime capitaliste devenait encore plus instable par la politique aventurière du tzarisme. Ce qui devait arriver arriva : nous avons la guerre.

Il s'agit seulement de savoir si les calculs de ceux qui mènent par le nez le malheureux mannequin du Palais d'Hiver, ont été justes. Pour que la guerre puisse être profitable au tzarisme, il faut qu'elle soit victorieuse. Mais..... jusqu'à présent, c'est aux Japonais qu'est resté l'avantage. Notre escadre du Pacifique est presque anéantie à l'heure qu'il est, et pourtant, au début de la guerre, elle ne le cédait presque en rien à la flotte japonaise comme armement et nombre des vaisseaux. Si nous avons essuyé défaite sur défaite, si nos mines n'ont fait sauter que nos propres bâtiments, si nos torpilleurs ne réussissent à couler que des navires non armés, tandis que les Japonais ont détruit quatre cuirassés, trois croiseurs et nombre de contre-torpilleurs, c'est à l'incroyable incurie et à la stupéfiante incapacité de nos chefs que nous le devons. Ce qu'on a vu à Port-Arthur, dépasse les limites du vraisemblable.

Vous pouvez en juger par quelques extraits d'une lettre authentique émanant, évidemment, d'un officier à Port-Arthur et parue dans l'organe de notre bourgeoisie libérale « *Oswobojdénié* », publié à Stuttgart :

— Nos chefs ne cessaient de nous dire que la guerre n'aurait pas lieu. Ils tenaient la plus grande partie des bâtiments en réserve tandis que les Japonais, eux, devenaient de plus en plus provocants et se préparaient activement à la guerre.

Ils avaient, six mois auparavant, déjà mobilisé leur flotte, fait de sérieuses manœuvres et acheté des croiseurs à l'étranger. Nos officiers savaient tout cela et en parlaient, mais nos chefs ne savaient rien ou ne voulaient rien savoir. Le 26 octobre au matin, un vapeur étranger arriva et s'arrêta près de notre escadre, car on lui avait défendu l'entrée du bassin du port. Il stationna 4 à 5 heures puis leva l'ancre et partit le plus tranquillement du monde sans que personne songeât à l'inquiéter.

On est persuadé ici qu'à bord se trouvaient des chefs déguisés des torpilleurs qui nous attaquèrent ensuite. Ils ont naturellement tout observé et fait des croquis.

Le 25 juillet et le 26 août, exode général des Japonais de Port-Arthur et de Vladivostok.

Le gouvernement japonais leur envoya des navires spéciaux mais cela même ne fit pas réfléchir nos chefs et ne leur ouvrit pas les yeux.

Le 26 août les officiers en plaisantant faisaient des paris sur la façon dont la guerre serait déclarée.

Ils disaient que les Japonais seraient des imbéciles, s'ils ne nous attaquaient dans la nuit même, en envoyant dix à vingt torpilleurs.

Le 27 septembre notre escadre devait lever l'ancre et aller je ne sais où, et on donna l'ordre d'être prêt pour 8 heures du matin. De sorte que le soir du 26 on n'était pas encore prêt. L'escadre était toute inondée de lumière et involontairement la pensée venait de la possibilité d'une attaque des torpilleurs ennemis.

Quand cette prévision se réalisa, les Japonais eurent beau jeu.

— Comme les loups dans la bergerie, raconte l'auteur de la lettre, les torpilleurs japonais pénétrèrent dans notre escadre et firent leur œuvre. Pendant ce temps, celui qui était la cause du désastre, celui qui avait démoralisé et anéanti notre escadre, celui qui commandait la flotte depuis le cabinet de sa maison de vice-roi, celui-là dormait tranquillement et lorsqu'on le réveilla pour lui signaler quelque chose d'anormal, sur le raid de l'escadre, il répondit : « Je sais, ils s'exercent au tir !

On pourrait croire à une trahison, si la bêtise pure et simple n'était évidente. Napoléon a dit des courtisans français, qu'un caprice de Mme Pompadour plaçait à la tête des armées françaises, pendant la guerre de sept ans, que tous,

généraux en chef, généraux particuliers, ils étaient de la plus parfaite incapacité. C'est ce qu'il faut dire des chefs militaires russes que les Japonais battent avec une si incroyable facilité. Placés à leurs postes, non en vertu de leur mérite mais à force d'intrigues, ils n'ont aucune notion de leur propre métier.

Makaroff faisait exception, mais il a péri grâce à la désorganisation générale. Kouropatkine ne manque peut-être pas non plus de caractère et de talent, mais que peut un seul homme quand le système entier ne vaut rien, absolument rien ! Un journal suisse racontait il y a quelques jours qu'en se rendant en Extrême-Orient, le commandant en chef de notre armée aurait pris avec lui un cercueil, sûr qu'il est de ne pas revenir vivant.

Je ne dis pas que notre défaite définitive soit tout à fait certaine. Dans la guerre l'imprévu ne perd jamais ses droits. Mais, il est très probable que nous sommes à la veille d'un Sedan. Et, dans tous les cas, il est hors de doute que nous essuierons encore beaucoup de désastres et que le but de la camarilla qui a provoqué nos désordres ne sera point atteint.

Elle comptait sur la guerre pour l'aider à affermir le tzarisme. Or, le tzarisme sera bien affaibli et son prestige bien diminué au dedans comme au dehors. Et ce sera autant de gagné pour le peuple russe.

Quiconque lit un peu attentivement les journaux français, a pu voir que le gouvernement de St-Pétersbourg a déjà beaucoup baissé dans l'opinion de la bourgeoisie française. Le Goliath qu'on croyait invincible et sur lequel on comptait pour règler son compte à l'Allemagne, s'est montré d'une faiblesse extraordinaire. Les bourgeois n'en reviennent pas d'étonnement et pourtant rien n'est plus naturel. Un écrivain militaire français dit avec beaucoup de vérité que « l'état social afférent à chaque époque historique exerce une influence prépondérante non seulement sur l'organisme

militaire d'une nation, mais encore sur le caractère, les facultés et les tendances de ses hommes de guerre » (1). Or, notre état social ne peut que nous rendre faibles au point de vue militaire.

Le soldat russe a été célèbre par son courage et son endurance ; mais ces qualités de ses soldats, la Russie les devait avant tout à son état économique. Tant que son commerce extérieur était peu développé et que l'exportation des céréales ne se faisait qu'en de faibles proportions, le paysan russe, tout pauvre et tout opprimé qu'il était, se trouvait pourtant loin de la misère économique et physiologique qui en fait aujourd'hui un être famélique, proie facile des maladies. Un soldat qui, dans son enfance, a rarement mangé à sa faim ne pourrait être endurant. Ajoutez à cela que ce soldat ne supporte plus tranquillement toutes les injustices et toutes les barbaries de ses chefs, comme au bon vieux temps, mais devient mécontent à son tour ; il commence à réfléchir et à protester sourdement. Quant aux chefs, nous avons déjà vu que, dans la plupart des cas, ils sont des modèles d'incapacité et d'impéritie. Et il n'en pourrait être autrement !

Dans les écoles militaires, comme dans les écoles civiles, tout jeune homme capable, et de caractère énergique, devient suspect à ses supérieurs en vertu même de ses capacités. Il ne peut compter sur un avancement rapide, et, très souvent, indigné de ce qu'il voit autour de lui, il abandonne toute idée de service et passe du côté des révolutionnaires. Le mouvement révolutionnaire russe compte déjà plusieurs dizaines d'années, et, parmi les innombrables victimes du Moloch impérial, qui saura vous dire combien d'hommes

(1) *Les maîtres de la guerre*, essai critique, par le lieutenant-colonel Rousset (page 4).

de talent périrent sur le gibet, dans les casemates des forteresses ou dans les déserts glacés de la Sibérie ?

Les talents vont à la révolution et à l'opposition. Il n'y a rien d'étonnant si très peu restent parmi ceux qui servent le gouvernement comme fonctionnaires civils ou officiers des armées de terre et de mer : tandis qu'au Japon, le gouvernement et la nation ne font qu'un, le mouvement socialiste n'y étant qu'à son début, chez nous un abîme existe déjà entre les gouvernants et tous les meilleurs éléments parmi les gouvernés. Le gouvernement russe est isolé et démoralisé par cet isolement même. Il ne saurait être que bien faible dans la guerre.

Les manifestations patriotiques autour desquelles la presse étrangère fait grand bruit ne sont que des « trucs » de la police, qui fait marcher à cet effet les personnages les plus suspects et jusqu'à des repris de justice. Le gouvernement lui-même semble avoir assez de ces manifestations, qui se font de plus en plus rares. En même temps le mouvement antimilitariste gagne du terrain. La social-démocratie fait tout son possible pour éclairer le peuple sur la vraie signification de la guerre.

Les *Comités* distribuent des proclamations révolutionnaires et leur voix trouve un écho parmi les ouvriers.

Voici, à titre d'exemple, deux résolutions, prises, l'une à Tver, l'autre à Rostoff-sur-le-Don, dans des réunions clandestines d'ouvriers organisés.

La première déclare :

Les ouvriers organisés de la ville de Tver, comme un détachement de l'armée social-démocrate Russe, protestent, à l'unanimité, contre la guerre russo-japonaise entreprise par le gouvernement absolu sans l'assentiment du peuple.

Nous déclarons que cette guerre est nuisible aux intérêts du peuple : la mort prématurée de dizaines de mille ouvriers soutiens de leurs familles, l'incapacité au travail pour beaucoup d'entre les survivants, l'augmentation des impôts et la ruine, voilà ce qu'elle apporte à la masse déjà déshéritée. Nous déclarons que cette guerre a lieu dans l'intérêt de l'absolutisme et de

la bourgeoisie, le premier voulant étouffer, sous le bruit des actions militaires, le mécontentement grandissant du peuple, et la seconde espérant, en cas d'une issue heureuse de la guerre, obtenir de nouveaux débouchés pour l'écoulement des marchandises.

Comme fraction de la Social-Démocratie universelle, nous tendons une main fraternelle à nos camarades social-démocrates japonais et nous nous associons à leur protestation contre la guerre, avantageuse seulement pour nos gouvernements et nuisible à la classe ouvrière sans distinction de langue et de nationalité.

Nous nous déclarons catégoriquement contre les guerres internationales en général et contre la guerre russo-japonaise en particulier, et n'admettons qu'une guerre : celle contre l'absolutisme et la bourgeoisie.

A bas l'absolutisme ! A bas la guerre !

Vive la Social Démocratie internationale !

Vive la Social Démocratie Russe !

Et voici la seconde de ces résolutions :

Considérant :

1° Que la guerre est d'une part une conséquence de la politique d'accaparement suivie par le gouvernement du tzar en Extrême-Orient, dans l'intérêt de la bourgeoisie qui recherche des débouchés extérieurs, et dans l'intérêt du maintien du prestige gouvernemental tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

2° Que la guerre impose au peuple d'énormes sacrifices en hommes et en argent, traîne à sa suite la ruine des paysans, l'augmentation de la dépression économique et du chômage, même en cas d'une guerre victorieuse ;

3° Que tout le poids de la guerre retombe évidemment sur la classe ouvrière et les paysans, l'armée étant recrutée dans ces classes et le gouvernement leur imposant tout le poids des impôts ;

4) Que la guerre excitant et attisant les haines entre nations détourne l'attention du peuple des affaires intérieures du pays et empêche le développement de la conscience de classe du prolétariat :

L'assemblée proteste contre la guerre et appelle tous les camarades à la guerre contre l'absolutisme, qui sans cesse trahit les intérêts des exploiteurs et le propre intérêt de sa conservation.

En même temps, l'Assemblée reconnaissant que la Social Démocratie internationale est le seul espoir de paix universelle et de fraternité, envoie son salut aux ouvriers japonais qui ont protesté contre la guerre et exprime son entière conviction que

ni cette guerre ni les complications de la politique internationale qu'elle pourra entraîner, n'arrêteront le développement de la social démocratie.

Vive la fraternité des peuples !

A bas la guerre ! A bas l'absolutisme !

Vous le voyez, camarades, nos ouvriers organisés sont animés d'un excellent esprit ; ils n'ont qu'à persévérer dans leur propogande et leur agitation pour porter un rude coup au tzarisme aux abois. Et, n'en doutez pas, socialistes, ce coup sera porté, puisque les prolétaires de la Russie sauront faire leur devoir.

Le *Tzarisme* tombé ou bien affaibli, ce ne sera pas encore la paix universelle dont l'ère ne commencera qu'avec la chute du *capitalisme*, mais une des grandes sources de la guerre et de la réaction sera tarie, un pas énorme vers l'affranchissement définitif sera fait. Nous n'aurons qu'à nous en réjouir, nous autres, socialistes russes, et, avec nous, la social-démocratie des deux mondes.

Genève, 29 avril 1904.

GEORGES PLÉKHANOFF.

LES FAITS POLITIQUES

Les Elections municipales.

Les statistiques se prêtent par essence aux plus fallacieuses et contradictoires conclusions.

N'essayons donc pas de savoir qui l'a en réalité emporté de M. Combes ou de ses compétiteurs du bloc ou de l'anti-bloc. Nous n'y parviendrions pas.

Il se peut très bien, il semble même que la « défense républicaine » ait gagné du terrain dans nombre de localités de second ordre et de communes rurales. Mais il est non moins certain qu'au scrutin de ballotage notamment, l'opposition opportuniste et libérale, sinon la nationalité a dans les grands centres particulièrement obtenu des succès marqués.

Si nous prenons, en effet, les douze villes dont la population passe 100.000 habitants, nous constatons que cinq de ces villes : Paris, Lyon, Toulouse, Saint-Etienne, Reims possèdent une municipalité du Bloc, tandis que sept de ces villes : Marseille, Bordeaux, Lille, Nantes, Roubaix, le Havre, Rouen vont être administrées par des réactionnaires purs ou plus ou moins masqués de républicanisme.

D'ici un mois, du reste, et sans nous mettre autrement la cervelle à l'envers, nous saurons à cet égard la vérité. Si M. Combes, passé ce délai, se maintient au pouvoir, cela voudra dire sans nul doute, que les électeurs se sont montrés en général favorables à la pratique du Bloc. S'il chûte, cela signifiera à l'évidence que les bulletins de victoire électoraux du Ministre de l'intérieur étaient aussi sujets à caution que ses intentions réformistes. Chaque député de la majorité effectivement est mieux au courant que personne

de ce qui s'est passé dans sa circonscription et aura tôt fait de s'esquiver et de rejoindre le bataillon de l'opposition pour peu que ses propres électeurs aient manifesté des préférences en ce sens.

A vrai dire, il n'est guère plus aisé de dresser une statistique même approximative des résultats électoraux au strict point de vue socialiste, Si nous y pouvons atteindre ou à peu près pour le *Parti-socialiste de France*, nous ne le pouvons pour les autres fractions qui autour de nous se réclament du socialisme.

Une opération préalable s'imposerait au reste si nous voulions cependant aboutir à quelques certitudes. Il s'agirait de déterminer de qui et de quoi se compose le parti socialiste.

Si nous en écoutons une certaine presse, ce sont les socialistes qui ont passé à Toulon, à Limoges à Lens et dans vingt autres endroits des socialistes, mais il en pleut. Les bourgeois de droite qui ont leurs raisons voudraient nous faire plus riches que nous ne sommes quasi millionnaires. Grand merci du cadeau !

A mon avis, il est plutôt permis de poser en règle générale que seuls peuvent être tenus pour socialistes les candidats heureux ou malheureux qui ont eu directement à combattre non seulement contre une liste réactionnaire ou cléricale, voire opportuniste ou libérale. mais aussi contre une liste radicale. Partout ailleurs on est autorisé légitimement à admettre que le socialisme de la liste présentée ou élue n'était que d'étiquette et répondait à de toutes autres revendications que celles du prolétariat. Si, par exemple, la liste Labussière à Limoges, la liste Enartefigue, à Toulon. la liste Basly à Lens, était apparue vraiment comme la liste de la classe ouvrière, il y a gros à parier que les bourgeois de gauche ne lui auraient pas laissé aussi facilement le champ libre et apporter aussi bénévolement leurs suffrages.

Que des socialistes se présentent dès le premier tour de scrutin sur une liste de coalition et ne perdent pas pour cela, s'ils n'ont pas oublié d'en faire état, leur qualité de socialiste, rien de plus admissible. Au point de vue de l'intérêt général du Parti mieux eut valu évidemment que ces camarades se présentassent seuls ; mais les conditions locales

peuvent parfaitement justifier et légitimer leur attitude. Mais quand une liste toute entière est donnée au premier tour comme liste socialiste et que nous ne voyons s'opposer à elle que des concurrents nationalistes, réactionnaires ou républicains antiblocards, halte-là ! Nous sommes alors en droit de penser et d'écrire que le socialisme n'avait rien à voir dans l'affaire.

Cette soustraction obligatoire opérée que reste-t-il des voix socialistes recueillies et des élus socialistes obtenus par le « Parti socialiste français » ?

Nous attendrons pour le noter que le « Comité Interfédéral » ait établi son bilan. Jusqu'ici nous ne sachons pas qu'il l'ait fait et pour cause. Il doit être le premier embarrassé, car en dehors des socialites que j'indiquais tout à l'heure et où la liste « socialiste » a tenu l'emploi de liste radicale ou simplement blocarde rares, bien rares sont les commissions où ses adhérents ont affronté seuls la lutte au premier tour. La coalition a été chez eux, la règle tandis qu'elle n'a été chez nous que l'exception. Coalition ou pour mieux dire alliance et subordination de l'élément socialiste à l'élément radical à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Lille, à Nantes, au Havre, à Mezières, à Charleville, à Ivry. Nous ne voyons guère que Rouen, Saint-Etienne et Dijon, parmi les villes d'importance ou la lutte ait été menée au nom du socialisme contre toutes les fractions bourgeoises, y compris la radicale. Résultat : succès à Dijon et à Saint-Etienne, échu à Rouen où les camarades s'étaient affirmés avec une netteté absolue les candidats de la classe ouvrière.

Des fédérations strictement autonomes, il ne nous est guère venu non plus de renseignements précis. Nous savons tout juste ce qui s'est passé à Nantes où l'alliance a fleuri dès le premier tour; à Brest et à Amiens où les camarades, au contraire ont fait face à la fois à tous les adversaires du prolétariat et ont abouti à la victoire, à Amiens à une défaite mais qui vu la rectitude de la campagne menée, le gros chiffre de voix obtenu et l'effet moral produit vaut bien une victoire.

Mais toutes ces considérations manquent encore un coup de précision et je suis le premier à le confesser. Rien n'at-

teste mieux du reste que cette incertitude d'insuffisance des journaux quotidiens qui se réclament du socialisme et qui trouvent moyen de ne pas apporter sur les compagnies socialistes d'autres informations que celles que l'on peut lire dans l'*Intransigeant* ou le *Gaulois*. Rien n'atteste mieux aussi l'état d'inorganisation du « Parti socialiste français » aussi incapable de dresser une statistique de ses contingents électoraux qu'incapable d'imposer à ceux qu'il déclare siens une ligne de conduite à peu près identique.

Pour savoir, il eut fallu pouvoir se procurer mille journaux aux moins et obtenir en plus un rapport détaillé de M. le préfet de chacun de nos 86 départements. Résignons-nous donc à ignorer.

Reste donc l'action du *Parti socialiste de France* la seule sur laquelle nous ayons quelques données positives quoique encore bien incomplètes.

D'après les renseignements qui ont pu être recueillis jusqu'ici, la lutte a été menée dans 31 communes de l'Allier, 13 de l'Aube, 21 du Cher, 10 de la Dordogne, 15 du Gard, 29 de la Gironde, 7 de l'Indre, 15 de l'Isère, 7 de la Marne, 60 du Nord, 8 de l'Oise, 7 du Pas-de-Calais, 15 des Pyrénées-Orientales, 13 de Saône-et-Loire, 25 de la Seine, 11 des Deux-Sèvres, plus dans une centaine de communes réparties dans les départements de l'Ain, des Basses-Alpes, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron des Bouches-du-Rhône, de la Corrèze de la Creuse, de la Drôme, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, de l'Indre-et-Loire, de la Loire, de Meurthe-et-Moselle, des Landes, du Lot, du Lot-et-Garonne, de la Lozère, de la Haute-Marne, du Puy-de-Dôme, des Basses-Pyrénées, du Haut-Rhin, du Rhône, de la Seine et-Marne, de Seine-et-Oise, du Var, de Vaucluse, de la Haute-Vienne, de l'Yonne.

Cela fait 400 communes. Dans 300 de ces communes et davantage la lutte a été menée par le Parti au premier tour avec ses propres forces soit qu'il ait pu présenter une liste complète de candidats, soit qu'il eut présenté seulement une liste incomplète.

Quand aux résultats les voici :

Le Parti conserve ou conquiert l'unanimité ou la majorité des sièges municipaux dans des communes suivantes:

Allier. — Bezenet, Blomard, Bussières-les-Mines, Commentry, Deneuille-les-Mines, Désertius, Durdat-Larequille, Huriel, La Chapelaude, La Celle, Saint-Hilaire, Valigny :

Alpes (Basses). — Barrême ;

Aube. — Romilly.

Aude. — Coniza ;

Cher. — La Chapelle-Hugon, Vierzon, Villerges, Bessais-le-Fromental, Germigny-l'Exempt, Croisy, Osmery ;

Creuse. — Saint-Dizier ;

Gard. — Saint-Genies de Malgloire ;

Hérault. — Marsillargner ;

Indre. — Issoudun, Lucey-le-Libre, Menay-so us-Vatan, Niherne, Saint-Pierre-de-Jards ;

Isère. — Claie, Entre-deux-Guiers, Gières ;

Meurthe-et-Moselle. — Chavigny ;

Nord. — Hesse, Houpliner, Savuy, Mons-en-Baraeul, Wasquehal ;

Oise. — Housses, Liancourt ;

Pas-de-Calais. — Aviou.

Puy-de-Dome. — Saint-Eloy-les-Mines ;

Pyrénées-Orientales. — Estagel ;

Saone-et-Loire. — Blanzy, Charcey. Ciry-le-Noble, Digoin, Genouilly-sur-Guge, Mercurey, Monceau-les-Mines, Montchanin, Sauvignez, Saint-Jean-de-Vaulx, Saint-Viller ;

Seine. — Alfortville, Gentilly, Yvry, Kremlin-Bicêtre ;

Seine-et-Oise. — Persau ;

Deux-Sèvres. — Gript ;

Tarn. — Les Cabannes ;

Yonne. — Bérin ;

Le Parti est représenté par des minorités dans les conseils suivants :

Allier. — Saint-Bonnet-Tronçais (5), Reugny (2), Maulde (1), Urçay (3), Arfeuilles, Bizeneuilles, La Petite-Marche, Montluçon (2) :

Aube. — Les Riceys (7), Bar-sur-Seine (2), Brévonnes (1), Pâlis (1), Géraudot (6) ;

Bouches-du-Rhone. — Eyragues ;

Cher. — Bourges (3), Mareuil, Lignières, Verondu, Cuffy ;

Creuee. — Maison-Feynes (2), Azérables (3) ;

Dordogne. — Périgueux (3), Montignac-sur-Vézère (2), Meyral (1), Marnac (1), Bézenac (1), Douville (4), Grignols (1), Saint-Cyprien (3), Les Farges (1), Nabirat (1) ;

Drome. — Romans (4) ;

Gironde. — Floirac (1), Preignac (1), Doulgon (1), Sainte-Terre (1), Gensac (1), Lormont (1), Bègles (4), Cesson (7), Pessac-de-Gensac (1), Saint-Macaire (2) ;

Gard. — Anduze (2), Clarensac (2), Les Mages (2), Le Vigan (1) ;

Isère. — Izeaux (2), Tullins (1), Susville (2), Vizille (3), Saint Quentin-sur-Isère (1), Chapareillan (1), Voiron (1) ;

Landes. — Pomarez (2), Lugton (1), Luë, (4) ;

Lot-et-Garonne. — Agen (5), Cahuzac (1), Barbaste (3) ;

Lolère. — Vialas !

Marne. — La Villad'Ay (6);

Nord. — Lille (8), Roubay (9), Escaudœuvres (1), Fresnes (11), Marly-les Valenciennes (1), Wavrin (1), Wignehies (4), Coudekerque Branche (11), Ronchin (10), Seclin (1), Avesnes-les-Aubert (7), Sequedin, Lannoy, Pont-de-Nieppe (3) ; Saint-Amand (5) Wattrelos (8) ;

Oise. — Montataire (5), Sainte-Geneviève (3), Mouy (5) ;

Pyrénées-Orientales. — Elne (2), Saint Paul-de-Fenouillet (1), Néfiach (4), Serdinya (2), Saint-Estève (7), Saint-Martin-de-Fenouillet (1) ;

Haut-Rhin. — Valdoie (2) ;

Rhone. — Lyon (5), Saint-Fons (4), Villeurbanne (2), Villefranche-sur-Saône (1) ;

Saone-et-Loire. — Champforgeuil (3) ;

Seine. — Paris (3), Saint-Denis (1), Montreuil (5), Boulogne Billancourt (4) ;

Seine-et-Marne. — Chanteloup (1) ;

Seine-et-Oise. — Linas (2) ;

Var. — Vidauban (4) ;

Yonne. — Chemilly-sur-Serein (3), Courgenay (3), Bagneaux (2).

Les communes où le Parti a perdu la majorité sont celles de Montluçon (Allier), Les Riceys (Aube), Bourges (Cher), Lille, Wignehies (Nord) où il ne dispose plus que d'une minorité, de Calvisson (Gard), Hellemmer (Nord) et Granzay (Deux-Sèvres), où il a été complètement éliminé de l'hôtel de ville.

Enfin les élections des municipalités, maires et adjoints, sont venues confirmer que l'influence du Parti prédominait dans les 58 conseils municipaux dont nous avons donné plus haut la nomenclature, et de plus à Breteuil (Oise), où le citoyen Campion-Morel, secrétaire de la Fédération de l'Oise (P. S. D. F.), a été élu maire ; à Coudekerque-Branche (Nord), où le citoyen Fontaine, membre du Parti, à été élu maire, à Grignols et Meyrals (Dordogne), où deux membres du Parti, l'un secrétaire fédéral, le citoyen Paul Faure, ont été élus maires.

Le Parti socialiste de France a donc perdu en bloc 8 municipalités et en a gagné 25.

Ce sont là des chiffres exacts et qui montrent, à défaut d'autre chose, la force de pénétration et d'expansion du Parti. Mais il serait puéril de ne pas remarquer immédiatement que les communes gagnées sont pour la plupart ou de petits centres industriels ou des agglomérations agricoles de faible population, tandis que parmi les communes perdues

se trouvent trois grandes villes, les trois plus grandes villes que détenait précédemment le Parti.

C'est ce dernier fait, fait visible, fait tangible, qui a le plus frappé naturellement le public et a fait perdre de vue même à des camarades les gains réalisés d'autre part.

Et cependant là encore, à Lille, à Bourges, à Montluçon, le *Parti socialiste de France* a-t-il été en réalité vaincu? La conquête de ces villes avait été due au début à des hasards heureux, à des conjonctures favorables, à une situation générale, qui prédisposait les éléments dits avancés de la bourgeoisie à s'unir à peu près loyalement, au second tour de scrutin du moins, aux électeurs ouvriers et socialistes. Ces temps sont passés; ils ne seront bientôt plus qu'un souvenir à Lille comme partout ailleurs, et il était normal que la défection de la bourgeoisie de gauche se produisit d'abord dans les milieux où la classe ouvrière s'affirmait de son côté plus distincte et plus opposée à toutes les fractions et sous-fractions de la classe adverse.

Cette trahison radicale a été, en effet, l'un des traits les plus caractéristiques des dernières élections. Il nous serait aisé de citer cent endroits ou les radicaux ont préféré pactiser ouvertement avec l'opportunisme, le nationalisme et la réaction plutôt que de favoriser l'accession au pouvoir municipal de travailleurs et de socialistes.

A Lille 1,800 voix radicales manquent à l'appel au scrutin de ballottage et entrainent la défaite de la municipalité ouvrière sortante. A Roubaix, 200 radicaux également défaillants empêchent le prolétariat socialiste de balayer la municipalité Motte. A Hellemmes les radicaux se maintiennent au second tour contre les socialistes qui avaient obtenu au 1er mai un chiffre de voix supérieur au leur et passent avec l'appoint avoué des réactionnaires. A Wignehier, cléricaux et radicaux-socialistes se coalisent dès le premier tour de scrutin au sein d'une liste simplement dénommée « antirévolutionnaire ». A Valenciennes, une liste de coalition est formée au second tour soit disant pour barrer la route au parti clérical. Six candidats socialistes y sont inscrits à côté d'une vingtaine de radicaux. Les 20 radicaux passent, mais

les 6 socialistes restent sur le carreau distancés par 6 calotins, grâce à la trahison des blocards.

A Bourges, une liste radicale refuse au second tour de se désister pour le *Parti socialiste de France*, fait campagne ouverte, le préfet aidant, pour la liste réactionnaire et assure son triomphe. A Montluçon, c'est mieux ; de prétendus socialistes qui n'étaient entrés en lutte que pour mieux discréditer la municipalité sortante, marchent au second tour pour la liste bourgeoise et enlèvent à la classe ouvrière un hôtel de ville qu'elle détenait depuis 12 ans.

A Saint-Denis (Seine), une coalition du même goût se noue entre nationalistes, radicaux et socialistes nouvelle méthode. Grâce à quoi 9 représentants de la classe ouvrière seulement sont élus et l'hôtel de ville reste aux bourgeois. A Ivry, même combinaison scandaleuse, mais qui là, échoue heureusement.

On pourrait multiplier indéfiniment ces exemples. Mais à quoi bon : la preuve est faite. Elle est si bien faite que là où les socialistes indépendants ou autonomes se sont présentés non pour faire le jeu de la bourgeoisie, mais comme nous, au nom et pour le compte de la classe ouvrière, ils ont été comme les socialistes révolutionnaires, dupés, roulés et lâchés par les plus fringants des blocards. Voyez à Amiens, à Puteaux, à Asnières, à la Charité.

Et pourtant malgré ces défections qui annoncent probablement une défection plus générale encore à des élections subséquentes, malgré ces échecs qui en annoncent peut-être d'autres plus douloureux encore, on doit dire et l'on est en droit de dire que la récente consultation électorale a été bonne pour le socialisme et la classe ouvrière.

Pour quelles raisons ? Pour celles qui suivent, que j'ai développées ailleurs et que l'on me permettra de répéter ici.

Pour la première fois, non plus en quelques endroits ou dans quelque région plus particulièrement propice, mais un peu partout, les travailleurs ont, au 1er mai, engagé la lutte seuls contre toutes les fractions bourgeoises. La bataille municipale a été menée, on peut le dire, comme l'avait été seulement jusqu'ici, et encore imparfaitement la bataille légis-

lative. Les prolétaires ont eu leur liste non seulement à Lille, à Roubaix, à Troyes et dans quelques autres centres, comme il était d'habitude, mais à Bordeaux, à Limoges, à Bourges, à Reims, à Saint-Etienne, à Cette, à Arles, à Alais, à Avignon, à Decazeville, à Belfort, à Chaumont, à Guéret, à Creil et dans cent autres localités moins importantes : petites agglomérations industrielles, voire même communes exclusivement rurales.

C'est un signe des temps que de voir par exemple les ouvriers papetiers et gantiers de la petite ville de Saint-Junien se présenter avec une liste complète de candidats de leur classe contre la liste réactionnaire et la liste radicale et grouper ainsi près de 700 suffrages. C'est mieux encore de voir les mineurs de Chavigny en Lorraine affronter la lutte avec le programme du Parti contre la liste patronale de leurs exploiteurs et emporter dès le premier tour l'hôtel de ville. Il est bien aussi réconfortant de constater la décision et parfois le succès de ces camarades qui, relevant de groupes impuissants, pour des raisons que l'on conçoit sans peine, à former une liste complète, se sont présentés à un, à deux ou à trois pour permettre à leurs camarades de travail de se compter et de ne pas aller grossir les contingents de l'une ou de l'autre des fractions bourgeoises aux prises.

La bataille a donc été cette fois générale. Si elle ne s'est pas déroulée malheureusement encore dans toutes les communes, elle s'est du moins étendue peu ou prou à l'ensemble du pays.

Ajoutons que là où le *Parti socialite de France* n'a pu faire directement la besogne, parce que n'y étant pas, elle a été exécutée par les meilleurs des éléments autonomes, qui ont ainsi rompu, qu'ils s'en doutent ou non, avec la tactique obligatoire du parti dont ils sont. Ainsi, par exemple, à Amiens et à Rouen.

Preuve évidente que le prolétariat français, en dépit des tristes manœuvres des confusionnistes, à cause peut-être même, prend lentement mais sûrement une conscience plus nette de ses intérêts de classe et tend à se constituer partout en parti politique distinct.

Voilà pourquoi d'abord les élections dernières ont été bonnes.

Elles ont été bonnes aussi et non moins parce qu'à la concentration ouvrière commençante a répondu la concentration bourgeoise.

Du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest, comme je l'indiquais plus haut les radicaux ont jeté le masque. Narguant défense républicaine et le reste, ils se sont sans pudeur alliés avec les pires éléments réactionnaires de leur classe pour barrer la route à la classe ouvrière envahissante ou lui enlever les municipalités déjà conquises. Plutôt la République à bas que la République défendue et personnifiée par les travailleurs ! C'est cette trahison, ce cynique lâchage des chefs ou des troupes du radicalisme qui explique les défaites momentanées à Lille, à Bourges, à Montluçon. Si Roubaix n'est pas reconquis, c'est que là encore les bourgeois soi-disant avancés, les tenants du bloc, ont préféré marcher avec la réaction et Motte qu'avec le socialisme et les prolétaires. Et même chose peut être dite d'Amiens où ont si énergiquement bataillé les camarades de la Fédération autonome.

Cette concentration bourgeoise nous vaut sans doute nos défaites du moment; mais nous pensons que l'avantage qui peut et doit en résulter pour nous n'est pas trop chèrement acheté à ce prix. Il y a là une leçon de choses qui va dessiller les yeux de maint travailleur aveugle jusqu'ici et par conséquent acheminer vers la seule et bonne tactique de nouveaux contingents prolétaires.

A la concentration capitaliste, plus avancée que la notre, répondra fatalement la concentration ouvrière. Quand les camarades de l'atelier et de la glèbe auront bien vu, bien constaté que tous les bourgeois sont bourgeois avant tout, ils se persuaderont enfin que le seul parti républicain, c'est eux-mêmes, c'est le parti socialiste en formation et en progression, et, las de se battre les uns contre les autres pour le compte de leurs maitres, ils feront bloc à leur tour contre l'ennemi commun.

Les élections sont bonnes enfin parce qu'en mainte ville elles ont scellé l'union sur le terrain du scrutin des éléments

ouvriers engagés dans les groupes politiques et des éléments groupés sur le terrain syndical.

Là où s'est effectué cette conjonction féconde, les listes de classes présentées par le Parti ont atteint un chiffre de voix absolument inespéré. A Lille, à Roubaix, généralement dans le Nord, dans l'Aube aussi, ou en Saône-et-Loire, cette union nécessaire avait de tout temps existé. De tout temps, les ouvriers y avaient compris que la bataille est double et que celui-là est un militant incomplet, un révolutionnaire inconséquent qui s'isole dans l'action syndicale et renonce à la conquête du pouvoir dans la Commune et L'Etat. Le Parti s'y était toujours donné comme le parti de la classe ouvrière, l'organisant, l'enrégimentant pour les multiples batailles économiques ou politiques qu'elle aura à livrer avant l'émancipation définitive.

De là même la fermeté, la force et la rectitude du mouvement. Or, c'est cette même tactique qui, employée à Bordeaux, amène nos camarades à recueillir 7,000 voix en moyenne au premier tour. 12.000 au ballottage ; qui groupe à Bourges 4.000 électeurs derrière les hommes du Parti, qui, à Limoges, à Decazeville, à Reims, à Cette, permet de dégager les travailleurs des prises du socialisme ministériel et du confusionnisme avachissant et d'encadrer une minorité déjà compacte qui désormais ne désertera plus. C'est cette tactique aussi qui, à Amiens, arrive à opposer 6.000 prolétaires et plus aux radicaux et réacteurs dorénavant confondus.

Or, cette tactique a déjà produit des fruits trop excellents pour qu'elle ne se généralise pas ; et ce ne sera pas le moindre gain des journées des 1er et 8 mai.

Non seulement les victoires électorales futures du Parti socialiste sont à ce prix, ce qui serait peu, mais son avenir même, ce qui achèvera de lui donner ce caractère spécifiquement prolétaire, ouvrier, qui est sa raison d'être, ce pourquoi il fut fait.

Louis DUBREUILH

LES PARTIS SOCIALISTES

BULGARIE

La crise socialiste en Bulgarie.

L'année dernière, un de nos camarades, bien connu, publiait dans l'*Iskra*, actuellement l'organe central de la démocratie-socialiste russe, un article sur *le dixième Congrès du Parti ouvrier social-démocrate bulgare*, à Roustchoux, où il donnait quelques renseignements sommaires, mais précieux, sur la situation générale du Parti et sur la scission qui s'est produite dans ses rang, au commencement de l'année 1903. Le titre même de cet article montre que ce camarade ne parlait que de l'une des deux fractions et de son Congrès, — la fraction appelée « étroite » ou « orthodoxe ».

Nous adhérons presque à tous les développements généraux de l'auteur, mais nous estimons qu'il faut y ajouter encore quelques explications complémentaires pour que le lecteur étranger ne puisse pas se faire des affaires bulgares, une idée qui ne soit pas tout à fait exacte et complète (1). Car, quoique petit et faible, notre Parti présente une certain intérêt pour le socialisme international, ne serait-ce que par le fait qu'il est affecté, lui aussi, de « l'opportunisme » socialiste et qu'il s'est divisé à cause de cela même.

---

(1) Si nous ne faisons erreur, le même camarade a reproduit, en le complétant, son article dans la *Neue Zeit*, qui a publié une réponse du citoyen Sakazoff. Nous n'avons pas lu cette reproduction allemande de l'article, mais nous connaissons la réponse, traduite en bulgare, de Sakazoff. Or, il ressort de cette polémique, que de nouveaux renseignements ne sont point superflus. Cette polémique, surtout la réponse de Sakazoff, effleure seulement quelques questions, sans en donner d'explication.

D'ailleurs, « l'opportunisme » bulgare se manifeste un peu autrement, sous d'autres formes et avec d'autres prétentions que son confrère de l'Occident.

C'est seulement à présent que le *Parti socialiste bulgare* se reprend lui-même et se place sur son propre terrain. Il y a quelques années, il n'avait pas encore pris conscience de lui-même. Par un concours de circonstances historiques, dont il serait trop long de parler ici, le socialisme en Bulgarie a précédé le mouvement ouvrier moderne. C'est ce qui explique que, tant qu'il trouverait une expression pratique dans la vie, comme parti politique distinct, il s'exposerait à des flottements constants et à des errements inévitables. N'ayant pas derrière soi un mouvement ouvrier — base unique et stable de tout mouvement socialiste — notre Parti devait nécessairement se lancer sur tous les terrains dans la vie politique et sociale, pour recruter de cette façon ses membres et ses cadres. Cela a duré de longues années.

Cependant, on devait en finir : au lieu d'attirer à lui les classes non-prolétariennes, le Parti, sans s'en apercevoir, commençait à s'attacher lui-même à elles et à s'approprier leurs intérêts et leurs aspirations ; au lieu de se les assimiler — comme le pensaient et le voulaient certains — il commençait, imperceptiblement, à se laisser assimiler par elles. De sorte que, peu à peu, cette pratique s'enracinait dans sa vie et que cela devenait quelque chose de très naturel, qui allait de soi...

Tous ceux qui veillaient sur les destinées du Parti voyaient ce danger et ne cessaient, à chaque occasion, de le dénoncer comme un grave péril, comme une anomalie de sa vie, dont il fallait, à tout prix et par tous les moyens, se débarrasser. Il se trouvait cependant des socialistes qui, engagés dans le tourbillon de la vie, estimaient cet état de choses, comme le seul naturel et le seul convenable et utile. Ils allaient même plus loin, en faisant pénétrer volontaire-

ment le parti toujours plus avant dans les différentes couches sociales, pensant que c'était là la seule tactique utile, oubliant que cette invasion du socialisme dans les milieux non-ouvriers, n'était qu'une nécessité regrettable, due à la faiblesse du parti et à des circonstances peu propices.

Plus encore : il y avait des socialistes qui voulaient et proposaient un programme spécial pour la population agricole, que le Parti devait inscrire sur son drapeau lorsqu'il allait dans les campagnes ! Cette dernière revendication fait par elle-même une impression étrange. Car, même sans connaître les conditions spécifiques de l'évolution économique de la Bulgarie, qui ne sont que celles d'un pays peu civilisé, on peut conclure qu'un programme agricole *spécial* n'est pas nécessaire pour un faible parti comme le nôtre. Un semblable programme pourrait se concevoir à la rigueur pour une démocratie socialiste puissante — si elle ne pouvait pas atteindre ses buts par d'autres moyens, — mais il est inadmissible pour un parti insignifiant, qui est exposé à chaque instant à dégénérer et se désocialiser.

Mais sous l'influence de la critique acerbe des marxistes « orthodoxes », en particulier du vétéran socialiste D. Blagoëff, cette opinion fut abandonnée et délaissée. A l'heure qu'il est, il n'y a plus de voix qui s'élève en faveur d'un programme agricole. Mais, par contre, d'autres voix se sont fait entendre il y a bientôt quatre ans, et, quoiqu'elles aient un tout autre son, elles n'en gardent pas moins une certaine parenté avec les premières... La pratique chancelante et indéterminée du Parti, qui le faisait s'introduire dans les couches non-prolétariennes de la société, ne faisait que nourrir et encourager les éléments dont nous parlons : le recrutement des membres du parti s'opérait nécessairement sous l'influence de ces éléments et l'action du Parti était dirigée dans ce sens. La prépondérance de la classe

ouvrière, comme facteur dominant, était rejetée à l'arrière-plan et n'existait guère.

Comme je l'ai dit, pour certains, ce mouvement, cet état de choses, commençait à être le seul naturel, le seul conforme au but, le seul qui soit dicté, non seulement par les conditions générales de l'évolution économique et politique du pays, mais aussi — ce qui était plus grave encore — par les intérêts et l'avenir même du Parti socialiste. Les socialistes se posaient la question de savoir si pareille pratique ne s'imposait pas par les conditions même du développement des sociétés modernes en général.

Le premier qui formula cette question, sous une forme indécise et peu claire, était un de nos militants de premier ordre, Janko Sakazoff, dans sa revue *La Cause Commune*. Ses raisonnements et la forme qu'il leur donna constituaient une dérogation profonde au mode de penser et d'écrire généralement reçu dans le Parti. Ces raisonnements et leur forme semblaient prétendre à une innovation, à quelque chose *de nouveau* et *de frais*, à une interprétation et à une application plus approfondies du marxisme à la réalité bulgare. Sakazoff lui-même déclara que telle était sa prétention.

Plus particulièrement caractéristiques étaient ses idées de la réaction politique régnante, sous le régime désigné sous le nom de « circassien » et « du bâton » de Radoslavoff. En envisageant cette réaction, en voyant que les institutions constitutionnelles et démocratiques étaient en danger et foulées aux pieds — chose, du reste, très naturelle en Bulgarie — le citoyen Sakazoff lança le cri : Que les « couches productives » se réunissent et par une « collaboration » renversent ce régime barbare ! Sinon toutes, du moins celles d'entre ces classes productrices, dont les intérêts sont menacés par la réaction et qui peuvent voir et reconnaître ce danger... Et à la question de savoir si ces éléments, par leur « collaboration », pourraient renverser la réaction et

inaugurer un régime de *légalité* et de *liberté* — le citoyen Sakazoff répondait carrément par l'*affirmative*. Presque dans tous les numéros de la première année de la *Cause Commune*, il consacrait son énergie et sa pensée à l'analyse et à la solution de ce problème, qu'il avait peu à peu (malgré la chute du cabinet Radoslavoff, survenue depuis longtemps déjà) transformé en problème de toute la « démocratie productive ».

L'attitude du citoyen Sakazoff ne pouvait pas ne pas attirer l'attention de ceux qui veillaient au maintien des principes essentiels du Parti et qui, d'ailleurs, avaient à lutter contre toutes les influences que notre vie économique peu développée peut laisser s'exercer dangereusement sur notre Parti. Ces militants s'efforçaient autant que possible d'éviter l'assimilation du Parti avec la « démocratie », vers laquelle les conditions sociales nous poussaient presque inéluctablement, assimilation qui, en fait, ne pouvait signifier autre chose que la mort du socialisme. Par conséquent, avec le citoyen Blagoëff à la tête, ils engagèrent la lutte contre le citoyen Sakazoff, lutte qui dure et durera encore longtemps.

Sans doute, à notre point de vue personnel, nous ne prétendons pas que toutes les pensées et tous les raisonnements de Blagoëff et ses amis, — sauf leur tendance générale et fondamentale — pouvaient toujours être acceptés comme irréprochables. Dans certains cas, ils allaient si loin qu'ils tombaient inutilement dans une exagération contraire, frisant l'abstraction vide et la formule stérile. Ils ramenaient aux « principes » même les événements les plus insignifiants de la vie publique — et de la vie privée — de certains personnages, ministres, etc. Ils s'efforçaient d'expliquer par les « principes » les événements de chaque *moment donné*... C'était une exagération, un amour des formules qui ne devait pas trouver sa place dans le Parti socialiste, au sein du

quel doit toujours brûler la flamme de la réalité et de la vie vivante.

On opposa à cette manière de faire de quelques-uns de nos théoriciens les idées de Sakazoff, qui avait hautement déclaré (au Congrès de Plevna, 1901) qu'il travaillerait et agirait pour une conception et une application plus larges du marxisme. Cela aurait été tâche noble et parfaite, que tout le monde aurait voulu encourager et voir réussir. Mais le citoyen Sakazoff ne l'avait pas accomplie avant, et ne l'a pas accomplie après 1901. Embrouillé dans les détails de la vie politique, ne remarquant que ses trivialités, il s'y noya, sans s'en apercevoir lui-même... Et au lieu de nous apporter de la *fraîcheur*, de la *vie*, il ne nous proposa que de l'*insabilité*, de l'*indécision* et du *vague*.

Il est vrai que par elles-mêmes, ou par rapport à un parti socialiste puissant, les idées développées par le citoyen Sakazoff dans la *Cause Commune* de 1900-1901 (depuis, il n'a rien donné de nouveau, au contraire, il a même retiré une partie de ce qu'il disait auparavant) n'ont rien d'extraordinaire et ne peuvent être d'une importance décisive. Mais appliquées à nos conditions bulgares, à notre Parti, qui se lève à peine sur ses propres pieds, elles peuvent être fatales. Dans un pays comme la Bulgarie, où la différenciation des classes est encore peu prononcée, où le prolétariat commence à peine à prendre conscience de lui-même, comme classe distincte, et à lier son sort à celui du socialisme, dans un tel pays toute déviation, si insignifiante soit-elle, peut devenir fatale pour l'avenir du mouvement. Un tel prolétariat, un tel parti socialiste doit éviter toute « collaboration » quelle qu'elle soit, même lorsqu'il peut y sembler contraint par les circonstances. Il doit toujours rester dans l'opposition, en lutte contre tous. Il ne faut, par conséquent, pas faire la théorie, même d'une « collaboration » ainsi imposée par les circonstances, et transformer cette « collaboration »

en principe socialiste, comme l'a fait Sakazoff. Un parti socialiste faible doit limiter autant que possible son action politique à ce qu'il peut réellement faire comme parti *socialiste*. Il ne doit pas être tenté par les « grandes actions politiques » aux résultats palpables et immédiats.

Le citoyen Sakazoff avait tort en disant et en soulignant trop souvent — comme il le fait, du reste, aussi dans sa réponse au camarade Awramoff (*Neue Zeit*, n° 15, 1904) — que la démocratie socialiste bulgare a à accomplir une grande et large action politique. Sur quoi base-t-il son opinion? Car, si le parti — par suite des conditions économiques — est petit et faible, ce que Sakasoff reconnaît lui-même, nous ne pouvons pas le transformer en facteur soi-disant décisif, sans l'engager dans la voie de la dégénérescence, et par suite de la disparition, comme parti socialiste révolutionnaire... Il est nécessaire qu'il détermine toujours ses forces effectives dans toutes les circonstances, et il faut que, conformément à cela et en *partant de cette évaluation*, il se lance dans la vie et dans les luttes politiques. Sans doute, il peut y avoir entre les différents militants des divergences dans l'évaluation des forces du Parti, mais ce n'est pas là l'important et ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

La polémique qui s'était engagée sur ces questions aboutit à la formation de deux tendances bien déterminées — la tendance des « *larges* » et celle des « *étroits* », qui, à l'origine, n'avaient pas pénétré dans la masse du Parti. Celui-ci n'était pas encore bien éclairé sur les questions discutées. Cela tenait, entre autres, à la façon de conduire la polémique dans les deux camps, surtout du côté de J. Sakazoff, qui, au lieu de s'affirmer ouvertement, et de développer sa conception « plus large », se contentait de petites remarques et d'entrefilets, en s'attachant de cette façon de nouveaux partisans ou poussés par *l'espoir* qu'il allait dire enfin des choses « neuves », « fraîches... »

Finalement, au Congrès de Tirnovo (1902), Sakazoff fut engagé à exposer ses idées en une brochure, dans un délai de 6 mois. Mais les 6 mois s'écoulèrent, sans qu'on ait vu la brochure promise ; et *La Cause Commune* continuait ! Alors, en mars 1903, le Comité Central du parti fit la scission dans son propre sein, et sa majorité, avec le citoyen Blagoeff à la tête, la déclara pour tout le parti. On voit ainsi que la scission a été proclamée d'*en haut*, sans que le parti l'ait déclarée — d'*en bas*. Ce dernier fait montre que, vraiment, la masse du Parti n'était pas éclairée sur la polémique, sur les diverses tendances qui luttaient dans son sein... Et Sakazoff n'avait pas encore dit quelque chose de nouveau sur le point principal — la « collaboration (1) » !

La scission s'est opérée prématurément et au milieu de fautes et d'actes illégaux des deux côtés. La majorité du Comité Central — que la minorité a voulue paralyser par l'enlèvement des archives, des fonds et du sceau du Parti — adressa un *ultimatum* aux organisations locales, dans lequel elle leur proposait de choisir entre les deux camps en lutte, et cela immédiatement. Celles-ci, peu éclairées, se décidèrent à la hâte pour l'un ou pour l'autre, selon que leurs chefs soutenaient les idées des « larges » ou des « étroits »... Et évidemment une scission pareille ne pouvait être natu-

(1) Ce n'est qu'après la scission formelle que Sakazoff a fait paraître sa brochure : « *Alarme pour des ombres* », dans laquelle il battait en retraite, sur ce qu'il avait avancé dans ses premiers articles de la *Cause Commune*. — la pomme des discordes ! Il donna à ces articles, une interprétation qui ne correspondait évidemment pas à leur contenu réel. La « collaboration des classes », par exemple, dont il parlait, et des tâches à accomplir qu'il lui attribuait, étaient telles qu'elles exigeaient pour leur réalisation un temps beaucoup plus long, qu'un moment donné, que le régime *d'un* ministère seulement. Malgré cela, Sakazoff déclara dans sa brochure, qu'il n'avait eu en vue que le régime de Radoslavoff.

relle, résultant de conditions mûres. Ce fut, à notre avis, une faute de la part de la majorité, qui, malheureusement, ne tarda pas à faire sentir ses efforts, surtout sur les finances du parti.

Mais pendant que cela se passait dans le Parti, la situation politique changeait d'une manière décisive dans le pays. Le ministère russophile et « libéral-progressiste » de Daneff était renversé et remplacé par le parti du célèbre bandit politique, feu Stambouloff. — Ce parti est — comme tous les partis chez nous, du reste — une clique monarchiste, ennemie déclarée de toute liberté constitutionnelle et démocratique, qui, dès son avénement au pouvoir, commença par violer les lois organiques du pays. C'est ainsi que le gouvernement stambouloviste attenta brutalement à la Constitution, en suspendant une loi votée par le Parlement sous le cabinet Daneff — la loi sur l'*inamovibilité des fonctionnaires d'Etat*. A cet acte illégal, l'opposition bourgeoise du Parlement riposta par une protestation *(prière !)* commune adressée à... Sa Majesté Royale le Prince ! *Rien de plus* ! Le citoyen Sakazoff et un autre député, Gabrowsky, sans trop penser, signèrent en leur qualité de députés socialistes cette « protestation » — prière, dictée par les instincts serviles des coteries bourgeoises à l'égard de « Sa Majesté ». Par cet acte, Sakazoff prouva d'une manière éclatante qu'il pouvait passer aussi à la pratique de ses idées, *autrement peu nuisibles* !

En principe, des actes pareils ne sont sans doute pas admissibles. Mais chez nous surtout ? N'opposons pas pour le moment que cela pouvait troubler singulièrement la conscience de classe des ouvriers bulgares. Ce qui importait le plus, dans notre cas, c'était que les partis qui envoyaient leur protestation — prière au Prince, n'étaient que des cliques, toutes pareilles à celle des stambouloviste, et qui, comme cette dernière, attendaient le pouvoir *d'en haut,* du

Palais, pour pouvoir faire exactement la même chose que leurs adversaires plus heureux. Ce qui importait, c'était que cette prière au Prince était dictée par les convoitises les plus basses et les plus serviles, et qu'elle n'avait pour but que d'apitoyer le cœur sévère de Sa Majesté ! Et au bas de cette protestation Sakazoff et Gabrowsky apposèrent, d'un cœur léger, leurs signatures, sans se donner même la peine de prendre l'avis de leurs collègues du groupe parlementaire socialiste qui, d'ailleurs, s'était divisé déjà...

Sur ces entrefaites, eurent lieu les deux Congrès socialistes : celui des « étroits » à Roustchouk ; celui des « larges » à Sofia ; tous deux au mois de juillet.

A Roustchouk, sans rapport et sans protestation, on vota un ordre du jour de confiance à la majorité du Comité Central, tandis qu'il fallait, ici, au moins une réprimande de forme.

Et à Sofia ? On passa outre, sans blâme, sur les actes de quelques membres du Parti. Au lieu de blâmer sévèrement les citoyens Sakazoff et Gabrowsky, qui s'étaient solidarisés avec nos coteries politiques, le Congrès les passa sous silence ; au lieu de prendre une résolution énergique contre de tels actes, il alla jusqu'à réélire Sakazoff au Comité Central de la fraction « large ». De la part des délégués, cela équivalait à l'affirmation d'un principe.

En automne 1903, devaient avoir lieu les élections législatives. Ce fait amena l'alliance des partis politiques d'opposition bourgeoise et démontra de nouveau *l'instabilité* et *l'indécision* du citoyen Sakazoff. S'il voulait rester conséquent avec lui-même, il devait se solidariser encore avec l'opposition, car il n'y avait pas de différence entre les circonstances qui avaient provoqué la signature de la « protestation » de ces mêmes partis, et les circonstances existant au moment des élections. Mais il n'en fit rien, sans que personne sût pourquoi.

Nous voilà donc au moment actuel du socialisme en Bulgarie. Il y a à présent deux partis socialistes chez nous, avec les mêmes noms et avec les mêmes prétentions. Chacun d'eux a son organe : le parti « large » : « La *Lutte ouvrière* », le parti « étroit » : La *Gazette ouvrière*. Les uns comme les autres, prétendent être les vrais représentants du prolétariat bulgare. Mais il n'est pas difficile de voir — d'après les idées et les conceptions qui trouvent leur expression dans ces journaux — de quel côté se groupent les représentants socialistes du prolétariat en Bulgarie. Tandis que la *Gazette ouvrière* — surtout après la scission — part presque toujours des intérêts de la classe prolétaire en Bulgarie et lie spontanément sa pensée et sa propagande au mouvement ouvrier du pays, la *Lutte ouvrière*, par contre, analyse et explique les mêmes faits, sans les mettre en contact logique avec les intérêts et la lutte de ce même prolétariat. Tandis que l'un de ces organes tend à être l'organe du mouvement socialiste ouvrier, qui va en s'intensifiant, l'autre s'en éloigne et devient de la sorte un journal radical-socialiste, dont la pensée nébuleuse cherche en vain à se cacher sous une phraséologie sentimentale.

Nous avons toujours pensé, nous autres, et nous pensons encore qu'un « rafraîchissement » constant de la pensée socialiste doit avoir lieu. Et tant que le citoyen Sakazoff et ses amis parlèrent en termes et phrases générales de cela, nous les soutenions et même les encouragions (1). Mais lorsqu'ils commencèrent à concrétiser les belles phrases et les raisonnements communs, il fut évident qu'il n'y avait rien d'original et de particulier sous ces paroles de tentation. Nous ne pensions pas que ce « rafraîchissement », que

(1) L'auteur de cet article a longuement collaboré à la *Cause commune* et à la *Lutte ouvrière*.

(Note du traducteur.)

cette résurrection de la pensée socialiste devait aboutir à la *radicalisation*, à la démocratisation du socialisme, que la pensée socialiste devait se transformer en pensée radicale-socialiste.

Nous n'étions pas satisfaits de l'abstraction sèche de certaines interprétations du marxisme, mais nous n'estimions et n'estimons pas que ces formules doivent céder la place au réformisme pur et simple. Et c'est un fait incontestable chez nous que plusieurs bonnes âmes socialistes, qui s'attendaient à recevoir quelque chose de nouveau de la parole du citoyen Sakazoff, en sont restés à leurs espérances ! Sa parole et sa pensée se sont déjà bien déterminées. surtout par *La Lutte ouvrière* (1). Eh bien ! cette parole et cette pensée ne peuvent pas être soutenues par les socialistes sincères, qui ont fait preuve jusqu'ici d'une tolérance merveilleuse vis-à-vis de J. Sakazoff. La tendance « large », a forme et consistance aujourd'hui. Mais elle s'est engagée, et assez fort déjà, dans une direction néfaste et qui mène vers d'autres pays...

Aux voyageurs sur cette route nous avons le droit de poser la question de Lessing à Jakoby : « Pouvez vous dire quelque chose de mieux ? »

(*Traduction de R. A.*)

DIMKER.

---

(1) Il est caractéristique que les citoyens de cette tendance déclarent hautement, d'une part, qu'ils n'ont rien de commun avec le « revisionnisme » de Bernstein et le « réformisme » de Millerand, et que d'autre part, avec un plaisir non caché ils reproduisent et font de la réclame à des discours, des brochures et à la presse de ces mêmes « révisionistes » et « réformistes ».

ITALIE

Le triomphe de l'équivoque.

A propos du Congrès de Bologne.

Il y a quelques centaines d'années, un nommé François Bacon, un philosophe qui, au XVI^e^ siècle, s'attacha à montrer que l'on ne doit pas suivre l'autorité dans les sciences du raisonnement, en s'adressant à ses élèves leur disait à peu près ceci :

— « Mes chers amis, je vais me mettre à ne rien croire de ce qu'on a écrit sur tout ce qui fait le sujet des discours des hommes. J'ouvrirai les yeux, je verrai les circonstances des faits, et n'ajouterai foi qu'à ce que j'aurai vu. Mes chers disciples, je vous recommande de ne pas croire en mes paroles. »

Evidemment, pas un parmi les hommes sincères qui, représentants du prolétariat, s'en furent au Congrès de Bologne, ne se souvint de l'enseignement si impitoyablement positif du célèbre auteur des *Essais de morale*, de l'homme de science et de clarté qui eut le courage d'écrire : « L'usage constant de disputes forme les élèves non à bien, mais à beaucoup raisonner, à s'entêter dans leur opinion et à *chercher dans la dispute le succès bien plus que la vérité.* »

Nous disons pas un ; car, s'il en avait été autrement, voilà ce que ce mandataire du prolétariat aurait dit à ses camarades, avant que l'averse des discours ne commençât :

— « Mes chers camarades, veuillez, ne vous en déplaise, écouter d'abord la parole d'un sincère, qui, épris de justice et de solidarité, est venu au socialisme uniquement pour hâ-

ter, autant que possible, l'avènement du jour où les instruments et les fruits du travail appartiendront aux travailleurs. Certes, parmi vous, nul ne croit à une idole : Turati ou Ferri, Labriola ou Prampolini. Sans cesse menacés par vos exploiteurs, continuellement en butte aux violences et aux duperies, vous êtes tous persuadés que l'avènement de la société collectiviste ou communiste, l'écrasement de la pieuvre insatiable qu'on nomme capitalisme, ne peut être le résultat que d'un mouvement politique et économique, surtout économique, qui a pour but :

« 1° L'organisation du prolétariat en parti de classe, se refusant à tout contact avec des éléments étrangers, tant que la base qui met les intérêts sociaux de chacun en opposition avec ceux des autres, ne sera pas détruite ;

« 2° La transformation du régime capitaliste en régime communiste, et par conséquent l'abolition de la propriété.

« Or, mes chers camarades, il se trouve que la discorde s'est glissée parmi nous, et que nous n'envisageons plus les choses tous de la même façon. Au milieu de nous il y a aujourd'hui des gens qui sont socialistes et d'autres qui, à mon avis, ne le sont plus, c'est-à-dire qui entendent nous recommander non plus la méthode de la *lutte*, mais de la *collaboration* des classes.

« Soyons donc sincères ; ne soyons pas des politiciens : assez de joutes oratoires !

« Que les révolutionnaires, au nom de cette égalité absolue dans les obligations sociales et dans les partages des bénéfices collectifs qu'ils veulent obtenir aussi rapidement et indestructiblement que possible, continuent tout seuls leur route ; que les réformistes, au nom de leur collaboration des classes et de la sincérité de leurs nouveaux propos, en fassent autant !

« Je dis, camarades, que nous ne sommes pas ici pour faire

des phrases et que si le socialisme doit se borner à remplacer quelques hommes par d'autres hommes, pour transformer l'organisation actuelle de la société, ce socialisme ne saurait être, de la part de ceux qui le préconisent, que de la duplicité, encore de la duplicité, toujours de la duplicité.

« Camarades, la vérité ne veut pas être ménagée ; les faits non plus. Le Socialisme ne peut développer son action intégrale qu'en dehors de tout parti bourgeois. Les hommes pourront-ils nous faire croire ce que démentent les faits? Serons-nous, prolétaires, des cœurs étroits, des cerveaux déprimés auxquels il faut toujours des idoles ?

« Si cela ne doit pas être, qu'on ne nous parle plus d'une unité équivoque, qui ne saurait constituer qu'un vide absolu, dans lequel nous serions appelés à renier toutes nos convictions, à mentir continuellement à nous-mêmes, *à nous embrasser avec les dents*, comme disait Turati, pendant que la souffrance continue à frapper à nos portes de douleur et de misère.

« Mes frères, je finis en vous rappelant ce qu'un de nos camarades français (1) nous écrivait :

« *Rien n'est plus mortel, pour les partis, que l'équivoque. Ne soyez pas, comme nous l'avons été, les victimes du mensonge pieux des formules habiles, conciliant, en des termes ambigus et vagues, les éléments contraires ; ne soyez pas les jouets inconscients d'une rhétorique ingénieuse...*»

« Camarades, ne croyez pas aux mots, croyez aux faits ! Crispi ou Zanardelli, Pelloux ou Giolitti, c'est toujours le même système de violence et d'exploitation. Souvenez-vous, camarades, de ce que vous êtes : ne compromettez pas la beauté certaine de votre splendide demain par des ruses des politiciens. Une once de faits, vaut plus qu'une tonne

(1) Voir la lettre d'Hubert Lagardelle aux camarades de l'*Avanguardia socialista*.

de belles paroles. Socialistes, vous n'emploierez pas la tactique, les méthodes des bourgeois ; socialistes, vous ne deviendrez pas des bourgeois.»

— Malheureusement, nul ne s'avisa, au Congrès, de parler de la sorte, même pas le barbare Monicelli (1), descendu de Milan à la grasse Bologne pour y clouer à terre, de sa longue lance, les monstrueux fœtus réformistes.

Et une ombre parut surgir et envelopper dans un suaire tous les hommes et toutes les choses.

Vainement, Andrea Costa, n'ayant pas le cœur de saluer, avant le départ, ceux qui n'étaient plus des frères, s'écriait: « Ni avec Turati, ni avec Ferri ; mais avec le prolétariat, toujours avec le prolétariat, dans le combat quotidien et dans la révolte finale.»

L'ombre était désormais dans toutes les pensées et dans tous les cœurs.

A un moment donné, on crut entendre la voix — très sincère — de Léonida Bissolati :

« *Un parti qui a peur de la logique et de la sincérité, c'est un parti qui a peur de lui-même, et ne fait plus peur à personne.*»

Et, comme Léonida Bissolati l'avait prévu, le rire moqueur des adversaires du socialisme, ne manqua point de siffler dans l'air, aussitôt qu'eût pris fin la rhétorique conventionnelle des discours, consacrant à nouveaux *l'unité des désunis*.

Un brave homme de journaliste bourgeois s'en donna, en effet, à cœur joie, et dit en sortant :

« Quelles magnifiques funérailles !...»

---

(1) Le jeune, mais très-vaillant rédacteur de l'*Avanguardia socialista*.

II

Après quatre jours de bataille acharnée, le Congrès tirait à sa fin ; et les positions respectives des fractions étaient celles-ci :

I. Turati, au nom des *réformistes intransigeants*, avait déclaré :

Entre nous et les révolutionnaires, il y a un abîme. Nous admettons la violence sur le terrain politique, non pas sur le terrain économique : entre nous et les révolutionnaires, il existe un antagonisme dans les principes, dans les méthodes, dans le but. Or, il vaudrait mieux prendre une décision. Mais on ne le veut pas. Nous pouvons obtenir des réformes seulement avec l'appui des autres classes et celui du gouvernement. L'unité du socialisme est possible dans la vie, non pas dans la mort, comme le veulent les révolutionnaires. L'ordre du jour du *Centre*, présenté par le camarade Rigola, n'est que l'ordre du jour de la bourgeoisie. Je voterai celui de Bissolati.

Ce dernier ordre du jour était ainsi conçu :

Le Congrès,

Affirmant à nouveau que le Parti, vis-à-vis de toute forme et direction de Gouvernement bourgeois, doit toujours garder son caractère autonome de parti de la classe prolétarienne, dont le but est l'affranchissement du prolétariat de l'exploitation capitaliste ;

Déclare que, même en gardant ce caractère, il peut accorder son appui à des méthodes de Gouvernement qui offrent de sérieuses garanties pour favoriser, de la part du prolétariat, la conquête de ces réformes dont il aura, dans un certain temps, le plus urgent besoin.

Le Congrès manifeste aussi, à propos des institutions, sa volonté de continuer à en tirer parti, sauf à accentuer ses efforts pour en obtenir le changement toutes les fois qu'elles se présentent comme un obstacle immédiat aux revendications du prolétariat.

II. Labriola, au nom des *révolutionnaires intransigeants*, avait dit :

Le Congrès doit prendre, à propos de la tendance réformiste, une position décisive, honnête et franche, et doit repousser résolument toute tentative de transactions hypocrites, qui laissent l'entrée libre à tous les expédients et à tous les compromis. Il doit dire sans ambages si la tendance opportuniste et ministérialiste doit avoir droit de cité dans le Parti, ou si elle est incompatible avec le principe de la lutte des classes et avec le but conscient de la socialisation démocratique des moyens de production.

En conséquence, Labriola représentait au Congrès son ordre du jour de Brescia, avec les modifications suggérées par Kaustky.

1° Le Congrès affirmant à nouveau les caractères immuablement et inflexiblement révolutionnaires et contraires à l'Etat bourgeois, de l'action prolétarienne, déclare que la transformation de l'organisation politique de la classe prolétaire en parti éminemment parlementaire, opportuniste, constitutionnel et monarchique possibiliste, n'est qu'une dégénérescence de l'esprit socialiste;

Repousse en conséquence comme incompatible avec le principe de la lutte de classe et avec l'essence véritable de la conquête prolétarienne des pouvoirs publics, toute collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie, soit par la participation des inscrits au parti à un gouvernement monarchique ou républicain, soit par l'appui donné à une tendance d'un gouvernement bourgeois ;

2° Considérant aussi que dans le régime bourgeois toute activité réformatrice, même provoquée par une pression prolétarienne, même particulièrement utile aux travailleurs — justement parce qu'elle représente une rencontre des intérêts prolétariens et capitalistes. — est toujours imparfaite et n'entame jamais le mécanisme fondamental de la production capitaliste ;

Le Congrès affirme que l'accomplissement des réformes doit être laissé aux gouvernements bourgeois, sans aucune collaboration et sans aucune compromission du prolétariat, dont le rôle est de déclarer, provoquer et contrôler l'exécution de toutes ces réformes qui représentent évidemment la conquête de positions plus avantageuses au développement de la lutte de classe contre le capitalisme.

3° Considérant, en outre, non seulement que les principes fon-

damentaux de la théorie socialiste sont en contradiction directe avec les institutions monarchiques, mais aussi que l'envahissement provoqué par les tendances réformistes du possibilisme monarchique, entraîne actuellement la nécessité d'affirmations républicaines nettes et décisives ;

Le Congrès, confirmant de nouveau qu'il n'a pas à s'occuper d'une question préjudicielle est d'avis que les propagandistes doivent aussi, dans leur action, propager et généraliser la notion de l'inconciliabilité évidente du prolétariat avec la monarchie.

4° Considérant enfin que si l'action parlementaire domine dans l'œuvre d'agitation et d'habilitation du prolétariat à la gestion des affaires publiques, et dans le contrôle sur les actes du gouvernement, le Parti estime cependant que ce ne sont pas les Parlements qui résoudront l'abolition de la propriété privée, ni même toutes les conquêtes antérieures, politiques et économiques dont la constitution italienne ne s'occupe pas ;

Il affirme à nouveau qu'il ne renonce à aucun moyen d'attaque ou de défense contre l'Etat et le Gouvernement et qu'il se réserve même l'emploi de la violence au cas où elle serait nécessaire.

III. Rigola, représentant de la fraction du *Centre*, à laquelle avaient adhéré les députés Sichel, Morgari, Lollini, Cabrini, Gatti et Rondani, s'était exprimé ainsi :

Le but du *Centre* est de sauver l'unité du Parti. Nous ne voulons ni l'ordre du jour Bissolati, qui est comme un bill d'indemnité accordé à l'action parlementaire des réformistes devant les méthodes de gouvernement de Giolitti, ni l'ordre du jour Labriola, qui, après avoir affirmé que les réformes doivent être laissées à la bourgeoisie, veut en même temps qu'elles soient provoquées par l'action socialiste. Or, il faut se décider : ou les réformes, ou la violence. Mais cependant rien ne justifie une scission dans notre Parti. L'ordre du jour que nous présentons sauvegardera donc l'unité du Parti et dira : « Ni avec les réformistes intransigeants, ni avec les Labriolistes. »

Cet ordre du jour était le suivant :

Le Congrès,

Considérant que la socialisation des moyens de production et

d'échange ne peut être réalisée que par la lutte de classe du prolétariat contre tout privilège économique et politique :

Affirme à nouveau le caractère antimonarchiste du Parti, opposé à toute la constitution économique et politique de la société bourgeoise ;

Et déclare que la participation des socialistes au pouvoir est inadmissible, et que, dans le moment actuel de la vie politique italienne, le groupe parlementaire doit refuser son appui à tout gouvernement, attendu que ni les libéraux ni les radicaux de l'Extrême-Gauche n'offrent aucune garantie de pouvoir constituer un gouvernement sincèrement et profondément rénovateur ;

Le Congrès affirme en même temps :

1° La nécessité de conquérir les consciences à la conception intégrale du socialisme, par la propagande assidue des principes fondamentaux et par la propagande positive qui fait jaillir de faits particuliers la vue générale de la critique et de la doctrine socialiste ;

2° La nécessité pour le Parti d'agir assidûment et sérieusement contre toute forme d'exploitation et de parasitisme ;

3° La nécessité de la conquête des réformes économiques, politiques et administratives, soit par la pression du prolétariat organisé, soit par l'action directe de représentants du Parti, en profitant même de la communauté momentanée d'action avec les autres classes.

Le Congrès, en déclarant que les minorités doivent respecter les décisions des majorités, affirme l'unité du Parti.

IV. Ferri, au nom des *révolutionnaires unitaires*, avait affirmé des tendances n'excluant pas l'unité : Dans l'ordre du jour de Labriola, il y a des locutions excessives, mais qui ne sont nullement anarchistes. Ces locutions, cependant, ne sont pas claires ni précises. Il est, par suite, impossible que les révolutionnaires unitaires les votent. Dans l'ordre du jour Bissolati, existe un danger évident. Derrière la formule « tirer parti des institutions actuelles », s'abrite la possibilité d'une participation au pouvoir qui, lorsqu'on est en monarchie, est socialistiquement impossible, car le socialisme est, par nature, républicain. En conséquence, nous présentons cet ordre du jour :

Le Congrès,

Considérant que la méthode de la lutte des classes n'admet pas l'appui à aucune direction de gouvernement, ni la participation des socialistes au pouvoir politique,

Affirme que l'œuvre du Parti socialiste demande plusieurs formes d'action quotidienne pour l'éducation des consciences socialistes, pour la démolition et la critique du système d'exploitation et de parasitisme, et pour la conquête prolétarienne des réformes économiques, politiques et administratives, avec le respect des minorités pour les décisions des majorités.

Il affirme, dans l'œuvre solidaire de tous les socialistes, l'unité du Parti.

Les premiers ordres du jour mis aux voix furent ceux de Bissolati et de Labriola.

Le vote eut lieu en raison du nombre des inscrits au Parti, et donna les résultats suivants :

Votants, 829. — *Inscrits*, 32.225

Ordre du jour *Bissolati*	(316 votants)	pour	12.255 inscrits.
— — *Labriola*	(198 —)	pour	7.410 —
Abstentions.....	(315 —)	pour	12.560 —

Aucun ordre du jour n'ayant obtenu la majorité absolue, on passa au vote des ordres du jour Rigola et Ferri, acceptés, le premier par les réformistes intransigeants (!), le second par les révolutionnaires, qui s'étaient précédemment affirmés sur celui de Labriola.

Le résultat fut le suivant :

Votants, 804. — *Inscrits*, 31.348

Ordre du jour *Ferri*	(424 votants)	pour	16.304 inscrits.
— — *Rigola*	(377 —)	pour	14.844 —
Abstentions.....	(3 —)	pour	200 —

Par ces résultats, comme on voit, l'unité du Parti était encore une fois obtenue... sur le papier. En réalité — qu'il nous soit permis de dire toute notre pensée — c'était le triomphe de l'équivoque.

III

En effet, qu'en advint-il de cette fameuse unité, composée par les éléments les plus disparates, voulue contre toute logique, qui ne devait qu'augmenter le désarroi où se trouvait et se trouve le Parti socialiste italien ?

Pourquoi ne voulut-on pas comprendre qu'une pareille unité, au lieu de pousser les réformistes à sortir du Parti, leur fournissait, au contraire, une superbe position de combat ?

En réalité, une fois admis que le programme des réformistes était encore le programme socialiste, nul ne pouvait les empêcher de créer un Parti dans le Parti, en jouant incessamment sur les mots, en dénaturant la signification des ordres du jour, prêts d'avance à ergoter sur l'esprit et sur le sens littéral des textes.

D'ailleurs, les réformistes ne devaient pas cacher longtemps leur jeu et leur pensée intime.

Dès le lendemain de la clôture du Congrès, un des journaux quotidiens des socialistes réformistes, *Il Lavoro*, de Gênes, écrivait :

> Nous en sommes sortis comme d'un enterrement. Andréa Costa, qui est peut-être le seul italien doué de la puissance de s'élever des bassesses du moment aux cieux de l'idéal éternel, n'eût pas le courage de prononcer le discours d'usage. Quelques notes de l'*Inno dei Lavoratori* s'éteignirent dans l'air lourd. Les invectives et les résolutions inflexibles des vainqueurs paraissaient, dans cet instant, plutôt qu'une dérision à l'égard des vaincus, l'épicède de l'unité du Parti. Celle-ci est morte, bien morte et mise en bière : l'aube des trois jours ne la verra pas revivre.

Et le député Varazzani, le secrétaire du Parti, qui vota avec les réformistes, interrogé par un rédacteur de *La Giustizia*, de Reggio Emilia, sur ce qu'il pensait du Congrès de Bologne, répondait :

Que veux-tu que j'en penses ? Ce fut un Congrès qui a fait gaspiller beaucoup d'argent ; qui a manqué complètement son but : amener un peu d'harmonie et de concorde dans le Parti. Il a eu cependant son utilité. Dans l'histoire il n'y a rien d'inutile. Et l'utilité (pour ceux qui sauront en profiter) est celle-ci : le Congrès a démontré clairement la grande importance du dissentiment d'où dérive notre paralysie actuelle... La vérité est celle qu'annonçaient Turati et Labriola : le dissentiment qui nous sépare a son pivot dans les méthodes et dans les opinions pratiques et quotidiennes de vie et d'action commune. Nous ne nous entendons plus... C'est inutile de chercher des arrangements là où il ne peut pas y en avoir.

Dans des conditions pareilles, la discipline ne compte plus.

Mais celui qui s'exprimait le plus clairement, c'était encore Turati. Dans la *Critica Sociale*, du 16 avril, en un article qui a pour titre *Les Deux Partis*, il écrivait textuellement :

Il y a encore dans le Parti *deux partis* l'un en face de l'autre : plus timidement à Imola, plus nettement à Bologne. Et entre les deux est la poussière de l'équivoque, le sophisme allécheur de la sentimentalité idiote fille de l'ignorance, qui proclame l'unité des incompatibles et la coopération des éléments qui s'excluent.

Et plus loin, il ajoutait :

On n'a pas fait, et on ne fera pas de sitôt, au moins de notre côté, la scission *extérieure*, à laquelle les autres partis nous invitent parce qu'elle leur conviendrait. Mais la scission *intérieure*, qui existait déjà, qui était beaucoup plus que latente, elle s'est notablement éclaircie et accentuée.

Devant de pareilles déclarations, quelle valeur peuvent avoir les affirmations de l'*Avanti*, quand il nous dit que la conscience sereine du grand nombre opposera une digue bienfaisante aux agissements du petit nombre ?

Quelle valeur peut-on accorder à la proposition de notre ami Labriola, lorsque, après une campagne admirable contre la dégénérescence de la doctrine socialiste, il vient nous parler de la possibilité d'un *modus vivendi* avec les réformistes, et d'accorder une année de trêve aux polémiques ?

Mais, ce n'est pas tout. Car la débacle s'annonce complète, à propos de l'autonomie des cercles.

Cette affaire de l'autonomie est très simple : unis, verbalement, aux socialistes révolutionnaires, les réformistes voudraient par la formation de groupements autonomes, créer, en dépit des décisions du Congrès de Bologne, la confusion des langues, en opposant leur *propagande démocratique de la collaboration des classes à la propagande socialiste de la lutte des classes.*

La nouvelle direction du Parti avait, par un sentiment exagéré de délicatesse, soumis la question au *referendum*, croyant de cette façon contenter tout le monde et échapper au reproche de parti-pris.

Et voilà ce qu'il en est advenu :

Vingt-quatre heures ne s'étaient encore écoulées que *Il Tempo*, le journal de Milan, inspiré par le chef du réformisme italien, dénonçait à grands cris la violation, de la part de la nouvelle direction, des droits de la minorité, — un *os dur*, celle-ci, qui n'était pas disposé à se laisser dévorer pour le bon plaisir des révolutionnaires.

« *Fata trahunt!* claironnait *Il Tempo*. La direction du Parti sortie de la majorité hybride de Bologne, commence officiellement la persécution contre la minorité, par un ordre du jour qui est un véritable chef-d'œuvre de dissimulation et de violence... »

Une réunion des sections autonomes milanaises suivit immédiatement, en présence des grands prêtres du réformisme.

Dans cette réunion on approuva l'ordre du jour suivant de Filippo Turati :

La réunion,

Considérant que la formule de referendum proposée par la direction du Parti, aussi bien que les explications et les conseils dont elle a été accompagnée d'une façon subreptice et sous couleur de défendre l'unité du Parti, tendent substantiellement et

logiquement à briser cette unité et à chasser du Parti la fraction qui s'est affirmée sur l'ordre du jour Bissolati ;

Confie au Comité Fédéral des Sections qui appuyèrent cet ordre du jour, la défense de leur droit à la vie — supérieur à tout referendum, — de la liberté de la pensée *socialiste* et de l'unité des *Socialistes* dans le Parti *Socialiste*.

Convoqué d'urgence, le Comité fédéral repoussait, à son tour, toute idée de referendum, en adressant à toutes les sections du Parti, réformistes et révolutionnaires, un manifeste, sous forme de circulaire, dans lequel il dénonçait l'arbitraire de la nouvelle direction et invitait les sections à admettre l'existence des groupes autonomes dans le Parti.

On restait, d'ailleurs, bien d'accord sur ce point : que, si la majorité avait exclu les groupes autonomes, le Comité en aurait hâté l'organisation.

Faut-il maintenant, après une pareille débandade, nous attarder à donner un relief plus grand aux faits ?

Faut-il insister davantage pour démontrer qu'un tel désarroi a eu sa cause naturelle dans *l'unité des désunis*, proclamée contre tout bon sens et contre toute vérité au Congrès de Bologne ?

Hélas ! l'équivoque n'a jamais donné de bons résultats ; certaines méthodes par trop parlementaires non plus... On ne barre pas le chemin à la réalité, et la cohérence n'est pas une opinion ! L'unité imposée au Congrès de Bologne n'est aujourd'hui qu'un lamentable ballon dégonflé !

« Turati et Bissolati — écrivait, aux jours du Congrès, l'envoyé spécial du *Giornale d'Italia*, que nous citons de mémoire — fondent un nouveau Parti : voilà la vérité. Or, ce nouveau Parti est une démocratie sur des bases socialistes, une démocratie qui, en comparaison de l'ancienne, a bien d'autres fondements, mais qui est en même temps très éloignée du Parti socialiste tel qu'il était et qu'il voulait être, il y a cinquante ans, dans la pensée de Marx. »

Et l'envoyé du *Giornale d'Italia* ajoutait :

La façon dont s'est passé le Congrès, nous montre que le prolétariat n'y est intervenu que comme un instrument de la politique parlementaire du Parti, tandis que celle-ci, au contraire, ne devrait être qu'un instrument de l'organisation ouvrière et de ses revendications sur le terrain économique et juridique.

Et maintenant il nous reste à conclure.

Le Parti socialiste traverse une crise terrible, d'où il sortira victorieux ou en pleine déroute. Les mots, les habiletés diplomatiques, les petites réformes ne comptent pour rien : c'est aux racines qu'il faut frapper. Or, ces racines ne seront jamais atteintes, si le prolétariat se laisse entraîner dans une *collaboration* qui ne serait, au fond, qu'une capitulation.

La politique du *do ut des* (je donne afin qu'on me donne), ne saurait convenir au prolétariat : il lui faut tout ou rien. L'équivoque peut triompher, même dans un Congrès socialiste, elle ne triomphera jamais de la réalité.

Il faut se décider : ou avec les révolutionnaires, pour le socialisme, ou avec les réformistes, pour le capitalisme.

L'avenir dira où est la vie et où la mort.

S. Piroddi.

RUSSIE

Le deuxième congrès du parti ouvrier démocrate-socialiste russe.

I

Depuis le premier Congrès, qui eut lieu en 1898, le *Parti ouvrier démocrate-socialiste russe* traversait une crise qu'on pourrait qualifier de crise de croissance. D'un côté, la grande étendue qu'avait pris le mouvement gréviste en Russie, et, d'un autre côté, les conditions politiques du pays avaient contribué à la naissance d'un courant dans la démocratie socialiste russe, connu sous le nom du *courant économiste*. Beaucoup de propagandistes, croyaient que vu les difficultés que présente la propagande nettement socialiste parmi les ouvriers russes, à cause des persécutions policières, une période de propagande purement professionnelle devrait précéder la propagande politique et socialiste. De cette façon on croyait insensiblement attirer les ouvriers, vers l'action politique tout en ne les effrayant pas. Mais c'était là une véritable « stratégie de chambre », dont ses créateurs ne voulaient pas se rendre compte ; toute lutte de classe est une lutte politique,et même un mouvement purement trade-unioniste ne peut pas échapper aux persécutions du gouvernement; d'un autre côté, cette tactique courait le danger de rendre un service à l'absolutisme lui-même. La dissociation artificielle que faisaient les *économistes* entre la lutte pour la défense des intérêts professionnels et la lutte pour le socialisme a été toute entière utilisée par quelques représentants intelligents, comme le fameux Zoubatoff, de la direction russe de la sûreté générale, qui prêchèrent, non sans un certain succès, aux ouvriers russes la possibilité de la coexistence du mouvement professionnel et de l'absolu-

tisme politique. Devant une telle déviation du mouvement ouvrier, « les économistes » s'effrayèrent et revinrent peu à peu à la propagande socialiste révolutionnaire. Et le grand mérite de ce revirement d'opinion revient au journal *Iscra* (l'Etincelle), fondé après le Congrès international de Paris de 1900, et qui, avec beaucoup de talent, défendait la véritable tactique socialiste.

Une fois le terrain déblayé de toute sorte d'opportunisme, les démocrates-socialistes russes purent se réunir en un second congrès national pour consolider le parti sur sa véritable base : la lutte de classe.

II

Le deuxième Congrès des Démocrates socialistes russes, qui a eu lieu sous la présidence du citoyen Plekhanoff, marquera une date importante dans l'histoire du mouvement socialiste en Russie. Il a tenu trente-deux séances, ce qui s'explique par le nombre des questions — vingt au total — portées à l'ordre du jour. La plus importante de toutes ces questions, c'est la rédaction du programme du parti, dont les considérants sont remarquables par leur précision scientifique et leur rigueur socialiste.

Nous ne nous arrêterons ici qu'à quelques résolutions, caractéristiques pour la place qu'occupe le parti démocrate-socialiste russe dans le mouvement oppositionnel en Russie. Pour la compréhension de ces résolutions, il faut remarquer qu'en Russie il y a, en dehors du parti démocrate-socialiste, au moins encore deux partis d'opposition : celui des libéraux, dont l'organe autorisé à l'étranger est *Osvoboj-denié* paraissant sous la rédaction de M. Strouvé, à Stuttgart ; le « parti socialiste révolutionnaise », qui a comme organes la *Russie révolutionnaire* (en russe), et la *Tribune russe* (en français). Le parti libéral n'a pas une organisa-

tion proprement dite : c'est un nom générique qui comprend tous les éléments de la bourgeoisie et de la noblesse russes, dont l'idéal est la monarchie constitutionnelle. Quant au « parti socialiste-révolutionnaire », c'est une organisation qui date de quelques années, mais dont les principes ont déjà été soutenus en partie par l'ancien *Narodnaïa Volia* (La Volonté du Peuple). Ce qui caractérise les « socialistes révolutionnaires » russes, c'est leur « paysanophilie ». Ils cherchent à côté du mouvement socialiste prolétarien des villes, dont ils sont aussi partisans que les démocrates-socialistes, à créer un mouvement quasi socialiste parmi les paysans, en préconisant non pas la socialisation de tous les moyens de travail, mais la socialisation du sol. Dans les idées des « socialistes révolutionnaires » cette socialisation — ou pour dire plus exactement cette *municipalisation* du sol — doit avoir lieu encore dans la société capitaliste. C'est ainsi que, selon nous, les « socialistes-révolutionnaires » créent, en fait, deux socialismes différents : l'un à l'usage du prolétariat des villes, l'autre à l'usage des paysans, et tandis que le premier se réalisera avec la chûte de la société capitaliste, pour la réalisation du second cette chûte n'est pas nécessaire. Il faut seulement abattre l'absolutisme et, la classe paysanne qui est la grande majorité de la population russe, pourra posséder ses moyens de travail, c'est-à-dire le sol.

Les « socialistes révolutionnaires » espèrent entraîner ainsi les paysans dans la lutte contre le tsarisme, mais au fond, ce que nous leur reprochons surtout, c'est qu'en leur faisant croire qu'ils peuvent réaliser leur principal désir en régime capitaliste, ils les rattachent à ce régime, et par cela même ils le consolident. Ainsi, sans le vouloir, les « socialistes révolutionnaires » opposent les intérêts du prolétariat agricole à ceux du prolétariat industriel, et empêchent en même temps le processus naturel de différenciation sociale

à la campagne. Si nous prenons en considération, d'un autre côté, que la nationalisation du sol est l'un des vœux des agrariens réactionnaires russes, on comprendra facilement le danger, même au point de vue purement politique dans la lutte contre l'absolutisme, que nous voyons dans une telle conception. C'est là ce qui explique que les « démocrates-socialistes » russes jugent sévèrement la tactique des « socialistes révolutionnaires », en les considérant comme une « fraction de la démocratie bourgeoise ». C'est pour cette raison que le Congrès condamne toute tentative qui aurait pour but de voiler la grande importance théorique et pratique de la divergence qui existe entre les « démocrates-socialistes » et les « socialistes-révolutionnaires ». Au contraire — aux termes mêmes de la résolution votée sur ce sujet — le Congrès considère, aussi bien au point de vue du développement du mouvement ouvrier socialiste en Russie que de la lutte contre l'absolutisme politique, comme un devoir pour tout démocrate-socialiste d'expliquer et de souligner les tendances des « socialistes-révolutionnaires » et de démontrer leur incapacité pratique même au point de vue d'un développement de la démocratie pure.

Par conséquent, le Congrès repousse toute tentative qui aurait pour but l'union entre les « démocrates socialistes » et les « socialistes révolutionnaires », tout en reconnaissant la possibilité d'entente provisoire avec eux, dans certains cas particuliers, dans la lutte contre l'absolutisme.

De pareilles « ententes provisoires » ont été reconnues possibles par le Congrès aussi avec les libéraux et, en général, avec tous les partis à tendance libérale et démocratique, « à condition que ces partis n'inscrivent pas dans leurs programmes des revendications contraires aux intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie en général ». Enfin, « le Congrès considère comme condition préalable à toute entente, la présence dans leur programme de la revendication

du suffrage universel, égal, secret et direct ». Mais « le Congrès recommande en même temps aux camarades d'attirer continuellement l'attention des ouvriers sur le caractère inévitablement anti-révolutionnaire et anti-prolétarien du mouvement libéral ».

Parmi les autres résolutions du Congrès, notons celle qui concerne *l'union des ouvriers démocrates socialistes israëlites*. Cette dernière organisation occupe une place très importante dans le mouvement socialiste en Russie. Elle avait envoyé cinq délégués au Congrès pour fixer les conditions de son entrée dans le sein du *parti démocrate socialiste russe* unifié. Une longue action isolée de l'*Union* a fortement développé chez ses membres une sorte d'esprit de corps. Ils tenaient à ce que leur organisation, tout en entrant dans le parti, garde une telle indépendance d'action, qu'elle est incompatible avec l'unité même du parti. C'est ainsi que les indépendants de l'*Union* voulaient garder absolument pour eux le droit d'organiser des ouvriers israélites. Sans la permission de l'*Union*, aucun autre comité n'aurait pu adresser même un simple appel aux ouvriers israélites. De telles exigences fédéralistes ne pouvaient pas être admises dans un parti dont la force est précisément dans l'union étroite de tous ses membres, sans différence de race et de nation. Voilà pourquoi le Congrès, tout en reconnaissant aux camarades israélites une large autonomie, en ce qui concerne la propagande dans des régions déterminées, ne voulut pas admettre toutes leurs conditions. C'est pourquoi l'*Union des ouvriers israélites* reste momentanément en dehors du Parti.

La propagande parmi les paysans, parmi les soldats, parmi les partisans des différentes sectes religieuses si nombreuses en Russie, la propagande dans la jeunesse universitaire — furent l'objet de plusieurs résolutions. Une place importante dans les débats fut donnée aux questions

d'organisation locale, régionale et autres, de même qu'à l'élaboration des statuts du Parti. A propos de ces derniers, au sein du Congrès, il se manifesta deux courants distincts, différents entre eux sur le degré de centralisation à introduire dans l'organisation du Parti.

Cette question continue encore a être à l'ordre de jour dans la presse, soulevant des polémiques ardentes, qui s'expliquent par l'importance qu'elle a en Russie, où il faut que l'organisation reste secrète tout en ne perdant pas ce caractère essentiel d'être l'émanation de la classe ouvrière consciente.

Signalons encore la résolution qui recommande aux camarades arrêtés de refuser de faire toute déposition devant les juges, car ces dépositions si habiles soient-elles, ont servi souvent de cause à de nouvelles perquisitions et arrestations. Une autre résolution attira l'attention des camarades sur la nécessité des organisations professionnelles tout en mettant en garde les ouvriers contre leurs faux ennemis, qui ont l'air de défendre les intérêts des ouvriers, pour les domestiquer mieux au tsarisme.

Après les résolutions concernant les massacres de Kischinew et d'ailleurs, organisés par le gouvernement, après la résolution qui recommande aux délégués russes, au prochain Congrès d'Amsterdam, de défendre les principes du socialisme révolutionnaire, rappelons en dernier lieu les résolutions concernant la presse du Parti. *Iscra* devient l'organe central du Parti, *Zaria* (l'Aurore) reste la revue théorique, en même temps le Congrès décide l'édition d'une série de brochures de propagande et d'agitation.

Le nombre des délégués présents au Congrès était de 57, représentant 20 organisations régionales et 6 groupements différents. Le prochain Congrès aura lieu dans deux ans.

Christian Karr.

LES COOPÉRATIVES

FRANCE

Les Fédérations Coopératives régionales.

Particulièrement ces dernières années, les coopératives ouvrières de consommation françaises ont pu se rendre compte qu'elles devaient mieux s'organiser pour ne point sombrer, et pour lutter avantageusement contre le commerce en général, et celui de détail en particulier. Ce dernier, en effet, de mieux en mieux outillé et dirigé par des spécialistes expérimentés, souvent fort habiles, presque toujours très au courant des affaires. Mais, il faut bien le constater, cela n'a point été sans quelques hésitations, sans faire parade de scrupules hors de propos, que nombre d'administrateurs de sociétés se sont décidés à sortir de l'isolement dans lequel ils se complaisaient pour effectuer, — par la coûteuse et déplorable entremise d'intermédiaires « plus ou moins sujets à caution » — les achats nécessaires à la consommation des coopérateurs adhérents. Comme le « petit boutiquier du coin », ces camarades, autant par routine que par indolence, tenaient essentiellement non à *coopérer*, mais bien à agir, à *opérer* seuls, ayant pour unique guide une confiance aveugle en de vagues connaissances commerciales ou techniques, et les conseils, généralement fort intéressés, de courtiers, souvent sans scrupules, ayant pu conquérir, depuis des années, l'excellente et trop fidèle clientèle des coopératives.

Et, hâtons-nous de le proclamer, ce n'est qu'en citant, — dans les réunions générales semestrielles, causeries, conférences, etc., et surtout dans les organes purement coopératifs, tel le *Bulletin de la Bourse des sociétés coopératives socialistes* — les conséquences néfastes de l'isolement per-

sistant de nombre de sociétés de consommation, en même temps que les splendides résultats obtenus par les coopératives d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, de Danemarck, que les militants socialistes de la Coopération française parvinrent à convaincre un certain nombre de Conseils d'Administration de l'urgente nécessité de mettre un terme à l'état de choses signalé, et ce, par la création de *Fédérations coopératives régionales*, chargées de grouper, pour le compte des sociétés, les achats indispensables à leur fonctionnement normal.

C'est qu'en effet il est certain que, si 50, 100, 500, 1000, 5000 camarades se sont successivement groupés en particulier, pour échapper aux habituels procédés du commerce de *détail*, grâce à la création d'une coopérative de consommation, 25, 50, 100, 200 sociétés d'une même région, — comptant ensemble 5000, 20.000, 50.000, 10.0000 membres — étant réunies, groupées, fédérées pour traiter avec le commerce de *gros*, avec la production capitaliste, obtiendront des conditions bien meilleures qu'une coopérative restée isolée, — fût elle la plus importante, la plus riche de toutes ! C'est là une vérité tellement évidente que nous ne croyons pas devoir insister longuement. Mais — que ne le sait ? — ce sont les vérités limpides qu'il est le plus difficile de faire pénétrer dans l'esprit de ceux-là surtout qui ont des idées arrêtées, parfois même préconçues. De plus, ils existait, dans la coopération française, dans celle surtout soumise à l'action déprimante — nous pourrions ajouter démoralisante — de la bourgeoisie à allures philantrophiques, des habitudes tellement regrettables, tant d'intérêts privés étaient en jeu, que la tâche était particulièrement lourde. Il fallait, à un autre point de vue, tenir compte de la mentalité si personnelle, si individualiste de tant de vieux et vénérés coopérateurs, timorés, ignorants ou inconscients ! D'ailleurs, suc-

cessivement, les camarades Philippe Landrieu (1), et Henri Jullien ont, ici-même, eu l'occasion de démontrer les multiples et constants efforts effectués, de part et d'autre, pour sortir les coopératives françaises de l'enlisement, inquiétant pour leur avenir, dans lequel elles s'étaient complues depuis trop longtemps. Et, depuis, l'on a pu se rendre compte, peu à peu, que, grâce aux nombreuses Fédérations régionales successivement créées, les sociétés adhérentes sont capables de regagner sur le commerce l'avance qu'elles avaient perdue, et l'on a vu aussi que d'autres sociétés ont pu, sans trop de difficultés, maintenir les situations si laborieusement conquises.

En France, avant la constitution régulière, légale de la *Fédération coopérative de la région parisienne*, créée les 29 juin et 20 juillet 1902 (3), il existait déjà plusieurs groupements similaires pour les achats en commun, tels la *Fédération du P.-L.-M.*, la *Fédération du Nord*, la *Fédération du N.-O.*, la *Fédération de la banlieue-ouest de Paris*. Il convient encore de citer : l'*Union des coopératives Ardennaises* (siège : Charleville), groupant 22 sociétés ; la *Fédération des boulangeries coopératives ardennaises* (15 sociétés) ; la *Fédération des coopératives méridionales* (10 sociétés) ; le *Syndicat des coopératives de Tours* (8 sociétés) ; la *Fédération des coopératives de chauffage* (Lyon) ; la *Fédération des coopératives de la Loire* (Roanne).

Nous n'entreprendrons pas d'énumérer, une à une, les particularités de ces diverses organisations, d'autant mieux que, pour un certain nombre d'entre elles, la documentation nous fait plus ou moins complètement défaut, soit que leur

---

(1) *Mouvement socialiste*, 18 juin 1902.
(2) *Mouvement socialiste*, 1er avril 1902.
(3) *Mouvement socialiste*, n° 118, p. 1607.

fonctionnement ait quelque intermittence, soit encore que leur organisation actuelle présente de sérieuses lacunes. Toutefois, il convient de nous arrêter sur quelques Fédérations qui appellent, à des titres divers, l'attention des coopérateurs.

Ainsi, la *Fédération du P.-L.-M.*, formée d'une soixantaine de sociétés de consommation exclusivement composées d'ouvriers ou employés de la puissante compagnie de chemin de fer, effectue une moyenne annuelle d'affaires d'un million de francs : c'est là un chiffre déjà appréciable, Et, constatation nécessaire, c'est la *Fédération du P.-L.-M.* qui a prêté son concours technique à la formation d'un *Office central coopératif pour les achats en commun*, encore patronné par le *Comité central de l'Union coopérative*. Cette fédération, sous le patronage de la Compagnie du P.-L.-M., n'a pas le caractère autonome et indépendant des autres fédérations de coopératives ouvrières de consommation.

En second lieu, il convient de placer la *Fédération des Coopécatives de la région du Nord* dont le siège est à la belle et puissante coopérative *l'Union de Lille*. Cette fédération comprend 12 sociétés (dont 2 de production) comptant ensemble plus de 17.000 membres, et toutes adhérentes au « Parti socialiste de France », contribuant financièrement à sa propagande effective, particulièrement active dans la région. Détails à noter : la *Fédération coopérative du Nord*, n'accepte aucune autre organisation en dehors des sociétés régulièrement affiliées au Parti ; elle tient annuellement des Congrès au siège de l'une des Coopératives adhérentes et toutes doivent y rendre compte de leur situation morale, matérielle et financière. De plus, les Congrès régionaux s'occupent des si multiples et importantes questions intéressant la

marche, le développement, l'avenir de la Coopération socialiste : création de sociétés de production, tissages, laiteries, etc.

En 1903, la *Fédération du Nord* a traité un marché de farines de 2.000.000 francs, et elle s'est occupée, pour la première fois, des « articles d'épicerie », en constatant que là d'importants achats sont plus difficiles à réaliser. Pour 1904, la même Fédération a passé des marchés de farine format un ensemble de 67.500 sacs et elle a relevé, en ce qui concerne les « épiceries », que de notables avantages ont été ainsi réalisés.

Le huitième Congrès de la *Fédération des Coopératives du Nord* (tenu à Armentières) a renvoyé, à plus tard, la mise sur pied, par la Fédération elle-même, du « Tissage coopératif », organisation prolétarienne de production devant permettre à la fois l'émancipation de nombreux ouvriers du textile et procurer aux Coopératives de consommation, c'est-à-dire aux coopérateurs, les immenses avantages actuellement prélevés sur les travailleurs par la production capitaliste. Ajoutons que la *Fédération du Nord*, lors de la récente « grève du textile » n'a pas hésité à voter 2.000 francs en faveur des travailleurs en lutte contre le patronat (1) et qu'elle possède un *Bulletin mensuel*, intéressant organe éducatif de propagande coopérative et socialiste.

Constituée en 1900, par 6 sociétés, la *Fédération des coopératives du N.-O.* (siége : *Revanche prolétarienne* : Sotteville-lès-Rouen) en compte présentement 25 (ayant un total de 10.000 membres), toutes créées avec des statuts nettement socialistes. Parmi les 25 sociétés, 2 se rattachent à

(1) De leur côté, les coopératives socialistes adhérentes à la *Fédération du Nord* ont alloué près de 20.000 francs. dans le même but.

la production, ce sont : l'Imprimerie fédérale et une société de chaussonniers (l'Emancipation, de Pont-de-l'Arche).

Jusqu'ici, cette Fédération n'a traité que des articles d'épiceries groupant surtout les commandes des petites coopératives. Son chiffre d'affaires est évalué à 2 millions, pour moins de 4 années d'existence ; elle possède un en caisse de 2.000 francs, libre de toutes charges. Un « magasin fédéral » a été établi ; les marchandises y sont entreposées pour être ensuite réparties entre les sociétés adhérentes au fur et à mesure des besoins signalés.

En outre, il est à remarquer que, grâce à la coopérative de production, « Les Petits Métiers », la *Fédération du Nord-Ouest*, fabrique elle-même différents produits : confections, liqueurs, fleur d'oranger, etc. De plus, avec l'Imprimerie fédérale, la *Fédération Coopérative Normande* est propriétaire du journal le *Réveil Coopérateur*, organe coopératif socialiste, ayant un tirage mensuel normal de 6.000 exemplaires. Il paraît également utile d'ajouter que — depuis quelles sont administrées par des *jaunes* — deux des notables coopératives de la région (1), se sont retirées de la *Fédération du Nord-Ouest*, pour des raisons qui sont loin d'être à leur honneur, l'intérêt collectif devant primer l'intérêt individuel et surtout les questions de personnes. Quoiqu'il en soit, la *Fédération normande* continue sa marche ascensionnelle — et les socialistes qui la dirigent n'ont nullement abandonné l'idée de voir bientôt le « Moulin du Tôt », créé par eux, grâce aux deniers des coopérateurs socialistes de la *Solidarité Sottevillaise*, devenir un nouvel organisme fédéral et contribuer également à étendre encore la puissance de la coopération ouvrière dans cette contrée, naguère des plus réfractaires aux idées et surtout aux organisations d'émancipation prolétarienne.

(1) *La Solidarité Sottevillaise* et la *Rouennaise*.

Le *Syndicat des Coopératives de Tours*, fondé en 1901, comprend les cinq sociétés de cette ville, plus trois sociétés de la région. Il s'occupe uniquement des combustibles : charbons de terre, de bois, coke, etc. Pour sa seconde année d'exercice, son chiffre d'affaires s'est élevé à 155.000 francs (1). Aussi, en présence de ces résultats, déjà des plus satisfaisants, les militants coopérateurs tourangeaux se sont empressés de provoquer la création d'une *Fédération des Coopératives du Centre Ouest* — création sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir au cours de cette étude.

Enfin, nous devons mentionner la *Fédération des Coopératives de la Banlieue Ouest* — soit des Sociétés du département de la Seine et même de Seine-et-Oise, établies dans des localités situées à l'Ouest de Paris. Cette Fédération — dont le siège est à la puissante Coopérative la *Revendication* de Puteaux — comprend quatorze sociétés, mais sa vitalité paraît être quelque peu entravée par la défection, au moins partielle, des plus importantes d'entre elles. Dans tous les cas, la *Fédération de la Banlieue-Ouest* a rendu de signalés services aux Coopératives qui lui sont restées fidèles, grâce à ses marchés avantageusement effectués (2).

---

(1) La Constitution du *Syndicat des Coopératives de Tours*, avec un capital-action de 350 francs, a pu être suivie d'un fonctionnement régulier immédiat, grâce à un emprunt de 57.000 francs, prêtés par la *Ruche Tourangelle*, et 3.000 francs par l'*Emancipation*, de Tours.

(2) Il convient de remarquer que toutes les Sociétés appartenant à la *Fédération de la Banlieue-Ouest* avaient été convoquées par le Comité d'initiative de la fondation de la *Fédération coopérative de la région parisienne*. Les délégués desdites sociétés prirent une part étendue aux discussions préliminaires pour la constitution de cet organisme. Mais, autant pour obéir

Depuis le Congrès coopératif de 1900, et toujours avec une énergie croissante, la *Bourse des coopératives socialistes* n'a cessé de préconiser la création de fédérations régionales pour les achats en commun, autant pour permettre aux sociétés de consommation de combattre victorieusement les procédés du commerce que pour anéantir les habitudes déplorables introduites par lui au sein des plus grandes coopératives, antérieurement des mieux gérées, précédemment honnêtement administrées. De nombreux articles dans le *Bulletin de la Bourse coopérative*, mentionnant les résultats déjà obtenus dans la voie fédérative par les coopératives étrangères, citant des exemples tirés des fédérations régionales existant déjà en France, n'ont pas peu contribué à favoriser les créations nouvelles, à étendre singulièrement le mouvement commencé.

C'est ainsi qu'a été créée, il y a deux ans, la *Fédération coopérative de la région parisienne*, fonctionnant depuis un an à peine et en passe de devenir à bref délai la plus puissante des organisations coopératives françaises (1). En effet, le nombre des sociétés y adhérentes, de 23 au début (2), était de 49 huit mois après, pour atteindre 60 (mai 1904), avec bien près de 50.000 coopérateurs.

à l'idée prédominante et enracinée chez eux « fondation sans capital », qu'en raison de malentendus regrettables, les délégués des Coopératives de la Banlieue-Ouest crurent devoir repousser de leurs votes le projet — même amendé — de la Commission, projet ratifié, en fin de compte, par la grande majorité des autres coopératives représentées.

(1) Au Congrès du 29 juin 1902, 55 coopératives étaient représentées. Le principe de la Fédération *avec personnalité civile* fut adopté par 35 sociétés contre 13 (en majeure partie appartenant à la *Fédération de la Banlieue Ouest*) et 7 abstentions.

(2) La constitution de la *Fédération parisienne* est du 24 août 1902.

Sans revenir longuement sur les raisons majeures qui ont amené l'organisation de la *Fédération coopérative parisienne*, nous devons cependant mentionner qu'elles étaient *aussi morales que matérielles*. Pour tout dire, il s'agissait d'enlever « l'exploitation » de nombre de Coopératives aux « aigrefins » du commerce et à leurs tristes affiliés, les uns et les autres ayant profité de l'inexpérience, parfois aussi — hélas ! — de la confiance presque aveugle d'honnêtes camarades coopérateurs. Mais passons... Ce qu'il convient aussi de signaler, c'est que la plupart des « grosses sociétés » de Paris, l'*Egalitaire*, l'*Avenir de Plaisance*, l'*Union du XIX*e etc., d'abord restées à l'écart de la *Fédération*, y ont successivement adhéré depuis lors, autant sous la poussée incessante des coopérateurs socialistes que pour bénéficier des importants avantages matériels déjà réalisés par l'organisme fédéral parisien.

C'est qu'en effet, dès la fin de sa première année d'existence, la *Fédération coopérative parisienne* pouvait déjà fièrement enregistrer qu'elle avait contracté, au nom des Sociétés adhérentes, 13 marchés portant sur une somme globale de 1.930.950 procurant aux dites Sociétés le bénéfice fort appréciable de 143.550 fr., soit environ 7 1/2 0/0. De telles constatations, outre qu'elles établissent à la fois et l'activité et la prudence déployées par les administrateurs de la *Fédération parisienne*, permettent de bien augurer de l'avenir de cette organisation, et aussi de son action bienfaisante, en vue du développement normal de la coopération ouvrière (1).

Il paraît non moins opportun de faire ressortir que la

(1) Il y a quelques mois, la *Fédération parisienne* a pu tirer d'embarras une jeune société coopérative y adhérente, en se substituant à ladite société pour des engagements pris envers une autre organisation.

Fédération coopérative parisienne a son siège à la *Coopération socialiste* (84, rue Barrault, 13e). Or, cette Société de production, (boulangerie, biscuits, cafés brûlés), s'occupe de la vente des cafés verts, poivres, thés, rhums. Comme elle marche tout à fait d'accord avec la Fédération, comme elle dispose de locaux importants, il y a là l'embryon du *magasin fédéral de gros* dont la création prévue, ne tardera pas à s'imposer (1).

La création de la *Fédération coopérative de la région parisienne* due, pour la plus large part, à l'impulsion donnée par les militants coopérateurs socialistes, a été suivie de près par la formation de la *Fédération de Bretagne*, datant du 1er janvier 1903 (2). Cette *Fédération* a été fondée par 10 Sociétés de consommation comptant ensemble 2.400 coopérateurs. Au 2e Congrès régional tenu à Hennebont (25, 26, 27 décembre 1903) — soit une année à peine après sa constitution, — la *Fédération* bretonne comprenait déjà 16 Coopératives adhérentes, groupant 4.100 membres (3).

En 1903, la *Fédération de Bretagne* a passé quelques marchés collectifs dans les meilleures conditions : savons, cafés, conserves, bougies, etc.

La presqu'île bretonne ayant une quinzaine de Sociétés de

---

(1) Récemment la *Fédération coopérative parisienne* a installé un entrepôt de bières, ayant déjà donné des résultats appréciables.

(2) Siège : Coopérative l'*Economie*, 9 et 9 *bis*, quai Turenne, Nantes.

(3) Au Congrès d'Hennebont, il a été décidé que les Coopératives de production pourraient à l'avenir, faire partie de la *Fédération*, moyennant une cotisation fixe de 12 fr. ; alors que les Sociétés de Consommation doivent payer 0 fr. 10 par membre et par an à l'organisme fédéral, tout en devant souscrire un chiffre d'actions — non productives d'intérêt — en rapport avec le nombre de leurs sociétaires.

panification, réunissant 5.000 membres, la question de l'établissement de moulins fédéraux a été soulevée au Congrès régional coopératif. Cette question a été mise à l'étude, envisagée sous ses diverses faces, et nul doute qu'elle ne soit mûrement résolue dans un laps de temps relativement court (1).

En même temps que la *Fédération de Bretagne*, commençait à fonctionner l'*Union régionale des Coopératives de Consommation* — titre adopté par la *Fédération des Sociétés de l'Aube, l'Yonne, Seine-et-Marne* — comptant huit sociétés affiliées. Courant 1903, d'importants marchés (savons, pâtes alimentaires, huiles, café, etc.) ont été passés par cette *Fédération*, dans les meilleures conditions.

Au mois de mai 1903, à l'instigation des camarades ayant fondé le *Syndicat des Coopératives de Tours*, un « Congrès régional des Sociétés de la région Centre-Ouest » a été réuni dans ladite ville. Sur les 109 coopératives convoquées, 26, composées d'environ 13.000 membres, étaient représentés au Congrès. Ces 26 sociétés adhérèrent à la formation de la *Fédération coopérative Centre-Ouest*, par un ordre du jour méritant d'être reproduit :

Les 26 sociétés adhérentes au Congrès de Tours décident en principe la création de la *Fédération* sur cette base : chaque société, conservant son autonomie dans ses achats, reste libre d'acheter ou non par l'intermédiaire de la *Fédération*. Chaque société ne sera engagée que pour le montant d'une seule action de 25 francs.

---

(1) Encore à noter : La *Fédération de Bretagne*, grâce à une action ininterrompue, a contribué à la diffusion de l'idée de la coopération socialiste, par la constitution de plusieurs Sociétés de Consommatton et aussi de production.

D'un autre côté, les militants qui la composent s'occupent de faire aboutir la création de la *Sardinerie coopérative*, devant émanciper de nombreux travailleurs, marins et autres.

Un projet de statuts sera rédigé et adressé à toutes les sociétés adhérentes.

Ce projet de statuts, établi le jour même, par les délégués de 17 sociétés seulement, ne paraît pas encore avoir reçu d'autre suite, car, depuis lors, la *Fédération coopérative du Centre-Ouest* ne semble pas fonctionner. L'explication plausible est celle-ci : les coopératives représentées au Congrès de Tours suivent, presque toutes, la ligne de conduite tracée par l'organisme central de la coopération anti-socialiste — là où l'esprit particulariste et l'individualisme sont soigneusement cultivés par la grande majorité.

Depuis lors, et surtout ces derniers mois, les militants coopérateurs de diverses contrées sont également parvenus à constituer de nouvelles Fédérations, devant nécessairement donner une plus vigoureuse impulsion au mouvement coopératif, si leur action est bien comprise par leurs administrations respectives. Citons, en passant : 1° La *Fédération des coopératives de la Gironde* (1) ; 2° la *Fédération du Pas-de-Calais, — Nord-Somme* (2), constituée en 1903 par une vingtaine de sociétés de la région, réunies à Lens. La *Fédération du Pas-de-Calais, Nord-Somme*, se préoccupe de la création d'un *Magasin de gros* devant affranchir les coopératives des intermédiaires, en leur permettant d'aller directement à la production ( ) ; 3° la *Fédération du Gard-Hérault*, dont les bases ont été récemment arrêtées par les sociétés s'occupant de boulangerie et qui, pour débuter, à contracté un marché de 1000 balles de farine ; 4° la *Fédération de l'Aisne* dont les statuts sont présentement à

(1) Siège provisoire : *Coopérative des Familles*, rue Terrasson, à Bordeaux.
(2) Siège provisoire : Coopérative *L'Ouvrière*, à Avion (P-de-C.).
(3) *L'Ouvrière* d'Avion a déjà voté 1.500 francs à cet effet.

l'étude, comme suite au Congrès coopératif régional, tenu, sur l'initiative de la *Fraternelle*, à Saint-Quentin le 17 avril 1904.

Comme on le voit, graduellement, les coopératives françaises de consommation sont entrées résolument dans la voie fédérative. Mais, nous ne saurions trop le répéter, c'est seulement grâce à l'action pressante, ininterrompue des militants coopérateurs socialistes, ayant sans relâche donné comme exemple les résultats obtenus par les sociétés étrangères depuis qu'elles se sont groupées régionalement ou nationalement pour leurs achats, que le mouvement coopératif a pris l'extension que nous venons de signaler.

Successivement, les Conseils d'administration éclairés sont parvenus à se convaincre qu'il était absolument nécessaire de mettre un terme à l'état de notoire infériorité dans lequel se trouvaient la plupart des Sociétés ouvrières de Consommation, pour contrebalancer avec succès l'activité, généralement intelligente du commerce de détail, beaucoup mieux organisé que naguère, et surtout mieux édifié sur les procédés de la production capitaliste.

A mesure que le niveau de l'instruction et de l'éducation coopérative s'élèvera parmi les membres des sociétés, tant que ceux-ci choisiront, pour gérer le patrimoine commun, des camarades conscients, uniquement soucieux de l'avenir de la coopération ouvrière, nul doute que les sociétés de consommation ainsi administrées ne s'empressent de prêter leur concours effectif aux Fédérations régionales, la permanence de l'intégralité de leurs achats. De la sorte, les Fédérations, soit seules, soit également fédérées, pourront organiser la *production*, grâce aux énormes bénéfices devant nécessairement résulter des achats collectifs importants. En effet, pour quiconque réfléchit, il est indubitable que la production doit être dirigée par la consommation. Or,

en France, les coopératives ouvrières de *production* ne pourront être établies, — et surtout vivre — par les coopératives de consommation isolées, ne possédant ni les ressources financières suffisantes — ni les débouchés indispensables. Mais, dirigées par des coopérateurs capables, ayant fourni des preuves convaincantes de leur réelle compétence, de leurs connaissances techniques, de leurs capacités administratives, les Fédérations régionales étant logiquement organisées, s'approvisionnant exclusivement et directement à la production, arriveront bientôt à posséder des capitaux importants, par suite de l'accumulation continuelle des bénéfices résultant de leurs opérations — déjà avantageuses pour les sociétés y affiliées. Par suite, les Fédérations se trouveront à même de créer elles-mêmes la *production* vraiment coopérative : des sociétés fédérales ou interfédérales seront créées, des ateliers fédéraux ou interfédéraux pourront être ouverts, afin d'alimenter les coopératives de *consommation* adhérentes, abandonnant encore largement à ces dernières une notable partie des gains considérables précédemment prélevés sur elles par la production capitaliste. A leur tour, les coopérateurs français se trouveront avoir ainsi contribué à effectuer, au moins partiellement, la « socialisation des moyens de production » comprise dans le programme socialiste. (1)

---

(1) A remarquer : Le 4e Congrès de la Coopération socialiste (V. *Mouvement Socialiste* de novembre 1903) a voté l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès,

« Considérant que la Coopération socialiste a pour but l'application intégrale des principes du Parti ;

« *Notamment la réalisation de la propriété collective et la suppression du bénéfice individuel ;*

« En conséquence, engage les Coopérateurs à créer, partout où ils le pourront, des sociétés de production, sous forme de services fédéraux ou interfédéraux, sous la gestion des organisations ouvrières (*Syndicats et Coopératives*). »

Au Congrès coopératif de Sotteville, a été également préconisée la constitution, au sein de chaque fédération régionale, d'une commission spéciale chargée de suivre de près la comptabilité, la marche financière de toute Société adhérente, afin d'éviter des mécomptes semblables à ceux éprouvés par des Coopératives ayant eu à leur tête des administrateurs négligents ou incapables.

Ainsi étendu et compris, le rôle des Fédérations régionales ne pourra qu'être profitable à la marche en avant des Coopératives ouvrières.

En attendant, il importe de considérer qu'alors que les Coopérateurs socialistes sont extrêmement dévoués aux Fédérations régionales, estimant leur action féconde, — étant à la fois morale et salutaire pour les sociétés — les coopérateurs plus ou moins conscients, inféodés au patronat ou à la bourgeoisie, semblent presque totalement s'en désintéresser, autant que de l'organisation rationnelle de la production vraiment coopérative.

Par contre, à de rares exceptions près, les Coopératives ouvrières socialistes on même seulement celles à tendances socialistes, n'hésitent pas à se fédérer — d'abord régionalement, ensuite nationalement, et enfin internationalement, — estimant, non sans raison, qu'en agissant ainsi, elles font preuve à la fois d'un réel esprit coopératif et d'une évidente prévoyance, tout en donnant satisfaction aux légitimes aspirations du prolétariat conscient, soucieux d'opérer *lui-même* son émancipation libératrice.

A. Marie.

REVUE CRITIQUE

L'idée du Juste Salaire (1)

L'idée du juste salaire vient de faire l'objet d'une exposition synthétique et critique, destinée à prendre rang parmi les meilleures contributions à l'histoire des idées économiques. M. Léon Polier, qui en est l'auteur, s'est révélé, l'un des plus sûrs analystes des théories économiques dans leur développement historique.

Le mot de juste salaire évoque les théories sociales chrétiennes ; l'expression a été employée surtout par les chrétiens sociaux, bien que l'idée rayonne au-delà et qu'elle se soit développée en dehors de la pensée chrétienne. M. Polier la définit en ces termes : « Elle est, dit-il, la forme presque élémentaire du problème de justice, puisqu'elle traduit la préoccupation de donner à chacun l'exacte rémunération à laquelle le travail donne droit. » Mais, si les théories de juste salaire gravitent autour d'une idée de justice, le problème n'est pas un parce que ses données varient historiquement. Il ne pouvait se présenter sous le même aspect dans un régime de production autonome et dans un régime de salariat. Le salaire du producteur autonome dépend du prix de vente et le problème du juste salaire se pose à lui comme un problème de valeur : « Il consiste à déterminer le principe de la valeur et à égaler le prix du produit à sa juste valeur. » Sous le régime capitaliste, le lien qui rattachait le producteur au produit est rompu ; le salaire est la part du produit qui revient au travailleur et le problème du juste salaire devient un problème de répartition.

Cependant, sous ses divers aspects, l'idée du juste salaire

(1) *L'Idée du Juste Salaire*, par Léon Polier (Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1904.)

oppose toujours « à la réalité des choses un idéal satisfaisant mieux la conscience morale. » Sans doute le salaire n'est pas un phénomène inconditionné, mais le déterminisme des faits économiques est variable dans son développement historique. Certains des éléments qui composent le milieu économique et social sont essentiellement modifiables : ce sont les institutions juridiques, les données d'où procède la répartition. Aussi « les théories du juste salaire prendront-elles un développement bien inegal suivant que le problème sera conçu comme problème de valeur ou comme problème de répartition. » La loi de la valeur courante apparaît comme difficilement modifiable ; mais on peut espérer que la critique des conditions juridiques du salariat sera suivie « de l'édification théorique des bases juridiques nouvelles destinées à faire régner un système de répartition conforme à l'idéale justice ».

M. Polier reconnaît du reste que l'idée de juste salaire ne peut prétendre revêtir un caractère scientifique ; elle repose sur un postulat sentimental, le concept même de justice dont l'idée d'égalité constitue la racine. C'est un sophisme que de dire, comme le font les économistes classiques, que dès aujourd'hui la justice est réalisée par suite de l'égalité contenue dans l'équivalence des prestations et des contre-prestations : « l'égalité de valeur en échange, dit M. Polier, n'est que le résultat d'une contrainte qui dissimule une inégalité réelle. » On pourrait dire que les rapports de droit sont des rapports de force. Ce sont justement ces rapports de droit au service d'une minorité de possédants que la puissance du prolétariat organisé doit transformer. Dans son acception socialiste, le mot révolution a surtout un sens juridique.

M. Polier a eu raison de chercher à établir, comme il dit, le bilan de l'idée de juste salaire. Dans l'histoire dogmatique qu'il en trace, cet auteur adopte une division bipartite ; ce-

pendant nous distinguerons, pour les examiner successivement, trois étapes : 1° la théorie morale du juste salaire avec les canonistes et les chrétiens sociaux ; 2° les théories dites scientifiques du droit au produit intégral du travail dans leur forme la plus parfaite — avec Proudhon et Rodbertiis ; 3° l'attitude critique de Marx et la conclusion de M. Polier.

I

M. Polier a mis en lumière les traits essentiels de la théorie canonique de juste salaire, théorie morale implicitement contenue dans l'idée de juste prix, théorie de classe logiquement déduite de la conception générale d'une hiérarchie sociale d'ordre divin.

La doctrine des canonistes a pour caractère d'être une conception toute morale qui s'imposait à la seule conscience et dont les règles minutieuses étaient énoncées surtout pour le forum internum. Le christianisme aspire à organiser la vie toute entière et lorsqu'au XIII^e^ siècle, par réaction contre le droit romain, l'Eglise est amenée à formuler ses théories de l'usure et du juste prix, elle les formule non en tant que théories économiques, mais « comme l'expression de l'idéal moral énoncé par les pères de l'Eglise : la poursuite des richesses est mauvaise ; elle ne doit pas avoir pour but le gain, mais la satisfaction des besoins ».

Le principe du juste salaire est contenu dans l'idée du juste prix : il n'excite pas à l'état de théorie indépendante et la raison en est que dans l'organisation économique du moyen âge le salaire dépend de la vente des produits. Nous ne suivrons M. Polier ni dans sa discussion des origines de la théorie du juste prix qui paraît bien avoir une filiation aristotélique ni dans le détail de son analyse des conceptions canoniques de la valeur. Il nous suffira de dire comment

se définit le juste prix. Le juste prix, semble-t-il, c'est le prix qui exprime la véritable valeur de l'objet vendu ; la valeur vraie, c'est la valeur commune, la valeur d'échange moyenne déterminée par l'estimation commune *communis æstimatio*. La pensée des canonistes a flotté entre deux conceptions contradictoires : un conception objective, la valeur intrinsecte incarnant la bonté réelle de la marchandise, son utilité pour l'homme ; une conception subjective, la valeur détachée de l'objet et dépendant de la rareté, du besoin ou de la *placibilitas*. Il serait inexact de croire, en effet, que la théorie canonique fut uniquement celle de la valeur objective, immuable, communiquant sa fixité au juste prix. Comme le remarque M. Polier : « C'est justement en observant la variabilité de la valeur que les canonistes ont essayé de fixer l'idée de valeur, de la lier à l'objet lui-même. La taxe d'autorité était le point d'arrivée de cette poursuite du juste prix : c'était le seul moyen de fixer un peu cette idée mouvante de la valeur..... Mais la pression des faits amena les canonistes à admettre des causes de fluctuation toujours plus nombreuses du juste prix. Le contenu du juste prix en vint a comprendre des éléments comme la variété le besoin, la difficulté de produire. Ces concessions finirent par corrompre complètement le conception objective sans l'amener jamais à se confondre avec celle de notre valeur courante ».

Ainsi, suivant une expression originale de M. Potier, l'Eglise a essayé en vain de dompter la valeur. Mais ce ne sont point les conceptions canoniques de la valeur qui révèlent le sens profond de la théorie du juste prix et du juste salaire, elles ne découvrent point le fondement de l'idéal selon lequel l'Eglise voulait conduire le monde économique. La théorie des classes sociales, armature de tout le système social chrétien, fait seule comprendre en quoi se résume au fond la théorie du juste prix. Il existe pour les canonistes,

une hiérarchie sociale voulue par Dieu et à laquelle on doit se soumettre. Le juste prix ou juste salaire est celui qui permet à chacun de vivre selon sa condition. La stabilité de la valeur objective disparaît pour faire place à une valeur changeante suivant le rang. Il y a dans chaque classe un certain type d'aisance auquel on doit pourvoir par son travail. Le gain n'est pas une fin, mais un moyen de subvenir à des besoins strictement limités. Le juste salaire se détermine selon le rang social par l'estimation commence (communis-œtimatio) dont tout à l'heure nous cherchions la mesure et qui se précise par l'idée de classe.

La théorie canonique du juste salaire est une doctrine de classe. « La Société Chrétienne idéale devait être un vaste système statique bâti sur l'inégalité des classes ». M. Polier a montré que, séparée de la construction sociale chrétienne, cette idée du juste salaire devient un moyen pour les classes dirigeantes d'arrêter les progrès matériels des travailleurs et de les immobiliser dans une condition donnée. Les taxes de maximum, par lesquelles l'Ancien Régime mit obstacle à toute hausse de salaire, confirment cette interprétation qui fait du juste salaire une doctrine de classe.

Au XIX^e^ siècle, la théorie du juste salaire réapparaît chez les chrétiens sociaux « détachée du grandiose ensemble que formait la doctrine canonique ». Aujourd'hui encore elle ne se précise et ne s'explique que par l'idée de classe ; elle ne s'éclaire qu'à la lumière de la conception chrétienne de l'ordre social. M. Polier a dégagé l'identité qui, malgré leurs apparences dissemblables, existe au fond entre la théorie canonique et la théorie moderne des chrétiens sociaux : « Pour l'Eglise, aujourd'hui, comme au Moyen Age, ce qui permet de mesurer l'adéquation du salaire au travail, c'est cette finalité dans laquelle on rejette l'idée de justice. L'équivalence n'est pas dans la valeur : elle est dans le devoir attaché aux fonctions sociales de patron et d'ouvrier. La

valeur du travail de l'ouvrier est déterminée par le genre de vie auquel il a droit de par sa place hiérarchique dans la société. Le juste salaire de l'*Encyclique* est inspiré par la pensée maîtresse de la doctrine canonique. L'enseignement de l'Eglise conserve à travers les siècles son unité. »

II

Aux théories morales des canonistes et des chrétiens sociaux, M. Polier oppose les théories « scientifiques » du juste salaire, « théories construites *a posteriori* et scientifiques en ce sens qu'elles procèdent logiquement des recherches de l'économie politique sur le fonctionnement de la société économique ». Les systèmes qui forment le groupe des théories dites scientifiques sont « présentés comme de purs corollaires des prémices scientifiques ». Les théoriciens socialistes qui construisent la doctrine du droit au produit intégral du travail prennent pour point de départ la théorie classique de la valeur, la théorie Ricardienne, et ils en déduisent, comme la conclusion logique, l'iniquité du salaire et le droit au produit intégrl. C'est avec Proudhon et Robertus que ces théories prennent leur forme la plus parfaite.

Le chapitre que M. Polier consacre à Proudhon constitue un remarquable exposé critique. « Son but, dit-il, posé au moyen d'une idée *apriori* de justice fut l'égalité des salaires obtenue dans un système individualiste d'échanges ». L'Egalité pour Proudhon n'est pas seulement un postulat moral, mais une conclusion logique ; l'inégalité n'est pas seulement injuste, mais impossible.

L'idée de valeur objective hante Proudhon. Comme les canonistes, il veut dompter la valeur. Sans doute, dans la société actuelle, la valeur est folle, mais Proudhon croit avoir découvert la loi suivant laquelle les produits se pro-

portionnent dans la richesse sociale : c'est la théorie de la valeur constituée, fondement de tout son système. La force qui produit la proportionnalité des valeurs, c'est le travail ; les richesses se proportionnent suivant le temps de travail qu'a coûté leur production. La valeur ainsi constituée par le travail doit devenir la loi des échanges et réaliser la justice, car la justice n'est autre chose que la proportionnalité des valeurs.

Le signe caractéristique de la société actuelle, c'est l'instabilité des valeurs, source d'injustice et germe de dissolution pour la société. Le revenu capitaliste a introduit dans le mécanisme économique une contradiction irréductible : scientifiquement la propriété rentalle est *impossible*. La théorie des débauchés de Say conduit logiquement à cette conclusion : « Si les produits s'échangent contre les produits, pourquoi la propriété engendre-t-elle un revenu ? Le propriétaire ne produit rien par lui-même ni par son instrument. Il reçoit des produits en échange de rien. Il n'y a pas échange de valeurs et la loi économique est violée. »

Cette impossibilité de la propriété rentable se traduit par des troubles économiques. Les ouvriers ne peuvent, avec leurs salaires, racheter la totalité des richesses qu'ils ont produites. Les échanges n'absorbent pas tous les produits. Les crises sont la manifestation de la violation de la loi de proportionnalité des valeurs.

L'Economie Capitaliste est créatrice d'injustices et source de désordres sociaux, parce qu'elle méconnaît cette loi : — « Valeur constituée par le travail et droit au produit intégral sont les conditions de l'ordre économique comme de la justice. »

La valeur constituée est la clef de voûte de tout le système Proudhonien. Elle doit nécessairement conduire à l'égalité, Ni le travail, ni le talent ne peuvent justifier une supériorité quelconque de salaire : « Le produit d'un travailleur

ne peut être payé qu'avec le produit d'un autre travailleur. Si les deux produits sont inégaux, le reste ou la différence du plus grand au plus petit, ne sera pas acquis par la société, par conséquent, n'étant pas échangé n'affectera pas l'égalité de salaires. Il en résultera, si l'on veut, pour le plus fort travailleur une inégalité naturelle, mais non une inégalité sociale. »

Dans une société où le droit de propriété n'existe plus, où l'accès aux instruments de production est libre, l'inégalité se neutralise : « L'activité plus rapide des uns ne leur donnera que le droit au repos et la possibilité de se livrer aux travaux désintéressés. — Bien plus, l'inégalité de nature est la condition même de l'égalité des salaires : On ne doit pas parler d'inégalité des facultés et des fonctions, mais de diversité rendant possible la division du travail. »

Ainsi, dans la pensée de Proudhon, la valeur constituée et le droit au produit intégral du travail qui conduisent l'égalité des salaires — sont la condition même de l'équilibre économique : « La loi logique coïncide avec la justice. »

M. Polier a découvert, avec une élégante dextérité, les contradictions auxquelles la logique de Proudhon l'a conduite. La critique du système met à nu le caractère artificiel et sophistique de la pensée. Il montre comment sa conception égalitaire était inconciliable avec l'individualisme économique qu'il voulait sauvegarder : « Il est impossible, dit M. Polier, qu'il pût sortir du système de Proudhon, autre chose que des revenus sans travail et l'inégalité du salaire. »

Proudhon prétend réaliser l'égalité dans une société individualiste et en dehors de toute intervention de l'Etat. « La spontanéité ne pouvait suffire à organiser l'ordre égalitaire; elle ne pouvait non plus le conserver. » La valeur constituée

qui laisse subsister l'inégalité antérieure des fortunes la perpétue : première source d'inégalité ; elle engendre par son fonctionnement même, de nouvelles inégalités. En effet, comme la valeur est en fonction du travail et que le produit appartient tout entier au travailleur, le temps est facteur d'inégalité des salaires. Il est vrai que pour sauver l'égalité, Proudhon sacrifie l'anarchie et est conduit à limiter la tâche individuelle : « L'action de la valeur constituée est soutenue par toute une organisation collectiviste qu'implique cette limitation arbitraire du travail. » Mais ce sacrifice est insuffisant si chacun après la tâche sociale est libre de fournir un travail, donc de créer des valeurs sous une forme quelconque. Aussi Proudhon restreint-il arbitrairement la notion de salaire à l'échange social et déclare-t-il que le résultat du travail libre n'est pas un produit, que sa valeur ne représente pas un salaire. Cette distinction aboutit à faire « reposer l'égalité sur un mot. » Proudhon finit par admettre l'inégalité du bien être à côté de l'égalité de condition. Il est difficile de savoir ce qu'il entendrait exactement par là, et sa pensée dans toute la partie constructive de son œuvre reste très flottante et confuse. Admirable destructeur, il s'abandonnait aux mille directions de son esprit en feu d'artifice, mais il était impuissant, peut-être même ne songeait-il pas à faire œuvre positive.

M. Polier a raison de dire que la source de son idée égalitaire est l'idée de la proportionnalité et de l'équilibre des échanges qui le hante : « Mais, même la tâche sociale limitée et sa valeur déterminée par le temps de travail, la proportionnalité des échanges doit se fausser. » Dans la société proudhonienne le faux rapport qui existe aujourd'hui entre la demande et la valeur serait rompu ; l'accès des produits étant égal pour tous, la valeur constituée restant sans relation avec l'utilité du produit serait impuissante à assurer la proportionnalité de l'offre et de la demande. « Ici encore

il serait nécessaire de faire intervenir la contrainte pour répartir les produits trop demandés. Ce n'est pas la propriété rentable qui est impossible, mais bien l'égalité des salaires : la valeur constituée n'y conduit pas, elle ne réalise pas davantage l'équilibre des échanges comme Proudhon l'avait cru

Il est difficile de donner une esquisse exacte de la critique si serrée par laquelle M. Polier poursuit Proudhon jusque dans les derniers retranchements de la dialectique : M. Polier montre qu'à chaque instant Proudhon est obligé de sacrifier l'anarchie à l'égalité sans pouvoir jamais réaliser celle-ci. « Accueillant tour à tour des idées diverses et contradictoires dans l'espoir sans doute d'une synthèse toujours poursuivie » la pensée de Proudhon nous échappe sans cesse grâce à sa subtilité, elle parait insaisissable. M. Polier a su fort bien la saisir sous ses aspects les plus nuancés et il faut lui savoir gré d'avoir sû la ramasser en quelques formules expressives tout en analysant les expressions successives de la théorie du juste salaire.

Plus que celle de Proudhon, la théorie de Rodbertus apparaît comme la forme achevée du droit au produit intégral du travail. Si la théorie du juste salaire avait pu être édifiée sur des bases solides, elle l'aurait été par lui, et l'infériorité de la théorie tient non au théoricien, mais à l'idée même. « Au lieu de chercher à montrer que la propriété est impossible, Rodbertus partit de son existence bien certaine, et voulant montrer qu'elle est injuste, il employa les ressources de l'histoire que Proudhon avait négligées. » Mais c'est surtout dans la partie positive de la théorie que Rodbertus dépasse ses devanciers.

L'originalité de Rodbertes fut de montrer qu'en économie sociale la distinction traditionnelle et artificielle des biens économiques en deux catégories, capital et revenu, s'efface. Pour l'économie nationale le capital n'a pas d'existence propre et séparée ; sa production sociale est un continuum

de travail et le capital n'est que du travail préparatoire. On ne peut faire d'autre distinction que celle qui existe entre le travail médiat qui n'aboutit pas directement au produit consommable et le travail immédiat qui y aboutit. Capital et revenu ne sont pas dans un rapport de cause à effet, mais dans un rapport de succession. Toutes les rentes dérivent de deux causes, l'une économique, la division du travail, l'autre juridique, la propriété qui permet d'organiser cette division du travail au profit de quelques-uns. Le communisme est à la base de la production, il doit être à la base de la répartition. Le juste salaire de travailler c'est le revenu social tout entier.

On peut dire avec M. Polier que Rodbertus a donné de la théorie du juste salaire expression une définitive et perfectionnée. Rodbertus a cherché à établir les bases d'une organisation sociale ou le droit au produit intégral du travail fonctionnerait comme principe de répartition, et il donne du juste salaire une formule plus rationnelle en disant que la rémunération du travail doit être proportionnelle à la valeur créée. Malgré les corrections que Rodbertus a faites sur la conception de ses devanciers, sa théorie est sujette à des objections et la critique pénétrante qu'a fait M. Polier montre qu'il existe dans son principe un germe d'injustice et dans sa construction positive de nombreuses impossibilités pratiques.

L'erreur fondamentale de Rodbertus a été de supposer que tous tous les biens peuvent se reproduire en quantités indéfinies. Alors que selon Robdertus tous les biens ne coûtent que du travail, en fait, ils coûtent du travail et de la terre : travaux et terre sont deux facteurs économiques élémentaires. Aussi, doit-on distinguer les biens de nourriture, où le facteur terre est prépondérant, et les biens de culture où le facteur travail domine. La terre existant en quantité limitée, les biens de nourriture sont naturellement plus dif-

ficilement multipliables que les biens de culture. Les biens des deux groupes ne sont pas fongibles entre eux et il est inadmissible qu'un même bon de travail donne droit indistinctement à des quantités égales de travail renfermées dans des biens de nourriture et de culture. Cette distinction entre les biens de nourriture et les biens de culture, distinction aperçue déjà par Cantillon (1), mise en relief par Effers, est fatale à la théorie de Rodbertus : « L'idée de justice poursuivie par lui est atteinte. Deux salaires égaux ne sont pas nécessairement égaux entre eux s'ils diffèrent par les quantités de terre qu'ils contiennet. » Il faut tenir compte dans la répartition d'un nouvel élément plus difficilement évaluable encore que le travail.

Comme toutes les théories du droit au produit intégral du travail, le système Rodbertus contient en lui un germe d'injustice : « Les théoriciens du droit au produit intégral du Travail avaient cru pouvoir considérer l'ensemble du revenu social comme une gélatine homogène de travail dont la répartition s'opère directement et simplement à proportion du travail individuel de chacun. C'est une erreur : les biens coûtent tous du travail, mais non pas que du travail. Il y a en eux un second élément — de la terre ou des forces naturelles — dont la quantité exigée par la production des différents biens, n'est pas en relation directe avec la quantité de travail nécessaire pour cette production. Il faudrait donc organiser la répartition de la terre contenue dans les biens. Pour ne l'avoir pas fait, la répartition de Rodbertus reste encore théoriquement entachée d'injustice. »

(1) Voir sur les idées de Cantillon, *l'Histoire*, de Dubois.

III

Aux théoriciens du droit au produit intégral du travail qui sont des métaphysiciens de l'économie politique, M. Polier a raison d'oposer Marx, qui a eu vis à-vis de l'idée du juste salaire une attitude critique.

Il existe une opposition absolue entre le rationalisme idéologigue d'un Rodbertus ou d'un Proudhon, et le réalisme de Marx. Marx avait un mépris profond pour tous les essais d'architecture socialiste qu'il considérait comme le produit d'imaginations individuelles sans valeur scientifique. Selon lui, les transformations économiques procèdent, non de l'idée, mais du jeu des forces sociales, non des affirmations de droits purement théoriques, mais des antagonismes sociaux. La société future ne peut naître de constructions purement rationnelles, elle est contenue dans la réalité présente des rapports sociaux. Sans doute cette réalité se transforme sans cesse, mais ses transformations échappent complètement à l'action arbitraire des réformateurs sociaux; elles sont le produit d'efforts collectifs, une œuvre de création originale, l'œuvre de plus en plus autonome du prolétariat à mesure que celui ci tend à substituer dans l'évolution sociale son influence déterminante à celle des autres classes. Aussi, Marx « a-t-il voulu développer la critique de l'économie bourgeoise indépendamment de toute idée de justice. » La justice est définie par lui la conformité aux lois du système de production, et, dans l'organisation économique actuelle, le salaire est juste parce qu'il est une conséquence naturelle des conditions de la production. Marx considère les préoccupations de Rodbertus et de Proudhon comme vaines et nie l'idée de juste salaire telle qu'elle était affirmée par eux.

Pourquoi M. Polier ne s'en est-il pas tenu au point de vue critique de Marx ? Pourquoi, après avoir si consciencieusement dressé le bilan des expressions de l'idée du juste salaire, n'a-t-il pas tout simplement reconnu que ce bilan était négatif ? Sans doute, pour l'historien des idées, il est intéressant de remarquer, comme le fait M. Léon Polier, que la théorie du juste salaire a subi une évolution, qu'elle s'est détachée peu à peu de la théorie Ricardienne de la valeur et que par là elle échappe dans sa dernière forme aux critiques adressées à cette théorie. Mais on peut se demander de quelle utilité, au point de vue du devenir des idées socialistes, peuvent bien être les constatations suivantes : « La thèse essentielle qui sert de base à la dernière construction positive du juste salaire se ramène à deux termes : l'un négatif, la nécessité d'éliminer les revenus sans travail, l'autre positif, la répartition du produit en fonction du travail. Ces principes surnagent des systèmes et peuvent être définitivement retenus. » Nous ne comprenons pas que M. Polier tienne à conserver quelque chose des constructions idéologiques auxquelles le juste salaire a donné lieu : ces conceptions *à priori* n'ont plus qu'une valeur historique et sont abandonnées au passé depuis que Marx a donné aux conceptions socialistes un caractère nettement réaliste. Nous regrettons que M. Polier ne se soit pas contenté de donner pour conclusion à son livre « la double et immortelle leçon de la pensée de Marx » qu'il résume ainsi : « Les idées ne peuvent être racines de faits qu'en tant qu'elles sont la quelque manière dans le sens de la réalité actuelle. On n'est donc pas libre dans la conception d'un idéal de réforme pratique : il faut *dégager cet idéal des conditions effectives du milieu dans lesquelles on vit.* L'idée n'a pas la vertu de s'imposer pour la réalisation par cela seul qu'elle est conçue, comme avaient paru le croire les moralistes, Thünen, Proudhon et Robertus lui-même : il faut organiser, en vue

de cette transposition du domaine idéal au domaine pratique, une politique sociale. »

M. Polier eut dû faire sa conclusion de son dernier chapitre sur Marx qui était l'aboutissant logique de sa vigoureuse critique des théories du juste salaire.

Edouard DOLLÉANS.

BIBLIOGRAPHIE

Notices.

Statistique des Grèves et des Recours à la Conciliation et à l'Arbitrage survenus pendant l'année 1902, publiées par le Ministère du Commerce (*Imprimerie Nationale*, 1903). Il y a eu, en 1902, 512 grèves, comprenant 213.704 grévistes (162.622 hommes, 35.325 femmes et 14.759 jeunes gens), occupés dans 1.820 établissements. Elles ont entraîné 4.675.081 journées de chômage, dont 202.604 jours chômés par 9.461 ouvriers non grévistes et 4.472.477 chômés par les grévistes. La moyenne des jours chômés a été de 21 par gréviste. Après les mines qui ont fourni 15 grèves et 199.009 grévistes viennent les industries textiles avec 167 grèves et 34.693 grévistes; les industries chimiques avec 29 grèves et 18.252 grévistes ; les industries du transport avec 88 grèves et 12.195 grévistes ; le travail des métaux avec 88 grèves et 9.852 grévistes ; et les industries du bâtiment, avec 71 grèves et 5.339 grévistes. Dans 304 grèves, sur 512, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession. Les syndicats ouvriers ont assuré des secours réguliers à leurs membres dans 31 grèves. 111 grèves, avec 23.533 grévistes ont été suivies de réussite; 184 grèves, avec 160.820 grévistes se sont terminées par une transaction, et, 217 grèves, avec 28.351 grévistes ont échoué. Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 256 grèves (50 p. 100), avec 146.907 grévistes (69 p. 100). Les réductions de salaire ont motivé 83 grèves, pour 14.262 grévistes. 17 département n'ont pas eu de grève. Un nouveau tableau est introduit pour la première fois dans le volume que nous analysons, qui indique les grèves par département. L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1902, constatée dans 107 différends.

Capital et Travail, de *Ferdinand Lassalle* traduit de l'Allemand par Victor Dave et Léon Rémy (Paris, *Girard et Brière*, 1904). — Le célèbre pamphlet que Lassalle écrivit, d'une plume incisive et alerte, contre l'économiste Schulze, de Delitzsch, avait été traduit en français, il y a déjà longtemps, sous la signature de Benoît Malon. Mais l'édition en est épuisée. Une nouvelle traduction de cet ouvrage essentiel de Lassalle vient d'être faite par Victor Dave et Léon Rémy, que publient aujourd'hui les éditeurs Giard et Brière. Le public français aura ainsi sous la main ce volume indispensable à connaître pour se faire une notion précise des idées Lassalliennes. On trouvera, comme complément

le compte-rendu du procès de haute trahison intenté à Ferdinand Lassalle devant la Cour suprême de Berlin, le 12 mars 1864.

Principes de Physiologie individuelle et sociale, par *Carlos Octavio Bunge*, traduit de l'Espagnol par A. Dietrich. *Paris, Alcan, 1903.*) Le traducteur nous présente cette œuvre comme une des manifestations les plus intéressantes de la vie intellectuelle en République Argentine. Il nous dit que « les Argentins sont en train de greffer sur leur activité littéraire proprement dite une activité scientifique et philosophique, et ils affichent la prétention de ne rester étrangers à aucune des spéculations accessibles à l'esprit humain et de nature à l'intéresser ». L'auteur est tout jeune, et, nous dit toujours le traducteur, « avec sa belle ardeur qui ne doute de rien, fait songer à ces jeunes chevaux de race de son pays qui, l'œil hardi, les naseaux frémissants, leur crinière naissante dispersée au vent, etc., etc. » Quoi qu'il en soit, assisterions-nous à un phénomène nouveau? Jusqu'ici, les libraires, dont les stocks s'écoulaient difficilement, avaient en Argentine un débouché assuré — surtout pour les « œuvres sociologiques ». Est-ce que, par une sorte de choc en retour, les Argentins commenceraient à nous restituer cette littérature, après l'avoir encore transformée à leur goût? Ce sont les éditeurs français qu'il faudra plaindre.

La Chimie dans l'Industrie, dans la Vie et dans la Nature, par *Auguste Perret (Paris, Schleicher, 1903)*. Ce volume est le quatrième de la *Petite Encyclopédie scientifique du XX^e^ siècle*, éditée par la librairie Schleicher. C'est au grand public que s'adressent ces ouvrages d'exposition générale, qui donnent les notions essentielles et fondamentales à posséder sur chaque science. Ce nouvel ouvrage, — qui suit l'*Evolution de la Vie*, analysé ici même, — sera consulté avec utilité par tous ceux qui, dans un nombre restreint de pages, veulent se rendre compte des divers phénomènes que la chimie embrasse. Grande industrie chimique, métallurgie, chimie de l'alimentation, chimie de l'économie domestique, chimie médicale et pharmaceutique, chimie du laboratoire, analyse et synthèse, chimie de la vie, chimie de la cellule, vie d'un organisme supérieur, matière et énergie, tels sont les sujets successivement examinés, dans un style clair et facile à lire.

Le Gérant : Jean Rieux.

Le Mouvement Socialiste est composé par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE).

LA GRÈVE GÉNÉRALE

ET

Le Socialisme

LA GRÈVE GÉNÉRALE

ET

Le Socialisme

ENQUÊTE INTERNATIONALE

Opinions et Documents

Pages

AVANT-PROPOS 135

FRANCE :

I. **« Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire » :**
LE SECRÉTARIAT 145

II. **« Confédération Générale du Travail » :**
I. Victor GRIFFUELHES 153
II. Emile POUGET 165
III. COMITÉ DE LA GRÈVE GÉNÉRALE 181

III. **« Parti socialiste de France » :**
I. G. DELORY 192
II. Paul LAFARGUE 196
III. Edouard VAILLANT 202

IV. **« Parti Socialiste Français » :**
I. Aristide BRIAND 206
II. Jean JAURÈS 213

HOLLANDE :

Page.

I. « Parti Ouvrier Social-Démocrate :
I. Henri Van Kol..... 230
II. H. Roland-Holst..... 237
III. W.-H. Vliegen..... 243
IV. De Niewe-Tijd..... 254

II. » Socialistes Révolutionnaires »
Chr. Cornelissen..... 269

BELGIQUE :

I. « Parti Ouvrier Belge » :
I. Louis de Brouckère..... 274
II. Jules Destrée..... 281
III. Emile Vandervelde..... 285

II. « Commission Syndicale du Parti Ouvrier Belge » :
Alphonse Octors..... 288

ANGLETERRE :

I. « Social-Democratic Fedération » :
I. A.-M. Hyndman..... 290
II. Henry Quelch..... 293

II. « Independent Labor Porty » :
J. Keir Hardie..... 299

ÉTATS-UNIS :

I. H.-M. Simons..... 300
II. New-Yorker Volkszeitung..... 303

SUÈDE :

I. « Parti Social Démocrate Suédois .
Hjalmar Branting..... 306

ITALIE :

Pages

I. « Parti Socialiste Italien » :
Enrico Ferri 313

SUISSE :

I. « Parti Socialiste Suisse » :
Hermann Greulich 317

ALLEMAGNE :

I. « Social-Democrate Allemand » :
Wilhelm Kolb 321

II. « Syndicats Allemands » :
Karl Legien 333

AUTRICHE :

I. Rudolf Hilferding 336
II. A. Hueber 354

ESPAGNE :

Pablo Iglesias 358

RUSSIE :

I.-G. Plekhanoff 364

Bibliographie 366

AVANT-PROPOS

I

La mise à l'ordre du jour du Congrès socialiste international d'Amsterdam de la question de la Grève Générale est l'origine de cette Enquête. Il était nécessaire de connaître la pensée du socialisme international sur un problème dont il a jusqu'ici trop méconnu l'importance, et dont l'examen est de nature à jeter une vive clarté sur le contenu de l'esprit révolutionnaire.

A lire les réponses et les documents qui vont suivre, on sentira plus encore l'utilité de cette consultation. Visiblement, les socialistes n'ont pas approfondi la question, quand ils n'en ont pas totalement méconnu la portée. Il est aisé de constater que les discussions ont toujours été jusqu'ici confuses : non seulement les sens donnés aux mots varient avec les interprètes, mais encore les appréciations portées sont souvent contradictoires avec l'attitude ordi-

naire de ceux qui les formulent. C'est ainsi que des politiciens, qui ont poussé dans ces derniers temps le crétinisme parlementaire au-delà des limites connues, ne dédaignent pas de jouer avec les mots de Grève Générale, tandis que des révolutionnaires éprouvés redoutent presque d'en parler. Il y a là une situation paradoxale, qu'une étude loyale de la question peut facilement résoudre.

Cette défiance des socialistes à l'égard de la Grève Générale, nous ne disons pas d'ailleurs qu'elle soit sans explication. D'une part, l'idée de la Grève Générale est restée longtemps pleine d'incertitude, et aujourd'hui encore, chez quelques-uns de ces propagateurs, elle n'est pas toujours exempte d'obscurité. D'autre part, la pratique exclusive du parlementarisme avait obstrué la vue de bien des socialistes, qui réduisent à la pénétration d'élus dans les corps législatifs toute la politique du prolétariat.

Mais ces raisons d'une appréhension ancienne n'existent plus à l'heure présente. Sous les nécessités de l'action, les propagandistes de la Grève Générale, malgré qu'ils n'aient été que des simples ouvriers, ou plutôt à cause de cela, sont parvenus à en présenter une notion claire et à en dégager une

théorie cohérente. Quant aux socialistes conscients, l'expérience de ces récentes années leur a montré ce qu'il faut attendre de la pure action parlementaire. Et ce n'est pas un des événements les moins heureux pour l'avenir de notre mouvement, que la formation distincte d'un « socialisme parlementaire », rejeté avec éclat par le socialisme révolutionnaire, et destiné à n'être plus qu'une fraction, pas toujours la plus hardie, des partis radicaux.

Cependant les socialistes ne feraient pas assez s'ils se contentaient simplement d'éliminer les éléments étrangers et de dénoncer les doctrines falsifiées. La pensée socialiste, si elle veut sortir non seulement victorieuse mais régénérée de la crise actuelle, doit se rafraîchir au contact de notions révolutionnaires nouvelles. Ces notions, ce n'est qu'en faisant siens les plus personnels des sentiments de la révolte ouvrière, qu'elle parviendra à se les assimiler. Et parmi ces conceptions d'origine proprement prolétarienne, il n'en est pas qui puisse lui permettre, mieux et plus que la Grève Générale, de se rajeunir et comme de se purifier.

Rien donc ne saurait plus écarter la Grève Générale des préoccupatious socialistes. Tout, au con-

traire, semble devoir l'imposer de plus en plus à nos discussions. Non seulement la nécessité de donner au socialisme des bases révolutionnaires solides exige qu'on en examine la valeur, mais encore les faits quotidiens sollicitent à son propos l'attention continue des socialistes.

Ces faits sont de deux ordres : 1° *La Grève Générale ou cessation concertée du travail par tous les ouvriers soit d'un atelier ou de plusieurs ateliers, soit d'un métier ou d'une industrie, soit de plusieurs métiers ou de plusieurs industries, soit de tous les métiers ou de toutes les industries, est un moyen d'action que, pour des buts immédiats divers, tend à utiliser toujours plus la classe ouvrière; 2° la Grève Générale, signifiant la révolte suprême, contre le régime capitaliste, de tous les producteurs groupés sur le terrain même de la production, et se confondant ainsi avec la notion de la Révolution Sociale, devient toujours plus l'acte de foi d'une partie grandissante du prolétariat révolutionnaire.*

Ce sont ces faits qui ont été soumis à l'appréciation des représentants autorisés du monde ouvrier et socialiste international. Mais, avant de céder la parole à ceux qui ont répondu à cette Enquête ou

dont l'opinion se trouve ici reproduite, il faut préciser le point de vue qui a inspiré notre consultation.

II

*L'appel exclusif aux forces propres de la classe ouvrière, tant pour la défense de ses intérêts économiques ou politiques que pour le renversement de l'ordre bourgeois et la prise des moyens de production par le prolétariat organisé, voilà ce qui est au fond de la notion de Grève Générale, envisagée sous son double aspect le moyen de lutte immédiat et de forme inévitable de la Révolution Sociale. On peut dire que la Grève Générale est le mode d'*action directe *à la fois le plus simple et le plus parfait que possède le prolétariat.*

Il est facile de comprendre l'hostilité des socialistes parlementaires pour la Grève Générale. En y adhérant, la classe ouvrière leur signifie qu'elle se refuse à attendre son émancipation d'un groupe plus ou moins compact de parlementaires ou des dispositions plus ou moins favorables d'un gouvernement : elle n'entend puiser qu'en elle-même les ressources de son action et elle affirme l'implacabilité de la guerre

qu'elle a déclarée au monde bourgeois. Par là même, elle détruit les illusions que tentent naturellement d'entretenir dans son esprit politiciens et gouvernants : elle veut rendre impossible leur domination.

Il n'en est pas de même pour les socialistes révolutionnaires. Ils considèrent que l'essence même du socialisme réside dans la notion de la lutte de classe. C'est la mesure qui leur sert à juger les conceptions et les actes. Ils n'approuvent et n'adoptent, dans le domaine de la théorie et de la pratique, que ce qui est de nature à développer la conscience que la classe ouvrière acquiert, par la lutte, de l'opposition irréductible qui la met aux prises avec le régime capitaliste. La Grève Générale doit être envisagée par eux de ce point de vue, s'ils veulent en saisir toute la valeur socialiste.

Qu'ils y prêtent attention, et ils n'auront pas de peine à en dégager toute la portée révolutionnaire, pour l'éducation et l'organisation des masses ouvrières.

Le socialisme ne triomphera que dans la mesure où le prolétariat, qui en est le porteur historique, sera capable de le réaliser. L'accroissement de la capacité ouvrière est donc le problème essentiel du

socialisme. C'est là sans doute une constatation banale. Mais elle constitue le point de départ du socialisme révolutionnaire, et nous devons toujours la mettre en évidence.

Que faut-il entendre par capacité ? Il s'agit purement et simplement d'une question de force : le jour où la classe ouvrière sera solidaire, unie, homogène, elle sera capable moralement et matériellement de renverser l'ensemble des institutions et des idées traditionnelles de l'Etat bourgeois et d'y substituer les institutions et les idées prolétariennes avec les types nouveaux de vie sociale qu'elles comportent. Pour parvenir à ce degré de force, le prolétariat doit prendre de plus en plus conscience de la puissance dont il peut disposer s'il sait s'organiser, de la place qu'il occupe dans l'ensemble de la production moderne, et de la discontinuité qui existe entre le monde ancien qu'il combat et le monde nouveau qu'il élabore.

Le recours à la Grève Générale, c'est-à-dire à la levée en masse des forces ouvrières, soit pour un avantage restreint, soit surtout pour la révolte finale. est le meilleur moyen d'éducation et le plus

sûr excitant à l'organisation que rencontre le prolétariat révolutionnaire.

Ne compter que sur son énergie, subordonner le succès au développement de la solidarité et de l'unité ouvrières, c'est dire que la classe productrice ne pourra jeter bas le mode d'exploitation capitaliste que si elle trouve en elle le courage et la puissance nécessaires, la cohésion indispensable. C'est encore proclamer que le monde des travailleurs a la vision très nette qu'il est le pivot sur lequel repose cette société bourgeoise qu'il nourrit et fait vivre ; c'est affirmer qu'il lui suffit de se lever pour qu'elle tombe.

Dire que la Grève Générale est une utopie, c'est dire que le socialisme est irréalisable. Car c'est désespérer de voir jamais la classe ouvrière assez unie, assez solidaire, assez organisée pour se dresser comme un seul homme et renverser l'ordre bourgeois qu'elle porte sur ses épaules. Les objections dirigées contre la Grève Générale, si elles étaient fondées, vaudraient aussi irréfutablement contre le socialisme.

Si les socialistes révolutionnaires sont bien assurés que le régime capitaliste ne disparaîtra pas en

douceur ; s'ils croient à la nécessité de le jeter hors de ses gonds pour le ruiner définitivement ; s'ils sont persuadés que les théories pseudo-socialistes de la collaboration des classes et de la paix démocratique et sociale sont néfastes au mouvement de libération ouvrière ; s'ils pensent que le triomphe du prolétariat est subordonné au développement de son énergie créatrice, du sentiment de sa responsabilité et de sa force ; s'ils veulent maintenir intangible la conscience de la rupture de tout lien entre les classes, du fossé infranchissable qui les sépare, du combat sans merci qu'elles poursuivent ; — ils reconnaîtront que la Grève Générale, qui dit aux producteurs de cesser l'œuvre de la production, aux travailleurs de ne plus fournir leur travail à la classe ennemie, est une des idées les plus fécondes où puisse venir se retremper le socialisme en danger.

III

Nous ne tirerons pas de conclusion de l'enquête dont nous donnons ici les résultats. Il nous suffit d'indiquer à quel point de vue nous nous sommes placé pour l'entreprendre. Elle est d'ailleurs incom-

plète, et quelques réponses et documents nous sont venus trop tard pour pouvoir les publier. Elle trouvera en outre dans les débats du Congrès d'Amsterdam sur la Grève Générale un complément indispensable. Nous la reprendrons alors, dans un volume spécial, et nous pourrons en dégager le sens.

Nous avons entrepris cette consultation avec le vif désir de recueillir toutes les opinions, et le soin que nous avons mis à retrouver tous les documents essentiels prouvera l'esprit qui nous a guidé.

Hubert LAGARDELLE.

FRANCE

I

Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Rapport
adressé au Secrétariat International

La grève générale, c'est l'acte justifié de tous les travailleurs se refusant à être plus longtemps les collaborateurs de leur propre étranglement, c'est la révolte consciente d'hommes ne voulant plus forger les chaines avec lesquelles on les maintient en servage. C'est la solidarité dans l'effort et c'est en outre l'affirmation d'un principe.

(*XV^e Congrès régional du P. O. S. R.*, mai 1899.)

Citoyens,

Nous n'avons pas, dans ce bref rapport, à faire le procès des grèves partielles — qui ont pour la plupart du temps comme objectif des demandes d'augmentation de salaires ; nous en trouvons la preuve dans la statistique publiée par le ministre du commerce de France en 1901, où, sur 525 grèves, 273 ont ce motif. 60 seulement réussirent, et encore faut-il faire des réserves sur ce que les pouvoirs publics appellent réussite.

Les grèves partielles firent perdre, en 1896, 664.148 journées et, en 1901, 1.862.056. Combien d'efforts, de misères, peu en rapport avec les résultats obtenus ?

Nous savons aussi que souvent ces grèves sont forcées, que les ouvriers abandonnent l'atelier pour se solidariser avec ceux de leurs camarades injustement renvoyés, ou pour exiger le départ de contre-maîtres brutaux. En un mot. les grèves ont toujours une raison honorable.

La victoire est le plus souvent éphémère, car les concessions accordées par le patronat sont petit à petit reprises et l'ouvrier rétrograde à son point de départ.

Il nous semble naturel de chercher hors des grèves partielles le remède à nos maux. Des flots d'encre ont été versés pour savoir si la grève générale devait être pacifique ou révolutionnaire.

Nous estimons simplement qu'elle doit être la *grève générale*. La manie de tout étiqueter ne doit pas nous obliger à ajouter quoi que ce soit à ces deux mots.

Pas plus que la révolution, la grève générale ne peut se décréter.

Peut-être demain, peut être beaucoup plus tard, il nous faudra agir : il est donc nécessaire de nous y préparer.

Il ne faut pas nous contenter d'étendre nos efforts en nos propres pays, l'émancipation d'un peuple ne pouvant être complète, si les producteurs d'à-côté sont sous le joug du capitalisme, notre ennemi commun.

Il y a donc nécessité à ce que la grève générale soit préparée immédiatement et poursuivie sans repos. A chaque parti étranger de lui donner le caractère national qui doit intéresser ses compatriotes, car si l'obtention du suffrage universel est une question vitale pour la Belgique, elle ne peut intéresser la France ; réciproquement, certaines questions économiques ont eu leur solution dans certains pays et pas dans d'autres.

Chaque nation aura à s'occuper de sa revendication particulière, à moins que l'Europe s'inquiète de la grève générale en faveur de la suppression des armées permanentes.

Nous croyons devoir ajouter à notre affirmation quelques exemples qui prouvent que, dans toutes les circonstances où il est nécessaire pour le prolétariat de montrer sa force d'é-

nergie et d'organisation, il a recours à la seule arme que lui confèrent les lois, à la grève, et par suite de circonstances politiques et économiques, il tend à élargir son action en généralisant l'arrêt de la production.

En avril 1899, les mineurs belges après avoir essayé tous les moyens de conciliation auprès des propriétaires de mines et avoir sollicité l'intervention des pouvoirs publics en faveur d'une augmentation de salaire, correspondant en faible partie aux bénéfices scandaleux réalisés par les compagnies minières, se virent dans la nécessité de provoquer la grève générale de leur corporation.

Dans le même ordre d'idées, en 1900, soixante mille mineurs autrichiens se soulevèrent contre l'oppression patronale de 5 ou 6 magnats capitalistes, propriétaires de la presque totalité des mines. En envisageant la situation topographique de ce pays, on se figure aisément les difficultés que durent rencontrer les militants ouvriers en délégation dans les centres miniers où les capitalistes s'étaient acharnés à prêcher la haine de races, pour faire diversion aux haines de classes que soulevaient leur exploitation ignoble. En plus des différences de langage, les militants grévistes eurent encore à lutter contre toutes les forces oppressives de la bourgeoisie. La police empêchait toutes les réunions, arrêtait les conférenciers et, comme les mineurs étaient logés chez leur employeurs, ou les jetait dehors. Rien ne put faire fléchir la volonté dès travailleurs et, par crainte de la crise économique qui menaçait d'éclater terrible, le pouvoir intervint et fit accorder certaines garanties de travail aux mineurs, en réduisant à neuf heures la journée de travail, qui était auparavant de 12 et de 14 heures.

Nous passons sous silence les autres événements de 1900 et 1901, et arrivons de suite à l'Espagne.

A la suite d'une crise économique qui faisait beaucoup de victimes dans la péninsule, les associations ouvrières réso-

lurent de demander la journée de 8 heures. Les patrons restèrent sourds à cette demande : les métallurgistes déclarèrent la grève ; par sympathie et solidarité, d'autres corporations suivirent.

Vous savez tous quelle sauvage répression, quelle attitude écœurante eurent les policiers espagnols, qui tuèrent indifféremment hommes, femmes et enfants. A la suite de l'échec de ce mouvement, les arrestations et les condamnations plurent. C'est de cette défaite qu'est né réellement un mouvement syndical, méthodiquement organisé pour les batailles futures.

Parlons également de la menace de la grève générale faite par les employés de chemins de fer italiens pour l'amélioration de leur condition. On se souvient de l'affolement du gouvernement qui voulut proposer des lois coercitives, obligeant d'abord les travailleurs de la voie ferrée à accomplir quand même leur besogne. La bourgeoisie italienne comprenant le danger de la menace des employés de chemins de fer et se rendant compte de la perturbation colossale qu'entraînerait cette grève, ne mit pas son projet liberticide à exécution et promit d'accorder des satisfactions aux ouvriers.

Ainsi à mesure que le prolétariat essaye d'arracher à la mauvaise volonté de la classe bourgeoise les réformes qui lui sont nécessaires pour assurer son développement, nous le voyons préciser son action par la grève et menacer de la généraliser.

En Belgique, en vue de l'obtention du suffrage universel, le Parti Ouvrier Belge après une campagne acharnée de conférences, de placards, de brochures, campagne restée inefficace, n'hésita pas à décréter la grève générale. Comme dans tous les conflits de cette nature, le capital fit appel à toutes ses forces de police, pour anéantir le mouvement. Dans ce cas particulier, la bourgeoisie belge fut d'une férocité implacable ; la garde civique commit le crime mons

trueux de tirer sur ses frères, et ce n'est que plus tard que des membres de cette fraction de l'armée, firent entendre leurs protestations pour refuser de marcher contre les grévistes. Il était trop tard ! L'effet terrifiant était produit, des cadavres jonchaient le sol et ce formidable mouvement fut paralysé, avant d'avoir pris réellement contact avec tous les salariés belges.

Est-ce à dire que le grève générale doive être repoussée par le prolétariat belge ? Nous ne le croyons pas, et nous sommes encouragés dans cette opinion par le souvenir de ce qui s'est passé en Suède. Le gouvernement de ce pays voulant éviter la colère populaire, exigeant le suffrage universel déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi tout aussi réactionnaire que le texte législatif qu'il était destiné à remplacer. Pour répondre à cette provocation, le parti socialiste décida la grève générale. Le gouvernement prit peur, retira son projet et en formula un autre plus conforme aux désiderata de la classe ouvrière. En présence de ce succès, les travailleurs reprirent le travail en se promettant de continuer leur action virile jusqu'à satisfaction complète.

Nous devons également parler de la grêve de Pensylvanie. Là, malgré la confusion des langues, puisque les mineurs étaient de toutes nationalités, le mouvement prit une ampleur extraordinaire. Naturellement les capitalistes demeurèrent sourds et implacables. La crise économique devint menaçante en Amérique ; des usines fermèrent faute de combustible et dans les ménages ouvriers une misère affreuse ne tarda pas à se faire sentir. C'est alors que le président Rosewelt, craignant pour sa popularité, résolut d'agir avec l'aide du puissant financier Pierpon Morgan. Il réunit les propriétaires miniers et les représentants du syndicat ouvrier. La grève ne prit fin que lorsque, trompés par les apparences, les mineurs furent convaincus qu'ils avaient obtenu

véritablement gain de cause. Une autre considération pesa également sur la décision des travailleurs, qui ne crurent pas devoir prolonger le mouvement, en songeant aux misères déjà éprouvées par les malheureux sur qui aurait porté tout l'effort de la grève.

Il n'y a pas que dans l'industrie que les prolétaires se soulèvent pour avoir un peu de bien-être ; les travailleurs des champs sont las aussi de fournir un long labeur, qui n'est pas suffisant pour assurer leur pénible existence.

Après la grève des bûcherons du Centre, dont le résultat fut d'obliger les entrepreneurs de coupes à leur assurer un meilleur salaire, nous assistons à la grève générale des ouvriers agricoles de Galicie (Autriche). Au nombre de cent mille, les grévistes tinrent tête à leurs oppresseurs, malgré les massacres, les emprisonnements et les intimidations de tous genres. Le succès de cette grève fut éclatant.

En France, nous avons eu aussi, une grève générale des mineurs, au cours de laquelle, malgré l'arrogance des compagnies minières, les ouvriers eurent suffisamment d'énergie pour obliger les pouvoirs publics à intervenir. Nous n'avons pas d'opinion à émettre sur la tactique employée et la valeur des résultats obtenus, nous constatons ce simple fait : la grève générale, même opérée dans des conditions déplorables, force les dirigeants à sortir de leur torpeur et à s'intéresser aux clameurs du peuple en marche vers la révolte sociale.

Nous voici en 1903. En Hollande, les ouvriers syndiqués refusèrent de travailler avec les jaunes. Les patrons résistèrent, les corporations ouvrières se solidarisèrent, la vie économique fut paralysée, force fut à la bourgeoisie de céder. En présence de cette victoire prolétarienne, les ouvriers municipaux d'Amsterdam réclamèrent une augmentation de salaire. Comme les finances de la ville étaient peu prospères, les conseillers municipaux ne purent donner

satisfaction aux ouvriers. Les travailleurs municipaux décidèrent la grève, les autres corporations suivirent. La bourgeoisie vit le danger, elle prit peur et elle fit bloc. Les catholiques, les conservateurs de toutes sortes auxquels se joignirent les libéraux, demandèrent des lois restreignant la liberté ouvrière. Malheureusement, les prolétaires en cette circonstance, eurent moins de cohésion que lors du premier mouvement. Aussi la partie fut-elle perdue. Une législation nouvelle vint restreindre les libertés syndicales.

Nous terminons là notre court résumé. Nous pourrions citer d'autres mouvements européens ; nous jugeons notre démonstration suffisante.

Intentionnellement, nous n'avons voulu citer que des faits, en nous abstenant de les juger. Le contraire de notre part eut été d'ailleurs prétentieux. Et puis, est-ce que nos camarades victimes de défaites, ne savent pas mieux que quiconque, à quelles causes ils doivent les attribuer ?

Il nous suffit de poser franchement cette question :

La grève générale est-elle susceptible d'être une arme puissante entre les mains des travailleurs ?

Nous répondons résolument. *Oui.*

Nous nous réservons de faire au congrès d'Amsterdam de loyaux efforts pour gagner à cette idée la majorité, sinon l'unanimité de nos camarades révolutionnaires. Nous avons la conviction d'avoir indiqué au prolétariat organisé et conscient un moyen d'action particulièrement efficace, soit qu'il oppose à ses exploiteurs une force d'inertie irréductible, soit qu'il se manifeste par un grandiose mouvement de révolte nationale ou internationale.

C'est la possibilité de l'organisation méthodique et rationnelle de la grève générale qui épouvante la bourgeoisie capitaliste, ennemie implacable du progrès social, sous la

forme républicaine comme sous l'étiquette monarchiste ou césarienne.

L'arme est redoutable. Il appartient aux militants de tous les pays de s'organiser, afin de pouvoir s'en servir pour le triomphe définitif de la révolutisn sociale !

Pour l'*Union fédératrice du Centre*,

Signé : J.-B. LAVAUD.

Pour le *Secrétariat général*,

Th. CORDÉ.

A la suite de ce rapport, le *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire* a transmis la motion suivante :

Considérant, qu'il résulte de l'examen impartial des faits économiques et politiques, qui ont mis aux prises dans ces dernières années le prolétariat avec les diverses formes d'exploitation capitaliste ;

Que les différentes nationalités, dans leurs organisations socialistes respectives, ont été amenées à recourir à l'arme de la grève générale comme étant le moyen le plus efficace pour arriver au triomphe des revendications ouvrières, comme pour assurer la défense des libertés publiques ;

Considérant que ces exemples indiquent combien dans toutes crises aiguës la conscience ouvrière se tourne, en quelque sorte d'une façon spontanée, vers la grève générale entrevue par elle comme un moyen des plus puissants et des plus réalisables qu'elle ait à sa portée ;

Le « parti ouvrier socialiste révolutionnaire » invite le Congrès international d'Amsterdam à provoquer chez toutes les nations représentées au congrès, la mise à l'étude de l'organisation rationnelle et méthodique de la grève générale internationale qui, sans être le moyen unique de révolution, constitue une arme d'émancipation qu'aucun socialiste conscient n'a le droit de méconnaître ou de dénigrer.

Pour le *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*
Le secrétaire du *Secrétariat général*,

Th. CORDÉ.

II

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE

DU TRAVAIL

I

Victor Griffuelhes

Secrétaire de la « Confédération Générale du Travail ».

La rapidité avec laquelle l'idée de grève générale s'est répandue dans les milieux ouvriers témoigne de sa force de pénétration. Cependant, les adversaires de cette forme d'action sont encore nombreux chez ceux-là qui se réclament des idées d'émancipation sociale.

Tandis que les défenseurs de notre état social croient à l'éventualité d'une lutte se manifestant par la cessation complète du travail, des partisans d'une transformation sociale s'en proclament les adversaires !

En effet, les propagandistes de l'idée de grève générale sont traités de rêveurs, d'utopistes, de fous, par des citoyens traités comme tels, de leur côté, par les conservateurs bourgeois, pour vouloir bouleverser l'ordre de choses actuel. Or, les partisans du moyen d'action qu'est la grève générale veulent, eux aussi, ce même bouleversement! C'est là une constatation quelque peu choquante. Elle permet à des citoyens de croire à l'imprévoyance de ceux qui la créent.

Néanmoins, l'obstruction ouverte ou déguisée n'a pas arrêté la propagation de l'idée de grève générale, puisque chaque jour lui amène de nouvelles adhésions. Ce qui le

montre, c'est que les faits ne manquent pas d'obliger, même les hostiles, à utiliser cette forme de lutte. N'empêche qu'après l'avoir employée, on s'en déclare l'adversaire, malgré qu'on se dispose à y recourir à nouveau.

Les motifs de cette nouvelle contradiction ne sauraient échapper à l'observateur impartial qui se garde de les faire siens. Et pour cause. J'aurais voulu marquer les raisons de cette attitude, mais ce serait compliquer cette Enquête.

Je me bornerai, à ce début, à répéter que la grève générale apparaît de plus en plus comme un puissant outil pour la lutte ouvrière. Les manifestations de grève générale se renouvellent avec une intensité que les premiers propagandistes n'avaient pu prévoir et qui dénotent l'impossibilité, pour les hommes, d'en arrêter ou d'en paralyser le grand essor.

Que les capitalistes affirment le caractère insensé de la grève générale, tout en prenant leurs dispositions pour en annihiler les effets, c'est leur droit et c'est leur intérêt ! Que des unités du mouvement social s'obstinent à ne pas croire à sa possibilité, voilà qui est faire montre d'un réel aveuglement, préparant à ceux qui en sont victimes, de cruelles déceptions.

Si je ne me trompe, cette Enquête a pour but, non de faire œuvre de vulgarisation, mais de vaincre des résistances et des appréhensions, ou de dissiper des erreurs.

On conviendra qu'il est difficile, sinon impossible, de convaincre des hommes qui ont, à mon sens, le grave tort de vouloir vivre une époque disparue, tant il est vrai que les faits évoluent avec une plus grande célérité que les cerveaux humains.

A un moment donné, on formule rapidement, et on croit aisément que les hommes en se mouvant, ont présentes à l'esprit les « vérités » proclamées pour s'en inspirer ; on est persuadé que les événements vont leur train, suivant le tracé

défini en vertu d'une orthodoxie rigoureuse et étroite. Puis les faits passent, les hommes se succèdent, et on assiste étonné — on pourrait dire naïf — au bouleversement de ces formules que, bien intentionné, on a créées. On ne se rend pas compte de la transformation qui s'est opérée, et durant que les autres marchent en s'agitant, on reste sur place, l'œil obstinément fixé sur le but, l'esprit toujours porté sur la même préoccupation : la formule établie.

Enregistrer la vie douloureuse du prolétariat assujetti par les possédants, dont l'expression politique est le pouvoir central, est bien ; assigner comme tâche, la conquête de ce pouvoir, pour en retourner les effets, est insuffisant. A se cantonner dans ces vues, on finit par « retarder », et on passe à côté de moyens d'action qui ne sont que la condensation d'efforts nécessaires et la forme de lutte adhéquate à des éléments sociaux.

La conquête du pouvoir est nécessaire dans l'esprit de beaucoup de camarades, et pour y parvenir il faut créer les cadres d'une organisation s'exerçant en vue de cette conquête. Cette organisation ne peut comprendre logiquement que les individus qui reconnaissent les antagonismes de classe en les matérialisant organiquement. Cette organisation, contre laquelle je n'ai pas à m'élever, repose simplement sur une concordance d'idées, puisqu'elle peut grouper des hommes économiquement adversaires. Cependant cette coopération est nécessaire, le mouvement ouvrier étant assez vaste et assez souple pour ne pas rejeter les concours qui s'offrent. Il n'en est pas moins vrai que cette coopération a eu, à de certaines périodes, des effets désastreux.

Le citoyen Edouard Berth me permettra de faire miennes les conclusions d'un récent article, paru dans le *Mouvement Socialiste* (avril 1904) : C'est dans l'idée de la grève générale qu'est contenue peut-être toute l'essence révolutionnaire du socialisme.

Quels que soient les désirs et les formules, il existe une organisation spécifiquement ouvrière, reposant sur une concordance de besoins, qui tend à créer une concordance d'idées. Cette organisation, qu'on appelle le mouvement syndical, n'est que la représentation de l'atelier et de l'usine. Elle comprend des hommes vivant dans les mêmes conditions, courbés sous des règles identiques.

Si la vie ouvrière s'exerce et s'alimente à l'atelier et à l'usine, le mouvement syndical en est l'expression. Les préoccupations intimes du travailleur, provoquées par les conditions de travail qui lui sont faites chez le patron et dont il constate les durs effets dans son foyer, trouvent leur tribune et leur écho dans le syndicat.

Et malgré les défauts de ces groupements — défauts qu'en grande partie, l'on pourrait attribuer à la fausse éducation sociale donnée à l'ouvrier — ils sont bien l'émanation, je dirai la physionomie de la vie ouvrière, dont l'organisation politique doit s'inspirer sans la représenter.

Aujourd'hui, nul ne songe et nul n'oserait contester la nécessité du mouvement syndical, mais on voudrait limiter son effort en le subordonnant à des courants trop sujets à variation alors qu'on devrait reconnaître qu'à un mouvement qui va croissant il faut des moyens d'action tirés des formes mêmes du groupement qui le produit.

Il est aisé de se rendre compte que la grève générale surgit des formes du groupement syndical et de l'orientation qui s'en dégage. Le développement des organes ouvriers l'indique, leur évolution le montre. Certes, le nombre des syndicats, en ces dernières années, n'a pas augmenté outre mesure. En revanche, et c'est ce qui est symptomatique, le besoin éprouvé par ces syndicats de se grouper par leur Bourse du Travail et par leur Fédération nationale corporative prouve bien que le côté égoïste, qui, pour d'aucuns, constituait le caractère fondamental du syndicat, disparaît.

ou pour parler plus exactement, que la conscience ouvrière la première notion s'affirmait dans le syndicat se précise en dont se développant.

Ces organismes, en annihilant le caractère strictement professionnel de chacun de leurs éléments, les appellent à une vie sociale plus élevée ; cette vie doit se faire jour pour se développer, et c'est dans des manifestations de lutte qu'elle prend corps et se matérialise.

Et comme il ne suffit pas à ces organismes de créer une vie sociale qui nivelle les consciences et engendre l'action, ils se rapprochent et se mêlent à leur tour. Ce contact et ce mélange constituent un mouvement ouvrier en France dont on ne saurait nier l'importance.

Cette importance n'échappe pas à nos adversaires. Les dirigeants, effrayés d'un mouvement qui déborde, voudraient le tuer en lui attribuant la formation d'un complot contre la sûreté de l'Etat. En province, les ordres sont donnés pour chercher les traces d'une organisation, qui, de Paris, à leurs yeux, commande et dirige. Si des éléments étaient recueillis, on instruirait contre les militants, et on espère que le mouvement, décapité, serait mort pour longtemps.

Les gouvernants, qui croient que le mouvement ouvrier s'exerce en vertu de formules et de résolutions, se trompent lourdement. La vie ouvrière est trop complexe dans ses manifestations de détail, mais dont la conception et l'esprit sont cependant communs, pour se prêter aux inepties des dirigeants. Et ce qui amène ces derniers à croire à un organisme rigoureux, automatique et directeur, c'est l'effroi que leur cause une cessation générale du travail. Ils escomptent une lutte gigantesque, et connaissant l'esprit révolutionnaire qui l'animerait, ils sont décidés à prendre les devants en arrêtant tout.

C'est en prévision de cette éventualité qu'un plan de mobilisation a été établi au Ministère de la Guerre. En cas de

grève générale, porte ce plan, tel officier d'Epinal devra se rendre au Creusot, etc...

Et voilà que, alors que les capitalistes s'arment en vue de cette échéance, des citoyens estiment que la grève générale est utopique !

Je ne puis mieux faire que de me placer derrière cette définition si nette et si claire, que contient une communication du syndicat des maçons de Reims, parue dans la *Voix du Peuple*, organe de la *Confédération générale du travail*, du 8 mai. Rendant compte d'une causerie, il est dit : « Passant en revue les questions portées à l'ordre du jour du Congrès de Vichy, Guyot explique que la grève générale ne peut être que la Révolution elle-même, car, comprise autrement, elle ne serait qu'une nouvelle duperie. Des grèves générales corporatives ou régionales la précèderont et la prépareront. »

On ne peut mieux dire et, entre gens qui veulent comprendre, cette définition devrait suffire.

Dans les milieux ouvriers, c'est ainsi qu'on présente la grève générale. Certes, il a été un temps où on la montrait sous un autre aspect, où on lui donnait un caractère différend, mais il faut convenir que rien ne fut tenté, en se prêtant à une discussion sans réserve, pour préciser cette idée. De plus, la conscience ouvrière était loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui ; et puis, c'était plutôt la définition d'une idée théorique résumant des aspirations, qu'une interprétation de faits telle qu'on l'envisage actuellement.

La grève générale est le refus des producteurs de travailler pour procurer jouissance et satisfaction aux non-producteurs ; elle est l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale ; elle est l'aboutissant logique de l'action constante du prolétariat en mal d'émancipation ; elle est la multiplication des luttes soute-

nues contre le patronat. Elle implique comme acte final un sens très développé de la lutte et une pratique supérieure de l'action. Elle est une étape de l'évolution marquée et précipitée par des soubresauts, qui, comme le dit Guyot dans l'ordre du jour plus haut rapporté, seront des grèves générales corporatives.

Ces dernières constituent la gymnastique nécessaire, de même que les grandes manœuvres sont la gymnastique de la guerre.

On n'attend pas de moi l'explication détaillée du mouvement final, pas plus que des actions généralisées des corporations, que, pour l'instant, je ne puis prévoir. Je ne veux nullement jouer au prophète, en traçant un plan qui assignerait à chaque homme la place qu'il devra occuper. Que du haut d'un septième ciel, on s'amuse à poser des jalons sur une carte représentant le monde social, voilà qui n'est pas de mon goût.

Tout mouvement révolutionnaire n'a donné que ce que la classe opprimée du moment concevait, et a sû prendre. La révolution, entrevue par tous, et que le monde ouvrier appelle grève générale, sera elle aussi, ce que le travailleur l'aura conçue et saura la créer. L'action se déroulera selon le degré de conscience de l'ouvrier, et selon l'expérience et le sens de la lutte qu'il se sera donnés.

Comme cette action devra s'exercer contre des forces multiples et variées, comme elle devra réagir contre des courants divers, ce ne seront pas des décisions uniformes et étroites qui seront applicables. Il appartiendra au travailleur d'adapter au milieu d'alors et aux éléments contraires les armes que les circonstances mettront à sa portée.

La grève générale, dans son expression dernière, n'est pas pour les milieux ouvriers le simple arrêt des bras ; elle est la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations, en l'espèce les syndicats, au profit de

tous. Cette grève générale, ou révolution, sera violente ou pacifique selon les résistances à vaincre. Elle sera la totalisation des efforts des producteurs sous l'impulsion des groupements ouvriers.

Mais nous n'entendons pas fixer le jour ni l'époque qui mettra aux prises salariés et salariants. Il n'appartient à nulle force humaine de l'indiquer.

Le mouvement naîtra des circonstances, d'une mentalité ouvrière plus élevée, à la hauteur des événements qui porteront en eux-mêmes les éléments de généralisation.

Les éléments de généralisation se définissent par le rôle joué dans la production par telle ou telle industrie, entraînant la mise en action d'une autre industrie, dont les effets iront se répercutant sur d'autres branches de l'activité humaine.

On objectera que tout cela ne dénote pas un degré supérieur d'organisation, qu'il n'est pas possible de mettre en mouvement au même jour la classe ouvrière en totalité. Je répondrai d'abord que nous ne prétendons nullement qu'un point de départ peut ne pas être commun à tous les travailleurs ; nous ne disons pas que cela ne peut se produire. Nous nous inspirons des contingences sociales et nous disons que la conquête légalitaire du pouvoir ne saurait impliquer, pour ceux qui s'hypnotisent devant elle, l'entrée totale d'élus ouvriers au Parlement. Ceux-là disent que la majorité suffira pour transformer l'état social. La conquête révolutionnaire du pouvoir ne saurait non plus être l'acte unanime du pays. De part et d'autre, il y aura des gens entraînés malgré eux et subissant le résultat de cette conquête. Et j'espère bien que les uns et les autres raisonnent ainsi, car autrement ils pourraient attendre l'an 50.000.

Il nous est donc permis de dire que les travailleurs organisés de certaines industries s'agiteront sous l'empire de

préoccupations données, obligeant d'autres corporations à les suivre.

La révolution, quel que soit son stimulant, ne saura être acceptée par tous. Une minorité, que nos efforts incessants de propagande et d'action tendent à grossir, suscitera le mouvement révolutionnaire dont la nécessité apparaît à chacun.

Une plus forte éducation sociale, une grande expérience dans la lutte, une profonde connaissance du milieu social sont autant de conditions nécessaires. Pour les acquérir, l'action s'impose. Par l'étude des conditions du travail, l'ouvrier apprend à connaître le milieu qui l'asservit ; par l'effort en vue de les améliorer, il prend un contact direct avec les forces qui le dominent et il éprouve leur degré de résistance. Ainsi, son esprit d'observation et d'examen s'affine ; il se donne les éléments indispensables pour se diriger lui-même ; il contribue à donner à l'action du monde ouvrier une place et une autorité.

Chacun reconnaît l'urgence pour le prolétaire de travailler à accroître ses moyens d'existence, ce qui augmente d'autant sa force de combativité et son avidité pour plus de réformes. En se groupant l'ouvrier exerce un effort, et c'est dans la pratique de cet effort qu'il parvient à l'intensifier. Et c'est par cette intensité, suscitant une croissance de vie, que la classe ouvrière se libérera du monde capitaliste.

Le but du travailleur est son émancipation, l'outil est le groupement, le moyen est la lutte. L'action ouvrière se donne comme but l'émancipation ouvrière ; elle se donne comme outil le syndicat, et comme moyen la grève, qui est la lutte portée à son maximum d'acuité. De là, le recours, pour un résultat matériel et moral, à la grève. Et s'il a été un temps où la grève, pour certains, était condamnable, parce qu'elle détournait, à leurs yeux, l'attention de l'ouvrier de l'idée de grève générale, il n'en est pas de même aujourd'hui. Alors

que l'on opposait la grève, manifestation de l'atelier et de l'usine, à la grève générale, manifestation de la vie sociale, à présent on considère que l'une et l'autre procèdent du même esprit : la résistance et l'obtention de reformes. La grève générale est le complément amplifié du désir prolétarien pour plus de mieux-être. On ne songe donc pas à les opposer l'une à l'autre. Toutes deux sont maniées par l'ouvrier pour les mêmes fins : l'émancipation des travailleurs.

Cela est si bien compris, qu'aux luttes particulières tendent à succéder des luttes à caractère généralisé. Dès qu'une maison est en grève, immédiatement l'objectif est d'étendre cette grève aux autres maisons. Il est arrivé que la vie de toute une ville était arrêtée, non pas seulement parce que l'esprit de solidarité s'est développé, mais parce que la connexité des corporations éclate plus nettement, ce qui crée la communauté d'efforts dans la résistance.

Ces dernières années, il nous a été donné de voir des mouvements passer par ces différentes phases. Marseille, en particulier, a été le théâtre d'événements de cette nature.

A côté de la grève générale localisée, il y a la grève générale corporative. Celle-là a pour objet la conquête d'une réforme précise. Les reformes à obtenir sont d'ordre différent. Tantôt la classe ouvrière peut se dresser pour imposer au patronat telle ou telle revendication, tantôt elle peut se lever pour exiger des dirigeants telle ou telle reforme. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est le travailleur accomplissant lui-même son effort pour son avantage propre. C'est l'application de la maxime de l'Internationale : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

La grève nationale corporative des mineurs en octobre 1902 prouve que cette forme de mouvement est possible. Il est inutile d'indiquer les raisons qui amenèrent son insuccès. Elles ne sont pas dûes à la forme de la lutte.

Les Belges, par deux fois, ont utilisé la grève générale

pour l'obtention du suffrage universel, et malgré l'insuccès de la deuxième que j'ai analysé ailleurs en son temps, ils paraissent décidés à l'employer une fois de plus.

Les Suédois, à qui elle a déjà si bien réussi, se préparent à une nouvelle mise en mouvement.

Les Hongrois, récemment, malgré la propagande hostile à l'idée de grève générale, y ont eu recours, et c'est parce qu'elle a été exercée par des gens qu'une éducation n'avait pas préparés, que le mouvement a avorté. Et si elle eut duré deux jours de plus, la grève s'étendait à tout le pays. Mais telle quelle, elle n'en contient pas moins un profond enseignement.

On peut répondre, en effet, que les résultats apportés par ces mouvements ne sont pas des plus probants. A côté des satisfactions enregistrées, les déboires n'ont pas manqué, admettons-le. Mais pourquoi les Belges et les Suédois, qui ne s'en sont jamais déclarés partisans, sont-ils disposés à renouveler la grève générale ? Sans doute, parce qu'elle constitue pour eux un excellent moyen d'action !

Il y a lieu d'ajouter que la conquête électorale du pouvoir a donné bien des déceptions. Tel siège emporté était perdu peu après, et alors, s'il est vrai que les insuccès doivent faire condamner la forme d'action employée, que doit-il rester du suffrage universel ? Il m'apparaît clairement qu'il devrait être relégué au magasin des accessoires.

Et si des citoyens sont logiques en ne condamnant pas tel moyen d'action dont les défaites ne se comptent plus, pourquoi condamnent-ils tel autre moyen qui n'a pas à son actif plus d'insuccès ?

A tout homme qui s'intéresse au mouvement social et surtout à celui qui y prend part, il est impossible de fermer les yeux à l'évidence.

Le mouvement ouvrier existe. Les manifestations de grève généralisée à caractère strictement prolétarien en sont

les produits naturels. En nier l'importance et la signification serait inexplicable de la part de citoyens dont l'unique préoccupation doit être, non pas de vouloir créer les événements selon leurs idées établies, mais de les interpréter pour tirer d'eux le maximum d'avantages pour les travailleurs.

Tous ceux qui n'obéissent pas à cette règle ne sauraient prétendre jouer un rôle dans le monde ouvrier, car celui-ci passerait au-dessus d'eux. Son ascension logique vers des conditions meilleures de vie, se poursuivrait sans se soucier de leurs gestes désespérés.

II

Emile Pouget

Secrétaire de rédaction de « La Voix du Peuple »

Il me paraît ne pouvoir mieux contribuer à l'enquête ouverte par le *Mouvement Socialiste* sur l'idée de grève générale qu'en recherchant sa genèse et notant rapidement son processus historique.

La constatation que cette idée n'est pas aussi nouvellement apparue qu'on l'imagine trop, aidera à faire tomber, ou tout au moins à atténuer, bien des préventions contre elle. D'autant, qu'à cette constatation s'en ajoute une autre dont la valeur est indéniable : à savoir que l'idée de grève générale surgit, logiquement et fatalement, quand la classe ouvrière délaisse l'illusion politique pour concentrer ses efforts d'organisation, de lutte et de révolte sur le terrain économique.

I. *La genèse de la grève générale.* — L'idée de grève générale n'a pas de blason idéologique. Elle vient du peuple et ne peut prétendre à une « noble » origine. Ni sociologues, ni philosophes n'ont daigné élucubrer sur son compte, analyser ses formules, doser sa théorie.

Cette origine « vulgaire » explique — en partie — le discrédit dont jouit, dans certains milieux où on se targue plus ou moins d'intellectualisme, l'idée de grève générale : elle y est en dédain et on l'y considère comme étant une expression confuse et sans consistance, émergée des masses en fermentation... et, par cela même, vouée à une disparition prochaine.

Nul grand nom ne s'étant fait le thuriféraire de la grève

générale, on lui refuse tout crédit. Si cette attitude dédaigneuse envers la grève générale était particulière à la bourgeoisie, il n'y aurait pas lieu d'en faire cas. Malheureusement, ses détracteurs sont légion dans l'élite socialiste.

Cette prévention est inexplicable. Il semble qu'on devrait donner toute son attention aux tactiques qui s'élaborent au profond des masses populaires ; il semble qu'il ne peut être de meilleur enseignement, de plus utile école de révolution que cette étude de la vie. En effet, quand le peuple ne se laisse pas dériver de sa route par des « directeurs de conscience », il est rare que son bon sens ne lui suggère la meilleure orientation.

Dans le plan politique, tant d'appétits et tant d'ambitions s'enchevêtrent, que cette clairvoyance, atrophiée par les intrigues et les compétitions de tout ordre, ne peut se manifester.

Il en va autrement dans le plan économique. Là, le salarié et l'employeur se trouvent en contact d'opposition ; leurs intérêts sont adverses et nulle manœuvre n'en peut obscurcir l'antagonisme. D'ailleurs, du côté des travailleurs, les compétitions y sont d'autant moins sensibles qu'il n'y a que des ennuis à recueillir et non des prébendes.

Donc, sur le terrain économique, moins propice que tout autre à l'épanouissement des tendances déviatrices, la germination des tactiques et des aspirations des masses ouvrières s'effectue sans qu'elle ait trop à redouter l'entrave des ambitieux et des théoriciens, dogmatisant les uns sous la poussée d'appétits, les autres au nom de formules abstraites.

Le moyen de lutte logique qui, dans le milieu économique, s'indique tout d'abord, c'est la grève, c'est-à-dire le refus de travail, — le refus, au moins momentané, d'enrichir le patron à des conditions trop draconniennes. Puis, par voie de conséquence, comme corollaire du grandissement de l'orga-

nisation ouvrière, naît et se précise l'idée de généraliser le mouvement de cessation de travail.

II. *La grève générale dans l'Internationale.* — L'*Association internationale des Travailleurs* fut, à la fin du second Empire, l'expression des revendications économiques de la classe ouvrière. Aussi, très rapidement elle fut amenée, sous la poussée logique de la lutte sociale, à envisager l'éventualité de la grève générale. Dès ses premiers congrès — dès 1866, — la question des grèves partielles se posa et l'utilité de leur généralisation fut examinée.

Au Congrès de Bruxelles, en 1868, il était déclaré « que la grève n'est pas un moyen d'affranchir complètement les travailleurs, mais qu'elle est souvent une nécessité dans la situation actuelle » ; puis, on envisagea l'éventualité d'une grève universelle, et il fut posé comme principe que « le corps social ne saurait vivre, si la production est arrêtée pendant un certain temps ; qu'il suffirait donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques. »

Peu après, en mars 1869, le journal l'*Internationale*, qui se publiait à Bruxelles, disait :

> Lorsque les grèves s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale ; et une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui, ne peut qu'aboutir à un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société.

Ainsi, au sein de l'*Internationale*, se manifestait le phénomène signalé plus haut : le groupement économique des travailleurs favorisait l'éclosion de l'idée de grève générale, à laquelle était attribué son but précis et définitif : l'expropriation capitaliste. Mais, les événements de 1870 et de 1871, et l'affaiblissement de l'*Internationale*, allaient détourner la classe ouvrière de cet objectif et donner une orientation plus politicienne au mouvement social.

Cependant, en 1873, le Congrès de la Section belge, qui se tint à Anvers, notifiait aux Fédérations de « tout préparer « pour la grève universelle, en renonçant aux grèves par- « tielles, sauf dans le cas de légitime défense. »

Quelques semaines après, en septembre 1873, sur la proposition de la Belgique qui en avait demandé la mise à l'ordre du jour, la question de la grève générale était discutée au Congrès général de l'*Internationale* qui se tint à Genève. Entre autres délégués à ce Congrès, se peuvent citer les citoyens Andrea Costa et Paul Brousse.

La grève générale fut discutée en séance secrète (1) et les conceptions et objections qui se firent jour à l'époque, ne diffèrent guère de celles qui ont cours aujourd'hui. Certains considéraient la grève générale comme étant l'équivalent de la révolution sociale et devant avoir pour corollaire l'expropriation capitaliste ; d'autres, au contraire, — et de ceux-là étaient les Américains, — ne la tenaient que pour un mouvement d'agitation en vue de l'obtention de réformes.

Dans le rapport adressé par le conseil fédéral de l'Amérique du Nord il était dit :

... Si les travailleurs, affiliés à l'*Association* venaient à fixer un certain jour pour la *grève générale*, non seulement pour obtenir une réduction d'heures et une diminution de salaires, mais pour trouver le moyen de vivre dans des ateliers coopératifs, par groupes et par colonies, nous ne pourrions nous empêcher de... leur prêter une aide morale et matérielle.

L'opinion émise ci-dessus est celle de la grève générale à but réformiste, et c'est à un mouvement de cette catégorie que se décidaient les travailleurs des Etats-Unis pour, en 1886, conquérir la *journée de huit heures*.

Pour ce qui est du Congrès de Genève, afin de ne pas

(1) Le procès verbal de cette importante séance existe et il est à souhaiter qu'il soit publié.

donner prise à une recrudescence de répression, c'est par la résolution ci-dessous, — qui ne reflète nullement les idées discutées à la séance secrète, — qu'il clôtura le débat sur la grève générale :

Le Congrès, considérant que dans l'état actuel de l'*Internationale*, il ne peut être donné à la question de la grève générale une solution complète, *recommande aux travailleurs, d'une façon pressante, l'organisation internationale des corps de métier*, ainsi qu'une active propagande socialiste.

La recommandation formulée dans cette résolution, visant la constitution de groupements corporatifs internationaux, est l'indicatien nette de la pensée des internationalistes : ils comprenaient que la grève générale resterait une abstraction sans valeur révolutionnaire, tant que la classe ouvrière n'aurait pas créé une solide organisation économique.

Cette recommandation peut être tenue pour la pensée testamentaire de *l'Internationale* ; désormais, la grande Association, déjà scindée en deux après le Congrès de la Haye en 1872, allait décliner pour, après deux autres congrès, faire place à d'autres modes de groupement.

Les théories social-démocrates allaient, pour un temps, acquérir la prédominance ; l'orientation économique allait être délaissée au profit des agitations parlementaires et, conséquence inéluctable, l'idée de grève générale allait tomber dans l'oubli.

Ainsi est-il souvent des idées nouvelles : une génération les élabore, puis, sous la pression des persécutions bourgeoises, ou d'autres causes déprimantes, elles s'effacent des mémoires humaines et ne sont pas transmises à la jeune génération ; celle-ci, dans l'ignorance du travail accompli, est obligée de recommencer au point de départ l'élaboration des idées oubliées.

C'est ce qui s'est produit pour la grève générale.

III. *Renaissance de l'idée de grève générale.* — Elle reparut aux États-Unis, — et ce, quand dans ce pays se fut constituée, sur le terrain économique, une puissante fédération de syndicats. Elle reparut, avec l'esprit que notait au Congrès de Genève, en 1873, le Conseil Fédéral de *l'Internationale* pour l'Amérique du Nord : la grève générale n'était considérée que sous son aspect réformiste, — un moyen d'action pour conquérir une amélioration partielle.

La plate-forme de ce premier mouvement de grève générale fut la conquête de la journée de huit heures. Il est inutile d'observer que ce ne fut pas par un recours à l'intervention législative, mais simplement par une vigoureuse *action directe* contre les patrons, par une levée en masse des travailleurs à une date fixée à l'avance, — que les Américains tentèrent d'arracher (et arrachèrent en partie) aux exploiteurs, cette réduction de la durée du travail.

L'initiative de ce mouvement fut prise par la Fédération des chambres syndicales qui, dans son Congrès, en novembre 1885, choisit le Premier Mai 1886 pour une action d'ensemble : il fut convenu de cesser le travail à cette date, jusqu'à obtention de la réduction à huit heures de la journée de travail.

Ainsi, il apparaît que les internationalistes de Genève étaient clairvoyants quand ils préconisaient l'organisation syndicale comme étant le terroir nécessaire pour la floraison de l'idée de grève générale.

La gigantesque agitation américaine pour les Huit Heures, fut réellement la conséquence d'une forte organisation économique et elle ne fut appuyée que par les groupements mettant au premier plan les préoccupations économiques. En effet, ce fut en rechignant, et la main forcée, que les *Chevaliers du Travail* participèrent à l'agitation. Au contraire, le jeune parti anarchiste, qui avait son foyer d'action à Chicago, se jeta dans la mêlée avec ardeur, tandis que le

parti socialiste, imprégné des théories européennes, laissait faire l'agitation sans presque y participer.

IV. *La grève générale en France.* — Des Etats-Unis, l'idée de grève générale, — fécondée par le sang des anarchistes pendus à Chicago, à la suite des manifestations du Premier Mai 1886, — s'importa en France.

Ici, il fut comme aux Etats-Unis : l'idée de grève générale, considérée comme « peu scientifique », laissa froids les théoriciens, tant socialistes qu'anarchistes, et séduisit seulement les travailleurs et les militants qui prenaient davantage leurs inspirations dans les faits sociaux que dans les livres.

Le compagnon Tortelier, un des militants de la première heure du syndicat des menuisiers, orateur à la parole chaude et frustre, fut un des premiers, à Paris, à propager l'idée de grève générale, dans son intégrale conception révolutionnaire. Délégué au Congrès ouvrier international qui se tint à Londres, en novembre 1888, il y développa — sans grand écho — l'idée nouvelle.

En cette même fin d'année, à Bordeaux, se tint un Congrès national des syndicats, et la grève générale y fut préconisée et adoptée. Ce congrès fut organisé par la *Fédération des syndicats* qui, quelques années plus tard, allait se poser en adversaire de la grève générale et disparaître peu à peu après la scission du Congrès de Nantes, en 1894.

Cette Fédération était imprégnée de l'esprit du « Parti Ouvrier Français » ; aussi, la résolution grève-généraliste adoptée à ce Congrès a été souvent rappelée aux socialistes qui n'appartenaient à cette fraction. La voici :

Considérant :

Que la monopolisation des instruments et des capitaux entre les mains patronales donne aux patrons une puissance qui diminue d'autant celle que la grève partielle mettait entre les mains des ouvriers ;

Que le capital n'est rien s'il n'est mis en mouvement ;

Qu'alors, en refusant le travail, les ouvriers anéantiraient d'un seul coup la puissance de leurs maîtres ;

Considérant :

Que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation ;

Le Congrès déclare :

Que seule la grève générale, c'est à-dire la cessation complète de tout travail, ou la Révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation.

Il est à noter qu'à ce Congrès — où pourtant la pensée du « Parti ouvrier Français » dominait les débats, — une motion fut votée, « invitant les syndicats constitués, ou en « voie de se constituer, à ne s'inféoder à aucun parti politi- « que, quel qu'il soit, seul moyen de rallier l'unanimité de « la corporation. »

Ainsi, tandis que ce Congrès se prononçait pour le moyen d'action essentiellement économique qu'est la grève générale, il mettait en garde les travailleurs contre les dangers de l'inféodation politique.

Ne peut-on inférer de ces deux votes caractéristiques que si les socialistes du « Parti ouvrier Français » ne se fussent pas éloignés de l'orientation qu'indiquait ce Congrès, ils eussent été les bons ouvriers de la forte organisation syndicaliste ? Organisation purement économique, qui mit six ans à émerger au-dessus des luttes intestines entre groupements aux tendances divergentes, — et qui ne fut un fait accompli que lorsque la scission de Nantes, en 1894, eût préparé la naissance de la *Confédération Générale du Travail*, à Limoges, en 1895.

Il n'en fût pas ainsi ! Les propagandistes du « Parti Ouvrier Français » réprouvèrent vite l'idée de grève générale. Cependant, avant d'en venir à la condamner catégoriquement, ils s'arrêtèrent à une théorie intermédiaire, la grève générale *par industrie*.

En mai 1890, à Jolimont, en Belgique, se tint un Congrès

international des mineurs où, sur la proposition du citoyen Keir Hardie, fut adopté « le principe de la grève générale « pour assurer le triomphe de la journée de huit heures... » Au Congrès suivant, décidé pour 1891, devait être fixée la date de ce mouvement général dans tous les charbonnages d'Europe.

Quelques mois après, en octobre 1890, au Congrès du « Parti ouvrier Français » tenu à Lille, la résolution ci-après était adoptée :

Considérant que la grève générale proprement dite, c'est-à-dire le refus concerté et simultané du travail par tous les travailleurs... suppose et exige pour aboutir un état d'esprit socialiste et d'organisation ouvrière auquel n'est pas arrivé le prolétariat... ; que la seule grève qui, dans ces conditions, ne soit pas illusoire ou prématurée est celle des mineurs de tous les pays... le Congrès décide :... d'appuyer la grève internationale des mineurs, au cas où elle serait votée.

Comment le « Parti Ouvrier » qui, au Congrès de Bordeaux, s'était prononcé pour la grève générale révolutionnaire et, au Congrès de Lille pour la grève générale par professions, en vint-il à se faire un systématique adversaire de ce moyen d'action révolutionnaire ?

Observons seulement que la théorie du « Parti ouvrier Français », mettant en première ligne la conquête du pouvoir politique ne pouvait que difficilement s'accomoder de l'idée de grève générale, qui posait au premier plan l'action économique.

Outre ce motif, il en est un autre qui semble avoir influé sur lui : la conception *pacifiste* de la grève générale qui, sous le bonasse vocable de *grève des bras croisés* fut un moment très en vogue, devait peu lui sourire.

Cette théorie était plus particulièrement propagée par des militants du P. O. S. R. ; ils considéraient la grève générale comme devant se borner à une suspension de tout travail, de tout transport d'objets ou de denrées de première

nécessité. Résultat rapide : affamement des capitalistes, c'est vrai ; mais aussi, et par ricochet, affamement des travailleurs. Il est vrai que, pour parer à ce dernier inconvénient, certains militants préconisaient la création de magasins de « réserve » pour parer à l'alimentation populaire, au cas de grève générale.

C'est sur ses conceptions — confuses parce qu'embryonnaires, — et que nul ne fait siennes aujourd'hui, que les détracteurs actuels de l'idée de grève générale se basent pour s'en proclamer adversaires. Ils seraient mieux avisés en recherchant d'autres arguments, car, en basant leurs critiques sur des billevesées désuettes, ils font preuve d'un regrettable manque de documentation, autant que d'esprit scientifique.

IV. *La grève générale devant les congrès corporatifs.* — Très rapidement, l'idée de grève générale chemina et se répandit, principalement au sein des organisations corporatives.

En 1892, le Congrès des Bourses du travail qui se tint à Tours, et celui des syndicats qui se tint à Marseille adoptèrent le principe de la grève générale. A Marseille, le citoyen Briand fut le champion de l'idée nouvelle. L'année suivante, au Congrès corporatif qui se tint à Paris, la grève générale fut discutée encore et approuvée avec enthousiasme.

Malgré cela, sa conception manquait de précision : elle séduisait les militants, par sa puissance, attractive et rayonnante, qui fait d'elle un merveilleux ferment d'agitation ; on aimait sa force génératrice de solidarité.

Mais confuse encore la définition qu'on en donnait. Beaucoup ne voyaient dans la grève générale qu'un efficace moyen de réaliser des améliorations de détail ; moins nombreux étaient ceux qui attendaient d'elle ce dont elle est l'expression, — c'est-à-dire la révolution sociale.

Ce vague et cette imprécision des formules grève-généralistes s'expliquait d'ailleurs par un manque de sufisante propagande. On put le constater au Congrès corporatif, qui se tint à Paris, en 1893. C'était au lendemain de la fermeture de la Bourse du travail ; l'exaltation et l'esprit combattifs étaient si grands que la discussion s'en ressentit.

La grande majorité des délégués se prononça pour la grève générale, considérée comme succédané de l'expression « Révolution sociale ». Mais, malgré cela, ses partisans ne donnèrent pas l'impression d'une imposante unité de vues. Une proposition fut formulée, — et qui fut repoussée, — de décréter la grève générale immédiatement.

La commission qui eut mandat de présenter un rapport sur la question, s'exprimait ainsi :

La déclaration d'une grève générale est grave ; pour réussir, il ne suffit pas que tous acceptent l'idée. Une majorité suffit. Quelquefois même une corporation ou deux, comme celle des mineurs ou des employés de chemin de fer, si la traction est du mouvement.

Quinze jours d'arrêt dans ces deux corporations, ou même parmi les mineurs seulement, et toute la vapeur s'arrête...

On peut faire observer qu'après la réussite, le mouvement pourra être recommencé pour une autre partie. Il y a dans cette objection un défaut : qui sait où peut s'arrêter une grève générale ?

On nous dit qu'il n'y a rien de plus facile à faire : il suffit de rester une semaine les bras croisés et nos exploiteurs seront bien forcés de mourir de faim, — mais on ne nous dit pas comment nous ferons nous-mêmes pour manger.

Il faudra donc que nous nous emparions des boulangeries et des boucheries, et que nous assurions la vie de tous ceux qui produisent.

Si on ne fait pas ainsi, la grève générale n'est pas possible : si on va jusque-là, pourquoi ne pas aller plus loin ?

..... Sachons où nous voulons aller et, quand nous le saurons, si nous commençons, allons jusqu'au bout. La grève générale des métiers, c'est la Révolution sociale. Etes-vous prêts à la faire ?

..... Deux cas spéciaux peuvent entraîner la grève générale des métiers. Le premier, c'est pour l'émancipation complète des

travailleurs en abolissant le salariat. Le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas, elle ne peut être qu'internationale.....

Pour sanctionner ce rapport, une commission de neuf membres fut nommée. Elle reçut le mandat d'étudier et de propager l'idée de grève générale. Elle prit le titre de *Commission* D'ORGANISATION *de la grève générale*, sans apercevoir l'inconséquence d'un telle appellation : il est logique qu'on « prépare » la grève générale et très prétentieux de prétendre l' « organiser ».

Cette Commission s'est, avec les modifications qu'indiqua l'expérience, continuée depuis lors, sous le titre mieux approprié de *Comité de propagande de la grève générale*.

Ce prétentieux qualificatif : « *Commission* D'ORGANISATION » servit les adversaires de la grève générale. Ils eurent l'argumentation facile pour démontrer la naïveté d'un tel titre ; ils objectèrent, avec beaucoup de raison, qu'on peut espérer « faire » la grève générale, mais non « l'organiser » à l'avance.

Ce fut d'ailleurs une des thèses soutenues au Congrès des Syndicats, à Nantes, en 1894, par les dissidents du « Parti Ouvrier Français » qui se retirèrent du Congrès « afin, » disaient-ils, « d'en finir une bonne foi avec cette utopie, ce brandon de discorde de la grève générale. »

La question de la grève générale domina tout ce Congrès ; suivant qu'elle allait être repoussée ou acceptée l'orientation des Syndicats se faisait avec prédominance des préoccupations parlementaires, ou avec prédominance des préoccupations économiques. La discussion dura trois jours pleins et, du consentement du Congrès, elle finit par se circonscrire entre Raymond Lavigne, contre la grève générale, et A. Briand, pour.

Ce dernier montra les travailleurs acculés à « l'action de la rue », devenue impossible grâce aux perfectionnements

introduits dans l'armement militaire ; de sorte qu'il ne leur restera plus qu'à diminuer la force du pouvoir en généralisant les foyers de révolution, — résultat que paraît seule susceptible de produire la grève générale.

On passa au vote et 65 voix se prononcèrent pour la grève générale et 37 contre.

Il est nécessaire d'observer que la discussion porta sur la grève générale, considérée comme équivalent de la Révolution sociale. Outre cette observation, il est aussi utile de noter que ce vote, qui aiguillait définitivement les organisations syndicales dans la voie économique fut émis au plus fort de la répression anarchiste de 1894. C'est la meilleure preuve de l'importance de ce courant.

Depuis lors, pas un congrès corporatif ne s'est clôturé sans qu un vote ne vienne affirmer le principe de la grève générale. En 1897, au Congrès de Toulouse, une motion fut adoptée stipulant que « la grève générale est synonyme de révolution ».

Au Congrès de Paris, en 1900, un large débat s'ouvrit sur la question et il suffira, pour en indiquer l'ampleur et la portée, de quelques citations :

Si vous voulez la grève générale, disait un délégué, il faut que vous ayez réfléchi à l'au-delà de votre action immédiate et actuelle, que vous ayez convenu quel sera le rôle de votre corporation dans la société au jour de la victoire ? Il faut que, par exemple, les ouvriers boulangers sachent, dans leur région respective, les besoins de la consommation, les moyens de production, etc...

Un autre délégué s'exprimait comme suit :

Lorsque nous déclarerons la grève générale, il faudra que nous ayons le courage de descendre dans la rue. La grève générale ne sera pas la grève de la lâcheté ouvrière... elle sera la grève de toutes les énergies, la conquête de tous les moyens de production...

Un autre expliquait :

Si nous faisons la grève générale, c'est pour nous emparer des

moyens de production, pour déposséder les possédants actuels qui, certainement, ne se laisseront pas faire facilement ; il est nécessaire que cette grève générale revête un caractère révolutionnaire, que d'ailleurs les événements dicteront eux-mêmes...

Et ce dernier délégué ajoutait avec raison :

De la conception d'une grève générale ainsi comprise à une grève générale de la corporation, il y a un abîme.

Les citations ci-dessus, nettes et typiques, qu'il serait d'ailleurs facile d'allonger et de multiplier, sont l'expression de l'opinion dominant au Congrès.

S'il pouvait, précédemment, exister encore un léger doute sur la conception que les organisations ouvrières se font de la grève générale, ce n'était plus possible : ces citations ont fait la pleine lumière, — elles ont éliminé toute possibilité d'équivoque, en indiquant, avec une brutale précision, que la grève générale doit être révolutionnaire et expropriatrice.

Les Congrès qui ont suivi (Lyon, 1901, et Montpellier, 1902) n'ont fait que confirmer la manière de voir exprimée au Congrès de Paris.

VI. *Le Comité de la grève générale.* — Ce serait sortir du cadre de cette étude que d'analyser l'œuvre propagandiste du *Comité de la grève générale*, de même que de vouloir indiquer ses successives modifications. Actuellement, il est formé d'un certain nombre de délégués au Comité Confédéral. Sa mission pratique est d'entrer en relations avec les *sous-comités* de la grève générale existant dans de nombreuses villes et qui sont constitués à raison d'un délégué par syndicat adhérant au principe de la grève générale. Sa propagande se concrète en des réunions, en des manifestes inspirés par les événements, en des brochures, etc.

Au nombre des publications du Comité, il en est une : *Grève générale réformiste et Grève générale révolutionnaire*, à laquelle j'emprunte quelques extraits, dont la précision m'évitera des redites théoriques :

Dans les circonstances actuelles, y est-il dit, si l'on se borne à limiter les hypothèses aux possibilités réalisables dans le milieu présent, la grève générale révolutionnaire apparaît comme **l'unique** et **seul efficace** moyen pour la classe ouvrière de s'émanciper intégralement du joug capitaliste et gouvernemental.

La grève générale, même restreinte à la conquête d'améliorations de détail est, pour les travailleurs — parce qu'elle est une **arme économique** — autrement féconde en heureux résultats que les efforts tentés, par les voies parlementaires, pour acculer les pouvoirs publics à une intervention favorable aux exploités.

La grève générale — qu'elle ait le caractère *révolutionnaire* ou purement *réformiste* — est la conséquence de l'effort de **minorités conscientes** qui, par leur exemple, mettent en branle et entraînent les masses.

On trouvera plus loin les principaux passages de cette brochure, dont la portée n'échappera à personne.

J'arrête ce trop long exposé de la grève générale, — souhaitant que les documents dont j'ai tenu à l'accompagner éveillent la réflexion des militants que d'autres préoccupations ont jusqu'ici détourné de son examen.

L'heure n'est-elle pas propice ? Un peu partout s'indique un faiblissement électoral du socialisme politique : il y a eu des défaites législatives en Belgique et, en France, des municipalités ont fait retour aux bourgeois.

Cependant, les idées sociales sont en progrès certain, — en progrès aussi l'idée révolutionnaire. Une cause secondaire doit donc expliquer ce recul apparent.

Cette cause ne résiderait-elle pas dans le mécanisme même du suffrage universel qui entraîne à négliger la besogne éducative et d'éducation ouvrière, pour se trop limiter à rallier une majorité ?

N'en faudrait-il pas conclure que le suffrage universel n'a pas la valeur dynamique que certains lui ont attribuée et que rien de définitif ne peut être édifié sur le sable mouvant que constituent les masses électorales ?

Sur ces points, on peut différer d'appréciation... Mais il en est un sur lequel l'accord de tous est possible :

C'est de reconnaître que, sur le terrain économique, le bon grain germe toujours ; là, sur cette base stable, nulle déception n'est à redouter, — tout progrès acquis est définitif. Par conséquent, étant donné que la Révolution en gestation doit être sociale, c'est (sans préoccupations politiques d'aucune sorte) dans les milieux économiques, — et en acceptant les moyens d'action qui leur sont adequats, — que doit se préparer l'œuvre libératrice.

III

Comité de la Grève générale

Extraits de la brochure *Grève générale réformiste et Grève générale révolutionnaire.*

I

La Grève générale révclutionnaire.

(Reponse à Jaurès) (1).

Au fur et à mesure que le citoyen Jaurès se rapproche des hauteurs du Pouvoir, il perd contact avec la classe ouvrière et, fatalement, en méconnaît les tendances. C'est ainsi qu'il a été amené à critiquer l'idée de grève générale et, par l'abondance des arguments spécieux qu'il a accumulé, il s'est donné l'attitude d'être un de ses plus redoutables détracteurs.

Il fut un temps où Jaurès parlait autrement: Lors du Congrès de la salle Jappy (en décembre 1889), il se déclarait partisan de la grève générale. Etait-ce par simple nécessité politique? N'insistons pas! Et puisqu'aujourd'hui il se trouve amené à combattre ce moyen d'action, puisqu'il s'efforce à énerver la seule tactique révolutionnaire dont disposent les travailleurs, examinons ses arguments...

... En politicien qui ne voit que la surface du mouvement qu'il combat, Jaurès affirme que les partisans de la grève

(1) Voir *La Petite République*, août 1901.

générale *rusent avec la classe ouvrière* et lui présentent cette idée sous un jour faux, parce qu'ils supputent qu'un mouvement commencé avec une plateforme réformiste peut aboutir à une Révolution plus ou moins profonde.

Nous pourrions répondre à Jaurès qu'un parlementaire de son envergure est mal venu à parler de *ruse*. Que sont les campagnes électorales, avec les programmes édulcorés, les promesses fallacieuses, etc., sinon une *ruse*, — et des plus honteuses, — dont la classe ouvrière est victime ? Et n'est-ce pas encore de *ruses*, — le plus souvent malpropres, — qu'est tissée la vie parlementaire : *ruses*, tel projet de loi, tel ordre du jour ambigu, telle manœuvre antiministérielle ?

Mais, ne nous écartons pas de la discussion et voyons s'il est exact que les syndicalistes *rusent avec la classe ouvrière*:

Pour que Jaurès eut raison il lui faudrait démontrer que nous voilons une partie de notre programme, que nous avons deux doctrines, l'une ésotérique et l'autre exotérique.

Cela n'est pas, parce que nous ne sommes ni des mystiques, ni des conspirateurs. Nous disons toute notre pensée, nous n'en tenons aucune parcelle dans l'ombre, car, si nous sommes convaincus que la révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse et la plus consciente possible, afin que soient plus grandes les chances de succès...

... S'il nous est arrivé, — aux uns et aux autres, — d'être inférieurs à la tâche que nous nous sommes imposée, c'est que n'ayant presque tous fréquenté que les écoles primaires, nous ne sommes pas d'aussi subtils dialecticiens que l'universitaire Jaurès. Au surplus, Jaurès aurait pu s'éviter de nous prêter des moyens de vulgarisation que nous n'employons pas : il lui suffisait de compulser les travaux des Congrès corporatifs et les diverses publications ayant trait à la grève générale. Il aurait constaté que, toujours, est indiqué l'aboutissant logique de la Grève Générale : la prise de

possession de l'outillage social, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste...

... Certes, nous sommes à l'affût des événements et, toujours, nous tâchons de les orienter dans le sens de nos aspirations. Ainsi, il est hors de doute que s'il se produisait une grève ayant tendance à se généraliser, malgré que sa plateforme fut limitée à des revendications de détail, nous ferions effort pour donner à ce mouvement réformiste une allure révolutionnaire.

Il serait cependant excessif d'inférer de cette tactique, qui consiste à ne se désintéresser d'aucun mouvement, à saisir toutes les occasions d'action, que toutes nos visées se restreignent à préconiser de grandes grèves qui, engagées avec un programme concret, seraient ensuite « presque automatiquement » transformées au point de s'épanouir en communisme complet...

...Il nous reste à examiner les critiques que Jaurès formule sur la période active de la grève générale. Il veut bien reconnaître que « souvent, dans l'histoire, des événements, « d'abord restreints en apparence et inoffensifs, aboutissent « à de vastes conclusions imprévues ».

Le citoyen Jaurès pourrait même dire que *toujours* il en est ainsi, et il lui serait bien difficile de nous citer une seule révolution qui entre dans le cadre qu'il a défini et dont le développement mathématique ait été prévu et jalonné à l'avance.

Il y a une autre équivoque, sur laquelle nous ne saurions trop insister : Jaurès répète : « la révolution ne se décrète « pas, ne se fabrique pas ; aucun mécanisme de conflit ne « peut suppléer la préparation révolutionnaire des choses et « des esprits. »

Ce disant, il nous prête des intentions que démentent tous nos actes : jamais aucun propagandiste de la grève générale

n'a eu la prétention de « décréter » ou de « fabriquer » la révolution ; tous nos efforts se bornent à travailler, par une incessante propagande, à la préparation révolutionnaire des choses et des esprits.

Le citoyen Jaurès ne nous apprend rien quand il nous dit que la société bourgeoise se défendra. Et elle se défendra d'autant mieux, dit-il, que les sociétés de tir et de gymnastique, les habitudes de sport, etc.. ont rendu la grande et petite bourgeoisie capables d'une action physique vigoureuse !

Nous savons que la société bourgeoise se défendra. Nous savons qu'une classe n'abdique jamais ses privilèges et qu'il faut les lui arracher de haute lutte. Et c'est parce que nous savons cela que, dès aujourd'hui, dans le plus de cerveaux possibles, nous nous efforçons de semer la bonne graine, afin qu'au moment psychologique, à cette minorité de privilégiés disposés peut-être à faire de leur corps un rempart au vieux monde, nous puissions opposer une minorité bien supérieure en nombre et en vigueur.

Autant que Jaurès, nous sommes convaincus que si la grève générale se limitait à la suspension de la vie sociale, elle pourrait entraîner de grandes déceptions pour la classe ouvrière. Aussi, sera-t-il nécessaire de parer au plus vite à cette éventualité ; les travailleurs ne devront pas se borner à la grève des bras croisés, mais s'employer de suite à la mise en commun de l'outillage social...

... Une autre faiblesse de Jaurès est de n'entrevoir de la grève générale révolutionnaire que la partie négative : il suppose les ports obstrués, les voies ferrées détruites, les grandes villes et la capitale manquant d'approvisionnements et *quelques régions particulièrement ouvrières occupées souverainement par les travailleurs*.

Que va-t-il se passer dans ces régions où la révolution est triomphante ?...

...C'est aux groupements corporatifs, aux syndicats, qu'incombera la besogne de prise de possession des usines et ateliers ; c'est eux qui, dans chaque industrie, en se mettant en rapport avec leur fédération, règleront l'intensité de la production. Dans les bourses du travail, devenues les ganglions nerveux de la nouvelle organisation sociale, afflueront les demandes de produits qui seront ensuite transmises aux groupements intéressés. Quant à la circulation, elle sera assurée par la fédération des transports.

De suite, par le seul fait que les producteurs émancipés n'auront plus la corvée d'entretenir les privilégiés, leurs parasites et tous les employés qui surchargeaient la vieille société, se constatera un allègement considérable dont la première manifestation sera une diminution des heures de travail et aussi une plus grande quantité de produits à consommer...

...Il n'y a pas jusqu'aux petits boutiquiers, aux employés déclassés que la transformation aura rejetés dans la production réelle, qui n'aient tendance à se réjouir du changement : leurs facultés de consommation loin d'être réduites se trouvant augmentées, leurs appréhensions de mauvaises affaires, leur souci du lendemain ayant disparu, ils auraient vraiment mauvaise grâce à bouder à la révolution.

Quand aux campagnes, elles seraient tôt gagnées. La méfiance qu'ont les paysans pour les villes disparaîtrait sous le charme de l'afflux des produits manufacturés dont les approvisionneraient largement les centres industriels, ne leur demandant, en échange, qu'une partie des produits de la terre dont ils auraient en surabondance...

...Tandis que s'accomplirait « dans les régions particulièrement ouvrières occupées souverainement » par les travailleurs cette féconde prise de possession, que feraient les

grandes villes et la capitale que Jaurès suppose restées au pouvoir de la réaction ?

Pour la facilité de sa thèse, il prétend que le gouvernement capitaliste et propriétaire, manquant de la force armée nécessaire pour l'éparpiller avec chance de succès, sur tous les points où la grève aurait éclaté, ferait la part du feu et se bornerait, — soutenu par la puissance énorme que lui donnerait la volonté des représentants légaux de la nation, — à concentrer ses forces en quelques points pour tâcher de réoccuper petit à petit les régions abandonnées d'abord...

... Or, c'est justement, parce que les syndicalistes ont une perception nette du rôle de l'armée que, surtout en ces dernières années, s'est accentuée leur propagande aux soldats, afin de les mettre en 5arde contre les crimes qu'on leur commanderait. On serait mal venu de prétendre qu'en agissant ainsi les organisations syndicales délaissent leur tactique économique pour se remettre à patauger dans la politique. Il n'en est rien : leur mission économique consiste à défendre les travailleurs contre les exactions capitalistes, à vulgariser les notions de transformation sociale et préparer ainsi la société communiste. Par conséquent, il leur faut bien tenir compte des obstacles que la bourgeoisie oppose à leur expansion : on a entouré la classe ouvrière d'un cercle de baïonnettes et de Lebel et, en essayant de rendre ces baïonnettes et ces fusils conscients, afin que les crosses se dressent en l'air, au moment psychologique, les militants restent sur le solide terrain économique.

Les préoccupations politiques qui dominent Jaurès l'empêchent de saisir la puissance de la révolution décentralisée que sera la grève générale...

... Cette dispersion des foyers révolutionnaires, que Jaurès considère comme un morcellement, est justement ce qui rendra la grève générale invincible : le sort de la révolution ne se décidera pas à Paris ; c'est la France entière qui

sera le champ de bataille du prolétariat contre la bourgeoisie. Or, que pourront faire les capitalistes pour tenir tête à pareil soulèvement ? Eussent-ils l'armée à leur disposition, qu'il leur serait matériellement impossible d'écraser semblable mouvement ; à plus forte raison seront-ils impuissants si l'armée leur manque...

... La conclusion que donne Jaurès est celle que faisait prévoir son obsession politique : la méthode souveraine pour la classe ouvrière est de conquérir légalement la majorité.

Or, supposons que, par l'élection, le prolétariat réalise ce tour de force : envoyer au Parlement une majorité qui, à coups de lois, démolisse l'ordre bourgeois et nous fasse voguer, toutes voiles dehors, vers le communisme.

Jaurès pense-t-il que les bourgeois, qu'il nous dit entraînés par les sports, accepteront bénévolement cette dépossession légale ? Au contraire, n'est-il pas probable qu'ils organiseront la résistance ?

En ce cas, tous les arguments qu'il oppose a la révolution par la grève générale se retournent contre la révolution par la légalité qu'il préconise.

Donc, en dernière analyse, c'est toujours la force qui décide !...

... D'ailleurs, ce dont nous ne saurions trop nous pénétrer, c'est que la besogne de transformation économique à accomplir dépasse de beaucoup la compétence d'un Parlement politique : elle sera l'œuvre des Corporations ouvrières, — des Syndicats, des Fédérations, des Bourses du travail, — qui, dès maintenant, se familiarisent avec l'œuvre qui leur incombera.

La Révolution nouvelle aura pour première phase un changement d'axe dans l'orientation sociale. Toutes les formes actuelles, en lesquelles se cristallise la société capitaliste, dépériront — ou disparaîtront brutalement — et il

surgira des noyaux vitaux nouveaux, — et les Bourses du travail ne seront pas les moins importants de ces centres d'action.

Et c'est justement parce que la révolution de demain ne ressemblera en rien aux révolutions politiques qui ont illustré l'histoire, qu'elle déconcerte un homme comme Jaurès qui a trop fréquenté les milieux législatifs ; et c'est justement aussi parce qu'elle ne ressemblera en rien aux révolutions politiques passées qu'elle emploiera pour se réaliser un moyen nouveau, la grève générale !

II

La Grève Générale Réformiste

... Il n'y a pas opposition fondamentale entre ces deux formes d'action : la grève générale *expropriatrice*, la grève générale *réformiste ;* toutes les deux relèvent d'un principe commun : l'**action directe** de la classe ouvrière.

Bien loin qu'il y ait antagonisme, il y a connexion entre ces deux modes de lutte ; la grève générale *réformiste* prépare la voie de la grève générale *expropriatrice*.

Les mouvements à tendance généralisatrice qui vont en augmentant, en nombre et en intensité, sont la meilleure des gymnastiques ; ils habituent à la solidarité et à l'initiative, — aussi nécessaires l'une que l'autre !...

... L'idée de grève générale a une telle puissance d'infiltration et de rayonnement qu'elle s'impose partout.

C'est ainsi que, tout dernièrement, en Suède où n'existe qu'un parti socialiste qui, dans les congrès de la social-démocratie, s'est toujours prononcé contre la grève générale, éclatait un mouvement de complète cessation de travail pour exiger le suffrage universel.

D'autres mouvements de grève générale se sont manifestés à Trieste, à Gênes, à Genève, etc.

Le cadre restreint de cette brochure ne nous permet pas une analyse de ces agitations symptomatiques. Nous nous bornerons à esquisser, un peu plus longuement deux mouvements caractéristiques : la grève générale de Catalogne et la grève générale de Belgique.

La grève de Catalogne a été un soulèvement économique et peut-être considérée comme un vigoureux effort du peuple pour s'affranchir du joug capitaliste. Les grévistes furent vaincus et la répression a été féroce. Les causes de la défaite sont de plusieurs ordres : 1° Inertie des socialistes légalitaires qui se désintéressèrent complètement de la lutte ; 2° manque d'une propagande antimilitariste suffisante ; 3° ignorance de la besogne à accomplir pour rendre effective la « prise de possession » et préluder à la réorganisation sociale. Quoiqu'il en soit, l'Espagne monarchiste et capitaliste a été mise en sérieux péril ; aussi, au lieu de se borner à une répression stupide, le gouvernement a essayé de la bienveillance : quelques semaines après l'écrasement de la grève générale, la journée de huit heures était mise en pratique dans toutes les manufactures, chantiers, ateliers, etc., de l'Etat.

La grève de Belgique, loin d'être un mouvement économique, n'a été suscitée que dans un but politique ; l'obtention du suffrage universel...

... Il n'en est pas moins caractéristique de constater que, pour l'obtention d'une réforme politique on ait songé à recourir à la grève générale.

Un tel fait, mieux que toute argumentation, démontre la puissance de la grève générale.

III

Conclusions

Le trop rapide et succinct exposé que nous venons de faire de l'idée de la grève générale nous démontre que cette forme de lutte répond aux nécessités sociales, tant du présent que de demain.

Dans le présent, la grève générale corporative, en habituant les travailleurs à la solidarisation des efforts, leur permet de réaliser le maximum d'améliorations de détail compatible avec le degré d'organisation, de conscience et de virilité de leurs organisations syndicales.

Ces mouvements de grève, à tendance généralisatrice, peuvent revêtir divers aspects et, sans rien perdre de leur caractère révolutionnaire, avoir pour objectif des fins réformistes.

Tantôt, ils peuvent se limiter à une corporation, mais s'étendre à tout un pays (exemple, la grève générale des ouvrières en tabacs) ; tantôt, ces mouvements peuvent se limiter à une région, mais s'étendre aux corporations les plus diverses (exemple, la grève de Genève et la récente grève de Marseille).

Mais, si variés que puissent être ces modes d'action, ils auront toujours ce caractère commun de faire dépendre la conquête de la réforme ou de l'amélioration de l'**action révolutionnaire** des intéressés, de la pression qu'ils sauront exercer sur l'ennemi, de la crainte qu'ils sauront lui inspirer.

Pour l'avenir, la grève générale s'indique comme le seul et unique moyen qu'ait à sa disposition la classe ouvrière pour sortir du salariat et renverser l'ordre capitaliste et gouvernemental.

Quel autre moyen d'action est possible ? Aucun !... Il serait enfantin de songer à recommencer les sanglantes expériences romantiques — les prises d'armes, telle que celle de juin 1832, qui se liquida par le massacre de Transnonain.

L'émeute serait une folie, héroïque, certes ! mais vouée à l'insuccès fatal ; dans nos villes modernes, les larges boulevards, les rues au cordeau, les égouts dans lesquels peut circuler la force armée rendent la répression on ne peut plus facile au gouvernement.

La guerre des rues, le fusil au poing est donc d'un autre âge !

Peut-on espérer, par un coup imprévu, renverser le gouvernement ? A supposer qu'une conspiration ou qu'un acte individuel le jette bas, la Révolution sociale n'en sera pas faite pour cela...

Tous ces procédés pouvaient avoir du bon alors qu'il ne s'agissait que de culbuter un gouvernement. C'est d'autre chose qu'il s'agit : transformer la société !

Pour une si gigantesque entreprise, actuellement, nous n'apercevons nul moyen d'efficacité égale à la grève générale et — à bien voir — d'aussi simple réalisation.

Quoi de plus simple ! Refuser de travailler pour l'exploiteur... Tuer la vieille société par l'inertie ouvrière !...

III

PARTI SOCIALISTE DE FRANCE

I

G. Delory

Député de Lille.

Discours prononcé au *Congrès général des Organisations socialistes françaises* tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899, d'après le compte rendu sténographique officiel, p. 246 et suivantes.

Le citoyen DELORY.— ...Nous sommes, dans le Nord, surtout pratiques, et nous reconnaissons très franchement que l'image qui vient de nous être faite peut être une belle image. (*Approbations.*) Selon moi, voici pourquoi la grève générale, telle qu'elle nous a été présentée jusqu'à ce jour, n'a pas été acceptée. C'est qu'on nous l'a présentée comme un principe. Nous croyons qu'on aurait dû venir nous dire : Croyez-vous qu'à un certain moment, étant donnés les événements, nous ne pourrions pas nous servir de la grève générale, comme nous emploierions tout autre moyen, comme nous nous servirions de tout autre arme ? — Et alors nous répondons : Nous ne voyons pas d'inconvénients, lorsque certains événements surgiront, à examiner avec vous si l'arme de la grève générale ne sera pas meilleure qu'une autre arme ; mais déclarer de prime abord que nous organisons la grève générale, sans dire le but que nous poursuivons, savez-vous ce que les camarades nous disent : Pourquoi faire ?...

... Le citoyen Briand vous a dit : Si nous étions en situation de faire faire la grève générale à tous les métiers, ce serait

la révolution. Je serais le premier à vous dire : Faisons-la ; mais la situation n'est pas celle-là. Vous avez déjà du mal à organiser le parti socialiste, et cependant permettez-moi de vous dire que, si la révolution doit venir, à mon idée elle viendra plus facilement à la suite d'événements politiques que d'un événement économique, et voici pourquoi : c'est que tout événement politique a une répercussion sur l'ensemble du pays, tandis que les phénomènes économiques ont souvent une répercussion seulement sur une partie du pays, et alors ce phénomène économique se produisant dans un coin de la France, quand vous direz de se mettre en grève aux ouvriers qui ne sont pas socialistes, qui n'auront pas compris la nécessité, ils vous diront : Mais pourquoi faire ? et ils ne bougeront pas. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi il faut que vous fassiez le parti socialiste, le parti révolutionnaire ; et alors, si vous êtes organisés, cela va très bien, c'est la révolution et j'en suis. Mais nous sommes obligés de prendre la situation telle qu'elle. Qu'est-ce que je vois ? Si vous inculquez dans les cerveaux des militants cette idée de la nécessité de la grève générale, que va-t-il se produire ? Citoyens, j'en parle savamment, car vous savez que jusqu'à ce jour, nous, vos amis socialistes du Nord, chaque fois que le mot d'ordre était donné dans un congrès, nous avons tenu à le suivre, à le suivre à la lettre ; eh bien, supposez que le parti socialiste, acceptant votre idée pour soutenir un événement économique qui se produit dans une partie de la France, décide d'essayer de la grève générale. Si vous n'avez pas votre organisation suffisante, que se produira-t-il ? C'est que tous les militants du Nord, fidèles à l'engagement qu'ils auront pris dans le congrès, sortiront des ateliers, et, comme, avec l'oganisation de la société bourgeoise de nos jours, il y a toujours une grande armée d'ouvriers sans travail qui attendent une place dans l'atelier, ils iront se présenter à la place des militants qui.

eux, ne trouveront plus de travail. C'est la mort du parti socialiste. (*Vifs applaudissements.*)

Mais, camarades, je vous répète que je n'ai pas de parti pris contre la grève générale ; si vous déclarez que la grève générale, pour vous, n'est qu'une arme à employer à un moment déterminé, bon ; mais ne faites pas une campagne spéciale, dites simplement que vous êtes des socialistes-révolutionnaires décidés à vous débarrasser de la société bourgeoise par tous les moyens, y compris la grève générale, si cela est possible. (*Applaudissements.*) Nous sommes prêts à employer n'importe quoi, du moment que les événements le permettront. Le parti aura à examiner si l'emploi de tel ou tel moyen n'est pas préférable à tel autre et, dans ces conditions, je ne cache pas que, si des événements politiques ou économiques surgissaient et si nos délégués se trouvaient réunis, je ne vois pas d'inconvénients à examiner si le moyen de la grève générale ne serait pas meilleur que le moyen d'une barricade quelconque. (*Applaudissements.*) Mais nous n'avons pas alors, citoyens, à voter le principe de la grève générale...

... Permettez-moi de vous dire encore un mot ; nous vivons à côté de la Belgique, où tout le parti est unifié, où le parti socialiste en ces dernières années a eu une vie très intense ; eh bien, le parti socialiste, qui, à un moment donné, s'est servi de la grève générale, ne fait pas une campagne spéciale pour la grève générale ; il l'inscrit dans son programme : c'est ce que je vous propose ; c'est ce que tous les socialistes sont prêts à voter ; les socialistes ne repoussent aucun moyen pour faire la révolution...

... Nous déclarons que le parti socialiste révolutionnaire, pour amener l'émancipation de la classe ouvrière, est décidé à employer tous les moyens qui, au moment de son action,

lui paraîtront bons, et que, si la grève générale est reconnue possible, il emploiera la grève générale, comme il emploierait autre chose ! (*Applaudissements.*) Je ne suis pas partisan d'une organisation spéciale pour un moyen plutôt que pour un autre, car, si nous nous mettons à faire des organisations pour employer tel ou tel moyen, le jour où les délégués du parti ouvrier, enfin unifié, décideront d'employer un moyen que certaines organisations n'auront pas organisé, elles diront : Cela ne nous regarde pas et nous ne bougeons pas !... Voilà mes observations.

Maintenant, permettez-moi une dernière observation sur ce qu'a dit le citoyen Briand. Il a dit, ou du moins j'ai cru comprendre que, dans son idée, la grève générale aurait un avantage parce que ce serait la révolution sur un terrain légal ; eh bien, qu'il me permette de lui dire qu'à ce point de vue je partage les idées du camarade Vaillant ; je considère que les événements se précipiteront et que le parti ne constituera pas l'unanimité de la classe ouvrière, lorsqu'il sera appelé à prendre le pouvoir ; et alors je dis comme Vaillant : ce jour-là il faudra que la partie consciente de la classe ouvrière impose la dictature du prolétariat. (*Vifs applaudissements.*)

II

Paul Lafargue

du « Parti Socialiste de France »

Le mot *grève générale* a eu, en France, une histoire et des significations successives, qu'il est utile de rappeler.

Quand il y a une quinzaine d'années, le mot fut mis en circulation, on avait la prétention de lui faire signifier grève simultanée des travailleurs des villes et des champs. Parmi ses plus ardents propagateurs se signalaient le fameux arriviste Briand, et d'autres, qui, ainsi que lui, sont devenus des ministériels convaincus. Ils s'imaginaient qu'en lançant la classe ouvrière sur cette piste et en ne lui donnant que cet unique moyen d'émancipation ils constitueraient une force ouvrière, qui ferait échec au parti socialiste. Il se forma à Paris un comité qui recueillait des souscriptions pour préparer la grève générale ; il s'arrogea le droit de prélever cinq pour cent sur les sommes qui lui étaient remises pour des ouvriers en grève. Il dut suspendre cette étrange pratique après la protestation indignée des mécaniciens anglais en grève, pour qui il avait reçu de l'argent ; ils déclarèrent que diminuer pour une cause quelconque les ressources des ouvriers luttant contre le capital, c'était trahir la cause des grévistes. J'ignore ce qu'est devenu ce comité ; je n'ai jamais connu les noms de ses membres, ni ceux des personnes qui ont contrôlé ses comptes ; je ne sais si jamais il a présenté un compte des sommes encaissées et dépensées.

Mais personne n'ignore que le mot ne conserva pas sa première signification, qui, depuis des années, a été se restreignant ; pendant un temps, grève générale signifia grève des ouvriers d'une corporation dans tout le pays, telle que grève générale des ouvriers des mines ou des chemins de

fer ; puis, il a voulu dire grève des ouvriers d'une corporation dans une région ou dans une ville ; enfin, il est arrivé à ne signifier que grève de tous les ouvriers d'un seul atelier. On emploie couramment le mot de grève générale pour désigner une grève quelconque.

L'évolution de la signification de grève générale semblerait indiquer, que si l'idée de l'arrêt général du travail a pu séduire, on s'est vite aperçu que des difficultés insurmontables en empêchaient la réalisation et que si l'on voulait conserver le mot, qui sonnait bien aux oreilles ouvrières, il fallait lui donner une signification banale, prêtant à confusion.

L'historique des significations successives de « grève générale » est la meilleure critique que l'on puisse en faire ; cependant, au point de vue socialiste, il y a à ajouter quelques observations et réflexions.

Les socialistes, en aucun pays, n'ont été des organisateurs de grèves ; mais, la lutte engagée, ils se sont toujours empressés d'apporter aux grévistes aide morale et matérielle, parce que s'ils reconnaissent que la grève est impuissante à émanciper le travail, ils savent qu'elle est une des fatalités de l'exploitation capitaliste, qu'elle est l'arme économique qui permet aux ouvriers de défendre leurs salaires et leur dignité, et que souvent elle a été l'occasion pour des ouvriers de transporter sur le terrain politique la lutte contre le capital, après avoir reconnu par une douloureuse expérience la fécondité en misères et la stérilité en résultats importants et durables de la lutte sur le terrain économique. La grève apprend aux ouvriers à abandonner les procédés anarchistes de revendication individuelle, en les forçant à s'organiser, à se discipliner et à agir en masse, et en développant chez eux le sentiment de l'antagonisme de classe.

Le parti socialiste n'ayant jamais fomenté de grèves, ne peut, par conséquent, suspendre la lutte politique, ainsi que

le demandent ceux qui préconisent ce qu'on appelle la grève générale, pour se consacrer exclusivement à la préparation d'un arrêt général du travail agricole et industriel, sous prétexte que ce général croisement de bras amènerait la révolution sociale.

Si le mot grève générale est moderne, la chose est ancienne ; l'usage qu'on en a fait dans le passé permet d'apprécier sa valeur révolutionnaire.

Les villes du moyen-âge peuvent, jusqu'à un certain point, être considérées comme des petits états autonomes. La suspension du travail dans une ville était donc une grève générale sur un pied réduit. Il arrivait souvent que les maîtres des métiers, les patrons de cette époque, pour arracher au patritiat municipal ou à l'autorité féodale et épiscopale des concessions, fermaient leurs ateliers et jetaient dans la rue les compagnons et les apprentis, qui, entre leurs mains, devenaient des instruments de troubles et d'insurrection. L'histoire de Paris, de Gand et des grandes villes du moyen âge rapporte de nombreux soulèvements populaires, provoqués par les maîtres des métiers. Les fabricants de Manchester recoururent, en 1842, à ce moyen insurrectionnel pour obtenir l'abolition des droits de douane sur le blé, afin d'abaisser le prix du pain et le taux des salaires : un jour donné, ils fermèrent leurs fabriques ; des émeutes éclatèrent, elles furent brutalement réprimées par la force armée, appelée par les patrons ; mais elles hâtèrent l'établissement du libre-échange.

Les patrons parisiens usèrent du même moyen pour s'imposer au Gouvernement provisoire de 1848. Ils jetèrent leurs ouvriers sur le pavé, afin d'intensifier la crise économique et de compliquer la crise politique. Fould, qui plus tard fut ministre des finances de Napoléon III, proposa une mesure pour mettre à la raison les bourgeois en révolte : il dressa une liste de banquiers et d'industriels, portant en regard de

leurs noms la somme dont ils devaient être imposés ; mais les pusillanimes membres du Gouvernement provisoire, dominés par le ministre des finances Goudchaux, que la Banque y avait délégué pour veiller à ses intérêts, reculèrent. Cette mesure révolutionnaire, qui aurait frappé les ennemis de la République et rempli ses caisses vides, aurait peut-être épargné à la France les ateliers nationaux, les journées de Juin et le 2 Décembre.

Les capitalistes, pour des buts exclusivement économiques, pour diminuer la production et faire hausser les prix des marchandises, ont recouru à l'arrêt général du travail aussi bien dans l'industrie minière que dans d'autres industries, aussi bien en France qu'en Belgique et en Angleterre.

L'arrêt plus ou moins généralisé du travail a été surtout profitable, politiquement et économiquement, aux patrons qui le provoquaient.

Les ouvriers du moyen-âge profitèrent des leçons données par les maîtres des métiers : quand les organisations des compagnons se sentirent assez fortes pour entrer en lutte avec celles des maîtres, elles donnèrent à leur tour le signal de la grève : selon leur expression, elles *damnaient* une ville ; les compagnons qui y travaillaient recevaient l'ordre d'en sortir et ceux qui s'y rendaient celui de rebrousser chemin ; il n'était pas permis d'y aller travailler tant que l'interdit n'était pas levé ; quelques années avant la Révolution de 1789, la corporation des charpentiers *damna* Marseille qui, pendant un temps, se trouva sans compagnons de la charpente.

L'organisation des *Chevaliers du Travail* des Etats-Unis qui, par ses cérémonies d'initiation, rappelait les organisations du compagnonnage, mais qui s'en distinguait par l'admission de tous les travailleurs, sans distinction de profession, essaya, en 1878, de généraliser une grève pour obtenir la journée de huit heures inscrite sur le drapeau du prolétariat par l'Internationale. Elle comptait alors environ sept

cent mille affiliés. Ses nombreux journaux recommandèrent pendant plusieurs mois aux ouvriers de s'approvisionner de vivres pour une ou deux semaines, parce que le 1er mai le travail serait suspendu jusqu'à ce que les patrons accordassent la journée de huit heures.

L'arrêt du travail, bien qu'il fut loin d'être général, fut suffisamment généralisé dans certains centres industriels de l'Illinois, de l'Ohio, etc., pour que les patrons, surpris par la simultanéité du mouvement, consentissent à accorder la journée de huit heures : mais ils revinrent sur leur concession dès que le travail fut repris. C'est, à ma connaissance, la plus vaste et la mieux combinée tentative de grève générale qui ait été faite. Son insuccès porta un coup mortel aux Chevaliers du Travail, et depuis, les ouvriers américains ne parlent plus de grève générale. Mais les capitalistes en parlent. Lors de la campagne électorale de 1899, ils déclarèrent que si Bryan était élu président de la République, ils fermeraient leurs ateliers : cette menace patronale de grève générale contribua pour beaucoup à la défaite du candidat *populist* et bimetalliste et à l'élection de Mac Kinley.

La révolution sociale ne peut sortir d'une grève, même générale, comme le prétendent ses prôneurs, parce que la réforme économique ou politique qui met en mouvement les masses ouvrières, une fois obtenue, elles sont satisfaites et reprennent benoitement leur joug, comme ce fut le cas aux Etats-Unis et en Belgique. La grève générale ne porte pas dans ses flancs la revolution, c'est au contraire la révolution qui produira la grève générale.

La Révolution de 1789, pendant des années, occasionna un arrêt du travail plus ou moins général dans les villes et les campagnes ; et si la guerre n'avait pas enrégimenté et jeté aux frontières par centaines de mille les ouvriers sans travail, une révolution ouvrière aurait compliqué la révolution bourgeoise.

Les nations capitalistes sont mûres pour une révolution sociale, qu'une crise politique ou économique peut faire éclater : son premier résultat sera un arrêt du travail dans les régions industrielles et les grandes villes. Les hommes que les événements porteront à la dictature sociale, comme le furent les Conventionnels de 1792, auront à prendre des mesures révolutionnaires pour nourrir, loger et vêtir la masse des sans-travail et pour faire comprendre à la classe ouvrière qu'un ordre nouveau se lève : si, sans hésitation, ils nationalisent les moyens de production déjà centralisés par les capitalistes (banques, fabriques. chemins de fer, grande propriété foncière, etc.); s'ils assurent aux travailleurs qui les font produire les bénéfices empochés par les parasites du capital ; s'ils s'emparent des vivres et marchandises en magasin et les distribuent au fur et à mesure des besoins ; s'ils délogent les capitalistes de leurs appartements, hôtels et maisons de plaisance pour y loger les travailleurs, la révolution sera sauvée et la transformation du travail salarié en travail associé s'accomplira sans trop de frictions et de heurts.

III

Edouard Vaillant

Député de Paris.

Je suis obligé, faute de temps, d'énoncer simplement plutôt que de motiver le jugement que vous me demandez.

C'est un fait démontré par l'expérience qu'une grève généralisée de toute une corporation, et paralysant toute l'industrie correspondante, a, ou peut avoir, pour le but économique qui en est l'objet, une toute autre valeur qu'une grève partielle, si bien soutenue soit-elle. On se rappelle l'anxiété du capitalisme français à l'époque de la dernière grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, alors que la Fédération nationale des mineurs tentait de l'étendre à toutes les mines de France. Son effroi eut été plus grand et plus justifié, si une organisation internationale effective, se superposant à une organisation nationale réelle, eut pu, sinon supprimer, tout au moins réduire l'importation du charbon étranger.

La corporation des mineurs et les corporations qui travaillent et produisent les matières premières de l'industrie, ont, plus encore que les autres d'activité subordonnée à la leur, la généralisation de leur chômage volontaire, dans une ou plusieurs corporations, au moment propice, un puissant moyen de combat, dont l'efficacité est en rapport direct avec son extension, sa préparation et sa durée possible. Le succès de la grève suppose donc : une délimitation ou une extension réfléchie, le choix du moment, des ressources suffisantes, et le concours de solidarité des autres corporations déterminé par des motifs et un but d'intérêt général ouvrier, c'est-à-dire une organisation sans laquelle c'est la défaite probable sinon inévitable qui se généralise et s'aggrave. C'est à ces conditions de préparation et de conduite or-

ganisée qu'une grève peut être prévue comme d'autant plus efficace qu'elle sera plus généralisée.

Peut-elle devenir générale, c'est-à-dire totale dans un ou plusieurs pays ? Il est difficile de l'imaginer dans les conditions actuelles ; mais si cela devait se réaliser ultérieurement, dans les conditions organiques indiquées, pour un but économique quelconque, il y aurait lieu de se demander pourquoi, en vue d'un résultat relativement minime, le prolétariat aurait si longtemps attendu, pourquoi au lieu de former et mouvoir ce pesant appareil, il n'aurait pas déjà, sans tant d'attente, sans tant de misères et d'efforts, par voie politique, fait sa révolution.

A Newcastle, je crois, à la suite de l'échec de la grande grève des mécaniciens anglais pour la journée de huit heures, le congrès des trade-unions reconnaissait qu'il faudrait à la classe ouvrière anglaise, pour obtenir une modification de la législation. et par elle une diminution des heures de travail, une moindre dépense d'argent et de forces, que pour le succès d'une pareille grève d'une seule corporation. C'est une vérité qui apparaîtra de plus en plus aux travailleurs, à mesure que se réalisera la possibilité de l'appliquer, de la faire passer dans les faits, c'est-à-dire avec le progrès de leur organisation et de leur lutte de classe, pour laquelle ils substitueront, toujours mieux, à des moyens inférieurs, des moyens supérieurs d'émancipation.

Dès que la grève plus ou moins généralisée vise l'intérêt total de la classe ouvrière, a pour objet sa résistance à l'oppression ou sa marche émancipatrice, elle sort de la sphère purement économique, elle devient une grève, une arme politique.

Ses conditions changent aussitôt. Elle est alors : ou le complément d'une action politique directe qu'elle développe et seconde, ou bien, dans des cas où cette action politique ne se peut manifester, elle la remplace, puis, la régénère.

La grève pour le suffrage universel à l'appel du Parti Ouvrier Belge, a montré le concours décisif que pourrait donner à l'action politique socialiste, par sa mobilisation, la partie organisée entraînant la partie inorganisée de la classe ouvrière. Ici, il ne s'agit plus de faire le siège du patronat d'une ou de plusieurs industries, mais de concentrer rapidement pour un effort suprême, toutes les forces prolétaires mobilisées sous la direction socialiste.

On peut, au contraire, supposer un pays où le pouvoir ayant, par coup d'Etat, enlevé à un prolétariat et à un parti socialiste organisés et forts, leurs armes de combat public et légal, il ne leur reste plus pour résister, lutter et vaincre que cette mobilisation indirecte, effectuée par le moyen de la grève généralisée, afin de reconquérir contre le pouvoir, ainsi désorganisé, affaibli, les armes politiques perdues. La lutte redevient plus égale, et le rapport des forces réelles en présence décide pour ou contre le coup d'Etat.

Les grèves généralisées, ou si l'on préfère générales, ainsi définies, économiques ou politiques, peuvent donc être et seront, sans doute, un des modes de combat de la classe ouvrière, et il aura d'autant plus d'effet qu'il y entrera plus de délibération et d'organisation.

Il serait difficile de prédire leur rôle exact ; mais il serait aussi faux de le nier que d'y vouloir tout absorber. Elles se produiront surtout dans des circonstances où d'autres moyens plus efficaces faisant défaut, elles s'imposeront.

Sans qu'actuellement l'organisation ouvrière soit telle qu'elle puisse espérer, par une grève, disloquer le mode de production capitaliste, et vaincre le capitalisme armé du pouvoir, elle peut, dans des cas exceptionnels, sous l'impulsion et la direction socialistes, empêcher, par exemple, une guerre, résister à un coup d'Etat, prévenir des mesures de réaction, obtenir des résultats économiques et politiques

déterminés, voulus, populaires. Elle est alors une forme secondaire d'une action politique et révolutionnaire, qui, par un prolétariat économiquement et politiquement plus libre, plus conscient, et mieux organisé, aurait pu être exercée directe ment pour un effet plus sûr.

On combat comme on peut, et avec les moyens dont on dispose. Le plus souvent, en notre état de liberté incomplète et d'organisation embryonnaire, c'est l'attaque de l'ennemi réactionnaire et capitaliste, cherchant à anéantir ou réduire les forces en formation du prolétariat organisé, qui l'oblige à une défensive pour laquelle il saisit toute arme à sa portée.

Quittant le domaine en partie conjectural où, à votre invitation je me suis rendu, je reviens aux faits positifs du moment présent, et je conclus que : tout en parachevant une organisation syndicale entièrement distincte de l'organisation politique socialiste, il faut que cette organisation syndicale soit intimement pénétrée de l'esprit socialiste, soit formée, dirigée par les militants du socialisme et sache combiner, coordonner son action avec celle du parti socialiste. Son activité économique de tous les jours en sera plus assurée ; et elle deviendra élément intégrant de l'action totale du parti socialiste.

Mieux organisé, plus conscient, plus fort, le prolétariat syndiqué et socialiste ne sera plus réduit à la seule défensive ; il pourra librement prendre l'offensive et, sans renoncer à aucune de ses armes possibles, aux armes incertaines de l'inorganisation et du passé, il préfèrera chaque jour davantage les armes certaines, politiques, socialistes et révolutionnaires, c'est-à-dire directement émancipatrices, que son organisation, l'organisation de ses forces totales, lui donnera la faculté de choisir et manier.

IV

PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

I

Aristide Briand

Député de Sainte-Etienne.

Discours prononcé au *Congrès Général des organisations socialistes françaises*, tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899, d'après le compte rendu sténographique officiel, p. 236 et suiv.

Citoyens, la grève générale est une conception dont j'ai quelque peu endossé la paternité. Cette situation me crée des devoirs que vous voudrez bien me permettre d'accomplir sans trop m'interrompre...

... Citoyens, si paradoxale que cette déclaration puisse vous paraître, je tiens à déclarer, dès le seuil de cette discussion, que je suis personnellement hostile à la grève. Je ne suis pas un prêcheur de grèves... Citoyens, n'interrompez pas déjà ; j'apporte des arguments, écoutez-moi... Je ne suis pas partisan de la grève, j'entends de la grève sous la forme où elle se produit actuellement. Je ne suis pas partisan, pour m'exprimer plus clairement, de la grève partielle ; je la juge néfaste, et, même quand elle donne des résultats, je considère qu'ils ne compensent jamais l'effort des sacrifices consentis. La grève partielle est presque toujours vouée à l'impuissance, parce que les ouvriers engagés dans un conflit ne se trouvent jamais en réalité en face de patrons isolés. Les travailleurs en grève sont bien réellement isolés, eux ;

même quand ils ont l'aide morale et matérielle du prolétariat, qu'est cet appui à côté de celui que trouvent les patrons auprès des pouvoirs publics ? Le patron n'est jamais seul ; il a toujours avec lui, pour lui, les moyens de répression dont dispose sa classe, l'ensemble des forces sociales organisées, magistrature, fonctionnaires, soldats, gendarmes, policiers. (*Vifs applaudissements.*)

Une voix. — Et le ministère ! Et Millerand !...

Le citoyen BRIAND. — ... Je vous en prie, sur une question spéciale comme celle de la grève générale, faites trêve à votre animosité ; ne mêlez pas la personne de l'un de nos camarades à une discussion dans laquelle elle n'a plus rien à faire. (*Vifs applaudissements.*) Citoyens, étant donnée cette situation : d'une part, le patronat toujours engagé tout entier dans chaque grève, et cela d'une manière effective ; d'autre part, le prolétariat, toujours isolé dans les conflits économiques, qu'est-il arrivé? Après un certain nombre d'expériences, il est arrivé que les travailleurs conscients se sont rendu compte de l'inutilité, tout au moins de l'insuffisance de leurs efforts. Ils en sont venus très vite à se demander s'il ne serait pas possible de tirer un meilleur parti de l'organisation syndicale. Le résultat de leurs réflexions a été ce qu'il devait être ; il les a conduits instinctivement à la conception de la grève générale ; en sorte qu'il m'a suffi, soit dans les conférences, soit dans les congrès, de la dégager, de la concréter en une forme précise, pour me trouver aussitôt en communion d'idées avec tous les représentants du prolétariat organisé. Le secret de la force de cette idée de grève générale réside en ceci qu'elle est apportée au monde du travail par le fait même de l'évolution économique. Et je dis à l'avance qu'il n'est pas possible, entendez-moi bien, au point de vue économique tout au moins, de ne pas être partisan de la grève générale quand on l'est de l'organisation syndicale. (*Vifs applaudissements.*)

Quel est en effet le point culminant de l'organisation syndicale? Doit-elle se borner à la création de syndicats, voire de fédérations plus ou moins nombreuses? Non, n'est-ce pas? Lorsque vous conseillez aux travailleurs de se grouper en syndicats, aux syndicats de se grouper entre eux, vous envisagez une vaste organisation du travail dans laquelle seraient représentées toutes les forces du travail. Vous n'avez pas l'idée qu'elle s'arrêtera à la fédération des mineurs, des métallurgistes, des menuisiers, vous envisagez qu'à un moment donné toutes ces fédérations de métiers seront elles-mêmes fédérées entre elles dans une confédération générale du travail...

... Vous prévoyez qu'à un moment donné un conflit entre le patron intéressé et un syndicat peut devenir aigu, au point que pour le régler il faudra nécessairement recourir à la grève. Vous n'engagez pas les travailleurs à la faire, mais vous les invitez, et c'est votre devoir, à s'en préoccuper comme d'une éventualité qui peut s'imposer à eux.

Si vous admettez ce principe, vous êtes engagé. Il ne vous est plus possible de vous dérober, il faut que vous alliez jusqu'au bout. (*Vifs applaudissements.*) Imaginez, en effet, qu'au lieu de nous adresser à nos syndicats en formation, vous ayez à parler devant les représentants de la confédération générale de toutes les forces du travail organisées; envisageant les divers modes d'action qui peuvent s'imposer à eux, ne seriez-vous pas amenés fatalement à leur dire: Quand vous aurez fait vos sommations au patronat, quand vous aurez constaté qu'il reste irréductible devant la légitimité de vos revendications, alors, de même qu'en pareille circonstance s'impose à l'examen du syndicat la pénible éventualité de la grève partielle, s'imposera aussi à votre examen l'éventualité plus redoutable, mais plus féconde, de la grève générale (*Vifs applaudissements*), de la grève gé-

générale qui dressera alors en face du patronat le prolétariat tout entier. (*Vifs applaudissements.*)...

... J'attends que les adversaires de la grève générale viennent exposer les raisons qui leur ont, dès l'origine, fait considérer cette idée comme une utopie, qui n'avait pu germer que dans le cerveau d'un rêveur. Je considère, moi, qu'elle est, au contraire, essentiellement pratique. Elle est utopique, dites-vous ; mais, si vous persistez à la juger telle, il faudra que vous veniez déclarer ici que vous considérez aussi comme utopique l'association de tous les travailleurs, il faudra que vous disiez que le mouvement syndical est condamné à n'atteindre jamais son complet développement, que vous tenez les travailleurs pour trop inconscients pour former, à un moment donné, une confédération générale. (*Vifs applaudissements.*)...

... Je n'insiste pas sur ce point spécial de la question. J'arrive au second point de vue, celui qui fera probablement l'aliment principal de la discussion, celui sur lequel on peut faire des réserves et élever des objections : le point de vue politique et révolutionnaire. J'entendais tout à l'heure des camarades qui disaient, lorsque je faisais entrevoir la possibilité d'une pareille bataille engagée entre les salariés et le patronat : ce serait la révolution ! Eh bien oui, je le dis, je le crois fermement, la grève générale, ce serait la révolution... (*Vifs applaudissements.*)

Je sais bien qu'on me fera cette objection : « Mais, si la grève générale, c'est la révolution, pourquoi ne pas aller droit au but, en préconisant tout de suite la révolution ? » D'autres diront : « La révolution ne s'organise, ni ne se décrète, elle ne dépend pas de la volonté des individus ; elle est le résultat de circonstances, le point culminant de l'évolution : elle s'impose aux hommes »... Vous voyez que je n'essaye pas d'esquiver les objections, puisque je vais au-devant d'elles.

Je conviens, citoyens, que la grève générale, la révolution ne peuvent être décrétées à date fixe ; je conviens que la révolution, malheureusement, ne dépend pas de quelques bonnes volontés, — sans cela il y a longtemps que vous l'auriez faite. Je ne nie pas le rôle prépondérant de l'évolution et des circonstances. (*Vifs applaudissements*). Mais je crois — c'est une réserve que je tiens à faire, car je ne suis pas fataliste — que la volonté humaine peut hâter la marche de l'évolution et contribuer puissamment à accoucher les circonstances...

... Dites à des travailleurs : Faites la révolution !... Ils en ont bien l'envie et, si cela ne dépandait que d'eux, ils seraient vite dans la rue. Ils n'y vont pas, parce qu'ils prévoient comment ils y seraient reçus... (*Vifs applaudissements*), parce qu'ils savent bien que leurs efforts seraient noyés dans le sang...

Une voix. — Comme en 1871 !... (*Applaudissements*).

Le citoyen Briand. — Ils comprennent que la révolution de demain, celle qui émancipera le prolétariat, ne peut plus être tentée par les vieux procédés révolutionnaires. Non pas, camarades, que je les réprouve. Je suis de ceux qui se font scrupule de décourager les efforts révolutionnaires, quels qu'ils soient. (*Applaudissements.*)

Allez à la bataille avez le bulletin de vote, si vous le jugez bon, je n'y vois rien à redire. J'y suis allé, moi, comme électeur, j'y suis allé comme candidat, et j'y retournerai sans doute demain. Allez-y avec des piques, des sabres, des pistolets, des fusils : loin de vous désapprouver, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre une place dans vos rangs. Mais ne désouragez pas les travailleurs quand ils tentent de s'unir pour une action qui leur est propre, à l'efficacité de laquelle ils croient fermement, car enfin, citoyens, la réussite d'une révolution, dans l'état actuel des choses, a quoi tient-elle ? (*Une voix* : A l'anarchie !) Ah non, certes Elle tient, de

même que la réussite des guerres modernes, à une question de mobilisation. Si une révolution éclatait aujourd'hui dans la forme ancienne, à Paris d'abord, puis successivement dans chacune des villes où nous avons des amis, où nos idées ont progressé, la classe bourgeoise, grâce aux moyens de transport dont elle dispose, avec son armée, facilement mobilisable, aurait bien des chances pour étouffer successivement, au fur et à mesure qu'elles se produiraient, nos tentatives de révolte. (*Une voix* : Voyez la Commune !) Eh oui ! citoyen, si la Commune a été vaincue, c'est surtout parce qu'elle a été isolée dans Paris. (*Applaudissements*). Avec la grève générale, un pareil inconvénient n'est pas à craindre. C'est presque simultanément sur tous les points du territoire que la bataille s'engagerait. La mobilisation des travailleurs serait aussi rapide que celle des soldats, et c'est partout à la fois que la bourgeoisie aurait à faire face au danger.

Puis la grève générale présente sur les autres procédés révolutionnaires un avantage incontestable. Elle donne aux travailleurs plus de confiance et de courage. Il faut compter avec la faiblesse humaine. Ce n'est jamais d'un cœur léger que l'homme se jette dans la révolte. Au moment où il va quitter sa maison pour prendre part à la lutte et s'exposer à la mort, il y a des sentiments qui le disputent à la révolte et le retiennent au foyer. Il doit subir les supplications de sa femme, de ses enfants. Entre lui et la rue qui l'appelle, de lourdes responsabilités se dressent. Malgré la bonne volonté, c'est souvent l'hésitation qui l'emporte et fait rester l'homme au foyer. (*Vifs applaudissements.*) La grève générale présente au militant cet avantage : elle a ceci de séduisant qu'elle est, en somme, l'exercice d'un droit incontestable. (*Vifs applaudissements*). C'est une révolution qui commence dans la légalité, avec la légalité. En se refusant au collier de misère, l'ouvrier se révolte dans la plénitude de son droit ; l'illégalité, c'est la classe capitaliste qui la commettrait en se faisant

provocatrice, en essayant de violer un droit qu'elle a consacré elle-même...

... En cas de grève générale, l'armée ne serait plus un instrument aussi souple entre les mains de la bourgeoisie. (*Vifs applaudissements*). Dans cette armée se trouveraient nombreux des fils, des neveux, des parents à un degré quelconque d'ouvriers en grève. Quand on commanderait au soldat faisant son service dans le Nord, mais ayant laissé dans le Midi une famille de travailleurs, de tirer sur des grévistes, le petit pioupiou pourrait bien faire cette réflexion: « A moi, qui suis méridional, on dit de tirer ici sur ces ouvriers qu'on me présente comme des étrangers. Mais, aux soldats des régiments qui servent dans mon pays, on commande peut être à la même heure de fusiller mon père, mon frère, quelqu'un des miens... » *Vifs applaudissemenis et acclamations enthousiastes*). Et alors, si l'ordre de tirer persistait, si l'officier tenace voulait quand même contraindre la volonté du soldat quand elle est envahie par des préoccupations de cette nature, ah! sans doute, les fusils pourraint partir, mais ce ne serait peut être pas dans la direction indiquée. (*Applaudissements prolongés*). Cette possibilité d'affaiblir ainsi l'armée entre les mains de la classe capitaliste, n'est-ce pas une considération favorable à la conception de la grève générale ? L'armée serait du reste insuffisante pour faire face à un pareil danger. Déjà vous avez pu constater l'état d'affolement dans lequel les grandes grèves du mois dernier avaient mis la bourgeoisie ; vous avez pu, par les efforts considérables qu'elle a dû faire pour enrayer le mouvement de solidarité qui gagnait de proche en proche toutes les corporations parisiennes, juger de ceux qu'exigerait d'elle une grève générale des travailleurs français...

II

Jean Jaurès

Député du Tarn.

Extraits de deux articles parus dans la *Petite République* des 29 août et 1er septembre 1901 (1).

... Quand on parle de grève générale, il faut tout d'abord bien définir le sens des mots. Il ne s'agit pas, bien entendu, de la grève générale d'une seule corporation. Par exemple, si les ouvriers mineurs de toute la France décident, à la majorité, qu'il y a lieu pour eux de se mettre en grève pour obtenir la journée de huit heures, une pension de retraite plus élevée et un minimum de salaires, ce sera une grève très importante, et on pourra l'appeler la grève générale des ouvriers mineurs. Mais ce n'est point là ce qu'entendent, par la grève générale, ceux qui voient l'instrument décisif d'émancipation. Il ne s'agit point, dans leur pensée, d'un mouvement restreint à une corporation, si vaste soit-elle.

D'autre part, il serait puéril de dire qu'il n'y aura grève générale que si la totalité des salariés, dans toutes les catégories de la reproduction, cesse simultanément le travail. La classe ouvrière est trop dispersée pour qu'une pareille unanimité de grève soit possible et même concevable.

Mais le mot de grève générale a un autre sens, très précis à la fois et très étendu. Il signifie que les corporations les plus importantes, celles qui dominent tout le système de la production, arrêteront à la fois le travail. Si, par exemple,

---

(1) C'est à ces article sque répond la brochure publiée par le *Comité de la grève générale*, dont nous avons donné plus haut les principaux extraits.

les ouvriers des chemins de fer, les ouvriers mineurs, les ouvriers des ports et des docks, les ouvriers métallurgistes, les ouvriers des grands tissages et des grandes filatures, les ouvriers du bâtiment dans les grandes villes arrêtaient simultanément le travail, il y aurait grève générale. Ceux qui chicaneraient sur les mots feraient œuvre vaine.

Pour qu'il y ait grève générale, il n'est point nécessaire que la totalité des corporations entre en ligne, il n'est même pas nécessaire que dans les corporations qui participent au mouvement, la totalité des ouvriers fasse grève. Il suffit que les corporations où la puissance capitaliste est le plus concentrée, où la puissance ouvrière est le mieux organisée, et qui sont comme le nœud du système économique, décident la suspension du travail, et il suffit qu'elles soient écoutées par un nombre d'ouvriers tel que, pratiquement, le travail de la corporation soit suspendu.

A la grève générale ainsi entendue, on ne peut objecter ni qu'elle est chimérique ni qu'elle serait inefficace.

A mesure que s'étend l'organisation ouvrière, ces mouvements d'ensemble deviennent possibles. Et s'ils se produisent, ils peuvent exercer sur les classes dirigeantes un effet profond. Ce n'est plus une corporation, si puissante qu'elle soit, qui refuse le travail, c'est tout un ensemble de corporations. Ce n'est donc plus un mouvement corporatif : c'est un mouvement de classe. Et comment un mouvement général de la classe essentiellement productive, de celle que rien ne supplée, pourrait-il être sans action ?

Mais, ici, il ne faut pas d'équivoque. Il ne faut pas s'imaginer que le mot de grève générale a une vertu magique et que la grève générale elle-même a une inefficacité absolue et inconditionnelle. La grève générale est pratique ou chimérique, utile ou funeste, suivant les conditions dans les

quelles elle se produit, la méthode qu'elle emploie et le but qu'elle se propose.

Il y a, à mon sens, trois conditions indispensables pour qu'une grève générale puisse être utile : 1° Il faut que l'objet en vue duquel elle est déclarée passionne réellement, profondément, la classe ouvrière ; 2° Il faut qu'une grande partie de l'opinion soit préparée à reconnaître la légitimité de cet objet ; 3° Il faut que la grève générale n'apparaisse point comme un déguisement de la violence, et qu'elle soit simplement l'exercice du droit légal de grève, mais plus systématique et plus vaste, et avec un caractère de classe plus marqué.

Et tout d'abord, il est nécessaire que l'ensemble des ouvriers organisés attache un très grand prix à l'objet en vue duquel est déclarée la grève. Ni les décisions des congrès corporatifs, ni les mots d'ordre des comités ouvriers ne suffiraient à entraîner la classe ouvrière dans une lutte toujours redoutable. Pour affronter les privations et la misère, même pour échapper aux influences du milieu dont on est enveloppé, il faut une grande énergie. Or, cette énergie ne peut être suscitée dans toute une classe que par une grande passion. Et la passion à son tour n'est excitée dans les âmes, à ce degré où elle devient agissante et combattante, que par un intérêt à la fois très grand et très prochain, par un objet très important et d'une réalisation immédiate.

Par exemple on comprend très bien que les corporations les mieux organisées, les plus conscientes, sous l'action d'une propagande étendue et précise, arrivent à se passionner pour la journée de huit heures, pour les retraites de vieillesse et d'invalidité, pour l'assurance sérieuse et certaine contre le chômage. On comprend, si les pouvoirs publics résistent ou éludent, que la classe ouvrière, dans la profondeur de sa conscience, accumule assez d'énergie et de passion pour déclarer une grande et persévérante grève.

Alors, c'est pour des objets vastes et précis, c'est pour des réformes étendues, claires et immédiatement réalisables qu'elle lutte. Alors, le signal donné par les organisations ouvrières sera suivi ; sinon, non.

Mais il ne suffit pas que le prolétariat soit réellement animé et passionné. Il ne suffit pas qu'il obéisse à sa propre impulsion intérieure et non à un mot d'ordre extérieur. Il faut encore qu'il ait démontré à une fraction notable de l'opinion que ses revendications sont légitimes et réalisables immédiatement.

Toute grève générale apportera nécessairement un trouble dans les relations économiques ; elle contrariera bien des habitudes ou même atteindra bien des intérêts. L'opinion de l'ensemble du pays — et même de cette partie très importante des salariés de tout ordre qui ne sera pas entrée dans le mouvement — se prononcera donc avec force contre ceux qui seront rendus responsables de la prolongation du conflit.

Or, l'opinion ne rendra la classe capitaliste responsable et ne se tournera vigoureusement contre elle que si, par une propagande ardente et substantielle, l'équité des revendications ouvrières et la possibilité pratique d'y satisfaire immédiatement lui ont été démontrées. Alors, c'est contre l'égoïsme des grands possédants, c'est contre la routine ou l'égoïsme des pouvoirs publics qu'elle se prononcera, et la grève générale aboutira à un succès notable. Au contraire, si la masse indifférente n'avait pas été avertie et en partie conquise, c'est contre les grévistes qu'elle se prononcerait. Et comme aucune force, même révolutionnaire, ne prévaut contre l'opinion de l'ensemble du pays, la classe ouvrière subirait un désastre très étendu.

Enfin, je dis que si la grève générale est présentée et conçue non comme l'exercice plus vaste et plus cohérent du

droit légal de grève, mais comme le prodrome et la mise en train d'une action de violence révolutionnaire, elle provoquera d'emblée un mouvement de terreur et de réaction auquel la fraction militante du prolétariat ne suffira point à résister.

C'est pourtant à cette conception que se sont arrêtés quelques-uns des théoriciens de la grève générale. Ils croient que la grève générale des corporations les plus importantes suffira à déterminer la Révolution sociale, c'est-à-dire la chute de tout le système capitaliste et l'avènement du communisme démocratique et prolétarien. La vie économique du pays sera suspendue ; les voies ferrées seront désertes ; la houille nécessaire à l'industrie restera ensevelie sous terre : les navires ne pourront même plus aborder les quais où nul ouvrier ne déchargera les marchandises. Partout, arrêt de la circulation, de la production.

Naturellement, il y aura un grand malaise ! Les masses ouvrières, en arrêtant la production et les échanges, se seront affamées elles-mêmes ; elles seront ainsi acculées à la violence, pour se nourrir, pour saisir vivres et denrées là où ils se trouvent. Elles seront acculées aussi à frapper d'épouvante les privilégiés, menacés dans leur personne et dans leurs biens par l'inévitable colère du prolétariat dont les souffrances séculaires seront comme exaspérées par la crise de misère et par la faim. De là d'inévitables conflits entre la classe ouvrière et les gardiens affolés du système capitaliste. De là, par conséquent, au bout de quelques jours, le caractère révolutionnaire de la grève générale. Et comme la force capitaliste sera dispersée par la nécessité même de surveiller le mouvement le plus étendu et le plus divers, comme notamment l'armée de répression sera disséminée, noyée dans le vaste flot, le prolétariat aura dissous l'obstacle où jusqu'ici il se brisait, et maître enfin du système social, il installera le travail souverain.

Voilà la conception. Je ne dis pas qu'elle ait ce degré de netteté chez tous les théoriciens de la grève générale. Je ne dis pas que ceux qui l'acclament y attachent tous ce sens. Mais je dis que pour ceux qui y voient l'instrument décisif de libération, elle signifie nécessairement cela, ou rien.

Or, en ce sens révolutionnaire, je crois que c'est une idée fausse. D'abord, une tactique est singulièrement dangereuse quand elle ne peut échouer UNE FOIS sans entraîner pour la classe ouvrière des désastres immenses.

Les partisans de la grève générale ainsi entendue sont obligés, qu'on le remarque bien, DE RÉUSSIR A LA PREMIÈRE FOIS. Si une grève générale après avoir tourné à la violence révolutionnaire échoue, elle aura laissé debout le système capitaliste, mais elle l'aura armé d'une fureur implacable. La peur des dirigeants et même d'une grande partie de la masse se donnera carrière en une longue suite d'années de réaction. Et le prolétariat sera pour longtemps désarmé, écrasé, ligotté.

Mais y a-t-il ainsi des chances de succès ? Je ne le crois pas. D'abord, la classe ouvrière ne se soulèvera pas pour une formule générale, comme serait l'avènement du communisme. L'idée de Révolution sociale ne suffira pas à l'entraîner. L'idée socialiste, l'idée communiste est assez puissante pour guider et ordonner les efforts successifs du prolétariat. C'est pour s'en rapprocher tous les jours, c'est pour la réaliser graduellement qu'il s'organise et qu'il lutte. Mais il faut que l'idée de Révolution sociale prenne corps dans des revendications précises pour susciter un grand mouvement.

Pour décider la classe ouvrière à quitter en masse les grandes usines et à entreprendre contre toutes les forces du système social une lutte à fond, pleine d'inconnu et de péril, il ne suffit pas de dire : Communisme ! Car immédiate-

ment les prolétaires demandent : « Lequel ? et quelle forme aura-t-il demain si nous sommes vainqueurs ? » Et ce n'est pas pour un objet trop général et d'un contour trop incertain que se produisent les grands mouvements. Il leur faut un point d'appui solide, un point d'attache précis.

Les plus avisés des théoriciens de la grève générale révolutionnaire le savent bien. Aussi, c'est d'abord par des revendications précises, substantielles, qu'ils veulent mettre la classe ouvrière en mouvement. Et ils espèrent que ce mouvement, devenant forcément révolutionnaire, s'élargira de lui-même en communisme complet.

Mais là est précisément le vice essentiel de la tactique. ELLE RUSE AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE. Elle se propose de l'entraîner, comme par l'effet irrésistible d'un mécanisme, au-delà du point qu'on lui aura indiqué tout d'abord. C'est par l'attrait de quelques réformes concrètes, précises, immédiates, qu'on la détermine à la grande opération de la grève générale, et on imagine qu'une fois prise dans l'engrenage elle sera conduite, presque automatiquement, à la Révolution communiste.

Or, je dis que dans une démocratie, cela est contraire à l'idée même de la Révolution. Je dis qu'il n'y a et ne peut y avoir Révolution que là où il y a conscience, et que ceux qui construisent un mécanisme pour véhiculer le prolétariat à la Révolution presque à son insu, ceux qui prétendent l'y conduire comme par surprise, vont à rebours du vrai mouvement révolutionnaire.

Si la classe ouvrière n'est pas nettement avertie, dès l'origine, que c'est pour l'entière Révolution communiste, qu'elle se met en grève ; si elle ne sait pas, en quittant les mines, les gares, les usines, les chantiers, qu'elle n'y doit rentrer qu'après avoir accompli toute la Révolution sociale ; si elle n'y est pas dès la première heure, et jusqu'au fond de sa conscience, préparée et résolue, elle sera déconcertée dans

la suite du mouvement par la révélation tardive d'un plan qu'on ne lui aura pas soumis avant l'action. Et aucun artifice, aucune prestidigitation ne substituera le but occulte, soudain découvert, au but avoué de la première heure.

S'imaginer qu'une Révolution sociale peut être le résultat d'un malentendu et que le prolétariat peut être entraîné au-delà de lui même, c'est, qu'on me passe le mot, un enfantillage. La transformation de tous les rapports sociaux ne peut être l'effet d'une manœuvre.

Et au contraire, si on avertit la classe ouvrière, si on lui dit nettement qu'elle doit quitter les ateliers pour n'y rentrer qu'après avoir aboli tout le capitalisme, son instinct et sa pensée l'avertiront aussi que ce n'est point par un soulèvement de quelques jours, mais par un effort immense d'organisation continue et de transformation continue qu'on renouvelle une société aussi compliquée que la nôtre. Dès lors, elle reculera devant une entreprise aussi indéterminée et aussi creuse, comme on recule devant le vide...

... Il y a encore un autre artifice dans la tactique révolutionnaire de la grève générale. Quelques-uns de ses théoriciens disent ceci :

« Il serait peut-être malaisé d'entraîner le prolétariat dans une action de force délibérée. Il en est désaccoutumé depuis de longues années, et il ne s'y jetterait peut-être pas d'emblée, au seul signal des organisations militantes. Au contraire, la grève est entrée dans la pratique de la classe ouvrière, et les grèves sont de plus en plus étendues. Il ne sera donc pas malaisé d'obtenir de la classe ouvrière qu'elle entre dans un mouvement de grève générale. Ce sera, à

l'origine, un simple agrandissement de ses habitudes de combat. Et de plus, chose tout à fait importante, ce sera un mouvement légal, La loi permet la grève ; elle ne lui assigne pas et ne peut pas lui assigner de limite. Par conséquent, le prolétariat, en ouvrant la grève générale, sait qu'il exerce un droit légal ; c'est donc avec toute la puissance de la légalité qu'il entre dans le mouvement, et bien des travailleurs qui auraient répugné à l'emploi prémédité de la force et à l'action délibérément révolutionnaire, n'hésiteront pas à manifester leur irritation contre les injustices sociales par une démarche menaçante, mais qui ne les jette pas dès la première heure et de sang-froid hors de la légalité.

« De plus, ce qu'on pourrait appeler la répression préventive du pouvoir capitaliste est empêché par la forme d'abord légale du mouvement. Mais peu à peu, cette grève générale, cette grève de classe s'affirmera nécessairement en grande bataille sociale, en combat révolutionnaire. Par la souffrance, par la misère, par les inévitables conflits qui mettront aux prises, en bien des points, la force ouvrière et la force capitaliste, les esprits s'animeront, les justes colères s'enflammeront, et même cette partie du prolétariat qui aurait reculé avant l'ouverture de la grève devant l'emploi systématique de la force, sera peu à peu, au feu des événements, de la lutte et de la souffrance, portée à la température révolutionnaire. Dès lors, le vieux monde fera explosion. »

Voilà bien, si l'on va au fond des choses, la conception et l'espoir d'un certain nombre de ceux qui voient dans la grève générale un moyen de révolution. Elle est dans leur pensée une méthode d'entraînement révolutionnaire, appliquée à un prolétariat dont trop de forces resteraient inertes sans l'excitation brutale des événements.

On ne dit plus aux prolétaires : Prenez votre fusil. Mais on croit que la grève générale, d'abord légale, sera conduite bientôt à s'armer du fusil ou de tout autre appareil de force. Ainsi, on compte sur la force révolutionnaire des événements pour suppléer ou pour compléter l'insuffisante force révolutionnaire des hommes.

J'ai bien le droit de dire qu'il y a là un artifice de révolution. Et comme tout mécanisme qu'on n'a pu éprouver par des expériences répétées avant d'en faire un emploi décisif, celui-ci expose à bien des mécomptes les hommes de bonne foi qui attendent tout de lui. Créer par un moyen factice une excitation révolutionnaire que la seule action des souffrances, des misères, des injustices n'aurait pas suffi à produire, est une entreprise bien aléatoire.

On a dit que la Révolution ne se décrète pas. A plus forte raison peut-on dire qu'elle ne se fabrique pas, et qu'aucun mécanisme de conflit, si vaste et si ingénieux soit-il, ne peut suppléer la préparation révolutionnaire des choses et des esprits. Il ne suffira pas de poser d'abord la grève générale pour en faire ensuite réussir la Révolution.

Il se peut très bien que les prolétaires, s'ils ont besoin, à l'origine, pour entrer dans la grande action, d'un prétexte et même d'une illusion de légalité, reculent devant l'emploi de la force au moment où se dérobera ce prétexte et où se dissipera cette illusion. Le dé qui aura été jeté en l'air pourra bien retomber sur une face de violence ; il pourra retomber aussi sur une face d'inertie. Or, on ne pourra pas garder longtemps en main le cornet et recommencer indéfiniment le jeu. Il se peut, en tout cas, que dans ce mouvement dont les chefs auront compté sur la force inconsciente et obscure des choses plus que sur la force délibérée des consciences, il y ait beaucoup de flottement, de mélange et d'incohérence.

Sur tel point, le conflit aboutira en effet à l'action révolu-

tionnaire ; sur tel autre, il gardera sa forme légale et s'éteindra dans l'immobilité.

Le mouvement révolutionnaire n'ayant pas son principe et son point d'appui dans la volonté réfléchie des hommes, sera livré au hasard des accidents locaux, et le mécanisme de révolution n'aura pas les mêmes prises partout. De là, discordance, découragement et défaite. Il est très vrai que souvent, dans l'histoire, des événements d'abord restreints en apparence et inoffensifs aboutissent à de vastes conclusions imprévues. Mais il est impossible de compter sur cet élargissement, et il n'y a pas de procédé, fût-il celui de la grève générale, qui d'un premier mouvement de légalité, puisse avec certitude faire sortir la Révolution.

D'ailleurs, et c'est là surtout qu'est l'illusion d'un grand nombre de militants, il n'est pas démontré du tout que la grève générale, même si elle prend en effet un caractère révolutionnaire, fasse capituler le système capitaliste. La société bourgeoise opposera une résistance proportionnée à la grandeur des intérêts en jeu. C'est dire qu'à la grève générale de révolution qui lui demandera le sacrifice complet de son principe même, elle opposera une résistance totale.

Or, ni l'arrêt de la production et de la circulation, ni même les violences étendues contre les propriétés et les personnes ne suffisent à faire tomber une société. Quelque puissants qu'on suppose les effets de la grève générale révolutionnaire, ils ne seront pas supérieurs à ceux des grandes guerres et des grandes invasions. Les grandes guerres arrêtent aussi ou troublent la production, suspendent ou gênent la circulation et jettent dans la vie économique un trouble qu'on pourrait supposer mortel. Et pourtant, les sociétés résistent avec une élasticité extraordinaire à des crises qu'on

pouvait croire funestes, à des maux qui paraissent accablants...

...En supposant même qu'une grève générale révolutionnaire parvienne à obstruer les ports, à immobiliser les locomotives, à détruire les voies ferrées, à occuper souverainement quelques régions particulièrement ouvrières, à menacer et à réduire l'approvisionnement de quelques grandes villes et de la capitale, l'ingénieuse nécessité fera apparaître d'innombrables ressources cachées. Au besoin, la vie sociale, la consommation se réduiront dans des proportions énormes, et la nature humaine s'accommodera de ces tragiques privations, comme à la fin d'un long siège elle s'accommode d'un régime dont la seule idée, quelques mois plus tôt, aurait fait frémir les plus braves. Et si la société bourgeoise et la propriété individuelle ne veulent pas capituler, si la grande majorité des citoyens est opposée au nouvel ordre social que la grève générale veut instaurer par un coup de surprise, la société bourgeoise et la propriété individuelle trouveront le moyen de vivre, de se défendre, de rallier peu à peu, dans le désordre même et le désarroi de la vie économique bouleversée, les forces de conservation et de réaction.

Quelques-uns s'imaginent, il est vrai, que la grève générale, éclatant en bien des points à la fois, obligerait le gouvernement capitaliste et propriétaire à disséminer la force armée sur une telle étendue qu'elle serait comme absorbée par la Révolution. C'est une conception d'une naïveté extrême.

Le gouvernement bourgeois se préoccuperait avant tout de protéger les pouvoirs publics, les assemblées, en qui résiderait, par la volonté même des majorités, la force légale. Au besoin, s'il ne pouvait d'abord suffire à tout, il abandonnerait à la grève les voies ferrées et les régions où la

Révolution serait le plus fortement organisée ; il se préoccuperait, au contraire, de concentrer ses forces, et avec la puissance énorme que lui donnerait la volonté des représentants légaux de la nation, il ne tarderait pas à frapper quelques grands coups, à réoccuper les régions par lui abandonnées d'abord, et à rétablir les communications, comme on les rétablit en quelques jours dans un pays que l'ennemi vient d'évacuer après avoir fait sauter les voies ferrées et les ponts.

Même si les pouvoirs publics perdaient un moment Paris, comme en 1871, — et avec les éléments sociaux dont se compose Paris, cela n'est par certain le moins du monde, — il leur suffirait d'avoir un point de réunion et d'attendre en un lieu sûr, comme le roi de France à Bourges, comme M. Thiers à Versailles, que les forces conservatrices soient entrées en branle. Et elles ne tarderaient pas à y entrer spontanément.

Qu'on n'oublie pas qu'aujourd'hui, avec les sociétés de tir et de gymnastique où dominent tant d'influences réactionnaires, avec les habitudes de sport de la haute et moyenne bourgeoisie, avec l'entraînement militaire des classes possédantes, les privilégiés, les bourgeois, les capitalistes petits et grands, les boutiquiers exaspérés seraient capables même d'une action physique très vigoureuse.

Et pendant ce temps, que ferait la Révolution ? Dans les régions où elle aurait paru d'abord victorieuse, elle ne pourrait que se dévorer sur place, et s'épuiser en d'inutiles violences. Les révolutions libérales ou démocratiques de 1830 et de 1848 avaient un but très précis : renverser le pouvoir central et le remplacer. Les coups révolutionnaires de Blanqui étaient toujours calculés pour frapper à la tête et au cœur. Il ne disséminait pas ses forces ; il les concentrait

au contraire pour les porter en quelques points vitaux du système politique et gouvernemental.

La méthode révolutionnaire de la grève générale est toute contraire. Précisément parce qu'elle donne d'abord au combat une forme économique, elle n'assigne pas aux forces ouvrières un but unique et central où elles puissent converger. Elles resteront sur place, aux abords du puits de mine déserté, au seuil des usines abandonnées. Ou si les prolétaires prennent possession de la mine, de l'usine, ce sera une prise de possession toute fictive. C'est un cadavre qu'éteindront les ouvriers ; car la mine, l'usine ne sont que des corps morts quand la circulation économique est suspendue, quand la production est arrêtée. Tant que l'ensemble de l'appareil social n'est pas possédé et gouverné par une classe, elle a beau s'emparer matériellement de quelques usines et chantiers, elle ne possède rien : ce n'est pas être maître de la circulation que de tenir dans ses mains quelques cailloux de la route déserte.

Il ne resterait donc plus aux forces ouvrières, étonnées de leur impuissance dans une apparente victoire, que la ressource de détruire. Mais à quoi serviraient ces actes de destruction, sinon à marquer d'un caractère de sauvagerie le soulèvement du prolétariat ?

Qu'on observe bien que la tactique révolutionnaire de la grève générale a pour objet et pour effet de décomposer la vie économique et sociale, de la morceler. Arrêter les locomotives, immobiliser les navires, refuser aux machines de l'industrie la houille, c'est substituer à la vie générale et une de la nation la vie dispersée d'innombrables groupes locaux. Or, ce morcellement de la vie, C'EST PRÉCISÉMENT LE CONTRAIRE DE LA RÉVOLUTION.

La révolution bourgeoise a été faite par des fédérations qui venaient de proche en proche se nouer à Paris. Toute grande révolution suppose une exaltation de la vie, et cette

exaltation n'est possible que par la conscience d'une vaste unité, par l'ardente communication des forces et des enthousiasmes. C'est par l'organisation d'une forte représentation et action de classe, économique et politique, pénétrant tout et reliant tout, que le prolétariat accomplira sa révolution. Le morcellement est un retour à l'état féodal. Dans les groupes isolés retombés par l'arrêt de la circulation à une civilisation inférieure, ce sont les oligarchies possédantes, qui, disposant de moyens de subsistance accumulés et s'attachant par là toute une clientèle passive, deviendront souveraines.

Ce sont les riches qui seront en bien des cantons et des communes les rois momentanés, les chefs sociaux, les maîtres du fief. Et peu à peu, toutes ces petites souverainetés, toutes ces petites oligarchies coordonneront leurs efforts pour écraser et envelopper la Révolution immobile et penaude, qui en croyant destituer le gouvernement de tout moyen de communication, se sera isolée et émiettée elle-même...

... Est-ce à dire que l'idée de grève générale est vaine, qu'elle est un élément négligeable dans le vaste mouvement social ? Pas le moins du monde. D'abord, j'ai montré comment, à quelles conditions et sous quelle forme elle pouvait accélérer l'évolution sociale et le progrès ouvrier. En second lieu, c'est déjà pour une société un signe terrible et un avertissement décisif qu'une pareille idée puisse apparaître à une classe ouvrière qui porte l'ordre social; c'est elle qui produit et qui crée. Si elle s'arrête, tout s'arrête. Et on peut dire d'elle le mot magnifique que Mirabeau, le premier annonciateur de la grève générale, disait de l'ensemble du Tiers-Etat, encore uni, ouvriers et bourgeois :

« Prenez garde ! criait-il aux privilégiés, n'irritez pas ce peuple qui produit tout, *et qui pour être formidable n'aurait qu'à être immobile.* »

Or, à ce prolétariat qui a cette formidable puissance négative, et qui peut tout au moins être tenté d'en user, les classes possédantes et dirigeantes n'ont su accorder jusqu'ici qu'une trop faible part de puissance positive. Elles ont donné ou elles ont laissé à la classe ouvrière si peu de confiance en l'efficacité de l'évolution légale, qu'elle est comme fascinée de plus en plus par l'idée de refuser tout le travail. Le travail songeant à se refuser, le cœur méditant de s'arrêter ; voilà à quelle crise intérieure et profonde nous ont conduits les égoïsmes et l'aveuglement des privilégiés, l'absence de tout plan d'action. C'est vers l'abîme de la grève générale révolutionnaire que le prolétariat se sent de plus en plus entraîné, au risque de se briser en y tombant, mais en emportant avec lui pour des années ou la richesse ou la sécurité de la vie.

La grève générale, impuissante comme méthode révolutionnaire, n'en est pas moins, par sa seule idée, un indice révolutionnaire de la plus haute importance. Elle est un avertissement prodigieux pour les classes privilégiées, plus qu'elle n'est un moyen de libération pour les classes exploitées. Elle est, au cœur même de la société capitaliste, comme une sourde menace, qui, même si elle se résout enfin en accès impuissants, atteste un désordre organique que seule une grande transformation peut guérir.

Enfin, si les dirigeants commettaient la folie de toucher aux pauvres libertés acquises, aux moyens d'action bien chétifs des prolétaires, s'ils menaçaient ou violentaient le suffrage universel, si par la persécution patronale et policière, ils rendaient vraiment illusoire le droit syndical et le droit de grève, la grève générale violente serait certainement la forme spontanée de la révolte ouvrière, une sorte de ressource suprême et désespérée, et un moyen de frapper l'ennemi plus encore que de se sauver soi-même.

Mais la classe ouvrière serait dupe d'une illusion funeste

et d'une sorte d'obsession maladive, si elle prenait ce qui ne peut être qu'une tactique de désespoir pour une méthode de révolution. En dehors des sursauts convulsifs qui échappent à toute prévision et à toute règle, et qui sont parfois la ressource suprême de l'histoire aux abois, il n'y a aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine : conquérir légalement la majorité...

HOLLANDE

I

PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE

I

H. Van Kol

Député au Parlement hollandais.

Durant les jours de Pâques, le parti socialiste de la Hollande a longuement discuté la question de la grève générale au Congrès de Dordrecht. Une résolution était formulée d'avance, résultat d'un compromis entre les idées divergentes. Bien qu'unanimement d'accord qu'une grève générale en Hollande est impossible pour le moment et le sera encore durant de longues années, il fallait tenir compte de la situation différente dans d'autres pays et on ne voulut pas rayer ce moyen de lutte dans des cas impossibles à prévoir d'avance. Malgré une forte opposition, se basant sur une expérience chèrement achetée, et sur la perspective des forces en présence, le Congrès vota la résolution suivante qui sera soumise au Congrès International d'Amsterdam :

Le Congrès socialiste International d'Amsterdam.
Considérant :
Qu'il est inutile de prendre position à l'égard de la grève générale ;
Que pour la réussite d'une grève sur une grande échelle, une forte organisation et une discipline volontaire sont absolument indispensables ;
Qu'une grève vraiment générale, dans le sens qu'à un moment

donné *tous* les ouvriers cessent le travail, est impossible, parce qu'elle empêche toute existence naturelle, donc aussi celle du prolétariat;

Considérant:

Que l'affranchissement de la classe ouvrière ne peut être le résultat d'un tel effort soudain, mais qu'au lieu de cela une grève, englobant quelques métiers importants pour la vie économique ou soutenue par un grand nombre de métiers, peut être, dans certains cas, le seul et dernier moyen pour obtenir de grandes transformations sociales ou pour se défendre contre des attentats réactionnaires menaçant les droits des ouvriers;

Le Congrès avertit

Les travailleurs de ne plus jamais se laisser entraîner par la propagande anarchiste de la grève générale économique, ce qui n'aurait d'autre résultat que de faire faiblir la lutte de chaque jour, dont les armes sont fournies par l'action syndicale, politique et coopérative;

Et il engage les ouvriers socialistes à renforcer leur unité et leur influence dans la lutte des classes par le développement continu de leur organisation, parce que de cela seul dépendra la réussite d'une grève politique qui pourrait être utile et nécessaire dans certaines occasions et certains pays, pour atteindre un but déterminé.

Voilà la résolution acceptée par la majorité, et voici ce que j'en pense:

Quand on ne veut pas jouer sur les mots, la grève générale n'est qu'une utopie anarchiste, une idée qui surgit dans les pays où le mouvement socialiste est faible ou encore dans l'enfance, une fantaisie dangereuse d'ouvriers mal organisés. Car une grève générale économique exige une puissante organisation de classe, une solidarité inébranlable, une discipline invincible et avec cela des syndicats puissants, disposant de fortes sommes d'argent ainsi que de nombreuses ressources de riches sociétés coopératives. Et le jour où le prolétariat disposera de tous ces moyens de combat, une grève générale serait le pire des moyens parce qu'on disposera d'autres armes plus efficaces et moins dangereuses pour la classe ouvrière, plus à craindre pour la classe capitaliste. Tant que la bourgeoisie disposera à son

gré de la force armée, de la police, de la justice et de la législation, ce rêve anarchiste ne pourra se réaliser et encore moins réussira-t'on jamais à remplacer par ce moyen la production capitaliste par le régime socialiste, qui ne peut être que la conséquence de longues transformations sociales, d'une évolution économique plus ou moins accélérée.

Et malgré tout, malgré les dures expériences du passé et du présent, cette idée, vieille comme le socialisme, revient toujours. Malgré des efforts énergiques, aucune grève générale n'a jamais réussi, finissant (fut elle politique ou économique) par une transaction inévitable ou une défaite lamentable. Pour la Hollande surtout, dans ce pays de commerce où l'on devrait s'en prendre aux moyens de transport, une grève, même de grande dimension, des travailleurs des ports et des chemins de fer, restera impossible, même dans un avenir assez lointain. Sur les ouvriers agricoles on ne peut compter et les ouvriers industriels, en Hollande, ne forment qu'une petite minorité.

Et que l'on n'oublie jamais : — Une grève générale qui mérite ce nom, doit impérieusement aboutir à la révolution violente, et celle-ci dans les conditions les plus mauvaises qu'on puisse imaginer. Car ce n'est pas la classe possédante qui souffrira le plus de la disette des aliments, du manque d'habillements et du chauffage ; ce n'est pas elle qui sera privée la première des soins médicaux ou de boissons, ou dont les quartiers se trouveront dans un état de malpropreté dangereuse pour la santé des habitants. Elle disposera par son argent et son influence, de toutes les réserves accumulées dans les magasins, de tout ce qui pourrait encore arriver à grands frais ; elle aura eu le temps peut-être de faire des provisions pour les mauvais jours... Le poids entier de la disette et de la misère tombera donc sur la classe ouvrière sans ressources dans ces jours de cherté, et dont la bourgeoisie videra à l'occasion, les armes à la main, les magasins

des rares sociétés coopératives, qui devraient pourvoir aux besoins de centaines de milliers de familles ouvrières. Les riches peuvent quitter le pays dès que la grève éclate ; les ouvriers doivent rester où ils sont et où ils subiront des misères atroces. La classe régnante n'hésitera pas dans un cas pareil où il s'agit de son existence, de forcer les mécaniciens à conduire la machine le révolver aux oreilles, et les souffrances exaspérant les pauvres, des révoltes d'affamés sont certaines, des pillages inévitables ; le fusil parlera, les mitrailleuses se feront entendre. C'est donc mentir que de parler « d'une révolution avec les mains dans les poches » : des conflits sanglants sont inévitables.

Et ceux-ci auront lieu, sans que le prolétariat se soit préparé à cette lutte à la vie à la mort ; elle aura lieu dans des circonstances aussi mauvaises que possible : déjà la menace d'une grève générale poussera la classe tampon de la petite bourgeoisie dans les bras de nos ennemis ; car c'est cette classe si nombreuse qui recevra les premiers coups et prendra en haine le prolétariat, cause de ses malheurs. Tout ce qui n'est pas franchement socialiste, et ce sera encore longtemps la grande majorité de la nation, se rangera contre nous, renforcera nos ennemis qui disposent de l'armée et du pouvoir. Certes, il est à craindre que la dernière lutte pour le pouvoir sera accompagnée de violences, mais il est plus certain encore qu'elle aura lieu sans grève générale, dans un temps où, au contraire, un dur labeur nous attend. En tous cas une grève générale n'importe dans quel but et surtout quand il s'agit de la conquête du pouvoir est donc infiniment plus dangereuse que la révolte à main armée, déjà si difficile depuis l'invention des armes modernes. La bourgeoisie sera forcée d'user tous les instruments de combat dont elle dispose, quand la misère la menace et quand son pouvoir, son existence même, sont l'enjeu de la lutte.

Répudions donc de toutes nos forces la grève générale,

cette arme nuisible et meurtrière pour la classe ouvrière d'avance condamnée à la défaite ; répudions ce moyen de combat qui agrandit la misère du prolétariat, décime ses forces et le frappe d'impuissance. Répudions la grève générale, aussi bien quand elle a un but économique en luttant contre la classe capitaliste, que lorsqu'elle aura un caractère politique, et qu'il s'agit de la conquête de l'Etat. Rejetons loin de nous cette idée néfaste qui disloque toute l'action socialiste démocratique, et met tout sur un seul coup de dé, jouant le tout ou rien avec la certitude de perdre.

Quand le jour se lèvera enfin, où nous aurons avec nous la majorité du peuple, même sans avoir une majorité au Parlement et dans le Gouvernement, quand les organisations ouvrières formeront un bloc révolutionnaire invincible, ce jour-là nous saurons vaincre sans grève générale, qui devient superflue dès qu'elle serait possible. Car dès que nous disposerons d'une telle force, la classe ouvrière réorganisera l'Etat et la production, l'heure de la délivrance aura sonné. Mais en attendant cette heure qui doit venir, nous ne devons pas transiger avec une devise sonore mais creuse, qui date encore des premiers temps du mouvement ouvrier, et fait diverger ses efforts de nos vieux moyens de lutte, qui ont subi l'épreuve du feu. Il est de notre devoir de démasquer ce moyen anarchiste, cette tragédie néfaste, et d'avertir la classe ouvrière contre ce moyen de lutte dangereux, nuisible et impuissant.

Malgré tout cela, le Congrès socialiste hollandais n'a pas cru pouvoir rayer entièrement la grève générale de son plan de combat pour *tous* les pays, dans *tous* les cas et dans *tous* les temps, pour *toutes* les générations futures. Voulant user de tous les moyens honnêtes en notre pouvoir, le parti hollandais bien que presque unanime dans sa réprobation de la

grève générale pour son pays, ne voulait pas prescrire sa tactique à tous les ouvriers du monde entier.

Une résolution d'un Congrès International doit se rendre compte que des cas exceptionnels peuvent se produire où une action ressemblant à la grève générale serait inévitable, et qu'il ne faut rejeter aucune arme qui puisse servir de menace contre la classe ennemie.

Quand on aura usé de tous les moyens disponibles pour vaincre la résistance de la bourgeoisie contre des réformes politiques ou économiques dans l'intérêt de la classe ouvrière, une grève temporaire dans une branche importante de la vie économique, comme le travail dans les mines, par exemple, pourra être utile pendant l'escarmouche.

Une démonstration de courte durée peut arracher à la classe règnante quelquefois des droits politiques, tels que le suffrage universel, que sans cela elle n'eut pas donnés, malgré qu'une grande partie du peuple se range du côté des ouvriers. Ceci fut le cas entr'autre en Belgique, en 1893, lorsque la courte durée de la grève seule a évité une défaite.

Dans certains pays, où un pouvoir politique moins développé, où une organisation militaire plus démocratique offre moins d'obstacles que dans la plupart des autres pays, une grève en guise de démonstration peut être le dernier moyen extrême de se défendre contre les velléités réactionnaires du Gouvernement, qui ne se sent appuyé que par une partie de la population.

Voilà ce que l'on a voulu prévoir pour ne pas lier les mains aux socialistes des autres pays dans des cas qui formeront toujours une grande exception dans un avenir où d'autres forces se trouveront en face. Seulement quand le Congrès d'Amsterdam accepterait la résolution mentionnée ci-dessus, cela ne veut pas dire qu'une grève politique fermera désormais un des points du programme de lutte pour le prolétariat de même que la lutte politique, l'action syn-

dicale ou les entreprises coopératives. Notre programme n'a pas besoin de mentionner des cas tellement exceptionnels dont probablement on n'usera jamais. Encore moins que la révolution violente, la grève générale a besoin d'être mentionnée en toutes lettres dans les règles qui guident notre tactique dans la lutte des classes.

La résolution proposée ne veut pas fermer entièrement et dans tous les cas possibles et impossibles, la porte à la grève générale, mais elle place devant la porte à peine entr'ouverte, trois gardiens : la sagesse, le sang-froid, l'empire sur soi-même du prolétariat. Et celui-ci ne peut même pas songer à ce moyen sans avoir auparavant obtenu par un long labeur une forte orgonisation, réuni, par le sentiment de la lutte des classes, la masse travailleuse qui formera alors une puissance irrésistible, inspirée par une conviction inébranlable du pouvoir révolutionnaire de la clase ouvrière.

« Nous ne pouvons prévoir, disait Troelstra, ce qui peut arriver, mais ce n'est pas la bienveillance de la bourgeoisie qui nous donnera ce que nous devons obtenir ». Elle a donc besoin, hélas, de savoir que lorsqu'elle nous empêchera de combattre avec nos moyens ordinaire, le prolétariat tiendra toujours au-dessus de sa tête cette épée de Damoclès.

Seulement, le Congrès de Dordrecht était unanimement d'accord que ce glaive menaçant ne devait pas être suspendu à un fils de soie, mais attaché à un toron, cordage solide qu'on coupera difficilement, et que, même quand on nous mettrait de force le poignard dans la main, nous hésiterions à couper. Mais de cela un avenir, lointain encore, décidera.

Henriette Roland-Holst

Du parti socialiste hollandais.

Pour juger la résolution du parti socialiste hollandais, on ne peut pas se baser exclusivement sur les événements qui ont marqué la grève politique de l'année passée en Hollande. Le Bureau International nous a demandé une résolution pour le Congrès International. Nous devons, par conséquent, envisager la question autant que possible au point de vue général, car on exige de nous que nous précisions la position à prendre dans la question par le socialisme international.

En premier lieu, l'idée anarchiste de la grève générale se pose en opposition à la nôtre, et cela pour trois raisons. La grève générale absolue dans le sens qu'à un moment donné tous les ouvriers abandonnent le travail, de sorte que toute production soit arrêtée, a été reconnue impossible : il faut se garder de l'illusion que la grève seule peut produire une révolution brusque et complète dans les forces des classes. En conséquence, tout effort en faveur de la grève générale doit être condamné, en dehors des moyens de lutte éprouvés du prolétariat (action et organisation syndicales, politiques et coopératives.) La conception anarchiste de la grève générale est donc tout à fait contraire à la résolution ; il n'est pas fait la moindre concession aux anarchistes.

Maintenant examinons la partie positive de la question : la grève contre les pouvoirs publics, la grève politique. Cette idée est complètement adoptée par de nombreux ouvriers non anarchistes. Nous repoussons la grève utopique ; ne devons-nous pas repousser n'importe quelle grève politique ? La réponse est étroitement en rapport avec notre conception du développement de la société et de la situation

des forces sociales. L'avenir nous réservera-t-il une croissance lente et paisible de la démocratie et du socialisme ? A ce moment, il n'y a qu'un seul pays, la France, dans lequel les événements nous donnent l'impression que l'avenir se déroulera de cette manière (1).

Mais, par exemple, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre et dans notre pays, nous constatons le contraire : une réaction croissante et une lutte de classes de plus en plus aiguë. Considérant cela, je pose la question ; le prolétariat peut-il abandonner le seul moyen de force qu'il possède ?

Le mot « moyen de force » a provoqué, au sein du Congrès, un certain soulèvement. Troelstra, néanmoins, a parlé, dans son rapport sur les tarifs douaniers, de trusts et de droits de douane, comme de « moyens de force ». On ne doit pas pour cela penser à des bombes ; le mot signifie : moyens par lesquels une classe force l'autre.

A présent, la classe ouvrière ne possède pas d'autre moyen de force que la grève ; le refus du payement des impôts, appliqué souvent par la classe bourgeoise dans sa lutte, n'a pas de valeur pour la classe ouvrière. Et le prolétariat peut,

---

(1) La citoyenne Roland-Holst se fait une idée, à notre sens, singulièrement inexacte de la situation du socialisme en France et de ses rapports avec la démocratie, il n'y a pas croissance parallèle, mais tendance de la démocratie à absorber le socialisme. L'action de Millerand, Jaurès et de leurs partisans tend à substituer de plus en plus aux points de vue spécifiquement socialistes des points de vue purement démocratiques. La notion de la lutte de classe est remplacée, par eux, par celle de la collaboration des classes et de la paix sociale. C'est bien là l'idée essentielle de la démocratie la plus vulgaire : ce n'est précisément pas celle du socialisme.

H. L.

néanmoins, se trouver dans une situation où il doit user d'un moyen de force, soit pour s'opposer à des attentats réactionnaires, soit pour faire passer des réformes de grande importance. Le compagnon Vliegen fait appel à « nos vieux moyens éprouvés ». La résolution le fait également. Mais, sommes-nous certains que ces vieux moyens éprouvés ne nous seront pas enlevés? En Allemagne, on préconise la possibilité d'un attentat contre le suffrage universel. Celui-ci serait supprimé pour le Landtag en Saxe, dans le cas où la social-démocratie risquerait d'obtenir la majorité.

En Hollande, on a enlevé à un grand groupe d'ouvriers le droit de grève, du moment qu'ils emploient celui-ci d'une manière dangereuse pour la classe capitaliste.

On dit: ce moyen de lutte est dangereux pour nous-mêmes! Cela ne signifie néanmoins pas qu'il nous est nuisible à tous les points de vue. Je ne veux pas amoindrir le danger; plus les ouvriers acquièrent de droits, plus ils ont à en perdre, et ils doivent être d'autant plus prudents dans l'emploi de ce moyen d'action. Mais le danger ne se trouve pas seulement dans le caractère politique de la grève. Le danger de provoquer un conflit avec le pouvoir gouvernemental se trouve dans chaque grève importante, atteignant profondément la vie économique et sociale, même quand elle n'est menée que pour l'obtention de salaires plus élevés, etc.

Chaque grande grève de mineurs, ouvriers de transport, ou dockers produit un désarroi dans la vie sociale et donne prétexte au gouvernement pour intervenir. Les leaders des syndicats de tous métiers, doivent-ils donc dire aux membres de s'abstenir de toute grève?

Vliegen dit: « Oui, mais dans une grève politique les ouvriers auront toujours toute l'opinion publique contre eux. » Cela n'est absolument pas certain. En Hollande, cela était le cas en 1903; mais en sera-t-il toujours ainsi? D'autres circonstances sont probables, celles, par exemple, en rapport

avec la puissance croissante des trusts. qui peuvent amener de notre côté une grande partie de la classe moyenne. Ou bien, quand le gouuernement voudrait faire, par exemple, une guerre impopulaire pour semer la diversion dans le pays, il est très possible que l'opinion publique se porte du côté du prolétariat. En 1893. en Belgique, une grande partie de l'opinion publique était favorable aux ouvriers ; beaucoup de patrons libéraux renvoyaient eux-memes leurs ouvriers pour les faire participer à la grève.

On fait appel à l'expérience acquise par la grève politique, pour la condamner. Mais. dans le cas où l'on se rapporte seulement à l'expérience de la Hollande, elle nous apprend tout au plus que là où l'organisation syndicale est faible, où le prolétariat est peu initié à la politique et est en désaccord intérieur, une grève contre l'Etat ne peut pas avoir de succès. Si, parmi nous, il y avait encore des camarades qui se baseraient trop sur l'efficacité de la lutte économique contre l'Etat, la misère redoutable que la grève d'avril a jeté parmi les ouvriers leur a montré clairement leur erreur. L'expérience générale, cependant. n'est absolument pas si défavorable.

En Belgique, la grève a eu pour résultat l'institution d'un suffrage universel, encore très restreint, il est vrai. En Suède, elle fit une profonde impression. Un grand nombre de victimes. une confusion des organisations a été le résultat de la grève en Hollande seule. Vliegen parle de la grève suédoise comme d'une « démonstration avec un abondon partiel du travail ». Mais. pendant trois jours. il n'y eut pas de lumière, pas de pain à Stockholm. Aucun train ne marcha. aucun journal ne parut ! C'était une « démonstration » d'un caractère particulier !

A côté des questions de danger et d'hostilité de l'opinion publique, une troisième objection importante est encore soulevée : la question des moyens d'existence. Ceci est peut-

être l'argument le plus faible dans la réfutation de la grève politique ; mais il faut, néanmoins, le prendre en considération. Il est certain que le prolétariat en souffrira le premier et le plus fortement, mais cela n'est-il pas le cas aussi dans une grève contre les patrons ? Quand, par exemple, les boulangers ou les mineurs se mettent en grève pour une question de salaire, n'est-ce pas le prolétariat qui souffre le premier du manque de pain et de moyens de chauffage ? En outre, on ne peut prédire quelle sera l'organisation d'une grève politique. Peut-être les coopératives de consommation pourraient-elles fournir des aliments ? Ou bien, on pourrait se mettre en grève pendant une période déterminée et les ouvriers pourraient se pourvoir d'aliments pour cette période. Ou bien encore, quand on prévoit que la classe capitaliste peut accaparer tous les aliments d'une certaine industrie, et alors, du moment que la grève éclate dans celle-ci et quand ces produits sont indispensables au prolétariat, il ne faut pas que la grève se déclare.

Notre résolution ne s'occupe pas de la question de l'étendue de la grève. Elle ne se prononce pas non plus sur la possibilité de la grève politique en Hollande.

Mais ce qui n'est pas possible maintenant, peut le devenir, par exemple, par suite du développement de la grande industrie. Notre résolution laisse donc place à la grève politique, l'accepte comme un procédé de lutte, auquel le prolétariat sera obligé d'avoir recours dans les cas exceptionnels.

Toutefois, devant l'accès à ce moyen de lutte, nous plaçons trois sentinelles : le sang-froid, la sagesse et la maîtrise de soi-même de la classe ouvrière. Il est vrai que le parti d'opposition règle notre tactique, mais, toutetois, pas complètement ; nous pouvons prendre nos précautions pour ne pas nous laisser prendre dans un guet-apens. Notre résolution dit au prolétariat : « Vous ne pouvez pas songer à une lutte économique contre l'Etat, avant que vous ne possédiez un

haut degré de force et d'unité ». Cette unité gît dans la conviction socialiste révolutionnaire, dans la conscience de classe, dans la reconnaissance de l'ensemble entre les différentes parties du mouvement ouvrier.

Les organisations doivent être formées et éduquées, tout doit agir avec un ensemble parfait et fonctionner sans obstacle ; les coopératives de consommation doivent être en état de fournir la munition ; la discipline volontaire doit être consentie si fortement que, dans le cas où tous les chefs seraient emprisonnés, la lutte doit pouvoir continuer avec le même calme et le même sang-froid. La résolution s'oppose d'autant plus aux tendances anarchistes qu'elle insiste pour continuer l'organisation et la lutte journalières sous toutes les formes, considérant cela comme le seul moyen de réserver dans l'avenir quelque chance de réussite d'une grève contre l'Etat. Elle nous donne le droit de dire : « Vous commentez la grève contre l'Etat ; nous faisons le travail par lequel elle deviendra possible, c'est-à-dire nous créons l'organisation ». Et notre résolution dit à la bourgeoisie : « Nous ne nous laisserons prendre par vous à aucun guet-apens ; nous ne renonçons à aucun moyen ! Et si, maintenant ou plus tard, nous avons l'occasion de vous porter un coup décisif, grâce à notre force économique, nous ne la laisserons pas passer ! »

III

V.-H. Vliegen

du Parti social-démocrate hollandais.

Je ne sais si, en l'espèce, je puis être considéré comme une autorité, parce que j'ai été membre d'un comité qui a proclamé et dirigé une grève générale. En tout cas, je veux laisser de côté cette particularité, l'oublier autant que possible. A mon avis pourtant, il est déjà assez remarquable que cette expérience m'ait transformé en adversaire de la grève générale, moi qui en étais partisan. Il y a lieu d'observer, en outre, que mon opinion n'est point déterminée par les circonstances secondaires qui ont causé l'échec du mouvement où j'ai joué un rôle, mais qu'elle se base sur des faits qui tiennent directement à la grève générale en elle-même, et qui se reproduiront par conséquent dans *toute* grève générale.

On va dire : « La tentative qui a eu lieu en Hollande est bien loin de correspondre à ce qu'on entend par une grève générale ; le but n'y était pas, l'heure n'était point favorable, et les éléments organiques manquaient. »

Mais j'estime que l'on doit raisonnablement commencer par prendre l'idée de la grève générale telle qu'elle a été propagée par nos pères et jusqu'a ce jour, et se demander si on l'accepte ainsi. En cas de négative, il faut alors chercher s'il n'y a pas quand même quelque chose de pratique à déduire de cette conception. Il est, en effet, souvent possible de rendre réalisable une conception qui a surgi sous une forme impratique. Il suffit d'avoir découvert son défaut essentiel. Il y aura toujours bien, en fin de compte, quelque chose à extraire de l'idée en question.

L'interrogation qui se pose tout d'abord est donc celle-ci : Qu'avons-nous vu jusqu'à présent dans ce domaine ? Il n'est pas facile d'établir dans quel pays l'idée de la grève générale a été formulée pour la première fois. Quant au premier essai d'application, il eut lieu en Belgique, en 1893, le prolétariat socialiste l'utilisant dans la lutte pour le suffrage universel. Ce furent principalement les mineurs qui fournirent à cette tentative un puissant effort. Il serait oiseux de nous demander à quoi l'on aurait abouti là, si le gouvernement avait résolument tenu tête à l'assaut prolétarien. Une nouvelle tentative, celle de 1902, échoua piteusement, — alors que la classe ouvrière avait été comme fortifiée par près de dix années de propagande et d'organisation.

En France, les mineurs se sont livrés à quelques ébauches de grève générale. En Espagne, les travailleurs de Barcelone risquent de temps en temps un mouvement de ce genre.

Plus importante a été la grève générale qui a secondé, en Suède, l'agitation de 1902. Mais, en cette circonstance, il ne pouvait être question de réussite, ni d'échec à proprement parler, puisqu'il ne s'agissait que d'une démonstration de la volonté des travailleurs, et que l'on ne visait pas à un succès direct.

Enfin nous avons eu, en Hollande, au début de la présente année, un essai de grève générale, en vue de contraindre le gouvernement à retirer un projet de loi qui supprimait le droit de grève pour les cheminots et pour les salariés des services publics, et qui contenait aussi des dispositions draconiennes destinées à « protéger la liberté du travail. » D'une part, il est incontestable que le prolétariat hollandais ne manifesta guère d'entrain à se croiser les bras : dans le pays entier, environ soixante mille hommes chômèrent, dont trente mille à Amsterdam. Mais, d'un autre côté, le mouvement englobait précisément les professions

dont les ouvriers comptent parmi les plus indispensables au fonctionnement économique de la société, — comme les cheminots, les dockers, etc.

De même que dans les deux expériences belges et dans l'expérience suédoise, il s'agissait, dans l'expérience hollandaise, de l'emploi de la grève générale comme arme dans la lutte politique.

En France aussi, ce que les mineurs demandaient à la grève générale, c'était qu'elle décidât le Parlement et le gouvernement à leur accorder des réformes. Et récemment encore, à Paris, on reparlait de grève générale pour obtenir une loi qui supprimât les bureaux de placement.

Nous n'avons donc pas à examiner ici une grève générale d'ordre économique, c'est-à-dire à laquelle des travailleurs qui n'ont pas un intérêt direct dans le mouvement commencé, se joignent cependant par solidarité morale avec ceux de leurs camarades qui sont en cause, — comme cela s'est produit, par exemple, à Genève. Nous ne tiendrons pas compte ici des mouvements de ce genre, puisqu'ils ne constituent pas des applications de la grève générale à la lutte politique.

Mais en France, les anarchistes et les syndicats aperçoivent dans la grève générale quelque chose d'autre encore que ce que l'on a vu dans les essais de réalisation qui viennent d'être rappelés. Les anarchistes croient avoir trouvé dans la grève générale le genre d'action par lequel on peut *remplacer l'action politique*. Nulle part cette conception de la grève générale ne s'est propagée aussi simplement qu'en Hollande, où le mouvement anarchiste, qui avait tout à fait langui depuis 1896 et 1897 faute de moyen d'agitation et de lutte, se ranima grâce à cette panacée et acquit une nouvelle force d'expansion.

Il n'est pas besoin d'extraire des écrits anarchistes un exposé de cette idée. Ici, en Hollande, tout membre d'un

syndicat connait l'antienne par cœur. Chaque fois qu'une grève ne possède point par elle-même la force voulue pour triompher, il faut qu'une grève de solidarité vienne l'aider à obtenir la victoire. Ce fut en raison de cette idée fondamentale que se produisit la grève déclarée sur les chemins de fer hollandais le 31 janvier 1903. Les dockers étant en grève, les cheminots refusèrent de transporter les marchandises provenant des ports et celles à destination des ports, où elles n'auraient pu être embardées ou débardées que par des jaunes. L'application de cette idée de solidarité englobera dans le mouvement des corporations de plus en plus nombreuses, en sorte qu'à la fin toutes les grèves réussiront toujours. On sera entraîné par là à la grève générale, où les travailleurs se refuseront notamment à transporter les troupes, et paralyseront par tous autres moyens le mécanisme gouvernemental. De cette manière on ne *conquiert* pas les pouvoirs de l'Etat, mais on les *élimine*, et l'on exproprie les moyens de production. Le développement complet de la thèse est à lire dans *la Conquête du Pain*, de Krapotkine.

Il y a, en outre, des hommes soi-disant pratiques, qui voient dans l'extension du système coopératif de production le commencement du nouvel ordre social, lequel devra sans doute s'organiser de la façon qu'Emile Zola expose dans son roman : *Travail !*

Telle est l'idée qui semble prévaloir en France, dans les Bourses du travail, parmi les partisans de la grève générale, ou du moins, c'est la conception qui paraît la plus répandue, car il ne saurait être question ici d'unité de pensée. Mais c'est bien celle que l'on a développée devant moi maintes et maintes fois, à Paris comme à Amsterdam. Je la reproduis ici pour montrer que l'idée fondamentale est en absolue contradiction avec le socialisme.

Si niaise que soit toute cette chimère aux yeux de prolé-

taires ayant reçu une éducation politique, si violemment qu'elle soit récusée par tout ce que l'on sait du développement normal de la société, elle s'offre cependant aux syndicats comme quelque chose d'énormément séduisant. Il est impossible de nier l'existence d'une certaine mésintelligence entre les deux mouvements ouvriers, la politique et le corporatif. Celui-ci ne demanderait pas mieux que de se rendre tout à fait indépendant de celui-là. En France et en Hollande, les organisations politiques vivent en état de perpétuelle hostilité avec une partie des organisations syndicales. Si je ne me trompe, on n'est pas sans trouver quelque chose de ce genre en Allemagne aussi. Et en Angleterre, depuis une dizaine d'années, les organisations politiques s'efforcent d'acquérir de l'influence sur les Trade-Unions, mais leurs succès dans ce sens demeurent médiocres. Cette opposition, que je constate sans chercher à l'élucider, explique pourquoi les syndicats français, hollandais, et autres, s'offrent à l'idée de la grève générale comme un excellent milieu de culture, — à cette idée qui doit permettre aux organisations corporatives d'acheminer la classe ouvrière vers le nouvel ordre social sans nul autre concours, et qui, par conséquent, rend inutile le mouvement politique.

Que l'on ne s'y trompe pas, une formidable proportion d'utopisme persiste dans les conceptions des travailleurs de tous pays, et l'idée de la grève générale est bien propre à alimenter des imaginations enclines à l'utopie. La résurrection du mouvement anarchiste qui se produit en France et en Hollande de même qu'en Belgique et en Suisse, pour ne point parler de l'Espagne, est attribuable pour une grande part à la puissance d'attraction de l'idée de la grève générale, telle que je l'ai exposée ci-dessus.

Et si l'on se sent maintenant porté, dans les milieux socialistes, à étudier l'idée de la grève générale, si l'on y commence à voir en elle quelque chose de digne d'attention,

cela provient de ce que l'on commence aussi à douter de l'efficacité de la tactique observée jusqu'à présent, et parce que l'on pense ce que voici : « Nous sommes forts tant que la lutte avec la classe dominante se maintient sur le terrain légal, mais le Prolétariat n'a plus nul moyen de combat dès que la classe dominante s'avise de violer la légalité, ou bien de modifier les lois à mesure que l'exigent ses intérêts. » Il y a là un vide à combler dans l'arsenal de la classe ouvrière, et on le comble avec la grève générale.

Or, il existe deux modes d'application de la grève générale à la lutte politique. L'un, que l'on peut qualifier d'immédiat, c'est celui de l'application dans un temps où le Prolétariat militant se trouve encore en minorité. La grève générale est employée là pour la conquête du suffrage universel, pour la résistance contre une restriction du droit de suffrage, pour la sauvegarde du droit de coalition, etc... C'est ce dernier genre de grève générale que nous avons déjà eu en Hollande.

Il peut arriver, comme par exemple en Belgique en 1893, que la revendication pour laquelle le Prolétariat se mobilise, soit si populaire, que le gouvernement ne tarde pas à capituler, parce qu'il voit coalisés contre lui le Prolétariat non socialiste et la petite bourgeoisie, et qu'il ne se sent pas sûr d'être fermement soutenu par la bourgeoisie proprement dite. Dans de telles circonstances, la grève générale peut réussir, *mais elle n'est pas nécessaire*. En 1893, le Parlement belge, que l'on voulait intimider, était déjà en fait une Constituante. La revision de la Constitution était donc déjà bien décidée. En tout cas, il en serait forcément sorti quelque chose. Les mandataires des travailleurs s'estimaient si peu les maîtres de la situation, qu'ils se contentèrent du suffrage plural. A mon avis, l'actuel système électoral aurait pu, lui aussi, être obtenu sans grève générale.

D'ailleurs il y a un fait très éloquent, c'est que, depuis

lors, le gouvernement belge n'a reculé d'un pas, ni devant une menace de grève générale, ni même devant une grève générale. En 1896, les travailleurs se préparaient ostensiblement à la grève générale pour en finir avec la loi relative aux élections communales, et en 1902 ils se mirent en grève générale. Dans le premier cas, les députés socialistes surent, grâce à une ruse parlementaire, obtenir une concession, qui n'était qu'apparente, mais qui suffit pour que sur-le-champ il ne fût plus question de grève, sans que même on se demandât quelle répercussion cet avortement allait avoir sur l'organisation de la classe ouvrière. Dans le second cas, le gouvernement était décidé à la résistance, et la lutte se termina par la défaite des travailleurs, défaite dont le Parti belge ne s'est pas encore complètement relevé.

Et en Hollande, où il y a encore bien plus de choses à éliminer qu'il n'en est à conquérir, nous n'avons pas eu plus de succès. *Contre un adversaire résolu, qui a derrière lui toutes les forces de la bourgeoisie, la grève générale ne peut rien.* Tout conflit de ce genre devient une lutte pour laquelle il ne reste en dernière analyse qu'à poser cette question : Qui est le plus fort, de toi, gouvernement, et de toi, mouvement ouvrier ? Or, celui-ci est le plus faible et restera tel tant qu'il demeurera inférieur à la classe dominante aux points de vue du nombre et de l'organisation des partisans. Toute lutte qui a pour but de contraindre le gouvernement, par n'importe quels moyens extra parlementaires, à faire ou à défaire quoi que ce soit, ne tarde pas à avoir pour enjeu définitif les pouvoirs de l'état, ni plus ni moins.

Je n'ai pas encore recherché ici pourquoi, en pareille occurrence, le mouvement ouvrier est toujours la plus faible. Je veux d'abord examiner la nouvelle conception qui a cours maintenant en matière de grève générale, et que le camarade Hilferdind a exposée récemment dans la *Neue Zeit*, et à laquelle j'ai répondu.

Si je le comprends bien, voici comment le camarade Hilferding imagine la situation : — Nous avons conquis la majorité parlementaire, et la majorité du peuple est avec nous, mais la classe dominante, forte de l'appui de l'armée, demeure au gouvernement, conserve les pouvoirs publics.

Ou bien : — Nous avons derrière nous la majorité des suffrages, mais les circonscriptions électorales sont découpées de telle sorte, que le capitalisme garde la majorité parlementaire.

Ou encore : — La bourgeoisie fait un coup d'Etat, abolit le suffrage universel, et gouverne contre la majorité du peuple.

Loin de moi l'intention de dire que de pareilles situations ne se présenteront jamais : je les estime au contraire fort probables. Mais là n'est pas la question que j'ai à résoudre en ce moment. Ce que je n'arrive pas du tout à comprendre, c'est l'utilité que pourrait avoir la grève générale dans l'une des trois situations en cause.

Et maintenant j'aborde l'examen de certains caractères communs à tous les genres de grève générale.

Qu'est-ce que la grève générale ? Par où intimide-t-elle la classe dominante ? On nous répond : *par l'arrêt de la production.*

Quand la production s'arrête, toute vie sociale devient impossible. Nul aliment n'est apporté sur le marché, la navigation et les communications par chemin de fer sont interrompues, la famine apparaît. Si c'est en hiver, il n'y a plus de chauffage. Et ainsi suite.

Oui, mais qui donc sera le premier à souffrir de la famine ? Le prolétaire. Et qui, du froid ? Le prolétaire.

Evidemment, c'est la société entière qui se débat dans une crise terrible. Seulement, comme dans tous les genres de crise, c'est le prolétaire qui pâtit dès le début et le plus durement.

Nous avons vu cela à Amsterdam, en avril de la présente année. Les dockers étaient en grève, et le transport des denrées par chemin de fer était complètement paralysé. Les boulangers chômaient. Que s'en suivit-il ? Que les bourgeois envoyèrent leurs domestiques acheter les vivres jusque dans les quarties ouvriers, et que les compagnes des travailleurs virent autour d'elles les prix des aliments monter effroyablement.

Les gaziers étaient en grève. La réserve de gaz étant près de s'épuiser, il fut fait des provisions de pétrole et de bougie. Mais qui donc était en mesure de faire ces provisions, et qui donc, d'autre part, restait sans lumière ?

Voici ce que l'on peut dire en résumé : Si la grève générale rend la vie impossible pour tout le monde, c'est le prolétaire que la mort menace le premier.

Que l'on envisage telle branche que l'on voudra de la production ; si elle s'immobilise, c'est avant tout au prolétaire que cela nuira. Pour son propre salut, le prolétariat sera obligé de reprendre le travail.

Nos utopistes de la grève générale ont maintes fois déclaré : « La raison d'être de nos coopératives, c'est justement que nous produirons pour nous, et non pas pour les capitalistes. »

Si l'on admet que la classe capitaliste puisse encore compter sur l'armée, — et il faut bien l'admettre, car, si l'armée n'était plus avec la classe capitaliste, la grève générale serait complètement inutile, — alors il n'est pas besoin de beaucoup de perspicacité pour reconnaître que le gouvernement s'emparera des magasins prolétariens et en livrera les denrées à la circulation normale, quand ce ne serait que pour acheter le concours des miséreux, du sous-prolétariat.

Mais si même les choses ne se produisaient pas de la sorte, y a-t-il lieu de croire que les travailleurs seraient

seuls à détenir des provisions ? Quand la grève générale aura été préconisée durant des années, et que la classe capitaliste et le gouvernement se seront mis à escompter sa possibilité, qu'elle éclate donc une bonne fois, et l'on verra qui s'est trouvé en mesure d'accumuler le plus de provisions.

Au reste, il y a mieux encore : tout le monde ne chômera pas. En supposant les circonstances les plus favorables qui se puissent imaginer, il y aura encore, pour rester au travail, un nombre considérable d'ouvriers. Chez nous, les élèves de l'école Polytechnique se sont empressés de s'offrir comme mécaniciens et comme chauffeurs. Chacun peut finir par savoir faire son pain. A la navigation et aux transports par chemin de fer il est pourvu grâce à l'armée. Les grandes usines ne fonctionnent plus, mais il est impossible que la production soit interrompue au degré absolu. En dépit de la propagande la plus ardente, il restera toujours des districts entiers où l'on besognera à outrance, jusqu'à y accroître la moyenne de rendement. Oui, au cœur de chaque ville l'industrie continuera à vivre dans une certaine mesure. Et quand il le faudra, les capitalistes n'hésiteront pas à émigrer vers les coins paisibles que n'aura pas atteints la grève.

Et qui donc achètera les produits, alors que leur prix s'élèvera dès leur arrivée sur le marché, et dans des proportions énormes ? Est-ce le Prolétariat ?

Lorsque, en avril dernier, les organisations ouvrières de Hollande eurent entrepris la lutte, — je dois expliquer ici que, dès le début, j'étais *opposé* à cette grève générale, mais que, me trouvant avec une minorité, je m'étais incliné devant la majorité, — je me suis, ou plutôt, nous nous sommes demandé : Quelles conditions un mouvement de ce genre doit-il remplir, pour mener à la victoire les hommes qui s'y

sont engagés ? Je n'ai pas trouvé de réponse. Chaque extension du mouvement était un faux-pas de plus.

Je crois que l'émancipation socialiste ne dépend heureusement pas des conditions qui pourront être créées ou éliminées par un acte brusque du Prolétariat ou de la classe dominante. Des gouvernements réactionnaires ont été obligés de faire des réformes sociales, des gouvernements antisocialistes seront obligés de se livrer à des actes socialistes quand des circonstances économiques l'exigeront.

La victoire du socialisme ne résultera d'un développement économique, sur lequel les gouvernements ne sauraient exercer d'influence, qu'à de très rares heures décisives ; encore ne parviendraient-ils à accélérer ou ralentir que de fort peu ce processus. La grève générale ne peut aboutir à rien, qu'à bouleverser pour quelque temps la vie économique. Le socialisme ne peut que pâtir d'un bouleversement de la vie économique.

Quant au cas où la bourgeoisie empêche le Prolétariat d'accéder aux pouvoirs publics par la voie légale, il demeure si lointain, qu'il est encore absolument impossible d'en parler dès maintenant. Ce que je sais bien par exemple, c'est que la grève générale n'est pas la remède à cette situation.

IV

De Niewe Tijd

Revue socialiste mensuelle hollandaise.

Rapport de la rédaction de *De Niewe Tijd* au Comité directeur du Parti Ouvrier Social-démocrate de Hollande.

La grève générale dont il est question dans ce rapport est la grève politique, la grève contre l'Etat. Non pas la grève d'une corporation isolément contre un patron ou plusieurs ou contre une association de patrons ; non pas la grève de plusieurs corporations par solidarité avec une grève survenue contre le patronat dans un autre métier ; mais toute grève dirigée contre l'Etat en guise de démonstration ou comme moyen de contrainte, quelle que soit son étendue, et qu'elle soit défensive ou offensive.

La qualification de grève *politique* est la meilleure pour cette catégorie.

La grève politique intéresse directement la Social-démocratie en tant que parti politique. L'autre genre de grève ne regarde que les syndicats. Cependant toute grande grève économique perturbe incontestablement la vie publique et prend ainsi figure de grève politique. Tout ce qui sera dit ici s'appliquera donc aussi à ce genre.

Pour la Social-démocratie, la grève politique n'est pas un moyen appelé à remplacer l'action politique ou parlementaire. Nous ne croyons pas à une tactique qui consisterait à inciter sans cesse à une action défensive ou offensive contre le gouvernement des travailleurs librement groupés, et cela sans les avoir entraînés, éduqués, organisés, par et pour la lutte parlementaire.

Nous sommes persuadés qu'une pareille tactique aboutirait à ce que le Prolétariat eût le dessous dans chaque conflit. Une organisation socialiste aussi solide que possible, des fédérations sagement et longuement instruites et disciplinées, voilà, selon nous, le seul moyen de vaincre toujours et partout la bourgeoisie ou de lui tenir tête avec succès. A plus forte raison nous n'imaginons pas qu'une grève générale ou politique puisse jeter bas le capitalisme. L'organisation de celui-ci, avec sa production économique et mentale et ses armes politiques, est si vaste et si puissante, que l'on ne saurait la révolutionner avec un seul et simple procédé, la mettre à mort d'un unique coup de pointe. Si quelqu'un croit à ce moyen isolé, c'est qu'il ne se rend pas compte des forces de l'ennemi, et sa propagande fait dévier la classe ouvrière hors de sa route normale.

D'abord il faut qu'au sein même du Prolétariat se développe la puissance des organisations. La révolution bourgeoise fut une guerre de possédants contre possédants, de dirigeants économiques contre dirigeants économiques. Et puis elle ne tendait qu'à constituer une société d'individus. Les prolétaires, isolés, sont aussi faibles que possible, aussi veulent-ils fonder une société de collectivités. Ils ne peuvent donc obtenir la victoire ni même risquer la lutte, avant que le Prolétariat possède des organes nouveaux.

La désorganisation du capitalisme est impossible sans ces organes. Vouloir la désorganisation du régime actuel, ce n'est pas la vouloir absolument complète, c'est vouloir *l'organisation du régime nouveau.* La lutte corporative, la lutte politique, les coopératives, sont des moyens ou des instruments à l'aide desquels on crée des organes nouveaux dans les flancs du vieil organisme. De même, les trusts et la grande industrie sont, eux aussi, des jeunes organes dont la croissance peut faire éclater le corps qui les abrite.

Au reste, qui donc connaît l'évolution future avec assez

de sûreté pour pouvoir se risquer à dire : « — Ceci est le moyen radical, et même, c'est le seul moyen radical, pour la réalisation du socialisme » ? Ce sont les anarchistes, qui pensent de la sorte, quand ils déclarent : « — L'action syndicale se suffit à elle même » ou bien : « — Il n'est pas d'autre procédé que la grève générale, y compris celle des soldats. »

Il n'y a cependant qu'à jeter un coup d'œil sur le trust, ce sphinx si inquiétant et à tant de points de vue, et alors on se demande si ce n'est pas un engin voué à faire avorter l'action syndicale et par conséquent à rendre impossible toute grève. D'autre part, on ne sait que trop que l'Etat n'a besoin que d'une loi pour anéantir le mouvement corporatif. la social-démocratie se garde bien de formuler des prophéties aussi utopistiques que détaillées. Elle recherche ses armes dans l'évolution normale du monde, sans prétendre qu'elles soient les seules bonnes, et qu'elles soient bonnes toujours et partout.

Les réclamations que les travailleurs formulent contre l'Etat se multiplièrent avec le développement de leur conscience de classe et de leur organisation. Mais les grands financiers, qui deviennent chaque jour plus puissamment les dirigeants de la politique capitaliste, estiment toujours insuffisants leurs profits, se refusent cyniquement à ce que la population ouvrière bénéficie des dépenses pourtant énormes de l'Etat, et s'ingénient à ce que la dette publique aille s'accroissant dans des proportions vertigineuses.

D'un côté le militarisme et l'impérialisme, le protectionnisme, la décadence du libéralisme, le réveil de la réaction, d'un autre côté le fait que l'on n'élabore plus de législation ouvrière ou que l'on ne s'en occupe que très nonchalemment. tout cela ne peut que déterminer une extension et une aggravation continues de la lutte sur le terrain politique.

Parallèlement, nous voyons la classe ouvrière consciente

de l'augmentation de richesse et de pouvoir de l'ennemi, consciente aussi de ses propres forces, chercher des armes nouvelles, qui lui permettent de lutter dans une plus grande mesure, avec plus de probabilités de succès. et peut-être victorieusement.

Parmi ces armes nouvelles, la grève générale est celle dont l'on parle le plus aujourd'hui, et elle a d'ailleurs été déjà employée çà et là. Partout elle s'impose au premier plan de la discussion, et cela non pas tant par les soins de ses champions, les anarchistes, que par suite de l'extension continue des conflits.

Quiconque appartient au prolétariat conscient doit attendre avec curiosité le jugement par nous porté sur cette arme et se féliciter du fait que le cours des événements nous ait amenés à l'expérimenter. L'extension des conflits ne peut en effet qu'annoncer comme prochains des coups décisifs, que précéder de peu la victoire.

La social-démocratie condamne au même titre les trois points de vue selon lesquels le capitalisme peut être vaincu par le coopératisme seul, ou par le syndicalisme seul, ou par l'action parlementaire seule. Nous ne croyons à une apothéose, ni des coopératives, ni de la grève générale, ni d'une majorité parlementaire. Il y a en effet une chose que nous ne savons que trop bien, c'est que l'énorme puissance de notre adversaire lui permet de supprimer nos armes ou de les rendre vaines. Aussi nous contentons-nous d'utiliser les procédés qui, dans telles circonstances données, nous semblent les plus convenables. Et cela tout en étant prêts à échanger ces procédés contre d'autres, et en étant persuadés que s'imposera tôt ou tard l'opportunité de cette modification.

Dans le *Manifeste communiste*, sous la rubrique : « Bourgeois et Prolétaires », Marx décrit l'expansion de la lutte de classe. Au début, les travailleurs combattent isolément,

puis la lutte englobe tous les travailleurs d'une fabrique, puis elle s'étend dans la localité entière aux travailleurs de toute une branche d'industrie. Depuis, le phénomène a encore gagné en profondeur et en surface. Ce sont des ligues patronales qui tiennent tête à des coalitions ouvrières d'un bout à l'autre d'un grand pays, et l'interdépendance de l'industrie et des moyens de transport détermine l'explosion de grèves simultanées dans de très diverses branches d'industrie. Déjà l'on pense de droite et de gauche à des grèves internationales. Il est impossible que les choses se passent d'autre sorte. La production et les moyens de transport vont se concentrant sans cesse, la division du travail progresse à l'infini, chaque industrie vise de plus en plus à répondre aux besoins du marché mondial, et le processus de la production tend à s'harmoniser universellement, quoique avec bien de l'incohérence encore. Il est donc fatal que la lutte entre le capital et le travail englobe des peuples entiers.

Mais ce n'est pas seulement sur le terrain économique que l'on rencontre des faits de ce genre. Les heurts entre l'Etat et la classe ouvrière sont de plus en plus violents. A mesure que se développe le capitalisme, l'Etat qui sauvegarde la société bourgeoise à l'aide de la bureaucratie et du militarisme, mais qui, grâce aussi à ces deux forces, est devenu une puissance autonome, l'Etat exige toujours davantage pour soi-même. Les charges qui pèsent sur la population ouvrière, et la part de la plus-value sociale que revendique l'Etat, s'accroissent constamment ; elles surpassent de beaucoup le peu qui est restitué aux travailleurs sous formes d'assurances, de retraites, etc.

Avant de nous livrer à des considérations théoriques générales sur ce nouveau moyen de lutte, il nous faut nous poser d'abord cette question : Y en a-t il d'autres du même genre ? Il tombe immédiatement sous le sens que la grève politique

est un moyen extrême, et dangereux, du moins par le temps qui court. Pourquoi? Parce qu'avec elle on s'attaque à l'Etat, c'est-à-dire au plus ample et au plus haut organe de la société capitaliste. On s'attaque à tous les intérêts de toute la bourgeoisie, et alors, aux yeux de celle-ci, la moindre concession accordée à ce procédé violent équivaut à une partielle abdication de sa domination totale, à un premier aveu ainsi formulé : le prolétariat est décidément plus puissant que la classe possédante. En sorte que nous avons à nous demander s'il existe d'autres moyens de contrainte auxquels la classe ouvrière pusse recourir et qui lui offrent plus de garanties de succès. Or, nous trouvons dans l'histoire :

1° Le soulèvement en armes. Mais l'on ne saurait y penser tant que l'armée demeurera passive comme un outil entre les mains du gouvernement :

2° Le refus des impôts. Mais le prolétariat paie si peu d'impôts directs, que par là on n'aboutirait à rien ;

3° Le refus du service militaire. Mais cela ne mène à rien qu'à la prison en temps de paix, et à la peine de mort au moment de la mobilisation.

Le seul moyen qui reste, c'est la grève politique. Le prolétariat n'a pas d'autre procédé de contrainte à sa disposition, — tout au moins pour commencer.

Il y a là un point essentiel, sur lequel nous appelons l'attention de nos camarades. Car il s'ensuit que, en rejetant purement et simplement cette forme de la lutte suprême, tant pour l'attaque que pour la défense, on rejette par là même, pour le prolétariat, tout recours à la force, puisqu'il ne lui reste absolument rien d'autre que cela. Le syndicat, le droit de vote, la coopérative, peuvent être supprimés, tous à la fois, par un acte législatif, le développement progressif, légal, que désire la social-démocratie peut être entravé par un coup d'Etat. Alors qu'arrivera-t-il, si nous n'avons, pour

tenir bon contre ces procédés violents, aucun procédé du même ordre? Nous ne recommandons pas ici la grève générale ; il est beaucoup trop évident qu'en ce moment elle constitue un instrument encore très dangereux à manier. Seulement, nous posons aux camarades la question que voici : Que ferez-vous si vous repoussez absolument l'emploi de ce moyen ?

Il en est qui croient que peu à peu une portion considérable de la bourgeoisie se ralliera à nous, que les libéraux et progressistes seront de plus en plus obligés à des compromis et alliances avec nous, que *dans ces coalitions nous serons les plus forts*, et qu'elles aboutiront à autre chose qu'à nous diviser temporairement, à affaiblir la masse du prolétariat en jetant des concessions insignifiantes à une partie seulement de la classe ouvrière, et que nos prétendus alliés, ne nous tourneront pas le dos dès qu'il s'agira d'intérêts positivement importants. Il en est, en d'autres termes, qui ne pensent pas que le fossé entre possédants et non-possédants soit si profond, que finalement la bourgeoisie en soit réduite à la violence contre nous, aussitôt que nous nous attaquerons à sa propriété individuelle, *ce que l'évolution historique nous obligera de faire*. Ceux qui ont cette persuasion, peuvent dire en effet : Nous rejettons la grève politique, parce qu'il existe une voie bien plus sûre.

Mais rien encore ne se manifeste, d'une pareille pacification des esprits dans une portion vraiment notable de la bourgeoisie. Au contraire, dans tous les pays, c'est la réaction qui prévaut. Protectionnisme, militarisme, impérialisme, voilà les moyens que partout la bourgeoisie utilise pour renforcer sa puissance, et en même temps l'oppression des travailleurs. En comparaison de cela, nos bribes de législation ouvrière sont ce qu'une tartine est à un banquet. Dans les deux seuls pays, la France et l'Italie, où les radicaux ont été contraints de rechercher l'appui des socialis-

tes, ceux-ci sont arrivés tout juste à établir une balance entre les profits et les pertes de leurs intérêts de classe. La scission déterminée dans le prolétariat par l'alliance Millerand-Galliffet, et la confusion apportée dans le cerveau des travailleurs par les votes de Jaurès en faveur des fonds secrets, de l'envoi de troupes contre des grévistes, etc., cela compense bien les avantages de la loi Millerand sur la journée de dix heures !

Si nous disons cela ici, ce n'est pas pour prendre parti dans cette dernière question. Nous citons simplement ce qui peut nous servir à démontrer que, même dans les conditions les meilleures, et jusqu'à ce jour les plus rares, il n'est pas question pourtant d'atténuer l'opposition des classes, à plus forte raison d'immobiliser temporairement le parti sur un point quelconque.

Il faut qu'ici les camarades nous comprennent bien. Nous ne nions pas dogmatiquement qu'il soit possible qu'une partie de la bourgeoisie en vienne à d'autres idées et adopte le socialisme comme l'unique remède aux maux croissants du capitalisme. On peut même indiquer des faits qui rendent sensible, bien que faiblement, la *probabilité* de quelque chose de ce genre. Mais nous affirmons qu'en attendant, nous voyons le contraire, c'est-à-dire, d'une manière générale, une expansion beaucoup plus rapide de la puissance politique et économique de la bourgeoisie que celle du prolétariat, et, en particulier, une refloraison des idées réactionnaires. Il n'est même pas jusqu'au suffrage universel qui ne soit de plus en plus difficile à *obtenir*.

Etant donné le visible accroissement des forces de la grande industrie et de la haute finance, nous croyons que l'antagonisme des classes s'aggravera encore. Autant que l'on en peut juger, le prolétariat sera souvent encore obligé d'opposer la contrainte à la contrainte. Nous estimons donc qu'il est absolument indispensable de continuer à observer

notre tactique traditionnelle en s'attendant toujours aux éventualités les moins favorables, c'est-à-dire en escomptant l'incessante aggravation de l'antagonisme des classes, et nous estimons que par conséquent il ne faut pas se refuser à l'emploi de la grève politique sous le prétex que l'évolution économique suffira à nous mener là où nous voulons atteindre.

Si maintenant nous nous occupons de la possibilité d'une grève dirigée contre l'Etat, nous devons commencer par constater que, des expériences faites jusqu'à ce jour, il est assez difficile de déduire quoi que ce soit qui plaide en faveur de l'emploi de cette arme.

Dans le pays où le prolétariat, la classe ouvrière, n'a encore rien à perdre, mais tout à gagner, la grève générale est sûrement le moyen qui s'impose, le proletariat, qui est souvent obligé là de prendre l'offensive et qui est même privé parfois des libertés de parole et d'association, apprend, par la grève générale, à connaitre sa propre force, son importance dans le processus de la production. Mais dans l'Europe occidentale, le prolétariat a quelque chose à perdre, quand ce ne serait que son organisation et un menu bagage de droits. Aussi l'expérience prouve-t-elle que l'arme en cause doit être maniée avec beaucoup de prudence. Les Belges y ont eu recours une fois avec succès, mais la seconde fois, le gouvernement étant prévenu depuis des mois, ils eurent un fiasco. En Hollande, la grève politique a échoué complètement. En Suède, la grève qui visait le suffrage universel a réussi, mais le camarade Branting, dans son rapport à la commission spéciale nommée par le Comité directeur du parti suédois, écrit que si l'on recommençait, les chances de succès seraient infiniment moindres. La bourgeoisie ne s'attendait pas à cette grève, qui n'était d'ailleurs rien d'autre qu'une démonstration. Et puis, le mouvement

ne dura que très peu de jours et n'avait aucun but positivement direct.

Ces exemples ne sont donc pas encore bien encourageants. Ils établissent que la grève générale, organisée en guise de démonstration, a des chances de succès, lorsque, du moins, c'est la première fois qu'elle éclate dans un pays donné, — mais que, entreprise pour la seconde fois et si le gouvernement a été au courant de la préparation, elle risque fort de se terminer par la défaite.

L'argument de Liebknecht, à savoir, que la grève politique est inutile parce que, si l'on peut la réaliser, c'est que l'on a aussi la puissance voulue pour exproprier la bourgeoisie, cet argument ne nous semble pas soutenable. C'est seulement par la pratique, par l'acte, que la puissance peut se manifester, sans compter que la pratique même est, à son tour, un facteur d'accroissement ou de diminution de la puissance.

Mais d'autres objections ont été formulées, qui sont d'une grande importance. La principale consiste à affirmer que la bourgeoisie est en mesure de supporter plus longtemps que le prolétariat un arrêt dans le transport des denrées. Certainement, il y aura là, dans beaucoup de grèves, un point critique.

En tout cas, cet argument est très grave en ce qui concerne la grève générale de *tous* les travailleurs, comme la rêvent les anarchistes.

Il est encore d'autres objections qui pèsent lourd dans la balance, ainsi celles où l'on invoque l'affaiblissement temporaire des organisations, les sacrifices nécessaires, la réaction consécutive à la défaite.

On ne saurait le méconnaitre, les difficultés sont multiples, et la social-démocratie, si elle veut prendre une résolution au sujet de la grève générale, a, par conséquent, le

devoir, selon nous, de commencer par conseiller aux travailleurs le plus de prudence possible.

Doit-elle pour cela repousser la grève politique? Celle-ci est-elle absolument impossible? En sommes nous réduits à cet aveu désespéré qu'il n'y aurait à notre disposition nul moyen de contrainte? Nous ne croyons pas du tout que tel soit le cas. Nous sommes convaincus que l'on commettrait là une erreur équivalente à celle des anarchistes lorsque eux au contraire, ils prétendaient que l'arme en question est la seule.

Nous considérons la grève politique (1) comme vraisemblablement nécessaire dans l'avenir, et comme possible dans certaines conditions.

D'abord, comme démonstration pacifique, — pour le Premier Mai par exemple.

En second lieu, comme démonstration offensive ou défense, par exemple pour ou contre une loi, — démonstration d'une durée de peu de jours, ainsi que cela s'est passé en Suède.

Troisièmement, quand elle n'embrasse qu'une portion relativement restreinte de la classe ouvrière, comme les dockers, les chemineaux ou les mineurs, et que les camarades sont énergiquement soutenus par le reste du prolétariat. Certes, l'argument selon lequel la bourgeoisie sera en mesure de prolonger le conflit sans en pâtir autant que les travailleurs, cet argument aura sa valeur dans ce cas, mais il n'est pas du tout sûr non plus qu'elle ne finira point par être obligée de céder. Cela dépendra des conditions de temps et

---

(1) Nous renvoyons à la définition de la grève générale que nous avons donnée au début de cette étude : grève ayant un but d'intérêt général, c'est-à-dire politique, sans distinction de durée, et offensive ou défensive, ou déclarée en guise de démonstration.

de lieu. Il est impossible d'instituer des règles absolues, la défaite du prolétariat n'est pas fatale. D'ailleurs, il y a équivalence entre ce conflit et la grève économique de toute une corporation importante.

Quatrièmement, dans le cas où le prolétariat, à une heure de tension extrême, se lèverait soudain comme un seul homme, la bourgeoisie serait alors prise au dépourvu, et n'aurait plus qu'à céder. Cette éventualité-là sera dans le domaine du possible, quand l'évolution nous aura valu des progrès considérables. La grève générale aura cette fois-là des chances, des probabilités de succès. Aussi ne devons-nous pas rejeter cette arme, cette seule arme qui nous reste.

D'ailleurs, qui donc oserait affirmer qu'il peut prévoir l'avenir d'assez loin et assez nettement pour être à même de proclamer d'ores et déjà que ceci ou cela ne réussira jamais, que tel moyen ne sera jamais employé ? Nous répéterons ici ce que, au début de cette étude, nous avons dit de la tactique anarchiste.

Faire des prophéties de ce genre, ce serait rivaliser de déraison avec l'anarchiste qui déclare : « Ceci est l'unique moyen dont l'effet soit sûr. » Nous voyons clairement, dans ses grandes lignes, le développement général du capitalisme, nous pouvons même indiquer quelques-unes des particularités que présentera certainement le monde futur, mais il nous est impossible de préciser dans quelle mesure les classes augmenteront ou diminueront, d'ici là, leur effectif, leur propriété, leur force morale; et c'est pourquoi nous ne saurions prononcer que l'emploi de tel procédé ne sera jamais nécessaire.

Nous apercevons la *possibilité* de cet emploi, et celle d'un succès total ou partiel. Donc, nous devons admettre ledit emploi.

Tous ces arguments nous induisent à conclure comme

suit : le parti social-démocrate, qui s'efforce d'englober la totalité du prolétariat au mouvement vers le but socialiste, de le maintenir dans cette orientation et de découvrir pour lui les voies les plus courtes et les plus sûres, le parti doit conseiller de ne manier qu'avec une extrême prudence cette arme dangereuse, mais il doit lui faire une place au milieu de toutes celles dont il disposait déjà.

Pour la question de savoir dans quels cas une grève politique, — démonstration pacifique, ou démonstration hostile (offensive ou défensive) d'une durée bien arrêtée, grève politique d'une corporation ou de plusieurs, ou enfin grève déclarée par soudaine explosion populaire est un moment de perturbation profonde, — dans quels cas cette grève aura des chances succès, sa solution dépend d'une seule condition, la même d'ailleurs que celle dont dépend tout le mouvement ouvrier : c'est la force des syndicats, de l'organisation politique, et des coopératives. Et pour ce qui est de l'opportunité d'une grève politique, il est impossible d'établir une règle uniforme ; il faudra s'en remettre absolument aux décisions qui pourront résulter de chaque cas isolément. Mais il est une chose que nous savons de toute certitude, c'est que la lutte sera au moins dangereuse, que la défaite entraînerait des conséquences au moins graves, que la victoire ne peut jamais être qu'à peu près sûre, et qu'elle ne peut l'être que si les organisations engagées dans la lutte savent marcher comme un seul homme depuis et y embrassent une forte proportion de la population ouvrière. Et nous ne saurions nous élever avec trop d'énergie contre les anarchistes qui, sans se préoccuper d'organiser d'abord solidement le prolétariat, poussent les masses à des expériences exigeant d'énormes sacrifices et n'offrant nulle chance de succès.

Et il y a encore un point sur lequel nous voudrions insister vivement. Si jamais une grève politique doit réussir, ce

ne peut-être que grâce à une étroite union, à un intime accord, entre les syndicats et le parti politique. On n'imagine le succès pour aucun genre de grève politique qui ne serait pas appuyée par le prolétariat entier. Alors même qu'une seule corporation serait engagée dans la grève politique, il faudrait qu'elle eut derrière elle toute la population ouvrière. Or, l'organisation d'ensemble de la population ouvrière, c'est le parti *politique*, et il n'est pas de rêve politique possible sans conscience politique. Il est indispensable que les militants s'introduisent au cœur de l'Etat et de ses organes d'action, qu'ils surveillent de près le fonctionnement des partis permanents et des groupements temporaires, — en tant que tout cela est possible sans probabilité que de ne ramener que des morts et des blessés ou de faire un fiasco irrémédiable. Une grande partie de la population ouvrière doit être préparée en une bonne année d'éducation continue. Le prolétariat doit puiser la ferme conviction de sa cohésion, la conscience de sa force, la certitude de sa victoire, dans l'examen des aspects généraux de la lutte des classes, soit qu'elle se manifeste dans la vie politique, soit qu'elle trouve son expression au parlement. Par nulle autre voie il ne pourra acquérir la confiance en soi-même. Aussi protestons-nous résolument contre l'anarchisme au sujet de toutes ses idées contre la grève générale.

Nous réprouvons tous les procédés par où il veut mener à la grève générale, toute la tactique qu'il préconise. Nous ne voulons pas qu'une propagande à part soit faite en faveur de la grève générale, nous ne voulons pas que celle-ci soit déclarée chaque fois qu'elle sera possible, nous ne croyons pas à la vertu miraculeuse de ce moyen isolé.

Nous voyons qu'en ce moment encore, la classe possédante dispose d'une puissance trop colossale, et que le prolétariat est trop dispersé, pour qu'une lutte décisive puisse être entreprise. En conséquence, nous demandons qu'avant

tout la propagande soit menée, et très activement, en faveur de l'idée socialiste, de la lutte politique et de la lutte syndicale. Et sans être en mesure de formuler des prescriptions précises, nous exhortons le prolétariat à n'agir qu'avec une extrême prudence à l'heure où l'évolution de la lutte pourrait déterminer un choc inévitable, si cette heure doit sonner avant qu'il ait acquis la plénitude de ses forces.

Si les organisations corporatives sont parvenues à une puissance imposante, si elles sont imbues de la conscience socialiste, et si elles sont alliées de la manière la plus intime à un parti politique fort, alors la grève politique pourra être utile et réalisable, et peut-être portera-t-elle à la bourgeoisie des coups terribles, peut-être contribuera-t-elle à parachever la victoire générale, et même il n'y a pas impossibilité qu'elle soit la forme sous laquelle se déroulera le conflit suprême entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais celui ci ne devra aller à la bataille que quand il disposera d'organisations puissantes et qu'il sera solidement éduqué et discipliné. C'est sous ce double aspect d'arme nécessaire, mais aussi et surtout d'arme très dangereuse, que le Parti ouvrier social-democrate doit envisager la grève générale.

II

Socialistes Révolutionnaires

Christian Cornelissen

Pour vous donner mon opinion sur la *Grève Générale*, je commence par formuler que je comprends sous ce mot une grève qui s'étend à plusieurs pays pour une même catégorie d'ouvriers, ou même à plusieurs sphères importantes de production et de transport dans un seul pays ou dans plusieurs pays à la fois. Prise dans ce sens, l'idée de la *Grève Générale*, à mon avis, se dérive aussi naturellement et aussi rigoureusement de l'organisation, de la production et de la distribution dans la société capitaliste, que l'idée de la *grève* tout simple. Loin d'être une « utopie » — comme l'on a prétendu — la *Grève Générale* découle nécessairement de l'*intérêt collectif* de la classe ouvrière et du *contrat collectif* qui a commencé à remplacer et remplace de plus en plus dans notre société l'*intérêt de l'ouvrier comme individu*, et le *contrat individuel* entre patron et ouvrier.

Vis-à-vis des capitalistes, pouvant se poser en qualité de possesseurs de tous les moyens de production et de transport, les ouvriers modernes n'ont qu'à disposer de leurs bras productifs, créateurs de richesses. Les ouvriers peuvent refuser de travailler afin de soumettre les capitalistes à leur volonté.

C'est court et c'est catégorique ; tout le reste : droits politiques, juridiction, etc., est subordonné à cette puissance

économique des ouvriers. Aussi la lutte entre le patronat et la classe ouvrière ayant franchi les limites de la seule fabrique, voire même de la sphère de production isolée, est il tout naturel que la grève a franchi également peu à peu les limites de la commune ou même les frontières du pays, et qu'elle commence à s'étendre de plus en plus sur diverses branches de production et de transport et sur plusieurs Etats à la fois. Son développement futur dans cette même direction restera une nécessité sociale aussi longtemps que durera la lutte des classes. Personne parmi nous ne saurait s'étonner de ce que les petites escarmouches, les conflits locaux et nationaux, s'etendent toujours et se confondent en une lutte internationale — lutte formidable de la *Grève Générale* sur toute la ligne. L' « utopie » d'hier deviendra la « nécessité » de demain. Voilà une opinion nette que me dicte l'évolution de la société capitaliste.

Pour nous, socialistes, la *grève* et la *Grève Générale* sont au même titre l'arme redoutable dans notre lutte contre les classes possédantes. La *grève*, et plus encore la *grève* devenue *générale* est non seulement une lutte pour la défense ou l'amélioration des intérêts matériels immédiats ou pour l'abolition des abus les plus scandaleux ; elle est dès son début et elle devient de plus en plus, comme je l'ai exposé ailleurs (1) *une lutte en vue de la haute direction pour tout ce qui concerne la fixation des rapports du travail.*

Le moindre conflit entre patrons et ouvriers pose déjà en principe la question : Qui aura la direction du travail et avec elle direction de la production : le capitaliste possesseur des moyens de production, ou l'ouvrier possesseur de

(1) *En marche vers la société nouvelle*, chap. IV. (Paris, S[illegible])

la force de travail ? C'est pour cela que la *grève* caractérise économiquement la période de transition qui devra précéder l'abolition complète de la propriété personnelle du sol et du capital et à la mise de côté définitive de tous les entrepreneurs. La *Grève Générale* commephénomène social, ne marque qu'une phase spéciale dans cette période. Aussi crois-je que c'est par une *Grève Générale* et par un chômage complet du travail que s'annoncera une période décisive de la lutte des classes et de la *Révolution Sociale*. La *Révolution Sociale* ne sera autre chose, selon mon opinion, que la conséquence immédiate d'une *Grève Générale* victorieuse.

En outre je vois dans la *grève*, et aussi dans la *grève* sur une étendue, la soi-disante *Grève Générale*, une arme directe dont les organisations ouvrières doivent toujours pouvoir disposer vis-à-vis des gouvernements, soit que ceux-ci s'appellent libéraux, conservateurs, radicaux ou social-démocrates. Le nom ne m'intéresse que fort peu, puisqu'il s'agit ici d'un principe. Vis-à-vis des gouvernements, la *grève* et la *Grève Générale* doit rester une arme dépendant de l'initiative propre des masses représentant une forme *d'action directe* que nous devons respecter entre les mains des organisations ouvrières et dont nous devrons propager le bon usage à toutes nos forces.

Mon opinion sur les *Grèves Générales* de portée restreinte et de but immédiat découle facilement de tout ce qui précède.

Tant que ces mouvements grévistes surgissent directement de la lutte sociale de la classe ouvrière contre les classes possédantes, ils doivent être approuvés en principe par tous les socialistes et révolutionnaires. Peu importe si dans ce cas une *Grève Générale* est entreprise par les ouvriers pour obtenir une augmentation de salaires, ou bien pour empêcher un gouvernement réactionnaire de prendre aux classes ouvrières leurs droits acquis, pour éviter une guerre inter-

nationale, etc. Il importe seulement que les masses ouvrières considèrent elles mêmes le but immédiat comme assez important pour qu'elles hasardent tous les risques de la lutte économique afin de l'atteindre.

Mais en tous cas, la *Grève Générale*, comme la *grève* tout simple, doit croître en raison du développement des rapports sociaux. La *Grève Générale* ne saurait pas être faite artificiellement par un parti politique quelconque dans le but spécial de ce parti.

Si un parti politique voudrait entreprendre ceci, il se lancerait dans des tentatives dangereuses *et s'abuserait de la Grève Générale comme arme de lutte sociale.*

Un tel abus se venge. On verra par exemple, que les ouvriers qu'on ne peut même pas facilement mener aux urnes pour qu'ils y déposent leur bulletin de vote — les milliers d'abstentions en sont partout la preuve — ne risqueront que beaucoup plus difficilement encore leur pain quotidien pour la conquête d'un droit politique tel que le suffrage universel dont l'utilité ne leur saute pas aux yeux. En général, les ouvriers n'entreront en *Grève Générale* que pour une cause plus directe, permettant un avantage plus net. La *Grève Générale* présentant toujours son caractère *d'action directe* ne peut pas être facilement employée pour *l'action représentative* et pour des *affaires de gouvernement.* Pour cela il serait nécessaire qu'une calamité générale telle qu'une guerre antipathique, par exemple, menace, ou qu'un gouvernement fasse un abus tellement frappant de son pouvoir que les masses ouvrières éprouvent le besoin immédiat et fervent de se révolter. De ce point de vue c'est déjà tout autre chose qu'un gouvernement *refuse* de donner un droit comme le suffrage universel ou qu'il veuille *abolir* un tel droit une fois acquis.

Un parti politique qui voudrait pousser les masses dans une *Grève Générale* pour des intérêts de parti, risque non

seulement d'échouer piteusement, mais encore de compromettre sérieusement l'arme formidable qu'est la *grève* et la *Grève Générale*.

C'est donc de tous leurs efforts que les organisations ouvrières doivent s'opposer à pareilles tentatives, toutes les fois qu'il s'agit de mouvements faits artificiellement et qui ne découlent pas des intérêts immédiats des masses.

BELGIQUE

I

PARTI OUVRIER BELGE

I

Louis de Brouckère

du Parti Ouvrier Belge

Pour beaucoup de théoriciens anti-parlementaires, la grève générale s'oppose au suffrage universel : sa prédiction doit, selon eux, guérir la classe ouvrière de ce qu'ils considèrent comme l'erreur politique. Mais il est fort remarquable qu'en fait, elle a *presque toujours* eu pour but la conquête du droit de vote et *toujours* l'obtention d'une réforme législative.

Les deux grandes grèves belges de 1893 et de 1902 qui ont mobilisé la première 250.000, la seconde 300.000 travailleurs, tendaient uniquement à l'acquisition de la franchise électorale, égale et généralisée. De même pour la grève suédoise de 1902. C'est pour la défense du suffrage universel que nos camarades allemands discutent eux aussi l'emploi éventuel de cette arme redoutable.

En Hollande, en 1903, il s'agissait d'empêcher un attentat au droit de grève et de coalition. En France il n'y eut jamais, je pense, de grève à proprement parler générale, mais seulement des tentatives, qui ne paraissent pas avoir été très heureuses, de généraliser des grèves qui éclataient dans une profession déterminée, comme chez les mineurs en 1901 et

chez les boulangers il y a quelques mois. Ici encore, il s'agissait essentiellement d'obtenir des Chambres le vote de lois déterminées établissant la journée de huit heures ou les pensions de retraite, ou supprimant les bureaux de placement. Je ne connais aucun exemple d'une grève vraiment générale, c'est-à-dire s'adressant indifféremment à toutes les professions, qui eut un but proprement économique ou, si l'on préfère, qui tendit à obtenir certains avantages, directement des employeurs.

Est-ce là une coïncidence fortuite ? Peut-on maintenir quand même la règle générale à laquelle tous les cas particuliers font exception, ou faut-il voir dans le but politique un des caractères essentiels au contraire de ce moyen d'action d'une espèce si particulière ? La question vaut au moins qu'on la pose.

Il y a quelque dix ans la réponse eut pu paraître douteuse. L'on croyait alors fermement à l'existence de la grève en masse, dont la grève générale paraissait n'être qu'une extension nouvelle. La grève en masse, c'était le chômage d'un nombre aussi grand que possible d'ouvriers de la même industrie, ou d'industries similaires adressant à leurs employeurs les mêmes réclamations. C'était parfois l'extension du mouvement à des industries différentes qui se trouvaient avoir les mêmes griefs à faire valoir, ou qui tout simplement entreprenaient une grève de sympathie. Tout échec sur le terrain économique était attribué à ce qu'on n'engageait pas assez d'hommes dans l'action. On admettait comme une certitude de victoire la mise en mouvement de gros bataillons.

Aujourd'hui, les militaires ne croient plus que les armées les plus nombreuses soient nécessairement les meilleures. Les syndicats en sont revenus aussi quelque peu de leur confiance aveugle, absolue, inconditionnée dans les grèves de masse. Des grèves professionnelles, limitées à un ou à

quelques métiers ont réuni déjà en Angleterre, en Allemagne, surtout aux Etats-Unis, des contingents formidables soutenus par d'immenses ressources ; elles ont succombé malgré, je dirais volontiers à cause de leur étendue même. On a remarqué, d'ailleurs, que très souvent, et de plus en plus les patrons cherchent à étendre par un lock-out les conflits restreints, contraignant ainsi nos organisations à répartir sur un plus grand nombre de têtes, les ressources qu'elles tiennent de la solidarité ouvrière. L'on ne trouve plus invariablement nécessaire d'opposer des colonnes profondes et compactes aux coups du capitalisme : on reconnait mieux les avantages des compagnies légères de tirailleurs habilement conduites et solidement disciplinées.

On fait certes encore des grèves de masse, elles ont leurs avantages, mais on éprouve de moins en moins le besoin de s'encombrer de recrues faites de toutes parts, qui allourdissent la marche bien plus qu'elles ne contribuent à la force. On préfère, sauf dans des cas spéciaux, que les portions du prolétariat non directement engagées dans l'action restent au travail et cotisent à la grève, que de les voir donner et consommer inutilement par sympathie, une partie des fonds rassemblés. L'on n'en reviendra certes jamais, sur le terrain économique, à la grève partielle, sporadique d'autrefois, mais on s'écartera j'en suis persuadé tout autant des grandes grèves amorphes qui les ont suivi, pour en venir à des grèves aussi soigneusement *délimitées* qu'organisées.

On comprend que la grève générale, étant à l'opposé de cette conception, ne peut, par le fait même, être utilisée avantageusement sur le terrain économique. Peu de questions directement négociables entre employeurs et employés se présentent dans des conditions analogues pour toutes les professions, et il n'arrive jamais que le moment le plus favorable pour arracher des concessions aux patrons soit le même dans toutes les industries. La grève générale ne se justifie

donc que pour les questions d'intérêt général, dans lesquelles tous les prolétaires sont également engagés, c'est à-dire par définition même pour les questions politiques. De là vient le caractère politique que nous trouvons dans tous ces conflits, tels qu'ils se sont réellement produits, et que nous retrouvons encore, si l'on y veut bien regarder, dans la grève générale idéale, telle que la proclament les anarchisants, celle que les allemands appelent d'habitude romantico-révolutionnaire. N'a-t-elle pas pour but une transformation radicale des bases juridiques de la propriété et de la société moderne ? N'est-elle pas une action du prolétariat agissant dans son ensemble et comme classe ? N'est-elle pas dès lors, et au plus haut degré, un acte de la politique révolutionnaire du prolétariat organisé et conscient ? En vérité, l'on peut dire, parodiant un mot célèbre, que leur propagande pour la grève générale est un hommage inconscient que les anarchistes rendaient au socialisme.

La grève générale est une arme politique : c'est une vérité très simple que l'on oublie trop souvent comme beaucoup de vérités élémentaires. Beaucoup de discussions s'en trouvent obscurcies et beaucoup d'erreurs s'en trouvent accréditées. Ce point de départ une fois admis, c'est au fait et à l'expérience à préciser son rôle, en face ou à côté de cet autre grand instrument d'action politique que possède la classe ouvrière : l'exercice du droit de suffrage.

D'aucuns découvrent en lui une telle puissance foudroyante qu'il pourra, selon eux, en une fois et d'un seul coup, arracher tous ses priviléges économiques ou sociaux à la classe possédante et restaurer d'un seul coup la société nouvelle. C'est le pendant de cette autre opinion, autrefois assez répandue dans certains milieux, qu'il suffirait de conquérir une majorité parlementaire pour que le premier gouvernement socialiste organisât bientôt, doucement et sans

secousses, le monde communiste, établit le bonheur universel. On est revenu de la dernière, les enthousiastes d'aujourd'hui reviendront de la première à leur tour. A mesure que les événements se précipitent, les socialistes conscients deviennent plus profondément révolutionnaires, mais ils le deviennent autrement. La révolution ne leur paraît plus comme un bloc indivisible, mais étant plus rapprochée, ils y distinguent des phases et des moments.

Une grève générale entreprise dans le but d'écraser la bourgeoisie capitaliste d'une pièce échouerait naturellement. On en donnerait sans peine des raisons de détail presque techniques, en montrant comment les ouvriers souffriraient les premiers de la pénurie des approvisionnements, de quelles réserves la classe maîtresse dispose, et bien d'autres circonstances du même ordre. Mais tous ces arguments se résument en un seul : le capitalisme est encore de beaucoup le plus fort. S'il ne l'était pas, il ne pourrait artificiellement maintenir, comme il le fait, un pouvoir vigoureux et presque juvenile : et aucune combinaison plus ou moins ingénieuse de forces prolétariennes ne peut le renverser artificiellement.

Il faudra donc de toute nécessité livrer à la classe régnante des assauts successifs, lui arrachant chaque fois des concessions qui l'affaiblissent en nous fortifiant et surtout nous assurent des conditions de lutte plus favorables pour les assauts suivants. Si la grève générale devait être l'arme politique principale, sachons au moins qu'il faudrait un grand nombre de grèves générales successives, pour conduire à une émancipation intégrale.

La grève, quelle qu'elle soit, politique ou économique, limitée ou générale, devient plus rare sans jamais dispa-

raître, à mesure que le conflit devient plus aigu, et que les partis en présence connaissent et apprécient mieux leurs forces mutuelles. Comme la guerre, elle se transforme en une menace dont le poids détermine essentiellement le résultat des négociations, mais elle n'éclate plus que rarement en fait. Quand les deux adversaires apprécient justement leurs puissances respectives, pourquoi se battraient-ils avant de traiter, au lieu d'accepter dès l'abord les conditions de paix qui résulteraient nécessairement du conflit ? Une lutte se caractérise bien moins par les batailles que par les conventions qui, à chaque armistice, trêve et traité de paix en jalonne les étapes et en marque les progrès. A mesure que la science des forces en présence devient plus parfaite, ces traités qui en traduisent à chaque moment la résultante, deviennent plus nombreux, et finissent par former à eux seuls toute la lutte, les batailles et les grèves n'intervenant plus que par leur possibilité.

Il en est ainsi sur le terrain économique : la négociation de patron à syndicat ; les arbitrages volontaires (bien différents de l'arbitrage obligatoire qui, supprimant l'éventualité du recours à la grève, supprime du même coup la force qu'elle représente) occupent une part toujours plus grande du terrain.

Il en est de même dans le domaine politique, en ce sens tout au moins que les conflits violents y deviennent de moins en moins fréquents et sont remplacés par ces traités de paix provisoires et successifs que sont les lois arrachées par la minorité à la majorité. La grève générale est la forme prolétarienne de ce conflit : son apparition sur la scène politique marque spécifiquement l'entrée en ligne du 4e Etat comme puissance de premier ordre. Elle doit donc logiquement n'absorber qu'une partie de l'attention de la masse militante des salariés restés au second rang, tout au moins dans cette attente discrète où l'on tient ses armes de réserve

qu'il serait indiscret de montrer incessamment avec ostentation. Une autre part de l'attention de l'armée prolétarienne doit aller tout aussi logiquement à l'élaboration des traités successifs, c'est-à-dire à l'action parlementaire.

Grève Générale et Suffrage Universel se complètent donc et se prêtent un mutuel appui. Sans l'exercice du droit de vote, la grève n'est qu'une agitation qui, incessamment renouvelée énerverait et lasserait à la fin la force prolétarienne. Dans la grève toujours possible, soigneusement préparée comme un dernier recours. le droit de suffrage ne serait qu'un hochet que la bourgeoisie pourrait nous enlever le jour où il la gênerait réellement. Appuyés l'un sur l'autre, ces deux instruments de lutte donnent au prolétariat, sur le terrain politique, une puissance énergique et tranquille, qui peut le mener avec un minimum de secousses à l'accomplissement de ses destinées.

II

Jules Destrée

Député au Parlement belge.

Vous faites une enquête sur la grève générale ? Tant mieux, car, assurément, parmi les idée que roulent nos conversations quotidiennes, il en est peu qui aient plus besoin que celle-là d'être clarifiées et précisées. L'on emploie ces mots dans les sens les plus divers, et, ici comme partout, le verbalisme fait souvent tort à ce que les conceptions pourraient avoir de fécond.

Une grève générale, au sens exact des mots, c'est la suspension concertée de tout travail quelconque. Inutile de démontrer qu'une grève de ce genre est radicalement impossible. A supposer même qu'on résolve la question du pain par une accumulation préalable de subsistances, l'entente même des grévistes implique certaines besognes d'information et de correspondance qui entraîneront le travail de quelques-uns. J'ajoute que si semblable grève pouvait même se concevoir spéculativement, elle serait évidemment inutile, car, le jour où le prolétariat serait assez puissant, assez éclairé, assez organisé pour réaliser cette grève en vue d'un but déterminé, il n'aurait pas besoin de recourir à ce moyen détourné, et serait assez fort pour réaliser directement l'objet de son vouloir.

Aussi, ce n'est point cette signification que l'on attribue habituellement aux mots « grève générale ». On veut, le plus souvent, désigner par là une grève plus importante que les grèves ordinaires. Et comme, tout naturellement, toutes les grèves cherchent à se donner de l'importance, on entend déclarer la grève générale des ouvriers de la fabrique de carton de la ville de X... ! ou telle autre grève qui n'a plus de

générale que le nom ! puisqu'il s'agit là de cas particuliers, étroitement circonscrits par la nature du métier, la situation de la ville, celle de l'atelier, etc...

C'est entre ces deux extrêmes, la grève absolue, vraiment générale, et la grève spéciale, faussement décorée du nom de générale, qu'il faut raisonnablement chercher l'idée qui se cache sous les mots.

On pourrait alors la définir à peu près ainsi : la grève générale est la suspension concertée du travail d'un grand nombre d'ouvriers d'un même pays ou tout au moins d'une même région, — ou encore de tous les ouvriers d'une même profession importante. Selon son intensité plus ou moins accentuée, elle pourrait avoir pour but : ou bien d'obtenir du patronat une concession considérable, — ou bien d'arracher aux pouvoirs publics une réforme essentielle —, ou enfin, de créer un état de crise tellement inextricable qu'à sa faveur, le prolétariat pourrait s'emparer de la direction de la production des richesses et déposséder les capitalistes.

Entendue dans ce dernier sens, avec ce but catastrophique, c'est, en somme, la révolution sociale que la grève générale. Cette notion, très en faveur chez certains de nos amis français, me paraît singulièrement fumeuse. J'y vois une forme modernisée de la solution par l'émeute et les barricades que personne n'ose plus défendre aujourd'hui, par peur, non des gendarmes, mais du ridicule. J'y entends des mots sonores, des phrases à panaches, tout un illusionnisme tapageur, mais je n'y trouve pas d'indications pratiques. Car, nous ne sortirons pas de ce dilemme : ou la grève sera absolue, et alors, elle est inutile, puisque les travailleurs peuvent nécessairement, s'ils sont unanimes, faire ce qu'ils veulent —, ou la grève, voulue générale, ne le sera qu'en certains endroits dans lesquels elle dégénérera rapidement en troubles, suivis de massacres par la bourgeoisie effrayée.

Je ne pense donc pas que la grève générale soit une pa-

nacée révolutionnaire recommandable. Je suis, vous le savez, profondément, révolutionnaire ; mais j'aime peu le « révolutionnarisme » qui se contente de mots. Un acte, une œuvre, vaudront toujours mieux que des paroles.

Mais si elle ne paraît pas pouvoir nous donner efficacement la société nouvelle, la grève générale, ne peut-elle pas du moins être préconisée, et réussir, pour certains buts définis ? Je n'hésite pas à répondre que oui.

Il peut se présenter des circonstances où la classe ouvrière n'ait plus que ce moyen de manifester sa volonté inécoutée. Le moyen est extrême, assurément, et il n'y faut se résoudre qu'à certaines heures tout à fait solennelles. Il serait puéril de décréter la grève générale tous les quinze jours, et à propos de réformes accessoires. Il ne faut en parler qu'avec le sentiment grave des souffrances qu'elle peut entraîner, des privations et des misères qui en seront la suite pour les ouvriers, pour leurs femmes, leurs enfants, des répressions terribles qui peuvent les atteindre.

En Belgique, à deux reprises déjà, la classe ouvrière s'y est décidée. C'était en 1893, d'abord. Depuis 20 ans, les travailleurs demandaient à être représentés dans les assemblées législatives. Les représentants de la bourgeoisie censitaire, hésitaient à faire le sacrifice de leur privilège et à transformer aussi complètement le droit public national. Meetings, conférences, pétitions, manifestations, on avait tout épuisé. Il ne restait plus que l'insurrection. La Belgique l'évita par la grève générale. Presque absolue chez les ouvriers mineurs, la suspension du travail ne fut pas complète pour les autres professions. Mais le mouvement révéla suffisamment sa puissance pour impressionner les gouvernants qui concédèrent le suffrage universel, atténué et restreint par le système plural.

Neuf ans plus tard, le Parti ouvrier voulut faire disparaître les restrictions injustifiables de ce système et consacrer

définitivement l'égalité politique. Après une formidable campagne de propagande, il recourut encore à la grève générale Cette grève — sans être générale — fut colossale. Trois cent mille travailleurs refusèrent, pendant une semaine, tout travail. Mais cette fois, le gouvernement résista et la grève avorta (1).

Voici donc, à quelques années de distance, deux essais pratiques de « grève générale », l'un heureux, l'autre malheureux.

Ces mobilisations extraordinaires contribuent, même lorsqu'elles échouent, à éveiller la conscience de classe du prolétariat, à lui montrer sa force et ses saisons de faiblesse, à le persuader à de la nécessité de l'organisation et de l'éducation...

A condition de ne pas en abuser, elles pourront rester une ressource suprême pour la manifestation des volontés de la classe ouvrière.

Mais c'est à condition de ne pas en abuser...

JULES DESTRÉE.

---

(1) On trouvera des détails circonstanciés sur les deux mouvements dans la seconde édition du *Socialisme en Belgique*, par Destrée et Vandervelde.

III

Emile Vandervelde

Député au Parlement belge.

Le débat sur la grève générale, au Congrès d'Amsterdam, sera nécessairement influencé par le triple échec des grandes grèves antigouvernementales qui ont eu lieu, depuis deux ans, en Belgique, en Hollande et en Hongrie.

Il va sans dire que le Congrès repoussera, plus unanimement que jamais, l'utopie anarchisante de la « révolution des bras croisés », faisant crouler la société bourgeoise, par l'arrêt du travail de tous les prolétaires.

Mais faut-il aller plus loin et reconnaître, à l'épreuve des faits, que même les grèves dites générales, s'étendant aux principaux métiers, et ayant pour but, soit de résister à une tentative gouvernementale réactionnaire, soit d'imposer à la bourgeoisie une réforme déterminée, ne peuvent aboutir qu'à d'éclatants échecs et compromettre l'existence même des organisations prolétariennes ?

A cette question, nos camarades hollandais ont répondu, au lendemain d'un échec douloureux, que, malgré tout, la classe ouvrière ne pouvait renoncer à la grève politique, pour se défendre contre les agressions des gouvernants ou arracher à la classe capitaliste certaines réformes.

Le Congrès socialiste, réuni à Dordrecht, aux Pâques dernières, a voté, comme on sait, la résolution suivante :

« La condition nécessaire pour le succès d'une grève en masse, est la forte organisation et la discipline sévère du prolétariat.

« La grève générale absolue, dans le sens qu'à un moment déterminé, tous les travailleurs abandonnent le travail, est impraticable, car elle rendrait toute existence im-

possible, à commencer par celle du prolétariat. L'affranchissement de la classe ouvrière ne peut être la suite de cette brusque levée de toutes les forces, mais il est possible qu'une grève, s'étendant à un grand nombre d'industries, ou à des industries particulièrement importantes pour la vie économique, soit un moyen extrême pour obtenir des transformations sociales importantes ou se défendre contre des tentatives réactionnaires. »

C'est à des conclusions analogues que j'arrive, en me fondant, principalement, sur l'expérience que nous avons faite en Belgique, depuis la constitution du Parti ouvrier.

Si, par deux fois, la classe ouvrière n'avait eu recours à la grève générale, en 1892 pour imposer au Parlement la revision constitutionnelle, et en 1893 pour obliger la Constituante à aboutir tant bien que mal, il est infiniment probable que les Chambres n'eussent pas cédé.

De même, en 1899, lorsque le ministère Van den Peereboom tenta d'aggraver le caractère réactionnaire de nos lois électorales, l'opposition parlementaire dut incontestablement son triomphe à l'intervention de la rue, et, pour descendre dans la rue, les ouvriers durent nécessairement sortir des ateliers.

On nous dira, sans doute, que la grève des trois cent mille, en 1902, fut pour la démocratie socialiste belge, une défaite dont elle éprouve encore les effets.

Mais, tout d'abord, il serait puéril de condamner un moyen d'action, parce que son emploi, dans des circonstances défavorables, n'aboutit point à la victoire. Et, d'autre part, il ne faut pas oublier que la grève d'avril 1902 ne fut pas — comme notre camarade Kautsky semble le croire à tort — le résultat d'une décision prise, préparée et annoncée plusieurs mois à l'avance, et pour une date fixe. Ce fut sous la pression des événements, après les fusillades de Bruxelles et de Houdeng, qu'avec une spontanéité

admirable, la classe ouvrière, constatant que les cléricaux ne cherchaient que l'occasion d'un massacre, eut recours au seul moyen d'action qui lui restait: la cessation du travail.

L'expérience de 1902, en Belgique, prouve surtout que dans des circonstances graves et exceptionnelles, la levée en masse du prolétariat n'est pas impossible et que, dans un pays où la conscience prolétarienne est très développée, cette levée en masse peut se *faire* et peut aussi *prendre fin*, sans avoir pour effet la dissolution ou la désorganisation des forces ouvrières.

Seulement l'expérience belge, de même que les expériences hollandaise ou hongroise, nous enseignent également que la grève politique est un moyen qui ne doit être employé qu'à la dernière extrémité ; qu'elle échoue presque fatalement si les classes dirigeantes font bloc ; qu'il importe grandement de prémunir le prolétariat contre son emploi inconsidéré.

De même que les mouvements de rue, elle peut réussir quand le gouvernement est faible, divisé, abandonné par l'opinion publique; mais, autant que les mouvements de rue, elle est impuissante, quand la minorité consciente du prolétariat se heurte à toutes les forces de la bourgeoisie, résolue à subir l'inconvénient que lui causent quelques jours de troubles et de chômage, plutôt que de céder sur un point qu'elle considère comme fondamental.

II

Commission syndicale du P.O.B.

Alphonse Octors

Secrétaire de la Commission Syndicale du Parti Ouvrier Belge.

Nous croyons fermement que le Parti Ouvrier Belge rejette l'idée de la grève générale, dans le sens où l'entendent quelques frères d'armes, et tout spécialement des amis français.

Nous ne pensons pas que l'échec de notre grève générale de 1902 puisse avoir la moindre influence sur l'opinion de nos camarades, puisqu'en réalité le mouvement d'alors, spontané et grandiose, n'a pas revêtu un seul des caractères que voudraient donner les insurrectionnels « quand même » à la grève générale.

En effet, nos mouvements de 1893, triomphant, et de 1902, vaincu, n'ont eu pour objet qu'un seul point de notre programme pratique, et encore avons-nous vu d'une part les réactionnaires par intérêt s'y opposer par la force des baïonnettes, des revolvers et des fusils, les réactionnaires par ignorance s'en désintéresser, des commerçants, dont plusieurs partisans du S. U., furieux, parce qu'ils eurent leurs vitrines défoncées, enfin les 300.000 grévistes se fatiguer beaucoup trop tôt : les moins enthousiastes entraînèrent, par la force des circonstances, les plus énergiques vers les ateliers pour se remettre au travail.

Que serait-il advenu, bon dieu de bois, si la grève générale avait éclaté pour faire « rendre gorge » aux capitalistes,

pour réaliser le point premier des déclarations de principe inscrites en tête de notre programme : *Les richesses, en général, et spécialement les moyens de production, sont ou des agents naturels ou le fruit du travail manuel et cérébral — des générations antérieures, aussi bien que de la génération actuelle ; elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine commun de l'humanité.*

Quels sont donc les camarades qui oseraient assumer la responsabilité de grèves nationales et internationales de métiers dans l'état actuel de l'organisation ouvrière et dans un but aussi vaste qu'utopique, actuellement que celui qu'ils se proposeraient d'atteindre.

Est-ce à dire qu'il faille à tout jamais renoncer à la grève générale ? Jamais un socialiste conscient y songera, car il sait que toutes les richesses proviennent du travail, cérébral et manuel, et qu'il suffirait à celui-ci de s'arrêter quelques instants — si c'était possible — pour amener le plus formidable des cataclysmes sociaux ; mais il comprend aussi qu'il n'y aurait alors que destruction inféconde, et qu'il vaut beaucoup mieux substituer progressivement aux vieux rouages, des rouages nouveaux, que détruire totalement sans profit immédiat pour l'humanité ; il comprend que la révolution des idées *doit* précéder la révolution de fait, la révolution sociale, et il sait qu'à atteindre ce résultat, toutes les actions, politique et économique, sont bonnes puisqu'en, amenant la première, la seconde se prépare inévitablement et victorieusement, peut être pacifiquement.

C'est pourquoi les militants belge se contentent de dire : *Organisons avant tout la masse des travailleurs ; donnons-leur la conscience de classe*, et s'il faut alors recourir à des mouvements de grève générale pour briser les obstacles, faisons-le, mais n'attaquons qu'un seul obstacle à la fois, avec vigueur, avec endurance, en ayant soin d'avoir le plus possible l'opinion publique avec nous.

ANGLETERRE

I

Social-Democratic Federation

I

H. M. Hyndman

De la « Social-Democratic Federation » d'Angleterre.

Je ne pense pas qu'il faille distinguer le cas où la grève générale a pour but immédiat la Révolution sociale elle-même de celui où elle se propose seulement d'arracher aux gouvernants quelques réformes politiques. Dans les deux cas, en effet, le résultat est le même. Si la grève générale est bien organisée, les leaders ouvriers et leurs troupes se trouveront engagés dans une guerre de classe de l'espèce la plus terrible et qui ne saurait finir que par la victoire complète ou l'écrasement de la classe ouvrière.

Mais, si les travailleurs sont assez bien organisés pour triompher dans une grève générale, n'est-il pas évident qu'ils peuvent, sans recourir à elle, accomplir la révolution sociale ; pourvu, bien entendu, que l'évolution économique soit suffisamment avancée et leur intelligence assez développée pour la comprendre ? Car, sans l'accomplissement de ces deux conditions, ils pourraient bien remporter une victoire temporaire, mais ils seraient incapables d'en recolter les fruits, en tant que *classe*. D'autre part, les récents évé-

nements de Belgique et de Hollande ont prouvé que la simple menace d'une grève générale, en vue d'obtenir une réforme politique, ou les préparatifs de sa mise en œuvre, poussent la classe dominante et son gouvernement à employer la force contre le peuple.

Une grève générale, c'est-à-dire une cessation absolue du travail, à un moment donné, par toute la population ouvrière d'un pays, aboutit nécessairement à l'emploi de la force brutale, d'abord par la classe dominante et le gouvernement, puis par la classe ouvrière elle-même obligée de se défendre.

Il faut regarder la réalité telle qu'elle est. Ceux qui s'imaginent qu'une grève générale peut triompher pacifiquement, méconnaissent, à mon avis, les leçons de l'expérience, ne tiennent aucun compte des probabilités, et n'évaluent pas à sa valeur exacte l'intelligence et les ressources de la bourgeoisie. Evidemment, si les travailleurs sont préparés pour la grève générale, ils sont prêts à la révolution sociale. S'ils ne sont pas prêts à la révolution sociale, ils ne sont pas mûrs pour la grève générale. Seul, un prolétariat très fortement organisé, parfaitement éduqué, et ayant une robuste conscience de classe, armé, discipliné et entraîné pour la conquête définie des pouvoirs publics, serait de taille à faire triompher une grève générale.

Mais pourquoi une grève générale ? Ce n'est, en somme, qu'un renouveau de la vieille idée Chartiste d'une cessation de travail pendant un mois. Or, une cessation complète de travail pendant un mois, doit, dans les circonstances actuelles, aboutir, tôt ou tard, à une famine générale, ou du moins à une disette telle, que les individus très riches, seuls, pourront y échapper grâce à leur argent et à leur crédit. Mais qu'adviendrait-il des ouvriers, qui — en supposant bien entendu la grève pacifique — n'ont aucune action sur les greniers et les magasins et ne possèdent aucune réserve en

vivres ou en argent? Evidemment, les femmes et les enfants suffiraient à rendre une capitulation nécessaire.

Telle est du moins mon opinion. Je considère la grève générale comme un remède souverain, proposé par des hommes qui n'ont jamais réfléchi à la situation économique et aux conditions sociales. C'est une sorte de tentative sentimentale pour hâter arbitrairement le développement de l'humanité. Et, comme toutes les tendances sentimentales, celle-là aussi est vaine.

Je comprends et j'apprécie les purs révolutionnaires, bien que je ne partage pas entièrement leur manière de voir. Eux déclarent qu'avec un peuple bien armé et bien entraîné on peut hâter, dans une certaine mesure, l'évolution sociale; puisque la révolution n'est, en somme, qu'une éducation politique. Les partisans de la grève générale me paraissent, au contraire, puérils, illogiques, effrayés de tirer toutes les conséquences des principes qu'ils posent. Aussi faut-il espérer qu'au prochain Congrès socialiste international le vide de leurs thèses sera impitoyablement mis à nu.

Une action politique organisée, aboutissant, s'il le faut, à une forme armée organisée pour assurer la mainmise du prolétariat sur le monde industriel tout entier : voilà, à mon avis, le seul programme admissible pour des social-démocrates révolutionnaires.

II

Henri Quelch

De la « Social-Démocratic Fédération » d'Angleterre.

En réponse à vos questions sur la Grève générale, il me semble que la Grève générale est une arme qu'on peut très bien conserver dans l'arsenal socialiste, mais que nous devons être très circonspects pour son emploi ; il en est ainsi d'ailleurs de beaucoup d'autres moyens auxquels nous pouvons avoir recours dans certaines circonstances. Ce serait aller trop loin que de dire que la Grève générale ne peut jamais être d'aucune utilité, mais on ne pourrait s'en servir qu'en dernier recours.

Une grève générale n'est pas une petite entreprise ; on ne peut pas en faire un jeu ni un moyen de bluffer. Si l'on s'engage dans une grève générale, ce ne peut être qu'un effort suprême, où toute retraite devient impossible, et auquel il n'y a pas d'autre conclusion qu'une complète victoire ou une défaite écrasante.

Cela s'applique à la Grève générale, de quelque façon que nous la considérions ; soit comme un mouvement de tous les travailleurs d'une organisation ou d'une industrie particulière, ou bien de toutes les industries d'un pays donné, dans un but politique ou économique précis ; soit comme une révolte de tous les travailleurs pour achever la révolution sociale. Dans l'un et l'autre cas, la Grève générale est une arme d'un usage très incertain, et à laquelle on ne peut recourir que lorsque tous les autres moyens ont échoué et qu'il y a pratiquement une résolution unanime pour combattre jusqu'à la fin.

La Grève générale, n'a rien de nouveau, et elle a toujours exercé une certaine fascination sur les révolutionnaires de toutes espèces, qui reconnaissaient qu'une révolte complète du travail devrait arrêter tout le mécanisme social. Quelque chose de semblable fut proposé par certains Chartistes sous le nom de *Holy Mouth*.

On fait souvent à la Grève générale cette objection, que les ouvriers eux-mêmes en seraient les premières et principales victimes, car ils seraient bientôt affamés, si tout travail s'arrêtait. Mais les Chartistes présentaient à cette objection en proposant que chaque famille de la classe ouvrière, devrait, avant la grève, se procurer un sac de vivres. Les travailleurs, habitués à une pauvre et maigre nourriture, habitués également à faire leur propre cuisine, etc., pourraient subsister un mois avec ces vivres. Les riches, d'autre part, incapables de rien faire eux-mêmes et ne pouvant satisfaire leurs nombreux besoins, seraient vite obligés de capituler.

Ces projets n'eurent aucun résultat, par la raison même, je crois, qui doit être la cause principale de l'échec de toute grève — le manque d'organisation. Organisation et discipline sont indispensables au succès de toutes les grèves ; mais une grève générale exigerait la plus vaste et et la plus parfaite organisation, et la discipline militaire la plus droite, si elle devait réussir dans une lutte sérieuse.

Il est douteux qu'une grève générale, confinée à une seule industrie puisse réussir dans les circonstances actuelles en face d'une opposition déterminée. Une grève générale d'une industrie productive quelconque serait mieux supportée par les patrons que par les ouvriers. Si grande est la masse des produits fabriqués toujours prêts que des mois de chômage seraient nécessaires pour occasionner aux employeurs quelque embarras sérieux ; et pendant ce temps les ouvriers seraient réduits à mourir de faim.

Une grève générale, pour être effective, doit être *générale*, elle doit avoir pour effet d'enlever réellement aux employeurs les moyens de vivre, et c'est pourquoi elle doit englober toutes les catégories de travailleurs, spécialement ceux qui servent à la distribution. Assurer ce résultat serait une entreprise gigantesque, une entreprise que l'on peut presque considérer comme impossible. Aussi, comme je l'ai dit, sans pouvoir dire que nous n'aurons jamais recours à une grève générale, nous devons reconnaître que la tâche de l'organiser avec succès est une telle entreprise, si formidable, qu'il devient extrêmement douteux qu'il puisse jamais être possible de la mettre en œuvre.

En Angleterre, l'idée d'une grève générale n'a pas de partisans, en dehors de quelques anarchistes qui sont une quantité tout à fait négligeable. La désastreuse expérience des grèves durant les dernières années, a poussé de plus en plus nos Trade-Unions à participer à l'action politique et à se défier des grèves.

Quoique notre système électoral soit très défectueux et qu'il y ait des millions de travailleurs privés du droit de vote, cependant on comprend qu'il y a assez d'électeurs ouvriers pour changer complètement la représentation parlementaire actuelle, s'ils veulent le faire, et qu'il est ou qu'il pourrait être plus facile d'organiser les ouvriers pour le scrutin que pour la grève. S'ils ne veulent pas voter pour un changement politique ou économique, ils seraient difficilement à même de supporter les privations et les souffrances d'une grève dans ce but. Quant à une grève générale d'une seule industrie, notre expérience passée y est entièrement opposée, et cependant nous avons les Trade-Unions les mieux organisées du monde. Ce que nos organisations ne peuvent faire ne peut guère être tenté avec succès par les organisations des autres pays.

Dans le passé, la grève générale d'une industrie était un

moyen heureux, même dans un but local ou particulier. C'est que les employeurs étaient divisés, quelques-uns pouvaient être forcés de faire les concessions et les autres obligés de céder par leur exemple. Mais maintenant les employeurs sont organisés, et par suite, dans une grève, nous employons nos efforts à la maintenir aussi peu étendue et localisée que possible. Dans une grève partielle, les ouvriers qui continuent à travailler peuvent soutenir les grévistes pour un temps indéterminé. Mais aussi les patrons le savent, et ainsi, comme dans la dernière grève des mécaniciens, ils ne permettront pas à la grève d'être locale ou partielle : au contraire, ils mettent tous les ouvriers dehors, et par ce moyen, épuisent les ressources de l'Union et obligent leur personnel à céder. Les mécaniciens sont une des mieux organisées et des plus puissantes Unions du monde ; ils reçurent des témoignages d'active sympathie et des secours de tout le mouvement ouvrier international ; ils résistèrent quelques mois, et cependant, à la fin, ils furent battus. Il en fut de même, jusqu'à un certain point, pour la dernière grande grève des mineurs dans ce pays. Les ouvriers s'élevèrent contre une réduction de salaires de 23 p. 100. Ce fut une grève générale de tous les ouvriers atteints et elle s'étendit à presque tous les bassins miniers d'Angleterre, sauf ceux du Durham et du Northumberland. 300.000 hommes furent en grève et ils le furent six semaines. Cependant quand on en vint à un arrangement, quand les patrons eurent écoulé leur stock de charbon à des prix relevés, faisant d'énormes bénéfices, tandis que les ouvriers avec leurs femmes et leurs enfants manquaient de nourriture, les ouvriers durent accepter une réduction de 10 p. 100 malgré leur lutte héroïque. Ces deux exemples nous montrent qu'il n'y a rien à espérer d'une grève générale, dans une seule industrie, même si les ouvriers sont bien organisés et sont relativement bien pourvus de ressources.

Nous sommes nécessairement amenés à conclure que partout où il y a une opposition formidable de la part de la classe patronale, toute grève générale dans une seule industrie est condamnée à un échec. Les employeurs peuvent résister beaucoup plus longtemps que les ouvriers, et dans de nombreux cas les premiers gagnent à une grande grève ou un lockout qui fait monter les prix et procurent des profits plus élevés.

D'autre part, une grève générale embrassant tous les métiers et toutes les industries nécessite une organisation plus complète et une discipline plus parfaite qu'il n'en existe aujourd'hui. Ici, en Angleterre, le trade-unionisme est sans doute plus puissant et plus heureux qu'en tout autre pays. Cependant, même ici, nous n'avons pas plus de 25 0/0 d'ouvriers adultes dans nos Unions. Dans une grève, ce sont les travailleurs qui sont prêts à venir comme jaunes prendre les places des grévistes qui, généralement, sont cause de la défaite. Mais combien ils seraient plus puissants en cas de grève générale. Dans une grève générale, si une minorité de travailleurs insiste pour rester à l'ouvrage, cela suffira pour paralyser tout le mouvement. Avec une minorité seulement organisée, le danger est que ce soit la majorité qui veuille rester au travail. Ce serait fatal, parce qu'il serait nécessaire au succès d'une telle entreprise, qu'il y ait une complète cessation de travail. S'il est possible de créer une organisation capable de faire cesser complètement le travail à un jour donné, dans un but quelconque, si cela est exécutable, j'en doute! Ce serait une chose magnifique, si nous pouvions seulement y arriver, tous les ouvriers étant suffisamment organisés et disciplinés pour dire : « A jour fixe, disons le 1er Mai prochain, nous jetterons nos outils, et nous ne les reprendrons plus jamais pour le compte d'un maître, mais pour notre propre compte. » Ce serait magnifique!

Mais quand les ouvriers seront suffisamment organisés,

déterminés et disciplinés, pour faire une telle déclaration et l'exécuter de la sorte, il n'y aura pas besoin d'une grève générale : — ils seront les maîtres de la situation. C'est pourquoi je pense que quoique nous ne devions pas écarter la grève générale comme arme possible pour l'avenir, il est bien probable que nous n'aurons jamais l'occasion de nous en servir.

II

INDEPENDENT LABOR PARTY

J. Keir Hardie

De l' « Independent Labor Party. »

Je n'ai aucune objection à élever contre la grève générale en tant que mesure employée pour seconder un mouvement politique. Mais je voudrais qu'on l'entreprit seulement dans certaines conditions, qui peuvent se résumer comme suit : il faut d'abord que la majorité des travailleurs adhèrent à leurs organisations corporatives ; puis, la grève, dès le jour de son explosion, doit manifester un caractère international ; enfin, il importe que le prolétariat comprenne à fond le but en vue duquel la grève a été déclarée.

Encore suis-je d'avis qu'une grève, même préparée de la sorte, ne peut constituer qu'un recours suprême, et, — j'insiste à nouveau sur ce point, — que l'auxiliaire d'un mouvement politique fortement accusé. Les échecs auxquels ont abouti les essais de grève générale, dont la Hollande et la Belgique ont été les théâtres en ces dernières années, prouvent que la grève est une arme à deux tranchants, une arme qui, en des mains imprévoyantes et malhabiles, peut infliger de sérieuses blessures à quiconque l'utilise.

L'insuccès d'une grève générale peut compromettre, retarder pour maintes années, l'action politique. Je répète donc qu'un mouvement de ce genre doit être mis en train seulement lorsque le succès a été pratiquement assuré par une préparation soigneuse, quand toutes précautions essentielles ont été prises contre les principales possibilités d'échec.

ÉTATS-UNIS

I

A.-M. Simons

Directeur de l'« International Socialist Review »

Vous me demandez mon avis sur la grève générale. Je dois vous avouer que cette question ne préoccupe pas beaucoup l'opinion publique aux Etats-Unis et que, moi-même, je ne la connais que par ce que j'ai pu lire à ce sujet dans la presse européenne. Aussi n'ai-je, vis à vis des camarades français, qu'une bien faible compétence pour en parler.

D'après la position de vos questions, il me semble que vous prenez d'abord l'expression « grève générale » dans le sens de « grève de sympathie ». Je suis persuadé que cette sorte de grève est une des meilleures armes du prolétariat, sur le terrain économique, et il serait, à mon avis, regrettable d'y renoncer. Il y a malheureusement dans les organisations ouvrières américaines du type purement trade-unioniste une tendance à combattre les grèves de sympathie et à prôner l'« autonomie du métier », ce qui dans bien des cas, par exemple pour les mécaniciens de locomotives, veut dire « l'isolement du métier ». Je crois qu'une pareille attitude, si elle se généralisait, serait destructrice de l'organisation ouvrière elle-même. Aussi la tendance autonomiste soulève-t-elle une vive résistance au sein de la « Fédération américaine du Travail ». Cette résistance qu'on désigne sous le

nom d'*industrialisme* est appuyée par les socialistes au sein des trades-unions : elle tend à augmenter la solidarité interprofessionnelle et à développer l'usage des grèves de sympathie.

A votre seconde question, je dois faire une réponse moins affirmative. Je ne crois pas que la grève générale puisse jamais jouer un rôle considérable dans la révolution sociale qui renversera la domination capitaliste. Une pareille grève, pour réussir, suppose un tel développement de l'organisation ouvrière et de la conscience et de la solidarité de classe chez le travailleur, qu'il nous assurerait la victoire politique sans avoir besoin de recourir à la grève générale. Si une grève générale réussissait d'ailleurs, dans le sens où l'entendent ses protagonistes, c'est-à-dire si elle réussissait à briser le système capitaliste, elle laisserait l'industrie dans le plus redoutable désordre. L'œuvre positive du prolétariat deviendrait aussi beaucoup plus compliquée et plus difficile à réaliser, et cela par la faute du prolétariat lui-même. En outre, l'évolution économique n'est dans aucun pays du monde suffisamment avancée pour que le prolétariat qui seul pourrait être organisé en vue de la grève générale et utilisé dans son accomplissement, constitue l'élément prédominant de la population.

En tout cas, il n'en est pas ainsi aux Etats-Unis, bien qu'on considère notre pays comme ayant atteint le plus haut degré du développement capitaliste. Une grève générale laisserait donc une immense partie de la population en dehors du mouvement révolutionnaire. Il serait très difficile d'organiser, dans la société nouvelle, cette partie de la population. C'est encore là un fait qui compliquerait les difficultés de la tâche positive dont j'ai parlé plus haut. Enfin, la propagande pour la grève générale ne présente pas les avantages éducatifs de la propagande politique, qui nécessite une étude de toutes les institutions politiques et sociales,

chose absolument essentielle pour une classe révolutionnaire qui se propose d'assurer la tâche de contrôler et de diriger la société.

Cependant, il faut bien reconnaître que les révolutions ne s'accomplissent pas d'après un programme déterminé à l'avance. Il est possible qu'au cours d'un grand soulèvement industriel, nous soyons forcés de recourir à la grève générale. Ceci est particulièrement possible aux Etats-Unis. Par exemple, si les socialistes conquerraient le pouvoir dans un ou plusieurs Etats, alors que le pouvoir fédéral resterait aux mains des capitalistes, et si ceux-ci voulaient employer la force armée du gouvernement fédéral pour renverser les gouvernements d'Etat établis par les socialistes, la grève générale pourrait fort bien être employée pour paralyser l'organisation industrielle et en même temps les opérations militaires.

Telles sont les quelques réflexions que m'ont suggérées vos questions. Puissent-elles avoir quelque intérêt pour vos lecteurs.

II

New-Yorker Volkszeitung

Organe socialiste américain

La *New-Yorker Volkszeitung* se déclare d'abord sceptique, à l'égard de la possibilité de réalisation de grève générale :

...Un socialiste intelligent est adversaire de la grève générale, car quiconque connaît la situation, sait que la puissance du vœu pour la grève générale est toujours en proportion inverse des moyens pour la conduire victorieusement. Il y a manque de ressources, d'organisation disciplinée et même d'une conception dans la masse d'une grève générale plus ou moins étendue...

Néanmoins, la sympathie pour la grève générale s'étend de plus en plus et le journal émet comme suit sa façon de penser :

...Nous voulons d'abord affirmer que le vœu en faveur de la grève générale est juste et très naturel. Plus il devient difficile de faire réussir les grèves contre le capital concentré et ses instruments : la police, l'armée et la justice, plus on cherche un autre moyen plus efficace. On fait observer avec raison que le moyen le plus pratique de combattre le capitalisme est la conquête du pouvoir politique ; seulement, cela est un renvoi au lointain avenir ; ce n'est pas une arme d'emploi journalier, dans les cas d'urgence. Mais d'un autre côté, le vœu seul, bien qu'il soit juste et naturel, n'est pas un argument pour l'application pratique.

Si aujourd'hui, il était possible que, dans un Etat auto-

nome, tout travail puisse être abandonné de façon qu'il ne soit plus fabriqué de produits alimentaires ; que tout trafic fut interrompu ; qu'aucun journal ne puisse paraître ; qu'un mort ne fut plus enterré ; que le gaz et l'électricité ne fonctionnassent plus, la chose serait toute simple. L'armée et la police se trouveraient du côté des grévistes et ce ne serait pas une grève, mais une réorganisation du travail. En d'autres termes : si on parvenait à soutenir et à organiser une véritable grève générale, on n'en aurait plus besoin alors, mais on réorganiserait l'Etat dans le sens qu'exigent les circonstances actuelles.

Nous ne sommes pas encore arrivés à ce point, et ce qu'on appellera jusqu'alors une grève, est simplement une émeute ou une bataille dans la grande lutte d'émancipation du prolétariat, où il faudra tenir compte de la force de l'ennemi et de la trahison de ceux qui devraient en être partisans. On en arrive donc à faire un calcul minutieux des forces ; les exigences doivent être en rapport avec celles-ci. On ne peut rien faire au moyen de grands mots qui entraînent parfois les amis, mais jamais l'ennemi.

Dans les grèves touchant le trafic et les nécessités publiques, comme le chauffage, l'éclairage et l'alimentation, il faut avant tout une organisation intelligente et un calcul minutieux des forces ; car, dans ces cas, l'intervention des forces de l'Etat est inévitable. Celui ci ne saurait être témoin inactif d'un événement dont le danger menace des centaines, des milliers d'individus de mourir de froid ou de faim.

Quand nous constatons donc que les ouvriers ne peuvent conquérir tout ce qu'ils désirent par la voie des grèves, nous ne voulons néanmoins pas méconnaître tout ce qui peut être obtenu par ce moyen. Notre conviction est que, dans le domaine de l'action économique, le mouvement syndical n'a accompli qu'une petite partie de sa tâche.

Aussi longtemps que la majorité des ouvriers n'acquiert

pas la conscience de classe et ne se met pas dans les rangs de l'organisation, les ouvriers ne peuvent être sauvés ni par la grève générale ni par toute autre recette prescrite par un docteur politique ou économique, et les innocents, c'est-à-dire les ouvriers organisés, doivent souffrir de la faute des coupables.

SUÈDE

Parti Social-Démocrate suédois

Hjalmar Branting

Délégué du Parti socialiste suédois au « Bureau socialiste international »

Vous avez bien voulu me demander l'opinion des socialistes suédois sur la grève générale, dans les divers sens de cette expression.

1) *Grèves purement économiques généralisées.*

Nous en connaissons, en Suède, deux formes bien distinctes :

A) Je prends comme type une grève en Gefle, en 1890. Les ouvriers scieurs des environs de la ville s'étant mis en grève, presque tous les ouvriers de la ville firent une grève de sympathie. La plupart n'était point organisés. Cependant les patrons, décontenancés par l'explosion soudaine d'un mouvement si grand — qui se tenait du reste strictement sur le terrain légal — cédèrent. La grève détermina une hausse des salaires dans presque tous les métiers du district.

Cette forme de grève généralisée nous semble cependant appartenir à une période de l'organisation ouvrière peu avancée. Regardons maintenant le type suivant :

B) Les syndicats s'étant constitués par métiers en fédérations nationales, la direction de tous les conflits importants tombe naturellement dans les mains d'un Comité central, traitant avec les délégués d'une organisation de patrons sur les conditions générales du travail dans le métier pour toute la ville ou même pour tout le pays. En conséquence, il en résulte dans les métiers les mieux organisés, une diminution du nombre des grèves restreintes, mais en revanche les conflits ont une tendance dangereuse à s'étendre sur les ouvriers du métier de toute une région, sinon de tout le pays.

C'est ainsi que nous avons eu, en 1903, un grand conflit des ouvriers du fer. Il est vrai que c'était un lock-out et non pas une grève, mais l'aspect du conflit eût été le même si les ouvriers eussent commencé l'attaque. Les ateliers métallurgiques étaient fermés à Scanie aussi bien qu'à Stockholm et à Gothembourg : 15 à 20 mille ouvriers se trouvèrent jetés sur le pavé, mais ils furent soutenus énergiquement par leurs fédérations nationales, aidées dans un cas si grave par les ressources de toute la Confédération générale nationale des syndicats de la Suède (L'Association des fédérations, « Landsorganisationen »). Le conflit se résolut, après un mois de lutte, avantageusement pour les ouvriers.

En Danemark, nous avons déjà vu ce type de grève généralisée (ou plutôt lockout) s'étendre encore plus. La plupart des ouvriers organisés y ont été jetés simultanément sur le pavé. Aussi, en Suède, nous verrons sans doute des luttes aussi énormes entre les organisations des patrons et celles des ouvriers. L'organisation ouvrière se consolidant n'est donc point une garantie pour une paix sociale durable, comme le prétendent certains radicaux. Sans doute, les grèves ordinaires seront beaucoup plus rares, mais les conflits qui éclateront, prendront souvent la forme de grandes batailles sociales, dont l'issue doit directement intéresser et

passionner toute la société. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance de la conquête par le parti socialiste du pouvoir politique, si l'avenir nous réserve de tels conflits entre Capital et Travail.

2) *Grèves politiques généralisées.*

Le manque du Suffrage Universel étant le péché cardinal de notre situation politique, les ouvriers socialistes de la Suède ont suivi attentivement les efforts de leurs camarades belges pour le conquérir, par la grève générale. Depuis 1891, le parti a fait la propagande pour l'idée d'une semblable grève, la défendant notamment contre les attaques véhémentes du parti libéral. En 1901, les Chambres votèrent un service militaire beaucoup plus étendu, mais encore point de suffrage universel. Les ouvriers sentirent alors que l'heure de l'action avait sonné. L'opinion était unanime, les préparations possibles se faisaient — les ouvriers donnèrent 150.000 francs pour les frais de la lutte — et quand le gouvernement déposa un projet de reforme électorale tout à fait dérisoire, envisagé par le peuple tout entier comme une véritable insulte, un Congrès du parti résolut de soutenir le projet du suffrage universel devant les Chambres par une cessation du travail pendant les deux ou trois journées que dureraient les débats. La grève serait préparée par de grandes manifestations, se succédant pendant les semaines précédant la discussion.

En avril-mai 1902, ce programme fut exécuté avec une précision et discipline vraiment grandioses. Un incident à Stockholm, où la police sabra des manifestants paisibles, enflamma encore plus l'enthousiasme populaire, et le jour venu la grève politique commença, beaucoup plus étendue que ne l'avaient espéré même les plus optimistes. Environ 120.000 travailleurs suédois firent au suffrage universel le sacrifice de leur salaire pendant une demi-semaine. L'ordre le plus

complet ne cessa de régner, quoique les fonctions normales de la vie sociale fussent plus ou moins suspendues ; pas de journaux à Stockholm, pas de fiacres ni de tramways, très peu d'éclairage, etc. Aux Chambres, on écarta tous les projets positifs et on demanda au gouvernement un nouveau projet acceptant enfin en principe le suffrage universel, quoique avec des modifications très restrictives.

La plupart des ouvriers, en reprenant leur travail, ne furent pas inquiétés. Seulement quelques patrons réactionnaires prirent la grève pour prétexte de tracasseries humiliantes. Le plus important de ces conflits aboutit à une défaite irritante, mais la confiance de la masse des ouvriers en la grève générale comme moyen de pression politique n'en a guère été ébranlée.

Le gouvernement actuel a élaboré un projet de réforme, mélange singulier de suffrage universel, de suffrage restreint et de représentation proportionnelle. Ce projet, quoique augmentant pas mal le nombre des citoyens-électeurs, ne peut cependant pas satisfaire aux aspirations des ouvriers. Rien d'étonnant alors qu'on médite, dans le parti, pour 1905, selon les plus impatients, une grève générale nouvelle, plus sérieuse que « la mobilisation d'essai » de 1902.

Cependant des objections graves s'élèvent contre l'opportunité d'une grève nouvelle. Contre cette grève qui durerait au moins quelques semaines, on pourra sûrement attendre de la part des patrons, maintenant préparés et assez bien organisés, des représailles très fortes, qui ébranleront, et même pour un moment pourront anéantir tout l'édifice syndical bâti patiemment depuis vingt ans. On se demande si les quelques modifications du projet gouvernemental que l'on pourra peut-être gagner sont vraiment proportionnées aux risques d'une politique de grève. Pour le moment, le parti a quelques chances de conquérir aux élections de l'été de 1905, de nouveaux sièges à la deuxième Chambre (dans

la Chambre actuelle, le parti socialiste en possède 4). Mais une grève générale en mai 1905, amènerait une scission grave entre radicaux et socialistes, et ferait peut-être reculer les électeurs actuels à droite, au détriment de la réforme électorale. Il semble donc qu'il faut *choisir* entre les deux politiques : participation aux élections *ou* grève générale ; simultanément, ces deux attitudes ne semblent pas bien praticables.

Puisque vous avez bien voulu me demander aussi mon opinion personnelle, je ne veux point cacher que je trouve ces objections tout à fait concluantes. *Dans les circonstances actuelles*, le renouvellement d'une grève générale en Suède serait, selon mon opinion, voué à une défaite presque certaine et retarderait le mouvement pour beaucoup d'années, sans aucun profit pour les ouvriers. Mais en condamnant ainsi la grève politique dans une situation peu favorable, je ne veux point que le prolétariat fasse une promesse quelconque de s'abstenir, quoi que fassent les classes gouvernantes, d'user avec la dernière énergie de cette arme si redoutée et si redoutable. Bien au contraire, je suis certain que l'étude poursuivie des conditions de succès d'une grève politique nous apprendra qu'un prolétariat bien organisé possède-là, pour certains moments critiques de son histoire, une force beaucoup plus grande que ne le supposent la bourgeoisie et aussi certains socialistes.

Le comité exécutif du parti suédois a naguère résolu de faire une enquête préliminaire sur l'opinion véritable des ouvriers organisés sur une grève générale nouvelle pour le suffrage universel. Nous leur demanderons s'ils en acceptent, comme avant 1902, le principe. Mais nos questions seront beaucoup plus précises. Nous leur demanderons s'ils veulent voter la grève pour un avenir prochain, s'ils veulent la faire sans avoir fixé d'avance la reprise du travail et sans appui économique possible ; et s'ils veulent la faire,

même si les syndicats, pour se protéger eux-mêmes, refusaient d'accepter toute responsabilité, même pour les représailles qu'amènerait cette grève politique. Le résultat de cette enquête sera intéressant à tous points de vue; mais quel qu'en soit le résultat, le congrès de février 1905 décidera de la tactique du parti, en pleine connaissance de l'opinion des ouvriers suédois organisés.

3) *La Grève générale = La Révolution sociale.*

Dans ce sens, la grève générale n'a été propagée en Suède que par quelques agitateurs plus ou moins ouvertement anarchistes. Abusant de la popularité de la grève générale pour la conquête du suffrage universel, ils ont peut-être répandu un peu de confusion dans quelques milieux ouvriers et enflammé une foi certainement trop doctrinaire sur l'efficacité d'une grève générale, quels que soient les problèmes à résoudre. Les tendances et la manière de voir du parti suédois ne sont cependant pas faites pour entretenir des illusions sur un bouleversement social complet et imminent. Les travailleurs suédois ne croiront guère qu'une cessation de travail, soit-elle assez étendue, pourra faire le miracle de destituer, d'un coup, de leur position sociale, les classes possédantes et dirigeantes. Mais il est bien possible qu'une grève politique pourra, dans une crise aiguë, servir d'avertissement de ne point aller trop loin dans le mépris de la volonté du peuple travailleur.

Quant à la prétention que la grève générale serait « l'affirmation la plus complète de l'idée essentielle du socialisme: la lutte de classe », je me permets enfin de faire observer que, selon mon opinion, le socialisme ne peut point se renfermer dans une formule si étroite et dont on a si facilement abusé. Il est vrai que la grève générale est une arme exclusivement ouvrière ; mais c'est justement ce qui me semble en restreindre l'application aux situations extrêmes, quand

cette révolte pacifique des ouvriers devient en quelque sorte l'exécutrice de la volonté ferme et consciente de la grande majorité du peuple.

Appliquée sans cette précaution, la grève générale fera surgir nécessairement des déchirements entre les ouvriers et d'autres couches sociales souffrant également du joug du capitalisme, une forme de « lutte de classe » qui ne me semble guère faite pour accélérer l'évolution vers l'idéal socialiste des démocraties modernes.

ITALIE

PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Enrico Ferri

Député au Parlement italien

La *grève générale*, ce serait une forme exceptionnelle de grève ; mais elle serait toujours soumise aux *conditions d'existence* de toute grève.

La grève est la lutte *directe*, l'état de guerre ouverte entre capital et travail, en ôtant au capital les profits, au travail les salaires.

Dans ce duel, le capital a plus de chances de résister jusqu'à la soumission de l'adversaire — car le capitaliste a de l'argent et peut vivre, pendant un temps plus ou moins long, sans le travail... d'autrui.

Au contraire, la force de résistance du travail, c'est-à-dire des travailleurs, est en partie dans la réserve d'argent, mais surtout dans la force de *solidarité*.

Mais la solidarité, assez facile dans les premiers moments de l'enthousiasme plus ou moins imprévoyant et plus ou moins conscient de l'immense engrenage social (gouvernement, bureaucratie, tribunaux, prisons, armée, église, etc.) qui est à la défense du capital — la solidarité devient de plus en plus difficile et héroïque au fur et à mesure que... la misère augmente chez les grévistes.

La conscience socialiste bien développée, la solidarité internationale, la solidarité même de sa famille pour le gréviste, la sympathie de l'opinion publique, etc., favorisent la grève et lui donnent plus de chances de victoire. Et celle-ci est certaine si la grève éclate dans un moment où le capital, qui en est frappé, a besoin du travail et ne peut pas laisser inertes les machines ou se gâter les récoltes.

Une autre chance de victoire que les statistiques ont établie, est dans la *qualité* de la grève : car les grèves *défensives*, qui tendent à conserver les conditions actuelles de salaire, horaire, etc., vis-à-vis de la menace capitaliste de les empirer, ont plus de chances que les grèves *offensives*, pour augmenter le salaire, diminuer le temps de travail, etc. C'est comme pour la guerre, plus facile pour la défensive que pour l'offensive.

Avec cette condition de fait que la force décisive de toute grève, qui est la solidarité des travailleurs, est à la merci du premier anneau qui, en cédant, paralyse et rend inutile toute la chaine des travailleurs solidaires,

L'intérêt et l'inconscience qui poussent un groupe de travailleurs à céder — en frappant les camarades du lieu ou en trahissant venant du dehors — bouleversent alors toutes les chances en faveur du capital, contre le travail.

Telles sont les conditions économiques, sociales, psychologiques de toute grève partielle.

La grève générale est soumise aux mêmes conditions, avec des difficultés spéciales en plus.

Même pour une grève générale *défensive*, en effet, les difficultés sont immensément plus grandes : car la *solidarité*, qui est l'âme de toute grève, devient de plus en plus difficile, en progression géométrique, au fur et à mesure que le nombre des grévistes devient plus grand.

Le seul avantage que la grève générale peut avoir sur les

grèves spéciales, est dans l'élimination plus facile des travailleurs concurrents non solidaires, — que le capital peut plus facilement déplacer d'un point à l'autre de la même nation, pour paralyser une grève locale, mais qu'il lui serait plus difficile (mais non impossible) de trouver à l'étranger, si la grève était générale à toute une nation.

Mais, en dehors de ces éléments analytiques, il y a une considération synthétique à faire.

Et c'est que la grève générale (fut-elle un mouvement d'ensemble pour tous les travailleurs d'une seule industrie ou bien pour tous les travailleurs de toutes les industries d'une nation) *la grève générale ne peut pas naître par génération spontanée.*

Et cependant c'est cela, que trop de fois oublient les protagonistes d'une grève générale.

Pendant 364 jours de l'an on ne fait rien ou presque rien de *pratiquement méthodique* pour constituer la réserve d'argent (le trésor de guerre) et pour organiser la solidarité entre les travailleurs, et au 365e jour on proclame la grève générale !

Et alors, évidemment, ou l'appel à la grève rate plus ou moins complètement ou même s'il y a un commencement d'élan enthousiaste, c'est un feu de paille... car on ne peut pas moissonner ce qu'on n'a pas semé ! On ne peut pas voir le miracle d'une solidarité générale confiante, inébranlable, germer organique et puissante tout d'un coup, lorsqu'on n'a rien ou presque rien fait pour former, discipliner, raffermir cette solidarité pendant les longues années de paix... armée entre capital et travail !

Ou bien la grève générale n'éclate qu'à coup sûr, c'est-à-dire après un long travail méthodique de propagande et d'organisation et alors,... mais alors c'est la révolution sociale (nationale ou internationale).

Alors — si la grève générale est absolue, c'est-à-dire pour tous les travailleurs de toutes les industries d'une nation ou d'un continent ; alors... ce n'est plus une grève : c'est quelque chose de bien différent.

Conclusion. De la grève générale au point de vue synthétique, on ne devrait presque pas parler, mais on devrait préparer tous les jours, méthodiquement, obstinément... ce qui est justement... ou devrait être le travail quotidien du parti possible, pour la propagande et l'organisation du prolétariat.

De sorte que la grève générale sera vraiment une arme toute-puissante pour les travailleurs... lorsqu'elle cessera d'être une grève, pour devenir une révolution sociale.

C'est-à-dire que la grève générale — comme *épisode de guerre guerroyée* entre le travail et le capital — me paraît promettre trop, avec des chances minimes de réaliser une partie de ses promesses.

Mais, comme *méthode d'action,* la grève générale n'est que l'expression du but final de l'œuvre immense, lente, complexe, pénible de l'organisation économique et politique du prolétariat. Méthode d'action qui donnera la moisson en proportion de la semence et de l'œuvre de culture. Méthode d'action, qui pourrait même, — réalisée et organisée au jour le jour — ne pas rendre inévitable l'explosion violente des forces organisées sous la forme d'une grève générale, pour être simplement la substitution d'une forme de civilisation à une autre.

SUISSE

PARTI SOCIALISTE SUISSE

H. Greulich

Du parti socialiste suisse

Toutes les tentatives de grèves générales ont été jusqu'à présent sans résultat ; elles ont nui aux ouvriers mêmes, détruit des organisations formées avec difficulté et obligé, en conséquence, les ouvriers de travailler de nouveau à l'organisation. Gaspillage de force ! Il est facile de démontrer que là où la grève générale est prêchée, l'organisation des syndicats est très arriérée. Aux fruits on reconnaît l'arbre. Là où les syndicats ont acquis un certain pouvoir et une certaine vitalité, la grève générale est considérée par les ouvriers comme une utopie.

La grève générale est une fantaisie enfantine d'ouvriers mal organisés. Les ouvriers anglais ont vécu dans ce rêve vers 1830-1840 et ils ont fait maintes fois des tentatives remarquables pour réaliser ce rêve — tentatives à côté desquelles la « grève générale » actuelle n'est que jeu d'enfant. Ils enveloppaient des centres industriels entiers, et arrêtaient le travail dans toutes les fabriques et mines. L'énergie révolutionnaire ne leur faisait pas défaut, où ils rencontraient une résistance ; ils assiégeaient les fabriques et les incendiaient ; ils se battaient vaillamment avec la police et les militaires. Et si la grève générale avait été réellement un

moyen décisif, l'Angleterre n'aurait pas eu assez de soldats pour s'en rendre maître.

Elle s'épuisa néanmoins simplement. Et si nos gouvernants connaissaient quelque chose de l'histoire sociale, ils n'auraient pas peur des prêcheurs de grève générale et ils n'useraient pas à leur égard de la police et de l'armée, qui ne font d'ailleurs que raviver le mouvement.

Pour ne pas être accusé de partialité, je veux citer qu'une fois une sorte de grève générale à but politique a eu un certain résultat : celle de 1893, en Belgique. Mais lorsque le moyen fut appliqué une deuxième fois, l'échec fut complet. En général, ils n'y a pas eu, dans les derniers temps, une seule grève générale qui n'ait échoué après une semaine.

Ce fait ne provient cependant pas de ce que toutes les grèves générales, qui ont eu lieu jusqu'à présent, ne comprenaient toujours qu'une partie plus ou moins grande, et jamais toute la classe ouvrière, comme le disent ses promoteurs.

Une grève générale, qui est réellement générale, doit tomber après une courte durée. On croit notamment pouvoir forcer la classe dominante à faire des concessions, même à se soumettre entièrement, par l'interruption de la production. Mais la grève générale est l'interruption absolue de la production, donc aussi pour la classe ouvrière. Les capitalistes ont assez de provisions pour se munir pour longtemps; la classe prolétarienne souffrirait cependant bientôt et si fortement sous l'interruption temporaire de la production qu'elle devrait se soumettre en peu de temps. Il est encore à remarquer qu'une grande partie de la production sert à l'exportation, de sorte que l'interruption en question ne nuirait pas au marché national.

Des faits frappants se sont aussi produits dans les grèves générales. A la proclamation de la grève générale, les ouvriers organisés sont les premiers à abandonner letravail :

donc les coopératives ouvrières ne fonctionneraient plus, tandis que les entreprises avec des ouvriers non organisés continueraient à marcher ; les ouvriers ne recevraient plus de pain de leurs boulangeries, mais les bourgeois, d'autre part, ne manqueraient de rien. Des journaux bourgeois, avec un personnel non organisé, pourraient paraître ; la publication des organes ouvriers serait interrompue. Bref, la grève générale atteindrait, en premier lieu et le plus fortement, la classe ouvrière elle-même.

La grève générale serait un moyen efficace de lutte, si l'organisation syndicale était si complète qu'elle comprendrait tous les ouvriers et toute la production pour la classe ouvrière. Mais alors l'ordre social actuel aurait vécu et une révolution ne serait plus nécessaire au moyen de la grève générale. Aussi longtemps que cela ne sera pas réalisé la grève générale devient un moyen de lutte contre la classe ouvrière elle-même.

Je ne nie pas les raisons morales qui provoquent la grève générale. J'ai appris à connaître de près le sort des ouvriers; je sais ce que c'est que de vivre dans des circonstances insupportables ; je comprends l'impatience qui surgit de la conviction et je conviens que la société possède les moyens de rendre plus facile la vie des travailleurs. Mais on doit repousser l'idée d'indécision, qui se reporte à des moyens ne conduisant pas au but.

L'impatience ne voit pas la dure réalité. La grande masse n'a pas encore conscience de sa misère et porte son sort avec indifférence ou légèreté ; elle se soulève bien quelquefois mais, malgré des dizaines d'années d'agitation et de propagande, elle n'est pas encore parvenue à comprendre que l'organisation est le moyen de s'affranchir de sa misère.

Les défenseurs de la grève générale se basent sur le faux principe de Bakounine : « Il suffit de bouleverser l'ancien état, l'ancienne société, pour ériger sur ses ruines la nou-

velle société dans toute sa splendeur. » Quelle absurdité ! Justement, celui qui veut voir réalisé dans la société future le plus haut idéal de la liberté individuelle, doit propager et préparer le plus haut développement de l'organisation libre. car celle-ci seule peut compenser l'obligation de créer les conditions d'une meilleure vie. Les moyens qui sont actuellement à notre disposition sont blâmés par les anarchistes ; seul, d'après eux, le désespoir peut sauver.

Quiconque pense plus profondément, ne se laisse pas aveugler par cette illusion et la recommandation de la grève générale. Il repousse définitivement un moyen par lequel la misère et l'impuissance de la classe ouvrière augmentent encore. Au surplus, il se vouera avec plus d'énergie que jamais au travail quotidien de l'organisation syndicale, qui a déjà relevé et fortifié des couches entières de la classe ouvrière, et aura, dans l'avenir, le meilleur résultat, préparera une société juste, vu qu'elle possédera les éléments indispensables à une excellente organisation : une classe ouvrière intelligente et travaillant en commun.

ALLEMAGNE

I

SOCIAL DEMOCRATE ALLEMAND

I

Wilhelm Kolb

Collaborateur à « Die Socialistriche Monats-Hefte ».

Alors que, dans le mouvement ouvrier des pays dits latins, on s'occupe de la grève générale au point d'en avoir déjà tenté, de droite et de gauche, la réalisation, le prolétariat organisé de l'Allemagne, loin de se préparer pratiquement à cette mesure, ne lui a consacré encore qu'une médiocre attention, même au simple point de vue de la théorie. La plupart d'entre nous estiment judicieuse la boutade du camarade Auer : « — *Grève générale ? Inertie générale ? Ineptie générale* » !!

C'est à une date toute récente que notre Parti a été appelé pour la première fois à s'occuper sérieusement de la question. Il y a quelques mois, dans une réunion tenue à Berlin, notre camarade, le docteur Friedeberg, a plaidé en faveur de la grève générale ; puis, au Congrès de Dresde. il a développé une proposition tendant à ce qu'une discussion sur ce sujet fut mise à l'ordre du jour du prochain Congrès. Et il a trouvé pour l'appuyer un nombre assez considérable de membres du Parti.

Dans tous les Congrès internationaux, les représentants de la Social-démocratie allemande, aussi bien que ceux des

Syndicats de ce pays, se sont toujours prononcés catégoriquement contre l'idée de la grève générale. Lorsque Kautsky et les autres protagonistes de la tendance dite radicale ont soutenu de leurs votes la motion Friedeberg ; ils n'en demeuraient pas moins conséquents avec leurs principes. Ce que l'on comprend plus difficilement, c'est l'attitude de la majorité du Congrès, qui a repoussé la motion, après avoir pourtant approuvé les déclarations de Kautsky touchant la tactique qui s'impose, selon lui, à notre Parti.

Si, en effet, l'interprétation de notre tactique, telle que Kautsky l'a donnée à Dresde, est rigoureusement exacte, et si l'on peut croire fondée sur des réalités tangibles la prophétie formulée par lui devant le Congrès, — à savoir, que le triomphe de la Social-démocratie est très prochain, — alors la majorité *radicale* du Congrès de Dresde n'aurait pas dû repousser la proposition Friedeberg. Car, s'il y a pour le prolétariat un moyen quelconque de ruiner l'hégémonie de classe du capitalisme, de terrasser son *redoutable adversaire*, ce moyen est bien la grève générale.

En écartant la proposition Friedeberg et consorts, la majorité *radicale* a prouvé, selon moi, qu'elle ne se rendait guère compte des contradictions où nous nous débattons quand il s'agit de notre tactique et du catastrophisme. Sous l'influence d'effets oratoires, cette majorité a oublié de se représenter les conséquences que peut avoir pour la tactique l'idée d'une révolution soudaine et violente. Il est impossible qu'un jugement de sang-froid, une opinion objective, se forme dans l'esprit, alors que l'on cède au coup de fouet d'un emballement comme celui qui s'est produit à Dresde, et qui devait nous valoir bientôt encore une si désagréable mésaventure.

La puissante éloquence de Bebel avait fait acclamer la théorie catastrophique, mais quand le docteur Friedeberg surgit ensuite avec sa motion sur la grève générale, l'effer-

vescence s'apaisait, on délibérait dans un calme relatif. *Et ce fut par une majorité écrasante que le Congrès de Dresde repoussa une mesure tactique en accord parfait avec la théorie catastrophique*. C'était vraiment piteux. Si la proposition Friedeberg et consorts eût été adoptée et que le prochain Congrès de Brême eût été ainsi appelé à s'occuper de la question de la grève générale, on eût, pour le coup, entendu sûrement Bebel prononcer un discours du plus pur *revisionnisme*. En tout cas, un débat sur la grève générale aurait abouti à la démonstration complète de ce fait, que la Social-démocratie allemande est bien plus *revisionniste* qu'on ne le croirait d'après le Congrès de Dresde.

La question de la grève générale se trouve dans la plus étroite connexité avec les problèmes de théorie et de tactique qui, depuis des années, fournissent à la social-démocratie la matière de ce que l'on appelle « les discussions dans le Parti ». En dernière analyse, tous ces différends se concentrent sur un seul point, et le voici : Comment et par quels moyens le prolétariat entrera-t-il en possession de la puissance politique ? Comment le socialisme parviendra-t-il à sa réalisation ? Si chacun de nous s'accorde pleine latitude dans la controverse sur les questions en litige, il n'en faut pas moins retenir qu'il n'existe *pas de divergence sur le but final*. C'est ce qui, malheureusement, n'a été oublié que trop souvent jusqu'à ce jour. D'où bien des malentendus, surtout parmi la masse de nos adhérents.

C'est dans la science que le parti social-démocrate a ses racines, c'est à la science qu'il doit son existence même. Mais ce n'est pas une raison pour qu'il voie en elle une collection de dogmes. Quand l'expérience a établi que telle hypothèse scientifique jusqu'alors couramment admise a besoin d'une rectification, il faut entreprendre cette rectification. Nulle part et jamais la social-démocratie ne peut se

placer à un point de vue dogmatique, tout au moins en ce qui concerne la tactique qu'elle a lieu d'adopter.

Tout passe. Le régime capitaliste passera, lui aussi, avec tous ses organes sociaux, politiques, économiques, intellectuels. Un parti qui vise à la transformation complète de toutes ces relations et conditions, est obligé de suivre la tactique voulue pour ne point contrarier l'évolution, et même pour faciliter et accélérer celle-ci.

En conséquence, la tactique de la social-démocratie doit être considérée comme un facteur *variable*, et on ne saurait la régler une fois pour toutes sur des bases dogmatiques, voilà pourquoi il y a une erreur, dans la résolution que le Congrès de Dresde a votée au sujet de la tactique du parti. Et pourtant, nous n'avons déjà eu que trop souvent l'occasion de constater qu'il n'est guère utile de décider d'avance quelle attitude on observera, quelle conduite on tiendra. Les faits sont toujours plus puissants que nos désirs. Il suffit de connaître même superficiellement l'histoire de notre Parti, pour savoir que jusqu'à présent presque toutes les prophéties faites parmi nous ont été démenties par le cours des événements, et que très souvent les résolutions sur la tactique ont dû rester comme lettres mortes. Cela n'empêche pas que l'on continue à prophétiser et à fonder sur de simples hypothèses des décisions dont l'on ne pourra tenir nul compte au moment critique, si du moins il en faut croire toute l'expérience acquise. Avec la théorie catastrophique, appuyée sur des hypothèses et condensée en formules dogmatiques, on *affaiblit* dans la classe ouvrière l'aptitude à l'action et on *restreint* son influence sur l'évolution.

Le discours de Kautsky à Dresde sur la théorie catastrophique, c'est-à-dire le préambule à sa critique du *revisionnisme*, n'était qu'un préambule aussi à son interprétation de toute notre tactique, à cette interprétation qui demeure inin-

telligible pour nous. Il y est notamment expliqué que nous avons à régler notre tactique sur les moments d'acuité des conflits qui divisent nos adversaires, sur les périodes où s'exacerbe la lutte entre les diverses fonctions de la bourgeoisie. De sorte qu'en fin de compte nous voilà à la merci des circonstances, il ne nous reste qu'à attendre l'heure qui nous semblera favorable pour prendre tout à coup une grande décision, et nous mettre à culbuter l'ennemi.

Une telle tactique n'est *nullement* d'accord avec notre tactique passée, nous tenons à l'affirmer avec la dernière énergie. Mais sa conséquence naturelle serait évidemment la proclamation de la grève générale. Des révolutions comme celles qui ont eu lieu jusqu'à nos jours, sont devenues impossibles. Kautsky l'a déclaré sans ambages : « Le Prolétariat a sa spéciale méthode de révolution, l'abandon du travail, la suspension de la production. C'est en interrompant ainsi, comme par une ligature, la circulation de la vie au sein de la société capitaliste, qu'il matera celle-ci. »

Si seulement c'était aussi facile à exécuter que c'est vite dit ! Mais le prolétariat ne saurait se placer en dehors de la société actuelle, puisque lui-même est partie intégrante de cette société. En pratiquant des ligatures au capitalime, on en inflige *du même coup au Prolétariat*. Il est singulièrement commode, — en tout cas cela n'exige qu'une faible dépense de perspicacité politique, — de dire : « S'il avait été *possible*, avec quelque espoir de succès, de menacer d'une grève monstre la bourgeoisie saxonne, celle-ci y aurait *probablement* regardé à deux fois avant de voler au Prolétariat le droit de suffrage. » *Si,... possible,... probablement !* Est-ce que c'est avec de telles approximations que l'on milite en politique, que l'on va de l'avant, que l'on arrache la victoire !

Si la grève générale était, dans la lutte de classe, une arme garantissant le triomphe, alors ce ne serait certes pas une

« ineptie générale ». Mais comme elle ne peut être entreprise « avec quelque espoir de succès », il ne nous reste plus qu'à simplement chercher à atteindre notre but à l'aide de la tactique *observée jusqu'à ce jour*. Nous ne pouvons *abattre*, *terrasser* la société capitaliste, interrompre la circulation de la vie dans son sein, sans porter un très grave préjudice aux intérêts fondamentaux du Prolétariat. *Ergo*, il nous faut nous arranger pour le mieux avec ce qui existe, et tâcher de le *réformer* dans notre sens pour atteindre par là notre but. Si l'on ne peut par la violence écarter des catégories historiques sans s'exposer au danger presque certain d'une sanglante défaite, on doit chercher un autre moyen de victoire. La réformation sociale porte dans ses conséquences la révolution sociale, le complet bouleversement du régime actuel. « Nous nous reposons sur le développement organique des choses », nous mettons tous nos efforts à tenter simplement d'influencer et d'accélérer ce développement organique. La tactique que nous pratiquons, c'est ce que l'on appelle en théorie l'*évolution*. De ces données il est possible de déduire sans hésitation les conséquences grâce à quoi sera éliminée la contradiction qui se manifeste aujourd'hui entre notre tactique et la théorie catastrophique. *Hic Rhodus, hic salta !* C'est là le point autour duquel tourne tout le conflit. En résolvant cette question, on réglera du même coup celle de la grève générale.

Jaurès, — que, depuis quelque temps, la majorité des socialistes allemands considèrent, il est vrai, comme traître aux intérêts du prolétariat, parce qu'il ne veut pas croire aux prophéties des irréductibles partisans du grand chambardement et qu'il fait découler de la doctrine évolutionniste les conséquences qu'elle implique en matière de tactique, — Jaurès a traité par le menu la question de la grève générale. Il en arrive à cette conclusion, que la grève générale serait *vraisemblablement* la forme spontanée de la

révolte prolétarienne dans des cas d'ailleurs tout à fait exceptionnels, comme, par exemple, si les gouvernements commettaient la folie de restreindre le peu de droits politiques dont dispose la classe ouvrière. Encore serait-ce un expédient suprême, désespéré, une arme qui ferait certes bien du mal à l'ennemi, mais qui en ferait aussi beaucoup au prolétariat. Jean Jaurès dit excellemment que les travailleurs s'abandonneraient à une illusion néfaste, s'ils considéraient comme une *méthode* de la révolution sociale ce que peut être la tactique du désespoir. Et des faits ont surgi pour lui donner raison quant à ce qu'il ajoute au sujet des suites d'une grève générale, car ses déductions se sont complètement réalisées lors de la grève générale de Hollande.

Le prolétariat ne peut vraiment pas interrompre la circulation de la vie au sein de la société capitaliste, car il se nuirait par là énormément à lui-même. Voici ce qu'écrit le camarade hollandais Vliegen, qui fut partisan de la grève générale, et qui lui est opposé depuis la tentative hollandaise : « Pour son propre salut, le prolétariat sera obligé de reprendre le travail. »

Dans le monde des réalistes, les choses se passent bien autrement que ne le pense tel qui se croit un théoricien. Mais tout de même, si une *théorie* comme celle professée par celui-ci, entraîne *ad absurdum* dès qu'elle a subi l'épreuve de la pratique, on ne peut éviter de dire qu'il eût mieux valu commencer par réfléchir en conformité avec les lois de la logique, par *penser* sérieusement. « En dehors des crises convulsives, pour lesquelles on ne saurait rien prévoir ni régler,... il n'existe aujourd'hui, pour le socialisme, qu'une méthode infaillible : *conquérir la majorité par les voies légales.* »

Ainsi pense Jaurès, le plus éminent des militants socialistes dans le pays classique de la révolution. Une grève

générale organisée dans le but de ruiner l'hégémonie capitaliste, mènerait infailliblement à un conflit sanglant, où le prolétariat aurait le dessous, — tandis que la conquête *légale* du pouvoir politique est un mouvement *progressif*. Théorie de l'Evolution ou théorie de la Révolution, c'est la question où l'on finit toujours par en revenir.

Quiconque veut la *dictature du prolétariat*, veut aussi, naturellement, la rupture violente de l'actuel équilibre social, et, par conséquent, la grève générale, c'est-à-dire, en réalité, la révolution. Il ne s'en suit d'ailleurs pas que nos « Radicaux » *souhaitent* la révolution, qu'ils répudient la conquête du pouvoir politique par voie légale ; seulement, ils considèrent comme fatal que les oppositions, les conflits, en arrivent un jour au point de ne plus pouvoir se résoudre que par la rupture violente, par la catastrophe. Mais cette conception n'a pour l'étager qu'une simple hypothèse, que je n'ai pas besoin d'étudier ici, le camarande David s'en étant déjà suffisamment acquitté dans son article sur *la Conquête du Pouvoir politique*. En ce qui concerne la question de la grève générale, contentons-nous donc de retenir que celle-ci *doit* être la tactique correspondant à la théorie catastrophique développée par Kautsky, la méthode de la *révolution prolétarienne*.

Il y a aussi, certes, des partisans de la grève générale qui, au lieu de la tenir pour une *méthode* de la révolution prolétarienne, voient en elle, exclusivement, un *moyen d'intimidation* à employer contre la classe dirigeante. C'est dans ce sens que le camarade Hilferding a traité naguère le sujet, dans la *Neue Zeit*. Il déclare notamment que « derrière le suffrage universel, il faut que se fasse sentir la *volonté* d'organiser la grève générale. » A la première lecture, cela semble très beau ; à la seconde, cela ne signifie presque plus rien. Un *vouloir* derrière lequel ne se fait pas sentir un *pouvoir* qui permette à ce vouloir de se réaliser, ou

tout au moins lui offre « quelque espoir de succès, » ce vouloir ne compte pas. La bourgeoisie n'est, ni assez niaise, ni assez peureuse, pour s'effrayer d'une simple volonté d'entreprendre la grève générale.

Combien faudrait-il de millions de travailleurs pour être en mesure de déclarer en Allemagne, la grève générale avec toutes chances de réussite. Jusqu'à quel point Hautsky et les camarades qui acceptent sa théorie catastrophique, estiment-ils donc avoir organisé, discipliné et éduqué le prolétariat, pour s'imaginer que les grévistes seraient assez nombreux pour que l'on pût risquer la *bataille suprême, décisive ?* Est-ce que ce moment-là aussi est « très proche » ? Kautsky en personne ne voudrait pas l'affirmer. Alors, comment a-t-il pu arriver, en juin 1903, à prophétiser comme « très proche » le triomphe de la Social-démocratie !

Que l'on cesse donc, à la fin, de dénoncer comme des quasi-renégats ceux qui jugent les choses avec un peu plus de calme et de sang-froid, et de proclamer qu'en critiquant de pareilles hypothèses et prophéties, on manifeste du mépris pour nos convictions fondamentales et l'on met en péril nos principes. Les dissensions intestines du Parti ont vraiment leur source dans cette intenable situation de la contradiction entre notre *théorie* officielle et notre pratique. Quand et où le Parti a-t-il appliqué dans sa tactique les conséquences de la théorie catastrophique ? Il y a longtemps que, pratiquement, la Social-démocratie a accepté l'évolutionnisme, et qu'elle l'a maintes et maintes fois exposé du haut de la tribune du Reichstag — quitte à le répudier le lendemain et à traiter en *gâte-Parti*, les hommes qui le défendent.

Quelles absurdités n'entraîne-t-il pas, ce fait intolérable de l'attachement à une théorie qui est abandonnée dans la pratique depuis belle lurette ! C'est ce que nous apprennent, tout d'abord, les perpétuels conflits qui s'élèvent dans

le Parti dès que vient à l'ordre du jour n'importe quelle question tactique d'intérêt considérable. C'est ce que nous montrent aussi les citations que le camarade David a accumulées dans son article ci-dessus mentionné. Nous nous débattons dans un tel tohubohu de contradictions, que nous oscillons indéfiniment et avec la régularité d'un pendule entre les deux théories extrêmes de la révolution et de l'évolution. Un jour, on prophétise le chambardement, et la semaine d'après on admet le *développement interne* du Socialisme même. Et il paraît que ce sont cependant les Révisionnistes qui troublent les idées de la masse; et, comme ils s'*entêtent* dans leur hérésie on affirme que ce sont eux qui poussent le Parti dans un *bourbier*.

Est-ce que nous attendrons longtemps encore l'heure où la tranquille réflexion prévaudra contre l'emballement? Faudra-t-il que nous nous offrions encore quelque *fontaine de Jouvence* à la mode de Dresde, et où l'adversaire vient puiser tant d'eau pour les roues de son moulin? Je pensais qu'en fait de *fontaine de Jouvence*, nous n'en avions déjà que trop d'*une*. Tant que l'on n'aura pas renoncé à la théorie catastrophique, nous ne sortirons pas de la situation actuelle. L'expansion de notre Parti se ralentira, en dépit de ce que l'on pourrait conclure de l'accroissement du nombre de nos voix aux élections législatives; on verra s'affaiblir notre aptitude à l'action et se restreindre notre influence. C'est sur la théorie catastrophique que s'appuyent toutes les décisions qui donnent lieu à de graves dissensions parmi nous. C'est elle aussi qui, en dernière analyse, empêche que notre Parti adopte une attitude homogène dans la si pressante *question agraire*. Souvent on ajourne au *lendemain de la Révolution sociale*, la solution de ce problème. Est-ce qu'un parti vaste et profond comme la Social-démocratie peut supporter la continuité d'une pareille situation! Voilà des années qu'il nous faut consacrer presque toute la durée de nos Congrès à cette

théorie catastrophique, pour aboutir à des débats d'où il ne sort pour le Parti que du grabuge. On est amené par l'expérience à reconnaître que la voie légale est la plus sûre et la plus courte de celles qui mènent à notre but. On ne songe guère dans la pratique à tirer des conclusions de la théorie catastrophique et à faire de la propagande en faveur de la grève générale pour ruiner tout prochainement l'égémonie de la classe capitaliste. Puisque l'on ne pense pas que les travailleurs allemands soient encore disposés à entreprendre la Révolution, que l'on nous débarrasse donc de cette théorie maudite. Nous ne devons ni ne pouvons risquer sur la carte de la catastrophe la conquête du pouvoir politique par le Prolétariat. La devise : *Tout ou rien*, n'a aucune valeur dans la lutte politique. Il est absolument impossible de se débrouiller du jour au lendemain dans tout l'appareil si compliqué qui constitue l'administration d'un Etat moderne.

Il faut que la question : *Révolution ou Evolution*, soit résolue clairement et nettement, et avec *toutes* ses conséquences. Il faut nous décider à proclamer si nous voulons ajourner au *lendemain de la Révolution* le soin de mettre quelque chose à la place de la société capitaliste, ou si nous préférons saper celle-ci dès maintenant par un labeur de *réformation* méthodique, incessante, énergique. Les *Revisionnistes* ne craignent pas, eux, d'affirmer hautement les conséquences de leurs opinions. Ils ne demandent aux *Radicaux* rien de plus ni de moins que de les *imiter*, de travailler à ce que, dans la masse de nos adhérents, un peu de clarté enfin pénètre jusqu'à ce qui fait le fond même de nos controverses. Le rejet de la motion Friedeberg indique assez catégoriquement comment la classe ouvrière se comporterait, si elle était pour ainsi dire mise en demeure d'appliquer dans sa tactique les déductions qui découlent de la théorie catastrophique. Pourquoi se cramponner à une doc-

trine que l'on a toujours *désavouée* dans et par la pratique ? Pourquoi ne pas vouloir *montrer* ce que l'on *est* réellement ? Ou plutôt, pourquoi ne pas *préparer* la Révolution, si l'on croit qu'elle est *fatale* ?

II

SYNDICATS ALLEMANDS

I

Karl Legien

Secrétaire de la « Commission générale des Syndicats allemands ».

Rapport présenté au Congrès socialiste international de 1900, au nom de la douzième Commission (Commission de la Grève générale). D'après le compte rendu sténographique publié par les *Cahiers de la Quinzaine*, p. 199.

... Les représentants autrichiens et allemands ont proposé de reprendre la résolution que le Congrès international de Londres avait déjà votée quant à la grève générale. Il est vrai que la forme de cette résolution n'est pas parfaite ; mais la majorité de la Commission s'y est ralliée cependant, parce qu'elle exprime très bien la manière dont la plupart d'entre nous envisagent encore aujourd'hui cette question. Nous n'avons pas changé de but ; il n'y a donc pas de raison pour changer de résolution.

Cette résolution a été combattue par une minorité formée de délégués français, italiens, et quelques délégués qui ne représentent pas des syndicats ; le Congrès aura l'occasion d'entendre l'opinion de cette minorité. Pour la majorité, la question de la grève générale n'est pas discutable en ce moment, par cette raison très simple que lorsqu'on veut la bataille, il faut d'abord commencer par former les bataillons qui pourront y aller. Aussi longtemps que le prolétariat ne disposera pas de syndicats fortement organisés et nombreux,

il ne sera pas souhaitable que dans l'intérêt de la bourgeoisie qu'on déclare la grève générale, parce que cette grève générale n'aurait qu'une conséquence, ce serait de livrer le prolétariat à la bourgeoisie, qui le fusillerait ou l'affamerait.

D'un autre côté, la résolution du Congrès de Londres me donne satisfaction, ainsi qu'à la majorité de la Commission, parce qu'elle n'exclut point l'idée d'une grève générale ; seulement, elle insiste sur les conditions nécessaires et inévitables de cette grève générale, c'est-à-dire sur l'organisation syndicale. En somme, vous, Français et Italiens, qui voulez la grève générale, vous n'avez qu'à commencer par former vos bataillons, et les autres nationalités seront avec vous.

Voici la résolution adoptée par la majorité de la Commission :

Le Congrès international socialiste de Paris rappelle, en tenant compte des Congrès internationaux de Paris et Zurich (1), la résolution votée au Congrès international de Londres, en 1896, qui traite de la grève générale.

Cette résolution est ainsi conçue :

« Le Congrès est d'avis que les grèves et les boycottages sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale (2).

---

(1) Voir plus haut ce qui a été dit dans l'introduction, sur les discussions qui eurent lieu, au Congrès de Zurich, sur la grève générale.

H. L.

(2) Dans les notes qu'il a mises au bas du texte sténographique des débats du Congrès de 1900 publiés par les *Cahiers de la quinzaine*, Sorel fait remarquer, à propos de cette résolution que le texte anglais, que l'on trouve dans *Report of the proceedings of the workers Congress held in London* (p. 35) et dans *International socialist workers und trade union Congress. Report of proceedings* (p. 48), ne mentionne pas ce qui est relatif à l'impossibilité de la grève générale.

Par contre, nous nous sommes reporté au compte rendu allemand : *Verhandlungen und Beschlüsse des Internationalen*

« Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque l'extension de l'organisation dépend de l'extension des grèves des industries entières ou de pays entiers. »

---

socialtischen Arbiter-und Gewerkschafts-Kongresses zu London (Berlin, *Vorwaerts*, 1896), p. 29, et nous avons trouvé, dans des termes *identiques* à ceux de la résolution citée plus haut, cette affirmation de la non possibilité actuelle d'une grève générale internationale.

Voir, pour comparer, le compte rendu allemand du Congrès de Paris, 1900, p. 32 (Berlin, *Vormaerts*, 1900).

H. L.

AUTRICHE

I

Rudolf Hilferding

Du Parti Socialiste Autrichien.

Friedrich Engels, dans la préface de la *Lutte des classes en France*, a donné une définition, devenue classique, de la tactique actuelle du prolétariat et de sa nécessité. Et les succès que nous vaut cette tactique se multiplient sans cesse. Oui, nous gagnons bien du terrain, et nos adversaires s'écrient désespérés ! *La légalité nous tue*, la légalité, c'est notre mort. Mais Kautsky a noté quelque part que Engels a modifié la conclusion qu'il avait formulée dans une première rédaction ; les idées révolutionnaires exprimées là avaient semblé inopportunes aux amis allemands de l'auteur. Et, en effet, une question reste posée : Que faire le jour où nos adversaires, trouvant leur situation intolérable, en arriveront au désir d'éliminer cette légalité qui les tue, pour lui en substituer une qui les sustente ? Pour répondre à cette interrogation, il convient de faire observer que la légalité n'est pas un cadeau généreusement jeté comme une pomme dans le tablier du prolétariat, mais que c'est un produit nécessaire des rapports sociaux, de la division des pouvoirs dans la société. Or, cette légalité, dont le prolétariat se prévaut d'une manière si inquiétante pour ses ennemis, cette légalité englobe les droits politiques, et avant tout, le plus important, le droit de suffrage. L'usage que le prolétariat fait de ce droit de suffrage, voilà ce qui met la bourgeoisie dans des transes mortelles ; aussi la pensée des diri-

geants est-elle dominée aujourd'hui par la peur de nous voir conquérir les parlements.

Car le parlement est par excellence le moyen de gouvernement de la bourgeoisie. La puissance du prolétariat se dresse pour le lui arracher. Est-ce que la bourgeoisie va laisser une pareille chose s'accomplir tranquillement ? Et comment l'empêchera-t-elle ?

Elle ne le peut que par la suppression de cette « légalité mortelle. » Seulement, derrière celle-ci, il y a le prolétariat. La puissance des possédants entre en lutte contre celle de la multitude qui met en œuvre les moyens de production. Et quelles sont les armes défensives dont dispose cette multitude ?

La première réponse que suscite cette question est celle-ci : La puissance du prolétariat réside dans son organisation. Mais l'organisation en elle-même n'est pas une puissance. Elle ne peut être qu'une concentration de puissance, alors même que, par suite de cette concentration, la puissance antérieurement latente se manifeste avec énergie, devient un facteur d'action expansive. L'organisation du prolétariat, c'est donc simplement l'organisation de la puissance de celui-ci, chaque prolétaire constituant par soi-même une puissance immédiate, en raison de son rôle dans le processus de la production, en raison de ce fait que le travailleur est la condition nécessaire pour que le processus vital de la société suive son cours normal. Le prolétariat, en refusant le travail, arrête le processus de la production, comme le détenteur des moyens de production, en refusant de faire fonctionner ceux-ci, arrêterait la production même, — un lock-out général ! C'est précisément parce qu'il est indispensable à la société entière, que le prolétariat dispose d'une véritable puissance, et que ses diverses organisations peuvent exercer de l'influence. Cette influence est bien manifeste en matière d'action corporative ; la valeur n'est pas moindre, qu'elle a

conquise dans le domaine politique. Seulement, dans les luttes syndicales, la puissance du prolétariat se présente immédiatement comme une grandeur mensurable, et le résultat de la lutte est subordonné d'une manière absolue à cette grandeur, au lieu que les choses se passent de sorte très différente, et même opposée, lorsque l'action politique est en jeu. L'une des caractéristiques de la société bourgeoise, c'est que la puissance économique et la puissance politique n'y coïncident point, même quand il se trouve qu'en dernière analyse la puissance politique dérive de l'autre. Dans l'Etat moderne, la puissance politique, l'organisation des pouvoirs de contrainte qui assurent le fonctionnement social, s'est rendue indépendante de la puissance économique qui est son « substratum » et jouit d'une existence bien à part.

Il en allait tout autrement dans la société féodale. Là, les deux puissances n'étaient point séparées. La puissance économique du seigneur, la grandeur de ses possessions immobilières, était évaluable selon le nombre de ses vassaux, l'importance de sa suite, et aussi d'après le pouvoir de contrainte dont il disposait. Sur son territoire, il était le dominateur absolu, et l'étendue de son territoire correspondait rigoureusement à l'étendue de sa domination. Un Etat, si l'on peut dire qu'il en existait alors, un Etat n'était qu'un faisceau d'Etats du second degré, ayant chacun leur maître, et chacun de ceux-ci, isolément considéré, avait sur son territoire tous les droits voulus pour pouvoir proclamer : — « L'Etat, c'est moi. » Oui, si l'on examine la vie des faisceaux de moyens Etats du moyen âge au temps du pur féodalisme, on se rend compte qu'alors tous les seigneurs sans exception étaient fondés à dire : « L'Etat, c'est nous. » Et comme il n'y avait pas division entre les pouvoirs économique et politique, on pouvait les comparer absolument l'un avec l'autre, les « commensurer. » Chaque seigneur dispose

d'une puissance politique en raison directe de la grandeur de sa puissance économique ; or, cette grandeur est celle de ses possessions immobilières, c'est quelque chose de patent, quelque chose qui saute aux yeux. Mais la puissance de chacun en particulier, — le principe de toute cette société étant une fois posé, — est indépendante de celle de n'importe qui d'autre. Le territoire de chacun est pour celui-ci son Etat, un Etat dont il est le dominateur complet. Il n'y a là rien ni personne qui puisse l'infériorisier.

Durant la première période du moyen âge, c'est seulement d'après la grandeur des fiefs que l'on répartit les membres des Etats Généraux, et cette répartition est purement quantitative ; les préoccupations de qualité datent de l'entrée en scène des communes, élément étranger qui ne devait pas tarder à faire éclater le vieil organisme.

Mais tant que celui-ci subsiste, l'autonomie de l'individu demeure entière. Nulle part cela ne se manifeste avec plus de clarté que, justement, là où les Etats Généraux revêtent la forme parlementaire. Le principe est posé, dans la vieille Constitution anglaise, que le représentant qui, par exemple, n'a pas donné son approbation à un nouvel impôt n'est pas obligé d'acquitter celui-ci. Dans le Parlement polonais, il y avait le *Liberum veto*, et cela avait exactement et logiquement la même valeur qu'on lui voit aujourd'hui dans une conférence intergouvernementale. Lorsqu'un député anglais ou polonais divergeait d'avec les autres, il n'existait aucun moyen de droit pour le contraindre à se soumettre à la décision prise par la majorité ; il était, en effet, souverain sur son territoire. Loin que son pouvoir à lui fut distinct du pouvoir de l'Etat, il était une partie intégrante de l'Etat, un co-dominateur, un co-souverain. Le principe de la majorité n'avait pas de sens.

Cette impuissance de l'Etat et cette toute puissance de l'individu correspondait parfaitement à la structure agra-

rienne d'une société basée sur l'économie naturelle. Le seigneur féodal n'avait jamais à se préoccuper que de son territoire. Les limites de celui ci étaient en même temps les limites de ses intérêts, qui ne pouvaient être qu'opposés à ceux d'autrui ; il lui fallait se tenir jalousement, hostilement prêt à résister aux tentatives d'empiètement. La puissance d'autrui ne pouvait s'accroître, comme la sienne, que par une extension immobilière, et celle-ci ne pouvait se produire qu'à son détriment à lui.

La victoire de la bourgeoisie détermina une radicale modification de ces rapports. L'intérêt économique de la nouvelle dominatrice exigeait l'organisation de l'Etat national. Elle dépendait complètement de celui-ci, de toute la politique, — politique fiscale et industrielle, politique coloniale, douanière et commerciale. Elle serait donc pour elle une nécessité vitale à acquérir de l'influence sur la politique il lui était impossible d'exister sans disposer de la puissance publique.

Celle-ci se forme pendant la décadence de l'antique noblesse et la montée de la bourgeoisie. La première expression de son autonomie se trouve dans la domination du monarque absolu, à qui la lutte entre les deux classes garantit une situation indépendante. La bourgeoisie ne possède, en fait de puissance politique, qu'une force d'organisation, celle que son influence économique lui permet d'appliquer aux pouvoirs publics. Mais elle ne saurait employer cette puissance politique que grâce à une organisation préalable de son action de classe. Le bourgeois isolé a en effet sur le seigneur féodal entouré de ses vassaux et de sa suite, ce désavantage, qu'il ne dispose d'aucune puissance politique, d'aucun pouvoir de coercition. De même que la bourgeoisie tend par-dessus tout à se dispenser de tout travail, de même elle s'empresse de se décharger du souci de défendre sa propre puissance. Cette défense échoit à un organe qui ne

dépend qu'indirectement de la collectivité bourgeoise, et ne dépend aucunement de nul des membres de cette collectivité. On aurait vite raison de la force physique du bourgeois isolé. Le pouvoir économique et le pouvoir physico-politique sont séparés ; le second s'est rendu autonome. De leur côté les individus sont à présent indépendants de lui, et chacun d'eux l'est au même degré.

Le principe de l'égalité des droits, qui était une impossibilité sous le régime féodal, est la conséquence logique de cette évolution.

L'individu, même « riche », est politiquement impuissant. D'abord c'est l'hégémonie de la classe, l'accaparement des moyens de production et, par suite, la domination de la production — tant qu'il n'existe pas encore de prolétariat préparé de sorte à pouvoir suspendre le cours de la production, — c'est la puissance économique organisée, et l'affirmation de la volonté d'employer celle-ci à rendre impossible le fonctionnement du pouvoir politique, c'est cela qui assure à la bourgeoisie la haute-main sur les organes essentiels de l'Etat. Puis, l'action de la bourgeoisie doit devenir une action de classe, au lieu de l'action individuelle qui prévalait sous le régime féodal, et son instrument de domination collective, bien distincte des volontés individuelles. Il y a donc lieu de créer un système de représentation de la bourgeoisie, et c'est pour ses représentants que la bourgeoisie impose son hégémonie à l'organisme de l'Etat, c'est grâce à eux aussi qu'elle consacre sa domination politique à consolider et accroître sa puissance économique.

La représentation du féodalisme était un pur agrégat, la somme brute des moyens de puissance et des expressions de volonté des individus, moyens et expressions homogènes, juxtaposés sous forme d'éléments simplement quantitatifs et directement commensurables. Les représentants, eux aussi, n'étaient d'ailleurs que des individus ; ils ne parlaient et

agissaient qu'au nom de leurs propres intérêts ; il est vrai que ceux-ci coïncidaient avec les intérêts de chacun des autres membres de l'assemblée. Le Parlement bourgeois n'est pas un agrégat ; les forces individuelles ne s'y additionnent point ; au contraire, elles luttent souvent les unes contre les autres, et le Parlement exprime l'issue de ce conflit, la résultante du parallélogramme des forces. Celles-ci ne sont pas directement commensurables, et il s'en faut même de beaucoup. Non seulement la puissance économique n'a rien à voir ici avec la puissance politique, mais il y a aussi, dans la réalité, de graves différences entre des puissances économiques égales en apparence, et même si ces puissances se traduisent par des facultés égales. Ces différences dépendent du groupe dont chaque représentant relève dans la classe possédante, et du genre de capital, — financier, commercial, industriel ou agricole, dont il tire ses ressources. La seule commensurabilité praticable n'est qu'artificielle ; elle tient à la manière dont est constituée la représentation du régime électoral.

Mais le parlement étant l'instrument de domination de la classe possédante, il va de soi que celle-ci soit la toute première à entrer dans la constitution de cette assemblée, et c'est pourquoi l'hégémonie de la bourgeoisie trouve son expression naturelle dans le régime électoral du cens. La puissance économique des divers groupes se peut alors évaluer selon le nombre des voies recueillies par chacun d'eux. La majorité est l'organe de la puissance économique la plus considérable, parce que la prépondérance économique assure la prépondérance électorale. La plus importante puissance économique dispose, en effet, du plus grand nombre de ressortissants dans le corps électoral. L'institution du suffrage universel ne change rien à ces rapports tant que le prolétariat n'a pas acquis sa conscience de classe, tant que la force organisée de la bourgeoisie ne se heurte par consé-

quent pas à la force organisée d'une autre classe. En effet, jusqu'à ce que la bourgeoisie ait vu se dresser en face de soi l'opposition réfléchie d'une autre classe, jusqu'à ce que les intérêts prolétariens aient acquis une valeur propre, indépendante, les citoyens économiquement assujettis à un groupe quelconque de la bourgeoisie ne peuvent réellement pas éviter de servir les intérêts du groupe en question contre les intérêts d'un autre groupe. L'expansion de la sphère d'influence de ce groupe et même celle de son cercle d'activité, vont développant parallèlement, pour ses vassaux économiques, la possibilité d'étendre, eux aussi, le champ de leurs préoccupations, et d'améliorer par suite leur situation dans quelque mesure et pour quelque durée que ce soit. Ainsi s'explique la protection assurée par divers clans de la bourgeoisie à leurs ressortissants au cours de la lutte menée contre d'autres clans, jusqu'à ce que l'artificielle harmonie des intérêts s'évanouisse, pour laisser la carrière à l'antagonisme des classes. Grâce à cette protection, les susdits clans obtiennent un grand nombre de suffrages des citoyens qui devraient être, par définition, leurs ennemis.

Si la majorité des électeurs correspond tout à fait à la plus forte puissance économique, l'influence de celle-ci ne se montre pas moins nettement dans la formation de la majorité des élus.

Toutes les ressources de la corruption parlemento-capitaliste concourent à cette formation.

Il y a là rixe pratique où, aujourd'hui, les gens des trusts américains sont passés maîtres incontestablement.

Le parlement remplit donc deux missions. D'abord, il rend commensurable la puissance économique de chaque bourgeois isolément considéré, il rend les bourgeois directement comparables les uns avec les autres, puisque dans l'élection des représentants, la prépondérance du nombre des suffrages échoit à la plus forte puissance économique.

En second lieu, il unifie les diverses puissances économiques représentées, il contribue à l'organisation de la puissance de la classe, il constitue l'instrument grâce auquel la bourgeoisie transmue en pouvoir politique ses forces économiques, celles-ci trouvant leur expression parlementaire dans le consentement accordé au budget. Mais il est bien évident que cette transmutation n'équivaut pas à une suppression de la division des pouvoirs politique et économique, car celle-ci est née de l'évolution moderne et est l'une de ses caractéristiques.

Au reste, cette division permet d'arriver à une modification dans l'essence même du parlementarisme, de passer du parlementarisme bourgeois, instrument de la domination de l'Etat par la bourgeoisie, à un parlementarisme qui soit l'instrument de la dictature du prolétariat. « Le parlementarisme, disait Liebknecht à Erfurt, c'est en effet le système naturel de la représentation du peuple. Si le prolétariat n'a pas encore obtenu que le Reichstag corresponde à cette représentation, la faute n'en est pas au parlementarisme, c'est simplement parce que nous ne disposons pas en ce moment, dans le pays, dans le peuple, de la puissance voulue. Ayons derrière nous autant de voix, autant de forces, qu'en ont les partis bourgeois, et le Reichstag alors ne sera pas plus stérile pour nous qu'il ne l'est maintenant pour d'autres. La machine à légiférer travaillera tout aussi avantageusement pour nous qu'elle le fait aujourd'hui pour nos adversaires. »

Mais la raison d'être du parlementarisme *bourgeois*, — et ici Lassalle a incontestablement raison, — c'est le suffrage censitaire. Si le parlementarisme doit être le moyen de domination de la bourgeoisie, il faut qu'il soit aussi dominé par elle : or, cette suprématie est menacée quand d'autres classes acquièrent de l'influence sur l'assemblée. D'où la tendance continue à maintenir ou à rétablir le cens. Exemple : la France. Ce fut la boucherie de Juin qui donna à

Bonaparte, et ce fut la féroce répression de la Commune qui donna à la troisième République, le courage d'en appeler au suffrage universel pour garantir le maintien d'une majorité conservatrice à l'aide de la province hostile à Paris. Depuis lors, en effet, le suffrage universel, en France, n'a jamais mis sérieusement en question l'hégémonie de la bourgeoisie. Aussi n'existe-t-il aucune forte tendance à modifier le droit électoral. De même, en Angleterre et en Amérique, le suffrage universel est assis solidement et durablement par suite de ce fait que, dans ces pays, le prolétariat n'est pas encore élevé à la conscience de classe. La démocratie anglo-saxonne » n'a pas encore subi la grande épreuve. Elle n'aura à se mettre en garde que lorsqu'un mouvement ouvrier autonome s'efforcera d'utiliser les institutions démocratiques dans les intérêts de classe du prolétariat. Dans la plupart des Etats européens. les choses se passent bien autrement que dans les trois pays ci-dessus mentionnés. Le suffrage universel manque partout pour les élections communales et pour les élections aux Zandtags ou aux assemblées du même ordre. Il existe pour le parlement allemand, mais sous une forme falsifiée, étant donné le découpage des circonscriptions. et il a d'ailleurs de puissants adversaires. La cause de cette situation est bien claire.

L'élimination du cens indique la possibilité de l'élimination de l'hégémonie bourgeoise. Le suffrage universel donne au prolétariat une représentation toujours plus nombreuse à mesure que la classe ouvrière se dégage du mensonge de l'harmonie des intérêts et s'affermit dans la conscience de son indépendance. La puissance économique ne suffit plus à assurer à la bourgeoisie une majorité durable ; les citoyens qui lui sont assujettis, loin de continuer à lui fournir leur appui. sont devenus ses pires ennemis et tendent à en finir précisément avec cet assujettissement même. D'autre

part, l'influence de la bourgeoisie sur les pouvoirs publics est en passe de décliner, car ceux-ci s'organisent, pour un certain temps, d'une manière plus indépendante que jamais, grâce au service militaire personnel. Malgré l'énorme différence que l'on constate entre la forme de service personnel qui se présente au début de l'hégémonie bourgeoise et la forme qui prévaut vers la fin de cette hégémonie, le service personnel résulte, comme tout absolutisme, de l'équilibre temporaire entre diverses classes antagoniques et il constitue le prodrôme le plus sûr de la disparition de l'autocratie d'une classe, et de l'avènement d'une autre classe. Ainsi, la bourgeoisie voit son parlementarisme perturbé par le suffrage universel. C'est alors que la formule : *La légalité nous tue*, devient vraie pour elle, et qu'elle commence à chercher avidement les moyens de modifier la légalité, en sorte que celle-ci ne soit plus mortelle pour l'influence de la classe dirigeante et qu'elle le soit, au contraire, pour l'influence du prolétariat.

Une fois que la puissance économique de la bourgeoisie a dépassé son apogée, il est d'un intérêt de plus en plus urgent, pour cette classe, d'avoir à sa disposition exclusive et complète les pouvoirs publics, en vue d'utiliser ceux ci pour la protection et l'expansion de sa puissance économique. Les intérêts de la bourgeoisie sont toujours davantage à la merci de la question de savoir dans quelle mesure l'Etat leur sera subordonné. La vieille conception de l'Etat veilleur de nuit est abandonnée depuis longtemps, c'est la bourgeoisie à présent qui joue pieusement le rôle de Vestale auprès du feu de la « civilisation », étant bien entendu — et c'est même là le tréfond de sa religiosité, — que ledit feu sacré a pour fonctions essentielles le chauffage des chaudières de la bourgeoisie et la fonte de ses lingots d'or. Le fonctionnement des organes nationaux n'intéressait jusqu'alors que la classe, et les individus ne s'en préoccupaient que

très indirectement et nonchalemment, comme il arrivait d'ailleurs pour tout ce qui eût dû éveiller l'attention de la collectivité bourgeoise. Maintenant les problèmes d'ordre gouvernemental inquiètent chacun en particulier ; ils obsèdent surtout le petit groupe des bourgeois les plus puissants, qui s'ingénient à ce que l'Etat devienne leur chose privée, un instrument au service de l'organisation moderne de la finance et du commerce, au service des kartells et des trusts. C'est avec le concours de plus en plus actif des pouvoirs publics que se poursuit la concurrence sur le marché mondial. La bourgeoisie, qui jadis ne voulait pas entendre parler d'un Etat fort, qui ne subissait celui-ci que comme un mal nécessaire, se voue aujourd'hui passionnément au renforcement des moyens de coercition gouvernementale. Adieu l'opposition au militarisme, adieu la haine de la bureaucratie ! La bourgeoisie devait en partie son influence à sa lutte contre les organes de l'Etat ; la voilà qui, pour retourner cette influence contre le prolétariat montant, se cramponne aux organes en question, elle les seconde dans leurs efforts continus de développement. Les intérêts des clans qui détiennent les fonctions publiques, de la bureaucratie et du militarisme, coïncident avec ceux de la bourgeoisie, sans l'appui de laquelle il leur serait impossible d'étendre leur sphère d'activité. Le prolétariat, de son côté, a un intérêt vital à opposer la plus âpre résistance à l'expansion de la force gouvernementale, parce que celle-ci ne sert aujourd'hui qu'à consolider la puissance économique de la bourgeoisie.

Nous avons vu comment le parlementarisme rend possible l'organisation de l'action de classe, comment il permet aux diverses classes de trouver l'expression de leur puissance économique et d'employer celle-ci à influencer la puissance politique. Nous avons vu ensuite que la puissance politique a des intérêts analogues à ceux de la bourgeoisie,

et qu'elle ne peut être qu'hostile au prolétariat, dont la victoire comportera la suppression de l'indépendance conférée par la société bourgeoise à la puissance politique.

Bourgeoisie et puissance politique ont donc un commun intérêt à ce que le prolétariat demeure sans influence, à ce qu'il soit écarté du parlement, et, par suite, à ce que soit conservé ou rétabli le suffrage censitaire, car ce système est le seul qui puisse empêcher le parlementarisme, instrument de l'hégémonie bourgeoise, de devenir un instrument de la dictature prolétarienne. Le prolétariat, lui, ne peut que désirer ardemment la transition régulière et pacifique, comme elle est possible à réaliser, grâce à la conquête du parlement, et il n'y a que le maintien du suffrage universel qui garantisse une évolution continue et sans à coups. Ce régime permet à la puissance économique croissante du prolétariat de trouver son exacte expression, l'expression correspondant à son effectif, à son degré de conscience, et à la mesure où il est résolu à utiliser le droit de vote pour l'élection de socialistes. Le suffrage universel oblige d'autre part les dirigeants du jour à multiplier les concessions pour tâcher que ne sonne jamais, ou tout au moins pour reculer autant que possible, l'heure où la minorité se transformera en majorité. Certaines des conquêtes de la bourgeoisie ne peuvent être maintenues, même si le système électoral est combiné de sorte à ce que la majorité ne se déplace jamais, ou même, à ce que les dirigeants ne trouvent en face d'eux qu'une minorité sans cesse renouvelée. Il y a là des éventualités qui doivent profiter au parti représenté par la minorité, s'il reste toujours fermement attaché à l'intégralité de ses principes. Profiter, c'est-à-dire faire que les membres du parti en question aient de plus en plus de cœur à la lutte, et que leur collectivité croisse en puissance et en influence. D'ailleurs, le parlementarisme, par définition, oblige à motiver toutes les mesures de législation et d'administration, à produire

tous arguments pour ou contre chaque détail, à comparer les raisons du partisan et de l'adversaire de chaque acte public ; c'est donc le meilleur moyen d'éducation politique du peuple ; rien ne le vaut pour préparer dans la classe ouvrière la volonté et la capacité de réaliser par les voies politiques sa propre émancipation. Et il offre aussi le meilleur procédé pour l'offensive ou la défensive, pour la concentration de toutes les forces de la classe sur un point déterminé. De sorte qu'il est d'une importance vitale pour le prolétariat, de se réserver toujours la possibilité de conquérir la prédominance parlementaire. Il faut que le suffrage universel et égal soit inébranlablement garanti contre tout assaut ; sa possession est le but le plus intéressant par le temps qui court, et la condition du progrès prochain. C'est seulement sur le terrain parlementaire qu'il est sans cesse possible au prolétariat de convertir sa puissance économique en influence politique.

Mais toute la tactique parlementaire du prolétariat organisé le mènera évidemment dans une impasse si, juste après avoir accompli des progrès décisifs, il doit avoir l'inquiétude de sentir tout à coup le terrain commencer à trembler sous ses pas, et s'il doit reconnaître que les bases mêmes sur lesquelles il s'était établi, sont à la veille de leur ruine. Le droit de suffrage devient une arme inutile, s'il faut toujours redouter de se le voir enlever dans les circonstances où l'on en aura le plus besoin. Il importe donc de consolider les bases de toute notre position de combat; et l'on n'y arrivera qu'en dressant la puissance économique organisée du prolétariat contre la puissance économique de la bourgeoisie et en même temps contre les pouvoirs publics influencés par celle-ci, puisque leur existence ne saurait être complètement indépendante, dans ses sources tout au moins, et qu'il leur est impossible de n'être pas solidaires de la classe dominante.

Or, la puissance économique du prolétariat réside dans ce fait qu'il est indispensable à la production, et elle ne peut se manifester que par la possibilité d'arrêter la production.

L'arrêt de la production est, en effet, l'unique moyen décisif de contrainte que le prolétariat ait à sa disposition contre les pouvoirs de coercition de l'Etat, depuis que la lutte directe sur les barricades est devenue impossible. L'arrêt de la production démontre que le prolétariat est indispensable à la société d'aujourd'hui, que toute l'évolution vitale de celle-ci dépend de son travail à lui. Ce fait que le prolétariat est indispensable, constitue pour lui une force irréductible, rend fatale sa victoire finale. Il doit s'en prévaloir pour garantir contre tout essai d'ébranlement les bases de réaction ouvrière moderne. Certes, ce ne sera pas subitement et d'un seul coup que nos adversaires rendront impraticable la tactique parlementaire qui jusqu'à présent nous a conduits de succès en succès. Le prolétariat peut donc se préparer à défendre le suffrage universel avec la dernière arme qui soit à sa disposition. *Derrière le suffrage universel, il faut que se fasse sentir la volonté d'organiser la grève générale.*

La grève générale doit devenir l'idée régulatrice de la tactique socialiste. Régulatrice, en ce sens que chaque prolétaire doit avoir conscience de ce fait qu'il ne réussira à compléter et protéger toutes ses conquêtes, toutes ses positions, tous ses efforts, qu'en se tenant prêt à les défendre avec ses compagnons de classe, dans les conjonctures graves, de la seule manière qui lui soit possible, c'est-à-dire grâce à la dépendance où se trouve à son égard le processus vital de la société entière.

Régulatrice aussi en ce sens que la grève générale ne saurait être envisagée comme un moyen isolé à recommander pour l'attaque ou la défense au cours de la lutte normale. Non ! elle ne doit pas se substituer à une autre tactique, à celle que nous avons suivie jusqu'à présent. Elle doit seu-

lement aboutir à ce que cette tactique redevienne praticable dès que celle-ci sera mise en péril par ses propres succès. Loin de remplacer le parlementarisme et les autres actions, elle est plutôt conçue pour protéger contre une limitation la liberté d'action politique du prolétariat. Et elle doit être enfin une idée régulatrice, dans ce sens qu'elle doit rester autant que possible à l'état d'idée pure. Elle doit être si vivace et si nette dans la conscience et la volonté du prolétariat, que quiconque a le dessein de tenter un assaut contre les bases de notre activité politique, recule effrayé à la vue des conséquences que son coup d'audace va susciter contre lui-même.

Sans doute, cette conception de la grève générale diffère, et de beaucoup, de la chimère proposée par la phraséologie latino-révolutionnaire, et contre laquelle Jaurès s'est élevé tout récemment. La grève générale, telle qu'elle est présentée ici, n'est pas un moyen de provoquer de ces échauffourées pseudo-révolutionnaires qui, en dernière analyse, n'aboutissent qu'à renforcer les pouvoirs contre-révolutionnaires. C'est plutôt le moyen d'assurer le développement continu du prolétariat, de garantir autant que possible de toute perturbation violente sa marche en avant. Ce n'est pas un expédient à utiliser à tort et à travers, ici pour appuyer une revendication économique d'un groupe de travailleurs, là pour empêcher une guerre, ailleurs pour obtenir le renvoi d'un chef d'usine ou d'atelier, ailleurs encore pour culbuter un gouvernement. C'est un procédé voué à un but nettement délimité : conquérir ou consolider les bases qui permettent au prolétariat une action continue et progressive, mais énergique et féconde en résultats.

Enfin il ne s'agit pas d'un « truc » grâce auquel on pourrait passer tout à coup de la société d'aujourd'hui à celle de demain, et auquel il faudrait avoir recours le plus tôt possible, parce qu'il est fait pour remédier à toutes les ma-

ladies sociales. La grève générale est simplement une arme défensive à employer contre le pouvoir qui rendrait impossible une évolution pacifique.

Mais la grève générale est-elle possible ? Il ne saurait être répondu ici en détail à cette question. D'abord, parce qu'il faut considérer que la possibilité en cause est à la merci de la diversité des conditions de temps et de lieu (1). Mais ce qui est clair, c'est que la grève générale est réalisable, parce que la victoire du prolétariat est possible. Car la grève générale est l'unique moyen direct de contrainte dont dispose le prolétariat. Ce que les barricades et le refus de l'impôt furent pour la bourgeoisie, la grève générale l'est pour la classe ouvrière. C'est l'*ultima ratio* qui entre en scène après l'épuisement de tous autres moyens. Nier la possibilité de la grève générale, si cela ne trahit pas l'inaptitude à la réflexion, cela équivaut à conseiller au prolétariat le renoncement. Toutes les positions de combat que l'on tient pour très fortes ont été conseillées au prolétariat par les intérêts naturels de sa situation de producteur. Elles peuvent être plus ou moins ébranlées par la violence de l'adversaire. Mais ce qui ne saurait être anéanti sans que la société même s'écroulât, c'est le prolétariat en tant que producteur. Il faut que la classe ouvrière se pénètre bien de cette idée, et qu'elle soit toujours prête à mettre en œuvre sa puissance, indispensable agent de la production, à l'utiliser, soit pour l'intimidation, soit pour la contrainte, dès qu'il y aura lieu de déjouer les plans des gens qui voudraient ramener à la

(1) Nous tenons à insister là-dessus, pour que l'on n'aille pas s'imaginer que nous voulons conseiller à un groupe quelconque du prolétariat international, par exemple au prolétariat allemand, de répondre immédiatement, sans une préparation approfondie, par la grève générale, à une situation telle que celle créée par la suppression du suffrage universel. L'examen des conditions concrètes dans lesquelles la grève générale est réalisable, ne rentre pas dans notre cadre.

condition des hilotes le prolétariat moderne qui, en possession de sa conscience de classe, commence à lever le front.

Le Congrès socialiste international aura à discuter cette question de la grève générale. Sa tâche, à notre avis, devra être double. D'une part, il devra prendre catégoriquement position contre l'illusion pseudo-révolutionnaire, semi-anarchiste, en vertu de laquelle il suffirait de provoquer une grève générale pour réussir à jeter bas la société capitaliste à la faveur du trouble occasionné par cette grève, et à la remplacer par le régime socialiste. Et d'autre part, le Congrès devra se déclarer opposé à ces gaspillages d'efforts que l'on appelle les grèves générales d'une ville ou d'une province, grèves qui se sont terminées presque toutes par la défaite, et au détriment d'une politique syndicale logique et méthodique.

Il aura aussi à bien se garder de vouloir délibérément éliminer de la tactique socialiste cette idée de la grève générale, qui est un produit spontané des conditions de la lutte prolétarienne. S'il est possible de suivre, grâce au suffrage universel et égal, une politique ouvrière indépendante, énergique, servant constamment les intérêts de la classe du prolétariat et toujours plus menaçante pour la domination de la bourgeoisie, alors il doit être évident, pour les amis comme pour les ennemis, que le prolétariat est résolu à recourir aux moyens extrêmes pour maintenir cette légalité, qui finira par tuer la bourgeoisie.

II

A. Hueber

Secrétaire de la « Commission générale » des Syndicats autrichiens.

En réponse à votre enquête, je commencerai par vous faire observer qu'en ce moment je suis hors d'état de traiter à fond, par écrit, cette question, si hautement importante, de la grève générale. Je ne puis que me prononcer très brièvement, au point de vue syndical, sur la possibilité pratique d'une grève de ce genre.

I. — Je suis *persuadé* qu'une *grève générale des ouvriers d'une branche d'industrie* est *possible* en vue d'essayer d'obtenir *de haute lutte*, par la complète interruption de la production, une amélioration des *conditions de durée du travail et de salaire*. Mais, pour être *sûre* de la victoire, il faut que l'organisation corporative en cause soit *fortement centralisée*, qu'elle englobe au moins 60 p. 100 des travailleurs de sa branche d'industrie, et que ses adhérents aient eu soin de se préparer en temps de paix un *puissant* trésor de guerre.

Si les conditions ci-dessus indiquées manquent pour la lutte, une grève générale déclarée quand même dans une industrie, voire, — choisissons l'hypothèse la plus favorable, — dans un service public, pourra avoir un certain intérêt pour les travailleurs, mais elle ne renforcera *nullement* leur position économique, ni ne les aidera à s'élever toujours plus haut dans la voie des améliorations matérielles, et puis, elle risque de leur faire perdre en quelques semaines ou quelques mois la totalité ou une partie de ce qu'ils auront conquis antérieurement, et même, dans certain nombre de cas, la réaction entreprendra de les ramener

à des conditions de travail *pires* qu'avant le conflit. Quoi qu'il en soit, les militants des syndicats autrichiens ont la *conviction* que la grève des travailleurs de toute une industrie est quelque chose de bien *hasardeux*, *même dans les conditions les plus favorables*, étant données la situation des diverses organisations, les positions occupées par l'adversaire, et l'état des affaires. Il vaut mieux, selon eux, s'en tenir à la méthode *éprouvée*, engager des luttes *partielles*, procéder *par étapes*, pour voir aboutir les revendications tendant à ce que s'élèvent constamment les conditions d'existence des camaradee de travail, et à ce que, dans la suite, rien ne soit retiré de ce qui a pu être obtenu.

II. — Cependant, une grève générale peut être d'une *dure nécessité* dans une localité ou un district où les organisations intéressées l'auront déclarée en pleine connaissance de cause. J'entends par là une grève de solidarité, entreprise par les syndicats de toutes professions dans une ville ou dans un district industriel où une organisation sœur est obligée à une lutte *défensive*, en vue de contraindre les pouvoirs publics à intervenir et de tenir tête à une agression toute locale du patronat. Je considère la grève générale, dans un cas de ce genre, comme l'arme la meilleure qui soit entre les mains du prolétariat.

III. — J'en viens à la grève générale envisagée comme moyen d'obtenir des droits politiques ou de défendre les droits déjà conquis, enfin d'exercer une influence politique sur les pouvoirs publics ou sur les partis bourgeois.

Ce genre de grève générale constitue l'un des plus graves problèmes de tactique qui s'offrent à la classe ouvrière. Je ne puis ici donner mon opinion à ce sujet en tant que théoricien bien cultivé, mais je dirai ce que j'en pense en tant que « praticien » et ouvrier.

La grève générale politique, puisque l'on veut employer cette expression, *n'est pas une utopie* ainsi que beaucoup le déclarent, et il ne faut pas non plus la rejeter comme inutile. Elle n'a d'ailleurs jamais été représentée sous les espèces d'une panacée ; elle est un engin que le prolétariat doit toujours tenir en réserve, et *toujours disponible*.

Personne ne saurait prédire avec certitude que l'inepte classe bourgeoise n'en viendra pas à créer, dans un pays donné, des circonstances par suite desquelles la communauté sociale sera momentanément plongée dans un chaos politique, national, économique, où le prolétariat pourra, et même devra, accomplir sa mission historique.

A cette heure-là, *si le socialisme a suffisamment mûri dans les idées, les sentiments et les mœurs*, il dépendra des organisations politiques et économiques du prolétariat, et même aussi de cette partie de la population qui végète entre les ouvriers et les patrons de l'industrie ou autour de ceux-ci, il dépendra d'eux de tenter de porter à leurs adversaires un coup décisif, surtout si le bloc réactionnaire de la bourgeoisie manifeste la prétention de supprimer ou de restreindre le droit de suffrage.

Une fois que l'idée socialiste sera bien enracinée dans la majorité du peuple et que celui-ci comprendra conséquemment qu'il est la force réelle, alors il faudra écarter les obstacles qui s'opposent à l'émancipation de la multitude, et cela *sans se soucier de n'importe quelle doctrine*, et avec ou sans l'acquiescement des dirigeants du moment. J'estime donc que nous devons nous réserver la grève générale politique en guise d'arme tant offensive que défensive, selon l'heure.

IV. — A la question de savoir si la grève générale est bonne pour amener la révolution sociale et par suite le ré-

gime socialiste de la production, je réponds nettement par la négative.

La révolution sociale n'est pas un cri de guerre, une devise à la mode; c'est la manifestation ultime d'une phase de développement économique, phase à l'achèvement de laquelle nous travaillons au sein même du monde capitaliste. Or, la grève générale n'a pas pour but d'inspirer aux masses l'idée de la révolution sociale ; elle néglige ainsi l'essentiel de notre œuvre présente.

Créons, pour tous métiers, de puissants organismes centraux, propres à remédier à toutes éventualités ; occupons-nous de coaliser les syndicats avec les coopératives de consommation ; arrivons, pour commencer, à ce que la production coopérative résultant de cette coalition, satisfasse aux besoins journaliers de nos adhérents, et efforçons-nous en même temps de rallier à nous les associations de producteurs ruraux, nous aurons ainsi facilité le passage de l'actuel régime des échanges à celui que nous promet l'avenir. Agissons, parallèlement, sur tous les terrains politiques. Bref, emparons-nous de toutes les positions qui s'offrent comme utiles et accessibles, et nous aurons de la sorte abattu de la besogne socialiste révolutionnaire en actes et non en paroles.

ESPAGNE

Pablo Iglesias

du Parti socialiste Espagnol

Qu'est-ce qu'une grève générale? Cette dénomination convient à plusieurs catégories de grèves.

Est grève générale, la grève que font tous les ouvriers d'un même métier, ou d'un groupe de métiers, dans une même localité ;

Celle aussi qu'ont entreprise, dans une même localité encore, les travailleurs de toutes les professions ;

Puis celle déclarée par une corporation ou par plusieurs à la fois, dans une région ou dans tout un pays ;

Puis celle tentée par les ouvriers de toutes les branches d'industrie dans une province ou une nation ;

Puis celle où se sont engagés les travailleurs d'un même métier dans tous les pays ;

Enfin le terme s'applique à la grève qui, selon un certain nombre de personnes, sera réalisée un jour par les ouvriers de toutes les professions, chez tous les peuples que domine le régime patronal ou capitaliste.

De ces six catégories de grève générale, la première est celle à laquelle les travailleurs recourent le plus fréquemment et celle qui, assurément, leur donne le plus de résultats. Presque toujours elle vise à des améliorations matérielles ou morales pour les ouvriers qui l'ont entreprise.

Les exemples de la seconde catégorie sont assez rares. Ils ont le plus souvent pour but de protester contre quelque exaction des autorités, ou d'empêcher que se prolonge cette exaction ; le nombre des cas est restreint où l'on voit en cause la demande d'un avantage matériel.

Le troisième genre se rencontre plutôt dans une région que dans toute une nation. Les ouvriers y ont recours, presque toujours pour tâcher d'obtenir des améliorations matérielles, et très rarement pour protester contre des abus de l'autorité patronale ou administrative.

La quatrième espèce de grève est peu usuelle. C'est, dans une région, une forme de protestation contre l'oppression du capital ou du gouvernement, et, dans une nation, une manifestation en faveur d'une réforme politique, comme le suffrage universel en Belgique et la liberté de coalition en Hollande.

La cinquième catégorie sera peut-être un jour réalisée pour certaines corporations, peu nombreuses à la vérité. Elle visera à faire améliorer la situation d'une partie du prolétariat ou à contrecarrer quelque énorme iniquité de la classe capitaliste.

Quant au sixième genre, la grève à laquelle ses partisans donnent pour but la conquête d'une réforme générale en faveur du prolétariat, ou la révolution sociale, je crois que jamais il n'en sera question dans la réalité des faits.

Est ce que les partisans de la grève générale entendent appliquer cette dénomination au fait d'une infime minorité d'ouvriers de chaque pays quittant le travail dans tous les pays en même temps ? A supposer qu'une pareille éventualité vienne à se produire, elle entrainerait pour les prolétaires plus de mal que de bien, parce que — nous l'avons vu en Espagne, chaque fois qu'il a été risqué une grève plus ou moins générale — elle offrirait à ceux qui détiennent le pouvoir une excellente occasion d'employer la force armée, de persécuter les organisations ouvrières, et d'entraver gravement le développement du mouvement prolétarien.

Et il ne faut pas dire que cela se passe dans toute grève ; les faits sont là pour prouver que non.

Bien que les autorités soient toujours enclines à se ranger

du côté du patron — comme les y oblige d'ailleurs leur propre raison d'être — et que souvent elles montrent une partialité scandaleuse, on voit dans la majorité des grèves bien préparées, celles où les ouvriers procèdent par réflexion plus que par simple impulsivité, que l'intervention des agents du pouvoir n'est ni tracassière ni brutale, et cela parce que les grévistes évitent à tout prix de fournir le moindre prétexte à cette intervention.

C'est le contraire qui se produirait dans une grève de la sixième catégorie. Ceux qui auront entrepris cette grève étant en minorité et employant tantôt la ruse et tantôt la violence pour tâcher d'attirer à eux la masse, fourniront des motifs pour une intervention de la force armée, et il s'en suivra fatalement ce qui résulte toujours de cette intervention. C'est ce qui est arrivé en Espagne chaque fois que les anarchistes se sont efforcés de faire éclater une grève générale et c'est ce qui se passera sûrement chez d'autres peuples dans des cas analogues.

En parlant de la grève générale, prétend-on envisager l'éventualité de l'abandon du travail par la majorité des ouvriers de tous les pays ? Mais si cela se produisait, si la majorité des prolétaires se trouvait en état d'aborder une telle entreprise, si leur organisation était assez puissante et leur action politique assez vigoureuse, et si la forteresse capitaliste était devenue assez peu solide, ce qui s'imposerait alors, ce ne serait pas que, pour exiger une réforme générale, les ouvriers se croisent les bras, ce serait, au contraire, qu'ils en fassent usage au profit d'eux-mêmes enfin, qu'ils emploient l'action révolutionnaire pour donner l'assaut suprême à la forteresse en question et mettre un terme à la domination de la caste exploitrice.

Et il ne faut pas dire qu'à ce résultat on arrive aussi bien par la grève générale. La grève n'est que le refus du travail, et rien de plus. Si l'on veut que la classe ouvrière en vienne

à l'action révolutionnaire, à l'emploi de la violence, pour conquérir le pouvoir, quand elle y aura été bien entraînée par l'action économique et par l'action politique, — alors, qu'on le proclame nettement, et qu'on ne parle pas de grève générale.

En réalité, les partisans de celle-ci, ou, pour le moins, le plus grand nombre d'entre eux, ne se soucient guère de la révolution sociale dans le sens moderne du mot. La preuve, c'est qu'ils ne pensent à rien de ce qu'il faudrait pour la préparer. Ce à quoi ils aboutissent, sous le prétexte d'organiser des grèves générales, c'est à pousser les travailleurs à employer l'action révolutionnaire hors de saison, c'est à-dire, alors que la majorité du prolétariat n'a pas encore conscience de ses intérêts, et qu'elle n'a pas non plus l'union et l'organisation qui lui sont cependant indispensables.

Ce sont les anarchistes qui, en Espagne, plaident en faveur de la grève générale. Je viens de dire quel caractère ils ont donné ou prétendu donner à leurs tentatives de réalisation. Lorsqu'une grève ordinaire éclatait dans une localité ou une région où ils se trouvaient en nombre, — une grève déclarée pour une augmentation de salaire ou une diminution de la durée quotidienne du travail, — ils s'arrangeaient pour que bientôt elle amenât un heurt violent entre exploités et exploiteurs ; ils espéraient toujours que de ce choc allait jaillir l'étincelle capable de produire la révolution sociale. Ils ont toujours et partout proclamé cela dans les manifestes et appels qu'ils ont publiés en ces occurrences, et c'est en raison de cette tactique qu'ils se sont efforcés de convertir en grève générale de toutes les corporations chaque grève même d'une simple fabrique, même d'un simple atelier, qu'ils se sont opposés ouvertement à toute transaction, voire à toute négociation, qu'enfin ils ont mené une propagande constante contre les caisses de résistance, contre la moindre accumulation de fonds. Ce qu'ils veulent, c'est simplement

que les ouvriers, désespérés par la famine et par le refus des patrons de leur accorder tout ce qu'ils réclament, soient acculés aux moyens violents.

Quels ont été les résultats des essais de grève générale ? Tous ont été funestes. Pas un succès, dans nul cas et toujours beaucoup de préjudice pour les travailleurs. Ici, la dissolution d'une organisation ; là, des procès et des persécutions ; ailleurs, plusieurs militants expédiés au cimetière ou au bagne. La fameuse grève générale de Barcelone a montré ce que vaut un de ces mouvements acéphales. Sous le prétexte d'affirmer leur solidarité avec les métallurgistes en grève, tous les ouvriers de la capitale catalane descendirent dans la rue. Les anarchistes avaient réussi à cela à force de démagogie, de mensonges, d'intimidation. Il n'y avait, parmi ces milliers d'ouvriers, ni unité de pensée, ni plan, ni direction. Après avoir bien tracassé la population pendant des jours et des jours, ils n'eurent plus qu'à retourner au travail, sans avoir rien obtenu pour les métallurgistes. Le seul résultat de cette aventure ce fut qu'il y eut du sang versé dans plusieurs rencontres entre les ouvriers et la garde civique, plusieurs morts et un grand nombre d'emprisonnés.

En Espagne, l'unique grève générale victorieuse a été celle déclarée par les travailleurs de Bilbao en octobre dernier, pour appuyer une très modeste revendication des mineurs de Biscaye, qui demandaient le paiement à la semaine et la suppression des cantines obligatoires. Cette grève était imposée par les circonstances, et soutenue principalement par les éléments socialistes. Là aussi, il y eut effusion de sang, mais les ouvriers n'en furent pas responsables. Une des choses qui influèrent le plus sur l'issue du conflit, ce fut le bien fondé des revendications des mineurs; ceux ci se trouvaient enveloppés d'une atmosphère favorable.

Je ne crois pas que l'on puisse nier en principe l'utilité éventuelle de la grève générale de tous les métiers dans une localité donnée, ou dans une région, ou dans une nation entière, en vue d'obtenir pour la classe ouvrière une amélioration économique, politique ou morale. Mais étant donnés les dangers d'une telle entreprise, surtout en cas de conflit national ou même régional, les travailleurs ne doivent pas recourir à une grève de ce genre. Les autorités interviennent déjà, naturellement, avec le ferme dessein de briser la grève ; et il est très difficile que des ouvriers de professions très diverses, des ouvriers dont beaucoup ne sont pas organisés, et dont les autres se trouvent à de très différents degrés d'éducation syndicale, n'offrent pas aux serviteurs de la classe patronale de merveilleuses occasions pour susciter des questions d'ordre public.

Quant à la grève générale des ouvriers de tous les métiers dans tous les pays, grève générale que l'on préconise principalement dans les pays où il n'existe pas d'organisation, c'est un rêve, et je suis persuadé qu'il est nuisible d'en propager l'idée, parce qu'elle pousse les travailleurs à commettre des actes contraires aux intérêts de leur classe.

Développons le plus possible le mouvement ouvrier, tant dans le sens politique que dans le sens économique, et nous préparerons le terrain, non pas pour que les prolétaires se croisent les bras, mais pour qu'ils arrachent révolutionnairement le pouvoir à la classe capitaliste.

RUSSIE

Georges Plekhanoff

du « Parti Ouvrier Social-Democrate russe ».

Vous voulez connaître mon opinion sur la grève générale. La voici :

Je crois qu'il y a grève générale et grève générale, comme il y a fagot et fagot.

On peut la considérer comme le moyen de faire la révolution sociale, par l'arrêt simultané de travail dans toutes les branches de production dans un pays donné : prise dans ce sens, elle n'est qu'une notion utopique et contradictoire.

Si toute l'activité productive cessait, les ouvriers courraient grand risque de mourir de faim avant d'avoir affamé les bourgeois.

Ce n'est pas tout. Pour que la classe ouvrière fasse une pareille grève, il faut que sa conscience de classe, son organisation et sa discipline atteignent le plus haut degré. Or, ce degré atteint, le prolétariat commettrait une faute impardonnable et inexplicable s'il se bornait *à ne pas travailler* au lieu *d'agir* et *de faire sa révolution à lui*.

Mais il est possible de considérer la grève générale d'une autre façon.

Au lieu de voir en elle le moyen suprême *de faire* la révolution sociale, on peut l'envisager comme un moyen d'agitation qui *prépare la voie* à cette révolution.

Dans ce cas, le prolétariat révolutionnaire n'a pas besoin de croiser ses bras et d'attendre jusqu'à ce que la société bourgeoise s'écroule par suite de son inaction. Il passe à l'offensive dès qu'il voit son ennemi assez désorganisé et ses propres rangs suffisamment nombreux.

La grève générale ne remplacerait pas, dans ce cas, l'action politique du prolétariat. Bien au contraire, *elle ne ferait que faciliter la conquête du pouvoir politique par tous les travailleurs.*

Enfin, dans ce cas, la grève n'aurait pas besoin d'être *générale* dans le sens strict de ce mot. Elle devrait être *assez généralisée* pour faire possible l'action révolutionnaire des ouvriers.

Je crois que, prise dans ce sens, la notion de grève générale n'a rien d'utopique, et que le parti du socialisme international aurait tort de la rejeter.

Je sais bien que l'expérience récente de nos camarades belges a rendu beaucoup de nos camarades assez sceptiques sur ce chapitre. Mais il ne faut pas oublier que cette expérience s'est produite dans des circonstances exceptionnellement défavorables, et qu'il serait étrange de croire que ces circonstances se représenteront partout et toujours.

S'il est permis de citer l'exemple de mon propre pays, où il ne s'agit pas encore de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais bien de la lutte contre le tsarisme, je dirai que les *grèves généralisées* qui ont eu lieu dans nos villes méridionales en été 1903, malgré toutes les horreurs de la répression provoquée par elles, font époque dans l'histoire de notre mouvement ouvrier.

Voici ce que je pense de la grève générale.

BIBLIOGRAPHIE

Notices.

LES LIVRES

Le Roman Social en Angleterre (1830-1850) Dickens-Disraeli. MM. Gaskell, Kingsley, par *Louis Cazamian. Paris. 1904, 1 vol. in-18 de 375 p. (Société nouvelle de librairie et d'édition.)* Reprenant l'histoire de la littérature anglaise à peu près à l'époque où Taine l'a laissée, M. Cazamian en a écrit un chapitre excellent. Le roman social pendant la période que les Anglais nomment *the early Victorian period* (la première partie de l'ère victorienne, 1837 1848) plus exactement de 1830 à 1850, lui sert à expliquer l'histoire sociale par l'histoire littéraire. « Cette étude est un essai de psychologie sociale historique. Son objet est un mouvement d'opinion » (p. 1).

La grande industrie est définitivement implantée en Angleterre : les économistes libéraux de l'école de Manchester triomphent sans conteste ; la bourgeoisie industrielle et commerçante prend le pas sur la féodalité terrienne, et le *Reform Act* de 1832 marque sa victoire. Le prolétariat, courbé sous l'effroyable misère qu'Engels dépeint dans la *condition de la classe ouvrière en 1844*, et que les « Enquêtes Parlementaires » vont révéler, ne sait encore traduire ses souffrances que par de brèves révoltes impulsives et la stérile agitation chartiste.

L'individualisme utilitaire amène une réaction sentimentale. Idéalisme religieux, avec le mouvement évangélique d'Oxford, successeur du méthodisme ; idéalisme esthétique, chez la plupart des romantiques ; philosophique, avec Carlyle, tels sont les trois aspects de la crise morale produite par le « remords social ». Profondément conservatrice, elle aboutit au socialisme chrétien ; la philanthropie oppose l'interventionnisme au laissez-faire ; toute une floraison de lois ouvrières (loi des dix heures surtout, en 1837) éclot dans un élan de pitié.

Les romans traduisent cette crise ; certains ont une influence énorme et répandent le mouvement ; ils font connaître les « Enquêtes », dont les révélations terribles pénètrent par eux dans le pays. Révélateurs d'un état d'âme, facteurs qui contribuent à le former, ils sont doublement suggestifs.

M. Cazamian étudie, chacun dans leur cadre, les auteurs les plus représentatifs. Avec Dikens, il pénètre dans la petite bourgeoisie et chez les pauvres artisans de Londres. Disraeli fournit l'image moins vivante plus précise de la misère des classes rurales ; MM. Gaskell, la première donne la physionomie réelle du prolétariat de l'usine. Kingsley enfin, plus didactique, oppose

dans ses livres le méchant communiste au bon socialiste chrétien, et répand les doctrines de son collègue et ami le pasteur Maurice et des coopérateurs protestants. Les *Contes de Noël* et *Sibylle*, *Marie Barton* et *Alton Locke* présentent, du point de vue auquel se place l'auteur, autant de tableaux partiels d'où se dégage une vue d'ensemble du peuple anglais entre 1830 et 1850. L'idéal commun auxquels ils tendent : « une philanthropie efficace et patriarcale, une surveillance attentive du mal social par l'Etat où les grands corps traditionnels ; la noblesse, le clergé », nous fait mieux comprendre, ainsi entrevu, l'évolution interne de l'Angleterre dans la seconde moitié du siècle.

L'inévitable révolution, par *Un Proscrit* (Paris, *Stock*, 1903). C'est un livre d'inspirations diverses, mais écrit avec enthousiasme et foi. L'auteur examine d'abord la *Question politique* : 1° La République mondiale ; 2° l'Idée de Dieu et de l'Etat ; 3° Armée et Patriotisme ; 4° Eglise et Christianisme ; 5° La Magistrature et la Loi ; 6° La Police ; 7° La Conquête du pouvoir par les républicains et les socialistes ; 8° Solution communiste et libertaire. — La deuxième partie est consacrée à la *Question Economique* : 1° Misère et Spiritualisme ; 2° Concentration Capitaliste ; 3° Richesse de la Terre et productivité illimitée du travail. — La troisième partie traite de la *Question Morale* : 1° Amour ; 2° Mariage ; 3° Famille et Education ; 4° Conclusion. — Dans un *Appendice*, l'auteur publie les documents suivants : 1° Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proposée par Maximilien Robespierre ; 2° Pensées de Marat ; 3° Loi de 1792 sur le Divorce ; 4° Principaux articles de la Constitution de 1793 ; 5° Manifeste des Egaux ; 6° Doctrine de Babœuf ; 7° Pacte fondamental de l'Internationale des Travailleurs ; 8° Aux Communeux ; 9° Le Programme du Parti ouvrier français ; 10° Déclaration des Anarchistes devant le Tribunal Correctionnel de Lyon (1883) : 11° Programme de la Démocratie socialiste allemande (Erfurt, 1891) : 12° Liste civile, par an, des principaux rois, empereurs et autres gouvernants de marque.

Les Nouveaux Jugements du Président Magnaud, par *Henri Legret* (Paris, *Schleicher*, 1904). Nous avons dit ici-même ce qu'il fallait penser de ce singulier Juge qu'est le Président Magnaud. Notre opinion n'est pas modifiée par la lecture de ce nouveau recueil. L'illusion du *Bon Juge* est aussi dangereuse que celle du *Bon Patron* ou du *Bon Ministre*. Les Juges n'ont pas à changer les Codes. Ils ne sont pas faits pour modifier la loi, mais pour l'appliquer. Les prolétaires doivent voir l'armature juridique du capitalisme telle qu'elle est, et se rendre compte que ce n'est pas des *bons juges* que la transformation viendra, mais de leur effort personnel, de leur action propre. Personne n'émancipera le prolétariat, sauf lui-même. Qu'il ne

se laisse duper par aucune illusion, d'autant plus dangereuse qu'elle est démagogique et capable de séduire les esprits sans défiance.

Livre de la Justice sociale, par *Albert Guillemin* (Paris, *Giard et Brière*, 1901). — L'auteur expose au public sa façon de comprendre la question sociale et de la résoudre. La société contemporaine produit au-delà de ce qui suffit à sa vie matérielle : ce sont les institutions sociales qui sont causes de l'inégalité parmi les hommes. L'auteur réserve le nom de *capital* à l'*argent* ; il demande sa disparition. De même il réclame la suppression de l'héritage. Il oppose le communisme à l'individualisme. La loi des salaires enchaîne le travailleur, qui trouve dans la grève une arme propice. C'est aux intéressés à se défendre eux-mêmes. Le régime individualiste est tour à tour générateur de forces utiles, de forces perdues et nuisibles. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La vie intellectuelle ne sera le lot de tous que quand aura disparu la misère matérielle. La formule « à chacun selon ses œuvres, » ne sera une réalité que dans un régime social où les instruments de travail appartiendront au prolétariat organisé. L'auteur expose l'organisation de ce qu'il appelle la « Commune ouvrière », base du régime nouveau. Les communes devront se fédérer entre elles. Un « Grand Conseil du travail » règle et dirige la vie économique. Le volume se termine par une défense, contre les radicaux, des idées communistes telles que les conçoit l'auteur. Tel est ce livre de bonne volonté.

Le Mystère posthume, par *Li Taï*. (*Paris. Scheicher, 1903.*) L'auteur s'adresse « aux gens du monde, dont l'esprit largement ouvert et tolérant ne s'offusque pas de voir le problème de la mort et de la survie envisagé à un point de vue exclusivement scientifique, ni de voir ce problème scientifique posé, discuté et résolu indépendamment de toute entrave intellectuelle au libre essor de la pensée humaine ». Il examine successivement la genèse de l'âme, la vie et la mort simultanées, la vie après la mort, la vie éternelle, la résurrection terrestre, la mort temporaire, la mort quotidienne, différence entre la vie et la mort, l'énigme de la vie expliquée par le mystère de la mort, les âmes tronquées, le dédoublement de l'âme, la vie inconsciente, la vie apsychique, *Nirvana ante mortem*.

Le Gérant : Jean Rieux.

Le Mouvement Socialiste est composé par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE).

A NOS LECTEURS

L'ampleur imprévue qu'a prise notre *Enquête sur la grève générale et le socialisme* nous a mis dans la nécessité de consacrer presque entièrement ce numéro à la publication des documents nouveaux qui nous sont parvenus. La discussion de la grève générale par les trois Congrès socialistes de Lille, Amsterdam et Brême nous faisait, en outre, un devoir de compléter cette Enquête par un résumé des débats qui y ont été soulevés. On nous saura gré d'avoir mené à terme aussi consciencieusement que possible, ce difficile travail de collection d'opinions et de textes que nous avions entrepris, Il nous restera à en dégager prochainement la portée.

Par là se trouve renvoyé à la fin d'octobre notre fascicule spécial, contenant la *Table Générale des Matières* des six premières années du *Mouvement Socialiste*, — que nous ferons, d'ailleurs, précéder d'une Introduction nécessaire et que nous publierons avec le premier numéro de notre nouvelle série.

Avec le présent numéro, prend fin la première série du *Mouvement Socialiste*. Nous ne pouvons clore ces six années d'efforts continus et de résultats positifs, sans remercier tous ceux qui, collaborateurs ou lecteurs, nous ont, pour cette œuvre ardue, prêté leur concours. Une Revue comme la nôtre ne parvient pas au terme de sa sixième année, si aux agissantes sympathies qui la soutiennent ne se joint pas la constante fidélité du public militant.

Nos remerciements vont particulièrement à nos camarades de lutte qui, dans ces derniers temps, n'ont pas hésité à mener ici, pour la sauvegarde des idées socialistes menacées, l'ardent combat que l'on sait, à une heure où les défections ne se comptaient plus. Avec eux, nous allons continuer, dans des conditions meilleures, en toute liberté d'esprit, en toute indépendance de mouvements, la tâche que nous nous sommes assignée. Non seulement ils auront permis à cette œuvre de résister, dans le passé, aux sourdes attaques et aux inquiètes calomnies, mais encore ils lui permettront de réaliser, dans l'avenir, tout son but.

Nous dirons, comment la nouvelle série du *Mouvement*

Socialiste, pourvue d'une rédaction homogène, entend poursuivre cette défense des idées socialistes qu'a compromises la pratique exclusive du plus bas parlementarisme. Nous exposerons pourquoi, à notre sens, le *socialisme ouvrier* peut seul, dans la crise croissante où notre mouvement se débat, lui permettre de se retrouver.

Pour le moment, nous ne voulons qu'excuser notre administration des erreurs qui se sont trop souvent produites, ainsi que des fluctuations trop fréquentes que des préoccupations financières l'ont obligée d'imprimer à cette Revue. Il n'y a nulle honte à avouer les difficultés d'existence que trouve, en France, une publication socialiste, révolutionnaire, antigouvernementale. D'ailleurs, nos périodiques scientifiques ont tous quelque peine à vivre. Les revues du socialisme allemand — de cette social démocratie qui groupe trois millions d'électeurs — ne font pas leurs frais. La *Neue Zeit*, que dirige Kautsky, et qui est un organe officiel du parti, accuse, cette année encore, un important déficit. La revue revisionniste, les *Socialistiche Monats-Hefte*, ne vivraient pas sans de gros concours financiers. Et la revue de Bernstein, *Die Documente des Socialimus*, avait annoncé, en janvier, sa disparition, lorsque des contributions inattendues lui ont permis de poursuivre sa route.

La meilleure défense que nous puissions ajouter à ces explications, c'est que, désormais, pareilles erreurs et fluctuations ne se produiront plus. Nous sommes à l'abri des préoccupations financières, et nous aurons enfin une administration stable et compétente.

Nous demandons à tous nos camarades d'action, aux militants ouvriers qui nous ont si largement promis leur collaboration, de nous donner tout leur concours. La lutte que nous avons à mener exige des dévouements persistants et une solidarité soutenue. Cette Revue ne mènera ses collaborateurs qu'au combat, — pas ailleurs! Qu'ils se disent bien que l'œuvre urgente à accomplir, c'est de mettre les idées prolétariennes, les notions socialistes essentielles qu'élabore la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire, à l'abri de tout mélange corrupteur. Pour nous, c'est à préciser ces points de vue, qu'en dehors de notre œuvre de large et précise information ouvrière et socialiste, nous nous consacrerons en entier. A nos amis de faire le reste!

Hubert LAGARDELLE.

LE CONGRÈS DE LILLE [1]

IIIe Congrès
du « Parti Socialiste de France »

Une vieille « manie » ferme nos Congrès à la presse. Puérilité un peu ridicule, car il y a *en fait* des accomonements. Notre excellent camarade Kritschewsky recueille fidèlement pour le *Vorwaerts* la parole de nos orateurs, et, chose grave, en France, on a pu voir certain membre du Parti publier dans l'*Eclair*, et sans doute dans d'autres feuilles réactionnaires, des comptes rendus aussi indiscrets que tendancieux. Cette tolérance pratique, juste contrepartie d'un principe inapplicable, a du moins l'avantage de rendre leur liberté à ceux qui seraient tentés de prendre trop au sérieux la règle des Congrès non publics. L'an prochain, je l'espère, la porte s'ouvrira largement au lieu de s'entrebailler arbitrairement. Ce serait tout profit pour le Parti et la meilleure des propagandes auprès des socialistes sincères encore prévenus contre nous.

Le Congrès de Lille a montré avec éclat combien vivante et diverse est notre organisation. A vrai dire, toutes les ten-

(1) Tenu les 9, 10, 11 août 1904.

dances socialistes y sont représentées, toutes s'y développent librement, à la seule condition de rester socialistes.

Je sais que, parmi les nôtres, de bons esprits conçoivent un parti comme un bloc, qui doit toujours se présenter sans fissure aux adversaires, et dissimuler les discussions, les diversités d'opinion qui ont précédé son unité d'action. A mon sens, au contraire, nous avons tout intérêt à nous présenter tels que nous sommes, divisés sur de nombreuses questions, mais fermement unis dans la lutte révolutionnaire contre les déviations démocratiques et gouvernementales.

Le P. S. D. F. n'est-il pas la seule organisation où la liberté de discussion et discipline coexistent heureusement? A certaines époques peut-être, l'ancien « Parti Ouvrier Français » et l'ancien « Parti Socialiste Révolutionnaire » eurent des tendances centralisatrices que l'on trouverait insupportables aujourd'hui! Mais ce passé, qui ne nous appartient pas, ne peut pas plus être reproché à notre Parti que l'anarchie brouillonne du fameux Comité général de l'Unité, des années 1899 et suivantes. Ce que tout le monde réclamait, il y a quatre ou cinq ans, nous l'avons réalisé! Les Fédérations départementales sont notre unique base d'organisation. Elles administrent les affaires communes par un Conseil Central, où toutes possèdent une égale représentation. Et cependant, ô paradoxe, le fédéraliste Ponard reste égaré dont un parti où règne, malgré tout, la dictature parlementaire!

Les rapports administratifs au Congrès furent adoptés sans grande discussion (1). On constata une fois de plus la prospérité relative des finances; c'est-à-dire qu'on arrive à joindre les deux bouts, en vivant péniblement. Il y a un progrès réel. Le *Socialiste*, qui, l'an dernier, présentait un

(1) Le Parti compte 17.000 adhérents cotisants, groupés en 54 Fédérations ou Unions de groupes assimilées.

fort déficit, boucle cette année son budget. La vente des livres et brochures laisse un bénéfice de 483 fr. 85. Notable résultat, car, l'an passé, elle aussi était en déficit. Cela prouve le goût croissant des militants pour la propagande écrite et leurs relations étroites avec l'organisation. Pourtant ce sont toujours ou à peu près les mêmes brochures que l'on vend depuis vingt ans. Notre bibliothèque aurait besoin de se renouveler quelque peu.

Le rapport parlementaire a soulevé de vives et nombreuses critiques. On s'accorde de tous les côtés pour reprocher à nos députés de trop négliger la propagande dans le pays et d'être par trop assidus aux séances. Pour la grande majorité des Fédérations, il semble bien qu'un député socialiste doit être avant tout un propagandiste, et accessoirement seulement un parlementaire. Voilà un point sur lequel nous nous séparons très nettement des réformistes. On a accusé aussi le groupe révolutionnaire de la Chambre de ne pas toujours faire une suffisante opposition au gouvernement. Une demi douzaine de votes ont été examinés, et les députés ont plaidé surtout les circonstances atténuantes. C'est un phénomène très naturel dans tous les partis : les représentants au Parlement sont plus modérés que la masse des militants.

La question de l'enseignement avait été vivement discutée au dernier Congrès de Reims. Une enquête avait été ouverte dans les Fédérations : Bracke résuma les réponses dans un rapport qui fut adopté sans débats. Le temps manquait et la question avait perdu de son actualité ; il est de toute évidence que nos députés n'auront pas à se prononcer là-dessus au cours des sessions prochaines. L'opinion générale semble favorable à une sévère réglementation, à l'interdiction de l'enseignement aux ministres des religions, mais au maintien d'une certaine liberté, nécessaire au progrès technique des méthodes comme au progrès des idées. Je crains que les

solutions entrevues ne soient grandement utopiques : on désire un monopole laïc, sans mainmise de l'Etat sur l'enseignement. Beaux projets pour la société future, mais nous ne sommes malheureusement qu'en régime capitaliste !

La résolution sur les rapports entre l'organisation politique et l'organisation corporative du prolétariat, rédigée par une Commission, fut votée sans discussion.

En voici le texte :

Considérant que l'organisation et la lutte sur le terrain corporatif et sur le terrain politique s'imposent à la classe ouvrière pour son affranchissement ; que tout travailleur, par suite, conscient de ses intérêts, doit adhérer au syndicat de sa profession, et tout syndiqué venir au Parti socialiste ;

Considérant, d'autre part, que l'organisation corporative tend de plus en plus à s'unifier en France dans la *Confédération générale du Travail ;*

Le Parti Socialiste de France, seule organisation politique du prolétariat, rappelle à tous ses membres la nécessité d'apporter à leur syndicat respectif non seulement leur adhésion, mais leur concours le plus actif, en même temps qu'il invite tous les travailleurs syndiqués à rejoindre au plus tôt l'Unité socialiste révolutionnaire.

Cette résolution vaut d'abord par le rappel fait aux membres du Parti que l'adhésion du syndicat n'est pas un luxe inutile ni une question d'intérêt personnel, mais un devoir impérieux pour tout ouvrier qui se dit socialiste. Elle a aussi le grand mérite de constater la concentration, l'unification des forces ouvrières françaises dans un organisme indépendant de tous les partis politiques : la *Confédération générale du travail.* Nous *enregistrons simplement* ce mouvement, car, parti politique, nous n'avons pas à dicter aux organisations corporatives leurs modes d'organisation et de groupement. C'est là leur propre affaire ; nous ne saurions nous en mêler.

Il y a donc parallelisme entre le mouvement corporatif et le mouvement politique, sans qu'il puisse jamais y avoir confusion ni même fusion. Il y a 10 ans, combien de socia-

listes auraient regimbé devant de telles conclusions ! C'est la porte fermée à tout recommencement d'un passé fâcheux : à toute canalisation du large courant syndical par une organisation politique, à toute constitution de fédérations corporatives inféodées à un parti (1).

Au Congrès international d'Amsterdam, la question de la grève générale était posée par les Hollandais et le « Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire » (2). A Lille, ce le fut gros morceau du Congrès ; au moins 3 séances de débats et le travail studieux d'une commission pendant toute une soirée ! En présence : — d'une part, un ordre du jour de la Fédération de la Seine, repris par la Fédération de la Lorraine et approuvé par les Fédérations de la Loire, la Lozère etc., — de l'autre, le désir de se débarasser d'une question gênante et de condamner des noms et des moyens nouveaux, mais aussi une certaine inquiétude, une certaine agitation. La Fédération de la Seine disait : « Le Parti socialiste de France, parti de classe et de révolution, menant la lutte anti-capitaliste sur tous les terrains, ne peut qu'encourager la propagande en faveur de la grève générale, qui est une forme d'action révolutionnaire adaptée aux conditions économiques modernes et à l'organisation corporative du prolétariat. » Les auteurs de cette motion avaient modestement cru exprimer des idées très naturelles.

On y vit cependant une manœuvre « anarchiste », — j'entends ceux qui croient défendre les vieux principes, parce qu'ils s'immobilisent dans de vieilles formules.

---

(1) La section du XIII[e] arrondissement de la *Fédération de la Seine* vient d'inscrire dans ses statuts une clause obligeant tous ses membres ouvriers, sous peine d'exclusion, à faire partie du syndicat de leur profession.

(2) Voir *Mouvement Socialiste* n° 137-138, les rapports et résolutions présentés.

C'est sur cet ordre du jour que la discussion s'engagea. Guesde, dans un discours admirable de force et de passion, fit une charge à fond contre la grève générale. Il étonna même ceux qui, l'an dernier, l'avaient entendu, à Reims, plus souple et plus hésitant. Mais, sous la beauté de la forme, c'est l'arsenal ordinaire des vieilles armes employées tous les jours contre la grève générale. Le grand révolutionnaire qu'est Guesde en est réduit à répéter l'argumentation même du plus modéré des socialistes, du Hollandais Van Kol, ce professeur de sagesse à l'usage du prolétariat.

Guesde fait une critique LÉGALITAIRE. Et il n'en peut faire d'autre, tant est évidente la contradiction intime qui existe entre la pratique révolutionnaire et l'opposition archaïque à la grève générale. *Toutes ses attaques portent également bien contre l'idée de Révolution, qui n'est pas plus claire ni plus simple et dont la réalisation soulève les mêmes difficultés.*

Je sais bien que Guesde tempéra son légalitarisme d'appels à l'insurrection. Mais il y a simplement là manque de logique : c'est une conclusion artificielle qui ne découle pas des prémisses. Si le bulletin de vote est une arme si magnifique, pourquoi ne pas s'en tenir là ? La grève générale, est, paraît-il, un instrument de désorganisation : c'est la ruine de l'organisation syndicale comme de l'organisation politique ! Les ouvriers y voient un mot magique, suffisant à ouvrir toutes les portes de la société future et dispensant de tout effort dans la société présente ! — Je crains qu'on n'attribue par supposition, à l'idée de grève générale les effets très réels produits par l'exagération de la propagande politicienne. C'est cette dernière qui a essayé de faire du bulletin de vote un nouveau messie apportant le bonheur aux hommes de bonne volonté. Et la bonne volonté consistait uniquement à se déranger, un dimanche matin, pour porter dans l'urne le bulletin du bon candidat. Sans doute, on en est revenu,

mais on entend encore des orateurs proclamer qu'esclaves le matin, à midi, les ouvriers peuvent être libres, par le simple usage de leurs forces électorales ! Voilà les véritables adversaires de l'organisation.

Et toute cette critique témoigne surtout d'une profonde méconnaissance du mouvement ouvrier (1).

Dans le prolétariat français, à l'heure présente, l'expression Grève Générale correspond à une conception déterminée, vivante et complexe. Au lieu de chercher à la comprendre pour la combattre ensuite si possible, les antigrèvegénéralistes de principes s'en prennent aux idées d'un Briand, d'un Guérard, etc., et plus souvent encore créent une grève générale de leur façon ! Ils accumulent le ridicule et l'impossible pour triompher plus aisément ensuite. Ils tiennent surtout à l'existence d'un comité central dictatorial, qui doit, à un jour donné, décréter la grève de tous les travailleurs. C'est une imagination de politicien, qui n'a rien de commun avec la pensée réelle du monde ouvrier.

Ils ne savent pas non plus que *dans la pratique*, la propagande pour la Grève Générale est un puissant stimulant à l'organisation. Et cette constatation suffirait à faire tomber toutes les argumentations théoriques.

La grève générale effrayera les paysans, et c'est alors l'échec certain, dit encore Guesde !

Mais toute propagande révolutionnaire n'effraye-t-elle donc pas ceux qui veulent se laisser effrayer ? Et en vien-

---

(1) Dans sa réponse au *Mouvement Socialiste* (voir nos 137-138) Lafargue nous fournit une preuve : Parlant du Comité de la grève générale centralisant les fonds pour la propagande il ajoute : « J'ignore ce qu'est devenu ce comité ; je n'ai jamais connu le nom de ses membres, ni ceux des personnes qui ont contrôlé ses comptes : je ne sais si jamais il a présenté un compte des sommes encaissées et dépensées. » C'est fort regrettable : mais les militants qui s'intéressent aux choses du mouvement ouvrier peuvent facilement se renseigner.

dra-t-on à nous demander de ne pas effaroucher petits boutiquiers et petits industriels, toute la petite bourgeoisie, en un mot?

C'est aussi une arme patronale, continue Guesde, inventée et employée surtout par les patrons!

Telle n'est pas précisément la réalité. Ce qui est exact, c'est que les patrons répondent par la généralisation du lockout à la *généralisation de la grève*. Mais la grève cesse-t-elle pour cela d'être un moyen de défense ouvrière ? Et le prolétariat a-t-il donc le monopole du bulletin de vote?

Vous dites que révolution et grève générale c'est la même chose, ajoute enfin Guesde, mais si l'on fait sortir un mouvement révolutionnaire d'une simple grève, c'est abuser le prolétariat, le violenter en lui dissimulant le but auquel on le conduit! — Il est vrai que Guesde lui-même se réfute bientôt, en proclamant que la grande supériorité de la Révolution sur la grève générale, c'est qu'elle peut être l'œuvre d'une petite minorité (1). Pour la grève générale, il faudrait en effet être l'unanimité ou du moins l'immense majorité, tandis que pour la conquête légale du pouvoir, il suffit de la moitié plus un, et qu'une poignée d'hommes décidés peut accomplir le coup de main libérateur. Malheureusement, ici encore, la pratique journalière des grèves contredit ces affirmations théoriques ; nulle part, l'entraînement n'est plus facile que dans une atmosphère de grève et nulle part les entraînés ne ne sont plus ardents et plus persévérants.

Lafargue s'associa à Guesde contre la grève générale.

---

(1) Guesde rappelait ensuite que toutes les Révolutions se sont faites de même et affirmait qu'elles se feront toujours de même, dans l'avenir. 50 ou 100.000 hommes ont suffi pour s'emparer du gouvernement. Il y a là, à mon sens, un optimisme de vieille démocratie révolutionnaire que nous ne saurions partager, tout en croyant, plus encore peut-être que Guesde, mais autrement, au rôle directeur des minorités conscientes.

Pour lui, le grand défaut de cette nouveauté, c'est le patronage de Briand et des anarchistes. Cela suffirait à discréditer la meilleure chose du monde. Le parti l'a toujours combattue, il ne peut changer sa tactique et abandonner l'action politique (1). Enfin, c'est une invention parisienne ; en province, personne n'en parle et personne n'en veut!

Ce dernier argument nous a été copieusement répété à Lille : ç'a été par des Parisiens d'abord, puis aussi des délégués de Saône-et-Loire, du Centre, proclamèrent que leur prolétariat ne perd pas son temps à ces balivernes d'intellectuels et de parisiens !

Mais, chose curieuse, dans aucun congrès corporatif, les syndicats de ces régions ne se sont levés pour combattre la grève générale. Au récent Congrès de Bourges, j'ai vu des représentants des quatre coins de la France ouvrière ; tous d'accord sur ce point ! Merzet même, secrétaire de l'*Union fédérale des Mineurs*, et du syndicat de Montceau, m'affirmait que nulle part l'idée n'a plus de succès qu'en Saône-et-Loire (2). Faudra-t il donc conclure que les congrès socialistes ne traduisent point la pensée de la classe ouvrière ?

Edouard Vaillant parla pour la grève générale, mais avec quelques tempéraments. Il ne mit aucun acharnement à défendre la résolution de la Seine. Il voulait une motion qui

---

(1) Je crains de comprendre que pour Lafargue « politique » veut dire « électorale ». Il y aurait là une confusion bien dangereuse pour un parti politique, et il sera nécessaire de préciser dans un congrès ce sens exact de ces mots.

(2) Les camarades du Nord sont passionnément contre la grève générale. Mais c'est surtout une conséquence de leur tempérament modéré. Ghesquière et Renard, au Congrès de Lille, ont critiqué toute action gréviste comme peu efficace, lui opposant les résultats plus sûrs de la légalité et du bulletin de vote.

Dans le Nord, le socialisme politique a absorbé les énergies ouvrières aux dépens de l'organisation syndicale, fort négligée. Exemple Armentières, où il y avait environ 300 syndiqués et une municipalité socialiste.

n'eût aucune apparence anarchiste. Mais, à son sens, il ne faut rejeter aucun moyen d'action, et surtout ne pas s'opposer aux organisations syndicales grève-généralistes. Il semble bien n'accorder à la grève générale que la valeur secondaire d'un instrument politique, utile dans certains cas déterminés. Au fond, pas plus que Guesde et que Lafargue, il ne paraît admettre la conception courante de la grève générale ; comme eux, il n'y voit que l'arme d'un prolétariat inorganisé. N'a-t-il pas, dans le *Mouvement Socialiste*, écrit cette phrase, qui éclaire sa véritable pensée : « Elle est alors une forme secondaire d'une action politique et révolutionnaire, qui par un prolétariat économiquement et politiquement plus libre, plus conscient, et mieux organisé, aurait pu être exercée directement pour un effet plus sûr. » Quel est ce mode d'action plus direct et plus sûr ? Le bulletin de vote ou l'insurrection historique ?

Avec sa parole simple et précise, très finement et très fortement, Landrin resta le meilleur défenseur de la grève générale (1). Sans doute, reconnaît-il, la barricade a son charme, mais il est un peu suranné. A d'autres temps, il faut d'autres moyens d'organisation. Nul ne peut dire quelles formes prendront les révolutions futures, mais il est certain que les armes du passé deviennent chaque jour d'un emploi plus difficile et plus incertain. En 1848, n'existaient pas ces organisations syndicales qui sont aujourd'hui la force principale du prolétariat. Pourquoi ne les utiliserait-il pas pour ses luttes révolutionnaires ? Et la grève générale n'est-elle pas justement cette conception moderne de révolution, née de l'action d'un prolétariat organisé ? Vous dites qu'on ne peut amener à mourir de faim pour sa classe un ouvrier qui

(1) Je dois mentionner aussi une courte et énergique intervention de Groussier, qui montra son ordinaire compréhension des choses ouvrières.

ne sait même pas faire le geste bien facile de l'électeur. Erreur profonde ! Dans les grèves, des ouvriers, réactionnaires même, se résignent à tous les sacrifices pour le succès commun. Et, exemple frappant, notre belle Fédération de Saône-et-Loire n'est née qu'après les grandes grèves, qu'après l'organisation des mineurs et des métallurgistes. Un parti socialiste qui se dit révolutionnaire ne peut rejeter l'arme révolutionnaire qu'est la grève générale.

Une commission spéciale, dont Guesde et Lafargue étaient membres, présenta au Congrès ce texte voté par 114 voix contre 39 et 2 abstentions :

Considérant que le refus collectif de travail ou la grève est la seule arme que la légalité capitaliste ait laissée, sur le terrain du salariat, à la disposition des prolétaires pour la défense de leur pain ou de leur dignité ;

Considérant qu'en faisant éclater aux yeux des plus aveugles l'antagonisme d'intérêts qui caractérise l'ordre capitaliste, la grève, en éveillant l'instinct de classe chez les travailleurs, est de nature à les amener à la conscience de classe, qui peut et doit en faire des socialistes ;

Le Parti socialiste de France rappelle à tous ses membres que leur devoir est, en même temps que de rallier leur syndicat respectif, de se solidariser avec les camarades en grève, et d'aider de toutes leurs forces au triomphe de leurs revendications ;

Considérant, d'autre part, qu'une grève, plus ou moins étendue ou générale, peut, l'organisation ouvrière et les circonstances aidant, déterminer une explosion révolutionnaire, pendant que, là où les prolétaires ne possèdent pas de moyens d'action politique ou sont menacés de s'en voir dépouillés, cette suspension en masse du travail peut s'imposer à eux pour les conquérir ou les conserver ;

Le Parti socialiste de France, sans prendre la responsabilité de conflits qui échappent à son action propre, se déclare prêt à faire tout son devoir dans de pareilles circonstances ;

Mais affirme plus haut que jamais que la reprise par la société des moyens de production dépendant de la prise du pouvoir politique par le prolétariat organisé, tous les travailleurs devenus conscients doivent venir au socialisme révolutionnaire, seul capable, par l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, d'assurer le bien-être et la liberté de tous.

Guesde et Lafargue acceptèrent complètement cette résolution. Elle ne traduisait pas toute leur pensée, mais leur conscience révolutionnaire les entraîna plus loin que leur conception théorique : ils comprirent bien que le Parti ne peut pas prendre une autre position. C'est un signe des temps.

Répondant très nettement à certaines hérésies politiciennes, formulées dans le Congrès même, la résolution de Lille affirme l'importance de la grève comme arme de défense ouvrière et constate sa haute valeur éducative : c'est elle qui éveille la conscience de classe des plus aveugles mêmes, de ceux qu'aucune propagande n'a pu toucher. La résolution admet la grève généralisée ou générale pour la défense de certains droits ou l'obtention de certaines réformes. Elle reconnait enfin le sens et la portée révolutionnaire de la grève générale.

Elle le fait sans éclat, sans insistance, je le veux bien, mais aussi sans restriction. Et peu nous importe alors la vieille formule archaïque qui clôture le texte. C'est une politesse sans danger. L'essentiel est de rester en communion d'aspirations avec le prolétariat français et de rapprocher normalement notre parti du syndicalisme révolutionnaire. Sans doute, il y a des irréductibles. Mais ce sont « de ces hommes impossibles à convaincre, qui ont le grave tort de vouloir vivre une époque disparue, tant il est vrai que les faits évoluent avec une plus grande célérité que les cerveaux humains » (1).

Voyant Guesde trahir les bons principes, le citoyen Chauvin, qui personnifiait dans l'ancien « Parti Ouvrier Français » l'esprit de petites combinaisons, s'est soudain senti l'âme d'un chef et a rallié les bataillons épars de la vieille

(1) Voir réponse de Griffuelhes dans les nos 127-128 du *Mouvement socialiste*.

garde. C'est la minorité de 36 voix. Un socialisme soucieux des réalités et de l'organisation ouvrière, doit rester nécessairement incompris de citoyens accoutumés à entraîner par des tours de passe-passe les masses électorales derrière un programme qu'elles n'ont ni lu ni compris.

Malgré tout, un grand pas est fait par le « Parti socialiste de France » dans une voie nouvelle. L'avenir apportera des formules plus compréhensives et plus nettes.

Sans doute, le Congrès international d'Amsterdam a rejeté notre motion, comme la motion du « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire » ; et adopté celle des Hollandais, qui y met quelques formes, mais est en réalité hostile à la grève générale. *A Amsterdam, naturellement, nous ne pouvions voter la motion hollandaise qui repoussait ce que nous avions admis à Lille.* Nous nous sommes abstenus (1).

Nous n'avons pas voté non plus la motion du « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ». La rédaction en était défectueuse. De plus ce n'était pas une simple affirmation de principe, mais l'expression d'un regrettable état d'esprit.

---

(1) Le citoyen Allemane, avec une bonne foi dont je me permets de douter, a affirmé que le « Parti socialiste de France » avait à Amsterdam voté la motion antigrève-généraliste des Hollandais. Des affiches du « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire » ont stigmatisé à ce propos les prétendus révolutionnaires que nous sommes et couvert de fleurs les Jaurèsistes. Plusieurs membres du « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire », Albert Willm et Lavaud entre autres, m'ont affirmé ignorer totalement la dite affiche et ne pas vouloir en prendre la responsabilité. Il y a trop de sincères camarades révolutionnaires dans le « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire » pour que nous imputions au Parti les incartades opportunistes d'Allemane. Mais il est bon de relever ses calomnies. qu'il a entres autres répétées dans une grande réunion au XI[e] arrondissement, dans une apologie de la République bourgeoise qui n'était que le démarquage du discours de Jaurès à Amsterdam. Le citoyen Allemane semble redouter fortement l'unité des forces révolutionnaires en France, ce qui le forcerait à prendre parti entre la chèvre et le chou.

Elle parle d'organiser la grève générale! Ce qui est la négation même de toute l'évolution ouvrière dont la conception de grève générale est l'aboutissant. « Il est logique, dit Pouget, qu'on prépare la grève générale et très prétentieux de prétendre l'organiser ».

Repoussée à Amsterdam, la grève générale en appellera aux prochains Congrès. Le prolétariat international ne peut rester sur cette contradiction. Dans l'*Avanguardia* de Milan, Arturo Labriola l'a vivement relevée. L'affirmation révolutionnaire de la motion de Dresde est insuffisante, incomplète. Il est nécessaire d'élaborer des notions nouvelles.

Partout se dessine le même mouvement.

La citoyenne Roland-Holst (1) doit constater que l'idée de la grève générale est complètement adoptée par de nombreux ouvriers non anarchistes. Elle le dit à propos de la seule grève politique, il est vrai, mais la tendance n'en existe pas moins. Elle doit avouer aussi que le prolétariat hollandais est divisé, c'est-à dire qu'il ne suit pas tout entier le Parti. Nous voilà loin de l'optimisme officiel et réformiste des Vliegen et des Van Kol!

En Allemagne, la propagande de Friedeberg est bien connue. Kautsky et d'autres ouvrent leur esprit à la grève générale. On l'appelle *grève en masse*, par pudeur, pour ne pas emprunter un mot aux « anarchistes ». Mais la chose y est tout de même.

En Espagne, sans parler des forces imposantes, des syndicalistes purs, dans le rigide Parti Ouvrier lui-même, aux propres côtés de Pablo Iglesias, il y a des partisans décidés de la grève générale et de l'action corporative.

Et l'Italie? Un tiers du Parti, à Bologne, s'est rangé der-

(1) Rapporteur de la question au Congrès d'Amsterdam.

rière Labriola et Mocchi. Bientôt il n'y aura plus de place pour le centre hésitant entre le réformisme turatien et le socialisme révolutionnaire et syndicaliste que la *Fédération Milanaise* vient de réaffirmer dans un récent ordre du jour. Ferri lui-même, dans sa réponse au *Mouvement* n'est-il pas un des rares leaders socialistes qui comprenne la grève générale et lui donne sa véritable importance?

J'ai donc raison de dire que partout le même mouvement se dessine, présageant les luttes futures des Congrès Internationaux. Contre le réformisme, mais aussi contre le révolutionnarisme d'étiquette, qui n'est qu'un radicalisme politicien, se dresseront les aspirations révolutionnaires d'un prolétariat conscient et corporativement organisé (1).

ERNEST LAFONT

---

(1) Le Congrès de Lille a tranché une question de discipline qui pesait depuis longtemps sur le Parti. Il s'agit de la situation toute spéciale du trop indépendant citoyen Chauvière. Nos adversaires réformistes nous accusaient sans cesse de ne pas oser, en pratique, faire observer la discipline que nous prônions en théorie. Le citoyen Chauvière n'ayant pas appelé au Congrès de Lille d'une décision de la « Fédération de la Seine » l'excluant, et le Congrès ayant décidé qu'il n'avait pas à intervenir dans les affaires de la Fédération, cette décision devient définitive. Le citoyen Chauvière, député de la Seine, ne fait plus partie du Parti socialiste de France, dont il n'a jamais été régulièrement membre.

LE

CONGRÈS D'AMSTERDAM

VI[e] Congrès Socialiste International

L'Internationale.

La résurrection de l'Internationale est un des faits importants du mouvement socialiste actuel. Le Congrès d'Amsterdam vient de l'affirmer une fois de plus.

L'*Association internationale des travailleurs*, qui, depuis 1864, répandit partout les principes essentiels du socialisme et fut la mère de tous les partis existant aujourd'hui, n'avait guère établi entre les travailleurs des diverses pays qu'un lien d'ordre moral et sentimental.

Sa puissance effective était à peu près nulle, et il ne pouvait en être autrement en un temps où les fractions nationales n'étaient pas encore constituées.

Mais après sa dissolution, qui fut officiellement prononcée en 1876 au Congrès de Philadelphie, mais qui dès 1872 était virtuellement faite, quand à l'intérieur de chaque nation, les idées de l'Internationale eurent germé, que les organisations socialistes fonctionnèrent, l'heure vint où ceux qui les composaient éprouvèrent le besoin de se rapprocher et de reformer sur des bases plus solides l'ancienne *Internationale*.

Guesde l'essaya en vain dès 1878 ; en 1880, la Social-Démocratie allemande réussit à rassembler en Suisse, à

Coire, un Congrès qui n'eut pas de lendemain. Il en fut de même de la Conférence internationale ouvrière organisée à Paris en 1883 par le P. O. S. R. Les réunions de Paris 1886 et de Londres 1888 furent plus heureuses et provoquèrent le premier des congrès de la nouvelle série. Paris 1889, Bruxelles 1891, Zürich 1893, Londres 1896 et Paris 1900, telles sont les étapes qui nous amènent au Congrès d'Amsterdam. Et depuis 1900, par la constitution du « Bureau socialiste international », l'ancienne association est effectivement reconstituée.

Certes, même dans sa forme actuelle, elle demeure surtout entre les socialistes un lien et une autorité d'ordre moral, puisque ses décisions sont sans sanction pratique.

Pourtant, depuis quatre ans — le rapport de Serwy, secrétaire du Bureau International, en fait preuve, — elle a en maintes occasions provoqué, ou tout au moins coordonné l'action des fractions nationales ; c'est ainsi qu'à propos d'un article de Schiavi paru dans cette revue, le Bureau a engagé les groupes socialistes parlementaires à agir simultanément contre les charges des budgets militaires ; qu'il a réalisé l'accord des diverses fractions sur la question de l'emploi des ouvriers étrangers ; fait faire partout une campagne énergique contre les massacres d'Arménie, contre la guerre Russo-Japonaise ; lancé des manifestes sur tous les événements intéressant le prolétariat des deux mondes. Et l'on peut espérer que cette action d'ensemble indispensable ira se fortifiant et se régularisant de plus en plus. Le Bureau a un budjet de 20.000 francs et un encaisse de 10.000 francs ; sa situation est donc prospère. Et le Congrès d'Amsterdam vient de doter l'Internationale d'une arme nouvelle, car Sembat a obtenu que la *Commission Interparlementaire,* créée en 1900, mais qui n'a point jusqu'ici fonctionné, entrât en jeu elle aussi. Elle siégera à Amsterdam, tandis que le Bureau restera trois ans encore à Bruxelles, se réunira en

même temps que lui et tiendra tous les ans une grande réunion dans une des capitales de l'Europe.

Ainsi se complètent les rouages, à mesure que se développe le socialisme et que se compliquent les problèmes qu'il rencontre sur sa route.

Le révisionnisme.

Les deux premiers congrès, s'étaient surtout livrés à des déclarations solennelles d'universelle fraternité ; la législation internationale du travail tenait aussi dans leurs travaux une large place, car c'était l'époque de la conférence de Berlin et ce sont là deux ordres de choses dont aucun congrès ne peut se dispenser de s'occuper. Au premier se rattachent les adresses envoyées d'Amsterdam au prolétariat révolutionnaire de Russie, aux mineurs de Colorado, aux victimes des émeutes de Milan dont les socialistes italiens cherchent encore à obtenir la délivrance et surtout l'émouvante et admirable manifestation d'enthousiasme à laquelle le congrès tout entier se livra pendant la première séance, lorsque Plekhanof et Katayama, en se donnant la main, symbolisèrent en face des horreurs des guerres capitalistes, l'union solidaire des travailleurs que le socialisme réalisera (1). Au

(1) A la suite de cette manifestation, la motion suivante, présentée par le P. S. de F., a été adoptée par acclamations :

Le Congrès,

Considérant que l'entente et l'action concertées des travailleurs et des socialistes de tous les pays est la garantie essentielle de la paix internationale ;

Au moment où le tsarisme est frappé à la fois par la guerre et par la révolution ;

Envoie son salut fraternel aux prolétaires japonais et russes massacrés par le crime du capitalisme et de leurs gouvernements ;

Et invite les socialistes et travailleurs de tous les pays, gardiens de la paix internationale, à s'opposer, par tous les moyens, à toute extension de la guerre.

écond se rapportent certaines des résolutions préparées par les commissions, résolutions qu'on trouvera toutes à la fin de cet article et dont quelques unes ont donné lieu à une courte discussion.

Mais ce domaine de la législation internationale, qui avait été celui des deux congrès de Paris et de Bruxelles, ne pût bientôt plus suffire.

Une question de méthode se posa : celle de l'action parlementaire et les congrès de Zürich et de Londres furent consacrés à la discussion avec les anarchistes.

Enfin, dans une troisième période commencée en 1900, des préoccupations nouvelles se sont fait jour : le triomphe même de l'action parlementaire a obligé les socialistes à définir les règles de cette action. En 1900, la question se posait surtout pour la France ; la discussion du « cas Millerand » occupa tout le congrès de Paris. On sait qu'il se prononça contre la participation au pouvoir en adoptant la « motion Kautsky » ; mais le remède était insuffisant et le mal ne fit que s'étendre. La motion « caoutchouc », comme l'a spirituellement nommée de Léon, ne visait que le ministérialisme proprement dit. Il ne s'agit bientôt plus de l'accession individuelle d'un socialiste au ministère, mais de la participation en groupe des socialistes au gouvernement. Dans tous les pays, et surtout, nécessairement, dans les pays d'esprit démocratique et de régime parlementaire, un courant nouveau se forma tantôt dans la doctrine, tantôt dans la pratique : sous les appellations diverses de révisionnisme, de réformisme ou de néo-méthodisme, l'idée se fit jour qu'à la tactique d'opposition irréductible sur le terrain de la lutte de classe, il fallait substituer une tactique de collaboration plus ou moins complète et plus ou moins avouée.

En France, en Allemagne, en Italie, en Bulgarie, commença la crise « possibiliste » qui devait fatalement se pro-

duire, qui se reproduira fatalement dans les pays qui ne l'ont pas encore traversée.

Les faits sonts connus. On sait comment. dans les pays menacés, sous l'effort du socialisme, le danger révisionniste a reculé. Le Congrès de Dresde en Allemagne. celui de Bologne en Italie, ont consacré sa défaite. Moins apparente peut-être en France, elle n'en est pas moins complète. C'est là que les conditions politiques rendaient le péril plus menaçant ; là que la lutte était la plus rude, puisque, sans journal quotidien, le P. S. de F. avait à combattre deux journaux et le plus redoutable des divers « Gambettas » que le réformiste a suscités. Et pourtant, il compte aujourd'hui dans ses rangs les deux tiers de socialistes organisés, et il ne cesse de croître, alors que les adhérents du P. S. F. diminuent chaque année, et qu'une fraction d'entre eux, même, se déclare révolutionnaire. *En tant qu'opinion socialiste*. le réformisme en France est réduit à une infinie minorité. Une majorité croissante de socialistes constate le danger, et notre pays est peut-être un des rares où l'on puisse dire avec quelque certitude que la courbe du réformisme est à son déclin ; car le moment le plus dangereux peut sembler passé pour nous, tandis que nulle part ailleurs le révisionnisme n'a dit son dernier mot.

Aussi, lorsque le P. S. de F. a fait inscrire à l'ordre du jour du Congrès « les Règles Internationales de la tactique socialiste ». N'est-ce pas, comme l'a prétendu Jaurès, pour demander aux camarades étrangers un secours dont ils avaient besoin. Comme le lui a répondu Guesde. à la besogne à faire chez nous, nous y suffisons ; mais à un mal international, il faut un remède international ; le Congrès seul peut le trouver.

Le rapport déposé par le Parti à l'appui de sa proposition résumait, lui aussi, la question de la sorte :

Soit sous sa forme théorique, soit sous sa forme pratique et directe, le même problème se pose à tout le prolétariat organisé. Doit-il conserver, en face de tous les gouvernements bourgeois, l'attitude d'opposition révolutionnaire qui a toujours été la sienne, où peut-il espérer travailler à son affranchissement en collaborant avec des fractions bourgeoises ou même en acceptant de prendre avec elles, et à leur profit, une part du pouvoir ?

La question s'impose tellement que, depuis 1899, elle a dû être examinée par le Parti dans toutes les nations : celles même qui ne ressentent pas les effets de la crise actuellement, sont obligées de la considérer comme pouvant se produire chez elles un jour.

Il importe, par conséquent, à tout le Parti socialiste international, réuni dans ses assises à Amsterdam, d'affirmer ce qui est sa raison d'être même, la nécessité de lutter irréductiblement, sur le terrain de classe prolétarien, contre la bourgeoisie, jusqu'à la conquête totale du pouvoir par les travailleurs.

Que la question s'imposât aux préoccupations de tous, c'est ce qu'a montré le Congrès. Il était certain que le débat soulevé par nous serait le centre, et comme l'objet même de ses délibérations. Or, 482 délégués sont venus à Amsterdam représenter 24 nationalités, et certains, comme Hillquit, au nom de délégation des Etats-Unis, disaient bien haut n'avoir fait ce long voyage que pour en finir avec les déviations. Les Français étaient particulièrement nombreux ; 39 représentaient le P. S. F., 46 le P. S. de F. ; il convient d'ajouter que si les premiers étaient, pour ainsi dire, tous des intellectuels ou des journalistes parisiens, la délégation révolutionnaire, la seconde du Congrès par le nombre (l'Allemagne avait 66 délégués), comprenait en majorité des militants de province, de Bordeaux, du Rhône et de la Loire, de l'Aube, de la Marne, de la Dordogne, de l'Oise, du Nord, venus aux frais de leurs fédérations.

Le débat sur la tactique.

La discussion s'est poursuivie trois jours durant, devant la Commission chargée d'examiner la proposition du P. S.

de F., et qui se composait des leaders de tous les partis. Le Congrès, en séance plénière, lui a consacré un jour. Avant de donner du débat, un résumé qui sera malheureusement trop bref, nous reproduirons les deux notions autour desquelles il s'est agité : celle que présentait le P. S. de F., qui, toujours pour dénationaliser autant que possible la querelle, avait simplement repris la motion adoptée par les Allemands à Dresde, en la débarrassant d'un paragraphe qui n'avait de sens que pour l'Allemagne ; celle que présentèrent Adler et Vandervelde, non pas pour l'opposer à la première, dont elle reproduit toute la partie essentielle, mais pour la dépouiller du caractère prétendu agressif que certains lui attribuaient.

Motion de Dresde (devenue motion d'Amsterdam):

Le Congrès condamne (1) de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi.

La conséquence d'une pareille tactique révisionniste serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un parti, par suite, révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot — un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances révisionnistes existantes, que les antagonismes de classe, loin de diminuer, vont s'accentuant, déclare :

1° Que le Parti décline toute responsabilité quelle qu'elle soit, dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste, et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

2° Que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris en 1900.

---

(1) Le mot *condamne* a été remplacé par le mot *repousse*, sur la demande des Allemands.

Le Congrès condamne, en outre, toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois.

Le Congrès compte que les représentants du Parti dans les parlements se serviront de leur puissance accrue, tant par leur nombre augmenté que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui les suivent, pour persévérer dans leur propagande sur le but final du socialisme et, conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques, pour revendiquer l'égalité des droits pour tous ; pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation et, finalement, s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice (1).

Motion Adler-Vandervelde

Le Congrès affirme de la façon la plus énergique, la nécessité de maintenir sans fléchissement notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte de classes et de ne pas remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi.

La conséquence de cette politique de concessions serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un parti par suite révolutionnaire dans le meilleur sens du mot — un parti se contentant de réformer la société bourgeoise. C'est pourquoi le Congrès, persuadé que les antagonismes de classe, loin de diminuer vont s'accentuant, déclare :

1° Que le parti décline toute responsabilité quelle qu'elle soit, dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste et ne saurait par suite approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

2° Que la démocratie socialiste en ce qui concerne les dangers et les inconvénients de la participation au gouvernement dans la société bourgeoise, rappelle et confirme l'ordre du jour Kautsky, voté au congrès international de Paris, en 1900.

(*La suite comme dans la résolution de Dresde.*)

---

(1) Le texte publié dans la brochure préparée par le Bureau International est inexact.

Guesde, en quelques phrases très nettes, motiva la proposition du Parti, et posa la question, comme elle devait l'être, sur le terrain international. Jaurès, lui répondant, la remit aussitôt sur le terrain national, afin de bien montrer qu'on lui cherchait une querelle personnelle et de se poser en martyr ! Puis il plaida l incompétence des congrès internationaux en matière de tactique ; moyen de droit insoutenable, puisque lui-même, en 1900, a voté la motion Kautsky, — et qu'il abandonna d'ailleurs dans ses discours ultérieurs !

Puis, le défilé des délégués de chaque pays commença. Et ce fut, pendant trois jours, dans un concert de louanges sur l'éloquence du « grand tribun », une avalanche presque ininterrompue de condamnations de sa politique en termes parfois véhements. Seuls, Furnémont, dans un discours belge vraiment malheureux pour sa thèse, contre lequel Vandervelde protesta, et Rapin, au nom de la Suisse, lui donnèrent une complète approbation. Les autres furent unanimes, tout en déclarant qu'ils n'entendaient flétrir ni condamner personne, à se prononcer contre la tactique de la collaboration. Kautsky et Bebel parlèrent pour l'Allemagne, l'un avec de précis arguments d'une dialectique très serrée, l'autre avec cette fougue impétueuse que nous retrouverons dans son discours au Congrès. Les deux représentants des Etats-Unis, de Léon (*Socialist labour party*) et Hillquit (*Socialist party*), et les deux délégués russes, Roubanovitch (*Parti socialiste révolutionnaire*) et Plekhanoff (*Parti ouvrier démocrate-socialiste*), réalisèrent l'unité nationale dans leur énergie contre le réformisme. Ferri rappela l'œuvre du congrès de Bologne, et, poursuivant l'effort qu'il tente en Italie, il exprima l'improbable espoir que le retour des réformistes permettrait partout la constitution d'une seule fraction ! Nous verrons plus loin quel fut le résultat de la motion qu'il présenta en ce sens. Mais l'idée

qui reste de son discours, qu'il exprimait il y a quatre ans à la salle Wagram, et qu'il a souvent exprimée dans ses conférences à Paris, c'est l'erreur que commettent les révisionnistes en s'attachant à différencier la doctrine et la tactique, qui n'est que la doctrine en action :

J'ai eu hier cette impression que la commission avait une tendance à séparer la tactique des principes. Il serait, d'après Jaurès, impossible de tracer une ligne de conduite politique pour tous les pays. C'est ainsi qu'un navire en voyage, a sa boussole et sa carte qui marquent sa direction. Il se peut que le capitaine soit obligé de dévier un moment de sa route ; il n'en reste pas moins que le but à atteindre est irrévocablement déterminé par la carte et la boussole.

Il en est de même pour la politique socialiste. On ne doit jamais perdre de vue la lumière des principes et la méthode de la lutte des classes. Oui, certainement, le parti socialiste peut être un moment amené à s'unir à une fraction libérale de la bourgeoisie, mais cette alliance ne doit être contractée que dans un esprit révolutionnaire, on ne doit en profiter que pour mieux donner le coup de grâce à la tyrannie capitaliste.

Je réprouve, quant à moi, toute collaboration systématique et continue avec la bourgeoisie et je déplore aussi l'importance excessive que prend la vie parlementaire au détriment de la propagande socialiste, de plus en plus négligée. Lorsque les socialistes soutiennent systématiquement un gouvernement bourgeois, le caractère de militants et de députés socialistes s'efface ; on ne voit plus que des ministériels et des antiministériels, dont la politique, appropriée aux circonstances, masque l'idéal socialiste.

Pour réaliser cet accord, outre la tactique et les principes, il est, en premier lieu, nécessaire que les grandes assises internationales du prolétariat fixent une règle précise qui soit pour nous ce qu'est la boussole au navigateur. Il faut aussi que dans tous les pays le rêve de l'unité socialiste devienne une réalité. Oui, sans doute, comme le disait Engels, en 1872, il y a dans notre parti l'aile droite et l'aile gauche ; mais ces deux ailes doivent aider, d'un commun accord, l'effort d'ensemble de toute l'armée.

Quand, au contraire, un parti se divise, chaque fraction est presque fatalement poussée à l'extrême de ses idées, — et si l'une semble perdre de vue l'idéal, l'autre, entièrement absorbée par la contemplation des principes, oublie les nécessités pratiques.

C'est dans cet esprit que je voterai les résolutions du Congrès

de Dresde, en souhaitant de tout cœur que l'unité se réalise au sein de notre Parti.

Rakowsky (*Parti ouvrier démocrate-socialiste bulgare*), délégué d'un pays où le parti, divisé (1), souffre du mal que nous avons appris à connaître, montra fort bien l'abime insondable où mène l'abdication entre les mains des radicaux ou des bourgeois libéraux :

Vous reprendrez, dites-vous, la propagande socialiste quand le cléricalisme sera vaincu. N'y aura-t-il pas après une autre réaction à combattre? Puis, ne faudra-t-il pas aviser à un retour offensif du cléricalisme? Vous passez ainsi de la collaboration des classes exceptionnelle à la collaboration permanente. Le socialisme devient un postulat relégué dans le domaine des principes, et l'action parlementaire absorbe l'action socialiste dans le pays.

Et ce fut toujours la même thèse que soutinrent Belfort Bax (*Social democratic federation, d'Angleterre*). Rosa Luxemburg (Pologne), avec son éloquence toujours vehémente et pleine d'incisifs coups droits. Iglesias (*Parti ouvrier espagnol*) et Nemecz (Bohême), insistèrent surtout sur le dégoût de l'action politique produit, par le réformisme, qui pousse à l'anarchie d'excellents militants :

La politique socialiste au Parlement français, dit Nemecz a renforcé l'anarchie, notamment en Hongrie. Nous sommes en droit de nous préoccuper de la tactique française à raison de la solidarité sociale morale qui nous lie, et de la répercussion que cette politique a sur notre pays. Certes, nous comprenons l'appui socialiste au gouvernement français qui a entrepris le bon et nécessaire combat contre le cléricalisme, qui est un danger antisocialiste. Mais Jaurès est allé trop loin. Ce n'est pas nous qui nous servons du parti bourgeois pour arriver à nos fins, ce sont les partis bourgeois qui se servent de nous pour consolider le régime capitaliste. Nous n'avons rien à attendre d'eux. Notre salut est dans l'organisation du prolétariat.

---

(1) Voir *Le Mouvement Socialiste*, du 15 mai 1904.

Katayama (Japon) apporta, lui aussi, de précis arguments. Certes, dans son pays, la participation des socialistes au pouvoir ne se présente pas comme un danger menaçant ! Mais il existe déjà un mouvement réformiste, dirigé par des professeurs d'Université, dangereux pour l'avenir du socialisme ; et le réformisme, même au Japon, doit être combattu.

Enfin, les trois délégués scandinaves, Knudsen (Danemark), Branting (Suède) et Kringen (Norwège), exprimèrent unanimement, et leur accord sur les principes avec les autres orateurs, et leur désir de ne prononcer contre personne un vote d'exclusion ou de blâme. Tous trois représentaient exactement l'état d'esprit de ceux qui préféraient à la motion de Dresde la motion Vandervelde-Adler.

Quant aux deux auteurs de cette motion, — que Jaurès a votée — et qu'on voudrait bien aujourd'hui faire passer pour ses défenseurs, s'ils ont pu paraître le soutenir, c'est bien comme la corde soutient le pendu. La parole spirituelle d'Adler est parsemée de traits mordants qui échappent au compte rendu analytique (1), mais dont certains n'ont pas manqué leur but ; et Vandervelde a eu sur les journaux « socialistes » organes officieux du pouvoir, des mots évidemment douloureux. L'esprit de leur motion et le caractère de leur intervention ne peuvent être douteux quand on lit leurs paroles :

Il y a quatre ans, a dit Adler, la motion Kautsky visait le cas Millerand qui était posé. Mais, depuis le congrès de Paris, la question n'a pas été vidée ; elle reste à l'ordre du jour. N'est-ce pas la preuve que la motion Kautsky n'a pas résolu la question ?

La situation a varié en France, il ne s'agit pas de la partici-

(1) La plupart des citations rapportées ici sont empruntées au *Peuple*, organe du *Parti ouvrier belge*, dont le compte rendu très complet ne saurait être suspect de partialité contre Jaurès.

pation nominale au gouvernement bourgeois, mais de la participation de tout le parti, au parlement, dans la politique du bloc.

Aujourd'hui, la situation est plus grave, la responsabilité est plus lourde.

En toute sincérité, je crois que la tactique de Jaurès est fausse et dangereuse, mais il ne veut pas que le congrès condamne et la flétrisse. Je dis aux camarades français : Je doute de la justice et du bien-fondé de votre tactique, mais je n'ose pas la condamner.

Si vous voulez le combat des idées, je l'accepte. J'accepte la consultation libre du congrès, mais je ne veux pas que le congrès s'érige en tribunal et excommunie.

J'accepte la motion de Dresde en sa partie affirmative, sans caractère de condamnation.

Et Vandervelde appuyait :

Quant aux tendances réformistes, j'ai toujours considéré comme dangereuse pour le socialisme, une politique qui appuie à ce point un gouvernement bourgeois, que son organe devienne l'officiel.

D'accord avec Adler, je me refuse à édicter des condamnations, à promulguer des excommunications...

... Cette affirmation solennelle est utile, elle est nécessaire et nul ne le contestera parmi nous.

La motion allemande, rédigée pour l'Allemagne, aurait besoin de certains amendements pour s'adapter aux nécessités d'un congrès international.

Je demande, au nom de la délégation belge, qu'on adopte le fond de l'ordre du jour de Dresde, dans une formule qui se borne à l'affirmation, en dehors de toute condamnation.

La condamnation nous affaiblirait et nous diviserait ; l'affirmation nous solidarisera et nous rendra plus forts dans notre lutte commune contre le capitalisme. (Vives approbations.)

Restaient les Français.

Le P. S. de F., désireux avant tout de montrer qu'il ne soumettait pas au congrès une querelle locale, avait décidé de ne pas prendre part à la discussion, et ce n'est que par suite des provocations de Jaurès que Guesde a du intervenir. Jaurès pour la majorité, Renaudel pour la minorité de l'« Unité » interfédérale, devaient seuls prendre la parole.

Le rôle de Renaudel devait être net. Il pouvait,

se joignant à tout ceux qui l'avaient précédé, répudier énergiquement toute solidarité avec les réformistes, et dégager ses amis et lui-même. On s'attendait à lui entendre dire, entre autres choses, que dans la section même du P. S. F., les « révolutionnaires » étaient, non pas une petite minorité, mais une fraction à peu près aussi importante que l'autre, et qu'il s'en était fallu d'un rien que Jaurès fut battu dans son propre parti (1).

Mais Renaudel est le meilleur élève de Briand ; en se bornant à des considérations historiques sur la scission passée du P. O. F. et du P. S. R., à des réflexions philosophiques sur le rôle de la gauche du P. S. F., il a omis de faire les déclarations qui semblaient s'imposer en cette circonstance.

Enfin, Jean Jaurès vint... Tous attendaient impatiemment le plaidoyer du réformisme ; et ce premier discours, tout au contraire de celui que Jaurès prononça le surlendemain devant le congrès (2), fut en effet la défense et l'apologie du « jaurésisme », en trois points :

1°) Nous avons sauvé la République ;

2° Nous avons soutenu la politique de laïcité, sans abandonner les lois ouvrières ;

3°) Nous avons travaillé à la consolidation de la paix internationale en appuyant le rapprochement de la France avec l'Angleterre et l'Italie.

Cette triple besogne, déclara l'orateur, nous l'avons accomplie sans rien abandonner du socialisme, sans nous lier. « Sous quelle forme et par quel acte avons-nous engagé ou abandonné notre programme ?... A l'heure présente, comme

(1) A la réunion préparatoire de la section, 14 voix contre 17, nous a-t-on dit, s'étaient prononcée pour la motion de Dresde.

(2) Je résume très rapidement ces deux discours qui ont été sténographiés et publié dans l'*Humanité* des 19 et 21 août.

hier, nous ne sommes liés que par l'intérêt de la classe prolétarienne... on vous a parlé du bloc, comme si nous étions captifs... Voilà trois jours que les orateurs de toutes les nations ont dit que mes amis et moi faisions une politique qui décourageait le prolétariat, le jetait dans l'anarchisme...

« Eh bien ! s'écria-t-il en une période audacieuse qui vaut d'être textuellement citée :

Malgré toutes les violences déchaînées contre nous par la réaction, la netteté absolue dans notre programme socialiste international, national, communal, *affiché* dans ses principes et dans ses articles, *base de toutes les élections*, malgré cela, et sans que je prétende que tous ceux qui ont voté pour des hommes de notre parti approuvaient explicitement la tactique que je défends aujourd'hui au nom de la majorité de ce Parti, je constate qu'à travers ces violences, *notre Parti n'a cessé de s'organiser, de grandir*, de créer, de nouvelles fédérations départementales, de conquérir de vastes municipalités, de conquérir au Parlement, sur les quarante-six sièges occupés par les socialistes, trente-deux sièges.

« Les « sous-entendus », les « procédés obliques » qu'on emploie contre nous seront impuissants. Nos adversaires sont incapables d'agir autrement que nous...

Et c'est parce qu'en France le prolétariat socialiste sait tout cela, que la classe ouvrière sait tout cela ; c'est parce qu'elle n'est ni dupe ni complice, que je suis bien tranquille. La classe ouvrière dont nous représentons une large part, restera avec nous. Elle sait que ce n'est pas nous qui avons été atteints, que de grandes municipalités socialistes ont été perdues, qu'à Lille... »

A cette provocation gratuite, des protestations s'élevèrent de toutes parts. Les Français qui, dans tous les congrès internationaux, se sont signalés comme des tapageurs incorrigibles, ont montré à Amsterdam, un calme imperturbable dont Kautsky les félicite dans son compte-rendu de la *Neue Zeit* avec une satisfaction étonnée. Mais à ce moment,

les membres du P. S. de F. ne purent se contenir, et Guesde demanda la parole. En quelques instants de parole enflammée — et précise, il dissipa les contre-vérités apportées par Jaurès.

Ma réponse sera courte, dit-il, car je n'ai ni la force, ni la santé, ni la jeunesse de Jaurès. Mais nous ne pouvions laisser passer sans protestation ses dernières allégations.

Je vous prends à témoin qu'aucune attaque n'est partie de nos rangs contre la fraction de Jaurès. Nous n'avons pas protesté ni hier ni aujourd'hui, quand il s'efforçait de vous faire croire que le prolétariat était derrière lui et que nous serions en décroissance.

Jaurès persiste à nous accuser d'avoir voulu porter notre crise française au sein de l'Internationale. Nous avons clos notre crise française dans nos congrès, et c'est quand le danger est devenu internatioual que nous l'avons portée ici.

Vous n'avez pas le droit de dénaturer le socialisme en France ; vous n'êtes qu'une minorité décroissante. Comparez vos registres aux nôtres. De 12,000 cotisants en 1903 vous êtes tombés à 8,000 en 1904, d'après vos propres aveux. Les chiffres sont là, chacun peut juger que nous sommes deux fois plus forts que vous.

Vous avez 33 députés et vous les opposez à nos 13 députés : je vous dis, camarade Jaurès, ancien camarade Jaurès, que vous avez été tous des candidats préfectoraux, des candidats de M. Waldeck Rousseau. Je vous mets au défi de citer un seul de vous, élu contre un candidat officiel.

De Pressensé. — Moi, citoyen ! élu à Lyon contre le candidat ministériel.

Guesde. — Soit ! l'exception confirme la règle. Mœurs nouvelles que celles qui groupent les travailleurs non plus classe contre classe, mais républicains contre monarchistes (1) !

Nous avons décidé de ne pas apporter nos querelles ici. Mais

(1) On ne saurait penser à tout dans une improvisation rapide ; mais entre tant d'élections « socialistes » où, quoiqu'en dira Jaurès, il n'ait pas été affiché le moindre morceau de programme, il eut été intéressant de citer la campagne purement « blocarde » de Jaurès lui-même, battu en 1898 par la préfecture, élu en 1902 comme candidat de la préfecture. J'ai signalé ici en son temps le pacte conclu, entre les « socialistes » et les radicaux des deux circonscriptions d'Albi : Pas de socialiste contre Andrieu, pas de radical contre Jaurès ! (Voir le *Mouvement Socialiste* du 12 avril 1902.)

je n'ai pu me contenir quand Jaurès a osé faire allusion à la municipalité de Lille, perdue pour nous, mais par la faute de vos amis !

Nous n'avons pas reculé, nous sommes en progrès. Et nous sommes restés, nous, sur le terrain de la lutte des classes. Vous n'y avez jamais été !

Vous avez proclamé que vous avez sauvé la République. Prouvez donc qu'elle ait été en péril ! Et si cela était vrai, qu'auriez vous fait au profit de l'affranchissement du prolétariat, en sauvant la république bourgeoise en bloc ! La République ainsi comprise est la pire des banqueroutes de la démocratie. Le césarisme n'a jamais menacé la république, car il y a trop de concurrence entre les généraux. Et qui donc a vaincu Boulanger, inventé par Clémenceau, si ce n'est la poigne de Constans ?

Et la laïcité ? Vous croyez que par la séparation de l'Eglise et de l'Etat vous aurez déchristianisé le peuple français ? On n'émancipe pas les cerveaux en régime capitaliste : c'est vouloir blanchir un nègre : l'émancipation intellectuelle et morale ne précédera pas, mais suivra l'affranchissement économique et social. Le paradis terrestre de la société collectiviste ou communiste seul remplacera l'ancien paradis des religions ! Le programme anticlérical de M. Combes ne se réalisera pas. Jaurès a prévu la défection de la majorité. Et il faudra attendre pour remettre à flot l'escadre socialiste.

Et les réformes socialistes ? Elles datent de 1892, avant votre intervention. Votre loi des retraites en élaboration n'est pas même comparable avec le système d'assurances allemand ! Voilà le plat de lentilles que vous promettez ! Voilà l'os jeté au prolétariat. Celui-ci ne veut pas l'aumône ! Il veut la table toute entière !

Vous vous flattez d'avoir été les gardiens de la paix. C'est nous qui, en 1876, 1877 et 1878, avons empêché la revanche en tendant la main au prolétariat allemand ? Vous n'étiez pas là alors pour monter la garde autour de la paix. Votre méthode de néo-socialisme ne garantit pas la paix, puisque vous votez les budgets de la guerre et la marine.

Jaurès. — Je ne les ai pas votés.

Guesde. — Les vôtres les ont votés, et vous devriez au moins avoir le courage de porter la responsabilité de votre fraction parlementaire.

Votre erreur est dans votre conception socialiste qui n'a rien de socialiste : vous faites surgir votre socialisme de la république, alors que nous le faisons surgir de l'évolution capitaliste. C'est le pays qui arrivera le premier à l'expansion capitaliste intégrale, qui passera le premier au régime collectiviste. Voilà l'abîme entre votre conception et la nôtre.

C'est pourquoi nous devions porter ce conflit devant l'Inter-

nationale et demander si c'est le néo-socialisme qui est la vérité !

Vos conclusions, c'est que l'Internationale n'a plus de raison d'être, les pays étant tellement différents. Pourquoi alors nous réunir ici ? Votre méthode, c'est le nationalisme sous une forme plus dangereuse que l'autre.

J'ai dit toute notre pensée qui a été mêlée si longtemps à la vôtre, camarades allemands. Ne souffrez pas que l'on rétablisse, entre nous, les frontières que nous avons abattues ; mais dressons-les ensemble là ou le socialisme finit, là où il s'agit d'empêcher de passer un socialisme qui serait la mort du socialisme (1).

La réponse indignée de Guesde avait produit un grand effet. Pourtant, la réponse attendue au discours de Jaurès fut celle de Bebel devant le Congrès. Là, lorsque Vandervelde, choisi comme rapporteur par la majorité qui voulait témoigner de son esprit de conciliation, eut exposé objectivement les arguments donnés à la commission, non sans une certaine faveur pour la cause de Jaurès, Bebel et Jaurès parlèrent successivement. Adler, Ferri, Vaillant et Auseele prononcèrent après eux quelques mots. Le discours de Jaurès ne s'adressait plus au Congrès ; il dépassait de beaucoup la question. Celui de Bebel, au contraire, s'attaquait point par point aux arguments de son contradicteur :

Quand on a entendu Jaurès, on ne peut se poser qu'une question : Comment est-il possible qu'il ait pu se trouver dans la commission une majorité pour une résolution pareille ? Il a exposé les faits de manière que les autres nations devraient être formées absolument d'idiots, si elles voulaient voter une telle résolution. Il l'a représentée comme la suppression de toute liberté, de toute pensée indépendante, comme l'oppression de la minorité, bref, comme le plus grand terrorisme des esprits que l'on puisse s'imaginer dans la démocratie socialiste. Or, il est caractéristique que si une partie de nos amis ne s'est pas associée à la lettre complète de la résolution, l'amendement Adler-Vandervelde ne représente qu'une modification relativement légère, tandis que dans cet amendement tout le reste de l'esprit et de la teneur de notre résolution est maintenu.

(1) Ce résumé est celui qu'a donné le *Socialiste* du 27 août.

Rien qu'à ce point de vue, toute la critique de Jaurès est infirmée dans son fond et dans sa portée.

Jaurès dit que la résolution ne convenait qu'à la monarchique Allemagne. Certes, l'Allemagne est un pays réactionnaire, féodal, policier, le pays d'Europe le plus mal gouverné. Nous le savons bien, nous qui avons chaque jour à lutter avec ce régime...

Il va sans dire que nous sommes républicains, républicains socialistes. (Assentiment.) C'est une des plus graves accusations portées contre nous en tous temps jusqu'aujourd'hui par le comte Bulow, le prince Bismarck et toute la réaction allemande. Nous ne l'avons jamais nié ; mais nous ne nous exaltons pas pour la république bourgeoise.

Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République, et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos.*) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale.

La monarchie n'est pas aussi mauvaise, et la République bourgeoise n'est pas non plus si bonne que vous les faites. (*Vifs applaudissements*). Même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui pour votre République bourgeoise sont encore un idéal. Regardez la législation de l'impôt en Prusse et dans d'autres États fédérés, et regardez-la en France. Je ne connais pas de pays en Europe qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. En face de ce système de succion, avec un budget de trois milliards et demi de francs, nous avons au moins l'impôt progressif sur le revenu et la fortune.

Passant à l'attitude du gouvernement dans les conflits du capital et du travail, Bebel rappela la façon dont la République des Etats-Unis traite les mineurs du Colorado, les milices six fois convoquées par la République helvétique pour intervenir contre les grévistes ; il montra l'armée de la République française envoyée par les ministères de défense républicaine sur tous les champs de grèves, agissant en ce moment même au Tréport contre les verriers. (La nouvelle en était arrivée le matin, et je la lui avais signalée).

Quant aux réformes, poursuivit-il, à ces fameuses réformes que vous attendez des radicaux :

Si nous avons, en Allemagne, un peu de progrès politique et social, nous pouvons, nous autres socialistes, le mettre exclusivement à notre compte. (*Bravo !*) Voilà ce que nous pouvons opposer aux attaques de notre ami Jaurès, appuyé sur l'autorité de notre ennemi Bismarck (1). (*Applaudissements.*) Ce n'est que par nous qu'ils ont été poussés, à coups de fouet, à faire des réformes. Et la démocratie-socialiste est assez large d'esprit pour accepter de ses adversaires toutes les concessions qu'elle leur a arrachées, quand elles nous offrent réellement quelques progrès, pour appuyer aujourd'hui le gouvernement, demain les partis libéraux, après demain le centre qui rivalise avec nous pour enlever les suffrages ouvriers. Mais l'heure d'après, nous les combattons tous, hommes du centre et du gouvernement et libéraux, comme nos ennemis permanents. L'abîme sans fond qui nous sépare du gouvernement comme des partis bourgeois n'est pas oublié une minute.

..... Si, dans ces dernières années, en France, la République a été mise en danger — j'admets cela comme un fait — vous avez eu parfaitement raison si vous l'avez sauvée de concert avec ses défenseurs bourgeois. Nous aurions fait de même. Nous ne vous faisons pas non plus un reproche de la lutte contre le cléricalisme. Alliez-vous, si vous êtes trop faibles contre lui tout seuls, avec les libéraux ; nous le faisons aussi, mais après le combat, nous sommes des étrangers.

Si vous n'aviez fait que de l'anticléricalisme, avait déjà dit Bebel à la commission, nous n'aurions qu'à vous féliciter.

Mais vous avez eu une tactique essentiellement différente de la nôtre, car vous menez la lutte anticléricale avec la bourgeoisie, en sacrifiant une partie de votre autonomie et votre action permanente parallèle corrompt la conscience prolétarienne.

Vous éloignez du socialisme les prolétaires conscients qui ne perdent jamais de vue le but final et de plus vous amenez sous l'étiquette socialiste des éléments suspects qui viennent de la bourgeoisie.

La paix internationale ? Où donc, dans ces dernières années, en Europe, était menacée la paix universelle, que Jaurès a aussi sauvée ? (*Grande hilarité.*) *Parler* pour la paix universelle, nous l'avons fait aussi. Mais, contrairement à nous, vous votez le budget de l'armée et de la marine (*Les jaurésistes* : *Non !*), le bud-

(1) Bismarck a dit au Reichstag, en 1894, que s'il n'y avait pas de socialistes, il n'y aurait jamais eu de lois ouvrières.

get colonial (*Les jaurèsistes : Non !*), les impôts indirects (*Et vous ?*), les fonds secrets (*Bruit chez les jaurèsistes*), et par là, vous donnez votre appui à tout ce qui peut menacer la paix. (*Vifs applaudissements.*) Le vote de confiance qui est dans l'approbation du budget, nous ne pouvons pas, nous, le donner à un gouvernement bourgeois. (*Vifs applaudissements.*)

Jaurès espère encore, de cette collaboration avec les partis bourgeois, l'étatisation des chemins de fer et des mines. Un des points les plus importants de son programme a donc été réalisé par l'Allemagne, gouvernée monarchiquement. (*Rires.*) (1).

Bebel répondit encore aux critiques que Jaurès avait adressées aux allemands sur leur défaut d'esprit révolutionnaire. Il lui rappela spirituellement que la France devait le suffrage universel à Napoléon III, la république à Bismarck, et termina par la citation de la phrase décisive où Jaurès, dans *Cosmopolis*, répudiait en 1898 la participation au pouvoir, et qui a souvent été reproduite dans cette Revue.

Mais Jaurès, maintenant, était bien loin de tout cela. Depuis cinq jours, il avait pu se convaincre des sentiments de la presque unanimité du Congrès. La commission avait voté la motion de Dresde, le Congrès allait la voter. Abandonnant la partie perdue, il voulut du moins frapper un grand coup. Il parla, non pas pour le Congrès, mais pour le grand public et pour la France, et ce fut une véritable déclaration de guerre à la méthode du socialisme international qu'il lança.

« — Je ne suis pas, dit-il, de la majorité. Et même, ajouta-t-il avec une franchise que lui et ses amis ont très vite oubliée,

Je n'ai pas le droit de parler au nom de la majorité qui a adopté la motion Adler-Vandervelde, car parmi ceux qui ont adopté cette motion, beaucoup n'approuvent pas, beaucoup blâment même la tactique politique suivie par la majorité du Parti

(1) Ces citations sont empruntées au *Socialiste*, qui a donné dans son numéro du 28 août le discours de Bebel d'après le *Vorwaerts*.

auquel j'appartiens. Je m'engage ici que moi-même et la majorité de mes mandants.

Il se défendit d'examiner la motion de Dresde, déclarant qu'il voulait simplement marquer la position et le point de vue des jaurésistes dans le socialisme international.

Ce fut le tour du monde socialiste en trois quarts d'heure. Il reprocha aux Anglais de n'avoir pas assez coopéré au mouvement réformateur libéral, ce qui a éloigné d'eux les Trade-Unions. A Ferri, qui, quelques instants plus tard, allait demander, en connaissance de cause, j'imagine, le vote de la motion de Dresde, au nom de son parti désabusé du réformisme, il fit craindre la concurrence du parti radical en voie de reconstitution. Il annonça aux Belges, qui s'en doutent, la défaite prochaine du cléricalisme, et le début pour eux de la crise libérale. Il s'en prit enfin aux allemands :

... Certes, vous êtes un grand et admirable Parti... Vous êtes l'avenir de l'Allemagne... Mais entre votre apparente puissance politique,.. et la force réelle d'influence et d'action, il y a un contraste qui apparaît d'autant plus grand que grandit votre force électorale.

Ah ! oui, au lendemain de ces élections de juin qui vous ont donné trois millions de suffrages, ceci a éclaté à tous les yeux : que vous aviez une force admirable de propagande, de recrutement, d'enrôlement, mais que ni les traditions de votre prolétariat, ni le mécanisme de votre constitution ne nous permettaient de jeter dans l'action d'utilité et de réalité, dans l'action politique, cette force en apparence colossale de trois millions de suffrages.

— Fallait-il donc, répondit Bebel, au milieu des rires, mobilise, ces trois millions d'hommes et les amener devant le Palais royal ? —

« Deux moyens d'action essentiels vous échappent encore, dit-il : vous n'avez ni l'action révolutionnaire, ni l'action parlementaire. Vous avez reçu d'en haut le suffrage universel, et votre parlement n'est qu'un demi-parlement.

Ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, sur la garantie de la paix, sur la garantie des libertés publiques, sur le progrès du socialisme et du prolétariat, ce qui pèse sur tout le progrès politique et social de l'Europe et du monde, ce ne sont pas les compromissions prétendues, ce ne sont pas les expériences aventureuses des socialistes français unis à la démocratie pour sauver le liberté, le progrès, la paix du monde : ce qui pèse sur tous, c'est l'impuissance politique de la démocratie socialiste allemande. (Profonde sensation) (1).

L'adoption dans ce Congrès international de la résolution de Dresde signifie que le socialisme international, dans tous ses pays, dans tous ses éléments, dans toutes ses forces, s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire mais forcée, de la démocratie allemande.

Le socialisme international était bien decidé en effet à s'associer à cette impuissance formidable. Il écouta encore quelques orateurs Anseele qui vint, lui, froidement, déclarer que Jaurès n'allait pas assez loin, et se prononcer nettement pour la participation : « Si on nous offre un ministère, nous l'accepterons en disant : Grand merci ! A quand le second, monsieur ? » Vaillant, qui, en réponse à quelques tentatives de division faite par Jean Jaurès, affirma la parfaite solidarité de tout le « Parti socialiste de France », Adler, qui, motivant sa résolution, déclara une fois de plus que son Parti était tellement d'accord avec la majorité que si sa résolution était repoussée, il voterait la motion de Dresde, — Ferri enfin qui fit un vibrant appel à l'union sur le terrain révolutionnaire (2).

Puis, on passa au vote.

Le vote.

La motion Adler Vaudervelde fut rejetée par 21 voix contre 21.

---

(1) La sténographie est de l'*Humanité* ; les appréciations aussi.

(2) Son discours a été reproduit d'après l'*Avanti*, dans le *Socialiste* du 11 septembre, trop tard malheureusement pour nous.

Pour : Angleterre 2 votes, Australie et Transvaal 2, Argentine 2, Autriche 2, Belgique 2, Danemark 2, France 1, Hollande 2, Norvège 1, Pologne 1, Suède 2, Suisse 2.

Contre : Allemagne 2 votes, Bohême 2, Bulgarie 2, Espagne 2, Amérique 2, France 1, Hongrie 2, Italie 2, Japon 2, Norwège 1, Pologne 1, Russie 2.

La motion de Dresde acceptée par 25 voix contre 5, et 12 abstentions :

Pour : Angleterre 1 vote, Allemagne 2, Bohême 2, Bulgarie 2, Espagne 2, Amérique 2, France 1, Autriche 2, Hongrie 2, Italie 2, Japon 2, Norwège 1, Pologne 2, Russie 2. Total 25.

Contre : Angleterre 1 vote, Australie 2, France 1, Norwège 1. Total 5.

Abstentions : Argentine 2 voix, Belgique 2 Danemark 2, Hollande 2, Suisse 2, Suède 2.

A la commission, le résultat avait été un peu différent. La motion Adler avait été rejetée par 24 voix contre 16 :

Pour : Argentine (2), Autriche (2), Belgique(2), Danemark (2), France (1), Hollande (2), Norvège (1), Pologne (1), Suède (2) Suisse (1).

Contre : Angleterre (2), Allemagne (2), Boême (2), Bulgarie (2), Espagne (2), Etats-Unis (8) France (1), Hongrie (2), Italie (2), Japon (2), Norvège (1), Pologne (1), Russie (2), Suisse (1).

Tandis que la motion de Dresde avait été acceptée par 29 voix contre 3 en 10 abstentions :

Pour : Angleterre (2), Allemagne (2), Autriche (2), Bohême (2), Bulgarie (2), Espagne (2), Etats-Unis (2), France (1), Hollande (2), Hongrie (2), Italie (2), Japon (2), Pologne (1), Russie (2), Suisse (1).

Contre : Argentine (2), France (1).

Abstentions : Belgique (2), Danemark (2), Norvège (2), Pologne (1), Suède (2), Suisse (1).

Ces votes ont, du côté Jaurésiste, fait couler des flots d'encre.

On a tenté, bien entendu, de prouver que la majorité réelle était opposée à la motion de Dresde d'alléguer que toutes les nations où fleurit le régime parlementaire étaient avec Jaurès, et les pays dépourvus de liberté politique contre lui. La *Petite République* a célébré le « triomphe des Bon Sens » (1), l'*Humanité* « l'Echec moral de la motion de Dresde » (2) ; le plus fidèle des disciples du maître a même évoqué notre énorme *minorité* » (3). Il fallait bien s'attendre à ce bluff misérable : On emploie les arguments qu'on peut...

Malheureusement, toutes ces plaisanteries ont ces prémisses pour base que la motion Adler-Vandervelde est une motion jaurésiste. Je pense avoir donné la preuve du contraire : s'il en fallait une de plus — et l'on ne saurait la trouver meilleure —, on la trouverait dans l'article de l'*Arbeit e Zeitung* (4) où Adler résume ses impressions du congrès. Il constate que sa motion ne se distinguait de celle de Dresde que par la forme. que c'est le désir d'épargner des camarades qui l'a fait voter par un grand nombre de délégués, et qu'elle eut réuni peut-être l'unanimité des suffrages « si Jaurès avait su se décider à exprimer clairement sa position en s'abstenant de voter, au lieu de suivre les opportunités tactiques du moment et de se prononcer pour elle »

Il a voulu l'équivoque, et c'est affaire à lui. Qu'il ne s'étonne pas si aujourd'hui des camarades, dont il tente de travestir les intentions, rectifient en termes fort peu agréables. Nos amis de la *Social Démocratic Fédération*, qui ont, avec les quatres autres fractions anglaises, voté la motion Adler Vandervelde, écrivaient peu après dans leur organe *Justice* :

---

(1) Numéro du 20 août.
(2) Numero du 21 août.
(3) 24 août. A. Thomas: *Après le Congrès*.
(4) Cité dans le *Socialiste* du 28 août.

Nous regrettons très profondément de voir que Jaurès, dans son article de tête de son journal l'*Humanité*, numéro du 22 août, transforme entièrement la sens du congrès d'Amsterdam en ce qui concerne la résolution Adler Vandervelde et celle de Dresde, et qu'il le fait d'une manière qui ne peut passer ni pour du bon reportage, ni pour de la bonne foi.

C'est précisément ce que nous avaient annoncé par avance ses adversaires les plus déclarés : pour notre part, nous ne l'en avions pas cru capable. Espérons que lorsque le souvenir de la défaite s'efforcera, il adoptera un ton plus froid et plus raisonnable. Autrement, l'observation satirique d'un de ses partisans serait complètement vérifiée : — « Nous avons perdu le Congrès de Paris à essayer de sauver Millerand ; je crains fort que nous n'ayons perdu le Congrès d'Amsterdam à essayer vainement de sauver Jaurès ». Nous admirons et nous aimons tous Jaurès ; mais plus tôt il reconnaîtra qu'il n'est pas plus indispensable au mouvement socialiste que ne l'était Millerand, mieux ce sera pour lui et pour la France.

Quant au procédé qui consiste à vouloir empêcher les « petites » nations d'exprimer leur opinion, personne ne songe à prétendre que le mode de votation en usage dans les congrès internationaux soit idéal, puisque le Bureau International a été invité à en chercher un meilleur pour l'avenir. Mais il faut une certaine audace pour reprocher à la majorité les voix du Japon quand on a celles du Transvaal et de la République Argentine, lorsqu'on a tout fait, surtout pour les avoir, cesdeux malheureuses voix (1).

Les amis de Jaurès étaient moins scrupuleux sur ce chapitre, lorsqu'au premier congrès (Paris, 1889), d'accord avec les autres fractions françaises, pour éclipser le congrès possibiliste, ils multipliaient les nations représentées allaient jusqu'à créer la « nation » d'Alsace-Lorraine. Lui-même était moins chatouilleux lorsqu'en 1896, à Londres, les

(1) Katayama, au Congrès, se plaignait à qui voulait l'entendre de la pression exercée sur lui pour l'amener à changer son vote de la commission, ou tout au moins à s'abstenir, — et cela suffit à juger les plaisanteries qu'on lui adresse !

les petites nations apportaient leurs voix pour écraser les anarchistes.

Mais il est si beau de pouvoir dire : ce sont les pays démocratiques et parlementaires, c'est l'Angleterre, la Suisse, la Hollande, le Danemark, qui nous ont donné leur approbation ! Il faut, hélas, en rabattre. D'abord, la Hollande a voté la motion Adler et s'est abstenue sur celle de Dresde ; mais la délégation, en agissant ainsi, s'est mise en contradiction avec le Parti, qui seul importe, et qui avait décidé, dans son congrès de Dordrecht, de soutenir notre proposition. Puis, une des deux voix anglaises a voté la motion de Dresde, l'autre appartenant aux Trades-Unions dont le mutuellisme pratique et le socialisme d'intention sont depuis longtemps connus.

Les résultats.

Si l'on veut dresser, au point de vue des tendances, la carte du socialisme international, la droite doit se composer, non pas de ceux qui ont voté la motion Adler, mais de ceux qui se sont nettement prononcés contre la motion de Dresde : l'Angleterre (Trades-Unions), l'Australie et le Transvaal, une fraction de la plus petite fraction française, et une fraction de la Norwège. Ceux-là seuls peuvent être réellement comptés comme acquis. Sont en outre douteux ceux qui se sont abstenus, c'est-à-dire l'Argentine, la Belgique, la Suisse, le Danemark et la Suède.

C'est tout, et toutes les phrases du monde n'y changeront rien, Et tout cela, je pense, était déjà connu : personne de nous n'ignore les tendances modérées des coopérateurs belges, l'esprit étroitement pratique des Scandinaves, et l'impossibilité quasi constitutionnelle de la formation d'un parti révolutionnaire dans un pays comme la Suisse, où les

institutions ultra-démocratiques du « referendum » et de l' « initiative » canalisent presque fatalement tout mouvement dans les voies légales. Guesde lui-même, si je ne me trompe, dans un des précédents congrès, a reconnu que la participation au pouvoir en Suisse, où les ministres sont élus comme les députés, et ne subissent pas ou peu la solidarité ministérielle, se présentait dans des conditions toutes spéciales.

On ne peut donc dire en aucune mesure qu'il y ait, dans les diverses fractions du socialisme international, d'autres partis révisionnistes avoués que ceux qui l'ont toujours été dès l'origine. Tous les autres se sont énergiquement prononcés contre le réformisme jaurésiste. Est-ce à dire que tous soient indemnes ? Certes non. Il existe chez un certain nombre d'entre eux une tendance révisionniste ; plusieurs ont eu leur crise ; ceux qui ne l'ont pas eu l'auront. Mais ce qu'il importait de constater, ce qui résulte de l'adoption de la motion d'Amsterdam, et des conditions où elle a été adoptée, c'est qu'en aucun pays, à part les exceptions que j'ai faites, le révisionnisme n'est en majorité ; loin de là, ce qui ressort d'une éclatante façon du Congrès, c'est que Jaurès est presque complètement isolé dans le socialisme international ; et cette constatation, j'imagine, valait bien d'être faite.

Le très grand succès personnel qui lui a été fait, les applaudissements enthousiastes qui l'ont accueilli, comme ils ont d'ailleurs accueilli Bebel, ne doivent point faire illusion. La renommée du « grand tribun » les lui préparait ; son éloquence devait éblouir ceux des étrangers qui ne le connaissaient pas encore, et qui ne peuvent savoir, comme nous, le mal que les rhéteurs ont fait, en France, avec des mots. Mais la portée de ce triomphe personnel se mesure à l'attitude de ce délégué américain qui, apprenant par moi, lors de notre arrivée, à la douane hollandaise, la présence de Jaurès, s'élança comme un fou dans la gare pour « l'aper-

cevoir plus vite », l'applaudit avec rage... et vota contre lui.

Faut-il espérer que ce Congrès marquera dans l'histoire du socialisme une date décisive ? C'est ce qu'il est aujourd'hui difficile de prévoir. Dès maintenant, deux constatations s'imposent :

Pour nous, « Parti socialiste de France », son importance est décisive ; il nous a fait sortir de l'ombre, où nous sommes condamnés à vivre, tant que nous ne pourrons assurer financièrement l'existence d'un journal quotidien. C'est sur notre motion qu'on a discuté. Tous les étrangers peuvent connaître maintenant la situation française ; les voiles se sont dissipés, et ils sont mis en garde contre les travestissements futurs. Tous savent maintenaut quel est en France le Parti Socialiste.

D'autre part, au point de vue général, il marque, internationalement, un recul du révisionnisme. Voilà le point acquis : à moins que, dans chaque pays, celui-ci ne triomphe soudainement ce qui ne paraît guère probable, le socialisme est définitivement rentré dans une route normale. Mais quels écueils nouveaux y rencontrera-t-il ? Quelles seront les préoccupations des futurs congrès internationaux ?

Quelques-uns de nos camarades, comme Labriola dans l'*Avanguardia Socialista*, regrettent que le Congrès n'ait pas discuté plus à fond la grève générale et qu'il l'ait rejetée pour ainsi dire sans lutte. Ils semblent près de voir comme une sorte d'avortement dans cette impuissance à envisager résolument l'un des moyens, indispensables à leurs yeux, de l'action ouvrière. Mais était-ce le moment ? Le rapprochement du socialisme politique et du socialisme ouvrier, c'est la tâche à accomplir dans les pays où, comme en France, ce rapprochement n'est qu'ébauché. La grève générale, c'est peut-être le programme des futurs congrès internationaux. Dans tous nos congrès nationaux, on la discute ; en Allemagne aussi, des symptômes marquent le commen-

cement de l'évolution nécessaire, et Kautsky semble se rendre compte que là est peut-être le remède décisif contre tout mal révisionniste. Mais la question n'est pas prête pour venir ; il y en avait une autre préjudicielle, et celle-là est tranchée, mieux que ne pouvaient le prévoir les plus optimistes d'entre nous. C'est là l'œuvre du Congrès d'Amsterdam, et le résultat du Congrès est la plus belle victoire que le socialisme révolutionnaire pouvait remporter aujourd'hui.

Les conséquences du Congrès en France.

Le Congrès international aura-t-il pour la France des conséquences particulières ? C'est là aussi un point dont il nous faut dire quelques mots.

Au cours de la discussion sur la tactique, Ferri ayant, comme je l'ai dit plus haut, proposé d'ajouter à la motion de Dresde un vœu en faveur de l'unité des partis divisés, Bebel, Kautsky, Adler, Trœlstra et Vandervelde ont tenu à s'y associer au nom de leurs partis. Ils ont présenté la déclaration suivante :

Le Congrès déclare que, pour donner à la classe des travailleurs toute sa force dans sa lutte contre le capitalisme, il est indispensable que, dans tous les pays, en face des partis bourgeois, il n'y ait qu'un Parti Socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat ;

En conséquence, tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme, ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les Congrès internationaux et dans l'intérêt du prolétariat international, vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions.

Pour arriver à ce résultat, le Bureau international et tous les partis des nationalités où l'unité existe, se mettent à leur disposition et leur offrent leurs bons offices.

Cette motion a été adoptée par acclamations par le Congrès tout entier.

Le P. S. de F. s'est toujours déclaré disposé à se rapprocher de tous les socialistes révolutionnaires et ses deux délégués à la commission ont appuyé la motion, corollaire de la motion de Dresde, qui recommandait l'union sur les bases de celle-ci. En conséquence, dans sa séance du 30 août, la Commission exécutive du Conseil Central a rédigé cette déclaration :

Décidé, en ce qui le concerne, à donner immédiatement suite à la motion votée à l'unanimité par le Congrès international d'Amsterdam et portant qu'*il est indispensable que, dans tous les pays, en face de tous les partis bourgeois, il n'y ait qu'un parti socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat.*

Le Parti socialiste de France, par l'organe de sa Commission exécutive, se déclare prêt à faire tout son devoir et à réaliser d'ores et déjà cette unité socialiste sur la base des principes établis par les Congrès internationaux.

Cette déclaration, à laquelle il sera donné toute la publicité possible, sera communiquée au Bureau socialiste international de Bruxelles, ainsi qu'aux Comités directeurs des différents partis socialistes représentés à Amsterdam.

Le P. S. F. de son côté, décidé de mettre la question à l'ordre du jour séance de son Conseil national.

Sortira-t-il quelque chose de la tentative faite par nos camarades étrangers ? Devra-t-on à leur entremise la réconciliation de tous ceux qui acceptent, avec la motion d'Amsterdam, les principes du socialisme révolutionnaire ? Attendons l'avenir.

Quoiqu'il en soit, on ne saurait trop blâmer la nouvelle campagne divisionniste entreprise depuis le Congrès par Jaurès et ses amis. Non content de dénaturer les débats et les votes, ils ont entrepris à l'aide de falsifications nouvelles, une campagne destinée à éloigner de nous leurs camarades abusés. Ils ont travesti les paroles de Guesde pour faire endosser au P. S. de F.

les âneries qu'ils veulent bien lui prêter. Parce que Guesde a caractérisé, avec une vivacité qui s'explique si l'on se souvient dans quelles circonstances il a été amené à parler, mais avec une stricte justice distributive, la conception républicaine de Jausès, on déclare que nous ne sommes pas républicains !

J'ai cité dans le *Socialiste* (1) quelques phrases de Guesde qui coupent court, en ce qui le concerne, à cette invention imbécile. Elles se trouvent dans une lettre adressée par lui le 27 octobre 1878, à la *Marseillaise* et au *Rappel*. Ces deux journaux ayant rendu compte du procès qui lui était fait ainsi qu'à Deville et une vingtaine d'autres, pour avoir tenté de réunir à Paris le premier Congrès socialiste international, il précisait en ces termes certains points de sa défense :

> Ce contre quoi il me faut protester également, c'est contre cette affirmation gratuite du ministère public, que, pour les socialistes de notre espèce, la forme gouvernementale est indifférente, que peu importe la République ou l'Empire.
>
> La meilleure preuve qu'il n'en est rien, c'est que notre organe l'*Égalité* portait en sous-titre « journal républicain socialiste ». C'est, d'autre part, que sa rédaction a toujours été au premier rang des adversaires de l'Empire, de cet empire que servaient assurément, sinon M. le substitut Calary, au moins les juges qui nous ont condamnés hier, au nom de la République d'aujourd'hui.
>
> Théoriquement d'ailleurs, comment la République pourrait-elle ne pas être considérée par tout socialiste sérieux comme un immense pas en avant, alors que la question gouvernementale tranchée dans le sens de la République, il n'y a plus de place que pour les revendications sociales ?

Guesde a tenu à rajeunir, pour dissiper toute équivoque, cette affirmation vieille de vingt-six ans, et voici la lettre qu'il adressait il y a quelques jours à l'*Aurore* (1) :

(1) 3 septembre.

Citoyen Clémenceau,

Rentré d'hier, je ne lis qu'aujourd'hui vos quatre articles de l'*Aurore*, et, malgré la règle que je me suis faite, d'après le poète, de « regarder, de passer et de laisser dire », en songeant que vous n'étiez pas à Amsterdam, je crois devoir vous mettre en garde contre des paroles qui se sont quelque peu déformées en voyageant.

C'est ainsi que, loin de se montrer « indifférent aux avantages de la forme républicaine », mon socialisme a rappelé, après Marx, que la République est le terrain idéal pour la Révolution par nous poursuivie, parce qu'elle met en présence les classes dans leur antagonisme collectif et direct, sans que leur lutte nécessaire puisse être faussée par des calculs et des manœuvres dynastiques. Mais, après avoir affirmé de la sorte la vertu ou la supériorité du régime républicain, j'ai ajouté que si, comme le voulait Jaurès, du fait même de ce régime le prolétariat devait abandonner sa propre bataille, renoncer à faire sa République à lui, pour s'immobiliser dans la défense de la République de ses maîtres, la « République, ainsi entendue et pratiquée, deviendrait le pire des gouvernements ».

C'était la condamnation, non pas de la République, mais de l'usage qu'entendent faire de la République les tenants du socialisme nouvelle méthode.

Ce que vous appelez ma « harangue » ainsi remise au point, recevez, citoyen Clémenceau, mon salut révolutionnaire.

Jules Guesde.

Mais qu'importe? Si cette calomnie est percée à jour, on en découvrira bien d'autres. On essayait en vain, à Amsterdam, de semer la discorde dans notre Parti. On tente aujourd'hui d'approfondir le fossé qui se comble entre nous et la gauche du P. S. F. Il s'agit pour Jaurès, abandonné par le socialisme international, de conserver en France au moins l'ombre d'un Parti. Le bon sens des prolétaires fera-t-il justice de ces manœuvres, et verrons-nous s'il se joint d'autres ordres du jour à ceux des deux groupes qui l'ont jusqu'ici félicité pour sa « brillante défense de la tactique possibiliste[1]»:

(1) Numéro du 8 septembre.

le groupe jaune d'Ivry et les fidèles de Rouanet ? Nous saurons si Jaurès tient décidément à montrer à ceux qui hésitent encore, que l'unité socialiste ne peut plus se faire que contre lui.

André Morizet.

Les résolutions du Congrès

Outre la commission de la tactique, cinq commissions ont été nommées, pour examiner les cinq autres questions portées à l'ordre du jour :

1° *Politique coloniale* (rapporteur Van Kol). Quatre propositions étaient présentées ; deux d'entre elles, celles du P. S. de F. et de l'Allemagne (Stadthagen) condamnaient à peu près toute politique coloniale ; les deux autres, celles de la Hollande (Van Kol) et de la Belgique (Terwagne) tendaient à faire prendre par le parti socialiste une part active à cette politique. Une proposition de De Brouckère, Van Kol et Bracke, tenant compte des diverses opinions émises, a été successivement adoptée par la Commission et le Congrès :

Le Congrès,
Constatant l'exploitation capitaliste toujours plus dispendieuse d'un domaine colonial toujours plus étendu, exploitation sans règles et sans frein, qui gaspille capitaux et richesses naturelles, exposant les populations coloniales à l'oppression la plus rude, souvent la plus sanguinaire, et qui n'amène pour le prolétariat qu'une aggravation des misères ;
Rappelant la décision du Congrès de Paris de 1900, sur la question coloniale et la politique impérialiste.
Déclare qu'il est du devoir des partis socialistes nationaux et des fractions parlementaires :
1° De s'opposer irréductiblement à toutes mesures impérialistes ou protectionnistes, à toutes expéditions coloniales, à toutes dépenses pour les colonies ;

2° De combattre tout monopole, toutes concessions de vastes territoires ; de veiller attentivement à ce que les richesses du monde colonial ne soient pas accaparées par le haut capitalisme ;

3° De dénoncer sans relâche les actes d'oppression dont les populations indigènes sont victimes, d'obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l'exploitation capitaliste, de veiller notamment à ce qu'elles ne soient dépouillées de leurs biens ni par la force, ni par la fraude ;

4° De proposer ou de favoriser ce qui sera de nature à améliorer la condition des indigènes, travaux d'utilité publique, mesures d'hygiène, création d'écoles, etc., et de s'efforcer de les soustraire à l'influence nuisible des missionnaires ;

5° De réclamer pour les indigènes la plus large somme de liberté et d'autonomie compatible avec leur état de développement, en se rappelant que l'émancipation complète des colonies est le but à poursuivre ;

6° De tendre à replacer effectivement sous le contrôle parlementaire la direction de la politique internationale qui, par une conséquence naturelle du système capitaliste, subit de plus en plus l'influence occulte de bandes ploutocratiques.

Une autre proposition, relative aux *Indes anglaises*, présentée par la Social Democratic Federation, a été votée après un discours très applaudi d'un socialiste indien, octogénaire, Dadabhaé Naoroji, qui depuis plus de cinquante ans combat l'odieuse exploitation que subit l'Hindoustan :

Le Congrès de tous les délégués des ouvriers du monde civilisé,

Après avoir entendu des représentants de l'Angleterre et de l'Inde, indiquer comment le gouvernement britannique, en pillant et drainant continuellement et de plus en plus les ressources du peuple, cause à dessein l'extrême appauvrissement, et crée la plaie des famines et des privations, sur une échelle de plus en plus grande, pour plus de 200.000.000 d'habitants du territoire anglais dans l'Inde,

Fait appel aux ouvriers de la Grande-Bretagne pour qu'ils insistent auprès de leur gouvernement pour l'abandon du présent système, exécrable et déshonorant, et pour l'établissement d'un *self-government*, dans la meilleure forme praticable, par les Hindous eux-mêmes (sous souveraineté anglaise).

2° *Assurance Ouvrière* (rapporteur Molkenbuhr) :

La proposition de l'Allemagne, défendue par Molkenbuhr et Wurm, a été adoptée presque intégralement. Elle portait :

Considérant que les travailleurs, dans la société capitaliste, ne reçoivent qu'un salaire à peine suffisant pour faire face aux nécessités les plus pressantes de la vie pendant le temps où ils travaillent ; qu'ils sont voués à la pauvreté et à la misère, dès qu'ils sont empêchés d'utiliser leur puissance de travail soit par maladie, accident, invalidité ou chômage, que femmes, elles sont empêchées de travailler à cause de grossesse ou de maternité,

Considérant de plus que pour tout homme il y a le droit d'existence et que la société a un intérêt évident à soutenir les forces du travail, il faut créer des institutions qui auront pour but d'empêcher la misère des travailleurs et d'éviter la déperdition des forces ouvrières causée par elle.

Dans la société capitaliste, on ne peut mieux atteindre ce résultat que par des lois établissant une assurance efficace des travailleurs.

Les travailleurs de tous les pays doivent donc exiger des institutions propres à prémunir autant que possible la maladie, les accidents et l'invalidité, et des lois d'assurance obligatoire leur donnant le droit d'obtenir les moyens suffisants de vie et d'assistance pendant le temps où il leur est impossible de profiter de leur force de travail, à raison de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse, de grossesse, de maternité ou de chômage.

Les frais des accidents, de l'invalidité ou de la vieillesse et ceux pour les veuves et les orphelins seront prélevés par des impôts sur le capital, sur le revenu et la succession. Là où ce n'est pas le cas, les frais retomberont sur les salaires des ouvriers quand même les patrons interviendraient. Il est donc du devoir pour les ouvriers de réparer cette grande perte de salaire par le renforcement des organisations syndicales.

Les travailleurs doivent exiger que les institutions pour leur assurance soient mises sous l'administration des assurés eux-mêmes et que les mêmes conditions soient accordées pour les travailleurs du pays et pour les étrangers de toutes les nations.

Sur la demande d'Hilquitt (Etats-Unis), le texte suivant a été substitué à celui du second paragraphe, dont l'esprit est plus philanthropique que socialiste :

Considérant que le Parti socialiste, le parti des ouvriers, s'efforce partout d'augmenter le bien-être physique et intellectuel du prolétariat,

Le Congrès international d'Amsterdam réclame la création

d'institutions aptes à amoindrir la misère des ouvriers et à améliorer les conditions du travail.

Paul Louis, au nom du P. S. de F., qu'appuyait la Hollande, a fait en outre des réserves sur le versement des ouvriers, conformément à la décision du Congrès de Lille.

3° *Le Premier Mai et la Journée de Huit heures.*

La proposition de la commission a été adoptée sans discussion :

Considérant que la démonstration des ouvriers au premier mai a pour but de défendre communément, à un jour fixé, et dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier moderne, la cause du prolétariat, spécialement la protection de l'ouvrier par la loi, la journée de huit heures, les revendications de classe et la paix universelle et de démontrer par là l'unité du mouvement et des revendications des ouvriers dans tous les pays ;

Considérant que l'unité de la démonstration n'existe pas, vu que dans chaque pays elle a lieu, non pas le premier mai, mais le premier dimanche du mois de mai :

Le Congrès d'Amsterdam, se ralliant aux résolutions prises par les Congrès socialistes internationaux de Paris en 1889, de Bruxelles en 1891, de Zurich en 1893 et de Paris en 1900, invite les partis socialistes et les syndicats de tous les pays à organiser, avec la plus grande énergie, des démonstrations annuelles, le 1er mai, afin de revendiquer l'institution légale de la journée de huit heures et de défendre les revendications de la classe ouvrière et la cause de la paix universelle. Or, cette démonstration ressort le mieux dans la suspension de tout travail le 1er mai.

Le Congrès indique comme devoir à toutes les organisations prolétariennes de lutter pour instituer le chômage le 1er mai, et d'abandonner le travail, partout où cela peut être fait sans nuire aux intérêts des ouvriers.

4° *La Grève générale* (rapporteur Henriette Roland-Holst).

La proposition présentée par le Parti ouvrier socialiste hollandais, qui l'avait votée dans son dernier Congrès, à Dordrecht, a été adoptée par la commission à l'unanimité moins quatre voix. Combattue en séance par Friedeberg (Allemagne), qui lui reprochait d'éloigner les anarchistes au lieu de chercher à les ramener, par Allemane, Meslier et

Wilm, qui présentaient une autre proposition, par Briand, qui la trouvait à la fois trop prudente et trop hardie, défendue par Robert Schmidt (Allemagne) et Vliegen (Hollande), elle a été adoptée par 36 voix contre 4 et 3 abstentions (les deux fractions françaises et le Parti Socialiste Révolutionnaire de Russie). La proposition du P. O. S. R. et celle du P. S. de F. avaient été rejetées au préalable.

Le Congrès socialiste international,

Considérant :

Qu'il est désirable que la démocratie socialiste se prononce sur la « grève générale » ;

Que les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat ;

Déclare la « grève générale » si l'on entend par là la cessation complète dé tout travail à un moment donné, inexécutable parce qu'une telle grève rendrait chaque existence, celle du prolétariat comme tout autre, impossible ;

Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière ne saurait être le résultat d'un tel effort subit,

Qu'il est, au contraire, possible qu'une grève qui s'étendrait soit sur un grand nombre de métiers, soit sur les plus importants d'entre eux au fonctionnement de la vie économique, se trouverait être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ou de se défendre contre les attentats réactionnaires sur les droits des ouvriers,

Avertit ceux-ci de ne point se laisser influencer par la propagande pour la « grève générale », dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative ;

Et invite les ouvriers à augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la politique, si celle-ci, un jour, se trouvait être nécessaire et utile.

5°) *Trusts et Chômage* (rapp. Wibaut).

Une première résolution ayant été renvoyée par le Congrès à la commission comme insuffisante, celle-ci en rapporta une autre, qui fut acceptée sans discussion :

Les trusts ont leur développement complet même dans la concurrence entre les maitres de la production. Ils deviennent graduellement des associations gigantesques et solidement organisées, nationalement ou internationalement, qui mènent souvent à un monopole réel de plusieurs industries.

Les trusts sont une conséquence inévitable de la concurrence dans un système de production basé sur les bas salaires. Dans ces grandes associations, les capitalistes de tous les pays et de toutes les industries forment des puissances composées sur la base de leurs intérêts communs. Aussi les conflits entre la classe capitaliste et la classe ouvrière deviennent toujours plus accentués.

La production est réglée diminuant les gaspillages et assurant l'efficacité du travail, mais tout le bénéfice est pour le capitalisme, tandis que l'exploitation du travailleur est intensifiée.

Considérant ces vues et en présence d'expériences probantes montrant la futilité de la législation contre les trusts, le Congrès international d'Amsterdam, affirmant les conclusion du Congrès de Paris, déclare :

1° Que les partis socialistes de tous les pays doivent s'abstenir de participer à une tentative quelconque pour prévenir la formation de trusts ou pour restreindre leur développement ;

2° Que les efforts des partis socialistes doivent tendre vers la socialisation da la production ayant pour but l'utilité générale et d'éliminer les profits. La méthode pour établir cette socialisation et l'ordre dans lequel elle s'effectuera, seront déterminés par notre puissance d'action et par la nature des industries trustifiées ;

3° En face de ces derniers ennemis qui menacent les organisations économiques par la consolidation des forces capitalistes, les ouvriers du monde entier doivent opposer un pouvoir organisé nationalement et internationalement comme la seule arme contre l'oppression capitaliste et l'unique moyen de renverser la société bourgeoise en établissant le socialisme.

6° *Emigration et Immigration* (rapp. Uguarte).

Cette question était venue pendant les derniers instants du Congrès, et le temps manquant pour la discuter, a été, sur la demande de Keir Hardie, renvoyée au prochain Congrès.

Suffrage des femmes. — Enfin, une proposition des femmes socialistes d'Allemagne, adoptée à Dresde, a été adoptée par le Congrès d'Amsterdam :

Dans les luttes que le Prolétariat méne pour la conquête du suffrage universel, égal, direct et secret aux parlements et aux conseils communaux, les partis socialistes doivent revendiquer par des propositions le suffrage des femmes ; cette revendication doit être maintenue comme principe dans la propagande et défendue avec énergie.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

et le Socialisme

II^e PARTIE

(SUITE ET FIN)

FRANCE

Débats du Congrès de Lille

Le Congrès du P. S. de F., tenu à Lille du 9 au 11 août 1904 avait à son ordre du jour la question de la grève générale. Il n'a pas paru de compte rendu analytique officiel de la discussion. Mais le citoyen Kritchewsky, correspondant du *Vorwaerts*, en a donné, dans ce journal, un résumé assez complet.

C'est ce résumé que nous reproduisons ici. Le citoyen Kritchewsky a bien voulu nous en donner lui-même la traduction.

Première journée. Séance de l'après-midi, 9 août.

Vaillant insiste sur la nécessité de préciser l'attitude du Parti à l'égard de la grève générale, et cela de manière à la reconnaître comme un des moyens révolutionnaires.

Lafont (Paris) motive brièvement le projet de résolution suivant, adopté par la Fédération de la Seine :

« Le P. S. de F., parti de classe et de révolution menant la lutte anticapitaliste sur tous les terrains, ne peut qu'encourager la propagande en faveur de la grève générale, qui est une forme d'action révolutionnaire adaptée aux conditions économiques modernes et à l'organisation corporative du prolétariat. »

Ce projet de résolution est également appuyé par la Fédération de la Lorraine.

Guesde : Avant de se prononcer sur la grève générale, il faut savoir ce que ce mot signifie. La grève générale est, à proprement parler, d'origine patronale. C'est, tout d'abord, en Angleterre que les patrons ont transformé des grèves partielles des trades-unions en grèves générales au moyen du *lockout*, dans le but de briser l'action ouvrière. Si la grève générale signifie une grève corporative généralisée, le Parti ne saurait aucunement y engager sa responsabilité. C'est aux

ouvriers seuls d'en décider, sous leur propre responsabilité. Signifie-t-elle un moyen de la révolution sociale ? Les socialistes hollandais y ont déjà répondu : la suspension générale du travail serait la suspension de l'existence pour les ouvriers, leur condamnation à mort.

En France, on a commencé, en 1895 (au Congrès corporatif de Tours), par recommander la grève générale comme un moyen légal qui pourrait se substituer à la révolution politique. Dès le commencement, la grève générale est ainsi apparue comme un moyen dirigé contre l'action politique, comme une véritable manœuvre contre la méthode politique du Parti socialiste, cette méthode qui, par rapport à la grève, représente l'arme d'artillerie du prolétariat. Plus tard, la grève générale a été proclamée un moyen révolutionnaire, un moyen de la révolution sociale, 4 à 5 millions de travailleurs, disait-on, quitteraient les ateliers et réduiraient ainsi à l'impuissance les 4 à 500.000 soldats dispersés un peu partout. C'est un rêve ! Il est inadmissible que des millions d'ouvriers soient prêts à mourir de faim pour leur classe, quand pour leur classe ils ne veulent même pas mettre dans l'urne un bulletin de vote ! Enfin, on concevait la grève générale comme le résultat d'une grève générale d'un seul métier important, qui forcerait les ouvriers des autres métiers à entrer dans le mouvement. Prenez-garde ! Cette conception équivaut à vouloir violenter le prolétariat. Or, les ouvriers violentés seraient capables de faire cause commune avec les patrons ! (*Applaudissements*).

Et puis, il faut aussi prendre en considération l'attitude des paysans. Lésés dans leurs intérêts par la grève générale, ne seraient-ils pas poussés dans le camp de la bourgeoisie ? Et cependant, nous ne pouvons pas faire la révolution contre la volonté des paysans. La grève générale en tant que moyen de révolution mettrait contre la révolution les fourches des paysans à côté des fusils des soldats.

Le mot « grève générale » a déjà fait beaucoup de mal. Grève générale ! et l'on ne s'organise plus ! Grève générale et l'on ne vote plus ! Grève générale ! et l'on méprise les *politiciens* auxquels on reproche d'exploiter les travailleurs. Le mot « grève générale » sert d'arme contre *toutes* les écoles du socialisme, aussi bien contre le P. S. de F. que contre le P. S. F. Actuellement, la phrase grève-généraliste fait plus de mal au socialisme que le ministérialisme. Celui-ci se discrédite de plus en plus aux yeux des travailleurs, tandis que le fantôme de la grève générale apparaît sous l'espèce d'une forme mystérieuse et miraculeuse qui éblouit et charme les travailleurs. De plus, l'ouvrier qui se détourne du Parti pour passer à la grève générale croit devenir plus révolutionnaire. Et l'on nous demande de fortifier de nos propres mains ce fantôme dangereux, de détruire notre œuvre, de miner notre Parti, et encore à Amsterdam, sur le terrain international ? ! Je ne le conçois pas ! (*Vifs applaudissements*).

Une voix : Comment se fera, selon vous, la révolution ?

Guesde : Les révolutions ont toujours été faites de la même façon, toujours avec l'armée, jamais contre elle. C'est ainsi que nous vaincrons, nous aussi. En particulier, nous avons toujours considéré l'action électorale comme un moyen de préparer la révolution, un moyen de déloger la bourgeoisie, en y pénétrant, de sa citadelle législative ! (*Salve d'applaudissements.*)

La citoyenne Sorgue : Si la grève générale est rayée de notre tactique, les travailleurs se détourneront de plus en plus du Parti et passeront à l'anarchisme.

Landrin : Moi aussi, je repousse la grève générale en tant qu'unique et seul moyen de révolution. Mais on doit la reconnaître comme un des moyens révolutionnaires. Les arguments du citoyen Guesde contre la grève générale peuvent aussi bien être dirigés contre la révolution en général ! Les

paysans seront forcément lésés par la révolution quelle qu'en soit la forme. Les mêmes travailleurs qui n'ont pas le courage de mettre dans l'urne un bulletin de vote socialiste, s'exposent pourtant à la faim en faisant grève contre le patron. De même, les travailleurs arriérés au point de vue politique pourraient bien participer à la grève générale.

Si nous nous prononçons contre la grève générale, les libertaires nous confondront avec les ministériels encore plus et plus efficacement qu'auparavant. Nous regrettons tous que notre action sur la masse ne soit plus grande. Pour l'accroître, il faut, en première ligne, nous rapprocher des syndicats. Or, la condamnation de la grève générale creuserait encore plus profondément le fossé entre le Parti et les syndicats !

La grève générale englobant 4 à 5 millions d'ouvriers est une impossibilité, c'est vrai ; mais une grève générale peut tout de même amener la révolution, par exemple, à la suite d'un conflit entre l'armée et les grévistes. Il n'est pas dit que les révolutions doivent se faire toujours de la même façon. En 1848, il n'y avait pas encore de syndicats, presque pas de grèves. Dans ce temps-là, le fusil et la barricade étaient nécessairement le seul et unique moyen de révolution. Depuis, les choses ont changé. Nous nous sommes tous réjouis de l'adhésion de la Fédération de Saône-et-Loire au Parti. Eh bien, si les mineurs de là-bas sont arrivés à former une puissante organisation politique, cela a été le résultat d'une série de grèves. Le citoyen Guesde a précisé, pour les combattre, diverses formes de la grève générale. Cela ne prouve rien. Il est impossible de prévoir l'évolution à venir d'une façon aussi précise que l'a fait le citoyen Guesde. De même, les exemples des grèves générales échouées ne prouvent rien. Il y a eu aussi beaucoup de révoltes armées qui ont échoué, et cependant d'autres révoltes ont été victorieuses. En termi-

nant, l'orateur appuie la proposition de Vaillant. (*Applaudissements.*)

Guesde se défend d'avoir voulu, en combattant la grève générale, séparer le Parti des syndicats et de l'action syndicale.

Vaillant : Je suis d'accord avec le citoyen Guesde pour dire que nous, parti politique, devons donner la préférence à l'action politique. Mais la grève générale peut amener, sous la forme corporative, un profond entraînement révolutionnaire populaire. Il est impossible de prévoir l'avenir dans tous ses détails et d'une façon précise. On peut supposer que la grève pourrait servir de moyen pour conquérir des droits politiques, pour repousser des attentats réactionnaires. Dans chaque époque, les révolutionnaires ont employé des armes différentes.

Avec Landrin l'orateur met le Congrès en garde contre les conséquences d'une condamnation de la grève générale, qui ne pourrait que favoriser l'action libertaire. Nous devons combattre la grève générale en tant qu'une panacée ; nous ne pouvons la considérer ni comme le moyen unique ni comme le moyen principal ; mais nous devons la déclarer pour un des moyens révolutionnaires possibles.

Deuxième journée. Séance du matin, 10 août.

Il y a encore 16 orateurs inscrits. Le Congrès décide de clôturer la liste des orateurs et de limiter le temps de chaque orateur à 5 minutes.

Dreyfus (Belfort), du Conseil d'administration de la Bourse du travail de Belfort, parle en faveur d'un projet de résolution pour la grève générale.

Doizié (Paris) est d'avis que les arguments des partisans de la grève générale ont pour point de départ la peur des

syndicalistes. Pas de concessions à une opinion fausse et dangereuse pour le Parti ! D'ailleurs, le courant grève généraliste à la Bourse du travail de Paris est tout à fait superficiel. Les ouvriers parlent de la grève générale sans y attacher une importance quelconque. Ce n'est qu'une phrase.

LANDRIN : Les ouvriers parlent dans les ateliers de la révolution sociale. Serait-ce aussi une phrase ?

MARCEL CACHIN (Bordeaux) parle dans le même sens que Doizié.

VAILLANT rectifie qu'il n'a nullement entendu faire des concessions à une opinion qui n'est pas la sienne. Il s'agit de voter en faveur de la grève générale une résolution socialiste et non pas anarchiste.

GHESQUIÈRE (Lille) repousse la grève générale en raison de l'expérience de la récente grève textile du Nord. D'ailleurs, pourquoi veut-on déclarer pour un moyen révolutionnaire précisément la grève générale et pas autre chose ? Sommes-nous donc en train d'élaborer des moyens précis de la révolution sociale ? Ce qu'il nous faut, c'est éclairer les travailleurs, les organiser, les mettre en garde contre les grèves qui échouent si souvent. Ce qu'il nous faut, c'est organiser les travailleurs dans les syndicats — non pas pour faire la grève, mais pour exercer une pression efficace sur les pouvoirs publics.

En terminant, Ghesquière propose l'ordre du jour pur et simple.

CHERADAME (Paris) plaide pour la grève générale dans le sens de Vaillant et de Landrin : La question ne peut pas être éliminée par notre silence, elle reviendra toujours et s'imposera quand même. Celui qui est partisan de tous les moyens révolutionnaires, doit reconnaître aussi la grève générale. Nous nous occupons de cette question dans tous nos Congrès. Il faut la trancher une bonne fois. D'ailleurs, le Congrès de Japy (1899) a déjà décidé, et à l'unanimité, de

comprendre la grève générale parmi les moyens révolutionnaires.

Lafargue : Le citoyen Cheradame a dit la vérité en affirmant que le centre du courant grève-généraliste se trouvait à Paris. En province, on n'en voit rien. Quels sont les promoteurs de l'idée de la grève générale ? Ce sont MM. Briand et Pelloutier, des hommes qui ont cherché à fonder un parti à eux contre le parti socialiste. Le mot « grève générale » n'a pas de sens précis ; il est, par conséquent, dangereux. Les sympathies des ouvriers me sont aussi précieuses qu'aux autres. Mais cette considération ne doit pas nous amener à nous mettre sur une voie dangereuse. Pour les socialistes, la grève générale ne saurait avoir plus de valeur révolutionnaire que les grèves partielles. Nous avons toujours défendu et aidé les grévistes, mais nous n'avons jamais pris l'initiative d'une grève. Devrions-nous donc, dès maintenant, changer cette tactique au désavantage de l'action politique? — Si certaines grèves ont abouti à des résultats favorables au point de vue politique, c'est grâce à l'action consciente du parti socialiste poursuivant ce but. Il ne saurait être de même de la grève générale qui repose sur une conception anti-politiqne. Nous ne pouvons dire dans notre résolution qu'une seule chose : *Si* une grève générale éclate, nous devons nous mettre du côté des travailleurs, tout comme dans une grève partielle. Une résolution dans ce sens serait un moyen de nous entendre, d'arriver à un vote unanime.

Guesde : C'est un fait qu'une grève peut amener des résultats révolutionnaires. Mais est-ce une raison pour nous de systématiser les grèves, d'en prendre l'initiative ? Dans certains pays et sous certaines conditions, une bombe peut aussi avoir des effets révolutionnaires. Mais serait-ce une raison pour nous de jeter des bombes? Le grève-généralisme et le socialisme sont incompatibles. Là où le prolétariat est

privé des droits politiques, où, par conséquent, il n'est pas à même d'agir politiquement, la grève peut bien servir de moyen de pression. Nous l'avons vu en Belgique. De même en Allemagne, pour le cas où le suffrage serait supprimé, nos camarades seront obligés d'employer la grève comme arme de défense s'ils ne sont pas assez forts pour faire la révolution. La grève générale, on l'a déjà dit, c'est la barricade des fainéants. Elle est le succédané de la barricade. Notre devoir est de libérer les travailleurs syndiqués de la nébuleuse idée grève-généraliste. Une résolution en faveur de la grève générale n'augmenterait pas l'influence du parti dans la masse ouvrière, elle la détruirait, car elle serait la condamnation de l'action politique. Nous avons, au contraire, à éduquer et à organiser les travailleurs pour l'action politique, et c'est dans ce but seulement que nous devons pénétrer dans les Bourses du travail. Le succès est possible. Le mot d'ordre : « Pas de politique dans les Bourses du travail ! » s'explique trop souvent par les subventions accordées aux Bourses par des municipalités bourgeoises, et non pas par les propres convictions des syndiqués. Les arguments contre la grève générale ne peuvent pas être tournés contre la révolution. On peut faire la révolution avec une minorité, non pas la grève générale. Notre résolution devrait indiquer la forme violente, insurrectionnelle de la révolution.

Tanger (Paris) : rappelle les résolutions en faveur de la grève générale adoptées par des Congrès antérieurs du Parti : on ne peut donc pas dire que nous voulons changer de tactique. La grève générale est très populaire parmi les ouvriers et elle a contribué à amener les syndiqués à une conception révolutionnaire. Les syndiqués grève-généralistes ne sont plus les mendiants de subventions dont on a parlé le citoyen Guesde. Nous ne pouvons pas voter une résolution qui nous interdirait toute action dans les syndicats.

L'idée de la grève générale n'est nullement antisocialiste en soi, elle ne l'est qu'autant qu'elle est prônée et utilisée à leurs fins par les libertaires. Le Parti peut l'utiliser dans un but socialiste. Une résolution contre la grève générale aboutirait à ceci que nos camarades qui militent dans les syndicats seraient mis dans le même sac que les opportunistes.

Journoud (Montceau-les-Mines), demande des éclaircissements sur le sens de la grève générale et sur les moyens de la réaliser : Dans le département si industriel de Saône-et-Loire il a été impossible d'organiser une grève générale même dans quelques usines. L'expérience du Creusot démontre l'effet destructif de la nébuleuse idée grève-généraliste. Un syndicat qui, pendant un certain temps, comptait 6000 adhérents, n'existe plus. A Montceau, on est revenu de l'emballement grève-généraliste et, depuis, nous avons là-bas des syndicats forts et une forte organisation politique.

Rappoport. Ce que l'on appelle grève générale est un nonsens. Si la grève est générale, ce n'est plus une grève. Il faut certes amener les syndiqués au Parti. Mais le bon moyen pour cela n'est pas de flatter tous les dadas de la masse ouvrière. D'ailleurs, il nous est impossible de voter une résolution de nature à donner satisfaction aux grève-généralistes, tout en restant fidèles à la conception de notre Parti. Notre action sur la masse ouvrière est à la longue sûre du succès, parce que notre conception est plus large et plus vraie. On parle de la popularité de la grève générale. Le réformisme, le jaurèsisme sont encore plus populaires — devrions-nous donc pour cela leur faire des concessions ? Notre mission historique consiste à combattre les courants temporaires et dangereux qui peuvent se manifester parmi les travailleurs.

Renard (Lille), secrétaire de la Fédération textile, se

réfère à l'expérience de la grève textile du Nord : Ce sont précisément les grève-généralistes qui sont restés à l'écart de ce mouvement, tandis que nous avons fait notre devoir. La majorité de la Fédération textile est d'avis que si les ouvriers avaient fait pour l'action politique autant de sacrifices que pour l'action économique, on aurait abouti depuis longtemps à des résultats de beaucoup meilleurs. La grève générale n'est possible qu'à la condition d'être un mouvement de quelques corporations importantes ayant pour but d'obtenir des réformes ou de faire triompher des revendications déterminées. Dans ce cas-là, le Parti aurait naturellement le devoir de soutenir les organisations syndicales. — L'orateur dépose une résolution dans ce sens.

Bracke : Les grèves, aussi bien partielles que générales ou généralisées, sont une arme inférieure, moins efficace que l'action politique. C'est ce que nous devons dire aux ouvriers. De plus, chaque grève est d'autant plus sûre du succès que la classe ouvrière est en même temps plus fortement organisée sur le terrain politique. Au Congrès d'Amsterdam nous rencontrerons une disposition d'esprit créée chez divers partis socialistes par le fait qu'ils ont à souffrir jusqu'à un certain degré de l'inégalité politique. Les Allemands discutent depuis un certain temps sur une chose qu'ils répugnent à appeler grève générale, parce que ce mot se rattache à la conception anarchiste. Ils parlent d'une *grève de masses*, et ce, le cas échéant, dans le but de reconquérir le suffrage universel. Ils y sont encouragés par le succès de la grève suédoise pour le suffrage universel. Cependant, cette grève a réussi parce qu'elle a surpris la bourgeoisie. Pour réussir, la grève de masses ne doit pas être organisée d'avance. Comment donc y arriver ? Parvus et Kautsky ont donné cette réponse: Par l'organisation politique. C'est cette manière de voir que nous devons défendre

à Amsterdam. L'arme moderne, c'est l'action politique, non pas la grève.

Lefèvre plaide en faveur de la résolution proposée par la Fédération de la Seine. Il rappelle que l'ancien P. O. F. n'avait aucune influence à Paris : c'est qu'il a été hostile à la grève générale. Cependant, pour conquérir le pouvoir politique, il faut être fort à Paris, il faut gagner les travailleurs parisiens.

Chauvin (Paris) : S'il est vrai que la faiblesse du P. O. F. à Paris s'explique par la cause qu'on vient d'indiquer, je propose de mettre la grève générale sur le programme électoral (*Rires*). Les délégués de province vous l'ont déjà dit : là où il existe des syndicats puissants, on n'entend pas parler de la grève générale ; et, d'autre part, là où l'on est emballé pour la grève générale, les syndicats sont faibles, L'orateur se prononce énergiquement contre toute concession aux grève-généralistes : Nous, les adversaires de la grève générale, nous sommes les partisans les plus actifs de l'organisation corporative. J'ai moi-même organisé à Paris un des syndicats les plus forts. S'il y avait à Paris de forts syndicats, c'en serait fait de l'influence des grève-généralistes. En France, le moyen de révolution est demeuré le fusil libérateur.

Bouveri (Montceau-les-Mines), raconte et commente des tentatives fantasques de deux grève-généralistes dans le département de Saône-et-Loire. L'orateur demande une résolution claire qui puisse guider les militants. Les ouvriers de Montceau, dit-il, sont, en principe, partisans de la grève générale.

Osmin (Troyes), parle contre la grève générale dans le sens de Guesde.

Morizet : Il s'agit d'une question épineuse. L'enquête du *Mouvement Socialiste* sur la grève générale a provoqué des réponses de la part des représentants éminents du socia-

lisme international. qui sont imprécises et vagues. Nous ne sommes peut-être pas ici non plus, vu la discussion qui vient d'avoir lieu, à même de prendre des décisions précises. La Fédération de la Seine ne demande qu'une chose, c'est que le Congrès ne condamne pas la grève générale d'une façon catégorique. Mieux vaut ne pas voter de résolution du tout qu'une condamnation brutale de la grève générale. L'orateur propose de nommer une commission.

LAFARGUE s'associe à cette proposition.

La discussion est terminée.

La proposition de Morizet et de Lafargue est adoptée. Sont nommés à la commission : Guesde, Lafargue, Lafont, Dubreuilh, Journoud et Delaporte.

Troisième journée. Séance du matin. 11 août.

DUBREUILH, rapporteur de la commission : La commission s'est mise d'accord sur une résolution qui résume les points qui avaient trouvé l'adhésion unanime du Congrès au cours de la discussion. Il va donc de soi que la résolution proposée par la commission ne saurait donner satisfaction complète ni aux uns ni aux autres. Cependant la commission espère un vote unanime de la résolution.

Voici le texte de la résolution :

Considérant que le refus collectif ou la grève est la seule arme que la légalité capitaliste ait laissé sur le terrain du salariat à la disposition des prolétaires pour la défense de leur pain ou de leur dignité ;

Considérant qu'en faisant éclater aux yeux les plus aveugles, l'antagonisme d'intérêts qui caractérise l'ordre capitaliste, la grève en éveillant l'intérêt de classe chez les travailleurs est de nature à les amener à la conscience de classe, qui peut et doit en faire des socialistes ;

Le P. S. de F. rappelle à tous ses membres que leur devoir

est, en même temps que de rallier leur syndicat respectif, de se solidariser avec les camarades en grève et d'aider de toutes leurs forces au triomphe de leurs revendications ;

Considérant, d'autre part, qu'une grève plus ou moins générale, peut, l'organisation ouvrière et les circonstances aidant, déterminer une explosion révolutionnaire ; en même temps que là où les prolétaires ne possèdent pas les moyens d'action politiques ou sont menacés de s'en voir dépouiller, cette suspension en masse du travail peut s'imposer à eux pour les conquérir ou les conserver.

Le P. S. de F., sans prendre la responsabilité de conflits qui échappent à son action propre, se déclare prêt à faire tout son devoir dans de pareilles circonstances.

Mais affirme plus haut que jamais que la reprise par la société des moyens de production dépendant de la reprise du pouvoir politique par le prolétariat organisé, tous les travailleurs devenus conscients doivent venir au socialisme révolutionnaire seul capable, par l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, d'assurer le bien-être et la liberté de tous.

Tanger (Paris), propose, au nom de la Fédération de la Seine, de substituer aux mots : *une grève plus ou moins générale* les mots : *une grève partielle, généralisée ou générale*. Le texte de la commission, dit-il, est sur ce point d'un tour ironique.

Cet amendement provoque des débats assez étendus et parfois passionnés auxquels prennent part Journaud, Vaillant Lafont, Levasseur, Groussier, Lafargue, Cachin, Guesde, Chauvin et autres. Au cours des débats, Tanger modifie son amendement en proposant de substituer au texte de la commission les mots : *une grève plus ou moins étendue ou générale*. La commission accepte l'amendement Tanger ainsi modifié. De nouveaux débats s'engagent. Les adversaires de la grève générale voient dans l'amendement Tanger ainsi modifié une adhésion à la grève générale jugée par eux inadmissible. *Chauvin* proteste contre le changement d'attitude effectué par la commission et fait remarquer que le vote de l'amendement Tanger signifierait la mainmise de la

minorité favorable à la grève générale sur la majorité qui lui est hostile.

Le vote sur l'amendement Tanger et en même temps sur toute la résolution, a lieu par mandats.

Résultat du vote : la résolution modifiée par l'amendement Tanger est adoptée par 114 mandats contre 19 et 2 abstentions.

Dr Boris Kritchewsky,

correspondant du *Vorwaerts*.

ALLEMAGNE

Karl Kautsky

Directeur de « Die Neue Zeit »

I

Si nous devons exclure de nos cerveaux l'idée du peuple résistant par la force des armes aux armes de la force publique, devons-nous par là entendre que jamais le prolétariat ne résistera par la force aux coups de force de ses adversaires ? En face d'un coup d'Etat, resterons-nous sans défense ? N'y a-t-il pas pour nous d'autre arme politique que le bulletin de vote ?

Le prolétariat militant bénéficie dans la mesure la plus satisfaisante, au point de vue politique, d'une Constitution comme celle que possède l'Empire d'Allemagne. Il n'a pas le moindre motif pour vouloir modifier cette Constitution par des voies illégales, par la violence. Mais c'est justement pourquoi, à mesure que se développe sa puissance politique, il doit considérer comme de plus en plus imminente l'heure où ses adversaires renverseront la Constitution actuelle, pour la remplacer par un régime d'implacable compression du prolétariat et suppression radicale des organisations ouvrières, un régime de violence, qui nécessitera une résistance énergique.

Il est impossible de songer qu'un régime de ce genre incite le peuple à un soulèvement armé, là où les masses sont pénétrées de la pensée socialiste. Si le prolétariat est finalement acculé à se défendre par la force, il ne pourra utiliser alors qu'*un seul* moyen d'action, celui qu'aujourd'hui déjà il em-

ploie comme arme suprême et décisive dans ses luttes économiques, *la grève*.

Le jour où ce moyen pourrait être considéré comme sans efficacité et par conséquent comme aussi rejetable que l'insurrection armée, il n'en faudrait pourtant pas conclure qu'il n'y ait plus d'espoir pour la cause du prolétariat. Même alors il n'y aurait pas lieu de douter du succès final. Le prolétariat représente aujourd'hui, non seulement l'avenir de la nation, mais aussi ses intérêts vitaux dans le présent. Un gouvernement ne saurait le persécuter sans comprimer et paralyser l'activité d'ensemble de la nation même, et tôt ou tard il en résulterait une catastrophe économique ou politique, une de ces crises qui n'épargnent aucun Etat. Certes, à travers de pareilles conjonctures, l'avenir du prolétariat serait chanceux, il dépendrait de circonstances extérieures plus que des forces de la classe ouvrière ; mais sa victoire n'en demeurerait pas moins possible.

En tout cas, le prolétariat sentira croître son assurance et son énergie comme sa conscience de classe, et il verra d'autre part ses adversaires le respecter de plus en plus, s'il se sait en possession d'une arme grâce à laquelle il puisse, avec ses propres forces, faire échec aux moyens de coercition du capitalisme. Aussi comprend-on la grande importance qu'ont prise actuellement les discussions sur la grève politique, ou, comme on dit avec une très contestable exactitude, la grève générale.

II

Les différentes sortes de grèves.

Si divergentes que soient les conclusions auxquelles ont abouti jusqu'à ce jour les camarades qui ont pris part à cette discussion, il est du moins un point que tous se sont accordés à mettre en lumière, et c'est celui-ci : la grève politique

est une arme à laquelle on ne saurait avoir recours n'importe quand et au pied levé, tant que l'organisation du prolétariat ne sera pas suffisamment solide. Cette grève peut réussir en général, mais rien que dans certaines conditions particulières.

On ne peut étudier celles-ci dans les grèves ordinaires entreprises dans un but économique, car la grève politique et la grève économique sont deux choses tout à fait différentes.

Dans la grève économique, les travailleurs puisent une bonne part de leur force dans ce fait que la reprise de la production est nécessaire à l'employeur, et d'un autre côté, ils peuvent tabler sur la concurrence que les capitalistes se livrent entre eux, tandis que des capitalistes cessent de pouvoir tabler sur la concurrence entre ouvriers.

Le capital constant du fabricant, — bâtiments, machines, etc., — se détériore s'il n'est pas utilisé ; parfois même, une grève absolue le menace de ruine dès les premiers moments ; ainsi, dans les mines il y a danger d'inondation quand les pompes ne fonctionnent plus. Souvent les matières premières sont atteintes dans leur valeur d'usage lorsqu'elles demeurent trop longtemps entreposées, — par exemple la betterave dans la fabrique de sucre.

Mais à ces causes techniques qui font qu'une interruption de la mise en valeur est dommageable pour le capitaliste, il s'ajoute encore des motifs économiques. Le taux du profit annuel ne dépend pas seulement du degré de l'exploitation à laquelle sont soumis les travailleurs ; il dépend aussi de la rapidité de renouvellement du capital.

Supposons que, sur un capital de 2 millions de marks, 400.000 marks soient consacrés aux salaires, et 1.600.000 représentés par le capital constant durant une période de renouvellement. Pour plus de simplicité, nous dirons que le capital fixe est égal à zéro. Si le taux de la plus-value s'élève à 100 p. 100, cela fait 400.000 marks pour chaque terme de

renouvellement. Si le capital se renouvelle une fois dans l'année, il rapporte un profit de 400.000 marks. Le taux du profit est donc de $\frac{400.000}{2.000.000}$ ou de 20 p. 100. Si le capital se renouvelle deux fois en un an, la somme de la plus-value s'élève à 800.000 marks, et le taux du profit à 40 p. 100, sans que se soit aggravée l'exploitation des travailleurs. Cette exploitation s'est maintenue au même étiage, mais le total des salaires a doublé, car, tout en gardant à peu près le même nombre d'ouvriers, on a augmenté le rendement du travail en veillant à la régularité de la besogne, en imposant des heures supplémentaires, en supprimant le repos hebdomadaire. Donc, plus vite le capital se renouvelle, plus s'élève le profit, et toute interruption de la production détermine une prolongation de la période de renouvellement du capital.

En outre de cette nécessité qu'il y a pour lui à ce que son capital se renouvelle le plus rapidement possible, le patron, lors d'une grève, est talonné par la crainte de la concurrence de ses confrères et par la solidarité de ses ouvriers.

La concurrence a pour lui ce résultat, que les confrères chez lesquels le travail n'a pas été interrompu, lui soufflent d'une part, sa clientèle, et d'autre part, ses meilleurs ouvriers. Et il y a là un facteur dont l'influence se manifestera au-delà de la durée de la grève. Quant à la solidarité prolétarienne, elle se traduit par ceci, que les camarades sans travail se gardent bien de venir offrir au patron le renfort de leurs bras, et aussi par l'envoi de secours matériels, auxquels contribuent, non seulement les ouvriers de la même profession, mais encore tout le prolétariat et ses amis.

C'est quand la grève est menée rondement que tous ces facteurs agissent pour le mieux des intérêts ouvriers. C'est dans ces circonstances-là que les capitalistes manquent le plus d'ouvriers, que le nombre des sans-travail traîtres à la

solidarité est le plus restreint, que les souscriptions affluent le plus copieusement, que le capital se déprécie le plus vite, que tout retard apporté à la reprise de la production équivaut à la plus sensible diminution du profit, qu'il peut enfin devenir plus avantageux d'accorder une élévation de salaire que de subir une interruption de la production.

Tout cela est notoire, et je ne l'ai exposé ici une fois de plus, que pour illustrer le contraste entre la grève économique et la grève politique. Les divers facteurs économiques qui promettent aux ouvriers le succès, font d'autant plus défaut dans une grande grève, que celle-ci s'étend davantage, prend davantage la forme d'une grève générale. Ils font totalement défaut dans une grève positivement générale. Le cours de la production étant soudain suspendu dans la société entière, le fabricant ne peut plus écouler ses marchandises, ni, d'autre part, se procurer de matières premières ou de combustible. Alors quel intérêt aura-t-il à tâcher de faire revenir à l'usine ses ouvriers ? Il n'a pas à craindre que ses concurrents les lui soutirent, ni que sa clientèle lui devienne infidèle, puisque nulle part ailleurs elle ne saurait être mieux servie. Et les travailleurs ? Sauf dans des conjonctures exceptionnellement favorables, la position stratégique des ouvriers d'une usine est inférieure à celle de leur patron, même s'ils sont tous bien d'accord. S'ils n'ont pas la chance d'atteindre au succès dès le premier élan, s'ils sont obligés à un siège opiniâtre, rarement ils remportent la victoire, à moins que, ouvriers d'un seul établissement, ils n'aient avec eux les camarades des établissements voisins, ou encore que, ouvriers de la même branche d'industrie dans toute une localité, ils ne soient soutenus par les camarades de la même branche dans le pays entier, ou enfin que, ouvriers de la même branche dans tout un pays, ils n'aient l'appui de tout le prolétariat de ce pays, et, le cas échéant, du monde entier. La dernière hypothèse mise à part, il n'y a

pas à compter sur le succès de pareilles manifestations de solidarité, s'il s'agit d'une grève de toutes les branches dans tout un pays.

Sans doute, l'idée d'immobiliser tout d'un coup la vie économique de toute la société capitaliste et, par suite, de rendre celle-ci impossible, cette idée est très séduisante. Il ne faut cependant pas oublier qu'une grève générale n'interrompt pas seulement la production capitaliste ; elle interrompt tant qu'elle dure, toute production. Or, les travailleurs ont encore bien plus d'intérêt que les capitalistes à ce que la production suive son cours, car les capitalistes ne sont pas simplement en possession des moyens de production ; ils ont aussi à leur disposition tous les grands approvisionnements d'objets de consommation. Ils peuvent donc supporter plus longtemps que les travailleurs un arrêt général de la production. Les travailleurs sont complètement hors d'état de les affamer. Il est tout à fait impossible qu'une grande grève nationale dure autant que, par exemple, la grève de Crimmitschau.

Si la victoire n'intervient pas dès la première semaine, les provisions des travailleurs sont épuisées ainsi que celles des petits commerçants leurs créditeurs. Et alors il n'y a plus qu'à se soumettre, ou à sortir de la légalité, à s'emparer par la force des moyens de subsistance. Mais par là on abandonnerait le terrain de la grève économique, de la révolution des bras croisés, pour celui de l'insurrection.

Il y a bien, dès aujourd'hui, des grèves qui cessent d'être purement économiques, qui exercent sur le patronat une pression indirecte, sociale, bref, politique, là où la pression directe, économique, s'est montrée inefficace. Des grèves de ce genre ont lieu surtout dans les pays où la classe ouvrière a à lutter avec de puissants monopoleurs. La position de ceux-ci est beaucoup trop forte pour que la grève suffise à l'ébranler. Mais la grève, précisément, entraine de tels maux

pour toutes les parties de la société, et la situation exceptionnelle des accapareurs leur a créé tant d'ennemis dans les milieux bourgeois, que l'Etat ou la commune trouvent dans la grève une occasion meilleure que jamais de contrecarrer les monopoleurs, et prennent les mesures législatives ou administratives voulues pour imposer à ceux-ci l'acquiescement aux revendications ouvrières, et éviter ainsi que s'étendent et se prolongent les dommages sociaux causés par la grève.

Un exemple de cette éventualité nous est offert par la grande grève des houilleurs autrichiens, pendant l'hiver de 1900. Au point de vue économique elle échoua. Les barons de la mine la supportèrent avec une parfaite tranquillité. Mais elle détermina une si profonde perturbation industrielle, et les bénéfices que font les propriétaires des mines, bon an mal an, aux dépens de la population, sont si scandaleusement énormes, si exaspérants, leur ont suscité de telles inimitiés jusque dans les milieux bourgeois, que le parlement autrichien finit par se montrer disposé à intervenir, pour éviter le retour d'une pareille grève, et accorda aux houilleurs la journée de neuf heures. Il y eut là un remarquable résultat de ce que l'on peut obtenir en faisant concorder l'action politique et l'action syndicale. Chacune de ces deux actions, employée exclusivement, eut abouti à un échec. La fraction sociale-démocrate aurait pu attraper au Reichsrat une extinction de voix à force de préconiser la diminution de la journée de travail dans les charbonnages ; sans la grève, elle aurait prêché à des sourds. Et, d'un autre côté, la grève n'eût pas vaincu, si les députés du Parti ne l'avaient secondée en tracassant le gouvernement et la majorité jusqu'à ce que fussent tenues, tout au moins partiellement, les promesses qui avaient été faites au moment de la grande disette de houille.

Un but analogue a été recherché dans maintes grèves de

solidarité et dans maintes tentatives anarchistes de grève générale. Quand une portion donnée de la classe ouvrière n'est pas assez forte pour avoir raison à elle seule de ses patrons, souvent les camarades d'autres corporations quittent le travail de façon à ce que devienne plus efficace l'arrêt de la production dans les établissements originairement en cause; tel est, par exemple, le cas lorsque les travailleurs des transports se refusent à assurer l'expédition de produits préparés par des jaunes. Mais la grève de sclidarité peut viser plus loin, et revêtir un caractère d'un intérêt plus général, un caractère politique, lorsqu'elle tend à multiplier les embarras et les dommages pour la société bourgeoise, jusqu'à ce que celle-ci se trouve dans la nécessité d'exercer une pression sur le patronat récalcitrant.

On confond souvent ces grèves générales avec la grande grève politique. Elles n'ont pourtant de commun avec elle qu'un caractère extérieur ; dans les deux cas, le travail est abandonné par d'importantes masses d'ouvriers des corporations les plus diverses. Mais les buts ne sont pas du tout identiques. Dans la grève de solidarité peu à peu généralisée, il s'agit d'arriver à ce que la pression économique exercée par les grévistes sur une portion donnée du patronat, soit secondée par une pression de la classe bourgeoise et de l'Etat bourgeois, pression escomptable en raison de ce fait, que la communauté bourgeoise, en lâchant un petit nombre de patrons, n'a rien à perdre, et a quelque chose à gagner. Dans la grande grève politique, si une pression économique est exercée sur le patronat, ce n'est pas lui cependant que l'on veut réduire à capituler devant le prolétariat, c'est l'Etat, c'est la classe bourgeoise.

La grève politique constitue donc une catégorie tout à fait à part, pour laquelle nous ne pouvons guère utiliser les expériences des autres chômages volontaires. En dehors des specimens belge et hollandais, nous n'avons à notre dispo-

sition aucun objet d'étude concrète. Mais l'arme est trop dangereuse pour que l'on puisse en conseiller l'emploi à titre expérimental. Il nous faut donc chercher si les faits d'ores et déjà connus ne suffisent pas à nous fournir des conclusions précises. Et nous aurions grand profit à rechercher si un examen de la guerre des rues ne nous apprendrait pas quelle doit être la fonction de la grève politique.

III

La Puissance de l'Organisation.

En comparant la grève politique à la guerre des rues, on est tout d'abord frappé de leur constater un point commun. Ni l'une ni l'autre n'agissent par le facteur dont l'on pouvait supposer qu'il serait décisif sur le terrain où la lutte a été portée. Ce n'est pas la pression économique exercée par la grève politique qui assure à celle-ci des chances de succès, et ce n'a jamais été une supériorité de tactique qui a permis à des insurgés de tenir tête à leurs adversaires et parfois de les vaincre. Les troupes régulières ont évidemment sur l'insurrection populaire l'avantage d'un meilleur armement, mais leur supériorité tient surtout à leur *organisation*, qui comporte et une discipline et une direction méthodique. La supériorité d'une masse organisée sur une masse inorganisée est énorme, même à égalité d'armement. Si les 10.000 soldats grecs qui s'immortalisèrent par leur retraite sous les ordres de Xénophon, purent constamment résister avec succès à un demi-million d'Asiatiques, ils ne le durent pas, ou du moins ils ne le durent que dans une proportion infime, à la supériorité de leur armement : ce fut grâce à leur solide organisation. Et ce fut aussi pour la même raison que les lansquenets de 1525 vinrent à bout des paysans rebelles.

La base de toute puissance prépondérante est dans le perfectionnement d'organisation des moyens de domination,

bien plus que dans la supériorité objective. L'exemple le plus frappant nous est offert par la situation que l'Eglise catholique s'est acquise dans la vie de l'Etat, et qu'elle y maintient, sans la force des armes, et contre cette force.

Plus la puissance de l'Etat s'assure d'indépendance à l'égard de la société, plus elle tend à l'absolu, et plus âprement elle s'ingénie à priver les sujets de toutes possibilités de s'organiser d'une manière sérieuse et autonomiquement. Mais elle n'y réussit que dans les pays où les conjonctures sociales ne réagissent pas contre elle, car ces conjonctures finissent toujours par être plus fortes qu'elle. Là où le mode même de la production isole et dissémine la population et par suite entrave l'organisation de celle-ci, mais favorise au contraire l'Etat dans son travail d'organisation propre, là prospère l'absolutisme. C'est ce qui se passe dans les grands Etats agraires qui se constituent dans de vastes plaines, le paysan n'y dépasse point le stade de l'organisation villageoise. D'autre part, là où le mode de production a pour conséquences des Etats moins primitifs et surtout une centralisation de la population, là où il accumule, sur un petit nombre de points, de grandes masses que dominent les mêmes intérêts et qui pratiquent activement l'échange des idées, là où les questions vitales pour une nation se résolvent sur une scène restreinte, — là il est difficile d'empêcher la population de s'organiser. S'il est interdit de s'organiser dans les formes et au plein jour, on y procède silencieusement, secrètement, et avec d'autant plus d'énergie, voire de fanatisme, que la question de l'organisation devient vitale pour la classe en cause. La pression politique, la dissolution policière de toutes associations, peut, dans certaines circonstances, créer d'emblée un lien qui unisse les opprimés bien plus étroitement que n'importe quel genre d'association patente. Un lien grâce auquel l'unité de pensée et de volonté, de même que la libre soumission aux ordres des militants

du premier rang, se propage dans la plus large mesure, et en dehors de tout contrôle possible de la part des dirigeants.

Celles des formes d'organisation qui repose sur le dévouement spontané et enthousiaste est la plus solide de toutes ; c'est grâce à elle que l'Eglise a obtenu ses triomphes les plus éclatants. L'organisation obligatoire est loin d'être aussi cohérente et résistante, à égalité de moyens d'action. Or, tel est l'Etat moderne, et tel il est toujours davantage, car il constitue de moins en moins une organisotion des classes dirigeantes elles-mêmes, et de plus en plus une organisation d'éléments à son service : éléments rétribués, et en général mal rétribués ; éléments recrutés par force pour la plupart, et parmi lesquels se répand peu à peu l'hostilité à l'égard des classes dirigeantes.

Considérons, par exemple, l'armée telle qu'elle résulte du service obligatoire. Les éléments les plus sûrs pour les classes dirigeantes sont les hommes originaires de la campagne ; de tout temps, en effet, ils ignorèrent toute organisation, à cause de leur traditionnel régime de production, et de la lenteur intellectuelle qu'engendre l'isolement ; et puis grâce à de spéciales conditions civiles, notamment les coutumes successorales, ils sont encore empêtrés dans les conceptions patriarcales, dans la vénération de toute autorité qu'on leur représente comme tutélaire. Au contraire, les soldats les moins sûrs sont les ouvriers proprement dits, les prolétaires que la grande industrie et la vie urbaine ont amenés à s'organiser et remplis du sentiment de leur indépendance, et qu'elles incitent à une intense activité intellectuelle ; les prolétaires que leur précoce autonomie économique a rendus dédaigneux, voire récalcitrants, à l'égard de n'importe quelle autorité. Or, il est très inquiétant pour les pouvoirs de l'Etat moderne, que la proportion des éléments ruraux aille diminuant rapidement dans les armées tout comme dans le reste de la société.

Selon un mémoire du chancelier impérial, voici quelle était, en 1902, la répartition professionnelle des recrues allemandes :

Groupes professionnels	Nombre des valides.	Sur 100 valides, il en revenait à chaque groupe :	Sur 100 recrues de chaque groupe, les valides étaient au nombre de :
I. *Originaires de la campagne :*			
A. Agriculteurs ou silviculteurs	75.606	25.72	58.64
B. D'autres professions.....	110.389	37.55	58.40
Ensemble..	185.995	63.27	58.50
II. *Originaires de la ville :*			
A. Agriculteurs ou silviculteurs	10.697	3.64	58.52
B. D'autres professions.....	97.263	33.09	53.52
Ensemble..	107.960	36.73	53.27
Total des deux catégories.....	293.955	100.00	56.75

Ainsi, par suite de la paupérisation déterminée par l'industrialisme capitaliste, il y avait, sur 100 recrues originaires de la campagne, et occupées dans l'agriculture et les métiers analogues ou connexes, 58.64 jeunes gens valides, et sur 100 recrues originaires de la ville et occupées à des professions autre que l'agriculture, on n'en trouvait que 53,52 d'aptes au service. Mais malgré cela, sur 100 valides, l'agriculture en fournissait seulement 29,36. Et cela est d'autant plus saisissant, qu'en 1895 la population agricole représentait encore 35,74 0/0 de la population totale. Si, en 1902, l'agriculture ne fournissait que 29,36 0/0 des jeunes gens aptes au service militaire, on doit attribuer ce fait, en partie à la diminution considérable que la population agricole a

subie depuis 1895 (du reste, en 1882 elle formait encore 42,51 0/0) et en partie à l'empressement que les éléments les plus vigoureux mettent à déserter l'agriculture. Les enfants et les vieillards sont proportionnellement bien plus nombreux aux champs qu'à la ville. Sur la population masculine occupée dans l'industrie en 1895, il y en avait 27,01 0/0 de 20 à 30 ans, et la même catégorie de sexe et d'âge ne représentait que 18.96 0/0 de la population adonnée à l'agriculture. Il résulte de ces chiffres que le nombre des prolétaires de l'industrie prédomine dans l'armée bien plus encore que l'on ne pourrait le supposer d'après sa grandeur proportionnelle. Et là aussi nous constatons de nouveau que la différence va s'aggravant au détriment de l'élément agricole. En 1882, sur 100 hommes occupés dans l'agriculture, le nombre de ceux âgés de 20 à 30 ans était encore de 20,19 ; en 1895, il était, comme nous l'avons vu, tombé à 18,96. Par contre, le pourcentage des ouvriers d'industrie de 20 à 30 ans a passé de 26,76 en 1882 à 27,01 en 1895.

La tendance de ce mouvement se manifeste par d'autres signes encore, lorsque l'on compare les corps de troupes recrutés dans les régions où l'industrie se développe très lentement avec ceux fournis par les régions où l'industrie progresse très rapidement, par exemple le 1er corps d'armée bavarois, qui est recruté dans ce que l'on appelle la Vendée allemande, c'est-à-dire la Basse-Bavière, la Haute-Bavière et la Souabe, avec le 7e corps prussien, fourni par la Westphalie et la Province Rhénane, et le 2e corps saxon, fourni par les cercles de Leipzig. Chemnitz et Zwickau.

Voici ce que l'on constate alors :

Corps d'armée	Valides	Valides provenant de l'agriculture	
		Nombre	Pour 100 valides
—	—	—	—
1er Bavarois	11.041	4.560	41,5
7e Prussien	34.959	5.810	16,6
2e Saxon	11.884	1.847	15,5

Les derniers chiffres sont inquiétants pour les gens qui ne misent que sur « les caboches anticollectivistes des paysans. »

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de sa composition sociale que l'armée devient de moins en moins sûre pour les dirigeants.

Le mécanisme gouvernemental moderne est chaque jour plus clairement à la merci des classes qui travaillent pour un salaire. Tout le progrès économique et politique entraîne l'étatisation progressive des branches d'industrie ou de commerce, et toute la vie nationale tend à se subordonner de plus en plus à la régularité du fonctionnement des entreprises étatisées. Tel est le cas pour les transports surtout. Plus se développe la production, plus chaque travailleur est occupé à produire, non pas ce dont il a besoin, mais des marchandises qu'il vendra pour la satisfaction des besoins d'autrui, et plus s'accroît la quantité des objets de consommation qui doivent subir un transport avant de parvenir aux mains du consommateur. Et la répartition du travail entre les diverses branches a les mêmes résultats. Le nombre augmente sans cesse des établissements qui ont à traiter un produit depuis son état de matière première jusqu'à son état d'objet prêt pour l'usage. Aussi le commerce et les transports et communications sont-ils les professions qui se développent le plus. Le nombre des personnes occupées en Allemagne dans l'ensemble de ces professions a augmenté de 49 0/0 entre 1882 et 1895, tandis que l'accroissement proportionnel était de 29 0/0 dans l'industrie, et qu'il y avait dans l'agriculture une diminution, bien que très légère, de 0,23 0/0. Spécialement, l'augmentation a été de 53 0/0 dans les chemins de fer, et de 89 dans les postes et télégraphes.

Précisément c'est tout d'abord dans les chemins de fer que se produit le phénomène de la moderne entreprise colos-

sale, assujettie à la haute finance. Là, où la domination de celle-ci subit des limites, l'Etat ne tarde pas à s'efforcer d'accaparer ces entreprises, à cause de l'importance majeure qu'elles ont pour toute la vie nationale, et en particulier pour l'expansion de la puissance militaire. Il est remarquable qu'en France la question de la nationalisation des chemins de fer ne fait pas plus de progrès que celle de l'impôt sur le revenu ; c'est qu'en dépit de la présence de socialistes dans le « bloc ministériel », la haute finance domine ce pays autocratiquement.

Mais que les chemins de fer soient constitués en entreprise privée ou en service public, la régularité de leur fonctionnement tend de plus en plus à devenir une question vitale pour l'Etat moderne, et c'est pourquoi leurs employés sont soumis à une discipline de plus en plus sévère, et pourquoi, en même temps, un nombre de plus en plus grand de corps de troupes est exercé de manière à pouvoir remplacer les employés en question. Il s'ensuit que, par contre, le personnel des chemins de fer, après celui des mines étatisées, est de toutes les grandes catégories de salariés, celle qui est le plus directement intéressée à ce que le gouvernement tombe sous la dépendance du prolétariat ; c'est en effet la catégorie qui souffre le plus directement de l'inimitié qu'un gouvernement peut témoigner au prolétariat.

D'autre part, un gouvernement, à égalité de conditions, se comportera d'autant plus en puissance capitaliste, que le nombre sera plus considérable des services nationalisés et des travailleurs exploités dans ces services, que sa vitalité dépendra plus étroitement de profits à réaliser.

Les progrès effectués dans la voie de la nationalisation des branches d'industrie ou de commerce, n'équivalent donc pas du tout à une pénétration pacifique du socialisme. Ils signifient simplement que les modernes antagonismes de classe, que la lutte de classes, ont pénétré jusque dans le

mécanisme gouvernemental et rendu plus âpre la résistance naturelle qu'il oppose à la poussée prolétarienne.

A l'époque de la guerre des rues, l'Etat était loin de dépendre autant qu'aujourd'hui, dans ses services publics et dans son armée, de la classe ouvrière, et loin de se montrer aussi excitable à l'égard de celle-ci. Et cependant le succès de toute lutte était déjà déterminé bien plus par l'action désorganisatrice que par la tactique des barricadiers. C'était la soudaineté et l'amplitude de son explosion, que la fureur populaire perturbait et paralysait la tête et les bras du gouvernement, tout en créant pour celui-ci une situation où il aurait eu besoin de toutes ses forces et de tout son sang-froid et de toute son homogénéité. Quand le soulèvement n'aboutissait pas à ce résultat, et surtout quand il avait été prévu ou même provoqué par le gouvernement, les insurgés étaient vaincus infailliblement. Quel contraste, en 1848, entre le Paris de Février et celui de Juin, entre le Vienne de Mars et celui d'octobre !

Aujourd'hui, il est devenu impossible, étant donné l'armement moderne, de jeter bas un gouvernement par un coup de force. Non seulement les instruments de mort que les soldats ont entre les mains sont bien plus redoutables à présent qu'il y a cinquante ans, mais c'est qu'aussi la population dispose de moins de moyens de défense. Il ne peut même plus être question d'opposer des fusils aux fusils : ce ne serait pas le tout, que de prendre des fusils dans un arsenal : ils demeureraient parfaitement inutiles si l'on ne possédait en même temps les cartouches spéciales.

Grâce à la conscience de cette supériorité dans la technique militaires, ceux des gouvernements qui ne connaissent aucun scrupule envisagent avec sérénité l'éventualité d'un soulèvement populaire armé, — et ceux qui sont moins impudents n'ont rien non plus à craindre de ce côté, car ils n'entrent pas en conflits aigus avec les masses, ils ne se

livrent pas à des exactions susceptibles de provoquer de violentes explosions de désespoir. Il n'y a donc pas lieu d'attendre qu'une insurrection en armes puisse encore déterminer cette puissante action morale qui est nécessaire pour faire perdre la tête à des dirigeants et ébranler leurs instruments de défense.

La désorganisation gouvernementale que la guerre des rues ne peut plus amener, on la devra maintenant à la grève politique, qui en même temps oblige les dirigeants à un extrême déploiement de force, d'habileté et de vigilance, et finalement peut, comme le faisait jadis la guerre des rues, les obliger à reculer ou les contraindre à abdiquer. La grève politique devient une épreuve de force entre l'organisation de l'Etat et celle du prolétariat (1). Toute la production est suspendue partout à la fois ; les masses ouvrières sont versées à la rue : la masse de la petite et de la grande bourgeoisie tombe dans une angoisse folle, angoisse pour sa vie, angoisse pour ses propriétés ; toute la force armée est contrainte à une activité continue, exténuante, car chaque possédant dans le pays réclame protection, et la masse des travailleurs en chômage est partout et nulle part, évitant toute rencontre avec les troupes, et ne se rassemblant jamais que là où elles ne sont pas. Chaque journée de grève augmente la tension générale, assure l'expansion du conflit à de nouvelles régions du plat pays, là du moins où il existe de l'industrie ou de la grande propriété ; chaque journée multiplie le nombre des points critiques, aggrave le surmenage

(1) Le fait que la grève politique agit, comme la grève des rues, par désorganisation du gouvernement, ce fait a été mis en lumière pour la première fois, et d'une manière éclante, par le camarade Parvus dans sa série d'articles sur « le Coup d'Etat et la grève politique », *Neue Zeit*, XIV, 2, p. 199 sqq. Quiconque veut étudier la question de la grève politique doit se référer à cette série.

des troupes, porte à l'extrême les souffrances et l'exaspération des grévistes, l'épouvante des possédants, la confusion des dirigeants. Le gouvernement est en effet entraîné, ici, aux brutalités les plus absurdes et les plus féroces, et là, à la plus couarde faiblesse, et de toutes parts il est pressé, sommé, d'en finir coûte que coûte, alors qu'il n'a aucun moyen de vaincre la résistance passive qui lui est opposée, de saisir un adversaire qui n'offre prise nulle part, et qui cependant le paralyse, lui, gouvernement, de tous les côtés à la fois.

Si le gouvernement est assez solide pour faire face à une pareille situation sans être trahi par ses organes défensifs ni que le mécanisme directeur se détraque, il peut réussir, au milieu de l'interruption générale de la vie sociale, à assurer le fonctionnement régulier de toutes les parties de la puissance publique, jusqu'à ce que les travailleurs, à bout de forces, se voient acculés à cette alternative, ou de retourner se ployer sous le joug ou de chercher par un coup desespéré de violence, les succès qu'ils n'ont pu obtenir par la révolution des bras croisés. Alors la victoire du gouvernement est vraisemblable : victoire qui, d'ailleurs, en de telles conjonctures, ne pourra que coûter fort cher. Tous les fléaux que la bourgeoisie redoutait de la victoire de la grève, la défaite de celle-ci les déchaînera tout pareillement.

Si les grévistes réussissent au contraire à garder leur cohésion, ainsi que leur passivité réfléchie, jusqu'à ce qu'ils aient désorganisé sur un point quelconque la puissance dirigeante, soit qu'il leur arrive d'amener à leur cause des facteurs indispensables au gouvernement, soit que celui-ci, à force d'ordres, de contre-ordes, et par conséquent de désordre, devienne la cause même de l'indécision, de la faiblesse, du découragement, qui se manifestent parmi ses partisans, alors le prolétariat est sur le chemin de la victoire. Les possédants perdent tout espoir de voir le gouvernement capable de les

protéger ; ils craignent de plus en plus d'attirer sur eux de grands maux s'ils continuent à résister à la poussée ouvrière ; ils conjurent les dirigeants de céder ; finalement ils les plantent là pour pactiser avec la puissance nouvelle et sauver ce qui peut être sauvé. Le gouvernement sent le terrain se dérober sous ses pieds, et les pouvoirs publics échoient à la classe qui a su garder le plus longtemps durant cette crise la cohésion de son organisation, à la classe qui, par son calme et son assurance, a le plus imposé à la grande masse indifférente, à la classe qui, par la vertu même de sa prudence, a désarmé ses adversaires, c'est-à-dire au prolétariat éduqué, à la social-démocratie.

IV

Les Conditions de la Grève Politique.

Pour que la grève politique assure la victoire du prolétariat, il est donc tout d'abord indispensable que celui-ci constitue la masse prépondérante de la population, masse intelligente, dont une grande part doit être organisée assez solidement pour qu'elle sache conserver discipline et cohésion, même dans le cas où ses associations patentes seraient dissoutes. Il faut aussi que le prolétariat soit prêt à toujours trouver dans ses propres rangs de nouveaux guides, dignes qu'on les suive de bon cœur, dès que les chefs habituels auraient été incarcérés. Il faut enfin que le Prolétariat ne se laisse entraîner par n'importe quelles excitations ou séductions, à des actes irréfléchis et imprudents, à des explosions de fureur, à des paniques, et que jamais il ne sacrifie ses visées fondamentales à des avantages accessoires. Or, il n'arrivera à cette mentalité-là que lorsque l'industrie se sera énormément développée et qu'il aura derrière lui une longue expérience de luttes politiques et syndicales.

D'ailleurs, il y aura à attendre que le gouvernement pré-

sente des indices sûrs de la possibilité qu'il peut y avoir de l'ébranler au moyen de la grève. Il ne saurait aucunement s'agir ici d'un gouvernement élu par le peuple, s'appuyant sur la majorité du peuple même, et non sur des instruments d'action étrangers au peuple et de nature à être désorganisés par une grève. En Suisse, par exemple, on irait à un échec certain, on ouvrirait un conflit superflu, en essayant d'une grève générale pour bousculer et conquérir le pouvoir politique. La grève politique ne peut triompher que par son action désorganisatrice du gouvernement, et non par sa pression économique sur la société. Elle n'est donc en situation que là où la puissance dirigeante est parvenue a une certaine indépendance à l'égard de la majorité du peuple comme cela se voit dans tous les grands Etats modernes. Mais dans de tels Etats même, le prolétariat en grève n'a de chances de victoire que s'il a en face de lui un gouvernement foncièrement faible et inepte en dépit des brutalités, qui sont de simples apparences de force, un gouvernement qui a perdu la confiance des possédants et même de la bureaucratie et de l'armée. Un gouvernement vraiment solide et intelligent, qui impose à toutes les catégories de la population, sera très difficilement abattu par la grève politique.

Par bonheur pour le prolétariat, l'évolution moderne accuse partout la tendance que les gouvernements ont à s'affaiblir et à mécontenter l'unanimité des classes. Et il n'y a pas là une occurence fortuite. Tant que l'Etat nourrit de vastes desseins où est engagé l'intérêt de la masse de la nation, les luttes qu'il soutient met en relief des personnalités d'ample envergure, derrière qui se dressent de grands partis. Il en va tout autrement dès que l'Etat et les classes qui le soutiennent ont conquis à peu près tout ce dont elles avaient besoin, et tel est le cas aujourd'hui. Il n'existe plus aucun grand intérêt commun, susceptible d'opérer une fusion des classes dirigeantes ; les petits intérêts particuliers,

intérêts locaux ou intérêts professionnels, passent au premier plan, et les partis des classes possédantes se morcellent en cliques toujours plus nombreuses, toutours plus menues, toujours plus myopes. Aussi les gouvernements ne sont presque plus jamais que des gouvernements de coalition ; leur mission ne consiste plus à réaliser un programme important, mais à maintenir sous le même bonnet des têtes naturellement faites pour ne point s'entendre. Ils n'y réussissent qu'en persuadant à chaque élément de renoncer à une forte part de son programme traditionnel. Et il résulte de ces coalitions que le gouvernement aggrave de plus en plus son incapacité législative et concentre toutes ses forces sur n'importe quelle mesure de courte portée. Pour un tarif douanier ou pour l'expulsion policière d'un quarteron de moines et de nonnes, on ajourne tout.

Une pareille atmosphère ne favorise pas l'éclosion de personnalités fortes, énergiques, et dont la vue porte loin. Elle amène à la lumière des enjôleurs souples comme des invertébrés, maitres de l'art d'endoctriner et d'assoupir, prêts à faire à tous venants les promesses les plus contradictoires, soucieux de s'assurer du lendemain à force de petits marchés, et ne s'inquiétant jamais des conséquences possibles de ceux-ci. Ce sont de mielleux diplomates, souvent assez intelligents, toujours fort aimables, séduisant d'emblée tout homme à qui ils ont à faire, mais incapables de vaincre n'importe quelle résistance sérieuse ou de satisfaire durablement à n'importe quel sérieux intérêt, incapables aussi d'imposer à la masse par leur supériorité. Excellents pilotes quand le temps est beau et qu'il souffle seulement un doux zéphir. Mais que la tempête se déchaîne, et l'on s'apercevra qu'ils ont déjà usé toute leur autorité à tâcher de dissimuler des problèmes au lieu de s'efforcer de les résoudre.

Plus la tourmente sera imprévue, moins ils se trouveront

en mesure de lui tenir tête. Et ici nous constatons une deuxième analogie entre la guerre des rues et la grève politique. Nous avons vu que dans les deux genres de conflit, c'est d'influence morale qu'il s'agit, de soudaine désorganisation gouvernementale. C'est cela qui est décisif dans la guerre des rues, et non pas la supériorité tactique. Aussi, l'insurrection n'a-t-elle de chances de succès que si elle éclate *à l'improviste*, sans que le gouvernement ait eu le temps d'en entraver les préparatifs. Or, tel est généralement le cas dans les soulèvements *spontanés*, où le peuple, sous une brusque impulsion, s'élance de lui-même à la construction de barricades.

Cela ne se produit du reste pas toujours en dehors de toute préparation et direction. En France, les insurrections furent l'œuvre en grande partie des sociétés secrètes. Mais chaque fois que celles-ci, au lieu de se contenter d'utiliser et de diriger le mouvement, l'avaient préparé de longue main e mis en train, il n'était que trop facilement réprimé, la police politique ayant des espions partout et le gouvernement se trouvant ainsi renseigné à temps sur le moment de l'explosion. Et puis, ce moment ne coïncidait pas toujours avec une forte offensive des masses populaires, comme on y avait compté en fixant jour et heure.

Il en va pareillement de la grève politique, si l'on admet qu'elle ne triomphe point grâce à sa pression économique sur la classe capitaliste, mais grâce à son action paralysante et perturbatrice sur le mécanisme gouvernemental.

Plus la grève est inattendue et spontanée, plus rapidement elle exerce cette action. Et ce qui est vrai pour toute grève, l'est en quelque sorte pour la grève politique ; la meilleure part de son efficacité est perdue, si l'on a préalablement arrêté pour l'explosion une date précise. Si l'on n'a pas sérieusement l'intention de réaliser la grève, la fixation d'une date vaudra ce que peut valoir une menace. Mais de

telles menaces sont bien vite usées. et si elles ne sont jamais suivies d'un acte positif, elles sèment le découragement et la méfiance dans les milieux prolétariens.

Pour que la grève politique ait le plus de chances possibles de succès, il faut qu'elle surgisse spontanément d'une situation en vertu de laquelle la masse entière du peuple se trouve jetée dans la plus vive surexcitation, — par exemple une grande iniquité qui l'atteigne directement, un coup d'Etat, ou quelque chose d'analogue. Le peuple est alors prêt à tout oser, et un mot d'ordre comme celui de la cessation du travail circule dans ses rangs ainsi qu'une traînée de poudre. Tout cède, et l'adversaire est secoué, bouleversé, terrassé, par la soudaineté et l'ampleur et la violence de l'éruption.

Il n'y a rien de plus erroné que la conception selon laquelle la grève politique ne peut être entreprise avant que la totalité de la classe ouvrière soit organisée syndicalement. Jamais une pareille hypothèse ne se réalisera. Et elle n'aurait de portée que pour le cas où l'on voudrait avoir raison de l'adversaire par la pression économique d'un grève *de longue durée*.

S'il s'agit de vaincre à l'aide d'un choc moral, alors ce n'est pas l'*organisation* générale qui est nécessaire, c'est *l'agitation* générale des masses prolétariennes, appuyant dans le même sens que la grève. Il va de soi que d'ailleurs cette agitation se manifesterait en pure perte, si elle n'était pas soutenue par une organisation, ou par une classe ouvrière instruite à l'école de l'organisation ; celle-ci joue le rôle du cerveau et de l'épine dorsale.

Ce que Marx écrivait en 1852 sur l'insurrection armée, on peut le dire de la grève politique, en se contentant de modifier quelques expressions :

« L'insurrection est un art, tout comme la guerre ou d'autres arts, et un art soumis à certaines règles, qu'un parti ne

saurait négliger impunément... D'abord, il ne faut jamais jouer avec l'insurrection, si l'on n'est pas résolu à affronter toutes les conséquences du jeu. L'insurrection est un calcul basé sur des grandeurs éminemment incertaines, dont la valeur peut varier d'un jour à l'autre. Les forces contre lesquelles on a à lutter ont de leur côté tout l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle ; si l'on ne peut leur opposer une puissance considérable, on est battu et anéanti. En second lieu, une fois que l'insurrection a éclaté, il faut agir avec la plus vive décision et prendre l'offensive. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; celui-ci est perdu avant de s'être seulement mesuré avec l'ennemi. Surprend ton adversaire tant que ses troupes sont encore disséminées ; procure-toi chaque jour de nouveaux succès, même peu importants ; maintiens fermement l'ascendant moral que t'ont procuré les premiers triomphes du mouvement ; attire à toi les éléments oscillants qui suivent toujours la plus forte impulsion et se battent toujours dans les rangs les plus sûrs ; oblige ton ennemi à la retraite avant qu'il ait pu concentrer ses forces ; bref, selon le mot de Danton, le plus grand maître connu jusqu'à ce jour en fait de tactique révolutionnaire ; de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! » (*Révolution et contre-révolution en Allemagne*, pages 117-118).

Mutatis mutandis, tout cela est vrai aussi pour la grève politique. Que l'on ne joue pas avec elle, que l'on ne promette pas sa mise en scène pour telle ou telle date. Lorsque son heure aura sonné, que les masses ouvrières se donneront énergiquement à la grève, et que la lutte sera engagée contre le pouvoir, la victoire sourira d'autant plus tôt que l'on aura plus vite appliqué la résolution de faire grève, sans hésiter ni parlementer, ni traîner les choses en longueur, sans attendre que l'ennemi ait rassemblé ses moyens de défense et élaboré son plan de campagne. Le triomphe

sera d'autant plus prompt, que l'on aura moins laissé à l'adversaire le temps de se reconnaître et de respirer.

La grève générale belge d'avril 1902 est à cet égard un remarquable exemple de la grève à ne pas faire. D'abord, le gouvernement fut avisé que l'on allait lui livrer, à telle date, une lutte à mort. Et puis, lorsqu'on lui eut laissé le temps de se recueillir et de s'armer, de rassembler ses forces défensives et d'achever tous ses préparatifs, on entreprit quand même la grève annoncée.

Loin de nous l'idée de reprocher cette erreur aux camarades belges. En dépit de tout, ils se sont battus si brillamment, et ils ont opéré une retraite en si bon ordre, que l'on doit les considérer comme ayant racheté leur faute dans toute la mesure du possible. Aussi bien, il est toujours plus facile au spectateur de découvrir des erreurs qu'à l'intéressé de les éviter. Mais le désir d'épargner tout blâme à nos camarades belges ne peut nous entraîner jusqu'à passer sous silence leurs fautes, quand nous courons le risque de réitérer celles-ci. Nous n'avons aucun motif pour incriminer les camarades belges, qui se sont avancés bravement sur un terrain si épineux et d'ailleurs inconnu alors ; seulement, il faut que nous apprenions d'eux à ne pas fouler à notre tour le chemin qui les a conduits à l'insuccès.

Or, si nous nous intruisons à l'école de la grande grève belge, nous arriverons à la conviction qu'il serait néfaste pour nous en Allemagne de vouloir nous habituer à l'idée que dans telles circonstances déterminées, nous aurons à proclamer la grève politique. Par exemple, dans le cas, où l'on aggraverait l'actuel système électoral pour le Reichstag.

Il y a du reste un autre argument qui plaide contre cette conception de la grève politique. Et cela nous amène à constater une troisième analogie entre la guerre des rues et la grève politique.

Quel que fût le point de départ de n'importe quelle guerre des rues, elle avait toujours et partout pour but le renversement du pouvoir dominant, et non pas simplement d'arracher à celui-ci une concession isolée. Rien de plus naturel. Dans la guerre des rues, on risquait sa vie. On n'a recours à cet enjeu-là que dans de grands desseins. Ce qui pouvait inspirer aux masses le courage et l'ardeur qu'il leur fallait pour se jeter à la rencontre de la force armée, c'était seulement la conscience d'être en mesure de secouer un joug devenu insupportable.

Mais ce qui, d'autre part, était indispensable pour rendre hésitante ladite force armée, c'était l'impression d'un imminent écroulement du régime existant. Aussi longtemps que le soldat pouvait se dire que demain ses supérieurs seraient les mêmes que ceux d'aujourd'hui, même si sa rébellion contre eux aboutissait au succès, il se gardait bien de toute insubordination, au châtiment de laquelle il pensait impossible d'échapper en quelque occurrence que ce fût. Un seul sentiment était susceptible de l'ébranler, la conscience qu'en passant du côté du peuple, ou en montrant beaucoup de mollesse dans la répression du mouvement, il déterminerait la chute du gouvernement, et qu'alors son crime d'insubordination se transformerait en un acte du plus noble civisme.

Enfin intervenait aussi, élément non moins indispensable, la perturbation mentale des dirigeants, constatant que tout faux pas, soit dans le sens de la faiblesse, soit au contraire dans celui de la brutalité, aurait pour prix, non seulement un amoindrissement quelconque de puissance ou de prestige, mais encore la déposession même du pouvoir.

Des considérations du même ordre s'imposent en matière de grève politique. Là aussi l'enjeu est gros ; si chacun des combattants ne risque pas directement sa vie, cependant il s'agit pour lui de son existence économique, et dans une

toute autre mesure qu'au cours d'une grève ordinaire, où les ressortissants de telle branche d'industrie dans une seule localité ont derrière eux le prolétariat entier avec ses organisations en pleine vigueur et ses multiples moyens d'assistance aux camarades en lutte. La défaite, dans une grève politique, si les hostilités ont été poussées jusqu'à l'extrême, c'est la défaite de toute la classe ouvrière, l'anéantissement de toutes ses associations politiques et économiques, la complète incapacité, pour le prolétariat, de reprendre la lutte avant des années.

Au dernier congrès du Parti autrichien, Victor Adler déclara que la grève générale lui était devenue plus sympathique depuis que la « glorieuse retraite » des camarades belges avait montré que, « pour terminer une grève générale, il fallait beaucoup de sagesse, de circonspection, d'habileté. » Le contexte indique qu'Adler, par cette phrase, entend évidemment la possibilité d'atteindre à la victoire à force de sagesse et de prudence, mais aussi la possibilité de cesser la lutte sans attendre la défaite, dès qu'a disparu toute chance de succès. Pour moi, je ne me fierais guère à la seconde possibilité. Un général s'exposerait à de bien tristes expériences, si, au cours d'une bataille, il se livrait à l'idée qu'à n'importe quel moment il pourra tourner bride à volonté, quand il aura reconnu que l'ennemi est le plus fort. Lorsqu'on commence une lutte, il faut être résolu à y tenir jusqu'au bout, tout en comptant avec la possibilité d'une défaite. Dans tout mouvement important que nous entreprenons, le début seul est à notre merci. Ce qui adviendra dans la suite dépend non pas exclusivement de nous, mais aussi beaucoup de nos adversaires.

La possibilité d'une défaite ne doit d'ailleurs pas nous induire à refuser la bataille. Il serait piteux, le guerrier qui n'accepterait la lutte qu'à condition d'avoir déjà la victoire dans sa poche. Il peut même s'offrir des circonstances où il

faut aller au combat avec toutes les probabilités de la défaite, car une retraite sans coup férir équivaut à une complète banqueroute morale.

Mais plus les suites d'une défaite possible promettent d'être graves, plus on a l'obligation de se garder d'ouvrir les hostilités sans nécessité, plus importante doit être la cause pour laquelle on aborde la lutte.

Il serait superflu de démontrer qu'un gouvernement est d'autant plus exposé à perdre la tête, en cas de grève générale comme en cas de guerre des rues, qu'il est moins solide et moins sain. Aussi bien, un gouvernement chancelant et en décomposition est-il seul en danger à cet égard. En ce qui concerne un pouvoir qui sait ce qu'il veut, qui est homogène et réellement fort, et qui a ses racines dans les masses profondes de la population, le péril le grandit. En somme, on n'a pas encore découvert le moyen de renverser un pouvoir de ce genre.

Le mécanisme gouvernemental se détraque, lui aussi, avec d'autant plus de facilité, que le pouvoir est plus menacé. La guerre des rues l'a démontré pour l'armée, et cela est vrai aussi pour les salariés des services publics. Ci-dessus déjà, nous avons expliqué que le personnel des chemins de fer a plus d'intérêt que presque toutes les autres catégories de travailleurs, à l'avènement d'un régime prolétarien. Mais précisément une grève est aussi plus chanceuse pour eux ; elle est plus néfaste quand elle aboutit à un échec et que rien n'est modifié dans les milieux dirigeants. Une victoire momentanée peut même devenir la cause d'une défaite, lorsqu'il s'agit d'obtenir une concession isolée, et non pas d'imposer la transformation du système gouvernemental dans le sens prolétarien. On l'a bien vu pour la grève générale de Hollande. Dans la plupart des pays, les camarades des chemins de fer, avant de se rallier à une grève politique, doivent soigneusement examiner si ce mouvement

ouvre la perspective de l'instauration d'un régime dominé par le prolétariat.

Et il en va pareillement pour toutes les autres catégories de personnel dont l'Etat a besoin pour le fonctionnement de ses services.

C'est même là que nous devons chercher l'une des causes de l'échec subi par la dernière grève générale belge. Les cheminots, les soldats, etc., se seraient bien solidarisés avec les grévistes, s'ils avaient entrevu la possibilité que le mouvement aboutit à remplacer le gouvernement ultramontain par une ministère Anseele-Vandervelde.

Les chances de réussite d'une grève politique sont minimes là où la social-démocratie n'est pas assez forte, ni assez bien entraînée pour empoigner le gouvernail en cas de triomphe.

Si toutes les observations formulées ici sont justifiées, nous arriverons donc à cette conclusion, que la grève politique est une arme qui peut rendre d'éminents services dans certaines circonstances, mais pour le fructueux emploi de laquelle le temps n'est pas encore venu. Ce n'est un moyen souverain, ni d'arracher des concessions isolées aux classes dirigeantes, ni d'assurer en toute occurrence le maintien des libertés et droits politiques acquis.

Mais, là où le prolétariat ne dispose de nul instrument d'action politique légale, et où, en matière politique, il a peu à perdre et énormément à gagner, la grève générale, éclatant dans des circonstances favorables, au moment où le gouvernement traverse une crise de faiblesse ou d'embarras, là et alors la grève générale peut devenir un moyen, pour le prolétariat, d'engager la suprême, décisive bataille en vue de la conquête du pouvoir. C'est un moyen vraiment révolutionnaire, et, comme tel, il n'est en situation qu'à des heures révolutionnaires, quand c'est la totalité de la puissance politique qui est en jeu, et non pas telle ou telle me-

sure isolée, comme le droit de suffrage, ou la liberté de coalition, et ainsi de suite.

La grève politique n'est donc pas en situation au milieu des conjonctures actuelles. Prétendre le contraire, ce serait affirmer que l'on doit recourir à elle en toutes circonstances. Nous avons vu que l'on ne saurait se représenter les formes qu'affectera la prochaine lutte pour la puissance publique. Des évènements du dehors, — nous avons indiqué à ce sujet un soulèvement en Belgique, une guerre malheureuse pour la Russie, une guerre civile aux Etats-Unis, — pourront trouver en Allemagne la répercussion voulue pour que la conquête du pouvoir politique s'accomplisse sans nulle catastrophe, par des voies pacifiques. Au surplus, la solidarité et la force de résistance des instruments d'action politique que le prolétariat a aujourd'hui à sa disposition, n'ont pas encore été soumises à des épreuves extrêmes. Enfin, le progrès peut nous réserver encore bien de l'imprévu.

Rien ne serait donc plus inconsidéré, que de s'engager à déclarer la grève politique dans le cas où surgiraient telles ou telles éventualités. Mais nous n'avons d'autre part pas le moindre motif pour écarter l'idée que des éventualités quelconques pourront provoquer une grève générale. Je suis pleinement d'accord avec Adler, lorsque, dans le discours que j'ai déjà cité, il dit : « — Je ne suis pas pour que nous donnions à nos adversaires l'assurance, si reposante pour eux, qu'il n'y aura pas de grève générale. Ce serait les nourrir d'illusions dangereuses. Nous ne voulons pas renoncer à la grève générale. Seulement, la question de savoir quand, comment, pourquoi, elle éclatera, cela est du domaine de l'avenir. »

V

Utilité des discussions sur la Grève Politique.

Si nous ne pouvons encore nous prononcer d'une manière précise sur le futur emploi de la grève politique, quel intérêt y a-t-il donc à discuter sur cette méthode de combat, à laquelle nous ne serons peut-être jamais appelés à recourir et qui, si elle devient nécessaire, exercera une action d'autant plus énergique que le mouvement aura été moins prévu ? Est ce qu'en polémiquant à ce sujet, nous n'aboutissons pas tout juste, d'un côté, à couver des œufs encore à pondre, et de l'autre côté, à permettre à notre partenaire de regarder prématurément nos cartes ?

Certes il serait oiseux de se casser la tête à scruter l'avenir, si nos actes d'aujourd'hui ne contribuaient pas à former l'avenir, et si nos idées sur l'avenir n'influaient pas de quelque manière sur notre conduite présente. Cette action réciproque étant incontestable, il est, non seulement permis, mais même obligatoire pour ainsi dire, de s'inquiéter des choses futures. Or, si le recours à la grève politique ne semble pas devoir s'imposer plus tard sans réserve, il n'y a pas lieu non plus de l'éliminer du cadre des possibilités. Et nous devons discuter publiquement cette grève, parce que, précisément, pour être efficace, il faudra qu'elle soit l'explosion spontanée d'une profonde et unanime colère du prolétariat, et non pas l'œuvre préparée pour telle date par une petite association quelconque, — non pas une échauffourée. Si la guerre des rues de 1848, commencée à l'improviste, a eu pour elle immédiatement les masses et s'est terminée par le triomphe des barricadiers, c'est parce qu'une longue pratique de l'insurrection armée, durant maintes dizaines d'années, depuis la prise de la Bastille, avait familiarisé avec cette méthode de lutte l'esprit du peuple.

Un pareil stade d'éducation n'est ni nécessaire, ni souhaitable, aujourd'hui. Ce que nous possédons de droits politiques nous permet de discuter devant tout le monde la théorie des moyens d'action politique, ce qui était impossible avant 1848. Nous sommes à même de remplacer dans une certaine mesure, par cette discussion, la nécessité de l'apprentissage pratique ; nous serions fous de n'en point profiter. En raison des formes présentes de la démocratie, nous ne croyons pas, comme les revisionnistes, que soient devenues superflues les grandes et décisives luttes de classes pour la puissance politique, mais nous pouvons nous épargner une bonne partie des tentatives où tout échec coûte si cher. Nous pouvons nous dispenser de provoquer les batailles suprêmes avant le temps où les classes ascendantes posséderont la force et la maturité voulues pour assumer définitivement les charges de la puissance publique et les exercer avec succès. Mais de ce que nous désirons nous abstenir de toute expérience de grève politique, il n'en suit pas que nous devions éviter de développer sa théorie. Au contraire, il nous faut la faire pénétrer d'autant plus profondément dans l'esprit des camarades. S'il doit jamais advenir que le prolétariat saisisse, soit obligé de saisir l'arme de la grève politique, elle ne répondra bien à son but que lorsque la classe ouvrière aura déjà sur le compte de cette arme des notions précises.

La discussion publique de la grève politique n'est du reste pas seulement un procédé compensateur destiné à remplacer l'école des expériences positives. Elle peut aussi avoir un très puissant contre-coup sur notre vie politique.

En tout cas, le mot de Marx demeure vrai, la *force* est l'accoucheuse de toute société nouvelle. Nulle classe dominante ne renonce de bon gré, spontanément, au pouvoir. Mais cela ne signifie pas nécessairement que l'accoucheuse de toute société nouvelle doive être la *violence*. Une classe

montante doit avoir préparé tous les instruments de force qui pourraient lui servir à déposséder la vieille classe dirigeante, mais elle n'est pas obligée sans condition à en venir à l'*emploi* de ces instruments. La *connaissance* de l'existence de ceux-ci peut parfois suffire à décider une classe descendante à négocier pacifiquement avec l'adversaire parvenu à la prépondérance.

Plus les moyens d'action du prolétariat seront nombreux et puissants, plus sa culture aura été poussée loin, et plus il y aura de chances pour que s'opère pacifiquement le passage du capitalisme au socialisme. Mais pour ce qui est d'arriver à ce que la révolution sociale affecte bien cette forme, ce ne sera pas à force de protestations placides, ni en nous résignant aux assurances ou à quelques autres de ces concessions qui ne sont jamais faites sérieusement, qu'on ne doit tenir que pour des hypocrisies, et dont l'acceptation, interprétée comme un signe de peur, induit nos adversaires à refuser, avec de plus en plus d'énergie, toutes les concessions dignes de ce nom. C'est seulement par nos moyens d'action que nous imposons à nos adversaires et leur suggérons de chercher à s'entendre à l'amiable avec nous, — ce pourquoi, nous aussi, nous faisons des vœux, en tant que l'émancipation du prolétariat demeure possible sans compromission ni ajournement. Le précepte antique : « Si tu veux la paix, prépare la guerre », a plus de valeur ici qu'en n'importe quelle autre matière. S'il doit résulter de nos discussions, d'abord, que nous possédons dans la grève politique une arme à deux tranchants certes, et utilisable seulement dans des cas extrêmes, mais toujours dangereuse pour l'ennemi, et formidable dans des conditions données, — ensuite, que la vraisemblance d'un recours final à cette arme va s'affirmant en raison directe de la mesure où l'on fausse ou brise entre nos mains toutes autres armes politiques, — alors nous aurons singulièrement amélioré notre

position de combat pour la défense de nos droits civils et pour l'élimination de catastrophes.

Il ne faut évidemment pas que toutes nos espérances se portent vers l'idée d'une évolution pacifique. Toujours est-il que si je suis guetté par un voleur et qu'il me voie dans ma main un revolver, je serai moins exposé à ce qu'il me tombe dessus et à ce que je sois acculé à l'abattre pour sauver ma peau, que si je cache mon arme et qu'il me croie sans défense. Et voilà encore un point de vue d'où s'impose une discussion publique de la grève politique.

Enfin, cette discussion est nécessaire à la vitalité même du Parti. Tous les différends qui ont surgi dans nos rangs au cours des dernières années avaient, au fond, pour origine, la notion qu'en persistant dans notre tactique et en continuant nos progrès, nous serons vite amenés à un grand choc décisif avec les classes dirigeantes. Or, si, pour cette bataille suprême, nous ne pouvons compter sur aucune arme politique, en dehors de celles à nous octroyées par les classes en question, notamment le suffrage universel, il est clair que nous avons en perspective un avenir fort inquiétant.

D'où les tentatives pour découvrir une tactique qui ajourne à plusieurs siècles de nous la lutte finale, ou qui dilue celle-ci en une infinité de combats minuscules et sans forte répercussion, ou qui encore, élude à la manière proudhonienne l'objet du conflit, la puissance publique. Avec toutes ces tentatives de se dérober devant l'ennemi ou même de lui inspirer de nous une opinion flatteuse, on risque simplement de sacrifier pour l'existence du Parti tout ce qui constitue les principes et la justification de cette existence, et d'émasculer le Parti, de l'orienter vers une dissolution plus ou moins lente.

Il en va bien autrement si le prolétariat a la pleine conscience de posséder divers moyens d'action qui ne sont en rien subordonnés au bon vouloir des classes dirigeantes, et

grâce auxquels il finira par avoir la force de l'emporter sur ses adversaires, même dans le cas où ceux-ci auraient recours aux procédés les plus brutaux.

Alors, sur la route qu'il sait être la bonne et à laquelle il doit d'être allé si loin déjà, il poursuivra sereinement sa marche, sans se laisser provoquer par les cyniques qui ne demandent qu'à noyer dans le sang la démocratie ouvrière, sans se laisser non plus troubler par les admonestations des amis si lyriquement tendres qui souhaitent sa victoire, mais répugnent à ses luttes.

Le meilleur moyen d'inspirer au prolétariat le sentiment profond et vif de sa propre force et la conviction de son triomphe futur, ce moyen me paraît être une propagande tendant à démontrer la possibilité finale et l'efficacité de la grève générale. Et pour assurer cette efficacité même, il faut avant tout étudier dès aujourd'hui les possibilités et la méthode de la grève générale.

Parvus

Rédacteur de « Aus der Weltpolitik ».

C'est en s'appuyant sur des arguments très puissants et des expériences fort troublantes, que plusieurs représentants de la tendance radicale de la social-démocratie font une opposition acharnée à l'idée de la grève générale. Aussi, je tiens à poser immédiatement ce principe, que, apercevoir dans la grève générale un *moyen d'action économique* pour en finir avec la *classe capitaliste*, c'est se payer une *illusion*.

Et cette rêvasserie peut être plus pernicieuse que jamais pour le Parti, car elle n'est que trop propre à détourner l'attention du prolétariat des conditions politiques de son développement vital. Jules Guesde l'a démontré au Congrès des camarades français avec une clarté rigoureuse.

Seulement, si ce qu'il a dit là est vrai, ce qu'il veut est faux.

La grève générale a ceci de déplorable, qu'au premier abord elle paraît d'une réalisation extraordinairement simple. Le travailleur sait qu'il est exploité. Eh bien, qu'il ne se laisse pas exploiter ! Si tous les travailleurs refusent de se laisser exploiter, le sol se dérobe sous les pieds des exploiteurs, il ne reste absolument plus aux capitalistes qu'à abdiquer. Et si cette forme de lutte semble simple, le moyen d'y parvenir ne le semble pas moins. Il ne s'agit que de répandre une idée parmi les travailleurs. Pure question de propagande. Tout le reste passe à l'arrière-plan, et d'abord l'action parlementaire, avec ses vains efforts et ses perpétuels écœurements ; et aussi l'agitation politique, avec sa cuisine, et les mille questions de personne qu'elle met sur le

tapis. Tout cela, c'est du temps gâché, et du dommage, direct, parce que cela éparpille l'attention du Prolétariat, au lieu de la concentrer sur le seul point décisif.

Il n'est même pas jusqu'à la lutte syndicale qui ne soit condamnée implicitement par la croyance en la puissance *économique* de la grève générale. D'ailleurs, historiquement celle-ci est surtout un produit de la débilité syndicale. Tant que les syndicats ne sont pas encore assez forts dans les divers métiers pour mener la lutte avec les moyens d'action qui leur sont propres, on voit régulièrement surgir l'idée du recours à la grève générale. Et il en résulte, non moins régulièrement, que le prolétariat déserte la seule voie qui mène à l'expansion de la puissance économique, l'achèvement de l'organisation corporative.

La plus naïve des conceptions relatives à la grève générale, c'est celle que l'on puisse à l'aide de ce mouvement, *affamer* la classe capitaliste. D'abord, pour réaliser cette espèce de concurrence de la faim, il faudrait gagner à la grève, non seulement tous les travailleurs de toutes les industries et commerces de l'alimentation, y compris les boulangeries militaires, mais aussi les ouvriers des champs, les paysans, les servantes, les femmes de ménage de la petite bourgeoisie à la campagne, comme à la ville. Puis, il faudrait que la grève fût *universelle*, qu'elle s'étendit simultanément à tous les pays, sans quoi les capitalistes ne seraient guère embarrassés de se faire expédier des denrées de l'étranger, ou, mieux encore de se transporter à l'étranger, pour y attendre en parfaite quiétude que les travailleurs soient mis à la raison par la faim.

L'action exercée par la grève générale sur la production vaut d'être envisagée plus sérieusement. Il n'en est pas moins certain qu'une grande grève partielle est plus sûrement nuisible aux fabricants que ne pourrait l'être la grève générale. Le pire dommage qu'une grève puisse causer aux

capitalistes, c'est en effet de les empêcher d'exécuter en temps voulu leurs contrats de livraison et de satisfaire à leurs engagements financiers, et par suite d'aboutir à ce que leurs concurrents leur enlèvent les commandes. Or, si l'industrie entière est atteinte par la grève, les divers capitalistes en cause entreront en arrangement au sujet de leurs engagements de livraison et de paiement, et toute concurrence sera éliminée. Les capitalistes pourraient attendre avec tranquillité la fin de la grève, qui sera d'autant moins durable qu'elle aura plus d'extension. Ils sauraient qu'après la grève, en raison de la hausse consécutive à la plus ou moins longue interruption de la production, ils se récupéreraient des pertes subies, et très probablement avec du profit encore.

L'erreur fondamentale de quiconque voit dans la grève générale un moyen d'anéantissement économique de la classe capitaliste, provient de ce que l'on envisage comme de purs rapports de personnes la relation entre le Capital et le Prolétariat. D'un côté, une poignée de millionnaires, et de l'autre, les millions de travailleurs, qui ne demandent qu'à n'être plus exploités. On oublie là que les deux partis, celui des capitalistes et celui des prolétaires, sont englobés dans un *système social de production*, qui domine les uns comme les autres. Ce qu'il y a de tragique dans la destinée du prolétaire, ce n'est pas, encore une fois, qu'il soit exploité, c'est que, dans la société capitaliste, il soit obligé, pour pouvoir exister, de se laisser exploiter.

La grève générale, conçue comme il vient d'être dit, est une tactique de *passivité*, et le prolétariat, pour son émancipation, a besoin surtout d'*activité*. Loin d'avoir à s'abstenir de l'agitation économique et politique, c'est par elle qu'il doit mener sa lutte. Ce n'est pas en se croisant les bras et en se livrant au fatalisme du désespoir qu'il aura sa libération, c'est en marchant le poing levé, et en dépensant beaucoup

d'intelligence et d'audace. On ne peut pas se dérober par la fuite à l'exploitation ; c'est tout au plus si l'on échappe par la mort. Il faut *supprimer* l'exploitation. Il n'y a pas seulement à briser la volonté de la classe capitaliste, il y a à changer le mode de production. Le prolétariat ne peut point paralyser la production capitaliste, mais il doit la conquérir à l'aide du *pouvoir politique*.

Si l'on considère la grève générale *à ce point de vue là*, non pas comme un moyen de révolution sociale *extérieur* à la politique, mais comme un moyen de lutte du prolétariat en vue de la conquête de la *puissance publique*, immédiatement elle prend un tout autre caractère, une toute autre portée

La grève générale, en tant que grande grève politique, s'emploie, non pas contre la puissance économique de la classe capitaliste, mais contre la puissance politique de l'Etat capitaliste. Elle doit avoir autant d'extension qu'il est nécessaire pour réduire à l'inertie les branches les plus considérables de la production, et les moyens de transport et de communication. Son résultat le plus net est alors la *désorganisation de l'Etat*.

L'influence qu'une générale cessation de travail exercerait sur le fontionnement de l'Etat, serait bien plus profonde et bien plus étendue que si l'on réussissait à réaliser, par exemple, un refus général des impôts. Sans argent, l'Etat peut se maintenir longtemps, mais non pas sans chemins de fer, postes et télégraphes. Si les transports par chemins de fer sont interrompus par suite de grève du personnel, il n'y a plus de livraisons de charbon, etc., mais surtout il n'y a plus de mobilisation possible. Les troupes restent disséminées dans leurs garnisons habituelles, elles ne peuvent plus sur un ordre télégraphique, être concentrées en quelques heures, dans n'importe quelle localité, au choix des dirigeants. L'emploi de l'armée contre l'ennemi intérieur est devenu

presque impossible. Et en même temps, l'arrêt des transports et de la production met le gouvernement dans des embarras chaque jour grandissants pour l'entretien même de l'armée. Il est facile de comprendre que l'administration, et les services de la justice et du fisc sont aussi en pleine perturbation. Le mécontentement et le désordre se font jour parmi les militaires, pendant que l'effervescence augmente partout ailleurs.

La grève générale exerce une énorme *action morale*. Avec elle, tous les rapports sociaux deviennent incertains, tout est en plein bouleversement, la nation entière est secouée par les furieuses vagues de la politique. La grève générale désorganise le train-train de la vie journalière. Elle contraint à la discussion politique et à l'action jusqu'aux plus indifférents.

De même que la guerre arrache aux préoccupations économiques des centaines de milliers d'êtres humains et les oblige à regarder en face les problèmes politiques, de même la mobilisation de l'armée prolétarienne par la grève générale détermine partout la confusion politique, porte à l'extrême toutes les forces de la vie civile, les oppose les unes aux autres avec la pire brutalité, rend inévitable une solution qui affecte les bases mêmes de la société. Cette solution est enfin amenée par une détente quelconque entre le peuple et l'armée. Au sein de celle-ci, la discipline s'est d'autant plus affaiblie que la grève s'est plus développée dans le temps et dans l'espace. Alors, ou la grève générale est noyée dans le sang, ou les soldats passent à la cause du peuple, et celui-ci prend la direction de l'Etat en vue de réaliser ses desseins à l'aide de la puissance publique.

La grève générale, à ce point de vue, n'est rien d'autre que la *revolution sans armes*.

Mais ce qui différencie la grève générale des révolutions que nous avons appris à connaître jusqu'à ce jour, ce n'est

pas seulement qu'avant tout elle élude une résistance en armes à la force militaire. La révolution était braquée contre le gouvernement, la grève générale est employée contre l'Etat. La révolution se concentrait dans la capitale, la grève générale éclate dans le pays entier. La révolution n'organisait les masses que sur les barricades et dans les rues, la grève générale ne se peut accomplir qu'avec des masses préalablement organisées. La révolution avait pour condition première un mécontentement très répandu à l'égard de la politique du gouvernement, la grève générale nécessite en outre le développement des syndicats et de la social-démocratie et la diffusion des idées socialistes dans l'armée.

La grève générale est la *révolution prolétarienne*.

Docteur Friedeberg

Publiciste

Conférence faite en juillet 1901, à Berlin, sous les auspices de « l'Union Libre des Syndicats allemands ».

Quelques jours nous séparent encore du Congrès socialiste d'Amsterdam. Le prolétariat international passe ainsi, à des époques déterminées, la revue de ses forces, tant pour se tenir au courant de la situation des divers socialismes nationaux que pour fixer les règles de la tactique à suivre dans l'avenir. Il va de soi, que des règles rigoureuses de tactique ne peuvent être recommandées qu'après un clair examen de chaque *devenir* socialiste, une connaissance exacte de la situation politique, — sans phrases, ni fantasmagorie, d'un regard réaliste. Et le prolétariat allemand a plus de raison qu'aucun autre d'être renseigné aussi exactement que possible sur l'état du mouvement socialiste international, puisque, considéré toujours comme étant le plus avancé, il se doit à lui-même d'éviter toute faute de tactique.

Mesurer les progrès du socialisme, c'est déterminer dans quelle mesure il se rapproche de son but final. Le but de tous les mouvements ouvriers, c'est, on le sait, la suppression des antagonismes de classe, et le libre développement de la personne humaine. Tout le reste, qu'on l'appelle comme on voudra, ne peut être qu'un moyen. On pourra donc dire que le socialisme est en progrès, si l'on peut prouver que, dès maintenant, il parvient à restreindre peu à peu la puissance de classe de la bourgeoisie et à réaliser l'affranchissement matériel et intellectuel de la classe ouvrière, — à accumuler tout au moins en elle de telles énergies, que cet affranchissement sera bientôt réalisé. Mais si nous sommes obligés d'avouer que tel n'est pas le cas, nous devrons bien convenir

que nous n'avons pas été à la hauteur de notre mission, et que notre tactique ne nous a pas conduit là où nous voulons aller.

Il y a domination de classe, lorsqu'une classe en tient une autre dans sa dépendance économique, lorsqu'une poignée de capitalistes possédant tous les instruments de production, la multitude des non-possédants, c'est-à-dire le prolétariat, est réduite, pour vivre, à lui vendre sa force de travail, et cela aux conditions que cette poignée de capitalistes veut bien lui faire. Les prolétaires ne peuvent pas produire, ils ne peuvent que vendre leur force de travail. De cet esclavage économique résulte l'esclavage politique et social, avec toutes ses conséquences. On reconnaît donc qu'il y a domination de classe à ce trait fondamental, que les producteurs sont séparés des instruments de production.

Chacun de vous sait qu'aujourd'hui encore cette domination de classe subsiste ; et il n'est pas besoin de prouver qu'aujourd'hui encore les prolétaires sont séparés de leurs instruments de production. Mais on pourrait faire observer, que si la domination de classe s'est en ce sens maintenue, elle a pu néanmoins revêtir des formes plus adoucies, et la situation matérielle et morale de la classe ouvrière allemande devenir bonne et satisfaisante. Examinons donc, en prenant un à un ce qu'on appelle les droits imprescriptibles de l'homme, si c'est bien le cas, si vraiment le prolétariat allemand est arrivé dans ses longues luttes à une telle situation.

Le premier de ces droits, c'est la sécurité de la personne physique. Au point de vue de la vie et de la santé, le prolétaire est-il dans une situation qui compense sa dépendance économique ? Nous devons tous mourir, certes, et le prolétaire n'est pas immortel ; il y a toutefois, pour une époque déterminée, des moyennes de longévité, et nous devons nous demander si le prolétariat, — la santé ouvrière étant chaque

jour mieux protégée — a atteint ces moyennes ou tout au moins s'en est rapproché. Il y a ensuite la sécurité du lendemain, qui est pour chaque individu un premier signe et une condition *sine qua non* de bien-être et d'aisance. Vivre comme l'oiseau sur la branche, dans une perpétuelle inquiétude du lendemain, ce n'est pas là, personne ne le soutiendra, vivre dans de bonnes et heureuses conditions. Et à côté de cette sécurité de l'existence matérielle, de ces conditions purement physiques de vie, nous aurons encore à examiner si le développement intellectuel et moral du prolétariat est assuré. C'est un des premiers besoins de tout homme cultivé — et il n'y a pas de vie heureuse pour lui si ce besoin n'est pas satisfait — de pouvoir travailler sans cesse à son perfectionnement intellectuel et moral. A envisager aussi, si les droits individuels sont garantis, si chacun, dans sa condition et son milieu, peut défendre ses droits ou s'il est soumis à des abus, à un arbitraire, auxquels les membres des autres classes ne ne sont pas exposés.

Nous aurons enfin à examiner — et ce point n'est pas le moins important — si le prolétariat possède pour ses enfants des moyens d'éducation en rapport avec les progrès de la culture générale. C'est là aussi un des besoins essentiels de tout homme cultivé; quand, dans les conditions sociales actuelles, il lui est impossible, pour lui-même, de goûter aux bienfaits généraux de la civilisation, il espère — et cette espérance est pour lui comme le pivot de sa vie morale — que ses enfants seront à cet égard mieux partagés.

La question est de savoir, si même sous la domination capitaliste persistante — et malgré l'état de dépendance économique où il est maintenu, caractéristique essentielle du régime présent — tous ces droits, que je viens d'énumérer, sont, dès maintenant, garantis au prolétariat allemand.

En ce qui concerne la sécurité de la vie, que j'ai signalée comme une des exigences essentielles d'une vie humaine,

vous savez bien que pour le prolétariat, même avant la naissance et dès le sein maternel, cette sécurité n'existe pas. Vous savez que la femme a été précipitée de plus en plus par le capitalisme dans le cycle industriel et que, même enceinte, elle doit le plus souvent continuer à travailler. Vous savez qu'il y a des métiers si dangereux pour la santé, qu'ils mettent en péril la vie de l'enfant dans le sein maternel. Je pense à ces industries, où l'on emploie du mercure, du plomb et du phosphore; je pense au métier des couturières, et de tant d'autres, qui tous sont gros de dangers pour l'enfant en gestation. Nous savons par les travaux sur l'hygiène et les communications statistiques des médecins et des hygiénistes que, dans ces métiers, le nombre des avortements est considérable, que dans l'étamage, par exemple, qui autrefois se faisait avec le mercure, aucune ouvrière ne mettait un enfant à terme. Nous savons que la scrofule, le rachitisme sont le partage des ouvriers dès leur enfance. Les conditions d'existence de l'enfance ouvrière sont si déplorables, que la mortalité infantile est deux fois plus grande dans la classe ouvrière que dans les autres classes, et qu'en général, sans parler des nourrissons, il meurt quatre ou cinq fois plus d'enfants, dans le prolétariat que dans les autres classes. Vous savez bien aussi qu'un prolétaire sur deux meurt de la tuberculose, de la phtisie, et cela non à la fin d'une longue vie de plaisirs, mais à la fleur de l'âge, après une courte vie de dur labeur. Les statistiques de la Commission impériale d'assurances ont montré que c'est de 20 à 30 ans que la phtisie fait le plus de morts et d'invalides et que, bien avant que la maladie n'ait abouti à ce résultat, l'ouvrier fatigué, débile, ne fait guère que traîner. Vous savez que pour le prolétaire, par rapport aux autres classes, la durée moyenne de la vie est réduite de 20 ans. Et ce n'est pas là un chiffre produit par des politiciens démagogues, mais établi par des hommes de science, par les statisticiens

de l'Empire allemand eux-mêmes, et on ne peut en contester l'exactitude. Je pense aux lamentables conditions de logement faites aux ouvriers. A Berlin et dans d'autres villes, par les enquêtes que les caisses de secours pour les malades, et, en particulier, les caisses locales des commerçants, ont fait faire, on a pu constater dans quelles mansardes, sans air ni lumière, les ouvriers malades doivent s'entasser, condamnés ainsi à succomber plus tôt encore aux attaques de la maladie. Vous savez que l'ouvrier malade n'a d'autres ressources que l'assistance privée ou publique. Vous savez que l'ouvrier arrive rarement à l'âge où il pourrait jouir des soi-disant bienfaits de la législation sociale, dont ont fait tant état aujourd'hui. Une statistique, concernant un métier déjà bien placé, les ouvriers en instruments de précision, établit solidement que sur les 40.000 ouvriers de cette profession, 28 seulement ont atteint l'âge de la pension.

Ainsi, pour ce qui concerne la sécurité de l'existence corporelle, les conditions sont inexorablement mauvaises.

Et l'existence matérielle, comment est-elle assurée ? Je crois, chacun de vous pourrait en témoigner, qu'il arrive rarement qu'un ouvrier soit occupé régulièrement toute l'année. Le travailleur est à la merci de la puissance de l'Etat, de l'arbitraire et du caprice des capitalistes privés, qui le gardent ou le renvoient selon leur bon plaisir. Il ne faut souvent qu'un mot pour que l'ouvrier, dénué de tout droit à cet égard, soit jeté sur le pavé, quelque soit le temps, long ou court, qu'il ait travaillé chez un entrepreneur. Nous pouvons même dire que plus un ouvrier a travaillé de temps dans un atelier, et moins sûre est son existence, car plus il devient vieux, et plus il est épuisé. L'ouvrier est facile à remplacer, plus facile qu'une machine ; la réserve de l'armée industrielle met sans cesse à la disposition des capitalistes des forces de travail toujours plus jeunes, plus productives.

Nous savons que la caractéristique essentielle de notre état social, du mode actuel de production, c'est précisément l'insécurité de la vie économique. Le système capitaliste s'accompagne, on pourrait dire fatalement, de crises économiques. C'est un fait que, même dans les meilleures périodes, quand l'industrie marche bien, il y a toujours un excédent de forces de travail, si bien que tous les travailleurs, qui voudraient et pourraient travailler, ne peuvent être occupés dans tout l'ensemble de la production nationale, et qu'il y a sans cesse une réserve de l'armée industrielle, qui peut s'élever jusqu'au chiffre énorme de 100.000, dans les crises qui ébranlent le marché du travail. Nous savons qu'il y a quelques années, dans la seule ville de Berlin, les sans-travail étaient 100.000, que dans toute l'Allemagne presque un demi-million d'hommes se trouvaient sans ouvrage. Aujourd'hui encore, il n'y a aucun droit au travail : l'ouvrier, citoyen de l'Etat, est soumis à tous les devoirs; il doit sa force de travail ; il doit verser son sang et son argent, si la patrie est en danger ; — mais un droit du travailleur, lui assurant du travail et lui garantissant ses vieux jours, quand il a dépensé toute sa force de travail au service de l'Etat et de la Communauté, cela n'existe pas, de cela il n'est point question !

Et la formation morale, le développement intellectuel, qui tiennent si à cœur à tout homme cultivé, comment sont-ils assurés ? Vous savez bien tous ce qu'il en est de nos écoles populaires. Vous savez que l'Etat et les classes dirigeantes ne donnent au peuple que la dose d'instruction compatible avec leurs intérêts et ne visent qu'une chose : avoir des travailleurs dociles. Les débats de la Chambre des députés en Prusse ont montré, en leur temps, comment les Junker, les propriétaires fonciers de l'Est, entendent l'éducation du peuple. Savoir écrire, lire et compter, leur semble bien suffisant, et ce qu'il faut surtout enseigner, c'est la religion,

pour que les enfants grandissent dans le respect de leurs maitres et de la classe dirigeante. La bourgeoisie elle-même. par l'enseignement populaire, ne veut que former des travailleurs habiles et sages ; elle est opposée à toute instruction populaire approfondie, craignant que le peuple, plus instruit, s'élevant à des besoins plus hauts et à la connaissance de sa situation de classe, ne renverse la société actuelle. C'est une lutte perpétuelle avec les administrations municipales, même libérales, pour l'instruction obligatoire. Toujours ces messieurs se refusent à instituer l'instruction gratuite et obligatoire.

Vous savez comment, avec les longues journées de travail — ce moyen de maintenir esclaves les masses prolétariennes en les abrutissant — les besoins de culture du peuple sont étouffés, comment la division du travail allant toujours augmentant avec le développement du machinisme, l'homme est transformé en manœuvre, qui ne connait plus rien de l'ensemble de la production, et passe souvent sa vie entière à accomplir la même tâche parcellaire, si bien que le travailleur est condamné à l'abrutissement par l'effet combiné de cette division du travail et des longues journées de labeur.

Et les droits individuels. le droit de la personne. cela est-il garanti ? Un mot suffit ici pour caractériser la situation : Justice de classe. Vous savez tous que nous vivons en pleine lutte de classes, que les classes dirigeantes se servent de tous les moyens pour maintenir leur domination et ne craignent pas de représenter cette domination comme un droit divin, une manifestation de la justice divine. Vous savez que la loi est exécutée de façon bien différente, selon qu'il s'agit d'un membre des classes dirigeantes ou d'un prolétaire. Vous savez que, dans notre organisation militaire, un délit commis par un simple soldat, a d'autres conséquences que le délit commis par un supérieur. Vous savez comment la liberté individuelle de l'ouvrier est sauvegardée ; il me

suffit de vous rappeler ces noms : Essen, Lobtau, Heidelberg, sans parler de Bruzewitz, Hussener, et d'autres cas. Je n'ai besoin aussi que de rappeler la situation des travailleurs agricoles, qui, aujourd'hui encore, n'ont pas pu obtenir le simple droit de coalition, le premier droit que, dans un Etat, la classe ouvrière devrait posséder, le droit de se concerter pour l'amélioration de sa vie matérielle et des conditions de travail.

Et l'éducation des enfants, comment est-elle assurée ? J'ai déjà parlé de l'école populaire. Mais il suffit de songer au travail des enfants pour être édifié à ce sujet. Vous savez qu'aujourd'hui, il n'est pas possible au père de famille ouvrier de suffire seul, malgré la longueur de la journée de travail, aux besoins de sa famille ; si celle-ci veut se maintenir à un niveau de vie tant soit peu humain, la femme et les enfants doivent travailler avec l'homme. Les enfants doivent, dès leur âge le plus tendre et avant d'avoir atteint leur maturité de corps et d'esprit, subvenir, eux aussi, à l'entretien de la famille. Et peuvent-ils espérer s'élever au-dessus de leur classe ? L'enfant d'un ouvrier peut-il compter sortir du prolétariat ? Vous savez tous que c'est presque impossible, qu'un cas se présente à peine sur cent mille. C'est là précisément ce qui caractérise notre état social : l'enfant du travailleur est exclu de la culture ; il doit rester un ouvrier ; il doit travailler éternellement pour le capitalisme ; il est condamné pour toujours à la misère et au sort lamentable du prolétariat.

Si nous considérons ces faits, nous devons avouer que la situation du prolétariat s'est bien peu améliorée depuis que nous menons la lutte de classe, et nous nous poserons cette question : à quoi cela tient-il que le prolétariat allemand n'ait pas encore pu conquérir une situation plus heureuse ?

On dira peut-être qu'ayant à mettre en branle des masses prolétariennes profondément déprimées, dont la vie était à

peine une vie humaine, tout ce que le mouvement socialiste a pu faire, en quarante ans de lutte, c'est de créer les prémisses d'une conscience de classe. Mais ce n'est pas le cas : le peuple allemand est déjà, depuis longtemps, un des premiers peuples civilisés, le peuple allemand a un passé révolutionnaire, il a livré de grandes et difficiles luttes de classe, et la révolution bourgeoise elle-même ne s'est pas accomplie sans la participation essentielle des classes ouvrières. Cette raison ne porte donc pas, mais vous pourriez me reprocher d'avoir dépeint la situation trop en noir. J'accorderai que mainte amélioration a été apportée à la situation de classe du prolétariat allemand. Certes, nous avons fait quelques pas en avant, nous avons une législation protectrice du travail qui, pour lamentable et misérable qu'elle soit, ne laisse pas de contenir des germes certains d'un meilleur avenir. Il y a donc élévation du niveau de vie prolétarien. Mais ces résultats sont-ils dus uniquement, en réalité, à la lutte de classe, d'autres circonstances n'ont-elles pas coopéré ?

Je pense à l'heureuse conjoncture de cette période de prospérité, que l'Allemagne a connue pendant des années. Cette prospérité a favorisé l'essor du capitalisme allemand. Elle a fait pleuvoir sur le peuple allemand une pluie d'or, dont la classe capitaliste s'est octroyée une large part, ne laissant au prolétariat que bien peu de chose. Certes, la situation centrale de l'Allemagne, la technique et la science allemandes, et — considération nullement secondaire — les goûts modestes des ouvriers allemands, tout cela nous a permis de fonder une grande industrie d'exportation, qui a amené beaucoup d'argent en Allemagne, argent dont le prolétariat allemand n'a recueilli, d'ailleurs, qu'une maigre part. Mais réfléchissez-y vous-mêmes, si la situation avait été moins heureuse pour la classe capitaliste, si la lutte pour le profit avait été plus dure, le prolétariat allemand eût-il obtenu le peu qu'il

a obtenu ? On ne peut répondre à cette question que par un haussement d'épaules ironique.

Si nous considérons que la classe capitaliste a maintenu, sans l'adoucir nullement, sa domination, que la situation du prolétariat allemand, dans son ensemble, malgré d'heureuses conjonctures et les efforts énormes qu'il a dépensés, ne s'est améliorée que d'une manière tout à fait négligeable, nous devrons nous demander si la méthode de lutte que le mouvement ouvrier allemand a employée ne serait pas quelque peu défectueuse, et si des fautes de tactique n'auraient pas été commises : la tactique en usage a peut-être fortifié et amélioré la situation du prolétariat, mais elle peut aussi, sous un autre rapport, avoir consolidé la position des classes possédantes et la domination de la bourgeoisie, en lui fournissant des moyens de puissance plus grands encore que ceux que le prolétariat a conquis. Et je soutiens qu'en fait, c'est ce qui a eu lieu. La tactique que le prolétariat a jusqu'ici employée, il devait peut-être l'employer, mais elle est maintenant, pour le moins, insuffisante. La tactique du prolétariat allemand se résume en une formule : « Conquête du pouvoir politique ». Voilà le mot d'ordre qui a ébranlé les masses.

Pour cette conquête, le suffrage universel direct, égal et secret était le seul moyen. Que le prolétariat allemand se soit engagé sur cette voie, rien de plus simple à comprendre, car on avait devant les yeux l'exemple de la bourgeoisie. Le tiers-Etat s'était émancipé, il avait conquis sa part de de puissance politique par une révolution politique. Il avait conquis une part de cette puissance qui, de toute antiquité, pour des causes diverses, par l'effet combiné de la tradition, de la puissance économique, de la religion et de la royauté, avait appartenu aux classes féodales, aux Junker, maîtres du capital foncier, possesseurs du sol. Il avait conquis sa part de puissance politique, grâce à sa puissance économique,

la bourgeoisie étant maîtresse du capital mobilier et d'une grande partie des instruments de production. Il allait de soi qu'une classe, ayant la puissance économique, mais ne pouvant donner à cette puissance tout son essor par suite de certaines entraves, s'efforçât de conquérir la puissance politique et unît sa domination — car c'est de cela qu'il s'agissait — à celle des anciens possesseurs du pouvoir pour mieux écraser les masses opprimées du prolétariat. Aussi voyons-nous que la part prise par la bourgeoisie à l'administration, à la puissance politique, sous la forme du parlementarisme, servit à accroître sa puissance économique, à fortifier sa domination de classe et, d'accord avec les Junker, à exploiter la classe ouvrière. C'est ainsi que, lorsque le mouvement ouvrier entra en scène, le concept de l'Etat eut un double sens.

D'une part l'Etat apparaissait comme une puissance impartiale, planant au-dessus des classes. Vous savez bien qu'au début du mouvement, des concepts abstraits comme l'Etat étaient très obscurs, qu'ils avaient été déposés dans la conscience populaire — avec un sens favorable aux classes dirigeantes — par l'école, l'Eglise et l'éducation. C'était là encore un effet de la conscience religieuse ancienne, une déduction de la justice divine : l'Etat en émanait, il était conçu comme quelque chose de transcendant, représentait les intérêts généraux de la société, et devait servir à concilier les antagonismes de classes. Et dans un certain sens, très restreint, l'Etat est bien cela en effet. L'Etat a certains intérêts qui ne concordent pas pleinement avec ceux des classes possédantes : par exemple, il représente la nation tout entière vis-à-vis des autres nations, car la lutte pour le profit se livre aussi de nation à nation; — et, en face des simples intérêts privés du capitalisme, l'Etat doit sauvegarder les intérêts de la défense nationale et de la culture. Mais chacun sait bien, s'il a quelque sens de la vie réelle, que cela même est dans

l'intérêt du capitalisme et qu'en réalité l'Etat n'est pas autre chose entre les mains des classes possédantes qu'un instrument destiné à maintenir leur domination sur le prolétariat. Aussi, toutes ces illusions, que même un Lassalle pouvait encore se faire sur le compte de l'Etat, lui qui voulait fonder des coopératives de production avec le concours de l'Etat, ont-elles été rejetées depuis longtemps par le prolétariat au magasin des vieilles ferrailles.

Mais il reste une autre conception de l'Etat. Si l'on reconnaissait dans l'Etat une institution hostile au prolétariat, on croyait pourtant pouvoir s'en emparer. On oubliait ainsi complètement que l'Etat, à proprement parler, n'est rien qu'une pure abstraction, que l'Etat n'a de sens qu'autant qu'il subsiste des opprimés, et qu'avec l'organisation socialiste, où il n'y a plus d'opprimés, il cesse d'exister. L'Etat est la quintescence de la domination bourgeoise.

Aussi n'avons-nous pas à conquérir le pouvoir, mais à organiser la vie économique et morale du prolétariat de telle sorte que toute exploitation et toute dépendance cessent. Nous voyons dans les Etats démocratiques, même dans les plus libres, où il semble que le peuple serait pleinement à même de mettre l'Etat à son service, — comme par exemple en Suisse, où l'initiative et le referendum existent — que cela n'est d'aucune utilité au prolétariat, qu'une lourde domination de classe pèse sur lui, parce que son organisation économique et son affranchissement moral ne sont pas encore assez avancés. Et l'Etat, cet instrument de domination pour les classes possédantes, et dont l'existence est liée au maintien de leur exploitation, ne comporte aucune institution qui puisse compromettre sa puissance, il ne comporte au contraire que des institutions qui doivent la renforcer. Mais les parlementaires s'imaginent que l'Etat va leur donner les moyens et la possibilité de le détruire, sinon en une seule

fois, du moins peu à peu, sans que l'Etat puisse réagir et s'opposer à sa propre destruction !

A chercher ainsi à conquérir la puissance politique, il est clair que nous faisons pour le moins un long détour. Le suffrage universel n'a pas été donné au peuple, parce que le peuple était assez fort pour le conquérir, mais son octroi fut, de la part de Bismarck, un maître coup dans la partie d'échecs de la politique — et un coup à double portée. D'abord, en bon Junker, il voulut jeter le prolétariat dans les jambes de la bourgeoisie industrielle et libérale, espérant bien ainsi, tout en entravant celle-ci, paralyser celui-là ; et Bismark savait bien, d'autre part, en fin connaisseur des hommes qu'il était, que s'il enchainait le prolétariat à une action légale, il dérivait dans des chemins de traverse l'énergie révolutionnaire du peuple, qu'il craignait par-dessus tout. Et les événements ont pleinement justifié ses prévisions. Si le prolétariat a conquis quelques avantages économiques, il le doit uniquement à l'esprit, à l'énergie révolutionnaires qui, au début, animaient le mouvement socialiste et inspiraient de si grandes craintes aux classes dirigeantes.

C'est l'enthousiasme, que savaient communiquer les chefs, l'esprit de sacrifice, le dévouement à toute épreuve, qui animaient les premiers militants et passaient dans les masses, voilà à quoi le prolétariat est redevable des quelques avantages dont il jouit, mais non à la quantité de voix, qui aujourd'hui se donnent au socialisme, mais ne représentent plus aucune sérieuse conviction. Autrefois, si l'on donnait sa voix au socialisme, si l'on y adhérait, c'était l'effet d'une croyance réfléchie en un nouvel ordre de choses ; aujourd'hui, les masses viennent à nous, souvent, dans un esprit intéressé ; nous avons des voix, parce que nous sommes, en maints endroits, le pouvoir. Nous conquérons aujourd'hui de 22 à 23 sièges en Saxe, parce que les impôts ont été augmentés de 25 p. 100, et que cette aug-

mentation nous a amené une masse de mécontents — et non parce que la conviction socialiste s'est profondément implantée au cœur des travailleurs. Les trois millions de voix, que nous avons aujourd'hui, pèsent peu à mes yeux. La meilleure preuve de leur peu de valeur a été fournie par la Saxe elle-même. Dans cette Saxe, que le *Vorwaerts* triomphant appelait « le royaume rouge ; » dans cette même Saxe, où, peu auparavant, les événements de Lobtau s'étaient déroulés, où les victimes de Lobtau étaient encore en prison ; dans cette Saxe, où déjà, aux précédentes élections, la moitié des voix étaient socialistes, et, où — en ajoutant les voix des travailleurs adultes, n'ayant pas 25 ans et non électeurs, — 60 p. 100 des ouvriers étaient animés de convictions socialistes ; dans cette Saxe enfin, où, aux dernières élections, 60 p. 100 des suffrages exprimés, et, en ajoutant les voix des non-électeurs, les trois quarts des travailleurs, étaient socialistes, — *la Social-Democratie s'est laissé enlever, sans la moindre tentative de résistance, ce suffrage universel, avec lequel, selon la tactique suivie jusqu'ici, nous devions bouleverser la société toute entière ! Pas une main ne s'est levée pour le défendre !* Et l'on conviendra qu'il y a une différence entre un droit, que je n'ai pas encore pu conquérir, pour lequel je ne fais encore que lutter, et un droit que je possède déjà, et que je me laisse ravir sans pouvoir le défendre ! Où donc est toute cette puissance et cette énergie prolétarienne, dont nous nous enchantons, si nous ne pouvons seulement conserver les droits que déjà nous possédons ? Et, je puis bien vous le dire, si les menaces de suppression de suffrage universel étaient mises à exécution, le prolétariat allemand ne pourrait nullement s'y opposer. L'avouerai-je d'ailleurs ? Nous ne pleurerons pas le suffrage universel, égal et secret ; au contraire ; nous admirerons plutôt la stupidité de nos adversaires, assez mauvais tacticiens

pour ouvrir eux-mêmes les yeux de la classe ouvrière sur le chemin qu'elle doit suivre.

Beaucoup d'entre vous, sans doute, ne seront pas d'accord avec moi. La tactique parlementaire, l'estimation exagérée du parlementarisme, ce sont là des choses trop ancrées dans les masses du prolétariat allemand. Et elle est vraiment si commode, cette tactique ! Tout doit se faire par la législation ; la législation changera tous les rapports sociaux ; on n'a besoin, comme activité personnelle, que de déposer, tous les quatre ans, un bulletin socialiste dans une urne quelconque. C'est ainsi, à entendre certains défenseurs de parlementarisme, que peu à peu et sans grand effort nous entrerons dans le paradis de l'Etat futur ! — Mais je voudrais vous donner quelques preuves du sérieux dommage que cette tactique parlementaire nous a causé. Autrefois des militants très éprouvés étaient aussi de cet avis ; ils ont pu changer d'opinion par suite de certaines influences, lorsqu'il leur a semblé que le prolétariat allemand pouvait, par cette tactique, obtenir de sérieux avantages. Le vieux Liebnecht s'écriait un jour :

Comprenons-le bien. Par la parole, nous ne pouvons exercer aucune influence directe sur la législation. Nous ne pouvons émouvoir le Reichstag par nos discours. Si nous pouvons, par nos discours, répandre des vérités parmi le peuple, nous le ferons bien mieux encore autrement. Quel effet pratique un discours a-t-il au Reichstag ? Aucun. Et parler sans résultat est un plaisir de fous.

Pas un avantage, et d'un autre côté, des dangers : les principes sacrifiés, la grande et sérieuse lutte politique rabaissée en escarmouches parlementaires, le peuple induit en cette illusion que le Reichstag peut résoudre la question sociale.

Et devrons-nous faire au Reichstag du « travail pratique ? » Alors, ce ne pourra être que trahison de nos principes ou empirisme à courte vue.

Je ne rabaisse pas la parole. Mais, dans un temps de crise, dans un moment où un monde meurt, où un autre monde naît, la place des défenseurs du peuple est au milieu du peuple.

Mais admettons que ce rêve s'accomplisse, et qu'une majorité

socialiste entre au Reichstag. Que fait cette majorité ? « Hic Rhodus, hic salta. » Le moment est maintenant venu de transformer la société et l'Etat. La majorité rend un decret historique, le nouveau monde est né. Ah! mais non, une compagnie de soldats chasse la majorité socialiste hors du temple, et si ces messieurs ne veulent pas se laisser faire, ils sont conduits à la prison de la ville par quelques agents de police et là ils ont tout le loisir de réfléchir sur leur donquichottisme.

Le vieux Liebknecht avait pleinement raison. Le parlement est une institution bourgeoise, destinée à combattre la royauté et le féodalisme. Nous aurions voulu le détourner de son but et le faire servir à l'émancipation du prolétariat. Mais le parlementarisme comporte nécessairement certaines conséquences, qui ont corrompu et paralysé à l'extrême le mouvement ouvrier. Il porte en lui-même les causes de son irrémédiable stérilité pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, stérilité qui se manifeste d'autant plus vite que le Parlement semble s'occuper plus activement des classes opprimées. Tout d'abord, lorsque nos adversaires s'aperçoivent que leurs dissensions tournent à notre avantage, ils s'empressent de faire bloc contre nous et ils n'hésitent pas à changer soit le mode de suffrage soit le règlement du Reichstag.

Mais le parlementarisme apparaît encore mieux comme un moyen de combattre le prolétariat, lorsqu'on considère l'influence qu'il exerce sur le moral des classes opprimées. Je pense à l'incessante collaboration avec des adversaires, sur des objets que regardent la société actuelle. Les 99 0/0 des questions agitées au Parlement, et sur lesquelles nos représentants ont à discuter, ne nous concernent pas et elles seront sans objet, dès que le prolétariat aura renversé la domination capitaliste. Leur nécessité, à toutes, ne tient qu'à l'organisation sociale actuelle, et quand nos représentants s'en occupent, ils doivent se mettre au point de vue de nos adversaires, et naturellement, abandonner un peu

de leur indépendance de pensée ; ils sont enchaînés ; ils ne peuvent donner libre cours à leurs opinions, parce qu'il n'y aucune communion d'idées possible avec des adversaires, sur lesquels ils ne sauraient exercer aucune influence. Et que pourrait-on attendre, en réalité, de cette influence ? Nos représentants souffrent dans leur dignité de ne pouvoir parler aussi librement qu'ils le voudraient, faute de pouvoir être compris. Et ce sont de perpétuels compromis. Et la libre propagande ? Abandonnée ! Vous le savez bien, vous, les vieux militants, quand nous n'avions pas de députés au Parlement, tout l'effort se portait sur l'agitation ouvrière, chacun y mettait du sien, l'ardeur parmi les masses était tout autre. La parole enflammée d'un orateur ne peut remplacer l'influence directe, rien ne peut suppléer à la directe infusion dans les masses de l'énergie révolutionnaire, — des comptes rendus parlementaires moins qu'autre chose, car s'ils atteignent le lecteur, — ce qui est rare — ils ne lui arrivent que tronqués et défigurés par la presse adverse.

Vous m'accorderez tous que dans cette lutte pour la conquête du pouvoir, nous devons tenir compte de ceux dont nous voulons gagner les voix. Personne ne contestera que le souci d'acquérir des voix, de conquérir des suffrages n'ait émoussé la pointe révolutionnaire du mouvement ouvrier. A côté de bien d'autres preuves, il me suffit de retirer le protokoll du Congrès de Francfort, où Grillemberger lui-même a avoué ouvertement ce souci des électeurs rétrogrades et l'a justifié de toutes ses forces comme étant la chose la plus naturelle du monde. Peu à peu, d'un grand mouvement de culture générale, le mouvement a dégénéré en un mouvement purement économique, en une question d'estomac.

Tel est le chemin que nous avons parcouru. Nous ne revendiquons plus la pleine liberté, le développement inté-

gral de la personnalité dans la vérité ; nous avons mis dans notre programme que la religion est chose privée ! Si cependant notre idéal est la liberté personnelle, nous n'avons besoin d'aucune religion. Il n'y a jamais eu de Dieu, il n'y a pas de Dieu, il n'y en aura jamais. L'homme porte en lui seul les conditions de son action ; c'est en vertu de sa pleine liberté intérieure, c'est en personne libre, qu'il doit agir, affranchi de toutes les tyrannies, de quelque nom qu'elles veuillent se parer. Aussitôt que la *Social-Démocratie* a abandonné ce point de vue, elle a écarté d'elle une grande partie des esprits les plus nobles, elle est devenue réactionnaire — et tout cela, pour acquérir des voix ! Et qu'est devenu notre soi-disant idéal dans la question du mariage, cette institution économique, dont nous voulions faire une institution morale, où l'homme suivrait librement sa nature — non ses passions basses, mais sa libre personnalité morale? Que trouvons-nous aujourd'hui parmi nous ? Les conceptions du prolétariat et de beaucoup de ses représentants sont devenues plus philistines que celles de la bourgeoisie. Le mot d'ordre est de respecter les convenances, de ne faire aucun scandale, pour ne pas essuyer le reproche de prêcher l'amour libre ou d'autres horreurs. Nous passons notre temps aujourd'hui à publier les scandales de la vie privée de la bourgeoisie, à traîner dans la boue, devant le prolétariat, des gens qui ne sont souvent que les victimes de leurs passions et de leur tempérament, et nous négligeons les discussions vraiment libres, qui développeraient le sentiment de la lutte de classe. C'est pour le pouvoir qu'aujourd'hui nous luttons. Je crois bien, et tous vous serez d'accord avec moi, que ce n'est pas en suivant un tel chemin que le socialisme se réalisera.

Mais voici qui est plus important et plus significatif encore : *Par cela même que le prolétariat, par l'intermédiaire de ses représentants, participe de la manière la plus*

intime à la confection des lois, par celà même que les lois aboutissent grâce au concours et avec l'agrément du prolétariat, le sens de la légalité est fortifié dans la classe ouvrière, et quelle légalité ! la légalité d'un état de classe, une légalité qui, loin de répondre aux aspirations profondes de la liberté, ne repose que sur le gendarme et la police. Aussi voyons-nous le mouvement socialiste, loin de devenir un mouvement vraiment libre et fort, dégénérer : on n'a pas le courage de déclarer franchement et hardiment : non, nous ne voulons pas de votre légalité de contrainte, nous sommes les adversaires irréductibles de votre état de classe et de vos lois. Bebel a bien déclaré à Dresde, que le socialisme livrait un combat à mort à la société bourgeoise ; mais pouvons-nous le croire sur parole, quand lui, Bebel et tous les autres députés, participent chaque jour davantage à la confection des lois !

Mais il y a mieux encore. Les ressources du prolétariat sont limitées. Le prolétariat est une classe pauvre, et ce n'est qu'à force de privations que chacun de ses membres arrive à faire ce qu'il peut, pour l'amélioration du sort de sa classe, pour la lutte de classe. Les ressources sont donc maigres, et nous ne devons pas nous dissimuler que le parlementarisme coûte beaucoup d'argent. Peu importerait vraiment, et je serais le dernier à en faire argument contre le parlementarisme, mais nous devons nous demander si l'argent ne pourrait pas être mieux employé. — et, à mon avis, étant donné les dangers du parlementarisme, on ferait un emploi plus utile et plus fécond de nos ressources en les consacrant à une action directe sur le prolétariat. Au surplus, il faut bien le voir clairement : *dans une lutte comme celle que nous menons, nous avons besoin de fortes et puissantes individualités, nous avons besoin d'hommes, qui mettent au service de notre idéal toute leur énergie. Or, le parlementarisme, c'est, pour chacun de nous, l'aliénation de*

notre action personnelle ; le parlementarisme est un système de délégation ; et comme, pour être véritable, il requiert justement le vote secret, il ne peut former les hommes dont nous avons besoin. J'ai donné des exemples de notre impuissance actuelle. Je pense aussi à ces droits, que nous possédons légalement, et qui n'existent que sur le papier, parce qu'il n'y a derrière aucune puissance réelle qui puisse les défendre. Je pense à la Saxe, je pense au réglement du Reischtag bouleversé au mépris de cette légalité que nos adversaires mettent si haut et qu'ils ont foulée aux pieds, dès qu'il s'est agi des intérêts essentiels des classes dirigeantes et des Junkers.

Vous me direz maintenant que le parlementarisme est pourtant un bon moyen de porter la critique socialiste jusqu'au milieu de nos adversaires. Je ne dis pas le contraire, mais je dis aussi que l'éducation que le prolétariat se donne par le parlementarisme n'a qu'une valeur purement négative, et n'exige, ne comporte qu'un développement bien pauvre de la personnalité ; je dis que c'est un mauvais moyen d'éducation pour le prolétariat.

J'accorderai que le parlementarisme a eu son importance dans le développement historique du prolétariat — et qu'il pourra encore l'avoir. Mais il ne nous a pas donné ce dont nous avions surtout besoin, et il ne pouvait pas, de par sa nature même, nous le donner : c'est ce qui maintenant, après toutes mes observations, doit être devenu évident pour vous.

Heureusement, nous avons d'autres institutions pour mener la lutte de classe, et des institutions qui relèvent de la seule volonté du prolétariat, qui ne dépendent pas, comme le parlementarisme, du bon plaisir de nos adversaires, — je parle surtout des syndicats. Nous pouvons voir déjà, à comparer le mouvement politique et le mouvement syndical dans leur développement, lequel des deux correspond le

mieux à la pensée et aux sentiments véritables de la classe ouvrière. Ne nous occupons pas des voix recueillies aux élections et ne considérons que les groupements politiques : nous voyons qu'en plus de quarante ans de luttes, ils ne sont arrivés à grouper aujourd'hui que 200.000 hommes, et voilà tout ce que représente le parlementarisme ! Le mouvement syndical, lui, est plus récent : le Parti le considérait d'abord comme une gêne, une concurrence, et il n'a, en quelque sorte, trouvé grâce devant le Parti qu'au Congrès de Cologne ; il n'en a pas moins groupé, en peu de temps, plus d'un million d'ouvriers. Il faut donc le dire : la concentration ouvrière dans les syndicats est, pour la lutte de classe, un instrument plus puissant que l'organisation politique, avec ses cadres vides, et aujourd'hui presque tout entière tournée aux fins du parlementarisme. Le but que nous poursuivons, — l'institution d'une organisation socialiste, — ne pourra être réalisé que si les syndicats deviennent les facteurs essentiels de la production. Les syndicats portent en eux, dès aujourd'hui, les prémisses du nouvel ordre social.

Sans doute — et nous devons, hélas, le reconnaître — ce n'est pas là encore l'idéal que poursuit dans son ensemble le mouvement syndical. Sans doute, beaucoup de syndiqués ont encore des aspirations bien terre à terre et ne voient souvent dans le syndicat qu'une sorte de tirelire : ils versent leur gros sou de cotisation, et ils espèrent en voir sortir bientôt des merveilles ! Tout cela est évidemment fâcheux, mais la mission du syndicalisme révolutionnaire est précisément de transformer ces adhérents « pratiques » en militants éclairés, en socialistes conscients. Nous devons le dire franchement : si le mouvement politique s'est engagé sur une fausse voie, il s'était proposé au moins un haut idéal ; le mouvement syndical, lui, est sur la bonne voie, et ses tendances fondamentales sont pleinement justifiées ; mais

souvent, par réaction contre le parti politique, il ne se propose malheureusement que des fins étroites et basses et rabaisse ainsi sa valeur révolutionnaire. Nous avons vu le trade-unionisme anglais borner son horizon à la lutte au jour le jour pour l'amélioration des conditions de travail, et c'est à cela qu'aujourd'hui encore, le plus souvent, il restreint son idéal. Le mouvement syndical allemand, d'une manière plus regrettable encore, prend la même voie. Au début, lorsqu'il se trouvait sous l'influence du Parti, — les syndiqués étant précisément les mêmes qui appartenaient aux groupements politiques, — il avait un horizon plus large; mais plus il a pris de puissance économique, et plus il a borné ses vues. Nous remarquons en lui une fâcheuse altération de tendances. Lui aussi, de plus en plus, restreint sa tâche à améliorer la situation présente, à obtenir de meilleures conditions de travail. Il n'a plus, pour le moment, d'idéal élevé, ou tout au moins il le voile de telle sorte qu'il n'en vaut guère mieux.

Il est cependant appelé à organiser la société future dont les syndicats seront les facteurs économiques essentiels, et à former les libres et fortes individualités dont nous avons besoin. Alors que le parlementarisme, avec le vote secret, ne développe pas la personnalité, le syndicalisme accapare l'homme tout entier. Dans une grève, par exemple, ceux qui participent aux résolutions engagent toute leur existence pour le triomphe de leurs revendications. Le mouvement syndical est donc à même de former des caractères forts, car les luttes que les syndicats conduisent, — la grève, le boycottage, le Premier Mai, — requièrent l'entière responsabilité de chacun. Le Premier Mai a, dans le mouvement syndical, une grande importance; il est, peut-être, la seule action populaire et révolutionnaire que nous pratiquions aujourd'hui.

C'est, à mon sens, à la manière dont le Premier Mai

est fêté, qu'on peut le mieux juger où en est le mouvement ouvrier. Raccourcissez la journée de travail, abaissez-la de 12 à 11, de 11 à 10, et finalement à 8 heures, vous n'aurez encore rien fait pour briser la domination de la classe capitaliste. Mais si les travailleurs, ne fût-ce qu'un jour dans l'année, osent jeter au capitalisme un défi, et s'ils ont la force de déclarer : Non, je ne veux pas en ce jour faire ma corvée, je veux déterminer, moi-même, si je travaillerai ou non, — c'est alors la dénonciation de l'esclavage capitaliste, c'est un signe que la conscience de classe se développe parmi les ouvriers allemands. Et ils ont la vue bien courte, les syndicats, qui, sous prétexte d'intérêts matériels, et pour éviter quelque dépense, ne veulent plus célébrer le Premier Mai. Nous retrouvons ici la même étroitesse de vue que dans le mouvement politique. Le mouvement politique, lui aussi, souffre de cette estimation exagérée des moyens matériels. Tous les deux, aujourd'hui, n'ont plus qu'un but : obtenir à tout prix des avantages économiques. C'est peut-être une conséquence de la conception matérialiste de l'histoire. Cette proposition de Marx et d'Engels : la conscience est déterminée par la situation sociale, par la situation économique, n'est pas fausse, assurément ; elle est vraie pour une bonne part au moins de l'histoire humaine ; mais elle a eu pour conséquence de répandre dans le prolétariat des conceptions terre à terre, qui, loin de surexciter la lutte de classe, l'ont plutôt entravée. Il est assurément nécessaire d'améliorer la situation matérielle du prolétariat, nous ne croyons pas à la théorie de la misère croissante, nous savons que ce n'est pas le lumpen-prolétariat qui peut mener la lutte de classe. Mais nous savons aussi que la faim était autrefois un bon facteur révolutionnaire, que la rupture avec le christianisme et toute croyance en une vie future avait provoqué, parmi les premiers socialistes, un esprit de sacrifice infini et joyeux et un courage à toute épreuve ;

nous savons, par contre, qu'à mettre toujours l'accent sur le but économique, on a brisé l'effort du prolétariat vers les conquêtes morales. C'est là une triste expérience. Les ouvriers sentent moins peut-être l'aiguillon de la faim matérielle, mais, par contre, ils ne sentent pas suffisamment encore celui de la faim morale. Aussi devons-nous nous efforcer de développer et de réveiller au cœur du prolétariat allemand l'appétit de l'idéal.

Ce qui importe, ce n'est pas tant de développer la puissance matérielle du prolétariat que de fortifier en lui la vie intérieure, les aspirations révolutionnaires. Les revisionnistes vont si loin dans leur effort pour conquérir à tout prix la puissance économique, que, pour quelques lambeaux de réformes, ils font alliance avec la royauté, avec le Centre, avec les réactionnaires les plus avérés ; de même les syndicats qui, pour des avantages matériels, envoient des télégrames à des ministres d'Etat et soumissionnent des entreprises qui entravent pour longtemps la lutte de classe.

Ce n'est pas là émanciper le prolétariat ; c'est lui forger de nouvelles chaînes. Ce que nous devons faire, c'est insuffler au mouvement syndical un vigoureux esprit de résistance révolutionnaire. Nous ne voulons pas faire des syndicats une dépendance du Parti ; au contraire, nous considérons le mouvement syndical comme l'épine dorsale, comme le facteur essentiel de la lutte de classe. Nous croyons que le mouvement politique doit, changeant une fois encore de méthode, s'incorporer au mouvement syndical pour lui donner sa force et son élan. Il nous faut un fort mouvement ouvrier bien homogène, avec les syndicats pour pivot. Et ce qui donnera à ce mouvement un large horizon et un caractère révolutionnaire, c'est l'idée de *la grève générale*.

L'idée de la grève générale ne doit pas détourner les syndicats du combat quotidien, ce combat devra se poursuivre, car il va de soi qu'il faut améliorer la situation matérielle du

prolétariat ; mais il nous faut un horizon plus large. les syndicats doivent prendre conscience de leur rôle comme cellules de l'organisation économique future. Et ils peuvent faire beaucoup dans ce sens. Par les grèves, ils éduquent les travailleurs, ils leur donnent la force morale, ils développent le sentiment de la solidarité prolétarienne. L'idée de la grève générale donnera aux syndicats l'horizon large que seul jusqu'ici le mouvement politique avait ouvert devant eux. La grève générale n'est pas une utopie : au contraire, elle est le seul moyen de renverser l'Etat de classe ; elle seule donnera la possibilité au prolétariat de détruire la base sur laquelle est édifié l'Etat de classe. Sur quoi repose, en effet, l'Etat de classe ? Il repose sur ce fait que le prolétariat est exploité comme facteur de la production. C'est à ce titre que le prolétariat est nécessaire à l'existence de l'Etat de classe. Le capital n'est rien, c'est une chose morte, s'il n'y a pas de bras pour lui donner la vie et lui permettre de créer de la valeur. Si donc le prolétariat prend conscience de son rôle et se rend compte qu'il peut se retirer du procès de production, c'en est fait de l'Etat de classe. Il va de soi que nous ne croyons pas à la possibilité — du jour au lendemain — de la grève générale, et sans doute, la puissante organisation de l'Etat actuel, qui dispose de ressources si considérables, ne va pas tomber au seul mot de grève générale ; *mais l'idée de la grève générale doit amener le prolétariat à concevoir nettement la nécessité de fonder de fortes organisations et à mettre en elles toutes ses espérances d'avenir.*

Et, à cet égard, la situation est excellente. Nos syndicats comprennent chaque jour plus d'adhérents ; dans quelques branches de la production, il y a déjà plus de 50 p. 100 de syndiqués. Rien que dans les dernières années, les syndicats se sont accrus de 21 p. 100, ils sont arrivés à englober plus d'un million de travailleurs, si bien qu'on peut prédire avec certitude, étant donné qu'on a affaire ici à des facteurs dont

l'action est pour ainsi dire automatique — que dans trois ou quatre ans nous aurons deux millions de syndiqués, et, dans dix ans, trois à quatre millions. Et si l'idée de la grève générale se répand toujours davantage et plus profondément dans la classe ouvrière, il sera possible à la force croissante du mouvement syndical, — de même qu'il a été possible au mouvement politique de grouper autour des urnes trois millions de voix —, d'amener, en moins de temps encore, plus de quatre à cinq millions d'hommes à la cessation du travail et par là au renversement de l'Etat de classe.

Certes, ce n'est pas là une tâche facile, mais je vous le demande, que nous ont donné le mouvement politique et l'activité parlementaire en quarante ans de lutte? Combien de nos vieux camarades, entrés dans la lutte avec l'ardeur de la jeunesse et des espérances hardies, comptent encore aujourd'hui voir la chute du capitalisme et l'émancipation du prolétariat? L'idée de la grève générale verse dans nos cœurs une nouvelle espérance, et cette espérance, nous l'attendions en vain depuis longtemps.

Et ce mouvement, qui trouve devant lui un terrain déjà préparé, peut aboutir plus vite que nos adversaires et nous-même ne l'escomptons. Nous ne méconnaissons pas les difficultés à vaincre. Il est nécessaire qu'à l'irresponsabilité dont le parlementarisme nous a donné l'habitude, se substitue le sens de la responsabilité. Ce sens, les grèves le formeront, et le Premier Mai, et le boycottage. Avant tout, ce qu'il faut développer, c'est la personnalité. La plaie de parlementarisme, c'est qu'on attend tout d'adversaires, de la loi. Tout doit venir des autres; le parlementarisme n'a rien fait jusqu'ici pour le développement de la personnalité; et c'est pourquoi le mouvement politique a attiré tant de gens, à en juger du moins par le nombre de voix recueillies. Mais si les ouvriers veulent renverser l'état capitaliste, s'ils veulent instituer un nouvel ordre social, il leur faut devenir

meilleurs que ceux qu'ils combattent et veulent destituer. Aussi doivent-ils apprendre à ne rien laisser en eux de vulgaire et de bas, à rejeter d'eux toute immoralité. Or le caractère essentiel de l'idée de la grève générale, c'est précisément, d'être un moyen de combat d'une haute valeur morale.

La Révolution politique que l'on poursuivait ne pouvait se réaliser sans effusion de sang, sans violences. La grève générale est un moyen de lutte moral : c'est le refus conscient et libre de travailler — garanti légalement par le droit de coalition — qu'on transforme en une arme de combat. Et advienne que pourra, nos adversaires peuvent nous réduire aux dernières extrémités, ils peuvent nous affamer ; nous n'avons pas aujourd'hui à nous occuper de cela ni à nous en casser la tête. Nous n'aurons certes pas à respecter les lois de la société capitaliste, lois qu'un passé de contrainte nous a léguées, et s'il y a des souffrances, elles ne seront pas pour l'immense armée des prolétaires brisant leurs chaines.

Le moyen de lutte que nous préconisons a une grande valeur éducative. Pour refuser, — dans la plénitude de sa responsabilité, — de travailler, il faut une haute conscience morale, car il faut savoir s'élever au-dessus de ses intérêts égoïstes, et les sacrifier à l'avenir de sa classe, au progrès de l'humanité. Aussi faut-il briser tous les obstacles qui s'opposent à notre libération morale. J'ai déjà reproché à la tactique parlementaire d'avoir fait disparaître de notre programme toutes les questions relatives à l'affranchissement de la personnalité, à la suppression de la religion et des autres obstacles à notre émancipation spirituelle. Notre presse, à cet égard, ne fait malheureusement pas son devoir. Si l'on veut lire aujourd'hui un article d'inspiration vraiment libre, un article qui saisisse tout l'être et fasse battre le cœur plus fort, ce n'est pas dans la presse socialiste qu'il faut le chercher, on le trouvera rarement, mais dans la presse anarchiste. Je ne saurais assez vous le recommander : lisez la

presse anarchiste, lisez les écrits de Pierre Kropotkine, de Jean Grave, d'Elisée Reclus et d'autres. Vous trouverez-là les éléments pour cette culture libre et personnelle que la *Social-Démocratie*, aujourd'hui néglige beaucoup trop. Nous devons combattre les passions basses qui sont en nous; trop souvent, aujourd'hui, si le prolétariat arrive à améliorer sa situation, c'est pour se livrer à des réjouissances grossières; et la lutte de classe pourrait être menée avec plus de vigueur, le développement de la personnalité, le progrès moral, pourraient être assurés beaucoup plus rapidement, si les ressources accrues du prolétariat étaient employées à sa culture morale. Des ouvriers, qui rentrent ivres de l'atelier et battent à la maison leur femme et leurs enfants, de tels ouvriers ne peuvent mettre au monde de bons militants pour la lutte de classe. Ici encore, on pourrait reprocher à la *Social-Démocratie* de n'avoir pas assez agi sur les masses. Il faut éveiller et développer le besoin de culture, il faut travailler à notre perfectionnement moral. Notre horizon doit sans cesse être élargi, pour que nous devenions de redoutables adversaires de l'Etat capitaliste.

A ceux qui objectent à la grève générale qu'elle est impossible avec l'armée dont dispose l'Etat, je répondrai que, précisément, le devoir du syndicalisme est de faire l'éducation antimilitariste du prolétariat. Il y a des pays où les syndicats mettent entre les mains de chacun de leurs adhérents, avant l'entrée à la caserne, des brochures antimilitaristes, et qui organisent des institutions spéciales pour protéger les ouvriers pendant leur séjour au régiment, et, dès leur libération, pour les ramener au syndicat. L'ouvrier, ainsi soutenu, ne perd pas, à la caserne, sa conscience de classe. Les soldats seront donc ce que nous les ferons. Que les travailleurs ne battent pas leurs enfants, qu'ils leur donnent une éducation libre et vraiment morale, sans étouffer sous les coups le sentiment du respect,et ces enfants deviendront des hommes

qui, au régiment, ne se laisseront pas insulter bénévolement et seront prêts à résister à l'ordre de tirer sur les leurs.

J'ai terminé. Prendre aujourd'hui en mains la cause de la grève générale, c'est s'exposer à l'inimitié et aux attaques de ceux là-mêmes avec lesquels on a combattu jusque-là, épaule contre épaule ; mais tel est le sort de tous ceux qui embrassent une idée nouvelle. Je suis convaincu que l'idée de la grève générale fera son chemin. La grève générale est le moyen de renverser la domination capitaliste. Cette idée doit pénétrer dans toutes les organisations ouvrières. Elle doit paraître à l'ordre du jour des Congrès de Parti : il ne faut plus que la honteuse comédie de Dresde se renouvelle et qu'on voie un parti, fort de trois millions de voix, et prêt, semblait-il, à travailler sérieusement au renversement de l'Etat capitaliste, consacrer presque tout un Congrès à discuter, avec l'intolérance de l'esprit de parti le plus fanatique, le cas de quelques publicistes coupables d'avoir collaboré à quelques feuilles bourgeoises. Et cependant l'action de ces hommes, comme d'ailleurs toute la tendance révisionniste, c'est la conséquence nécessaire et naturelle du parlementarisme, et, s'il y a un coupable, c'est le Parti lui-même, qui croit ne devoir rien changer à sa tactique, malgré les changements énormes survenus, ces dernières années, dans notre situation et celle de nos adversaires. Non, encore une fois, l'action parlementaire n'est pas une action de classe, une action prolétarienne. C'est l'idée de la grève générale qui doit devenir l'idée directrice du mouvement ouvrier, c'est elle qui doit rallier groupes politiques et syndicats et servir de mot d'ordre à la classe ouvrière tout entière.

Grève générale ! Ce n'est pas là un vain mot, prononcé aujourd'hui, oublié demain, mais la prime à l'organisation syndicale, l'idée au nom de laquelle les ouvriers travailleront à leur culture personnelle, à celle de leurs enfants et de leurs compagnons de lutte, car elle signifie clairement : Pro-

létaires, votre sort, le sort de votre classe, est entre vos mains, dépend de votre force morale ! Fondez de fortes organisations, prenez conscience de votre puissance, et vous ferez tomber vos chaînes ! Et par dessus les constitutions écrites, fruit d'un passé de contrainte, vous ferez triompher les lois imprescriptibles de la liberté humaine !

Résolution votée après la conférence du Dr Friedeberg :

Une fausse conception de l'Etat, et surtout une estimation exagérée du parlementarisme ont peu à peu détourné le prolétariat du terrain de la vraie lutte de classe. La scission du mouvement ouvrier en mouvement politique et économique, qui amena la neutralisation des syndicats et l'abandon par eux de toute aspiration révolutionnaire a donné le coup de grâce à la lutte de classe.

Avec l'activité parlementaire, par une conséquence nécessaire, l'idéal socialiste s'est voilé, il a cessé d'être en opposition révolutionnaire avec les lois de l'Etat capitaliste, et il a cessé de réclamer l'affranchissement intégral de la personne humaine ; et, d'autre part, le mouvement syndical a borné son horizon à des revendications terre à terre, les syndicats estimant trop haut, eux aussi, les avantages matériels ; — en sorte que l'éducation socialiste du prolétariat allemand a été entièrement faussée et que s'il est un peu plus riche, peut-être, en moyens matériels, sa puissance réelle n'a pas augmenté.

Ce qui fait la force vraie du prolétariat, c'est un nombre aussi grand que possible de militants, animés d'un esprit vraiment libre et révolutionnaire, mais ce n'est pas le parlementarisme, système de délégation, c'est un syndicalisme, pénétré de l'esprit socialiste, qui seul peut former de tels militants.

« Développement intellectuel et moral de la personnalité ;
« Organisation autonome de la consommation et si possible de « la production ;
« Action directe, avec pleine responsabilité de chacun, grèves, « premier mai, boycottage. »

Telles sont les conditions préalables de l'émancipation du prolétariat. Cette émancipation elle-même — c'est-à-dire la suppression de l'Etat de classe — s'accomplira par la grève générale. Ce n'est pas par une révolution sanglante et violente, mais par un moyen de lutte d'une haute valeur morale, par le refus concerté, libre et conscient du travail, que le prolétariat renversera la domination capitaliste et son instrument, l'Etat.

Telles sont les raisons pour lesquelles *l'Union libre des syndicats allemands* déclare :

Que pour elle l'activité parlementaire n'ayant qu'une utilité indirecte et exigeant une dépense, disproportionnée aux résultats, de forces matérielles et morales, — c'est à l'éducation du prolétariat et à la lutte économique qu'il faut consacrer tous ses efforts, et qu'en conséquence il faut développer les organisations économiques et les pénétrer d'un haut idéal révolutionnaire, pour rendre possible, à bref délai, une grève générale victorieuse.

Cette motion a été distribuée au Congrès Socialiste International d'Amsterdam.

Débats du Congrès de Brême

(D'après le Compte rendu du *Vorwærts*)

Liebknecht recommande à l'attention du Congrès la 110e proposition, tendant à ce que la question de la grève générale soit mise à l'ordre du jour du prochain Congrès (1) :

Les camarades de Spandau, de qui émane la proposition, entendent par grève générale la grève *politique* et non pas *la grève générale proprement dite.* Les deux conceptions sont en effet souvent confondues. La question de la grève générale est fort ancienne, et ce n'est pas du tout Friedeberg qui l'a découverte. Voilà plusieurs années que Bernstein l'a remise sur le tapis, et Kautsky et Klara Zetkin préconisent, eux aussi, la grève générale. Il y a déjà là un fait qui devrait empêcher que notre proposition fût qualifiée de purement absurde, ainsi que nous avons pu le lire dans un article de salutations au Congrès. Je m'écarte des idées du camarade Friedeberg avec toute l'énergie possible. La réunion où, à Spandau, la proposition a été votée, s'est régalée de Friedeberg à s'en pourlécher les doigts. Mais cela tenait évidemment à ce que les camarades de l'endroit ne le connaissaient point. En réalité, les conceptions de Friedeberg sont extravagantes; c'est à la grève générale comprise de cette manière-là, que s'applique bien le mot d'Auer: « Grève générale, ineptie générale. »

C'est la grève générale dans le sens anarchiste, que Friedeberg recommande. Il ne nous sert que de la resucée de Nieuwenhuis. Ses idées vont à l'encontre des intérêts pri-

(1) § 110. — Les camarades de Spandau, Kiestedt et 88 autres membres du Parti à Hanove-Linden, demandent que la question de la grève générale soit mise à l'ordre du jour du prochain Congrès.

mordiaux du Parti. Elles sont en opposition avec tout ce que le Parti a fait jusqu'à ce jour. *(Très bien !)* Friedeberg établit entre le parlementarisme et le syndicalisme un parallèle où le beau rôle est pour celui-ci, parce que seuls les syndicats seraient à l'abri des coups de l'ennemi. C'est tout bonnement inexact. Partout nos organisations corporatives ont à se débattre contre les perfidies de nos adversaires. Dès que nous n'aurions plus de mouvement politique et qu'il ne nous resterait plus que nos syndicats, nos adversaires pourraient, du jour au lendemain, d'un trait de plume, supprimer les syndicats. Rien ne s'opposerait vraiment à une pareille mesure. Au lieu que, constatant comme aujourd'hui, derrière les organisations économiques une puissante organisation politique, nos ennemis n'oseront jamais provoquer les travailleurs en fermant ces espèces de soupapes. Friedeberg prétend que nous visons à former des individus absolument libres de toute obligation. Encore une inexactitude. Ce qui fait que notre mouvement est irrésistible, c'est justement le concours des individus qui oublient en somme leur propre asservissement pour ne penser qu'à l'oppression générale. Il s'en faut de beaucoup que nous aspirions à l'absolue liberté de l'individu. Nous proclamerons toujours le devoir de la solidarité, — étant d'ailleurs bien entendu qu'il doit être librement assumé. La conséquence des idées de Friedeberg, c'est l'anarchisme. Et alors, si l'anarchisme constitue un progrès sur le socialisme et implique celui-ci, on se demande pourquoi nous resterions socialistes. Si je me suis élevé avec tant d'énergie contre Friedeberg, c'est parce qu'il discrédite l'idée de la grève générale.

Le temps de parole est écoulé. L'orateur s'inscrit pour une seconde intervention. KATZENSTEIN, de Berlin, préconise la propagande ouvrière contre l'alcoolisme.

Puis LEINERT, de Hanovre, combat la 110e Proposition : La 110e Proposition a été repoussée dans une réunion du

groupe de Hanovre. Kiestedt et 88 autres citoyens, pour soumettre quand même la question aux assises du Parti, ont usé d'un détour, qu'autorisent d'ailleurs nos statuts. Cela était bon à constater. Si nous voulions suivre Friedeberg, il nous faudrait renoncer à la tactique qui a toujours été la nôtre. Friedeberg agit déloyalement. Il utilise une phrase extraite de la vieille brochure antiparlementaire de Liebknecht, phrase que voici : « Comment nous irions parlementer sur des questions de pratique courante ? Il n'y aurait là de notre part qu'insanité et trahison. » Kiestedt aussi exploite cette phrase. Ils veulent que l'on ne s'occupe plus de rien que de la grève générale.

L'idée empruntée là au vieux Liebknecht est pourtant contredite par celle qu'il a exprimée au moment du Congrès international de 1900. Liebknecht alors s'est prononcé contre la grève générale. Si l'on se met à faire de la propagande avec des citations qui datent de plus de vingt ans, on n'aboutira qu'à une confusion néfaste pour le Parti. Friedeberg est d'autant moins fondé à se réclamer de Liebknecht que celui-ci préconisait encore en 1897 l'arme du parlementarisme. Nous autres, à Hanovre, nous avons rejeté la motion tendant à un débat sur la grève générale. Les quatre-vingt-huit citoyens qui ont apporté ici cette motion ne sont pas tous adhérents du Parti. Aussi comptons-nous mettre en question les statuts de notre organisation, pour que l'on cherche comment empêcher que des motions soient introduites ici par un subterfuge de ce genre. Ce que veut Friedeberg, ce n'est pas du tout la grève politique, c'est la grève générale, et il prétend qu'avec cette arme on anéantirait la société capitaliste. Il désirerait que le parlementarisme fût remplacé par l'arme en question. Eh bien, je vous demande ce qu'il deviendrait du droit de coalition, si nous abandonnions le parlementarisme. *(Applaudissements.)*

Pfannkuch : ..... Je suis d'avis que le présent Congrès

peut incontestablement décider ce qui doit venir à l'ordre-du-jour du Congrès prochain. Il va de soi que, par exemple, la question scolaire sera l'un des points dont le prochain Congrès aura à s'occuper en première ligne. Mais il faut songer que ledit Congrès devra aussi prendre position à l'égard de problèmes d'actualité qui surgiront durant l'année courante et que rien ne nous permet de prévoir à cette heure. La besogne n'avancerait guère, si nous arrêtions dès aujourd'hui ce que sera l'ordre du jour du prochain Congrès. La direction du Parti aurait ainsi les mains liées. Je vous demande donc de repousser, pour ces raisons de fait, les questions 108, 109, et 110.

Ed. Bernstein : Le débat sur la grève générale, ou sur la grève politique, est engagé, selon moi, dans un sens complètement faux. Je ne me rappelle pas avoir dans les *Socialistische Honastshefte*, recommandé l'emploi de la grève générale pour la conquête du suffrage universel. J'ai écrit sur la grève générale dans la revue en question, et antérieurement dans la *Neue Zeit*, et je me suis élevé là contre l'idée qui tendrait à faire repousser la grève générale dans quelques circonstances que ce soient. La Belgique et l'Autriche nous ont prouvé qu'en réalité, lorsque se présentent certaines conditions, la grève en masse est un moyen excellent d'appuyer un mouvement de revendication de droits politiques. Il s'agit, à mon avis, de propager l'idée que les temps peuvent venir où nous soyons obligés de recourir à des formes de démonstration plus énergiques que, par exemple, des ordres du jour de réunion publique. Quand les Belges, il y a quelques années, furent battus dans leur grève générale, et qu'il se trouva, dans la presse socialiste allemande, des voix pour affirmer qu'il était bien établi par là que la grève générale était un moyen mort-né, j'ai plaidé dans diverses réunions contre cette assertion. J'ai démontré que, si un jour on nous livrait assaut et que l'on tâchât de nous

voler le droit de suffrage, nous ne pourrions pas nous laisser faire, nous contenter de protester, ou dire quelque chose comme : le Seigneur nous l'avait donné, le Seigneur nous l'a ôté, que le nom du Seigneur soit loué dans l'éternité. *(Très bien !)* Il importe que nous recourions à d'autres procédés. La guerre des rues a fait son temps. Notre seule arme est maintenant la grève poulitique. La question de savoir si elle mène à la victoire dépend toute entière des circonstances. La guerre des rues avait pour objectif essentiel de produire un effet moral et de porter la désunion et le trouble dans les rang ennemis. C'est aussi ce que, dans des conditions favorables, peut réaliser la grève politique. Représentons-nous donc ce qu'il adviendrait si des centaines de milliers de travailleurs chômaient volontairement. combien d'intérêts tomberaient en souffrance, quel supplément de force un pareil mouvement apporterait aux courants qui s'opposent aux mesures réactionnaires, et quelle perturbation et division il introduirait dans les courants dont bénéficie la réaction. Je ne suis nullement de ceux qu'obsède le désir de voir la question venir à l'ordre du jour, je n'ai lancé aucune motion dans ce sens, je ne me plaindrai pas si la 110e proposition est repoussée.

Mais je tiens pour nécessaire que l'on s'explique sur la question. Evidemment la grève politique est, plus que nulle autre arme, une arme à deux tranchants. Si, dans un pays latin, où se répandent les idées anarchistes, on proclame la grève générale sous un prétexte menu et sans examen approfondi des chances de succès et si une telle grève aboutit à une défaite, ce ne sera pourtant pas une raison pour rejeter l'idée même de la grève générale. Il faut que nous soyons résolus à nous garder des aventures, du romantisme. Avant tout restons nous-mêmes, nous autres Allemands. J'ai la réputation d'être un modéré et je revendique ce qualificatif comme un honneur, je le tiens volontiers pour exact. Mais

il importe de ne point confondre la modération avec la mollesse, avec la faiblesse. Etre modéré, c'est simplement s'abstenir de ce que l'on n'est pas en état de réaliser. Je proteste d'autre part contre toute accusation tendant à me représenter comme ayant jamais agis en provocateur. Jaurès, à Amsterdam, a mis en lumière — et nous savons bien tous qu'il a dit vrai, — que, le peuple allemand n'a pas de tradition révolutionnaire, abstraction faite du mouvement de 1848, qui fut d'ailleurs assez bref. Pour moi, je suis étonné de voir comme on nous inocule l'obéissance à la police, et avec quelle tranquillité on admet, par exemple, les dissolutions de réunion. Nous pouvons cependant compter sur une puissante masse ouvrière, puissante par la quantité et la qualité et nous ne devons pas laisser se répandre dans cette masse la pensée qu'il lui faille supporter tout sans broncher, qu'il lui faille se contenter tout au plus de protester par des ordres du jour de réunion publique. Il nous incombe de familiariser les travailleurs avec l'idée que, dans certaines circonstances, ils auront à recourir à une plus énergique forme de manifestation. Nous ne savons naturellement pas quel sera le résultat de la résistance par nous conseillée, mais j'espère que, si l'on voulait tâcher de nous arracher le droit de suffrage, les travailleurs allemands estimeraient que dans aucune circonstance ils ne pourraient se résigner à cela, j'espère qu'alors ils emploieraient toutes les formes de lutte qui sont à leur disposition. *(Applaudissements.)* Et s'ils étaient battus, eh bien, plutôt succomber avec l'honneur, que de se laisser arracher le droit de suffrage sans avoir tenté la résistance par n'importe quelle voie. *(Vifs applaudissements.)*

Grenz, de Leipzig, s'élève contre les anathèmes lancés à la grève générale par le journal la *Volksstimme* de Chemnitz :

Je ne crois pas que l'on puisse s'en tenir à déclarer que la grève générale est indigne de nos discussions. Je considère comme erronée l'idée que la question de la grève générale perd de son intérêt à mesure que se renfoncent les syndicats. En Saxe, la puissance de notre organisation n'a pas empêché que l'on restreigne le droit de vote. Etant données de telles éventualités, nous ne pouvons écarter purement et simplement un débat sur la grève générale. C'est la pression des faits qui nous contraint à ce débat. Et je dis que plus tôt il aura lieu, mieux cela vaudra. Je suis un adversaire de Friedeberg. Mais si vous repoussez la discussion, nous ne tarderons guère à voir se multiplier les Friedeberg Adoptez donc la 110e proposition, ou tout au moins renvoyez-la à la direction du Parti.

Liebknecht aborde maintenant la partie positive de ses développements sur la grève générale :

On prétend que si nous *pouvions* faire la grève générale ce serait qu'alors nous n'aurions plus besoin d'elle. C'est une conception absolument fausse. Nous pouvons être *entraînés* à la grève générale par des actualités politiques imprévues. Certes, l'idée d'affamer par la grève générale la société bourgeoise, est ridicule. Il ne s'agit pour moi que de la grève politique. Le problème ne peut pas être résolu à l'aide de considérations mathématiques comme celles tendant à prouver qu'une grève monstre est appelée à échouer parce que les travailleurs auraient épuisé leurs provisions plus vite que les possédants. Très nombreux sont les facteurs qui favoriseraient la cause des grévistes. Pensez au fameux système russe du refus de nourriture, système basé sur l'idée d'exercer une contrainte sur les puissances dirigeantes en mettant en péril la vie des affamés volontaires. Ce genre de grève est un exemple de l'impression qui peut être produite par la crainte du scandale, par le réveil des sentiments humains, enfin par des éléments impondérables. On dit que

nous ne devrions pas discuter la grève politique, parce que cela équivaudrait à révéler à l'ennemi nos plans de lutte.

C'est un argument sans la moindre valeur. Nous n'annonnonçons pas du tout que nous déclarerons la grève générale à telle date et sous telle forme. D'autant plus que nous ne saurions prendre des précautions pour toutes les éventualités. Force nous est de compter que les masses sont pénétrées du sentiment de la lutte de classe et que, le cas échéant, elles trouveront ce qu'il faudra. Mais nous avons le devoir de discuter dans une certaine mesure les moyens de lutte que nous reconnaissons comme utilisables. Est-ce que ce qui s'est passé en Saxe n'est pas un avertissement pour le Parti ? On dit : le droit de vote nous a été laissé pour le Reichstag. Et s'il nous est enlevé aussi ? Alors nous irons dans les conseils communaux. Et si l'accès nous en est fermé ? Alors les syndicats nous resteront. Et si l'on nous prend jusqu'au droit de coalition, que ferons-nous ? Il n'est pas vrai que nous soyons à même d'éviter en toutes conjonctures une épreuve de force. Le cas peut surgir, où il nous faudra réaliser et manifester cette puissance dont nous ne faisons, par le temps qui court, qu'un emploi surtout apparent. Or, la forme la plus pratique de cette réalisation et manifestation, ce sera le déploiement de la grève en masse. Le Parti doit faire sienne cette idée-là. Il y a vraiment un sûr danger pour lui, à laisser la rouille s'étendre sur ses armes. Nous sommes gâtés, nous autres Allemands, en dépit de la loi contre les socialistes, parce que cette loi elle-même ne nous avait pas retiré le droit de suffrage. Mais une autre loi peut venir combler cette lacune, et il importe qu'elle nous trouve prêt à la lutte. On dit qu'il ne faut pas peindre le Diable sur le mur, cela le fait venir. Mais il est là, le Diable. Nier sa présence, ce serait faire de la politique d'autruche. Si nous voulons conquérir le monde entier, il est urgent que nous commencions tout au moins par nous mettre en mesure de défendre nos droits actuels, de conser-

ver nos positions d'aujourd'hui. Nous ne le pouvons qu'en discutant la grève politique. Nous ne voulons pas du tout vous recommander de l'adopter d'emblée à titre de nouveau moyen de lutte. Nous ne désirons pour cette fois qu'un débat, puis un témoignage public de sympathie pour l'idée fondamentale. Il faudrait que nous réagissions contre la très dangereuse hostilité que certains camarades professent à l'égard de cette idée fondamentale. La question de la grève en masse est la plus pressante de notre politique actuelle et future ; ce n'est pas avec des facéties qu'on la résoudra. Comprenez bien tout son prix, et notre Parti sera prêt à tout.

Gradnauer envoie au bureau la motion suivante, qui est signée du nombre de délégués exigé par les statuts : Les propositions 108, 109 et 110 sont renvoyées, pour étude, à la direction du Parti.

Clara Zetkin, de Stuttgart : J'estime que ce que nous avons de mieux à faire, c'est de laisser à la direction du Parti les mains libres pour l'établissement de l'ordre du jour du prochain Congrès *(Très bien !)* et non pas de prendre dès aujourd'hui des résolutions qui l'obligeront à mettre à l'ordre du jour telle ou telle question dans quelques circonstances que ce soit. D'un autre côté, je dois déclarer que je considère qu'*un examen approfondi de l'idée de la grève politique est devenu d'une nécessité inéluctable pour le Parti.* Il ne s'agit pas d'embrouiller les idées, mais au contraire de les débrouiller. Il nous faut, en effet, absolument *dissiper la confusion qui existe dans l'esprit de beaucoup de membres du Parti, entre la grève politique, et la grève générale des anarchistes conscients ou non*, la grève générale représentée comme le moyen par excellence, et d'ailleurs unique, pour l'accomplissement de la révolution sociale. Il faut que nous mettions en lumière ceci, que non seulement la grève politique et la grève générale sont distinctes par définition, mais que la grève politique ne peut pas, ainsi que le voudrait

Friedeberg, être considérée comme un moyen appelé à remplacer le parlementarisme ou à le rendre superflu, un équivalent en somme du parlementarisme.

La grève politique, dans certaines circonstances, peut être tenue pour un moyen de soutenir précisément l'action parlementaire du Prolétariat, parfois d'en assurer la possibilité. En particulier, elle donne plus d'énergie à l'action politique, grâce à cette influence des multitudes organisées, à cette pression extérieure des masses dont le défunt camarade Liebknecht a si souvent parlé. Une quantité de problèmes se posent au sujet de la grève politique, et nous devons les examiner tous. Ma conception de la grève politique diffère fondamentalement et complètement de celle du camarade Friedeberg ; mais je tiens à proclamer qu'elle ne diffère pas moins de celle des citoyens qui s'imaginent que la question est réglée une fois pour toutes dès que l'on a prononcé un mot comme : « grève générale, insanité générale, »

Des conjonctures peuvent surgir, qui nous contraignent à ne pas éléminer *à priori* la grève politique de la liste des moyens possibles, et peut-être absolument nécessaires, pour l'agitation et la lutte. il est vrai qu'il convient d'insister sur ce point, que la grève politique ne peut point et ne pourra jamais être appelée à remplacer et rendre superflue la mnue et pénible besogne journalière de propagande et d'organisation sur le terrain tant politique qu'économique. La condition primordiale pour la réussite d'une grève en masse, c'est qu'il existe dans le prolétariat une très forte somme d'organisation et une très forte dose de conscience de classe. Il faut que le prolétariat sache bien ce qu'il veut, et surtout qu'il se soumette à une discipline volontaire, certes, mais assez rigoureuse pour que rien ne l'intimide ni ne le provoque. Il découle de là que l'idée fondamentale de la grève politique se rattache directement au travail le plus intensif et le plus vigoureux d'éducation des masses et

avant toutes choses, de leur organisation politique et économique :

Clara Zetkin parle ensuite sur la question de l'alcoolisme, puis KATZENSTEIN monte à la tribune :

Quelques mots encore sur la question de la grève générale. Liebknecht a mal interprêté Friedeberg. Celui-ci n'a pas dit que c'était le droit de coalition qui pouvaft être enlevé aux travailleurs, mais que c'était la possibilité de faire grève. Et s'il a dit que, en dernier ressort, ce n'était pas seulement le capitalisme, en général, que nous combattions, mais que c'était aussi la forme coërcitive de l'Etat, eh bien, il peut, pour cette conception, sé revendiquer de camarades tels que Kautsky et Bebel, qui ont énoncé le même avis. Je suis d'ailleurs trés loin de partager son opinion sur ou plutôt contre le parlementarisme. Mais je pense que Bernstein et Greul ont établi à souhait que nous devrions élucider la question de savoir ce que nous ferons, le cas échéant. En dépit de ce que pense le camarade Liebknecht, le diable n'est pas sur nos talons. Seulement, moi aussi, je tiens pour dangereuse la politique d'autruche.

Je suis particulièrement frappé que le camarade Liebnecht ait pu dire, avec raison, du reste : « — On n'a pas besoin do pousser le respect de la légalité aussi loin que le font nos camarades saxons. Ce qui arrivera en fin de compte, cela dépendra de ce que l'ennemi attendra de nous, et non pas de ce dont nous nous croierons capables. » Je répéterai donc après Bernstein : — Mieux vaut succomber avec l'honneur, que de lâchement abandonner l'unique droit populaire qui nous reste aujourd'hui.

KLUSS, de Breslan, demande que les propositions en cause soient renvoyées pour étude à la direction du Parti.

Enfin la motion Gradnauer, tendant à ce que le Congrès ordonne ce renvoi, est adoptée à une forte majorité.

ESPAGNE

Anselmo Lorenzo

Ancien membre de « l'Internationale »

Sollicité par le directeur du *Mouvement Socialiste* de contribuer à l'enquête sur la grève générale, je lui adresse ce travail avec le plus vif désir d'être utile à la réalisation de l'idéal social de science et de bonheur auquel aspire le prolétariat depuis les premiers jours de l'Internationale, d'heureuse mémoire.

En lisant ce qu'écrivent les docteurs actuels du socialisme, sur la grève générale, et le comparant avec les enthousiasmes et le mouvement intellectuel des quatre premiers Congrès internationaux de Genève (1866), de Lausanne (1867), de Bruxelles (1868), de Bâle (1869), il vient l'idée que ce socialisme d'arrivistes devenus des chefs populaires, ne constitue pas une évolution progressive, mais bien une déviation perturbatrice, destinée, premièrement, a mettre en doute, et ensuite, à nier ce principe essentiel : *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*,— pour lui substituer frauduleusement un opportunisme pratique et théorique, défini selon l'idée d'opportunité et le goût de chaque pontife des différentes fractions qui se divisent le prolétariat international, tous étant d'accord cependant sur ce point : que leurs partisans, agissant plus comme électeurs et citoyens que comme ouvriers et révolutionnaires, doivent les maintenir au Parlement.

On doit considérer, avant tout, que si l'émancipation des travailleurs, de laquelle on parle tant depuis la moitié d'un siècle, consistait seulement en une amélioration relative,

appliquée à leur situation actuelle, il serait nécessaire de fixer les limites de cette amélioration, afin de ne pas se trouver à court sans l'obtenir ou ne pas travailler trop et la dépasser. Mais la différence qui existe au sujet des conditions du travail, dans chaque pays, celle entre chaque industrie en particulier, rendrait impossible l'extension et la généralisation de cette limite.

Comme conséquence de cette impossibilité, il en résulterait une autre : celle de rendre pratique la solidarité ouvrière, étant donné que la pénurie des moyens et la différence de circonstances constitueraient des difficultés insurmontables.

Et pourtant les idées d'*émancipation* et de *solidarité* sont nécessairement unies, puisque les deux forment une seule entité, c'est-à-dire que l'émancipation doit profiter à ceux qui s'unissent par la solidarité, à ceux qui mettent en pratique cette force collective, d'abord comme moyen de s'émanciper, et ensuite, comme émancipation réalisée.

Nous insistons sur cette supposition de l'émancipation limitée parce qu'il convient de réduire au silence les réformistes qui s'attribuent faussement le monopole de la logique, et nous dirons que le prolétariat déshérité dans la société actuelle, est une quantité de molécules désagrégées par la misère, l'ignorance, l'exploitation, les traditions, les religions, la législation, les idiomes, etc. : la production est l'unique point où convergent les efforts des prolétaires dispersés ; mais la production se trouve hors de leur portée, par suite de l'expropriation capitaliste.

Il est certain que le prolétariat a modifié, sans pouvoir les détruire encore, les obstacles que la société actuelle oppose à la pratique de la solidarité entre les travailleurs des diverses industries, des différentes contrées, de toutes nations comme l'avait voulu l'Internationale et comme la classe ouvrière militante d'aujourd'hui le réalise en fait avec plus

ou moins d'ampleur. Or, il n'est pas possible de réduire cette force formidable, ainsi unie par une grande pensée au prix d'énormes sacrifices, à ces seules préoccupations restreintes que constituent, par exemple, une loi, soit sur le travail des femmes et des enfants, soit sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers, soit sur les accidents du travail, soit sur la fixation d'un salaire légal ou d'un minimum de salaire, etc... Pas plus qu'on peut lui assigner pour but dernier et exclusif de faire que les misérables gueux de Londres aient leur petit pain quotidien, au lieu de disputer aux chiens les os et les détritus des boites d'ordures ; — ni d'empêcher que les enfants soient tués à coups de bâton dans les mines de soufre de Sicile ; — ni d'interdire que les paysannes de la Manche — le glorieux pays de Don Quichotte — ne creusent, seules, ou attelées à côté d'un âne, d'une mule ou d'un bœuf, le sillon qui, *par accession*, donnera au propriétaire le beau blé mûr qui l'enrichit chaque année ; — ni pour arrêter le dépeuplement des côtes méditerranéennes ou cantabriques, en vue de remplir d'affamés l'Algérie ou l'Amérique du Sud ; — ni d'obtenir, pour chaque condition spéciale de travail, des améliorations relatives. C'est un but plus haut et plus large que le prolétariat poursuit, lorsqu'il lutte pour son émancipation.

Et sur ce mot « d'émancipation », si courant, si admis partout, il faut s'entendre. C'est un de ces termes qui, dans les langues modernes, s'emploient avec une apparence d'acceptation unanime, bien qu'en fait chacun lui donne une signification distincte, bien que surtout la multitude des interprétations engendre la multitude des divisions et des subdivisions, créatrices des fractionnements infinis, qui déchaînent des haines, occasionnent des pertes, annihilent des sacrifices.

S'émanciper, signifie couramment ; *se soustraire à une tutelle*. Et la *tutelle* est la protection exercée par un majeur

ou un supérieur au bénéfice d'un mineur ou d'un inférieur.

Or, ce que nous supportons, nous, les travailleurs, n'est pas une tutelle, qui, si humiliante soit-elle pour le protégé, n'en constitue pas moins pour lui un bénéfice de fait. Ce qui nous écrase, c'est l'oppression du plus fort, par cela seul qu'il jouit de conditions privilégiées. Cette oppression n'est rendue possible que par notre faiblesse, qui engendre notre soumission, d'autant plus que le pouvoir du maître se dresse sur nous comme une forteresse. La règle, c'est que la condition morale et matérielle du travailleur descend dans la mesure où s'élève celle du privilégié. Une société qui maintiendrait en équilibre et égales les conditions sociales n'accorderait à personne supériorité ni infériorité. Ce n'est donc pas la tutelle qui nous opprime, mais un *véritable esclavage*, un esclavage ayant pris des formes modernes il est vrai, mais ne différant de l'ancien que par l'accessoire et le circonstanciel. Prenez toutes les nations civilisées, monarchistes ou républicaines, catholiques selon le Pape, selon Luther ou selon Calvin ; dans toutes ces nations, les nationaux sont tous en apparence des concitoyens et les croyants des frères, mais dans toutes, les capitalistes sont en fait les maitres, et les travailleurs des esclaves.

Emancipation doit donc signifier *manumission*, c'est-à-dire libération, réintégration de l'individu dans la pleine possession de lui-même, participation directe personnelle — ne tolérant à aucun privilégié aucun monopole — à tous les avantages sociaux que fournit la nature ou qu'a créés l'activité progressive de l'humanité.

Et comme cette *manumission* — ou *émancipation*, si on continue à se servir de cette expression, soit parce qu'elle a a déjà une valeur historique, soit parce que c'est la coutume — ne peut s'accomplir *individuellement* (à moins de se convertir de victime en bourreau), l'Internationale avait justement établi, comme premier jalon dans la voie de la libération, ce

grand criterium : « Les efforts des travailleurs pour obtenir leur émancipation ne doivent pas tendre à instituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Mais le problème social ne peut être résolu que par le prolétariat. Dans le Manifeste inaugural de l'Internationale, on lit : « C'est une vérité démontrée, patente, pour tous ceux qui se trouvent en possession de leurs facultés mentales, bien que niée par les conservateurs de ce *paradis de fous*, que ni le développement de la mécanique, ni les découvertes chimiques, ni l'application de la science à la production, ni l'augmentation et l'amélioration des moyens de communication, ni l'émigration aux nouvelles colonies, ni l'ouverture de marchés, ni le libre échange, ni toutes ces choses ensemble ne peuvent délivrer le travailleur de la misère. Bien au contraire, dans l'organisation sociale présente, chaque nouveau développement des forces productives du travail tend fatalement à augmenter la différence des classes, l'inégalité. » Ce qui démontre au prolétariat la nécessité de son action décisive et l'incapacité de la bourgeoisie à tout progrès social.

Si la justification et la démonstration ne semblaient pas suffisantes, voici les articles 350 a 359 du Code civil espagnol, en concordance avec les articles 547 et 548 du Code civil français et avec les Codes civils de toutes les nations, établissant que, au moyen du salaire, le produit du travail de l'ouvrier appartient, par *accession*, au propriétaire.

Cette situation, malgré tant de progrès, après 20 siècles de confraternité chrétienne et un siècle de pratique democratique, c'est l'esclavage de fait, et même de droit, pour être ainsi universellement légal. Et son effet est tel, il se trouve tellement évident que, dans la fameuse encyclique *Rerum Novarum*, le pape Léon XIII lui-même le constate : « il est nécessaire d'aider promptement et opportunement les

hommes de la classe inférieure, puisque, sans le mériter, le plus grand nombre d'entre eux se trouve dans une situation malheureuse et calamiteuse... Les adjudications et le commerce de toutes choses sont presque tous entre les mains de quelques-uns, de telle manière, que *quelques hommes opulents et très riches ont mis sur les épaules de la multitude innombrable de prolétaires un joug qui diffère peu de celui des esclaves.* »

Nous sommes donc, nous, les travailleurs, des esclaves, aussi bien dans la trentaine de républiques qui existent dans le monde que dans toutes les monarchies qui forment les nations actuelles. Dans le monde entier, le travailleur est la victime de *l'accession*, qui est le droit — que les lois accordent au propriétaire, à l'usurpateur du patrimoine universel — à la possession d'une chose et à tout ce que cette chose peut produire, ou qu'au moyen de la soupe de l'esclave ou du salaire de l'ouvrier on lui fera produire.

S'il en est ainsi, et nul ne le conteste ni ne le pourrait mettre en doute, il n'y a qu'un but qui s'impose aux travailleurs : supprimer — et définitivement — ce droit formidable autant qu'artificiel.

Que disent de cela les chefs socialistes ? Lisez ce qu'ils pensent, depuis Jaurès jusqu'à Pablo Iglesias, au sujet de la grève générale, et au travers du labyrinthe de leur argumentation, impossible à résumer ici, vous trouverez : premièrement, la négation de la capacité populaire révolutionnaire ; ensuite, l'exagération de leur propre savoir ; et enfin la note opportuniste qui cache cette aspiration égoïste : « Laissez-moi jouir des avantages inhérents à la qualité de député, et nous vous émanciperons progressivement. »

Non, il n'y a pas de chef socialiste, ni moins encore de politicien professionnel, de ceux qui se présentent comme protecteurs des pauvres, qui soit exempt de cette accussa-

tion. Tous, que ce soient des ouvriers débrouillards, qui ont le travail en horreur et se devinent des aptitudes sérieuses sur le marché du privilège, ou des fils de privilégiés que l'ambition pousse de ce côté, ce sont tous de faux amis des travailleurs. Quelles que soient leurs idées au sujet de la propriété, les uns plus, les autres moins, tous aspirent à profiter du droit expoliateur, du droit d'accession. Tous ont des opinions sophistiquées !

Sinon, qu'on en juge ! — Ils recommandent aux travailleurs de s'organiser, et de se maintenir *dans la légalité* ! Or, l'histoire du mouvement ouvrier moderne prouve que la plupart des organisations ouvrières qui existent dans les pays constitutionnels et même démocratiques, se stérilisent en ne poursuivant que des améliorations relatives, sans but émancipateur, ou bien se dissolvent par suite de l'incapacité ou de la trahison des dirigeants, aux moments d'action décisive dans la lutte économique. Je n'ai pas le temps de relever ici les quelques faits culminants qu'offre l'insuccès des grèves générales dirigées et trahies par les hauts dignitaires des grandes organisations de Belgique, de France, de Hollande ou d'Australie. Insuccès et trahisons, d'ailleurs, dûs peut-être à une peur lâche des responsabilités légales ou à la sotte candeur de redouter les insinuations bourgeoises. Pour ce qui est de la légalité, celle-ci ne peut — vérité évidente — admettre rien qui lui soit essentiellement contraire. Or, si le mal se trouve dans la légalité, comment espérer pouvoir s'abriter sous son manteau pour mieux le déchirer ? C'est là tactique inefficace — et ridicule. Les gouvernants — maîtres de la légalité — ne se laisseront pas faire, et modifieront la légalité à leur gré. Depuis que s'agite le prolétariat révolutionnaire, que de lois d'exception n'a-t-on pas forgées contre lui, et, les dominant toutes, dans la République française, les fameuses *lois scélérates*, évidemment respectables aux yeux des socialistes légalitaires, avant

tout respectueux de la loi et adversaires de ceux qui la nient !

Tandis qu'ainsi ceux qui se constituent les guides du prolétariat indiquent des voies fausses en ne donnant à l'activité prolétarienne que des buts de réformes immédiats, il est manifeste que l'on oublie cette résolution du premier Congrès de l'Internationale : « Le Congrès déclare que dans l'état actuel de l'industrie, qui est la guerre, nous devons tous nous prêter aide mutuelle pour la défense des salaires; mais c'est de son devoir de déclarer aussi qu'il existe un but plus élevé que nous devons atteindre : *la suppression du salariat.* »

Et tous les travailleurs qui accoururent à l'appel historique de Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! », se constituèrent en une véritable entité pensante pour briser le capitalisme. Sans ce but, l'Internationale, qui fit tant pour la régénération morale du prolétariat, en lui donnant pour mission de rendre conformes la société et la science, n'aurait rien été. C'est là que réside sa grandeur. Bien avant elle, en effet, le mouvement d'association pour la défense du salaire et le mouvement coopératif existaient. La simple considération de l'action des trade-unions et du coopératisme en Angleterre fera comprendre la portée de cette constatation.

Pour ce qui est des travailleurs espagnols, je puis assurer qu'est fausse l'idée de leur traditionnel et légendaire retard, qui circule au Nord des Pyrénées. Les œuvres de Fourier et de Cabet, traduites et édictées après 1840, étaient fort connus en Andalousie. Le résultat de cette propagande fut que plusieurs tentatives républicaines se firent jour dans ce pays, parce que les travailleurs donnaient un sens communiste à leur notion de république. En 1866, il y eut à Loja un soulèvement communiste très caractérisé, contre lequel, de même que contre les mouvements politiques antérieurs,

sévit une répression sanglante. Proudhon fut peut-être plus connu et plus populaire on Espagne qu'en France. Les sociétés et les fédérations ouvrières de résistance de la Catalogne datent de 1840. En 1854, la résistance révolutionnaire des ouvriers contre les bourgeois provoqua à Barcelone des troubles et des incendies. Et l'on peut dire que si la réaction dominante, après les deux années relativement libérales de 1854-56, n'avait pas porté à ses extrêmes limites la répression du mouvement ouvrier en Andalousie et Catalogne — dans ce dernier pays surtout, où le général Zapatero, d'odieuse mémoire, déporta aux Philippines les ouvriers les plus en vue, et imposa le registre ouvrier, annoté par chaque patron et visé par l'autorité. — sans ces massacres, repressions et oppressions, le prolétariat espagnol aurait été à la hauteur de la grande tâche de l'Internationale. Toutefois, l'heure venue, la fédération espagnole de l'Internationale lutta hardiment contre les bourgeois, les politiciens et les gouvernants.

Aujourd'hui, la partie ferme et consciente du prolétariat espagnol, par une série d'évolutions, est arrivée à la conception de la grève générale révolutionnaire dominante actuellement. Il y est parvenu de son inspiration propre, sans subir l'autorité d'un dogme d'aucun genre, après être passé par les plus dures épreuves, après avoir subi les persécutions qui suivirent les événements d'Alcoy, de la Mano Negra, les attentats contre le général Martinez Campos, l'explosion d'une bombe dans le Liceo de Barcelone, le procès de Monjuich, la grève générale de Barcelone et les grèves que provoquèrent divers actes révolutionnaires dans différentes localités.

Aujourd'hui, sans compter la masse ouvrière neutre, celle qui encore prête attention aux politiciens et celle qui suit routinièrement les socialistes parlementaires, il y a un prolétariat espagnol ardent, que l'arbitraire gouvernemental

poursuit constamment, auquel il dénie le droit de s'organiser, mais dont il ne peut arrêter ni briser l'activité consciente et inlassable.

Persuadés qu'ils sont que les privilégiés ne laisseront pas tomber leur proie, ces prolétaires essaient de trouver le moyen de la leur arracher. A cet effet, comme le capitalisme est défendu par le militarisme — tels les seigneurs du Moyen-Age soutenus par leurs châteaux et leurs hommes d'armes, — et comme contre cette organisation et cet armement il est impossible de lutter ouvertement, le prolétariat révolutionnaire espagnol a recours à la désorganisation antimilitariste, à la révolte par la grève générale.

La grève générale nous apparaît comme une vaste action commune, instantanée et spontanée, des travailleurs, non pour demander au patronat quelques améliorations, mais pour supprimer au contraire le patronat, en expropriant les expropriateurs de la richesse sociale et en substituant au régime du salariat un régime de solidarité et de bien-être général.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés qui s'opposent à la réalisation de la grève générale révolutionnaire. Mais nous savons trop que les critiques de ses contradicteurs, qui prétendent que nous voulons organiser le prolétariat en syndicats et fédérations qui se mouvront comme compagnies ou régiments à la voix de leurs chefs, sont fausses et injustes. Les difficultés se vaincront par l'étude, la constance et l'énergie.

Les chefs socialistes parlementaires, qui combattent la grève générale, disent : « En paralysant tout travail, les travailleurs seraient les premiers atteints, parce que, par suite de l'élévation fatale du prix des articles de première nécessité, les riches seuls pourraient s'en procurer ». On comprend que les chefs actuels de l'opposition, espérant être les chefs du pouvoir, affectent de croire en la valeur perma-

nente de l'argent. Mais ceux qui se proposent d'arracher la richesse sociale des mains des privilégiés usurpateurs, n'ont pas à tenir compte de cet argument, — car ils ne voient pas de limite ni d'arrêt à leur action jusqu'à la révolution triomphante. Si les grèves générales actuelles échouent — comme échoua en 1902 la grève de Barcelone, par suite du manque d'initiative révolutionnaire, et malgré la presque unanimité des travailleurs de Barcelone, qui furent, un jour entier, maîtres de la ville, — il est certain que la tentative destinée à être la dernière n'échouera pas, parce que la décadence bourgeoise touchera à sa fin et que le génie prolétaire se sera affiné.

Que ce moment vienne, et l'argent perdra son titre de moyen de se procurer les choses nécessaires à la vie, et comme il ne se mange pas, celui qui croira encore en sa vertu sera menacé de mourir de faim. Alors, les prolétaires triomphants, une fois la machinerie gouvernementale brisée en morceaux, après que la discipline militaire disloquée aura rendu à tout soldat sa qualité d'homme libre, seront comme l'équipage d'un navire naufragé qui aborde une île amplement pourvue par la nature, où chaque homme pourra réaliser le droit immanent de vivre qu'il porte en lui. Le sentiment naturel de solidarité créera spontanément une société nouvelle, non sur les bases odieuses du passé, mais sur celles que les grands penseurs tracèrent et que les travailleurs ont pressenties et préparées par une longue période d'organisation, de lutte, de propagande et de sacrifices.

On parlera peut-être ici de l'atavisme, comme un danger de retour au passé ; mais cet effet rétrospectif se modifie incessamment et disparaît des groupes affranchis qui s'étendent avec une influence toute puissante parmi les esclaves modernes ; leur action révolutionnaire sera nouvelle, rationnelle, scientifique, comme il convient à des hommes qui sont aujourd'hui les principaux promoteurs du monde

nouveau. L'atavisme existe enraciné chez les chefs, et ils sont ataviques parce que au-dessus de leur raison se développent de sots égoïsmes et de perverses ambitions.

En raison de cette préoccupation de reconnaître une valeur humaine uniquement aux hommes d'intelligence supérieure, les élevant ainsi à la catégorie de chefs, et en niant la capacité collective et individuelle aux travailleurs, Paul Lafargue peut dire :

« La révolution sociale ne peut sortir d'une grève, même générale, comme le prétendent ses prôneurs, parce que la réforme économique ou politique qui met en mouvement les masses ouvrières, une fois obtenue, elles sont satisfaites et reprennent benoitement leur joug, comme ce fut le cas aux Etats-Unis et en Belgique. La grève générale ne porte pas dans ses flancs la révolution ; c'est, au contraire, la révolution qui produira la grève générale. »

Par atavisme aussi, si ce n'est pour une chose pire, Jaurès a dit : « Il n'y a aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine : *conquérir légalement la majorité.* »

En résumé :

Devant l'usurpation légale de la richesse sociale,

Etant donné que les usurpateurs ne lâcheront pas leur proie ;

Considérant qu'il est nécessaire de la leur arracher ;

Tenant compte que leurs moyens de défense sont très supérieurs à ceux d'attaque que possèdent les travailleurs, et par ce fait la déroute de ceux-ci sur les barricades et dans toute bataille rangée devant être certaine ;

Comme il est patent que la législation, loin d'être une expression fixe et permanente du droit individuel et social, n'est qu'un moyen élastique du pouvoir prédominant dans chaque nation, et qu'en dépit de toutes les théories démocratiques c'est ce dernier qui domine ;

Il ne reste à la collectivité des deshérités du patrimoine universel d'autre remède, pour entrer en possession de l'héritage humain, que de paralyser, un moment donné, la production, le transport et l'échange de tous les produits sur tous les marchés, sans juger d'avance, par l'adoption de cette mesure générale, les multiples initiatives particulières qui pourraient surgir.

Quant aux chefs socialistes, s'ils désirent être les compagnons des travailleurs et non une nouvelle catégorie de maîtres ; s'ils veulent mériter leur amitié et leur confiance au lieu de leur inspirer du mépris, qu'ils repoussent les pratiques démocratiques, qu'ils renoncent aux prébendes obtenues ou attendues, en imitant des exemples dignes d'éloges et, avides de dignité, qu'ils se mêlent à l'activité anarchiste que possèdent et pratiquent tous ceux qui travaillent pour l'établissement de la future société libertaire.

Barcelone, septembre 1904.

Les débats au Congrès d'Amsterdam.

Nous reproduisons, d'abord, le rapport présenté par le « Parti social-démocrate hollandais », sur la demande du *Bureau Socialiste International*, au Congrès d'Amsterdam, et défendu par la citoyenne Roland-Holst.

Le résumé analytique des débats, que nous publions, a paru dans le *Peuple*, de Bruxelles, des 18 et 20 août C'est le résumé le plus complet qui ait été jusqu'ici publié, avec celui de *Vorwaerts*. Les deux relations concordent, d'ailleurs, dans l'exposé des débats qui nous occupent.

I

Rapport du « Parti social-démocrate » hollandais.

Le Bureau Socialiste International a chargé notre parti d'élaborer sur la grève générale et la grève politique une résolution et un rapport, destinés à servir de bases aux discussions sur cette question au Congrès International prochain.

Nous nous sommes acquittés de la première partie de cette invitation par la résolution votée à notre Congrès de Pâques, le 3 et 4 avril dernier. Aujourd'hui, nous vous présentons le rapport qui s'y rattache.

Ce n'est pas par hasard que notre parti a été chargé de ce travail. L'arme de la grève politique n'a encore été maniée que dans peu de pays, le prolétariat n'a pas encore fait d'une manière générale l'expérience de son utilité. La démocratie sociale d'un des rares pays, où il a été essayé de se servir de

la grève politique comme d'une arme de combat, semble être mieux que tout autre à même de présenter une opinion motivée sur la valeur de cette arme dans la lutte d'émancipation du prolétariat.

Toutefois, hâtons-nous de constater que, lors de notre congrès, nous invitâmes les délégués à ne point juger notre résolution uniquement d'après l'expérience faite en Hollande. Cette résolution était destinée au Congrès international ; il fallait que les conceptions qui y seraient présentées reposent sur les principes qui, véritables constellations vastement visibles, aident le vaisseau du mouvement ouvrier à diriger sa marche. Il fallait partir de la conception générale des conditions sociales dans laquelle évolue la lutte du prolétariat, et ne point s'attacher trop aux considérations de conditions spéciales ou locales.

Ceci ne signifie pas, que nous ne devions point nous servir des expériences partielles, faites par le prolétariat dans le domaine de la grève politique. Nous commencerons donc par résumer brièvement ce qu'elles ont été en Belgique, en Suède et en Hollande. Il va de soi que notre jugement ne peut être le plus complet tant sur les causes qui amenèrent la grève dans notre propre pays que sur ses effets.

Pour la Belgique, nous nous sommes servis, pour ce qui concerne la grève de 1893, du livre de Vandervelde et Destrée « Le socialisme en Belgique » ; pour celle de 1902, des différents articles parus dans la presse socialiste. Quant à la grève de Suède, dont les détails sont assez peu connus à l'étranger, nous avions à notre disposition un rapport du camarade Hjalmar Branting, élaboré par le comité-directeur du parti ouvrier suédois pour notre revue socialiste « de Nieuwe Tijd ».

Les expériences de la grève politique les plus riches sont celles des camarades belges. Ils s'en servirent deux fois ; à

la première, ils remportèrent un succès relatif, à la seconde ils furent vaincus.

La grève de Belgique de 1893 pour le Suffrage Universel fut la première *grève politique*. Elle fut précédée, pendant plusieurs années, d'une propagande acharnée.

L'organisation syndicale était encore très faible en Belgique, l'organisation politique également laissait à désirer, mais pendant la longue campagne pour le suffrage universel, les ouvriers belges avaient appris deux choses : la première, à concentrer toutes leurs forces sur un point, regarder le S. U. comme le but principal à atteindre, pour lequel il fallait tout oser ; la seconde, à suivre avec confiance la direction politique du Parti Ouvrier. La conscience de classe commençait à s'éveiller dans la masse ; de plus, elle trouvait son expression concrète dans une exigence politique. De là, lorsque le Conseil Général donna le mot d'ordre de grève, la masse ouvrière, dans les grandes villes et les principaux centres industriels, suivit immédiatement l'appel. Cet entraînement politique, fruit de la lutte de longue durée, est à notre avis une des causes du succès de la grève de 93.

Une autre cause essentielle aussi, c'est qu'elle surprit la bourgeoisie, et par conséquent, répandit la frayeur. Pour la première fois dans l'histoire de l'émancipation prolétarienne, les ouvriers trouvaient l'arme de la grève contre l'Etat. Toute nouvelle preuve de combativité de leur part effraye la bourgeoisie d'autant plus qu'elle s'y attend moins. Elle croit pour un moment que sa fin approche. Cela s'est vu dans la plupart des pays lors de la première fête de mai en 1890 ; cela se vit de même en Belgique en 1893. La crainte de la révolution, dont la grève lui paraissait l'avant-coureur, la peur des milliers de mineurs se dirigeant sur la capitale, troublèrent la bourgeoisie pendant un instant et paralysèrent sa volonté. Elle se défendit, il est vrai, à l'aide de ses forces habituelles : la police, l'armée, la prison ; mais sa défense

fut hésitante. Elle aima mieux faire une concession, céder en partie, que de tenir tête au danger, imminent à ses yeux, d'une révolution. Donc : un compromis, une demi-victoire du prolétariat : le vote universel, mais plural, fut le résultat de la première grève politique. Inutile de dire que ce résultat a contribué à augmenter dans la classe ouvrière le sentiment de sa puissance.

La grève de 1902, au contraire, n'arracha pas la moindre concession à la bougeoisie. Elle fut, sans aucun doute, plus étendue que celle de 1893 ; 300.000 ouvriers y prirent part ; l'organisation du prolétariat, son entraînement pour la lutte, avaient grandi ; l'effervescence générale n'était certainement pas moindre. Et, cependant, elle ne réussit aucunement à ébranler ni la majorité réactionnaire de la Chambre, ni les partis réactionnaires dans le pays.

Les théoriciens les plus sagaces du socialisme ont imputé la défaite à l'alliance parlementaire avec les libéraux, qui avaient entravé le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous ne voulons pas rechercher ici jusqu'à quel point une mauvaise tactique peut avoir contribué à faire échouer la grève. Il serait évidemment facile de s'en garder à l'avenir. Mais ce qui apparut clairement, ce fut que la bourgeoisie, à présent qu'elle connaissait la grève politique, ne prenait plus la fuite en la voyant s'approcher. Au contraire : elle se défendit par tous les moyens de répression dont dispose l'Etat capitaliste, sans aucune frayeur et consciente du fait que, dans les conditions du moment, avec la répartition actuelle des forces, ces moyens suffisent encore pour tenir en échec l'organisation du prolétariat et sa puissance d'endurance.

Mais ce qui donne à la seconde grève belge un grand intérêt pour le prolétariat international, c'est la manière dont les ouvriers exécutèrent la retraite. La bataille était perdue, mais ils surent battre en retraite à point nommé, faisant

ainsi ce qui a été de tout temps imputé comme grand honneur à une armée vaincue : se retirer après la défaite en parfaite discipline. L'exemple qu'ils donnèrent prouve quelles qualités et quelles forces la conscience et l'habitude de la lutte développent chez le prolétariat. Cela seul suffit à réparer l'erreur qu'en matière de grève politique toute défaite doive nécessairement aboutir à une catastrophe. La défaite de Belgique a prouvé que cela n'est pas plus vrai ici qu'en matière de grève ordinaire, et que les dangers résultant nécessairement de la lutte économique contre cet adversaire redoutable qu'est l'Etat moderne, se trouvent considérablement amoindris par l'unité de direction et d'action chez le prolétariat.

La grève de 1902, comme malheureusement chaque mouvement populaire en Belgique, eut ses victimes, et les événements lamentables de Bruxelles et de Louvain, où sept ouvriers furent tués par les « gardiens de l'ordre », vivent dans toutes les mémoires. Mais l'unité d'action, l'unanimité avec laquelle le travail fut abandonné et repris, sauvèrent les ouvriers belges des suites énervantes de la défaite, du spectacle démoralisant de voir les combattants d'hier dépouillés de leur gagne-pain, en proie à la misère, repoussés partout comme des parias. Il n'y eut presque pas de représailles du côté des patrons ; les organisations restèrent intactes, et, quant aux élections qui eurent lieu sous l'impression directe des événements de mai et d'une forte réaction anti-socialiste, exploitée par le parti clérical dans la petite bourgeoisie, leur résultat fut çà et là une légère diminution des voix, mais dans l'ensemble du pays un gain de 16.000 votes. Il est vrai que le mouvement pour le S. U. diminua en intensité pendant quelque temps. Mais il n'est pas dit que la grève manquée en soit l'unique cause. Au contraire, il est très possible que sans celle-ci le rejet de la proposition libérale-socialiste à la Chambre aurait eu le même résultat. Tel a été

le cas, dans deux grèves, en Hollande et en Autriche. Et, ainsi que le camarade Victor Adler l'a fait remarquer récemment, avec raison, un semblable ralentissement temporaire du mouvement pour le S. U. n'est rien que naturel, puisqu'il est manifestement impossible qu'un mouvement reste à son apogée des années durant.

Passons maintenant à la grève en Suède. Deux choses la différencient de celle de Belgique. D'abord, elle fut expressément annoncée, non comme moyen de *pression*, mais de *démonstration*. Les ouvriers suédois voulaient montrer par ce moyen qu'ils ne renonçaient pas encore au S. U., mais à leur salaire pendant les journées si importantes pour eux où les projets de loi étaient débattus à la Chambre, et qu'ils voulaient concentrer tous leurs intérêts sur la grande question politique. Cette interprétation de la grève, expressément constatée, avait l'avantage de rendre impossible une véritable défaite. Un second point important, c'est que la durée fut fixée d'avance.

Il avait été décidé que le travail serait repris aussitôt après la fin des débats parlementaires sur les propositions de loi sur le suffrage. Elle était donc destinée à ne durer que quelques jours. Ces dispositions rendirent moins facile à la presse bourgeoise de présenter la grève comme prélude de la révolution, et d'ameuter l'opinion publique contre la classe ouvrière.

Ainsi que la première grève belge, celle de la Suède eut pour résultat une demi-victoire de la volonté populaire, un compromis. La décision finale sur la question du suffrage fut différée ; toutes les propositions de loi rejetées, la Chambre invita le gouvernement à en présenter une nouvelle au cours des deux années suivantes.

La grève de Suède ne fut certainement pas moins étendue que celle de Belgique. A Stockholm, non-seulement les fabriques et l'industrie du bâtiment se trouvèrent arrêtées,

mais également les ouvriers des tramways, des usines à gaz et de la voirie cessèrent le travail. Aucun journal bourgeois ne put paraître. La grève, quoique annoncée comme démonstration seulement, enraya considérablement la vie économique et causa de sérieux désagréments a la population.

Ainsi qu'en Belgique, le prolétariat suédois avait été élevé en politique par une longue campagne pour le S. U. Le parti démocrate-socialiste avait la direction complète de la grève, et, pour parer aux représailles des patrons, il fut convenu de laisser les syndicats absolument hors de cause. L'appel à la grève partit du Comité directeur de la démocratie socialiste. Cette tactique, ainsi que la grande unité et la grande discipline des ouvriers eurent pour résultat que les syndicats n'éprouvèrent aucune perte. Dans une seule grande usine les patrons proclamèrent le lock-out à la suite de la grève. Mais il ne fut pas de longue durée.

Constatons ici encore que nos camarades suédois attribuent, eux aussi, une bonne part de la victoire à ce fait que la bourgeoisie fut prise au dépourvu.

« Nous avons réussi, écrit Hjalmar Branting, en partie, par surprise ; et nous devons avoir à compter avec des mesures de vengeance bien plus sévères de la part des patrons une prochaine fois. » Il est clair que pour des chances de réussite, une répétition de la grève devra frapper la bourgeoisie plus sensiblement à l'avenir, soit par une plus grande étendue, soit par une plus longue durée, ou de quelque autre manière.

Nous voici maintenant à l'expérience de la grève dans notre propre pays. On sait quel en fut le motif. Le ministère Kuyper, après la grève victorieuse des ouvriers des chemins de fer, le 31 janvier 1903, présenta au mois de février un projet de loi punissant de plusieurs années de prison toute grève aux chemins de fer, et empêchant le « picke-

ting » pour tous les ouvriers. Déjà, avant que ce projet fut connu, les ouvriers, avertis par les menaces de la presse bourgeoise, s'étaient unis pour la défense. Le syndicat des ouvriers du chemin de fer, très fort en apparence à ce moment, avait annoncé officiellement une nouvelle grève si l'on touchait à leurs droits. Par suite, la grève d'opposition aux nouvelles lois fut regardée à peu près généralement parmi les ouvriers comme l'acte suprême de défense. Néanmoins, on ne fit à peu près rien pour l'organiser. La victoire inouïe des ouvriers du chemin de fer suivie de celle des ouvriers du port d'Amsterdam, rendit le prolétariat téméraire et l'induisit à évaluer trop haut ses forces. Les anarchistes avaient prêché la grève générale, comme opposition à l'action générale, comme opposition à l'action syndicale et politique, comme un moyen infaillible, et leur influence n'était que trop grande dans les syndicats. Mais, plus que toutes ces causes, le manque presque total de droits politiques devait aboutir à faire envisager par les ouvriers la grève comme leur unique moyen de défense.

Un quart à peine des ouvriers possède le droit de vote : impossible pour le prolétariat de se venger sur les auteurs des lois scélérates et de renverser le ministère réactionnaire. Comme il arrive lorsque manquent les droits politiques, la conscience et l'éducation politique du prolétariat n'étaient pas suffisamment développées pour le hausser à la notion d'une lutte limitée à une campagne de meetings et à l'action des députés ouvriers au parlement. D'autre part, l'instinct de classe était trop fort pour que les masses se laissent prendre leurs droits sans résistance. La grève devint ainsi une sorte de nécessité psychologique. Pour l'empêcher, il eût fallu que le gouvernement renonçât à son projet de faire voter la loi pour ainsi dire par surprise, ligotant ainsi les ouvriers du chemin de fer, avant même que fût commencée l'enquête parlementaire sur les griefs qui avaient déterminé l'explosion

lu 31 janvier. La fraction democrate-socialiste essaya à plu-ieurs reprises de faire passer l'enquête avant la prise en :onsidération des projets de loi. Si ces efforts avaient abouti, e bien-fondé des griefs ouvriers eut frappé l'opinion publi-ue et l'aurait adoucie, la tension aurait diminué et la grève, eut-être, aurait pu être évitée. Mais le gouvernement se aidit. La grève n'était pas pour lui déplaire : il voulut, il rovoqua l'explosion dans l'espoir d'affaiblir par là pour de ongues années la démocratie socialiste et les syndicats indé-endants. Son action violente, jointe au manque de droits olitiques, fit retomber sur lui la responsabilité de la grève t la misère qui en découla.

Nous ne voulons point ici retracer la marche des événe-nents, mais nous borner à faire quelques remarques qui ex-liqueront l'échec complet de la grève. Le projet primitif du :omité de direction ne comportait la cessation du travail que our les ouvriers du transport (chemins de fer et dockers). L'extension de la grève à d'autres métiers fut décidée lors-u'il devint évident que la grève des chemins de fer avait até, et n'eût d'autre but que de masquer cet échec. Lorsque int le mot d'ordre de la reprise du travail, il ne pouvait pas ncore être question de grève générale, ni même de grève tendue, sauf pour la ville d'Amsterdam. Là, même, elle fut i désordonnée, que quoique à peu près 30.000 ouvriers y ussent engagés (c'est-à-dire au moins 10.000 de plus qu'à 3ruxelles en 1902), la bourgeoisie ne souffrit point de grands lésagréments.

Une des causes principales de l'échec fut le manque de :onvention précise sur le caractère de la grève (pression ou démonstration) et sa durée. Cela était fatal. Les courants dif-érents et souvent contraires qui agissent sur le mouvement ouvrier se répercutaient dans le comité directeur de la grève ; es démocrates socialistes étant obligés d'y travailler de con-:ert avec des anarchistes et des « tout par le syndicat », tout

effort pour tirer au clair semblables divergences n'eût pu aboutir qu'à une scission complète du comité et à l'avortement du mouvement populaire dans un moment où l'unité, au moins extérieure, contre l'ennemi commun était absolument nécessaire. Mentionnons encore pour finir, qu'une assez grande partie des ouvriers, ceux appartenant aux organisations confessionnelles, appuya ouvertement le gouvernement et que celui-ci, d'autre part, averti par la grève du 31 janvier, eut le loisir de prendre, de là aux premiers jours d'avril, les mesures militaires et autres qu'il jugeait nécessaires.

Comme on le voit, la grève politique de Hollande fut l'opposé exact de celle de Suède. Elle le fut malheureusement aussi quant aux suites immédiates. Ce n'est pas de la défaite que nous voulons parler, mais de la discorde dont elle fut le signal, de la conduite impardonnable des anarchistes qui saisirent avidement cette occasion de rendre la démocratie socialiste suspecte aux ouvriers par des accusations mensongères (1). Le résultat, surtout pour la capitale, fut un grand affaiblissement de la plupart des organisations syndicales. Leurs membres les quittèrent par milliers. Lorsque les capitalistes virent par terre sans défense et désunis entre eux ces ouvriers, qui naguère encore les avaient fait trembler, ils s'avisèrent que c'était l'heure des représailles. La bourgeoisie hollandaise, encouragée par le gouvernement, qui qualifiait les grévistes de « malfaiteurs », donna l'exemple d'une dureté de cœur et d'une soif de vengeances inouïes. Les grandes compagnies des chemins de fer commencèrent, les capitalistes des ports, etc., suivirent. Il y eut à la première

(1) Un comité de recherches, nommé à la fin des séances qui terminèrent la grève, et composé en majeure partie d'ouvriers hostiles à la démocratie socialiste, a publié un rapport qui réfute complètement les accusations de trahison dirigées par les anarchistes contre notre parti.

heure plus de 5.000 victimes, dont 1.500 dans les compagnies des chemins de fer. Le nombre n'en diminua que lentement, presque tous les patrons refusant de reprendre des grévistes. Après une année écoulée, on en comptait encore plusieurs centaines. Ces suites regrettables, les souffrances individuelles, l'affaiblissement des syndicats, influencèrent beaucoup d'esprits, surtout chez ceux qui ne connaissaient point les expériences de grève politique faites en Belgique et en Suède, ou qui n'y attachaient pas d'importance. Ils jugèrent la grève politique un moyen de lutte absolument impraticable, une arme avec laquelle le prolétariat ne blesse que lui-même.

Ajoutons encore que les effets de la grève ne furent pas désastreux sur toute la ligne. Les syndicats n'ont pas seulement perdu des membres, mais aussi beaucoup de leurs illusions utopiques, ce qui est un gain. Jusqu'ici tout en présumant beaucoup d'eux-mêmes, ils comprenaient trop peu leurs responsabilités. La grève a nettoyé tout cela. Les syndicats comprennent mieux leur tâche spéciale et commencent, croyons-nous, leur développement normal.

Les contrastes de classe à classe sont devenus plus marqués, ce qui fait croître l'influence de notre parti.

Les élections communales de l'an passé, faites peu après les événements d'avril, accusèrent presque partout un accroissement de votes en notre faveur. Les meetings et démonstrations du premier mai de cette année, organisés par notre parti soit isolément ou de concert avec les syndicats, eurent un succès sans précédent. Tout cela, malgré les attaques violentes et incessantes des partis cléricaux et des anarchistes, qui tous deux nous combattent par les moyens les moins avouables : les uns veulent nous rendre responsables de la grève et de ses tristes conséquences ; les autres nous imputent son échec. Enfin les relations de notre parti avec

les syndicats se sont beaucoup améliorées, et nos principes gagnent en influence chez les ouvriers organisés.

Nous saisissons cette occasion pour témoigner devant la démocratie socialiste internationale notre joie de ne pas nous être soustraits au mouvement de l'année dernière, si peu ordonné qu'il fût, si clairement que nous eûmes prévu son échec. Nous avons montré aux ouvriers que le parti socialiste ne les abandonne jamais dans le danger, lorsqu'il s'agit des droits et de la dignité de la classe ouvrière, et qu'il aime mieux partager toute la misère de la défaite que de la soustraire à la lutte.

Passons maintenant à une courte explication de notre résolution.

La confusion causée dans les cerveaux des ouvriers par la propagande des anarchistes pour la grève générale comme panacée universelle, nous fait un devoir de nous expliquer aussi clairement que possible à ce sujet. Cette confusion n'existe pas seulement en Hollande ; en Espagne et en France, le mot d'ordre de la grève générale est également devenu un moyen de détourner les ouvriers, soit de l'organisation syndicale, reposant sur les efforts coordonnés, sur la discipline démocratique et sur les sacrifices continuels des individus, soit encore de l'organisation et de l'action politiques, pour les habituer à s'enivrer de phrases ronflantes, mais vides.

Notre résolution envisage à trois points de vue différents l'utopie anarchiste de la grève générale. Elle rejette comme inexécutable la présomption que tous les ouvriers de tous les métiers se croiseraient les bras, et qu'aussitôt toute production cesserait. Elle met en garde les ouvriers contre l'illusion qu'une grève générale puisse faire changer d'un coup la répartition de puissance des classes, comme si l'on pouvait attendre d'elle l'avènement subit de la révolution sociale, le grand flux emportant toutes les formes de pro-

priété, les institutions et les mœurs du capitalisme. Se basant là-dessus, notre résolution met les ouvriers en garde contre toute grève, qui serait prêchée en opposition aux moyens de lutte déjà connus du prolétariat, comme si ceux-ci pouvaient être superflus.

Par là, nous entendons la mort sans phrases de la chimère anarchiste de la grève générale. La démocratie socialiste déclare rejeter absolument cette conception exaltée et dangereuse. Mais ça ne suffit pas. Outre l'idée d'une grève sans limite et irréalisable avec un but absolu, nous avons à nous prononcer sur la grève limitée et réalisable ayant un but arrêté, mais dirigée contre l'Etat.

L'idée de cette grève n'est pas une idée anarchiste : elle vit dans le cerveau de beaucoup d'ouvriers démocrates-socialistes, elle a été propagée pendant plusieurs années, par notre parti en Belgique et en Suède comme moyen suprême de conquérir le S. U. Parmi les camarades allemands, on commence à discuter sa possibilité en cas d'attentat du gouvernement contre les droits politiques. Elle est aussi peu chimérique qu'anarchiste : elle a été plusieurs fois mise en pratique par les ouvriers de différents pays. Cette idée est le résultat de deux groupes de circonstances : la première, l'unité et la puissance grandissantes, l'accroissement de conscience et d'organisation dans la classe ouvrière ; la seconde, le mauvais vouloir que mettent les gouvernements à accorder aux ouvriers les droits politiques nécessaires pour la lutte, et les attentats contre les quelques droits que le prolétariat possède, afin de paralyser le mouvement ouvrier.

Nous avons vu, dans les dernières années, les ouvriers belges, suédois et hollandais décidant la grève politique. Nous savons pourquoi ils prirent cette décision : ils ne possédaient aucun autre moyen de démontrer aux gouverne-

ments la force de leur volonté et la puissance de leur classe.

Il nous semble, que c'est cette réflexion-là qui doit être concluante lorsqu'on examine la question de la grève politique. C'est un moyen dangereux. Voilà un motif de s'en servir avec prudence, et de n'en user qu'en cas d'urgence. La Belgique et la Suède ont prouvé que dangereux n'est point synonyme de nuisible en l'espèce, même lorsqu'il n'y a pas de résultat direct. Le moyen n'est point infaillible. Laquelle des armes du prolétariat l'est et peut l'être, aussi longtemps que sa puissance est moindre que celle de son adversaire? Mais c'est le suprême moyen de démonstration, de protestation et de pression qui reste au prolétariat quand les moyens ordinaires viennent à manquer. On peut refuser aux ouvriers leurs droits politiques ou les leur enlever, on peut rendre le droit de suffrage illusoire par d'autres mesures ; la division des districts, le véto du Sénat, ou n'importe quel coup d'Etat. Mais on ne peut empêcher les ouvriers d'essayer d'intimider ou de désorganiser un gouvernement ennemi, d'exercer une pression sur l'opinion publique en arrêtant plus ou moins sérieusement la production et le transport. Nous répétons : le prolétariat ne possède point d'autre moyen de manifester sa puissance sociale dans des cas extrêmes. Le refus de payer l'impôt, maintes fois appliqué par la bourgeoisie dans sa lutte révolutionnaire contre l'absolutisme, n'est point possible pour la classe ouvrière, trop pauvre pour rendre effectif ce moyen. Les révoltes armées du peuple contre l'armée ne sont pas possibles non plus, ni le refus de servir en masse: quel autre moyen reste-t-il ?

Nous ne nous occupons point ici de savoir, s'il sera nécessaire à l'avenir, pour la classe ouvrière, d'employer les moyens suprêmes de combat. Nous ne prétendons point juger du développement probable de la lutte de classe. La ré-

sistance des classes détenant le pouvoir deviendra-t-elle plus forte à mesure qu'elles craindront davantage la puissance grandissante du prolétariat et se sentiront plus près de leur chute, ou bien, en ce cas, une fraction considérable de la bourgeoisie, en se rendant compte de l'inutilité d'une plus longue résistance, se soumettra-t-elle et laissera-t-elle peu à peu le pouvoir lui tomber des mains ? Nous ne voulons pas nous prononcer entre ces deux hypothèses. Mais nous voulons dire ceci : chaque démocratie-socialiste doit compter avec la possibilité d'une résistance plus grande à mesure que la lutte de classe s'exaspère.

Et puisqu'il en est ainsi, les ouvriers organisés en parti de classe n'ont pas le droit de déclarer : nous renonçons volontairement pour l'avenir à notre moyen de lutte suprême. Nous n'avons pas le droit de tranquilliser la bourgeoisie, de l'assurer que le prolétariat n'emploiera plus jamais ses forces organisées pour désorganiser l'Etat capitaliste. Nous n'avons pas le droit de calmer la frayeur (si exagérée soit-elle par les anarchistes) que la bourgeoisie éprouve véritablement à la pensée de la grève politique en suspens à son chevet comme une épée de Damoclès.

Notre résolution ne se prononce pas sur les détails de forme, d'étendue, etc. de la grève politique. Comprendra-t-elle un grand nombre de métiers, ou seulement les principaux rouages de la vie économique, sera-t-elle à temps fixe, devra-t-elle être regardée comme démonstration sérieuse, protestation ou moyen de pression, nous ne pouvons entrer dans ces détails. Tout cela dépend de la structure économique de chaque pays, et des circonstances politiques. Notre résolution n'examine pas davantage, si des circonstances soit économiques (absence de grande industrie dépendant de l'étranger), soit politiques (pouvoir gouvernemental centralisé, formes démocratiques) peuvent rendre impraticable la grève politique pour certains pays. Notre résolution n'a

qu'à être muette sur tous ces points, puisqu'elle ne se base que sur des principes et des circonstances générales.

Mais il est un point sur lequel elle s'exprime clairement. La grève politique exige, pour être possible et offrir des chances de succès, une unité, une organisation et une conscience politiques toujours croissantes du prolétariat. Le dernier alinéa de notre résolution découle de notre opposition à la chimère anarchiste. En la faisant miroiter devant eux, les anarchistes détournent les ouvriers des efforts et des sacrifices nécessaires à la lutte de tous les jours. Nous, au contraire, déclarons hautement que tendre à la perfection sous le rapport de l'organisation, la conscience politique et la discipline, sera à l'avenir, plus encore que cela ne le fût par le passé, une condition *sine qua non* pour assurer le succès de la grève politique, ou même pour éviter qu'elle ne devienne l'occasion d'une véritable catastrophe pour le prolétariat. Car la classe bourgeoise est de plus en plus sur ses gardes, et un gouvernement profite de l'inexpérience de l'autre, ainsi que la grève des chemins de fer de Hongrie vient de le prouver (1). Personne ne peut en être plus profondément convaincus et n'en peut avertir plus sérieusement le prolétariat que nous, socialistes hollandais. N'avons-nous pas pris part à un mouvement dans lequel ce fut justement le manque d'organisation, de discipline et de conscience politique dont les effets désastreux exposèrent le prolétariat vaincu, au mépris, aux affronts, et à la cruauté implacable de ses adversaires ?

---

(1) On sait que le ministre-président de Hongrie, M. Fisze, consulta par télégraphe le ministre Kuyper sur les mesures à prendre pour assurer le triomphe de l'ordre et pour venir à bout des ouvriers des chemins de fer.

Projet de Résolution (1)

Le Congrès socialiste international,

Considérant :

Qu'il est désirable que la démocratie-sociale se prononce sur « la grève générale » ;

Que les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat,

Déclare la « grève générale », si l'on entend par là la cessation complète de tout travail à un moment donné, inexécutable, parce qu'une telle grève rendrait chaque existence, celle du prolétariat comme toute autre, impossible ;

Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière ne saurait être le résultat d'un tel effort subit,

Qu'il est au contraire possible qu'une grève qui s'étendrait soit sur un grand nombre de métiers, soit sur les plus importants d'entre eux au fonctionnement de la vie économique, se trouverait être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ou de se défendre contre des attentats réactionnaires sur les droits des ouvriers ;

Avertit ceux-ci de ne point se laisser influencer par la propagande pour la « grève générale », dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative.

Et invite les ouvriers à augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la grève politique, si celle-ci, un jour, se trouverait être nécessaire et utile.

(*Parti démocrate socialiste de Hollande.*)

II

Les Débats de la Commission

La section chargée de l'examen de la grève générale est

(1) Ce projet de résolution est celui adopté déjà par le Parti démocrate socialiste de Hollande.

présidée par *Anseele*. Elle a à se prononcer entre trois tendances.

Les Hollandais, les Belges et les démocrates socialistes allemands estiment que la grève générale — si l'on entend par là la cessation de tout travail à un moment donné — est impossible ; qu'une grève s'étendant à plusieurs métiers et ayant un but politique peut être, dans certaines circonstances. efficace pour conquérir, par exemple le suffrage universel ou empêcher les attentats réactionnaires aux droits des ouvriers.

Allemane, d'accord avec le « Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire », considère la grève générale comme le moyen le plus efficace pour arriver au triomphe des revendications ouvrières, comme pour assurer la défense des libertés publiques.

Allemane déclare cependant que jamais il n'a pensé que la grève générale soit le seul moyen de lutte des ouvriers contre le capitalisme. Tous les moyens révolutionnaires peuvent être employés. Mais il faut mettre entre les mains du prolétariat une arme qui lui permette de faire la révolution sociale et surtout de recueillir les fruits de sa victoire.

La citoyenne *Roland-Holst* a, défendu le rapport et la résolution du parti socialiste hollandais.

Briand expose la conception qu'il a de la grève générale. Il ne s'agit pas de la révolution sociale, pas plus que de la cessation complète du travail, mais d'une grève étendue à certains métiers, d'un moyen, d'une tactique à employer pour un but défini dans des circonstances déterminées.

Briand dit que ce serait une faute d'arracher au prolétariat l'arme de la grève générale. Que feraient les socialistes allemands si demain on mettait la main sur le suffrage universel ? Envisageons toutes les éventualités qui peuvent se produire et sachons parler aux ouvriers un langage clair et courageux.

La discussion s'est continuée l'après-midi. Y ont pris part *Anseele* et *Clara Zetkin* notamment.

Finalement, la résolution des Hollandais a été adoptée avec un amendement préconisant la socialisation des moyens de production par la conquête des pouvoirs publics. Seuls les délégués français ont voté contre.

III

Les Débats au Congrès

La citoyenne *Roland-Holst* défend le rapport de la commission sur la grève générale. Le vote de notre section, dit-elle, presque unanime, prouve les progrès réalisés par la mentalité ouvrière dans cette grave question de la grève générale. Le prolétariat comprend qu'il doit, sans abandonner ce moyen, user de beaucoup de prudence quant à son emploi.

Il ne sera jamais possible de faire cesser le travail dans tous les métiers. De même la grève générale ne saurait être la révolution sociale. La transformation de la société ne saurait se faire d'un coup. Elle se réalisera, elle se réalise chaque jour par notre effort continu.

Sur les grèves contre le patronat, le congrès n'a pas à se prononcer. Il n'a à discuter que la grève contre l'Etat, la grève politique.

Sera-t-elle nécessaire un jour ? Nous n'en savons rien, mais il faut que la question reste ouverte.

Après que l'orateur a développé encore quelques idées contenues dans son rapport, le président lui fait remarquer que son temps de parler est écoulé. *Roland Holst* quitte la tribune. La salle lui fait une ovation.

Friedeberg (Allemagne).— La question de la grève générale est une question de tactique. Il faut examiner si elle peut profiter au régime nouveau et en hâter l'avènement.

Trop longtemps, le prolétariat socialiste a concentré son effort sur le terrain parlementaire qui est essentiellement bourgeois.

Des réformes profitent plus à la perpétuation du régime capitaliste qu'à l'avènement du régime socialiste. Elles nous empêchent de faire essentiellement l'éducation du prolétariat qui n'aperçoit plus ses fins. Préparons la classe ouvrière à la conception et à l'instauration de la société nouvelle.

Le mouvement des trade-unions a détourné le prolétariat de son but final en le préoccupant essentiellement des améliorations immédiates, purement de détail.

La résolution de la majorité aggrave la séparation qui existe entre anarchistes et socialistes. Que le congrès ne s'y rallie pas. (Applaudissements).

Allemane reprend à titre d'amendement la proposition du « Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire » et réclamera le vote. Nous ne sommes pas exclusivistes en matière de moyens de lutte pour le prolétariat. Il n'en aura jamais assez.

Nous n'avons jamais négligé l'action parlementaire, mais nous la considérons surtout comme un mode de propagande et nous considérons que la grève générale est avant tout une arme de combat. Car cette arme ne peut être viciée entre les mains du prolétariat.

Le prolétariat peut être vaincu, mais il peut recommencer ! Les militants socialistes de tous pays doivent être les organisateurs de la révolution. Le parti socialiste mondial doit engager la lutte de manière à ce que le prolétariat ne perde pas les fruits de sa victoire.

L'orateur, en terminant, demande le vote par nationalité.

Willm (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) estime

que les socialistes n'ont pas le droit de négliger un moyen d'action comme la grève générale. Si le Congrès se prononce contre, il rendra très difficile la situation des militants et approfondira encore le fossé entre l'action politique et l'action économique et il favorisera l'anarchisme.

Meslier (France) pense que parmi les armes mises à la disposition du prolétariat, la grève générale est une des meilleures. Il faut l'organiser de manière à préparer la transformation sociale.

Schmit (Allemagne), dit que les idées de Friedeberg ne répondent pas à la conception de la plupart des délégués allemands. Il ne comprend pas qu'un délégué d'un pays où le parlementarisme donne le plus de fruit combatte l'action parlementaire. Il y a là du confusionnisme anarchiste.

Les syndicats allemands comptent un million de membres. Ils ont rendu de grands services à la classe ouvrière dont ils fortifient la puissance de résistance. Ils ne veulent pas de la grève générale. Celle-ci, au lieu d'ébranler la puissance de l'Etat, est de nature à ébranler la puissance du prolétariat.

Oustinoff, délégué du « Parti socialiste révolutionnaire russe », déclare adhérer à la résolution française.

Vliegen trouve étrange que les révolutionnaires viennent déclarer qu'ils n'opposent pas la grève générale au parlementarisme, alors qu'ils ne cessent de dénigrer l'action parlementaire. On a eu de la peine à faire entrer la nécessité de la lutte politique dans les cerveaux ouvriers et voilà que l'on vient défaire cette œuvre excellente. Ce ne sont pas les représentants des fortes organisations anglaises, allemandes et danoises qui veulent la grève générale, ce sont les représentants de la France, de la Russie et de la Hollande, où l'organisation syndicale est faible ou nulle.

L'orateur ne peut pas voter la résolution de la commission. Le congrès international ne peut pas déclarer que la

grève générale est le seul moyen de lutte. Il a pour œuvre de révolutionner les esprits par le travail de chaque jour.

Briand est partisan de l'organisation générale. Que l'on se place soit au point de vue des réformes, soit au point de vue révolutionnaire, le prolétariat doit user de tous les moyens de lutte mis à sa disposition.

Si la grève a eu un caractère mystique et vague, c'est peut être parce que les congrès internationaux se sont désintéressés de la question. Pour nous, la question se pose d'une façon nette.

La grève générale n'est pas une question de principe, mais une question de tactique. A lui seul, il n'engendre pas la révolution sociale. En la préconisant, nous ne désertons pas la lutte des classes.

La grève générale est un mouvement plus ou moins étendu. C'est un argument grossier que de nous prêter cette idée que le chômage pourrait être général, absolu.

La grève peut devenir un moyen de révolution. Elle peut être aussi appliquée à une réforme déterminée. Elle pourrait être également un moyen de résistance contre les attentats de la réaction contre les libertés politiques.

Est-ce que dans certains pays, la bourgeoisie n'a pas songé déjà à supprimer le suffrage universel ? Dans ce cas, que ferez-vous ? Quels moyens emploierez-vous ? Il ne faut pas briser cette arme aux mains du prolétariat.

Le congrès doit prendre une décision claire et nette. La résolution de la commission est trop ambiguë. Avant de voter, réfléchissez ! Demandez-vous quel usage on fera demain de la résolution que vous aurez prise. Prenez garde contre l'action parlementaire et politique, que vous ne soyez expulsés de votre influence auprès des masses et que vous n'ayez plus la force nécessaire pour réaliser le but final du socialisme.

Behr (Autriche). — La grève générale entraînant la cessation complète du travail est impossible. Il y a lieu d'écar-

ter cette utopie. Mais, cependant, de grandes grèves peuvent s'organiser, soit dans un but politique ou économique.

Le congrès doit se prononcer nettement pour l'organisation des travailleurs en vue de la conception de la grève générale. Il est intéressant de constater que les partisans de la grève générale se rencontrent précisément dans les pays où l'organisation syndicale laisse le plus à désirer.

Le congrès doit déclarer qu'il ne peut se rallier à l'idée de la grève générale sans organisation préalable. On a vu, dans, la commission, presque tous les délégués se rallier à la résolution hollandaise.

Nous n'avons plus à étudier l'idée de la grève générale, mais le congrès doit déclarer tous les dangers de la grève, et qu'il faut se vouer surtout à s'occuper de l'œuvre organisatrice et émancipatrice des travailleurs.

Citoyenne *Roland Holst*, rapporteur. — Je vais donner les raisons pour lesquelles la commission maintient sa résolution.

Les objections faites contre la grève politique semblent toutes formuler une opposition à l'éventualité de cette grève. J'en appelle aux camarades belges qui, à deux reprises, ont organisé la grève pour la conquête des droits politiques.

Il y a plusieurs années que Kautsky nous a montré que par la croissance de la force de notre adversaire, il y avait lieu de recourir à la grève générale en même temps qu'à l'action politique. Renforcez votre organisation économique et alors, même en cas d'échec de la grève générale, vous n'aurez rien à déplorer.

Si nous avons déclaré que la violence organisée n'est pas possible dans nos pays occidentaux, cela n'implique pas une critique de l'action révolutionnaire russe.

Nous voulons terminer en déclarant au prolétariat que si même l'arme de la grève générale peut avoir des dangers, il n'y a cependant pas lieu d'y renoncer complètement.

La proposition de l'Union fédérative du Centre (« Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire ») est rejetée par 34 voix contre 8.

La proposition du « Parti Socialiste de France » réunit 3 voix *pour* et 36 voix *contre* et une abstention.

La résolution du Parti Socialiste de Hollande est adoptée par 36 voix contre 4 et 3 abstentions.

BIBLIOGRAPHIE

Notices.

LES LIVRES

Le Syndicalisme Allemand, par *Albert Thomas* (Paris. *Société nouvelle de Librairie et d'Édition*, 190?. — C'est un résumé historique, très bref, que l'auteur a tenté du mouvement syndical allemand. On ne peut évidemment pas demander trop à une brochure de vulgarisation. On trouve dans celle-ci les faits et les chiffres essentiels sur la question.

Le Code Civil et le Droit Nouveau, par *Maxime Leroy*, (Paris, *Société Nouvelle de Librairie et d'Edition*, 1904). — Le centenaire du Code Civil a été récemment célébré. M. Maxime Leroy en retrace l'histoire et en analyse le contenu à l'égard des institutions de la propriété, de la famille du travail. Il oppose à ce droit ancien ce qui, à son sens, constitue le *droit nouveau*. Nous ne pouvons entrer ici dans l'examen des théories de l'auteur qui soulève, en ces cent pages, trop de problèmes pour pouvoir en parler brièvement.

L'Enfance Coupable, par *Henri Joly* (Paris, *Lecoffre*, 1904. — Le problème de l'enfance coupable, dont l'intérêt est aujourd'hui manifeste, est étudié par M. Joly, dans un esprit catholique. Les faits qu'il a recueillis ont trait à ce qu'il appelle successivement : les impulsions mauvaises, les dénuements et les défaillances, les premières déviations, les chutes, le suicide, le délit, le crime, les relèvements possibles. Ces faits, l'auteur les a pris dans les patronages, les maisons de corrections et les prisons.

La Comédie italienne en France et le Théâtre de la Foire et du Boulevard 1570-1791, par M. *N. Bernardin* (*Paris, Schleicher, 1904*). — L'auteur s'est donné pour but de faire connaître au grand public cette histoire de la Comédie italienne en France que seuls ont pénétré jusqu'ici quelques érudits. Il a atteint son but. Ce petit volume est clair, complet, plein de verve. La description de la vie truculente des comédiens amuse et retient, comme un roman.

TABLE DES MATIÈRES

TOME XIII

De la Collection

(Mai-Septembre 1904)

N° 136. — 15 Mai.

		Pages
Le Socialisme en Italie.....	Arturo Labriola.	1
Union révolutionnaire et division réformiste.....	Charles Bonnier.	16
L'utopie du professeur Menger.....	Edouard Berth..	34
Les socialistes russes et la guerre.....	G. Plekhanoff..	45
LES FAITS POLITIQUES		
FRANCE : Les Elections municipales...	Louis Dubreuilh.	53
LES PARTIS SOCIALISTES		
BULGARIE : La Crise socialiste.....	Dimker.....	65
ITALIE : Le triomphe de l'équivoque : A Bologne.....	S. Piroddi.....	77
RUSSIE : Le 2e Congrès Démocrate-Socialiste.....	Christian Karr..	91
LES COOPÉRATIVES		
FRANCE : Les Fédérations Coopératives.	A. Marie.....	97
REVUE CRITIQUE		
L'Idée du Juste Salaire.....	Ed. Dolléans....	112
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES		
Les Livres. Les Publications socialistes.	Les Rédacteurs...	127

N^os^ 137 et 138. — 15 juin et 15 juillet.

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LE SOCIALISME

Enquête Internationale : Opinions et Documents

Pages

AVANT-PROPOS..... Hubert LAGARDELLE. 135

FRANCE :

I. **« Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire » :**
LE SECRÉTARIAT..... 145

II **« Confédération Générale du Travail » :**
I. Victor GRIFFUELHES..... 153
II. Emile POUGET..... 165
III. COMITÉ DE LA GRÈVE GÉNÉRALE..... 181

III. **« Parti socialiste de France » :**
I. G. DELORY..... 192
II. Paul LAFARGUE..... 196
III. Edouard VAILLANT..... 202

IV. **« Parti Socialiste Français » :**
I. Aristide BRIAND..... 206
II. Jean JAURÈS..... 213

HOLLANDE :

I. **« Parti Ouvrier Social-Démocrate :**
I. Henri VAN KOL..... 230
II. H. ROLAND-HOLST..... 237
III. W.-H. VLIEGEN..... 243
IV. DE NIEWE-TIJD..... 254

II. » Socialistes Révolutionnaires »
Chr. Cornelissen 269

BELGIQUE :

I. « Parti Ouvrier Belge » :
I. Louis de Brouckère 274
II. Jules Destrée 281
III. Emile Vandervelde 285

II. « Commission Syndicale du Parti Ouvrier Belge » :
Alphonse Octors 288

ANGLETERRE :

I. « Social-Democratic Fedération » :
I. A.-M. Hyndman 290
II. Henry Quelch 293

II. « Independent Labour Party » :
J. Keir Hardie 299

ÉTATS-UNIS :

I. H.-M. Simons 300
II. New-Yorker Volkszeitung 303

SUÈDE :

I. « Parti Social Démocrate Suédois .
Hjalmar Branting 306

ITALIE :

I. « Parti Socialiste Italien » :
Enrico Ferri 313

SUISSE :

I. « Parti Socialiste Suisse » :
Hermann Greulich 317

Pages

ALLEMAGNE :

I. Wilhelm Kolb 321
II. Karl Legien 333

AUTRICHE :

I. Rudolf Hilferding 336
II. A. Hueber 354

ESPAGNE :

Pablo Iglesias 358

RUSSIE :

G. Plekhanoff 364

Nos 139 et 140. — 15 août et 15 septembre.

A nos Lecteurs ..... H. Lagardelle.. 369
Le Congrès de Lille ..... Ernest Lafont... 371
Le Congrès d'Amsterdam ..... André Morizet... 386

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LE SOCIALISME

(Suite et fin)

FRANCE :

B Kritchewsky 429

ALLEMAGNE :

I. Karl Kautsky 443
II. Parvus 478
III. Dr Friedeberg 484
IV. Congrès de Brême 515

ESPAGNE :

Anselmo Lorenzo..... 526

CONGRÈS D'AMSTERDAM :

I. H. Roland-Holst..... 539
II. Débats à la Commission..... 555
III. Débats au Congrès..... 557

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les Livres..... Les Rédacteurs.. 563
Table des matières..... — 564

Le Gérant : Jean Rieux.

Le Mouvement Socialiste est composé par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE P. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE).

AVANT-PROPOS

Il n'est pas besoin d'un long avant-propos à cette table des matières. Elle est le plus clair inventaire de notre œuvre de six années, et elle rendrait tout commentaire inutile s'il ne nous fallait fournir quelques indications d'ordre théorique.

I

Avant d'aller plus loin, toutefois, une constatation préliminaire. Lorsque le *Mouvement Socialiste* fut créé, il se proposait, entre autres buts, de fournir au public militant une ample et sûre information sur les questions ouvrières et socialistes. Cette table des matières dit jusqu'à quel point il y a réussi.

Les imperfections inhérentes à toute tentative mises à part, nous pouvons dire que nous avons donné à nos lecteurs un instrument de travail unique, un receuil commode où se trouvent relatés, jour par jour, les faits essentiels qui intéressent l'évolution du mouvement ouvrier, ainsi que les discussions théoriques et pratiques qui ont passionné, durant ces dernières années, le monde socialiste. Tous ceux qui voudront suivre le développement des institutions économiques du prolétariat, tous ceux qui chercheront à noter la marche de la pensée socialiste au cours de la crise qui se poursuit depuis six à sept ans, devront consulter les treize volumes de notre collection.

Ce double souci d'information ouvrière et d'information socialiste internationale constituait, au moment où cette

Revue fut fondée, une réelle innovation. Les militants socialistes, en proie tout entiers à l'illusion parlementaire, ne s'étaient que faiblement préoccupés des manifestations du mouvement ouvrier proprement dit et de l'activité du socialisme international.

C'est pour aider — dans la limite restreinte de nos forces — à combler cette lacune, que nous nous sommes assurés, dès le commencement, la plus large collaboration ouvrière et internationale. Les militants ouvriers ont publié ici des études vivantes et des monographies précises. Les représentants les plus autorisés du socialisme à l'étranger ont pris, tour à tour, la parole sur les controverses du jour et les questions de l'actualité. Les uns et les autres ont fait connaître aux lecteurs qui nous ont suivis, des modes d'activité ouvrière, des organisations et des idées qu'ils ignoraient tout au moins en partie. En ce sens, le *Mouvement Socialiste* a accompli une œuvre précieuse d'éducation, et les publications du même type qui viendront dans la suite ne pourront que s'inspirer de son exemple.

II

Mais s'il nous a été possible de réaliser, d'une façon relative, la tâche d'information que nous nous étions fixée, les circonstances troublées de ces six dernières années ont provoqué dans l'orientation théorique de cette Revue des changements sur lesquels il faut nous expliquer.

Dans la préface de son *Avenir Socialiste des Syndicats*, notre éminent ami Sorel a bien voulu rappeler « que dans « les conférences tenues entre camarades avant la création « du *Mouvement Socialiste*, il avait été entendu que la nou- « velle Revue combattrait le programme de Saint-Mandé. » C'est dire à quel degré — dès notre fondation — nous con-

sidérions comme primordiale la lutte à mener contre le socialisme réformiste, parlementaire et gouvernemental, dont Millerand etait le seul alors, par la netteté de son attitude et la logique de son action, à mettre en évidence tout le danger. Cette lutte, nous n'avons cessé de la poursuivre, et chaque jour l'a rendue plus irréductible. Mais nous avons varié sur le choix des moyens. Et c'est sur ce point, que le rappel de notre action passée — parce qu'il évoque une évolution qui nous est commune avec d'autres — peut avoir quelque intérêt pour nos lecteurs.

En créant cette Revue, nous avions une double illusion : 1° Nous croyions que l'agitation de l'Affaire Dreyfus — même telle que Jaurès l'avait conduite — pouvait rafraîchir le socialisme, alors aux prises avec les premiers effets de la crise qui le tuera si elle ne parvient pas à le renouveler. 2° Nous étions persuadés que l'on pouvait arrêter, par l'unité d'organisation, la dégénérescence réformiste, dont l'action de Millerand était le symptôme le plus accusé.

Les faits se sont chargés de nous ramener à une vision plus juste de la réalité. Non seulement l'action de Jaurès dans l'Affaire Dreyfus n'a pas été régénératrice : mais, par ses résultats, elle a été au plus haut point corruptrice. A la faveur de l'abstention des éléments révolutionnaires qui auraient constitué, s'ils eussent agi, une digue à l'invasion bourgeoise, l'intervention humanitariste de Jaurès a ouvert les portes du socialisme à toutes les vieilles idées démocratiques, philanthropiques, pacifiques et gouvernementales, qui sont la négation du mouvement prolétarien. Ces idées ont d'autant plus corrompu, par leur mélange, les conceptions socialistes que ces dernières étaient dénaturées déjà par un fort alliage de notions purement démocratiques traditionnelles.

La formation du ministère Waldeck-Rousseau-Millerand donna une force imprévue à la fusion des éléments socia-

listes et des éléments démocratiques. Il ne faut pas le nier : cet événement n'était pas seulement la consécration de la confusion créée par l'Affaire : il était l'aboutissant logique de l'action parlementaire et électorale *de tous les socialistes*, depuis la législation de 1893. Mais, pour être naturel, ce résultat n'était pas prévu.

On crut que le seul moyen de mettre un terme à la déliquescence socialiste croissante, c'était de constituer, avec tous les éléments hétérogènes qui se réclamaient du socialisme, un grand parti unique, qui devait sauver les principes en imposant à tous une règle commune. Cette Revue participa, avec une belle ardeur juvénile, à ce mouvement unitaire.

Nous ne nous étions pas demandés, les uns et les autres, comment des forces essentiellement contraires peuvent bien se fondre en une force unique, ni comment le socialisme révolutionnaire et le socialisme gouvernemental parviendraient à s'entendre. On sait la suite. L'expérience ne dura guère : elle fut décisive. Un à un, les éléments révolutionnaires se détachèrent, pour mieux le combattre, du réformisme, que Millerand mettait en œuvre et Jaurès en formules. Les anciennes organisations parurent alors, en vertu de leurs traditions, comme les défenseurs naturels du socialisme en danger.

De sorte que, un parti nouveau, quoique formé en majorité d'éléments anciens, se constitua, qui fut le *lieu* où se rencontrèrent tous ceux qui, venus de points divers, sentaient la nécessité de s'unir contre les *ralliés* du socialisme. C'est ainsi que, sous la pression des circonstances, nous fûmes de ceux qui rejoignirent le « Parti Socialiste de France » (1). Nous adhérions ainsi à un parti en voie de

(1) Tous nos collaborateurs n'ont pas réagi de la même façon que nous en face des mêmes événements. Il allait de soi que la

formation, dont le rôle était d'unifier *contre le socialisme gouvernemental* toutes les forces socialistes révolutionnaires, et qui n'exigeait de ses membres que la répudiation du gouvernementalisme. L'absence de déclaration doctrinale — autre qu'une brève affirmation — prouve que cette concentration socialiste révolutionnaire, d'où naissait ce parti nouveau, n'entendrait revenir à aucune conception ancienne, mais qu'elle s'efforcerait bien plutôt, par le travail en commun, de revivifier les notions socialistes intangibles grâce aux leçons de l'expérience acquise. Le « Parti Socialiste de France » est donc un parti de recherches tout autant qu'un parti d'action : aucune formule dogmatique ne le lie ; il ne tend qu'à donner aux idées et à la pratique révolutionnaires une base solide.

En attendant, il reste ouvert à tous ceux qui, se réclamant plus ou moins du socialisme révolutionnaire, sont restés jusqu'ici hors de lui. L'avenir dira s'il peut réaliser son but. Mais il importait de rappeler ce point trop souvent négligé, que l'adhésion à pareil parti ne saurait signifier un retour au passé.

Séparés, le socialisme parlementaire et le socialisme révolutionnaire ont poursuivi leur action respective, se portant sans trêve les plus rudes coups. Le socialisme de gou-

---

rédaction de cette Revue subisse des remaniements forcés. Les revues de jeunes — c'est leur tare originelle — ne peuvent être que des groupements provisoires. Quel accord permanent de vues attendre de gens qui ignorent la voie où ils s'engageront et les inspirations qui les guideront ?

Il importe donc peu, puisque l'œuvre reste, que les collaborateurs changent. Il est indifférent, par exemple, que tel de nos anciens camarades de rédaction soit parvenu à des fonctions éminentes dans la République, et que d'autres, en grand nombre, tout en conservant d'ailleurs des points de vue divers, aient pris rang dans les journaux du socialisme gouvernemental.

vernement a renchéri son opportunisme, et la démoralisation qu'il a produite a atteint ses dernières limites. Jaurès n'est plus que le héraut du ministère Combes, et il y a longtemps que ses amis et lui ont oublié jusqu'à la terminologie socialiste.

Malheureusement, il faut avouer que, malgré de louables efforts, les circonstances ont fait souvent qu'au Parlement le socialisme révolutionnaire ne s'est pas suffisamment différencié du socialisme gouvernemental. Et nous sommes de ceux qui pensent que, pour s'appuyer enfin sur un sol résistant, le socialisme révolutionnaire doit modifier ses points de vue anciens à la clarté des événements nouveaux. S'il veut vaincre, il lui faut se rajeunir au contact d'idées fraîches et neuves, s'inspirer de l'action, de la pensée, des sentiments des masses ouvrières organisées sur le terrain révolutionnaire, et devenir vraiment un *socialisme ouvrier*.

Ces éléments de régénération révolutionnaire lui sont fournis par le syndicalisme français. Pendant que le socialisme purement politique se décomposait, le mouvement corporatif prenait, en France, une importance prépondérante et clarifiait ses conceptions révolutionnaires.

Ce sont les syndicalistes révolutionnaires qui ont sauvé le mouvement ouvrier de la corruption gouvernementale et l'ont rendu à la conscience de lui-même. L'activité souveraine de la *Confédération Générale du Travail* a été bien plus efficace que notre action socialiste révolutionnaire, trop souvent contradictoire et prisonnière des nécessités parlementaires. La lutte de classe ne se mène pas sur le terrain électoral ni au milieu des combinaisons inévitables du Palais-Bourbon. La conscience de classe, dans le sens réel du mot, ne se forme que dans la lutte économique révolutionnairement engagée.

Les syndicalistes ont fait plus que mettre à l'abri des illusions démocratiques le monde ouvrier. Ils tâchent d'élaborer

des notions *pratiques* précises et nettes. Ils s'efforcent de parvenir à la compréhension suffisamment claire de ce que peut être un mouvement ouvrier révolutionnaire, qui, *dans la réalité des faits quotidiens*, doit lutter contre l'Etat et le patronat, jusqu'à leur disparition finale.

Ils se trouvent, en fait, en voie de réaliser, par la simple pratique de la lutte, ce que, d'un point de vue théorique et critique, la pénétration géniale de Marx avait formulé : l'*émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*.

III

Ainsi, ces conclusions auxquelles, dans cette Revue, nous sommes arrivés, découlent logiquemont de l'expérience de ces dernières années. Et les plus récents évènements confirment encore ce point de vue.

Le Congrès international d'Amsterdam a été incontestablement une quasi-unanime condamnation *des manifestations françaises* du socialisme de gouvernement. La réaction a été générale que la pratique jaurésiste a provoquée dans le socialisme international. Mais le Congrès n'est pas allé plus loin. Il n'a accompli qu'une œuvre négative. Il a indiqué — comme l'a judicieusement observé notre ami Arturo Labriola — là où il ne faut pas aller, mais non là où il faut aller.

Sans doute il ne le pouvait pas. Il s'est contenté de maintenir, de *conserver* les points de vue traditionnels. Et ce qui y a été dit sur la grève générale notamment prouve à quel point il a ignoré les tendances et les idées spécifiquement ouvrières.

Pour être fécond, il faut donc que ce triomphe négatif soit complété par l'adoption des conceptions révolutionnaires nouvelles. Or, deux faits se sont produits, au lendemain même du Congrès, qui, dans le sens que nous avons pré-

cisé, sont de nature à inspirer aux socialistes révolutionnaires de salutaires réflexions.

C'est, d'abord, le Congrès corporatif de Bourges, où plus de 1200 syndicats étaient représentés par plus de 400 ouvriers, et où l'éclatante victoire des syndicalistes révolutionnaires a montré à quel point ils traduisent les sentiments de la classe ouvrière militante. Le Congrès de Bourges a fait apparaître aux yeux des plus aveugles comment l'action syndicale, *lorsqu'elle poursuit des fins révolutionnaires*, est le meilleur instrument de lutte et de formation de la conscience ouvrière.

C'est, ensuite, la grève générale d'Italie, où, en quelques moments, sous le coup de la plus intense émotion, dans un élan spontané de solidarité indéfectible, le prolétariat italien s'est dressé comme un seul homme, pour protester contre la tuerie des siens, et a un instant arrêté la vie de la nation tout entière. Tous ceux, parmi les socialistes révolutionnaires qui doutaient encore de l'efficacité de la grève générale, modifieront sans doute leur point de vue.

Ainsi donc tout affermit notre position. Mais qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de se mêler à l'action spécifique des syndicalistes révolutionnaires, mais de tirer de leurs luttes et de leur pratique les enseignements qu'elles comportent.

C'est dans ce sens que nous reprenons notre œuvre. Nous ne nous en dissimulons pas la difficulté. Mais nous avons les faits pour nous. Nous avons aussi le concours des militants syndicalistes, qui nous renseigneront ici sur leur propre mouvement. Et nous avons enfin l'adhésion de tous nos camarades de France et de l'étranger qui ne voient d'issue à la crise actuelle, que la formation d'un puissant *socialisme ouvrier*.

Hubert LAGARDELLE

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

PREMIÈRE SÉRIE

1899-1904

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

I

ACTUALITÉ THÉORIQUE, POLITIQUE, etc...

Victor Adler. — Le Parti socialiste autrichien et les syndicats, — N° 81 — p. 389. 1902, t. I, vol. 7.

V. Augagneur. — La suppression de l'octroi, — N° 52 — p. 192. 1901, t. I, vol. 5.

Fritz Austerlitz. — Le Problème Autrichien, — N° 127 — p. 5. 1903, t. III, vol. 11.

Le Problème Autrichien, — N° 128 — p. 98. 1903, t. III, vol. 11.

A. Bebel. — Les Elections en Allemagne, — N° 125 — p. 481. 1903, t. II, vol. 10.

M. Beer. — L'idéal social de la Nouvelle-Zélande, — N° 110 — p. 2209. 1902, t. II, vol. 8.

La guerre Russo-Japonaise, — N° 133 — p. 180. 1904. t. I, vol. 12.

Ed. Berth. — Paix Sociale, — N° 132 — p. 134, 1904, t. I, vol. 12.

M. Brunetière et le socialisme réformiste, — N° 135 — p. 449, t. I, vol. 12.

A. Blumer. — Les Tarifs Douaniers en Allemagne, — N° 111 — p. 48. 1903, t. I, vol. 9.

Les Tarifs Douaniers en Allemagne. — N° 112 — p. 137. 1903, t. I, vol. 9.

La situation politique en Allemagne, — N° 118 — p. 690. 1903, t. I, vol. 9.

M. Bonnevial. — Le Congrès des Droits des Femmes, — N° 44 — p. 503. 1900, t. II, vol. 4.

Le Congrès des Droits des Femmes. — N° 45 — p. 539. 1900, t. II, vol. 4.

J. Boucher. — Congrès des Etudiants socialistes. — N° 47. p. 668 1900, t. II, vol. 4.

A. Brant. — Le Parti du Travail en Angleterre. — N° 134 — p. 368. 1904, t. I, vol. 12.

Raoul Briquet. — Les Syndicats et le Parti socialiste. — N° 58 — p. 644. 1901, t. I, vol. 5.

Le socialisme et la loi sur les associations. — N° 63 — p. 139. — N° 64 — p. 211. 1901, t. II, vol. 6.

Le Ministère et les missions en Chine. — N° 71 — p. 641. 1901, t. II, vol. 6.

Les élections à Roubaix. — N° 76 — p. 160. 1902, t. I, vol. 7.

Les Trade-Unions devant les tribunaux. — N° 78 — p. 241. 1902, t. I, vol. 7.

Le Gaz à Paris. — N° 83 — p. 498. — N° 84 — p. 549. 1902, t. I, vol. 7.

Les Evénements de Belgique. — N° 89 — p. 769. 1902, t. I, vol. 7.

Liberté syndicale et Liberté d'association. — N° 91 — p. 898. 1902, t. I, vol. 7.

La Politique anti-cléricale. — N° 102 — p. 1441. 1902, t. II, vol. 8.

La Politique syndicale du Ministère Combes. — N° 120 — p. 139. 1903, t. II, vol. 10.

Paul Brousse. — Le désarmement. — N° 10 — p. 577. 1899, t. I, vol. 1.

E. Brunte. — Le S. U. en Suède. — N° 94 — p. 1032. 1902, t. I, vol. 7.

E. Buré. — Le Congrès Radical. — N° 62 — p. 75. 1901, t. II, vol. 6.

Le Mouvement Ouvrier et les U. P.. — N° 77 — p. 214. 1902, t. I, vol. 7.

Défaites socialistes. — N° 102 — p. 1468. 1902, t. II, vol. 8.

Le second Congrès Radical. — N° 107 — p. 1949. 1902, t. II, vol. 8.

Au Parlement. — N° 108 — p. 2038. 1902, t. II, vol. 8.

Fin de Chambre. — N° 112 — p. 131. 1903, t. I, vol. 9.

A. Charoseau. — Les forces électorales du socialisme français. — N° 74 — p. 55. 1902, t. I, vol. 7.

Statistique électorale, — N° 91 — p. 879. 1902, t. I, vol. 7.
La première U. P., — N° 93 — p. 978. 1902, t. I, vol. 7.

V. Charbonnel. — Les Jeunes Catholiques et l'Action sociale, — N° 20 — p. 593. 1899, t. II, vol. 2.

Ettore Ciccotti. — L'Unité Italienne, — N° 7 — p. 402. 1899, t. I, vol. 1.

S. Colosio. — La Question ouvrière en Tunisie, — N° 131 — p. 537. 1903, t. III, v. 11.

J. Deck. — La Situation politique en Finlande, — N° 5 — p. 300. 1899, t. I, vol. 1.
La Situation en Finlande, — N° 39 — p. 161. 1900, t. II, vol. 4.
La Loi militaire en Finlande, — N° 89 — p. 796. 1902, t. I. vol. 7.

R. Denkoff. — Les Elections en Bulgarie, — N° 87 — p. 709. 1902, t. I, vol. 7.

Jules Destrée. — Les Elections communales belges, — N° 130 — p. 367. 1903, t. III, vol. 11.

A. Devinne. — Le Nouveau régime électoral belge, — N° 33 — p. 526. 1900, t. I, vol. 3.
Les Alliances électorales et le P. O. B., — N° 34 — p. 591. 1900, t. I. vol. 3.
Les Elections en Belgique, — N° 36 — p. 706. 1900, t. I, vol. 3.

Henri de la Porte. — Après le Congrès de Lyon, — N° 61 — p. 6. 1901, t. II, vol. 6.

Paul Dramas. — La Situation Politique en France, — N° 2 — p. 95. 1899, t. I, vol. 1.
La Politique en France, — N° 6 — p. 350. 1899, t. I, vol. 1.
La Politique en France, — N° 10 — p. 603. 1899, t. I, vol. 1.
La Politique en France, — N° 12 — p. 38. 1899, t. II, vol. 2.
Le Cas Millerand, — N° 17 — p. 321. 1899, t. II, vol. 2.

R. Dubois. — La Réforme de l'Enseignement secondaire, — N° 85 — p. 594. 1902, t, I, vol. 7.

L. Dubreuilh. — L'Entrée de Millerand au Ministère, — N° 53 — p. 272. 1901, t. I, vol. 5.
L'Unité Infédérale, — N° 123 — p. 321. 1903, t. II, vol. 10.
L'Unité Révolutionnaire, — N° 124 — p. 401. 1903, t. II. vol. 10.
Le Congrès de Reims, — N° 129 — p. 161. 1903, t. III, vol 11.

Après le Congrès de Reims, — N° 130 — p. 385. 1903, t. III, vol. 11.
Encore le cas Millerand, — N° 133 — p. 211. 1904, t. I, vol. 12.
Questions d'organisation, — N° 134 — p. 381. 1904, t. I, vol. 12.
Exécuteurs et Exécutés, — N° 135 — p. 479. 1904, t. I, vol. 12.
Les Elections Municipales, — N° 136 — p. 53. 1904, t. II, vol. 13.

L. Duriez. — La lutte pour le S. U. en Belgique, — N° 88 — p. 737. 1902, T. I, vol. 7.
Le S. U. en Belgique, — N° 89 — p. 791. 1902, t. I, vol. 7.
Les Elections en Belgique, — N° 95 — p. 1093. 1902, t. I, vol. 7.

W. Ellenbogen. — L'Antisémitisme à Vienne, — N° 15 — p. 193. 1899, t. II, vol. 2.

Victor Ernest. — Les Elections Communales en Belgique, — N° 130 — p. 380. 1903, t. III, vol 11.

Ch. Eyre. — Les Elections en Australie, — N° 134 — p. 374. 1904, t. I, vol. 12.

Paul Fauconnet. — La Réforme militaire, — N° 31 — p. 413. 1900, t. I, vol. 3.

G. Fauquet. — Le Parti Socialiste et les Syndicats, — N° 27 — p. 132. 1900, t. I, vol 3.
L'Interpellation sur le Chômage, — N° 36 — p. 705. 1900, t. I, vol. 3.

Enrico Ferri. — Vollmar et le cas Millerand, — N° 50 — p. 65. 1901, t. I, vol. 5.

H. Forel. — Victoire socialiste à Zurich, — N° 104 — p. 1678. 1902, t. II, vol. 8.

A. Garcia Quejido. — Les Elections législatives en Espagne. — N° 61 — p. 12. 1901, t. II, vol. 6.

H. Quelch. — Le Péril Jaune, — N° 135 — p. 459. 1904, t. I, vol. 12.

G. Hervé. — La Minorité anti-ministérielle au Congrès de Tours. — N° 83 — p. 481. 1902, t. I, vol. 7.

H. M. Hyndmann. — La Crise socialiste en Europe, — N° 63 — p. 449. 1901, t. II, vol. 6.

Pablo Iglesias. — Les Elections en Espagne, — N° 10 — p. 785. 1899, t. I, vol. 1.
La Situation politique en Espagne, — N° 54 — p. 330. 1901, t. I, vol. 5.

Jean Jaurès. — L'Unité Socialiste, — N° 1 — p. 6. 1899, t. I, vol. 1.
La Leçon des Fêtes de Bruxelles, — N° 8 — p. 449. 1899, t. I, vol. 1.
L'Entrée de Millerand au Ministère, — N° 56 — p. 451. 1901, t. I, vol. 5.
S. Katayama. — La situation au Japon, — N° 66 — p. 338. 1901, t. II, vol. 6.
Le socialisme au Japon, — N° 131 — p. 563. 1903, t. III, vol. 11.
Karl Kautsky. — Le *Mouvement Socialiste* et la *Neue Zeit*, — N°5 — p. 257. 1899, t. I, vol. 1.
La Presse et le Socialisme, — N° 62 — p. 71. 1901, t. II, vol. 6.
La lutte électorale en Allemagne, — N° 121 — p. 202. 1903, t. II, vol, 10.
Les Elections en Allemagne, — N° 125 — p. 490. 1903, t. II, vol. 10.
Le Congrès de Dresde, — N° 129 — p. 170. 1903, t. III, vol. 11.
K. Kawakawni. — Le socialisme au Japon, — N° 98 — p. 1210. 1902, t. I, vol. 7.
E. Lafont. — Le Congrès de Saint-Etienne, — N° 134 — p. 305. 1904, t. I, vol. 12.
Le Congrès de Lille. — N° 140 — p. 371. 1904, t. II, vol. 13.
Hubert Lagardelle. — L'Affaire Dreyfus et le Socialisme, — N° 3 — p. 155, — n° 5 — p. 285. 1889, t. I, vol. 1.
Le Parti socialiste et la Crise, — N° 12 — p. 1. 1899, t. II, vol. 2.
Le Congrès national du Socialisme français, — N° 21 — p. 577. 1899, t. II, vol. 2.
L'Œuvre du Congrès unitaire, — N° 23 — p. 705. 1899, t. II, vol. 2.
Les Elections municipales et le Socialisme, — N° 34 — p. 577. 1900, t. I, vol. 3.
Pour l'Union socialiste, — N° 37 — p. 1. 1900, t. II, vol 4.
A propos des Universités Populaires. — N° 41 — p. 303. 1900, t. II, vol. 4.
Le Congrès socialiste international, — N° 43 — p. 385. 1900, t. II, vol 4.
Vers l'unité, — N° 46 — p. 579. 1900, t. II, vol. 4.

Kautsky et le cas Millerand. — N° 46 — p. 600. 1900, t. II, vol. 4.
La leçon de la Conférence Guesde-Jaurès. — N° 48 — p. 705. 1900, t. II, vol. 4.
L'Amnistie et les Socialistes. — N° 49 — p. 1. 1901, t. I, vol. 5.
La Tâche du Congrès de Lyon. — N° 57 — p. 513. 1901, t. I, vol. 5.
La Question de la Presse socialiste. — N° 58 — p. 588. 1901, t. I, vol. 5.
La Situation socialiste. — N° 59 — p. 641. 1901, t. I, vol. 5.
Réponse à Jaurès. — N° 59 — p. 675. 1901, t. I, vol. 5.
Pour l'Entente. — N° 69 — p. 705. 1901, t. I, vol. 5.
Les Radicaux-Socialistes et le programme de Saint-Mandé. — N° 61 — p. 1. 1901, t. II, vol. 6.
Ministérialisme et Socialisme. — N° 62 — p. 65. 1901, t. II, vol. 6.
Les Élections cantonales. — N° 63 — p. 129. 1901, t. II, vol. 6.
Consultation ouvrière. — N° 64 — p. 193. 1901, t. II, vol. 6.
Concurrence patriotique. — N° 65 — p. 257. 1901, t. II, vol. 6.
Le Mouvement ouvrier. — N° 67 — p. 321. 1901, t. II, vol. 6.
Le Tzar et la République. — N° 67 — p. 385. 1901, t. II, vol. 6.
Gouvernement de classe. — N° 69 — p. 513. 1901, t. II, vol. 6.
Discours ministériels. — N° 75 — p. 97. 1901, t. II, vol 6.
A propos du Congrès de Tours. — N° 81 p. 385. 1901, t. II, vol. 6.
Les Mots et les Faits. — N° 82 — p. 433. 1901, t. II, vol. 6.
Réponse à Hervé. — N° 83 — p. 481. 1901, t. II, vol. 6.
Ministérialisme et Socialisme. — N° 88 — p. 721. 1901, t. II, vol. 6.
La rentrée de Millerand. — N° 96 — p. 1405. 1901, t. II, vol. 6.
Karl Marx : Commémoration. — N° 116 — p. 485. 1903, t. I, vol. 9.
Le Congrès de Bordeaux. — N° 118 — p. 625. 1903, t. I, vol. 9.
Polémiques. — N° 119 — p. 43. 1903, t. II, vol. 10.
Illusions tenaces. — N° 121 — p. 187. 1903, t. II, vol. 10
A nos Lecteurs. — N° 139 — p. 369. 1904, t. II, vol. 13.
J. Lagrosillière. — Les Scandales de la Martinique. — N° 108 — p. 2017. 1902, t. II, vol. 8.

Les Scandales de la Martinique, — N° 109 — p. 2124. 1902, t. II, vol. 8.
Les Scandales de la Martinique, — N° 110 — p. 2262. 1902, t. II, vol. 8.
Marcel Handrieu. — Les Syndicats jaunes, — N° 80 — p. 337. 1902, t. II, vol. 7.
Ph. Handrieu. — Les Fédérations départementales, — N° 28 — p. 200. 1900, t. I, vol. 3.
Le Parti socialiste et les Coopératives, — N° 58 — p. 619. 1901, t. I, vol. 5.
T. Landrin. — Assurance sociale et Assistance, — N° 126 — 1903, t. II, vol. 10.
W. Liebknecht. — Soyons unis (aux Frères de France), — N° 1 — p. 24. 1899, t. I, vol. 1.
Jean Longuet. — Le Congrès de l'Unité socialiste, — N° 14 — p. 153. 1899, t. II, vol. 2.
Le 17e Congrès du P. O. F., — N° 19 — p. 476. 1899, t. II, vol. 2.
Le 2e Congrès national socialiste, — n° 44 — p. 467. 1900, t. II, vol. 4.
Organisation et Fédéralisme, — N° 84 — p. 529. 1902, t. II, vol. 7.
Les Elections, — N° 99 — p. 817. 1902, t. I, vol. 7.
Les Tendances du Socialisme français, — N° 95 — p. 1057. 1902, t. I, vol. 7.
Après la grâce de Millerand, — N° 121 — p. 180. 1903, t. II, vol. 10
Rosa Luxemburg. — Le Cas Millerand. — N° 14 — p. 132, 1899, t. II, vol. 2.
Mary A. Macpherson. — Les Mineurs et la Représentation du Travail, — N° 80, p. 357. 1902, t. I, vol. 7.
Le Comité de Représentation Ouvrière (Angl.), — N° 84 — p. 557, — N° 85 — p. 601. 1902, t. I, vol, 7.
Election ouvrière, — N° 104 — p. 1673. 1902, t. II, vol. 8.
La Loi sur l'Enseignement, — N° 116 — p. 533. 1903, t. I, vol. 9.
Marcel Mauss. — Le Congrès unitaire, — N° 22 — p. 641. 1899, t. II, vol. 2.
Le Jugement de la Haute-Cour, — N° 27 — p. 127. 1900, t. I, vol. 3.
La Guerre du Transvaal, — N° 35 — p. 641. 1900, t. I, vol. 3,

Les Coopératives et les Socialistes. — N° 51 — p. 135. 1901, t. I, vol. 5.
Sur la Guerre du Transvaal. — N° 79 — p. 289. 1902, t. II. vol. 7.
A. Maybon. — M. Gohier et les Travailleurs américains. — N° 111 — p. 18. 1903, t. I, vol. 9.
C. Maybon. — L'Impôt sur le revenu. — N° 127, p. 21. 1903, t. III. vol. 11.
Karl Meyer. — La Situation politique en Allemagne. — N° 4 — p. 216.
Mikaely. — La Crise arménienne. — N° 49 — p. 26. 1901, t. I vol. 5.
André Morizet. — Le Congrès de Lyon. — N° 59 — p. 644. 1901, t. I, vol. 5.
Les Résolutions du Congrès de Lyon. — N° 60 — p. 707. 1902, t. I, vol. 5.
Fédéralisme nécessaire. — N° 63 — p. 153. 1901, t. I. vol. 5.
L'Action socialiste au Parlement. — N° 73 — p. 18. 1902, t. I. vol. 7.
Au Comité général. — N° 75 — p. 110. 1902, t. I, vol. 7.
Les Partis socialistes. — N° 78 — p. 258. 1902, t. I. vol. 7.
L'Office de statistique et de placement. — N° 80 — p. 351. 1902, t. I, vol. 7.
La scission de Roubaix. — N° 81 — p. 394. 1902, t. I, vol. 7.
L'Office de statistique et de placement. — n° 82 — p. 404. 1902, t. I, vol. 7.
Fin de Chambre. — N° 85 — p. 590. 1902, t. I, vol. 7.
Les Elections législatives. — N° 90 — p. 842. 1902, t. I. vol. 7.
Le Résultat des Elections. — N° 92 — p. 913. 1902, t. I vol. 7.
La Rentrée et le Ministère Combes. — N° 97 — p. 1182. 1902, t. I, vol. 7.
Jacobinisme officiel. — N° 98 — p. 1218. 1902, t. I, vol. 7.
Documents socialistes. — N° 103 — p. 15 5. 1902, t. I. vol. 7.
Le Congrès de Commentry. — N° 106 — p. 1825. 1902, t. I. vol. 7.
Le Congrès de Bordeaux. — N° 119 — p. 73. 1903, t. II. vol. 10.
La Politique anticléricale. — N° 121 — p. 191. 1903, t. II. vol. 10.
La Vice-présidence du Reichstag. — N° 128 — p. 111. 1903, t. III, vol. 11.

Les Vacances parlementaires, — N° 130 — p. 367. 1903, t. III, vol. 11.
La session extraordinaire de 1903, — N° 131 — p. 541. 1903, t. III, vol. 11.
L'Enseignement devant le Sénat, — N° 132 — p. 121. 1904, t. I, vol. 12.
Le Mois parlementaire, — N° 133 — p. 195. 1904, t. I, vol. 12.
Le Mois parlementaire, — N° 134 — p. 361. 1904, t. I, vol. 12.
Le Mois parlementaire, — N° 135 — p. 464. 1904, t. I, vol. 12.
Le Congrès international d'Amsterdam, — N° 139 — p. 386. 1904, t. II, vol. 13.

F. Mudley. — A.-J. Balfour, — N° 101 — p. 1383. 1902, t. II, vol. 8.

Nikto. — Les troubles universitaires en Russie, — N° 56 — p. 475. 1901, t. I, vol. 5.

Parvus. — Le Tzar Réformateur, — N° 120 — p. 127. 1903, t. II, vol. 10.

F. de Pressensé. — Le Transvaal et l'Angleterre, — N° 26 — p. 79, — N° 27 — p. 146. 1900, t. I, vol. 3.
La question ministérielle, — N° 74 — p. 49. 1902, t. I, vol. 7.
Les Elections et le Parti Socialiste, — N° 85 — p. 577. 1902, t. I, vol. 7.

H. Ponard. — Le prochain Congrès national, — N° 42 — p. 321. 1900, t. II, vol. 4.
Les fédérations autonomes et le Congrès de Lyon, — N° 58 — p. 577. 1901, t. I, vol. 5.

Otto Pohl. — L'antisémitisme et les Elections à Vienne, — N° 38 — p. 65. 1900, t. II, vol. 4.

M. Popovitch. — La situation économique en Serbie, — N° 5 — p. 311. 1899, t. I, vol. 1.

René Puaux. — La situation en Finlande, — N° 83 — p. 506. 1902, t. I, vol. 7.

P. Quillard. — Les massacres d'Arménie, — N° 71 — p. 644. 1901, t. II, vol. 6.

Louis Révelin. — Le congrès général du parti socialiste, — N° 16 — p. 272. 1899, t. II, vol. 2.
L'œuvre du Congrès national, — N° 44 — p. 449. 1900, t. II, vol. 4.
L'Etat et l'Uuniversité, — N° 76 — p. 145. 1902, t. I, vol. 7.

La situation politique. — N° 93 — p. 961. 1902, t. I, vol. 7.
Le ministère Combes. — N° 97 — p. 1153. 1902, t. I, vol. 7.

P. Renaudel. — Le « Cas Millerand » au Congrès de Bordeaux. — N° 116 — p. 485. 1903, t. I, vol. 9.

La Rédaction. — Déclaration, — N° 1 — p. 1. 1899, t. I, vol. 1.
La Crise du Socialisme français. — N° 14 — p. 129. 1899, t. II, vol. 1.
Le *Mouvement Socialiste* et l'Unité. — N° 25 — p. 1. 1900, t. I, vol. 3.
La Presse Socialiste. — N° 56 — p. 449. 1901, t. I, vol. 5.
A nos Lecteurs. — N° 72 — p. 705. 1901, t. II, vol. 6.
Le *Mouvement Socialiste* hebdomadaire. — N° 73 — p. 1. 1902, t. II, vol. 7.

J. Rivière. — Chronique sociale du n° 1 au n° 15. 1899, t. II et III, vol. 1 et 2.

Un Universitaire. — La Loi sur les associations. — N° 51 — p. 149. 1901, t. I, vol. 5.

A. Simond. — La Crise Socialiste. — N° 14 — p. 159, 1899, t. II, vol. 2.

A. M. Simons. — La situation politique aux Etats-Unis. — N° 55 — p. 417. 1901, t. I, vol. 5.
L'unité socialiste aux Etats-Unis. — N° 67 — p. 410. 1901, t. II, vol. 6.
Les Elections nationales. — N° 114 — p. 328. 1904, t. I, vol. 9.

G. Sorel. — L'Economie Sociale à l'Exposition. — N° 45 — p. 549. 1900, t. II, vol. 4.

A. Schiavi. — La situation politique en Italie. — N° 8 — p. 403. 1902, t. I, vol. 7.
La victoire des employés des chemins de fer. — N° 83 — p. 504. 1902, t. I, vol. 7.
Les Socialistes et le Ministère. — N° 85 — p. 602. 1902, t. I, vol. 7.
L'Election de Turati. — N° 92 — p. 946. 1902, t. I, vol. 7.
Vers la Législation Sociale. — N° 102 — p. 1468. 1902, t. II, vol. 8.
Les Elections municipales. — N° 104 — p. 1674. 1902, t. II, vol. 8.
Le Militarisme et les Socialistes italiens. — N° 113 — p. 221. 1903, t. II, vol. 9.

A. Südekum. — La Justice de Classe en Allemagne. — N° 6 — p. 341 1899, t. I, vol. 1.

La législation d'exception en Allemagne, — N° 13 — p. 73. 1899, t. II, vol. 2.

E. Vaillant. — L'Entrée de Millerand au Ministère, — N° 52 — p. 204. 1901, t. I, vol. 5.

L'Entrée Millerand au Ministère, — N° 57 — p. 516. 1901, t. I, vol. 5.

G. Vandermeeren. — La lutte pour le S. U. en Belgique, — N° 75 — p. 123. 1902, t. I, vol. 7.

E. Vandervelde. — La situation Politique en Belgique, — N° 13 — p. 65. 1899, t. II, vol. 2.

Le siècle des ouvriers, — N° 51 — p. 129. 1901, t. I, vol. 5.

Les polémiques entre socialistes français, — N° 69 — p. 516, 1901, t. II, vol. 6.

Le suffrage universel en Belgique, — N° 73 — p. 4. 1902, t. I, vol. 7.

G. Weill. — La situation économique en Allemagne, — N° 74 — p. 73. 1902, t. I, vol. 7.

La situation politique en Allemagne, — N° 81 — p. 493. 1902, t. I, vol. 7.

La situation politique en Allemagne, — N° 93 — p. 987. 1902, t. I, vol. 7.

La situation en Allemagne. — N° 128 — p. 105. 1903, t. III, vol. 11.

Les Elections au Landtag prussien, — N° 131 — p. 553. 1903, t. III, vol. 1.

Le « Cas Goehre », — N° 135 — p. 486. 1904, t. I, vol. 12.

Verax. — La « Patrie Française », — N° 1 — p. 29. 1899, t. I, vol. 1.

Les « Ennemis de l'Ame française » (Réponse à M. Brunetière), — N° 7 — p. 413. 1899, t. I, vol. 1.

A. Wisner. — Les Elections en Alsace Lorraine, — N° 101 — p. 1375. 1902, t. II, vol. 8.

H. Vliegen. — Les Elections en Hollande, — N° 63 — p. 159. 1901, t. II, vol. 6.

Le nouveau ministère Hollandais, — N° 76 — p. 165. 1902, t. I, vol. 7.

Une grande lutte syndicale, — N° 79 — p. 320. 1902, t. I, vol. 7.

Les Evènements de Hollande, — N° 118 — p. 629. 1903, t. I, vol. 9.

Les Evènements de Hollande. — N° 119 — p. 24. 1903, t. II, vol. 10.

G. Von Vollmar. — A propos du cas Millerand, — N° 49 — p. 15. 1901, t. I, vol. 5.

Réponse à Ferri, — N° 52 — p. 208. 1901, t. I, vol. 5.

D. Zinner. — Les Elections au Conseil naturial Suisse, — N° 113 — p. 233, 1903, t. 1, vol. 9.

II

ETUDES ET CRITIQUES

A

Victor Adler. — Théorie et tactique d'après Bernstein, — N° 8 — p. 468. 1899, t. I, vol. 1.

Ch. Andler. — Réponse à Mehring, — N° 82 — p. 436. 1902, t. I, vol. 7.

E. Anseele. — La Coopération et le Socialisme, — N° 39 — p. 142. 1900, t. II, vol. 4.

La Coopération Socialiste, — N° 126 — p. 571. 1903, t. II, vol. 10.

B

A. Bebel. — Le Militarisme et la Démocratie-Socialiste, — N° 9 — p. 513. 1899, t. I, vol. 1.

E. Belfort Bax. — Bernstein et la théorie socialiste de l'histoire, — N° 20 — p. 513. 1899, t. I, vol. 1.

E. Bernstein. — Démocratie et Socialisme, — N° 6 — p. 321. 1899, t. I, vol. 1.

La Démocratie Industrielle, — N° 16 — p. 275. 1899, t. II, vol. 2.

Lettres inédites d'Engels, — N° 45 — p. 513. 1900, t. II, vol. 4.

E. Berth. — A propos de la lutte de Classe, — N° 25 — p. 23. 1903, t. I, vol. 3.

Socialisme ou Etatisme? — N° 111 — p. 1. 1903, t. I, vol. 9.

Catholicisme Social et Socialisme, — N° 130 — p. 321. 1909, t. III, vol. 11.

Politique et Socialisme, — N° 132 — p. 5. 1904, t. I, vol. 12.

Le « Retour à Kant », — N° 134 — p. 317. 1904, t. I, vol. 12.

L'utopie du professeur Menger, — N. 136 — p. 34. 1904, t. II, vol. 13.

Ch. Bonnier. — Spinoza et Marx, — N° 132 — p. 38. 1904, t. I, vol. 12.

Union Révolutionnaire et Division Réformiste, p. 16. 1904, t. II, vol. 13.

Pierre Bertrand. — Socialisme et politique étrangère. — N° 51 — p. 139. 1901, t. II, vol. 5.

Louis Bertrand. — La Banque nationale de Belgique. — N° 31 — p. 400. 1900, t. I, vol. 3.

L. Bosquet. — La réduction de la journée du travail. — N° 8 — p. 459. 1899, t. I, vol. 1.

La réduction de la journée du travail. — N° 9 — p. 537. 1899, t. I, vol. 1.

L. de Brouckère. — Le socialisme et les intellectuels. — N° 12 — p. 9, 1899, t. I, vol. 1.

Le socialisme et les intellectuels. — N° 13 — p. 87. 1899, t. II, vol. 2.

B.-H. Brumberg. — Tolstoi et le socialisme. — N° 72 — p. 716. 1901, t. II, vol. 6.

R. Briquet. — Syndicats de Propriétaires et Syndicat obligatoire. — N° 87 — p. 688. 1902, t. I, vol. 7.

E. Buisson. — Sur les coopératives socialistes. — N° 120 — p. 124. 1903, t. II, vol. 10.

D

Jules Destrée. — Révolution verbale et Révolution pratique. — N° 101 — p. 1345. 1902, t. II, vol. 8.

Les Préoccupations du Parti ouvrier Belge. — N° 103 — p. 1345. 1902, t. II, vol. 8.

Les Préoccupations du Parti ouvrier Belge. — N° 104 — p. 1649. 1902, t. II, vol. 8.

E. Dolléans. — La Révolution et le Droit ouvrier. — N° 121 — p. 171. 1903, t. II, vol. 10.

Féminisme et Propriété. — N° 130 — p. 351. 1903, t. III, vol. 11.

E

F. Engels. — La puissance militaire de la Russie. — N° 4 — p. 193. 1899, t. I, vol. 1.

La Question Agraire et le socialisme. — N° 44 — p. 432. 1900, t. II, vol. 4.

Lettres Inédites. — N° 45 — p. 513. 1900, t. II, vol. 4.

Critique du projet de programme de 1891. — N° 70 — p. 577, 1901, t. II, vol. 6.

Critique du projet de programme de 1891, — N° 71 — p. 650. 1901, t. II, vol. 6.
Socialisme de Juristes, — N° 132 — p. 97, 1904, t. I, vol. 13.

F

G. Fauquet. — Retraites ouvrières et Industrie à domicile, — N° 67 — p. 388. 1901, t. II, vol. 6.
E. Ferri. — Programme et Tactique socialistes, — N° 63 — p. 132. 1901, t. II, vol. 6.
L. Furnémont. — Anti-cléricalisme et Socialisme, — N° 111 — p. 23. 1903, t. I, vol. 9.

G

J. Goldstein. — La Dépopulation en France, — N° 34 — p. 599. 1900. t. I, vol. 3.
La Dépopulation en France, — N° 35 — p. 658. 1900, t. I, vol. 3.
A. Graziadei. — La Théorie du Profit, — N° 40 — p. 194. 1900, t. II, vol 4.
La Théorie du Profit, — N° 41 — p. 289. 1900, t. II, vol. 4.
A. Groppali. — L'autonomie dans les finances italiennes, — N° 72 — p. 727. 1901, t. II, vol. 6.
Ch. Guieysse. — Propriété et Ristourne dans les coopératives. — N° 112 — p. 97. 1903, t. I, vol. 9.
Explications, — N° 120 — p. 124. 1903, t. II, vol. 10.
G. — L'enseignement manuel, — N° 2 — p. 104. 1899. t. I, vol. 1.

I

A. Issaieff. — Les Finances russes, — N° 14 — p. 138. 1899, t. II, vol. 2.

J

Jean Jaurès. — Bernstein et l'Evolution de la Méthode socialiste, — N° 29 — p. 257. 1900, t. I, vol. 3.
Bernstein et l'Evolution de la Méthode socialiste, — N° 30 — p. 353. 1900, t. I, vol. 3.
L'Art et le socialisme, — N° 33 — p. 513. 1900, t. I, vol. 3.

L'Art et le socialisme. — N° 34 — p. 582. 1900, t. I, vol. 3.
Les employés et le socialisme. — N° 38 — p. 65. 1900, t. II, vol. 4.
Les employés et le socialisme, — N° 39 — p. 65. 1900, t. II, vol. 4.

K

Ch Karr. — Les forces productives dans les divers pays, — N° 52 — p. 157. 1901, t. I, vol. 5.
Karl Kautsky. — Démocratie et socialisme, — N° 7 — p. 385. 1899, t. I, vol. 1.
Jaurès et Millerand, — N° 15 — p. 207. 1899, t. II, vol. 2.
Le cas Millerand, — N° 46 — p. 592. 1900, t. II, vol. 4.
Politique et Syndicats, — N° 101 — p. 1371. 1902, t. II, vol. 8.
Réformes Sociales, — N° 103 — p. 1537. 1902, t. II, vol. 8.
Evolution et Révolution, — N° 104 — p. 1633. 1902, t. II, vol. 8.
La Révolution de la période capitaliste, — N° 105 — p. 1748. 1902, t. II, vol. 8.
Réformes sociales et Révolution sociale, — N° 106 — p. 1835. 1902, t. II, vol. 8.
Le lendemain de la Révolution sociale, — N° 113 — p. 203. 1903, t. I, vol. 9.
Le lendemain de la Révolution sociale, — N° 114 — p. 309. 1903, t. I, vol. 9.
Le lendemain de la Révolution sociale, — N° 115 — p. 385. 1903, t. I, vol. 9.
La Politique Religieuse en France, — N° 118 — p. 661. 1903, t. I, vol. 9.
Prolétariat lutte de classe, — N° 121 — p. 161. 1903, t. II, vol. 10.
Prolétariat lutte de classe, — N° 122 — p. 241. 1903, t. II, vol. 10.
J. Karski.— Le Capitalisme en Chine,— N° 49 — p. 8. 1901, t. I, vol. 5. — N° 52 — p. 237. 1901, t. I, vol. 5.
Van Kol. — La Question coloniale en Hollande, — N° 53 — p. 257. 1901, t. I, vol. 5.
La Question Coloniale en Hollande. — N° 54 — p. 336. 1901, t. I, vol. 5.

L'Algérie et la Politique Coloniale, — N° 119 — p. 7. 1903, t. II, vol. 10.
L'Algérie et la Politique Coloniale, — N° 120 — p. 96. 1903, t. II, vol. 10.
Lalla Kufferath. — Une Association Coopérative en Amérique, — N° 11 — p. 666. 1899, t. I, vol. 1.

L

Antonio Labriola. — A propos du Livre de Bernstein, — N° 8 — p. 453. 1899, t. I, vol. 1.
Hubert Lagardelle. — Socialisme ou Démocratie ? — N° 86 — p. 625. 1902, t. I, vol. 7.
Socialisme et Programme minimum, — N° 87 — p. 673. 1902, t. I, vol. 7.
Socialisme et Programme minimum, — N° 89 — p. 774. 1902, t. I, vol. 7.
Démocratie et lutte de classe, — N° 91 — p. 889. 1902, t. I, vol. 7.
Démocratie politique et organisation économique, — N° 94 — p. 1009. 1902, t. I, vol. 7.
Démocratie politique et organisation économique, — N° 95 — p. 1081. 1902, t. I, vol. 7.
Paul Lafargue. — L'Ideal Socialiste, — N° 128 — p. 98. 1903, t. III, vol. 11.
La Charité, — N° 132 — p. 55. 1904, t. I, vol. 12.
M. Leroy. — La propriété individuelle et le Code, — N° 73 — p. 9, — N° 74 — p. 61. 1902, t. I, vol. 7.
G. P. La Chesnais. — Remarques arithmétiques sur les Elections Belges, — N° 37 — p. 36. 1900, t. II, vol. 4.
Le Scrutin de Liste, — N° 108 — p. 2038. 1902, t. II, vol. 8.
Charles Longuet. — Marx et la Commune, — N° 50 — p. 68. 1901, t. I, vol. 5.
Paul Louis. — La concentration capitale en France. — N° 123 — p. 343. 1903, t. II, vol. 10.
Rosa Luxembourg. — Démocratie industrielle et Démocratie politique, — N° 11 — p. 641 — 1899, t. I, vol. 1.
Anticléricalisme et Socialisme, — N° 111 — p. 28. 1903, t. I, vol. 9.

M

Karl Marx. — La Commune. — N° 5 — p. 257. 1899, t. I, vol. 1.
Adresse inaugurale de l'Internationale. — N° 84 — p. 535. 1902, t. II, vol. 7.
Adresse inaugurale de l'Internationale. — N° 85 — p. 582. 1902, t. II, vol. 7.
Le développement économique de la Russie. — N° 93 — p. 968. 1902, t. II, vol. 7.
Lettres à Kugelman. — N° 105 — p. 1729. 1902, t. II, vol. 8.
— — — N° 112 — p. 112. 1903, t. I, vol. 9.
— — — N° 123 — p. 330. 1903, t. II, vol. 10.
— — — N° 124 — p. 413. 1903, t. II, vol. 10.
— — — N° 125 — p. 506. 1903, t. II, vol. 10.
— — — N° 127 — p. 38. 1903, t. II, vol. 10.
— — — N° 129 — p. 183. 1903, t. II, vol. 10.
La Question Juive. — N° 115 — p. 431. 1903, t. I, vol. 9.
— — — N° 116 — p. 306. 1903, t. I, vol. 9.
C. A. Mayron. — Le Prolétariat devant les Trusts. — N° 71 — p. 650. 1901, t. II, vol. 6.
A. de Monzie. — Les Conseils du Travail. — N° 48 — p. 708. 1900, t. II, vol. 4.
Les Conseils du Travail. — N° 50 — p. 110. 1901, t. I, vol. 5.
M. Mauss. — L'action Socialiste. — N° 19 — p. 449. 1899, t. II, vol. 2.
A. Molkenbuhr. — Les Retraites ouvrières. — N° 66 — p. 324. 1901, t. II, vol. 6.
A. Morizet. — La réglementation des grèves et les patrons. — N° 61 — p. 29. 1901, t. II, vol. 6.
Les retraites ouvrières. — N° 64 — p. 226. 1901, t. II, vol. 6.
F. Mehring. — Le manifeste Communiste. — N° 78 — p. 249. 1902, t. I, vol. 7.
Réponse à Andler. — N° 86 — p. 633. 1902, t. I, vol. 7.
Jaurès historien. — N° 119 — p. 46. 1903, t. II, vol. 10.
C. Mutschler. — La neutralité des Coopératives. — N° 91 — p. 865. 1902, t. I, vol. 7.

P

Parvus. — France et Russie. — N° 65 — p. 260. 1901, t. II, vol. 6.

E. Petit. — Les Conseils de Prud'hommes. — N° 39 — p. 129. 1900, t. II, vol. 4.
Les Conseils de Prud'hommes — N° 41 — p. 266. 1900, t. II, vol. 4.

R

L. Révelin. — I. La Liberté de l'Enseignement, — N° 1 — p. 16. 1899, t. I, vol. 1.
II. La Liberté d'Enseignement, — N° 2 — p. 87. 1899, t. I. vol. 1.
III. La Liberté d'Enseignement, — N° 3 — p. 146. 1899, t. I, vol. 1.
Th. Rothstein. — La Crise industrielle en Angleterre, — N° 131 — p. 481. 1903, t. III, vol. 11.

S

A. Schiavi. — Anticléricalisme et Socialisme, — N° 117 — p. 524. 1903, t. I, vol. 9.
J. Spargo. — Le Problème des trusts aux Etats-Unis. — N° 120 — p. 81. 1903, t, II, vol. 10.
G. Sorel. — Morale et Socialisme, — N° 4 — p. 207. 1899, t. I, vol. 1.
Conseils du Travail, — N° 49 — p. 36. 1901, t. I, vol. 5.

V

E. Vaillant. — Socialisme et Anticléricalisme, — N° 107 — p. 1937. 1902, t. II, vol. 8.
G. Vandermeeren — La Propagande antimilitariste et Belgique — N° 15 — p. 225. 1899, t. II, vol. 2.
E. Vandervelde. — Les Villes tentaculaires, — N° 2 — p. 65. 1899, t. I. vol 1.
Les Villes tentaculaires. — N° 3 — p. 129. 1899, t. I. vol. 1.
L'Influence des Villes sur les Campagnes, — N° 9 — p. 522. 1899, t. I, vol. 1.
L'Influence des Villes sur les Campagnes, — N° 10 — p. 589. 1899, t. I, vol. 1.
La Décadence de la Propriété personnelle, — N° 46 — p. 581. 1900, t. II, vol. 4.

La Décadence de la Propriété personnelle, — N° 47 — p. 648. 1900. t. II, vol. 4.
Syndicats agricoles et Coopératives socialistes. — N° 55 — p. 385. 1901. t. I. vol. 5.
Syndicats agricoles et Coopératives socialistes. — N° 56 — p. 456. 1901, t. I. vol. 5.
L'Exode rural. — N° 64 — p. 196. 1901, t. II, vol. 6.
Le Retour aux Champs. — N° 75 — p. 101. 1902, t. I, vol. 7.
Le Retour aux Champs. — N° 76 — p. 152. 1902, t. I, vol. 7.
Le Retour aux Champs. — N° 77 — p. 193. 1902, t. I, vol. 7.
Le III° Livre du « Capital ». — N° 90 — p. 1249. 1902, t. II, vol. 8.
Le III° Livre du « Capital ». — N° 100 — p. 1297. 1902, t. II, vol. 8.
L'Etat et les Charbonnages en Belgique. — N° 109, p. 2113. 1902, t. II, vol. 8.
L'Etat et les Charbonnages en Belgique. — N° 110 — p. 2223. 1902, t. II, vol. 8.
Le P. O. B. et l'Eglise catholique. — N° 113 — p. 193. 1903, t. I, vol. 9.
Le P. O. B. et l'Eglise catholique. — N° 114 — p. 299. 1903, t. I, vol. 9.
Réponse à quelques Critiques. — N° 119 — p. 36. 1903, t. I, vol. 9.

W

J. Weiskopf. — Auguste Comte. — N° 93 — p. 973. 1902, t. I, vol. 7.
P.-M. Wibaut. — Les Trusts et l'Organisation ouvrière. — N° 80 — p. 344. 1902, t. I, vol. 7.
S. et B. Webb. — L'Evolution du Trade-Unionisme. — N° 114 — p. 289. 1903, t. I, vol. 9.
L'Evolution du Trade-Unionisme. — N° 115 — p. 419. 1903, t. I, vol. 9.
L'Evolution du Trade-Unionisme. — N° 116 — p. 495. 1903, t. I, vol. 9.
L'Evolution du Trade-Unionisme. — N° 118 — p. 636. 1903, t. I, vol. 9.

III

ENQUÊTES

I

L'Organisation intérieure des Partis socialistes.

V. Adler. — La Démocratie socialiste autrichienne, — N° 39 — p. 236. 1900, t. I, vol. 3.

L. Bissolati. — Le Parti socialiste italien, — N° 25 — p. 5. 1900 t. I, vol. 3.

G. Borgbjerg. — Le Parti social-democrate danois, — N° 22 — p. 659. 1899, t. II, vol. 2.

A. Braun. — La Démocratie socialiste allemande, — N° 28 — p. 307. 1900, t. I, vol. 3.

V. Ellenbogen. La Démocratie socialiste autrichienne, — N° 37 — p. 6. 1900, t. II, vol. 4.

P. Iglesias. — Le Parti socialiste espagnol, — N° 25 — p. 17. 1900. t. I, vol. 3.

H. Quelch — L'Organisation unitaire du socialisme anglais, — N° 2 — p. 79. 1899, t. I, vol. 1.

A propos de l'Unité en Angleterre. — N° 37 — p. 18. 1900. t. II, vol. 4.

Troelstra. — Le Parti démocrate socialiste hollandais, — N° 22 — p. 655. 1899, t. I, vol. 2.

E. Vandervelde. — Le Parti ouvrier belge, — N° 22 — p. 644. 1899. t. II, vol. 2.

II

L'action des Municipalités socialistes en France.

Dijon :

A. Marpaux. — L'Œuvre de la Municipalité, — N° 31 — p. 385. 1900 t. I, vol. 3.

L'Œuvre de la Municipalité, — N° 32 — p. 462. 1900, t. I, vol. 3.

Lille :

H. Ghesquière :
I. L'Assistance communale. — N° 2 — p. 117. 1899, t. I, vol. 1.
II. L'Action intellectuelle. — N° 4 — p. 230. 1899, t. I, vol. 1.
III. L'Hygiène publique. — N° 6 — p. 361. 1899, t. I, vol. I.
IV. Les Services administratifs. — N° 13 — p. 112. 1899 t. I, vol. 1.
V. L'alimentation. — N° 18 — p. 428. 1899, t. II, vol. 2.

Paris :

M. Charnay. — La Municipalité de Paris. — N° 32 — p. 482. 1900, t. I, vol. 3.
La Municipalité de Paris. — N° 33 — p. 532. 1900, t. I, vol. 3.

Roubaix :

F. Chabrouillaud. — La Municipalité de Roubaix. — N° 33 — p. 545. 1900, t. I, vol. 3.

III

La Presse socialiste à l'Etranger.

A. Braun. — La Presse socialiste allemande. — N° 58 — p. 592. 1901, t. I, vol. 5.
La Presse socialiste allemande. — N° 59 — p. 673. 1901, t. I, vol. 5.
F. Fischer. — La Presse socialiste belge — N° 70 — p. 588. 1901, t. II, vol. 6.
P. Knudsen. — La Presse socialiste en Danemark. — N° 54 — p. 670. 1901, t. I, vol. 5.
A. Schiavi. — La Presse socialiste italienne. — N° 58 — p. 669. 1901, t. I, vol. 5.
A.-M. Simons. — La Presse socialiste aux Etats-Unis. — N° 91 — p. 902. 1902, t. I, vol. 7.

IV

L'Anticléricalisme et le Socialisme.

A. Bebel. — N° 113 — p. 228. 1902, t. I, vol. 9.
E. Belfort-Bax. — N° 111 — p. 43. 1903, t. I, vol. 9.
E. Bernstein. — N° 111 — p. 45. 1903, t. I, vol. 9.
J. Destrée. — N° 107 — p. 1939. 1902, t. II, vol. 8.
W. Ellenbogen. — N° 113 — p. 226. 1903, t. I, vol. 9.
E. Ferri. — N° 107 — p. 1946. 1902, t. II, vol. 8.
Léon Furnémont. — N° 111 — p. 23. 1903, t. I, vol. 9.
Pasteur Goehre. — N° 111 — p. 38. 1903, t. I, vol. 8.
K. Hardie. — N° 117 — p. 582. 1903, t. I, vol. 9.
P. Iglesias. — N° 108 — p. 2043. 1902, t. II, vol. 8.
P. Kautsky. — N° 108 — p. 2045. 1902, t. II, vol. 8.
— N° 109 — p. 2137. 1902, t. II, vol 8.
— N° 110 — p. 2286. 1902, t. II, vol. 8.
— N° 115 — p. 661. 1903, t. I. vol 9.
P. Knudsen. — N° 112 — p. 119. 1903, t. I, vol. 9.
Paul Lafargue. — N° 115 — p. 457. 1903, t. I, vol. 9.
E. Losinsky. — N° 119 — p. 76. 1903, t. II, vol 10.
Rosa Luxembourg. — N° 111 — p. 28. 1903, t. I, vol. 9.
A. Morizet. — N° 107 — p. 1921, 1902, t. II, vol. 8.
— N° 118 — p. 656. 1903, t. I, vol. 9.
De Pressensé. — N° 112 — p. 123. 1903, t. I, vol. 9.
H. Quelch. — N° 108 — p. 2044. 1902, t. II, vol. 8.
A. Schiavi. — N° 117 — p. 594. 1903, t. I, vol. 9.
A.-M. Simons. — N° 113 — p. 226. — 1903, t. I, vol. 9.
J. Spargo. — N° 118 — p. 654. 1903, t. I, vol. 9.
E. Vaillant. — N° 107 — p. 1937. 1902, t. II, vol. 8.
E. Vandervelde. — N° 107 — p. 1923. 1902, t. II, vol. 8.
— N° 119 — p. 36. 1903, t. II, vol. 10.
G. von Vollmar. — N° 107 — p. 1943. 1902, t. II, vol. 8.

V

La guerre Russo-Japonaise et le Socialisme International

E. Ferri. — N° 134 — p. 329. 1904, t. I, vol. 12.
J. Guesde. — N° 134 — p. 339. 1904, t. I vol. 12.
Hyndmann. — N° 134 — p. 333. 1904, t. I, vol. 12.
Katayama. — N° 134 — p. 337. 1904, t. I, vol. 12.
N° 135 — p. 456. 1904, t. I, vol. 12.
Kautsky. — N° 134 — p. 343. 1904, t. I, vol. 12.
H. Van Kol. — N° 134 — p. 345. 1904, t. I, vol. 12.
F. Mehring. — N° 134 — p. 348. 1904. t. I, vol. 12.
A. Morizet. — Introduction, — N° 134 — p. 324, 1904, t. I, vol. 12.
G. Plekhanoff. — N° 136 — p. 45. 1904, t. II, vol. 13.
Roubanovitch. — N° 134 — p. 354. 1904, t. voi. 12.
E. Vaillant. — N° 134 — p. 356. 1904, t. I. vol. 12.
E. Vandervelde. — N° 134 — p. 359. 1904, t. I, vol. 12.

VI

La grève générale et le socialisme

(1904, t. II, vol. 13.)

Premier fascicule.

(N°s 137 et 138).

Avant-Propos. Hubert Lagardelle. 135

Pages

France : Le P. O. S. R. 145
Victor Griffuelhes 153
Emile Pouget 165
Comité de la Grève Générale 181
G. Delory 192

Paul Lafargue..... 196
Edouard Vaillant..... 202
Aristide Briand..... 206
Jean Jaurès..... 213
Hollande : H. Henri Van Kol..... 230
H. Roland-Holst..... 237
W.-H. Vliegen..... 243
De Niewe-Tijd..... 254
Chr. Cornelissen..... 269
Belgique : Louis de Brouckère..... 274
Jules Destrée..... 281
Emile Vandervelde..... 285
Alphonsd Octors..... 288
Angleterre : A.-M. Hyndman..... 290
Henry Quelch..... 293
J. Keir Hardie..... 298
Etats-Unis : H.-M. Simons..... 300
New-YorkerVolkszeitung..... 303
Suède : Hjalmar Branting..... 306
Italie : Enrico Ferri..... 313
Suisse : Hermann Greulich..... 317
Allemagne : Wilhelm Kolb..... 321
Karl Legien..... 333
Autriche : Rudolf Hilferding..... 336
A. Hueber..... 354
Espagne : Pablo Iglesias..... 358
Russie : G. Plekhanoff..... 364

IIe fascicule.

(Nos 139 et 140).

France : Le Congrès de Lille (B. Kritchewsky)..... 429
Allemagne : Karl Kautsky..... 443
Parvus..... 478
Dr Friedeberg..... 484
Congrès de Brême..... 515
Espagne : Anselmo Lorenzo..... 526
Congrès d'Amsterdam : H. Roland-Holst..... 539
Débats à la Commission..... 555
Débats au Congrès..... 557

IV

LES PARTIS SOCIALISTES

France.

René Arot. — Le Socialisme aux Antilles, — N° 16 — p. 201. 1899. t. II, vol. 2.

E. Buré. — V. *Actualité*.

A. Chaboseau. — V. *Actualité*.

Jean Dace. — L'Unité Socialiste Révolutionnaire. — N° 71 — p. 694. 1901, t. II, vol. 6.

De la Porte. — V. *Actualité*.

Documents. — Programme de Tours. — N° 88 — p. 744.

L. Dubreuilh. — Le Congrès de Reims — N° 129 — p. 161. 1903, t. III; vol. 11.

Après le Congrès de Reims. — N° 130 — p. 385. 1903. t. III, vol. 11.

J. Jaurès. — V. *Actualité*.

V. *Actualité*.

E. Lafont. — Le Congrès de Saint-Etienne. V. *Actualité*.

Le Congrès de Lille. V. *Actualité*.

Hubert Lagardelle. — V. *Actualité*.

A. Morizet. — Le Congrès de Commentry. — N° 106 — V. *Actualité*.

F. de Pressensé. — V. *Actualité*.

H. Ponard. — V. *Actualité*.

A. Renard. — Le XIX° Congrès du P. O. F., — N° 107 — p. 1959. 1902, t. II, vol. 8.

P. Renaudel. — V. *Actualité*.

L. Revelin. — V. *Actualité*.

A. Richard. — Le P. O. S. R. et son XV° Congrès, — N° 10 — p. 617.

A. Simond. — V. *Actualité*.

E. Vaillant. — V. *Actualité*.

Allemagne.

A. Blummer. — Le Congrès de Dresde, — N° 129 — p. 202. 1903, t. III, vol. 11.
Le Congrès de Dresde, — N° 130 — p. 391. 1903, t. III, vol. 11.
P. Fauconnet. — Le Congrès de Hanovre, — N° 21 — p. 582. 1899, t. II. vol. 2.
K. Kautsky. — Le Congrès de Dresde, — N° 129 — p. 170. 1903, t. III, vol. 11.
E. Milhaud. — La propagande parmi les femmes, — N° 53 — p. 273. 1901, t. I, vol. 5.
F. Muller. — Le VI[e] Congrès socialiste bavarois — N° 100 — p. 1314. 1902, t. II, vol. 8.
G. Weill. — Le Congrès de Lubeck, — N° 69 — p. 519.
Le Congrès de Lubeck, — N° 70 — p. 626.
Le Congrès de Munich, — N° 106 — p. 1892. 1902, t. II, vol. 8.
Le Congrès de Munich, — N° 107 — p. 1967. 1902, t. II, vol. 8.
Le Congrès de Dresde, — N° 129 — p. 207. 1904, t. III, vol. 11.

Angleterre.

Lalla Kufferath. — L'Unité du Parti Ouvrier, — N° 35 — p. 646, 1900, t. I, vol. 3.
L'Angleterre et le socialisme, — N° 43 — p. 388. 1900, t. II, vol. 4.
Mary Macherson. — Le Congrès de l'I. L. P., — N° 123 — p. 353. 1903, t. II, vol. 10.

Amérique.

X. de Carvalho. — Le Socialisme au Brésil, — N° 19 — p. 472. 1899, t. II., vol. 2.
A. Richardson. — Le Comité National du Parti Socialiste, — N° 86 — p. 651. 1902, t. I, vol. 7.
Le socialisme au Massachussets, — N° 86 — p. 651. 1902, t. I, vol. 7.
Faits socialistes, — N° 127 —

P. Lobe. — Le II[e] Congrès socialiste Brésilien, — N° 103 — p. 1579. 1902, t. II, vol 8.
A. M. Simons. — Le Socialisme en Amérique, — N° 40 — p. 214. 1900, t. II, vol. 4.

Autriche-Hongrie.

G. Jaray. — Le Parti socialiste tchèque, — N° 125 —
Popovith. — Congrès socialiste hongrois, — N° 125 — p. 534.
Le socialisme croate et serbe en Hongrie, — N° 127 — p. 67. 1903, t. III, vol. 9.
G. Rotbart. — Le Congrès des Socialistes allemands d'Autriche. — N° 105 —

Belgique.

R. Briquet. — Le Congrès des Jeunes gardes, — N° 126 —
L. Durieu. — Le Congrès des Jeunes Gardes, — N° 103 — p. 1570. 1902, t. II, vol. 8.
E. Lafont. — Le XVIII[e] Congrès du P. O. B., — N° 122 — p. 297. 1903, t. II, vol. 10.
G. Vandermeeren. — Le Congrès du P. O. B., — N° 11 — p. 672. 1899, t. I, vol. 1.
E. Vandervelde. — La situation du P. O. B., — N. 130 — p. 416. 1903, t. III, vol. 11.

Bulgarie.

R. Denkoff. — La lutte contre l'opportunisme, — N° 124 — p. 435. 1904, t. II, vol. 10.
Dincker. — La Crise socialiste, — N° 136 — p. 65. 1904. t. II, vol. 13.

Espagne.

M. Antonio. — Le Socialisme en Espagne, — N° 122 —
P. Iglesias. — Communication, — N° 94 — p. 1042. 1902, t. I, vol. 7.

Hollande.

C. Cornelissen. — Le socialisme en Hollande, — N° 48 — p. 751.
J. de Rodde. — Le VIII[e] Congrès socialiste hollandais — N° 94 — p. 1017. 1902, t. II, vol. 7.

H. Vleegen. — Le socialisme en Hollande, — N° 41 — p. 282. 1900, t. II, vol. 4.
Le socialisme en Hollande, — N° 42 — p. 340. 1900, t. II, vol. 4.

Italie.

Arturo Labriola. — Le Socialisme italien, — N° 136 — p. 1. 1904, t. II, vol. 13.
S. Piroddi. — Le Congrès de Bologne, — N° 136 — p. 77. 1904, t. II, vol. 13.
A. Schiavi. — Victoire socialiste à Naples, — N° 75 — p. 125.
Le Congrès socialiste Italien, — N° 105 — p. 1760.

Japon.

G. Ekstein. — Le 1er Congrès socialiste, — N° 121 — p. 207. 1903, t. II, vol. 10.

Norwège.

Danielson. — Le XIVe Congrès socialiste, — N° 104 — p. 1682. 1902, t. II, vol. 8.
Le XVIIe Congrès socialiste, — N° 128 — p. 124. 1903, t. II, vol. 9.
Olav Kringen. — Les Elections et les Socialistes, — N° 84 — p. 563. 1902, t. I, vol. 7.

Russie.

Bureau socialiste international. —
N. Obroutchoff. — Le Mouvement Révolutionnaire en Russie, — N° 61 — p. 36. 1901, t. II, vol. 6.
Le Mouvement Révolutionnaire en Russie, — N° 62 — p. 100. 1901, t. II, vol. 6.

V

LES SYNDICATS OUVRIERS

France

E. Briat. — La Bourse du Travail de Paris (monographie). — N° 1 — p. 52. 1899. t. I, vol. 1.

Le Syndicat des Ouvriers en instruments de précision. — N° 17 — p. 368. 1889. t. II, vol. 2.

P. Coupat. — L'Union des mécaniciens de la Seine. — N° 48 — p. 736. 1900. t. II, vol. 4.

V. Dalle. — Les Employés et leurs Congrès. — N° 46 — p. 696. 1900. t. II, vol. 4.

V. Griffuelhes. — Le Conseil supérieur du Travail. — N° 120 — p. 225. 1903. t. III, vol. 11.

E. Guérard. — La Confédération du Travail. — N° 9 — p. 553. 1899. t. I, vol. 1.

G. Guénard. — Le Livre et l'Assurance contre le chômage. — N° 96 — p. 1116. 1902. t. I. vol. 7.

Le Livre et l'Assurance contre le chômage. — N° 97 — p. 1171. 1902. T. I. vol. 7.

H. Hanriot. — Les Employés de magasin au Havre. — N° 21 — p. 595. 1899. t. II. vol. 2.

Le Mouvement ouvrier du Havre. — N° 42 — p. 330. 1900. t. II. vol. 4.

Le Mouvement Ouvrier du Havre. — N° 48 — p. 722. 1900. t. II. vol. 4.

A. Hamelin. — La Fédération du Livre, N°s — 23-24 — p. 720. 1899. t. II vol. 2.

La Fédération du Livre. — N° 25 — p. 32. 1900. t. I. vol. 3.

La Fédération du Livre. — N° 26 — p. 90. 1900. t. I. vol. 3.

La Commandite dans la Typographie. — N° 62 — 82. 1901. t. II, vol. 6.

G. Laporte. — Le Congrès des Travailleurs de la voie ferrée, — N° 3 — p. 169. 1899, t. I, vol. 1.

Deux Congrès des Travailleurs des chemins de fer, — N° 33 — p. 556. 1900, t. I, vol. 3.

Le XI[e] Congrès des Travailleurs des chemins de fer, — N° 57 — p. 540. 1901, t. I, vol. 5.

Le Congrès des Travailleurs de la voie ferrée, — N° 87 — p. 705. 1902, t. I, vol. 7.

Dans les chemins de fer, — N° 96 — p. 1126. 1902, t. I, vol. 7.

M. Landrieu. — La Fédération des Mineurs, — N° 57 — p. 545. 1901. t. I vol. 5.

A. Luquet. — La Suppression des bureaux de placement, — N° 135 — p. 498. 1904, t. I. vol. 12.

F. Pelloutier. — Le Comité fédéral des Bourses du Travail, — N° 20 — p. 553. 1899, t. II, vol. 2.

La Fédération des Bourses du Travail : Les Congrès, — N° 44 p. 481. 1900, t. II, vol. 4.

La Fédération des Bourses du Travail : Les Congrès, — N° 45 — p. 526. 1900, t. II, vol. 4.

La Fédération des Bourses du Travail : Les Congrès, — N° 46 — p. 617. 1900, t. II, vol. 4.

E. Pouget. — Le Congrès corporatif de Lyon (1901), N° 71 — p. 667. 1901, t. II, vol. 6.

Le Congrès corporatif de Montpellier (1902), — N° 111 — p. 58. 1903, t. I, vol. 9.

Le Congrès corporatif de Monptpellier (1902), — N° 112 — p. 165. 1903, t. I, vol. 9.

Le Congrès corporatif de Montpellier (1902), — N° 114 — p. 334. 1903, t. I, vol. 9.

L. Truillot. — Les ouvriers des chemins de fer algériens, — N° 133 — p. 224. 1904, t. I, vol. 12.

J. Uhry. — Le Conseil judiciaire de la Bourse du Travail, — N° 67 — p. 413. 1901, t. II, vol. 6.

Congrès ouvriers, — N° 102 — p. 1472. 1902, t. II, vol. 8

Les Syndicats en 1902, — N° 122 — p. 299. 1903, t. II, vol. 10.

Les Syndicats en 1903, — N° 131 — p. 566. 1903, t. III. vol. 11.

G. Yvetot. — Le IX[e] Congrès des Bourses du Travail, — N° 69 — p. 539. 1901, t. II, vol. 6.

Le IX[e] Congrès des Bourses du Travail, — N° 70 — p. 601. 1901, t. II, vol. 6.
Le X[e] Congrès des Bourses du Travail, — N° 108 — p. 2074. 1902, t. II, vol. 8.
Le X[e] Congrès des Bourses du Travail, — N° 109 — p. 2153. 1902, t. 2, vol. 8.
Le X[e] Congrès des Bourses du Travail, — N° 100 — p. 2286. 1902, t. II, vol. 8.

Allemagne

Ad. Braun. — Les Syndicats allemands, — N°370 — 190. p. 166. t. II, vol. 4.
Les Secrétariats ouvriers en 1902, — N° 129 — p. 245. 1903 t. III, vol. 2.
P. Fauconnet. — Les Secrétariats ouvriers, — N° 15, p. 230. 1899 t. II, vol. 2.
R. Lang. — Statistique Syndicale, — N° 102 — p. 1480. 1902, t. II. vol. 8.
K. Legien. — La crise économique et les syndicats, — N° 124 — p. 447. 1903, t. II, vol. 10.
Les syndicats en 1902, — N° 131 — p. 570. 1903. t. III, vol. 11.
Max. Quarck. — Le III[e] Congrès syndical de Francfort, — N° 14 — p. 167. 1899, t. II, vol. II.
P. Umbreit. — Les Syndicats en Allemagne, — N° 67 — p. 402. 1901, t. II, vol. 6.
Les syndicats en Allemagne, — N° 68 — p. 450. 1901, t. II, vol. 6.
Les Bourses du Travail, — N° 98 — p. 1201. 1902. t. I, vol. 7.
Les Bourses du Travail, — N° 99 —. 1262. 1902, t. II, vol. 8.
Les Bourses du Travail, — N° 100 — 1326. 1902, t. II, vol. 8.
Les Bourses du Travail, — N° 101 — 1388. 1902, t. II, vol. 8.

Amérique

J. Longuet. — La « Fédération américaine du Travail », — N° 77 — p. 202. 1902, t. I, vol. 7.

Le XXII[e] Congrès de la Fédération américaine du Travail. — N° 113 — p. 248. 1903, t. I. vol. 9.
Le XXII[e] Congrès de la Fédération américaine du Travail. — N° 114 — p. 354. 1903, t. I, vol. 9.

Angleterre

J. Longuet. — Le Congrès des Trade-Unions, — N° 68 — p. 467. 1901, t. II, vol. 6.
P. Weingart. — Le XXXVI[e] Congrès des Trade-Unions, N° 131 — p. 597. 1903, t. III, vol. 11.
A. Macpherson. — La Fédération des Trades-Unions, — N° 78 — p. 272. 1902, t. I. vol. 7.
Comité de représentation ouvrière, — N° 85 — p. 601. 1902, t. I, vol. 7.
La Fédération des Trades-Unions, — N° 104 — p. 1687. 1902, t. II, vol. 8.
Le Congrès des Trades-Unions, — N° 106 — p. 1903. 1902, t. II. vol. 8.
Le Congrès des Trades-Unions, — N° 107 — p. 1985. 1902, t. II, vol. 8.
Le Congrès des Trades-Unions, — N° 108 — p. 2091. 1902, t. II, vol. 8.

Autriche

F. Winter. — Le IV[e] Congrès syndical, — N° 125 — p. 539. 1903, t. II, vol. 10.
Les Syndicats en 1902, — N° 127 — p. 76. 1903, t. III, vol. 11.

Belgique

J. Claes. — Le 1[er] Congrès des Bourses du Travail, — N° 103 — p. 1588. 1902, t. II, vol. 8.
Congrès ouvriers des Bourses du Travail, — N° 104 — p. 1689. 1902, t. II, vol. 8.
A. Dewinne. — La question syndicale en Belgique. — N° 5 — p. 272. 1899, T. I. vol. 1.
L. Durieu. — Le Congrès des métallurgistes, — N° 97 — p. 1187, 1902, t. I, vol. 7.

A. Octors. — Le Congrès syndical. — N° 27 — p. 163. 1900. t. I. vol. 3.
Les Dockers belges. — N° 38 — p. 33. 1900. t. II, vol. 4.
Le 2e Congrès syndical. — N° 52 — p. 210. 1901, t. I, vol. 5.
Le mouvement syndical belge. — N° 121 — p. 212. 1903. t. II. vol. 11.
Le Ve Congrès syndical. — N° 134. 1904. t. I. vol. 12.
G. Vandermeeren. — Congrès syndical. — N° 75 — p. 123. 1902. t. I. vol. 7.

Espagne

Mario Antonio. — L'Union générale des Travailleurs. — N° 113 — p. 259. 1903, t. I, vol. 9.

Finlande

Af. Ursin. — Le mouvement syndical. — N° 100 — p. 1334. 1902, t. II. vol. 8.

Hollande

W.-H. Vliegen. — Une grande lutte syndicale. — N° 79 — p. 320. 1902, t. I. vol. 7.

Italie

Q. Nofri. — Les Employés des Chemins de fer. — N° 11, p. 679. 1899, t. I, vol. 1.
A. Schiavi. — Organisation ouvrière. — N° 109 — p. 2169. 1902. t. II. vol. 8.

Suisse

Otto Lang. — Le mouvement ouvrier. — N° 54 — p. 352. 1901. t. I, vol. 5.

Congrès Internationaux

RAOUL BRIQUET. — Le 14e Congrès des mineurs. — N° 123 — p. 364. 1903, t. II, vol. 10.

J. CLAES. — Le Congrès International des Mineurs, — N° 60 — p. 725. 1901, t. I, vol. 5.

H. FOREL. — Le Ve Congrès de l'Industrie textile, — N° 98 — p. 1226. 1902, t. I, vol. 7.

V. GRIFFUELHES. — La conférence de Dublin, — N° 127 — p. 70. 1903, t. III, vol. 11.

R. JACOBSEN. — Le 2e Congrès des travailleurs des transports, — N° 105 — p. 1773. 1902, t. II, vol. 8.

J. LONGUET. — Le 11e Congrès des mineurs, — N° 38 — p. 85. 1900, t. II, vol. 4.

A. VERHAERT. — La Fédération des gantiers et ses Congrès, — N° 48 — p. 713. 1900, t. II, vol. 4.

VI

LES COOPÉRATIVES

France.

E. Albert. — La verrerie ouvrière d'Albi, — N° 19 — p. 484. 1899. t. II, vol. 1.

E. Arseele. — La Coopération et le Socialisme, — N° 39 — p. 142. 1900, t. I, vol. 4.

Th. Bock. — « L'Abeille Suresnoise, » — N° 35 — p. 665. 1900, t. I. vol. 3.

Et. Buisson. — Sur les Coopératives Socialistes. — N° 120 — p. 118. 1903, t. II, vol. 10.

Henri Jullien. — La Fédération parisienne. — N° 103 — p. 1607. 1902, t. II, vol. 8.

Statistique Coopérative. — N° 115 — p. 468. 1903, t. I. vol. 9.

X. Guillemin. — L'Avenir de Plaisance, — N° 16 — p. 300. 1899. t. II, vol. 2.

Ch. Guieysse. — Propriété et ristourne dans les Coopératives. — N° 112 — p. 97. 1903, t. I, vol. 9.

Explications, — N° 120 — p. 124. 1903, t. II. vol. 10.

L. Héliès. — Le V° Congrès International, — N° 113 — p. 263, 1903. t. I, vol. 9.

Le V° Congrès International. — N° 114 — p. 364. 1903, t. I. vol. 9.

Pil. Landrieu. — Le Parti socialiste et les Coopératives, — N° 58 — p. 619. 1901, t. I, vol. 5.

Le II° Congrès Coopératif Socialiste, — N° 69 — p. 590. 1901. t. II. vol. 6.

Achats et Production en commun, — N° 75 — p. 114. 1902. t. I, vol. 7.

Les fédérations régionales en province, — N° 88 — p. 732. 1902, t. I, vol. 7.

La Fédération Parisienne. — N° 89 — p. 782. 1902, t. I. vol. 7.

Du Congrès d'Amiens à celui de Sotteville, — N° 124 — p. 462. 1903, t. II, vol. 10.
Fédération Parisienne. — N° 98 — p. 1221. 1902, t. I, vol. 7.
M. Mauss. — Le Congrès des Coopératives socialistes, — N° 44 — p. 494. 1900, t. II, vol. 4.
Les Coopératives et les Socialistes, — N° 51 — p. 135. 1901, t. II, vol. 5.
A. Marie. — « L'Economie Parisienne, » — N° 83 — p. 488. 1902, t. II, vol. 7.
« L'Economie Parisienne, » — N° 84 — p. 541. 1902, t. II, vol. 7.
L'Union d'Amiens, — N° 122 — p. 305. 1903, t. II, vol. 10.
Le IV^e^ Congrès coopératif socialiste, — N° 129 — p. 255. 1903, t. III, vol. 11.
Les Fédérations Coopératives, — N° 136 — p. 97. 1902, t. II, vol. 13.
C. Mutschler. — La Neutralité des Coopératives, — N° 91 — p. 865, 1902, t. I, vol. 7.
J. Proll. — L'Avenir d'Armentières, — N° 129 — p. 127. 1903, t. III, vol. 11.
L'Union d'Houplines, — N° 129 — p. 127. 1903, t. III, vol. 11.
Samson. — « L'Union de Lille, » — N° 50 — p. 94. 1901, t. I, vol. 5.
D. Verhaeghe. — La Fédération du Nord, — N° 66 — p. 345. 1901, t. I, vol. 6.
La Fédération du Nord, — N° 94 — p. 1028. 1902, t. I, vol. 7.
La Fédération du Nord, — N° 101 — p. 1415. 1902, t. II, vol. 8.
La Fédération du Nord, — N° 131 — p. 686. 1903, t. III, vol. 11.
Wartel. — « L'Union d'Amiens, » — N° 109 — p. 2170. 1902, t. II, vol. 8.

Allemagne.

C. Mutschler. — Le Congrès de Brunschwig, — N° 92 — p. 925. 1902, t. II, vol. 7.

Le Congrès de Kreuznach. — N° 108 — p. 2098. 1902, t. II, vol. 8.

Le Congrès de Dresde. — N° 126 — p. 627. 1903, t. II, vol. 8.

Angleterre.

Henri Jullien. — Le Congrès de Doncastler. — N° 120 — p. 275. 1903, t. III, vol. 11.

Ph. Handrieu. — Le Congrès Coopératif. — N° 99 — p. 1272. 1902, t. II, vol. 8.

Le Congrès Coopératif. — N° 101 — p. 1422. 1902, t. II, vol. 8.

Autriche.

V. Adler. — Le Parti socialiste autrichien et les Coopératives. — N° 103 — p. 1621. 1902, t. II, vol. 8.

Boeck. — Le II° Congrès Fédéral Coopératif. — N° 105 — p. 1779. 1902, t. II, vol. 8.

Belgique.

A. Dewinne. — La Coopération en Belgique. — N° 16 — p. 280. 1899, t. II, vol. 2.

La Coopération en Belgique. — N° 17 — p. 355. 1899, t. II, vol. 2.

L. Durieu. — Congrès Coopératifs. — N° 102 — p. 1491. 1902, t. II, vol. 8.

La Maison du Peuple de Bruxelles. — N° 106 — p. 1941. 1902, t. II, vol. 8.

E. Lafont. — La Fédération des Coopératives. — N° 126 — p. 613. 1903, t. II, vol. 8.

Suisse

C. Mutschler. — L'Union Coopérative Suisse. — N° 96 — p. 1131. 1902, t. II, vol. 7.

VII

QUESTIONS MUNICIPALES

France.

F. Chabrouillaud. — V. Enquête sur l'Action municipale.
M. Charnay. — V. Enquête sur l'action municipale.
Le Gaz à Paris, — N° 12. —
R. Briquet. — V. *Actualité*.
H. Ghesquière. — V. Enquête sur l'Action municipale.
A. Marpaux. — V. Enquête sur l'Action municipale.

Belgique.

J. Destrée. — V. *Actualité*.
V. Ernest. — V. *Actualité*.
E. Vinck. — Le Socialisme municipal, — N° 28 — p. 224. 1900, t. I, vol. 3.

VIII

LES GRÈVES

France.

Bouveri. — La Grève de Monteeau. — N° 54 — p. 321. 1901, t. II, vol. 5.

La fin de la Grève de Monteeau — N° 58 — p. 582. 1901, t. II, vol. 5.

Raoul Briquet. — La Grève générale des Mineurs, — N° 111 — p. 68. 1903, t. I, vol. 9.

La Grève générale des Mineurs, — N° 112 — p. 171. 1903, t. I, vol. 9.

Compère-Morel. — La Grève d'Ourscamp. — N° 109 — p. 2-74. 1902, t. II, vol. 8.

V. Griffuelhes. — La Grève générale des Mineurs, — N° 117 — p. 555. 1903, t. I, vol. 9.

C. Lévy. — Les Grèves de Marseille, — N° 57 — p. 522. 1901, t. I, vol. 5.

L. Révelin. — La Grève de Calais. — N° 47 — p. 641. 1900, t. II, vol. 4.

Maxence Roldes. — Les Grèves du Creusot et de Monteeau. — N. 22 — p. 665. 1900, t. I, vol. 3.

J. Uhry. — Les Grèves en 1901. — N. 117 — p. 541. 1903, t. I, vol. 9.

Allemagne.

D. Fölle. — Les Grèves en 1901, — N° 103 — p. 1601. 1902, t. II, vol. 8.

P. Umbreit. — La Grève de Crimmitschau — N° 133 — p. 573. 1904, t. I, vol 17.

G. Weill. — Les Grèves, — N° 76, p. 219. 1902, t. I, vol. 9.

Autriche.

R. Hilferding. — La Grève générale des Mineurs. — N° 35 — p. 650. 1900, t. I, vol. 3.

La Grève générale des Mineurs, — N° 36 — p. 730. 1900, t. I. vol. 3.
S. Haecker. — La Grève agricole de Galicie, — N° 104 — p. 708. 1902, t. II, vol. 8.
F. Winter. — Les Grèves en Autriche, — N° 102 — p. 1487. 1902, t. II, vol. 8.

Belgique.

E. Vandervelde. — La Grève générale de 1901, — N° 90 — p. 824. 1902, t. I, vol. 7.

Espagne.

Keir Hardie. — La Cause des Troubles 1902, — N° 82 — p. 455. 1902, t. I, vol. 7.
Pablo Iglesias. — La Grève générale, — N° 82 — p. 459. 1902, t. I. vol. 7.

Etats-Unis.

John Spargo. — La Grève des Mineurs. — N° 101 — p. 1406. 1902 t. II, vol. 8.

Italie.

A. Schiavi. — La Victoire des Employés de Chemins de fer, — N° 83 — p. 504. 1902, t. I, vol. 7.
Les Grèves de 1900, — N° 109 — p. 2179. 1902, t. I. vol. 7.
La Grève générale de Rome, — N° 121 — p. 226. 1902, t. II, vol. 10.

Russie.

R. Popoff. — Statistique des Grèves — N° 121 — p. 128. 1903, t. II, vol. 10.

IX

DROIT OUVRIER. — LÉGISLATION OUVRIÈRE

France.

Max Albert. — L'Inspection du Travail. — N° 1 — p. 33. 1899, t. I, vol. 1.

Raoul Briquet. — Les Travailleurs municipaux. — N° 124 — p. 476. 1903, t. II, vol. 10.

G. Fauquet. — La Protection légale des Travailleurs. — N° 40 — p. 209. 190, t. II, vol. ..

Les Retraites ouvrières et l'Industrie à domicile, — N° 67 — p. 388. 1901, t. II, vol. 6. .

H. Hennebicq. — Les Lois sociales en Belgique, N° 59 — p. 657. 1901, t. I, vol. 5.

Les Lois sociales en Belgique, N° 60 — p. 731. 1901, t. I, vol. 5.

Hubert Lagardelle. — La Loi sur la durée du travail, — N° 29 — p. 287. 1900, t. I, vol. 3.

La Loi sur la durée du travail, — N° 32 — p. 449. 1900, t. I, vol. 3.

De Monzie. — Le Droit ouvrier, — N° 21 — p. 650. 1899, t. II, vol. 2.

Le Droit ouvrier, — N° 23 — p. 734. 1900, t. II, vol. 2.

Le Droit ouvrier, — N° 26 — p. 124. 1900, t. I, vol. 3.

Les Conseils du travail. — N. 48 — p. 708. 1900, t. II, t. II, vol. 4.

Le marchandage. — N° 57 — p. 331. 1901, t. I, vol. 5.

Molkenbuhr. — Les Retraites ouvrières (Projet). — N° 66 — p. 324. 1901, t. II, vol. 6.

A. Morizet. — La Réglementation des grèves, — N° 61 — p. 29. 1901, t. II, vol. 6.

Les Retraites ouvrières. — N° 64 — p. 226. 1901, t. II, vol 6.

La Journée de travail dans les Mines, — N. 80 — p. 351. 1902, t. I, vol. 7.

Les Conseils de Prudhommes, — N° 55 — p. 403. 1901, t. I, vol. 5.

Les Bureaux de Placement, — N° 57 — p. 535. 1901, t. I, vol. 5.

Marius Moutet. — Le Projet Waldeck-Rousseau-Millerand, — N° 30 — p. 337. 1900, t. I, vol. 3.

E. Petit. — Les Conseils de Prudhommes, — V. *Etudes*.

Henri Thiroux. — La Protection légale des Mères et Nourrices, — N. 79 — p. 313. 1902, t. I, vol. 7.

J. Uhry. — Les Travailleurs municipaux, — N° 74 — p. 68. 1902, t. I, vol. 7.

La Loi du 30 mars 1900, — N° 81 — p. 295. 1902, t. I, vol. 7.

Jurisprudence, — N° 86 — p. 644. 1902, t. I, vol. 7.

Les Accidents du travail, — N° 93 — p. 982. 1902. t. I, vol. 7.

Les Grèves et les Tribunaux, — N° 99 — p. 1281. 1902, t. II, vol. 8.

Les Ouvriers étrangers et les Accidents du travail, — N. 125 — p. 543. 1903, t. II, vol. 10.

L'Application des Lois ouvrières, — N° 130 — p. 422. 1903, t. II, vol. 10.

Allemagne.

A. Braun. — La Législation ouvrière en Allemagne, — N° 50 — p. 81. 1901, t. I, vol. 5.

G. Weill. — La Protection du travail des Enfants, — N° 90 — p. 845. 1902, t. I, vol. 7.

Autriche.

R. Hilferding. — L'Inspection du travail, — N° 13 — p. 101. 1899, t. II, vol. 2.

Amérique.

R. Briquet. — La Législation ouvrière dans le Massachussets, — N° 62 — p. 91. 1901, t. II, vol. 4.

Belgique.

J. Destrée. — La Loi sur les Accidents du travail, — N° 133 — p. 161. 1904, t. I, vol. 12.

Max Hallet. — Droit ouvrier, — N° 32 — p. 509. 1900, t. I, vol. 3.

X

LA QUESTION AGRAIRE

M. Beer. — La question agraire en Irlande. — N° 124. —

Ch. Brunellière. — L'Agriculture dans l'est de la France. — N° 3 — p. 182. 1899, t. I, vol. 1.

L'Agriculture dans l'est de la France. — N° 7 — p. 423. 1899, t. I, vol. 1.

L. Durieu. — Le V^e^ Congrès agricole du P. O. B.. — N° 105 — p. 1802. 1902. t. II, vol. 8.

F. Engels. — Critique du Programme du P. O. F., — N° 43 — p. 891. 1900, t. I, vol. 4.

Critique du Programme du P. O. F., — N° 44 — p. 452. 1900, t. I. vol. 4.

Hubert-Lagardelle. — Le Programme agraire du P. O. F. — N° 48 — p. 732. 1900. t. II, vol. 4.

E. Lafont. — Le II^e^ Congrès des Bûcherons, — N° 130. —

Murialdi. — L'organisation des petits propriétaires. — N° 95 — p. 1069. 1902, t. I, vol. 7.

L'organisation des petits propriétaires. — N° 96 — p. 1108. 1902, t. I, vol. 7.

M. Olivier. — La Crise viticole et la Surproduction. — N° 73 — p. 22. 1902, t. I, vol. 7.

Les Causes secondaires de la crise viticole. — N° 76 — p. 161 1902, t. I, vol. 6.

La Coopération dans la viticulture. — N° 105 — p. 1792. 1002, t. II, vol. 8.

La Coopération dans la viticulture. — N° 109 — p. 2181. 1902. t. II, vol. 8.

Le I^er^ Congrès des Travailleurs de la terre. — N° 130 — p. . IIII, t. II, vol. I.

L. Roblin. — Les Syndicats de Bûcherons. — N° 126 — p. 600. 1903. t. II, vol. 10.

A Schiavi. — L'organisation des Paysans en Italie. — N° 60 — p. 716. 1901, t. I, vol. 5.

Un Congrès de Paysans. — N° 73 — p. 26. 1902. t. I, vol. 7.

E. Vandervelde. — Le Recensement agricole en Belgique. — N° 18 — p. 385. 1899. t. II. vol. 2.

Syndicats agricoles et Coopératives socialistes. — N° 55 — p. 385.

Syndicats agricoles et Coopératives socialistes. — N° 56 — p. 459.

XI

HYGIÈNE SOCIALE

V. Augagneur. — Causes et Remèdes de l'alcoolisme, — N° 26 — p. 72. 1900, t. I, vol. 3.

E. Dolléans. — La Police des mœurs, — N° 105, — p. 1784. 1902. t. II, vol. 8.

G. Fauquet. — L'Emploi du Blanc de céruse, — N° 82. p. 451. 1902. t. I, vol. 7.

Les Habitations à bon marché, — N° 92 — p. 933. 1902, t. I. vol. 7.

L. Gros. — Les Habitations ouvrières, — N° 18 — p. 403. 1899, t. II. vol. 2.

M. Lauzel. — De l'Alcoolisation, — N° 32 — p. 492. 1900, t. I. vol. 3.

A. Spire. — Le Budget d'un Alcoolique, — N° 40, p. 236. 1900, t. II. vol. 4.

O. Tabary. — La Lutte contre la tuberculose, — N° 68 — p. 482. 1901, t. II, vol 6.

J. Thiercelin. — La Lutte contre la tuberculose, — N° 65 — p. 278. 1901, t. II, vol. 6.

Réponse à O. Tabary, — N° 68, p. 488. 1901, t. I., vol. 6.

D. Verhaege. — La Lutte contre l'alcool, — N° 7 — p. 417. 1899. t. I, vol. 1.

Le Parti socialiste et la Lutte contre l'alcool, — N° 36 — p. 715. 1900, t. I, vol. 3.

Le Parti socialiste et la Lutte contre l'alcool, — N° 37 — p. 24. 1900, t. II, vol. 4.

REVUE CRITIQUE

E. Berth. — Le Socialisme et M. Faguet. — N° 6 — p. 372. 1899, t. I, vol. 1.

La Ruine du Monde antique, — N° 83 — p. 509. 1902, t. I, vol. 7.

Raoul Briquet. — Les Retraites ouvrières en Belgique, — N° 85 — p. 606. 1902, t. I, vol. 7.

Le Mouvement syndical en Belgique, — N° 93 — p. 900. 1902, t. I, vol. 7.

P. Cavaillon. — Superstitions politiques et Phénomènes sociaux, — N° 70 — p. 622. 1901, t. II, vol. 6.

Ch. Kaar. — Questions agraires, — N° 63 — p. 169. 1901, t. I, vol. 6.

La Chesnais. — Questions agraires, — N° 63 — p. 167. 1901, t. I, vol. 6.

La Représentation proportionnelle, — N° 120. —

G... — La Prévoyance sociale en Italie, — N° 4 — p. 235. 1899, t. I, vol. 1.

E. Lafont. — Les Grèves en France, — N° 122 — p. 287. 1903, t. II, vol. 10.

Marcel Landrieu. — La Question agraire, — N° 58 — p. 292. 1901, t. I, vol. 3.

A. Lévy. — Réponse de Kautsky à Bernstein, — N°s 23-24 — p. 782. 1899, t. II, vol. 2.

J. Longuet. — Les Congrès ouvriers en France, — N° 31 — p. 436. 1900, t. I, vol. 3.

A. de Monzie. — Les Conseils du Travail en Belgique, — N° 16 — p. 309. 1899, tr. II, vol 2.

Ch. Paix-Séailles. — Autour d'une Vie. — N° 80 — p. 361. 1902, t. I, vol. 7.

C. Polack. — Le Féminisme, — N° 114 — p. 372. 1903, t. I, vol. 9.

G. Sorel. — Des industries monopolisées aux Etats-Unis, — N° 1 — p. 57. 1899, t. I, vol° 1.

Le Socialisme et la Révolution française, — N° 2 — p. 122. 1899, t. I, vol. 1.

La Participation aux bénéfices, — N· 9 — p. 566. 1899, t. I. vol. 1.

G. Weill. — La Politique agraire du socialisme, — N· 55 — p. 499. 1901, t. I, vol. 5.

La Politique agraire du socialisme, — N· 56 — p. 459. 1901, t. I, vol. 5.

Bernstein et le Socialisme scientifique, — N· 70 — p. 626. 1901, t. II, vol. 6.

XIII

VARIÉTÉS

Ch. Booth. — Les Clubs ouvriers à Londres. — N° 40 — p. 226. 1900, t. II, vol. 4.

Henri Dagan. — Qu'est-ce qu'une Patrie ? — N° 52 — p. 224. 1901. t. I, vol. 5.

Le Nationalisme et M. J. Soury. — N° 100 — p. 2193. 1902. t. II, vol. 8.

P. Karmillow. — La Forteresse de Schlüsselbourg. — N° 57 — p. 552. 1901, t. I, vol. 5.

Emma Lucht. — Un Congrès féministe scandinave. — N° 102 — p. 1521. 1902, t. II, vol. 8.

Bernard Monod. — Les Réfugiés politiques en Angleterre. — N° 34 — p. 609. 1900. t. I, vol. 3.

L'ART, LA LITTÉRATURE

Articles, Nouvelles, Poésies, etc.

Juhanni Aho. — Le **Vieux parla** (nouvelle). — N° 93 — p. 997. 1902, t. I, vol. 7.

Lucien Besnard. — **Conversations**, — N° 73 — p. 29. 1902, t. I, vol. 7.

Sur l'éducation **des Enfants**, — N° 97 — p. 214. 1902, t. I, vol. 7.

G. Cosbuc. — Nous **voulons de la terre** (nouvelle), — N° 99 — p. 1292. 1902, tII, **vol. 8.**

Paul Ballaguy. — **Foung-Tsé et la** Femme (nouvelle), — N° 102 — p. 1531. 1902, **t. II, vol. 8.**

Fernand Dauphin. — **Premier Mai** (vers), — N° 89 — p. 802. 1902, t. I, vol. 7.

L. Descaves. — Les **Conscrits**, — N° 95 — p. 1098. 1902, t. I, vol. 7.

Jules Destrée. — **La maison du crime** (nouvelle), — N° 111 — p. 88. 1903, t. I, vol. 9.

A. France. — Science **et Prolétariat**, — N° 47 — p. 645. 1900, t. II, vol. 4.

Sur l'Imprimerie, — **N° 58** — p. 586. 1901, t. I, vol. 5.

Gorki. — La Sortie **(nouvelle)**, — N° 63 — p. 190. 1901, t. II vol. 6.

En face de la Vie **(nouvelle)**, — N° 87 — p. 715. 1902, t. I, vol. 7.

P.-H. Garnier — Les **Préjugés** Philosophiques, — N° 84 — p. 750. 1902, t. I, vol. 7.

H.-R. Hyndmann. — « **Travail** », de Zola, — N° 64 — p. 237. 1901, t. I, vol. 5.

G. Hauptmann — **Les Tisserands** (drame), — N° 73 — p. 32. 1902, t. I, vol. 7.

Les Tisserands **(drame)**, — N° 74 — p. 86. 1902, t. I, vol. 7.

Les Tisserands **(drame)**, — N° 75 — p. 134. 1902, t. I, vol. 7.

Les Tisserands (drame), — N° 76 — p. 170. 1902. t. I. vol. 7.
Les Tisserands (drame), — N° 77 — p. 228. 1902. t. I. vol. 7.
Les Tisserands (drame). — N° 78 — p. 278. 1902. t. I. vol. 7.
Les Tisserands (drame), — N° 79 — p. 328. 1902. t. I. vol. 7.
Les Tisserands (drame), — N° 80 — p. 372. 1902. t. I. vol. 7.
Les Tisserands (drame), — N° 81 — p. 422. 1902. t. I. vol. 7.
D. Halévy. — L'Inquisition au Moyen Age, — N° 88 — p. 759. 1902. t. I, vol. 7.
Paul Hervieu. — Casuistique bourgeoise (nouvelle), — N° 91 — p. 905. 1902, t. I, vol. 7.
A.-F. Herold. — Le Fruit d'immortalité. — N° 4 — p. 235. 1899. t. I, vol. 1.
G. Kalm. A Tolstoï (vers). — N° 72 — p. 764. 1901. t. II, vol. 6.
L. Lumet. — Des Juges. — N° 74 — p. 81. 1902. t. I, vol. 7.
L'Éducation du Goût. — N° 78 — p. 276. 1902. t. I. vol. 7.
Un Centenaire, — N° 82 — p. 469. 1902. t. I, vol. 7.
O. Mirbeau. — Scrupules (nouvelle). — N° 7 — p. 442. 1899. t. I. vol. 1.
W. Morris. — Une leçon du Roi (nouvelle). — N° 12 — p. 56. 1899. t. II, vol. 2.
M. Magre. — L'Adieu du Verrier (vers). — N° 21 — p. 607. 1899. t. II, vol. 3.
Le Mineur (vers). — N° 38 — p. 103. 1900. t. II. vol. 4.
La Science (vers). — N° 67 — p. 446. 1901. t. II. vol. 6.
Multatuli. — Le Bandjir (nouvelle). — N° 86 — p. 656. 1902. t. I. vol. 7.
A. Orliac. — La fête des Gerbes (vers). — N° 94 — p. 1047. 1902. t. I, vol. 7.
A. Rivoire. — La Lettre d'amour. — N° 98 — p. 1230. 1902. t. I. vol. 7.
Telekhov. — La Misère (nouvelle). — N° 83 — p. 517. 1902. t. I. vol. 7.
Contre l'Usage (nouvelle). — N° 89 — p. 804. 1902. t. I, vol. 7.
Contre l'Usage (nouvelle), — N° 90 — p. 852. 1902. t. I. vol. 7.

A. Vidal. — La Gorge (nouvelle), — N· 117 — p. 565. 1903, t. I, vol. 9.
Jean Vignaud. — Hymne au Jour (vers), — N· 47 — p. 680. 1900, t. II, vol. 4.
E. Verhaeren. — La Science (vers), — N· 83 — p. 515. 1902, t. I. vol. 7.
L'Hospice (vers), — N· 88 — p. 721. 1902, t. I, vol. 7.

Critique Littéraire.

René Arot. — Emile Verhaeren, — N· 72 — p. 732. 1902, t. I, vol. 7.
Henry Bauer. — Notes et Protestations, — N· 1 — p. 40. 1899, t. I, vol. 1.
Bourgin. — L'Anneau d'Améthyste — N· 8 — p. 484. 1879, t. I, vol. 1.
Raoul Briquet. — Le Secret de Frédéric Marcinelle, — N· 104 — p. 1721. 1902, t. II, vol. 8.
J. Bayle. — « Vérité », de Zola, — N· 123 — p. 398. 1903, t. II. vol. 10.
A. Dewinne. — A propos d' « Escal Vigoz », — N· 53 — p. 204. 1901, t. I, vol. 5.
N. Flamel. — Maxime Gorki, — N· 90 — p. 849. 1902, t. I, vol. 7.
Giraut. — La Politique de Victor Hugo, — N· 82 — p. 464. 1902, t. II, vol. 4.
A.-F. Hérold. — Henri Becque, — N· 10 — p. 609. 1899, t. II. vol. 2.
Victor Hugo Poète, — N· 81 — p. 417. 1902, t. I, vol. 7.
M.-A. Leblond. — « Résurrection », — N· 25 — p. 42. 1900, t. I, vol. 3,
La « Charpente », — N· 36 — p. 744. 1900, t. I, vol. 3.
Les « Mères sociales », — N· 97 — p. 1195. 1902, t. I. vol. 7.
Maurice Le Blond. — Emile Zola, — N· 108 — p. 2107. 1902, t. II, vol. 8.
Emile Zola, — N· 109 — p. 2200. 1902, t. II. vol. 8.
Miranda. — La « simplicité » de Francis Jammes — N· 93 — p. 1000. 1902, t. I, vol. 7.
A. Morizet. — L' « Etape », — N· 100 — p· 1340. 1902, t. II, vol. 8.
P. Poux. — Le « Ferment », — N· 18 — p. 424. 1899, t. II, vol. 2.
Ch. Péguy. — Les récentes œuvres de Zola, — N· 20 — p. 537. 1899. t. II, vol. 2.

Les récentes œuvres de Zola, — N° 21 — p. 600. 1899, t. II, vol. 2.
A. Rouquès. — Les « Vies Parallèles », — N° 96 — p. 1149. 1902, t. I, vol. 7.
G. Sorel. — « Jean Coste », — N° 65 — p. 245. 1901, t. II, vol. 6.
J.-B. Severac. — Le « Chaos », — N° 66 — p. 357. 1901, t. II, vol. 6.
Paul Souchon. — L'Année poétique 1902, — N° 105 — p. 1811. 1902, t. II, vol. 8.
Critique des Poèmes, — N° 117 — p. 620. 1903, t. I, vol. 9.
G. Trarieux. — G. Hauptmann, — N° 74 — p. 83. 1902, t. I, vol. 7.
Maurice Meterlinck, — N° 89 — p. 812. 1902, t. I, vol. 7.

Critique d'Art.

R. Ballaguy. — Les Peintres français du XVIII^e siècle. — N° 82 — p. 472. 1902, t. I. vol. 7.
Watteau. — N. 86 — p. 665. 1902, t. I, vol. 7.
Toulouse Lautrec. — N° 97 — p. 1197. 1902, t. I, vol. 7.
E. Couturier. — L'Avenir de l'Art, — N° 94 — p. 1048. 1902, t. I. vol. 7.
Léon Deshairs. — Art et Socialisme, — N° 6 — p. 355. 1899, t. I. vol. 1.
Les Façades : Corot, — N° 9 — p. 548. 1199, t. I, vol. 1.
Puvis de Chavannes, — N° 14 — p. 173. 1899, t. II, vol. 2.
Jean Dalou. — N° 18, p. 416. 1899, t. II, vol. 2.
L'Architecture à l'Exposition, — N° 42 — p. 354. 1900, t. II. vol. 4.
La Peinture à l'Exposition — N° 43 — p. 410. 1900, t. II, vol. 4.
Honoré Daumier. N° 60 — p. 745. 1901, t. I. vol. 5.
L'Exposition Falguière, — N° 81 — p. 420. 1902, t. I. vol. 7
Jules Destrée. — Les Primitifs Flamands, — N° 107 — p. 2008. 1902, t. II, vol. 8.
Constantin Meunier. — N° 113, p. 283. 1903, t. I. vol. 9.
René Fleury. — Le Legs Dutuit, — N° 114 — p. 378. 1903, t. I. vol. 9.
Critique d'art, — N° 120 — p. 156. 1903, t. II, vol. 10.
Critique d'art, — N° 121 — p. 236. 1903, t. II, vol. 10.

Les Salons, — N· 225 — p. 554. 1903, t. II, vol. 10.
E. Thébault. — Le Salon de 1902, — N· 92 — p. 949. 1902, t. I, vol. 7.
Le Salon de 1902, — N· 93 — p. 1004. 1902, t. I, vol. 7.

Critique Dramatique.

E. Buré. — En Paix, N· 27 — p. 167. 1900, t. I, vol. 3.
Le Ressort, — N· 29 — p. 301. 1901, t. I, vol. 3.
La Robe Rouge. — N· 33 — p. 561. 1900, t. I, vol. 3.
La Clairière, — N· 35 — p. 673. 1900, t. I, vol 3.
La Poignée, — N· 46 — p. 629. 1900, t. II, vol 4.
Danton, — N· 51 — p. 172. 1901, t. I, vol. 5.
Le Domaine, — N· 54 — p. 362. 1901, t. I, vol. 5.
La Course du Flambeau, — N· 58 — p. 624. 1901, t. I, vol. 5.
La Dernière salve, — N· 61 — p. 48. 1901, t. II, vol. 6.
L'Ecolière, — N· 68 — p. 500. 1901, t. II, vol. 6.
La Vie Publique, — N· 70 — p. 629. — 1901, t. II, vol. 6.
Le Baillon, — N· 70 — p. 629. 1901, t. II, vol. 6.
J. Bizet. — Les Théâtres, — N· 107 — p. 2015. 1902, t. II, vol. 9.
De Faramond. — La Saison Théâtrale 1902, — N· 101 — p. 1436. 1902, t. II, vol. 8.
P. Hepp. — Ces Messieurs, — N· 130 — p. 635. 1903, t. III, vol 11.
L'Affaire Grisel.
B. Monod, — Le Voile du Bonheur, — N· 71 — p. 697. 1901 t. II, vol. 6.
E. Pilon. — Le Théâtre, — N· 94 — p. 1055. 1902, t. I, vol 7.
A. Rouquès. — Les Remplaçantes, — N· 54 — p. 366. 1901, t. I, vol. 5.
Le Voiturier Hœnschel — N· 62 — p. 46. 1901, t. I. vol. 6.
L'Honneur, — N· 79 — p. 556. 1901, t. II, vol. 6.
Les Avariés, — N· 72. — p. 743. 1901, t. II. vol. 6.

Critique Musicale.

R. Brussel. — Siegfried à l'Opéra, — N· 75 — p. 130. 1901, t. II, vol. 7.
E. Guesse. — Le Festival Wagner, — N· 96 — p. 1145. 1902, t. I, vol. 7.
B. Monod. — Pelleas et Melisande, — N· 92 — p. 955. 1902, t. I. vol. 7.

XV

ARTICLES NÉCROLOGIQUES

S.-A. — Pierre Lavroff. — N° 28 — p. 193. 1900, t. 1, vol. 3.
— N° 29 — p. 274. 1900, t. 1, vol. 3.

E. Briat. — Fernand Pelloutier. — N° 55 — p. 420. 1901, t. 1, vol. 5.

H. Denis. — Ch. Longuet. — N° 129. —

Hubert Lagardelle. — A la Mémoire de Liebknecht. — N° 41. —

P. Theodoroff. — Vassa Pelagueitch. — N° 4 — p. 214. 1899, t. 1, vol. 1.

Sorgue. — Aline Valette. — N° 6 — p. 347. 1899, t. 1, vol. 1.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Avant propos..... Hubert Lagardelle.

	Pages
I. Actualité Théorique, Politique, etc.....	585
II. Etudes, Critiques et Documents.....	597
III. Les Enquêtes.....	605
IV. Les Partis Socialistes.....	610
V. Les Syndicats ouvriers.....	614
VI. Les Coopératives.....	620
VII. Les Questions municipales.....	623
VIII. Les Grèves.....	624
IX. Le Droit ouvrier. La Législation ouvrière.....	626
X. Les Questions agraires.....	628
XI. L'Hygiène sociale.....	629
XII. Revue Critique.....	630
XIII. Variétés.....	632
XIV. L'art. La Littérature.....	633
XV. Articles nécrologiques.....	638

Le Gérant : Jean Rieux.

Le Mouvement Socialiste est composé par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE).